

BIBL. OTTOMANA

141
I
11

5 NAPOLI

BIBL. NAZ.
VITT. EMANUELE III

141
I
11

141



11^a MS

epistola

HISTOIRE

D E

FRANCE.



TOME QUATRIEME.



— — — — —

— — — — —

— — — — —

— — — — —

HISTOIRE

D E

FRANCE,

DEPUIS L'ÉTABLISSEMENT DE LA MONARCHIE
JUSQU'A LOUIS XIV.

Par M. l'Abbé VELLÉY; & continuée par M. VILLARET.

—
TOME QUATRIÈME.
—



A P A R I S,

Chez { SAILLANT & NYON, rue Saint-Jean-de-Beauvais.
 { DESAINT, rue du Foin Saint-Jacques.

—
M. D C C. L X X.

Avec Approbation, & Privilège du Roi.





HISTOIRE

DE

FRANCE.



PHILIPPE IV,

Surnommé LE BEL.

LA majesté du trône soutenue avec gloire contre des vassaux également fiers & puissants ; une nouvelle pairie érigée dans la France ; le tiers-état admis aux assemblées de la nation ; la justice souveraine régulièrement administrée deux fois l'an , à Paris , à Rouen , à Troies ; les entreprises de Rome réprimées avec éclat ; les duels abolis pour toujours en matière civile ; l'ordre des Templiers exterminé dans toute la chrétienté ; la ville de Lyon réunie à la couronne , dont elle étoit séparée depuis environ quatre cents ans ; les apanages restreints aux seuls héritiers mâles : tels sont les événements prin-

Tome IV.

* A

Ann. 1286.
Le nouveau
roi est sacré à
Rheims.

Ann. 1286.

Spicil. t. 3,
p. 49.Mort du roi
d'Aragon.*Marian.* t. 3,
l. 14, p. 109.*Ferreras.* t.
4, 6, part. p.
356. 357.

cupaux, qui rendent à jamais célèbre le regne de Philippe IV. On l'a surnommé le Bel à cause de la beauté de son visage, des charmes de sa personne, & des graces qui accompagnoient toutes ses actions. Il avoit suivi le roi son pere dans l'expédition de la Catalogne; il reçut ses derniers sours à Perpignan. Aussi-tôt il prit le commandement de l'armée, qu'il ramena dans le Carcassez, où il fit quelque séjour, pour donner ordre aux affaires du royaume. Pierre de Montbrun, archevêque de Narbonne, & Gui de Lévis, seigneur de Mirepoix, furent nommés pour aller recevoir en son nom, le serment de fidélité de la noblesse, du clergé, & des communes de Toulouse, de Carcassonne, de Beaucaire & du Rouergue. Les lettres expédiées pour cette commission, étoient scellées du sceau dont il se servoit avant son avènement au trône: c'est, comme il le marque lui-même dans cette chartre, qu'il n'avoit pas encore eu le temps de faire fabriquer un sceau royal. De-là il se rendit à Rheims, où il fut sacré avec la reine son épouse par les mains de Pierre Barbet, archevêque de cette illustre métropole. Il avoit environ dix-sept ans, âge peu propre en apparence pour l'exécution des grands projets du feu roi: il eut cependant le courage de les embrasser tous. Il entreprit tout à la fois de faire valoir la donation de Rome en faveur du comte de Valois son frere; de forcer le roi de Castille à restituer aux princes de la Cerda, un sceptre qu'il avoit usurpé sur eux; enfin de contraindre les rebelles de Sicile à rentrer sous l'obéissance de la maison d'Anjou: mais le succès ne répondit point à son attente.

Dom Pedre devenu maître de la campagne par la retraite des François, eut bientôt repris ce qu'on lui avoit enlevé. Girone investie de tous côtés, battue par toutes les machines alors usitées, sans aucune espérance de secours, capitula, & se rendit à condition que la garnison auroit la liberté de se retirer en France. Peirade, Figueire, Castillon, & toutes les autres places conquises par le feu roi, subirent le même sort. L'ifle

de Majorque enfin fut prise sur D. Jayme , qui en voulant reconquérir son comté de Roussillon , perdit la partie de ses domaines qui lui donnoit le titre de roi. Le monarque Espagnol , animé par ce succès , prétendoit profiter du moment où la fortune commençoit à lui devenir favorable. Déjà il formoit de grands projets contre son frere , & contre la maison de France , lorsque la mort vint interrompre ses desseins , & fit échouer en un instant les vastes entreprises qu'il méditoit. On dit qu'il mourut d'une débauche , n'ayant pu modérer , jusqu'à l'entiere guérison de sa blessure , la passion qu'il avoit pour une maîtresse. On lui fit jurer que si le ciel prolongeoit ses jours , il seroit obéissant au saint siege : sur quoi l'archevêque de Tarragone lui donna une ample absolution de toutes les censures dont Rome l'avoit accablé : ce qui marque , ou peu de foi à ces anathêmes , ou beaucoup d'inconséquence dans la conduite. On ne sçait que trop ce qu'on doit penser de ces sortes de promesses , qu'arrache la vue du tombeau , qu'on se garderoit bien de faire en santé.

Depuis bien des années , l'Europe n'avoit vu tomber en si peu de temps un si grand nombre de têtes couronnées. Hugues de Lusignan , roi de Chypre , qui se disoit aussi roi de Jérusalem , mourut le premier (a) : il fut suivi d'Alfonse X , roi de Castille & de Léon (b) , de Charles d'Anjou , roi de Sicile (c) , du pape Martin IV (d) , de Philippe le Hardi , roi de France (e) , de D. Pedre , roi d'Aragon (f) , de Philippe , comte de Savoie (g) , & de Marguerite de Provence , reine de France , aïeule du roi régnant , épouse de saint Louis (h) : c'étoit une des belles femmes de son temps , plus sage encore que belle ; d'une si grande réputation d'esprit ,

Mort de la
reine Margue-
rite , femme de
S. Louis.

(a) Le 26 Mars 1284.

(b) Le 4 Avril 1284.

(c) Le 7 Janvier 1285.

(d) Le 28 Mars 1285.

(e) Le 5 Octobre 1285.

(f) Le 11 Novembre 1285.

(g) Le 19 Novembre 1285.

(h) Le 10 Décembre 1285.

Ann. 1286.

Ab.ég. chron.
t. 1. p. 242.

de prudence & d'équité, que les empereurs & les rois la choisirent pour arbitre & juge de leurs différends avec leurs vassaux (a). On assure que le roi son mari prenoit ses avis en tout : elle les lui donnoit, dit Mezeray, avec sagesse, sans passion, & tels que souvent ils étoient suivis. Elle vécut soixante-seize ans, & mourut à Paris dans un couvent de Cordelières qu'elle avoit fondé au fauxbourg saint Marceau : ce fut son séjour ordinaire pendant les quinze années de son veuvage.

Les Aragonois font une descende dans la partie méridionale de la France.

Le monarque Aragonois avoit quatre fils, D. Alfonse, D. Jayme, D. Frédéric, D. Pedre : il laissa au premier tous ses États d'Espagne : il donna au second toutes ses possessions d'Italie. Si Alfonse vient à mourir sans enfans, il rapelle D. Jayme en Aragon, veut que D. Frédéric lui succède au trône Sicilien : ce qui fut scrupuleusement exécuté. Les deux aînés étoient à peine couronnés, l'un à Sarragosse, l'autre à Palerme, qu'ils armerent puissamment par terre & par mer, pour se défendre, non contre les foudres de Rome, leur maison étoit accoutumée à les mépriser, mais contre les entreprises des François, qui leur paroissoient autrement redoutables.

Montan. chr.
des reys d'Arag. c. 152.

Bientôt la province vit paroître le fameux Roger Doria, le flambeau d'une main, le fer de l'autre, mettant tout à feu & à sang. Ce fut envain que trente mille hommes de pied & trois cents chevaux rassemblés à la hâte, essayèrent d'arrêter ce torrent impétueux : il renversa tout ce qui se trouva sur son passage. Une partie de cette armée est taillée en pieces : l'autre obligée de prendre la fuite, est poursuivie jusqu'à une demi-lieue de Béziers. Le château de Serignan devient la proie des flammes, & le vainqueur se rembarque chargé de riches dépouilles. Le lendemain il se fait voir à l'embouchure de l'Erau, se rend maître de toutes les barques qu'il rencontre, met pied à terre, & partage ses troupes en

(a) L'an 1264, le roi d'Angleterre se soumit à son arbitrage dans les démêlés qu'il eut avec le sire de Pons : exemple qui fut imité par l'Empereur Rodolphe en 1282.

deux corps. L'un qu'il commande en personne, prend Agde d'assaut, passe au fil de l'épée tous les habitants depuis l'âge de quinze ans jusqu'à soixante, pardonne à tous les autres, ainsi qu'aux femmes & aux enfants, brûle la ville, & n'épargne que la cathédrale & l'évêché. L'autre s'avance du côté de Vias, qui est emporté l'épée à la main, & livré au pillage. Les communes de saint Thiberi, de Loupian, de Gigean, se rassemblent à cette nouvelle, & volent au secours de leurs concitoyens: ils sont attaqués, défaits, contraints de se retirer avec perte de quatre mille hommes. De-là le terrible amiral fait voile, d'abord vers Aigues-mortes, où il s'empare de tous les bâtimens qui sont au port, ensuite vers Leucate, où il se saisit de vingt vaisseaux chargés de marchandises, puis vers Narbonne, où il commet d'horribles ravages; & rentre enfin dans le port de Barcelone, comblé de gloire & de richesses.

Philippe souffroit impatiemment qu'un soin plus pressant l'empêchât d'aller lui-même prendre sa revanche: il engagea le roi de Majorque, son allié, à porter la guerre jusque dans le sein de la Catalogne. Dom Jayme y étoit excité par un intérêt personnel: le monarque Espagnol venoit de lui enlever le sceptre & la couronne. Le ressentiment lui fit embrasser avec joie, l'occasion apparente de se venger. Aussi-tôt il se met en marche, suivi de la principale noblesse du Carcasséz, franchit le passage des Pyrénées, s'empare d'une partie du Lampourdan, laisse par-tout des marques de sa fureur, & vient investir Castillon. Mais sur la nouvelle que le roi d'Aragon s'avançoit à la tête d'un corps d'armée, il se retira avec précipitation, en bon ordre cependant, & repassa dans le Roussillon. Alphonse à son tour répand l'alarme sur nos frontieres: il n'ose pas néanmoins entreprendre d'y pénétrer. La fiere contenance des communes de Narbonne, qui avoient pris les armes sous les ordres du fils aîné de leur vicomte, l'oblige de retourner sur ses pas. Il étoit à peine rentré dans sa capitale, que le roi son oncle reparut dans le Lampourdan, où

Ann. 1186.

Ann. 1187,
1188.

Les François
à leur tour ravagent le Lampourdan.

Zurit, *Annal.*
t. 4. c. 82.

Ann. 1287.
1288.

Ibidem, ibid.
c. 99.

Prétendu mariage pour sept ans.

Extrait du Valesiana, Bibl. univ. tom. 25, p. 523 & 524.

il fit de nouveaux ravages. Cortavignon fut assiégé, & vivement pressé. Déjà la garnison méditoit de capituler, lorsqu'un corps de troupes supérieur à celui de D. Jayme, le contraignit de donner ses ordres pour la retraite. C'est tout ce qu'on sçait de cette expédition, qu'on doit plutôt regarder comme une excursion, que comme une guerre réglée.

On rapporte à ce même-temps un fait très-singulier, c'est que dans le comté d'Armagnac, il se fit publiquement un mariage pour sept ans entre deux personnes nobles, qui, ce terme expiré, se réservoient la liberté de le prolonger, si elles s'accommodoient l'une de l'autre. Le contrat porte, ajoute-t-on, que si les deux époux viennent à se séparer, ils partageront également & moitié par moitié tous les enfants qui seront provenus de cette union septenaire : si par hasard le nombre s'en trouve impair, ils tireront au sort, à qui des deux le surnuméraire apartiendra. C'est grand dommage assurément, que M. de Varillas soit le seul garant d'un fait si peu vraisemblable dans un siècle déjà éclairé. On a cherché inutilement ce contrat dans la bibliothèque du roi, où l'on assure qu'il existe : le sçavant académicien qui a la garde des manuscrits, n'en a aucune connoissance : quand même on le supposeroit réel, ce seroit moins la preuve d'un usage, qu'un monument de libertinage.

On ne sçauroit être trop en garde contre ces sortes d'anecdotes, qui séduisent d'autant plus aisément, que le cœur de l'homme est plus enclin à la malignité. On lit dans un écrivain satirique & passionné, que le canon *dilectissimis*, en exhortant à la pratique de cet axiome, *tout est commun en amis*, n'en excepte pas même les femmes : que l'adultère & la fornication, suivant l'auteur de la glose, sont de légers péchés, *que les François apellent bonnes fortunes* ; qu'un pape enfin, Sixte IV, sollicité de permettre le péché infâme pendant les trois mois les plus chauds de l'année, mit au bas de la requête : *soit fait ainsi qu'il est requis*. On saisit avidement

Ouvrage des sçavants, ann. 1688, p. 167, 69.

ces historiettes scandaleuses ; elles favorisent la dépravation des mœurs ; on oublie qu'elles pèchent contre toute vraisemblance , & qu'elles sont presque toutes contraires à la vérité. Le treizieme siecle , il est vrai , fut souillé de milles désordres , qui régnerent même dans les suivans. On voit par les actes du concile de Virsbourg , qui fut tenu en 1287 , qu'alors les ecclésiastiques gardoient peu de modestie dans leurs vêtements , fréquentoient les cabarets , jouôient aux tournois , entretenoient publiquement des concubines. On apprend d'un autre concile célébré à Rouen en 1299 , que les curés & autres bénéficiers paroissoient en public avec des habits courts & l'épée au côté ; qu'ils retiroient chez eux des femmes suspectes ; qu'ils exerçoient des charges dans les justices séculières , qu'ils prêtoient à usure , enfin qu'ils vivoient dans la débauche & les excès de la table. Il est rapporté dans les annales des comtes d'Oldembourg , qu'en certains diocèses , les officiaux , pour une somme d'argent , permettoient l'adultere pendant toute une année ; qu'en d'autres endroits , le fornicateur en étoit quitte pour une quarte de vin , taxe qui ne devoit finir qu'avec la vie. Une fois inscrit sur le registre , il faloit continuer de payer à perpétuité , quoiqu'on ne voulût plus , ou qu'on ne fût plus en état de pécher. Mais parce qu'il se trouve de nos jours quelques prêtres intéressés , libertins , fanatiques jusqu'au scandale ; parce qu'une jeunesse licencieuse viole sans pudeur toutes les loix de l'honêteté ; parce que des maris sans principe comme sans mœurs , oubliant leur devoir , leur fortune , leur honneur , entretiennent publiquement des femmes dont aucun homme de bien n'a jamais loué que la figure & les talents : faudra-t-il en conclure , ou que l'église permet ces excès , ou que les loix civiles les autorisent ?

Alors le pays de Liege fut le triste théâtre d'une sanglante bataille entre le duc de Brabant & le comte de Luxembourg , qui se disputoient la possession du duché de Limbourg. On étoit convenu de terminer la querelle

Ann. 1287,
1288.

Concil. tom.
XI, p. 1319,
1332, 1476.
Rer. Germ.
Meibom. t. 2,
p. 175, 76.

Ann. 1289.

Bataille gagnée dans le pays de Liege , par la bravoure des François.

Ann. 1189.

*Spicil. t. 3.
p. 48, 49.*

par un combat où ces deux princes devoient se trouver, chacun à la tête de quinze cents chevaliers : le comte & trois de ses fils y perdirent la vie & la victoire, dont le duc fut redevable à la bravoure des chevaliers François. On met l'archevêque de Cologne au nombre des prisonniers qui furent faits en cette célèbre journée : ce qui prouve que sur la fin du treizième siècle, les ecclésiastiques, malgré tous les foudres de l'église, n'avoient pas encore absolument renoncé à la profession des armes. Quelques années après (a), la réconciliation de ces deux illustres maisons se fit par le mariage du fils du comte avec la fille du vainqueur.

Affaires de
Sicile.*Nicol. special.
l. 3, c. 10, 11.
apud Murat. t.
10.**Spicil. t. 3, p.
48.*

La guerre cependant se faisoit en Sicile avec la même diversité de succès, que dans le Roussillon & la Catalogne. De part & d'autre on prenoit, on perdoit des villes. Le comte d'Artois, régent du royaume pendant la prison du roi Charles, avoit fait armer quarante vaisseaux : il en donna le commandement au comte d'Avelli, de la maison de Baux. Ce seigneur parut à la vue d'Agosta, au moment que les habitants en sortoient pour se rendre à la foire de Lentini : la ville fut surprise : le château capitula quelques jours après. Dom Jayme étoit à Messine, lorsqu'il aprit cette fâcheuse nouvelle : il se mit en chemin, lui onzième, pour aller donner des ordres à Catane, où l'on craignoit un soulèvement en faveur des François : démarche imprudente, qui le livroit au pouvoir de ses ennemis, si le détachement envoyé pour le surprendre, n'eût été lui-même surpris. Aussitôt il fut résolu d'assiéger le comte jusque dans sa nouvelle conquête. Doria monte sur sa flotte : Dom Jayme dans le même temps s'avance à la tête d'un corps considérable de ses troupes : Agosta est attaquée par terre & par mer.

Le monarque Sicilien aprit sur ces entrefaites, que la maison d'Anjou avoit de secrètes intelligences dans Marsale : il y envoya une forte garnison pour empêcher

(a) Ann. 1191.

toute surprise. La précaution étoit nécessaire. Bientôt Henri de Mari, amiral des Napolitains, se fit voir à la hauteur de cette ville ; mais s'apercevant que ses projets étoient découverts, il se retira sans rien entreprendre. Doria le poursuivit jusque dans le port de Naples, le défiant au combat d'une manière insultante pour les François. Ceux-ci trop sensibles à l'outrage, peu effrayés du malheur de Charles, qu'une pareille imprudence avoit perdu, aparcillent à la hâte soixante-dix vaisseaux, & se mettent en mer sous les ordres de Charles Martel, fils aîné du roi prisonnier. On prétend que le comte d'Artois étoit aussi de cette expédition. Philippe comte de Boulogne, fils du comte de Flandre, Gautier de Brienne, & Gui de Montfort suivirent l'exemple. L'action fut vive, opiniâtre, sanglante ; mais enfin la victoire demeura au général Sicilien. Il se saisit de quarante galeres, obligea les autres de prendre la fuite, & fit quatre mille prisonniers, qui tous furent rachetés, à la réserve de Montfort qui mourut dans la prison, victime de la haine du roi d'Angleterre dont il avoit assassiné le cousin germain, Henri d'Allemagne. On assure que Doria auroit pu s'emparer de Naples, s'il eût voulu profiter de la consternation publique : il se laissa éblouir à l'éclat de l'or, reçut une grosse somme, & conclut une trêve sans la participation de son maître. Quelques courtisans jaloux de son mérite, encore plus de sa fortune, crurent l'occasion favorable pour le perdre dans l'esprit du monarque : mais Procida qui avoit grand crédit dans le conseil, parla si vivement en sa faveur, qu'il empêcha de procéder contre lui.

Le comte d'Avelli étoit toujours assiégé dans le château d'Agoſta. Déjà les vivres commençoient à lui manquer : bientôt il fut réduit à la plus cruelle disette. La nouvelle victoire de l'amiral Sicilien ne lui laissoit aucune espérance de secours : il se rendit prisonnier de guerre avec toute sa garnison. On avoit une si haute opinion de l'habileté de ce général, que pour le délivrer, le conseil de régence consentit à céder Ischia, forteresse impor-

Ann. 1289.

tante, d'où les ennemis pouvoient rançonner tous les vaisseaux qui sortoient du port de Naples.

Dom Jayme, encouragé par ce succès, fit une descente dans la Calabre, s'empara de toutes les villes qu'il trouva sans défense, & finit par échouer devant Belvédere. Cette place avoit pour gouverneur un brave François, aussi habile ingénieur que grand capitaine, nommé Roger de Sanguinet : il désola les assiégeants par les pierres qu'il ne cessoit de lancer avec ses machines. Malheureusement il avoit deux fils prisonniers dans le camp ennemi. Doria, homme de sang, proposa de les faire attacher à l'endroit où ces pierres tomboient en plus grand nombre : Dom Jayme, plus barbare encore, suivit ce conseil sanguinaire, sans autre précaution que d'en faire donner avis au pere de ces deux infortunés gentilshommes. Sanguinet balança quelque-temps entre la tendresse & le devoir : mais enfin le service du prince l'emporta : il ordonna de continuer à tirer du même côté. Un de ses fils fut assommé, l'autre eut le bonheur d'échapper à cette grêle meurtrière. Le cruel monarque obligé de lever le siège, essaya, s'il étoit possible, d'effacer une tache si honteuse : il renvoya au commandant François celui de ses enfans qui ne devoit la vie qu'à une espece de miracle, & le corps de celui que sa barbarie avoit exposé à une mort certaine. De-là il s'avance vers Gaëte, où il avoit un grand parti, surprend le faubourg de la Meule, qu'il livre au pillage, & fortifie son camp, résolu de n'en point sortir, qu'il ne soit maître de la place. Bientôt néanmoins, assiégé plus qu'assiégeant, il se vit enfermé entre la ville & l'armée du comte d'Artois, qui vint camper à cent pas de lui. On se préparoit de part & d'autre à une sanglante bataille, lorsqu'on reçut la nouvelle, que la paix étoit conclue entre les rois d'Aragon & de Naples. Il est besoin de reprendre les choses d'un peu plus haut.

Le roi d'Angleterre fait hommage au roi : mauvais

Le Roi d'Angleterre avoit été mandé en France, pour y faire hommage des possessions qu'il tenoit de la couronne. Docile à l'ordre de son souverain, il se ren-

dit d'abord dans le Ponthieu, ensuite à Amiens, puis à Paris, où il fut traité splendidement. Il assista au parlement qui se tint après les fêtes de Pâque: enfin le mercredi de la semaine de la Pentecôte (a), dans une salle près du palais, il parut au pied du trône dans l'équipage d'un vassal, & se reconnut sujet du seigneur roi, pour les terres qu'il possédoit dans le royaume. L'évêque de Bath & de Wells portoit la parole, & dit au nom de son maître: » Sire, roi de France, le roi Henri, pere » de notre seigneur le roi d'Angleterre, fit certaines de- » mandes au roi Louis votre aieul, sur lesquelles fut » fait un traité de paix entre eux. Henri, suivant cette » convention, fit hommage non-seulement de l'Aquitai- » ne, mais encore des provinces qu'on s'étoit engagé de » lui remettre par cette même paix. Le roi mon seigneur » qui est ici présent, rendit les mêmes devoirs au roi » Philippe votre pere, sous les mêmes conditions. Ce- » pendant, sire, le traité n'a pas été fidèlement observé. » Or quoique par raison, comme il est avis à plusieurs » de son conseil, il pût débattre cet hommage, néan- » moins il ne veut pas actuellement entrer en dispute » sur ce sujet, si vous lui faites, comme bon seigneur, » la paix entériner, & toutes surprises ôter & amen- » der. Je deviens votre homme pour les terres que je » tiens de vous en-deça de la mer, selon la forme de la » paix qui fut faite entre nos ancêtres ».

» C'est ici, dit Rapin Thoyras, une matiere impor- » tante, qui eut de grandes suites dans un autre temps. » Il n'est pas difficile de s'apercevoir qu'en cette occa- » sion, Edouard voulut ménager les expressions, pour » ne pas trop s'engager, dans une circonstance où la » cour de France se trouvoit au plus haut point de prof- » périté. Il ne s'explique qu'en termes généraux, se ré- » servant de faire valoir dans des conjonctures plus fa- » vorables ses prétentions sur toutes les provinces enle- » vées à sa maison par les prédécesseurs du Roi régnant.

Ann. 1289.
se foi de Ra-
pin Thoyras.
Spicil. t. 3,
p. 47.

Rymer, ass.
publ. tom. 2,
part. 2 Gr 3
p. 8.

Hist. d'Angl.
t. 3, l. 9, p.
13, 14, 15.

(a) Ann. 1287.

Ann. 1189.

M. Secouffe,
Mém. de l'Acad. des Belles-Lettres, t. 17,
p. 135.

» Philippe, ajoute-t-il, se croyant sans doute en droit
» d'interpréter ces mêmes termes à son avantage, vou-
» lut bien recevoir l'hommage avec cette obscurité
» affectée ». On souscrit sans peine avec un célèbre acadé-
micien à l'estime que le public témoigne pour l'histoi-
re de ce François réfugié. Le style en est clair, natu-
rel, coulant : les faits y sont présentés avec ordre : on y
trouve des réflexions sentées, quelquefois même de
l'exactitude. Mais son animosité contre sa patrie, qu'il
ne haïssoit peut-être que parce qu'il la regrettoit, le
jette souvent dans des prévarications honteuses, que
rien ne peut excuser, ni justifier. Ce n'est point négligence, ou ignorance : c'est une mauvaise foi réfléchie.

Rymer. *ibid.*,
p. 8, 15.

Rapin a connu le recueil de Rymer : c'est, de son
propre aveu, la publication de ce grand ouvrage, qui
l'a engagé à entreprendre le sien : il fait des extraits de
presque toutes les pièces qu'il renferme : il cite même
le fameux traité où les prétentions d'Edouard sont am-
plement détaillées : mais pour avoir occasion de les étен-
dre à toutes les provinces confisquées sur le roi Jean, il
renverse malicieusement l'ordre des temps, & le fait
précéder l'hommage. Celui-ci néanmoins est constam-
ment du mercredi de la semaine de la Pentecôte 1287 ;
celui-là est du mois d'Août de la même année (a).
C'est trop peu dire : pour ne mettre aucune borne aux
protestations de son héros, il ne craint pas de le peindre
sous les traits d'un fourbe, qui se promet intérieu-
rement de réclamer dans une position moins critique,
ce qu'il cède extérieurement sous la foi sacrée du ser-
ment. Quel est en effet l'objet des demandes du monar-
que, selon la formule même de son hommage ? *qu'on
observe fidelement la paix faite avec saint Louis*. Il sous-
crit donc au traité conclu par le roi son pere, & par
conséquent renonce avec lui à la Normandie, au Mai-

(a) Le P. Daniel est tombé dans la même faute, (tom. 5, pag. 8) : sans
doute qu'il n'avoit pas consulté le recueil de Rymer, qui n'étoit pas alors
fort commun en France. Cela méritoit assurément une observation de la part
du nouvel éditeur de ce célèbre historien.

ne, à l'Anjou, à la Touraine, au Poitou. Mais, dit-on, les circonstances ne permettoient point d'entamer une affaire aussi délicate, que celle de la restitution de toutes ces provinces. Quel étoit donc alors *cet état de prospérité*, qui rendoit la France si redoutable? Gouvernée par un jeune prince de dix-sept ans, plein de courage à la vérité, mais sans aucune expérience, elle se voyoit engagée dans une guerre également opiniâtre & ruineuse contre l'Aragon, la Castille, & la Sicile. L'Anglois au contraire, sous un roi d'un âge mûr, formé de longue main aux affaires & aux armes, jouissoit d'une profonde tranquillité. Pouvoit-il espérer une conjoncture plus favorable, *pour faire valoir ses prétentions*? Mais on l'a dit, on le répète, Edouard ne portoit pas ses vues aussi-loin que le veut son panégyriste: il n'exigcoit que l'exécution de la paix conclue en 1259, entre les rois de France & d'Angleterre: il s'en explique clairement & *sans aucune obscurité*. Philippe, tout jeune qu'il étoit, le comprit parfaitement. Voici comme il s'exprime à ce sujet dans un monument tiré des archives de la nation Angloise: monument qui devient une preuve éclatante de la malignité d'un écrivain passionné, qui, dit un sçavant académicien, seroit devenu la honte & l'opprobre de la France où il étoit né, si lui-même ne s'en étoit banni.

» Edouard, roi d'Angleterre, seigneur d'Irlande, duc
» d'Aquitaine, notre très-cher cousin & féal, nous
» ayant représenté, que le traité conclu entre le roi saint
» Louis, notre aïeul, & Henri III, roi d'Angleterre,
» n'a pas eu une entière exécution; qu'on n'a point re-
» mis ce qu'on avoit solennellement promis, ou que
» par la suite on a repris par force ce qu'on avoit d'a-
» bord livré de bonne grace: Nous, Philippe, roi de
» France, ayant égard à la justice de ses demandes,
» nous déclarons authentiquement par ces présentes,
» que notre intention est que ladite paix soit observée
» dans tous ses articles. C'est pourquoi, 1°. nous lui

Ann. 1169.

Rymer, t. 1,
part. 2, p. 45,
& part. 3, p. 8.

Mém. de l'Acad.
des B. L.
t. 17, p. 337.

Traité de paix
entre les rois
de France &
d'Angleterre.

Rymer, t. 1,
part. 3, p. 14
& 15.

Ann. 1189.

» abandonnons toute la directe que notredit aïeul avoit
» & tenoit dans les villes & diocèses de Limoges , de
» Cahors , & de Périgueux , sauf l'hommage de ceux
» qui sont exceptés par la convention d'Amiens , sauf
» encore tout ce que nous ou nos prédécesseurs pouvons
» avoir acquis depuis dans les susdites provinces , par
» achat , donation , ou autrement. 2°. Nous lui cédon
» de même tout le temporel & toute la mouvance de
» la partie de la Saintonge , qui est au-delà de la Cha-
» rente , avec tous les fiefs & arrières-fiefs qu'y possé-
» doit autrefois le comte de Poitiers , ceux-mêmes que
» notredit aïeul avoit au temps de la première paix dans
» les villes & diocèses ci-dessus nommés. S'il s'en trou-
» ve quelques-uns que nous ne puissions pas lui remet-
» tre , nous lui ferons échange convenable , au dire de
» prudes hommes. Pour ce qui regarde le château de
» *Paracolle* , avec toutes ses dépendances , nous lui four-
» nisons un vassal , qui le tiendra de lui , & sera obligé
» de lui obéir comme à son seigneur , sauf le droit d'au-
» trui. 3°. Une chose nous arrêtoit , & sembloit for-
» mer une difficulté insurmontable ; le roi d'Angleterre
» prétendoit que la terre possédée dans le Querci par
» le comte de Poitiers , étoit comprise au nombre des
» provinces qu'on devoit lui restituer ; attendu qu'il
» n'avoit pas tenu au roi son pere , qu'on ne fît les in-
» formations prescrites par le traité de paix , & que ses
» témoins étoient morts pendant les délais qu'on y
» avoit apportés. Nous soutenions au contraire , que le
» duc d'Aquitaine n'y avoit aucun droit ; que le feu
» roi , notre seigneur & pere , ni ses gens , n'avoient
» formé aucun obstacle aux éclaircissements qu'on avoit
» exigés ; qu'ils avoient été constamment très-disposés ,
» que nous étions nous-mêmes prêts à lui faire droit
» sur cet article , s'il pouvoit prouver la légitimité de
» ses prétentions. Enfin , par l'avis des gens de bien &
» des seigneurs , nous sommes convenus de ce qui suit :
» Nous , Philippe , promettons de payer audit roi d'An-

» glecterre & à ses héritiers, une pension annuelle de trois
 » mille livres tournois (a), que nous nous obligions de lui
 » assurer sur quelques-uns de nos domaines. Le roi d'An-
 » glecterre de son côté, en reconnaissance de cette faveur,
 » renonce pour lui & ses successeurs à toutes demandes
 » ultérieures, nous remettant à perpétuité le fief de Quer-
 » ci, & tout le droit qu'il y a, ou qu'il y avoit. 4°. Quant
 » aux domaines sur lesquels cette rente sera assignée, le
 » roi d'Angleterre les tiendra de nous & de nos succes-
 » seurs, ainsi que ceux que nous lui cédon's par cette
 » transaction, *sous le même hommage-lige*, sous lequel
 » il tient la terre de Gascogne, & toutes celles qu'il a, ou
 » qu'il aura dans le royaume en vertu des susdites paix ».

Ann. 1179.

Telle fut la conclusion de cette grande affaire décidée
 sous saint Louis, exécutée sous Philippe-le-Hardi, con-
 sommée enfin sous Philippe-le-Bel. Ce prince venoit
 de favoriser Edouard, en lui accordant plusieurs choses
 qu'il n'avoit pas droit d'exiger; ce qui fit mettre pour
 titre à l'acte qui en fut expédié, *grace faite au roi d'An-
 glecterre*. Le monarque, par ses lettres-patentes, datées
 du mois de Juillet (1286), consent que les terres possé-
 dées par le duc d'Aquitaine dans le royaume de Fran-
 ce, ne puissent être confisquées, ni pour jugement in-
 juste, faux, mauvais, ni pour déni de justice. Il promet
 de plus de renvoyer les parties apelantes au sénéchal de
 Guienne, & s'engage à lui donner trois mois, pour sou-
 tenir, ou pour réformer ses arrêts: concession néan-
 moins qui ne doit avoir lieu que pendant la vie d'E-
 douard, après quoi les choses retourneront dans leur
 premier état.

Grace ac-
 cordée au roi
 d'Angleterre.

Rymer, *ibid.*
 p. 8.

Le monarque Anglois employa près de six mois à cette
 négociation. Elle ne fut pas plutôt terminée, qu'il se
 rendit à Bordeaux, où il tint un grand parlement, &
 reçut divers envoyés de Castille, d'Aragon & de Sicile:
 ce qui causa quelques alarmes à Paris. Mais il n'avoit
 alors que des vues pacifiques: tout l'objet de ses desirs

Treuve entre
 la France &
 l'Aragon par
 la médiation
 du roi d'An-
 glecterre.

(a) Non six mille, comme le dit Rapin Thoyras, qui exagere toujours
 lorsqu'il s'agit de quelque prétention de l'Angleterre vis-à-vis de la France.

Ann. 1289.

Rymer, ibid.
p. 10, 11, 12.Négociations
pour la délivrance du prince de Salerne.*Idem, ibid.*
p. 14, 15.Premier traité
réprouvé par
Honorius IV.

étoit de procurer la liberté de Charles II, surnommé le Boiteux, fils aîné de Charles d'Anjou, roi de Sicile; frere de saint Louis, oncle (a) de Philippe-le-Hardi. Le premier de ses soins avoit été de ménager une suspension d'armes entre les couronnes de France & d'Aragon. Le roi Philippe, vaincu par ses prieres, avoit consenti qu'il en fût le médiateur: Alphonse informé de ses démarches officieuses, n'avoit rien eu de plus pressé que de lui envoyer avec ses ambassadeurs, Pierre-Martin d'Artafone & Jean de Zapata, deux seigneurs de son conseil, pour le remercier de ses offres obligeantes, & lui remettre toute son autorité. Edouard, muni de ces pleins-pouvoirs, eut bientôt surmonté toutes les difficultés, & la treve fut conclue pour un an entre les deux rois & leurs alliés, tant sur mer, que sur terre (a).

Aussi-tôt il en écrivit au pape, dont Philippe avoit exigé l'agrément. Honorius, c'étoit le nom du pontife, lui répondit avec plus de politesse que de franchise. Il le loue de ses bonnes intentions: mais en même-temps il lui représente qu'il se charge d'une affaire extrêmement difficile, par la multiplicité des intérêts qui s'y trouvent mêlés, & l'exhorte à négocier de maniere qu'il ne perde jamais de vue la gloire de Dieu, l'honneur de l'Eglise & du roi des François, le salut de son ame, la délivrance du prince Charles, la liberté des fils de Ferdinand de la Cerda, & la tranquillité durable de la France & de la Castille. Il le prie sur-tout de ne rien conclure, que de l'avis des archevêques de Ravenne & de Mont-réal, qu'il lui avoit envoyés, avec des ordres secrets de lui rendre un compte exact de tout, & de traiter de façon qu'on ne pût les soupçonner ni d'empressement, ni d'indifférence pour l'accommodement.

Tant de précautions de la part du pontife, marquoient

(a) Non son frere, comme le dit sans fondement Rapin Thoyras, *Hist. d'Angl.* t. 3, p. 10.

(a) Ce traité qui fut conclu à Paris pendant le séjour qu'y fit Edouard, est daté du 25 Juillet 1286.

moins

moins un éloignement pour la paix, qu'une sage défiance sur les conditions auxquelles elle seroit conclue. On lui avoit rapporté qu'Alfonse, à l'instigation de la reine sa mere & du roi son frere, ne vouloit négocier que sur le plan d'un traité projeté autrefois, lorsque le prince de Salerne étoit prisonnier en Sicile. Il portoit, 1°. que Charles céderoit au roi D. Jayme toute la Sicile, avec les isles adjacentes, le tribut que le roi de Tunis payoit tous les ans, & de plus dans le continent d'Italie, toutes les places & toutes les terres comprises dans l'archevêché de Reggio: 2°. qu'il seroit en sorte, que tout ce qui avoit été fait par les papes contre la maison d'Aragon, fût révoqué, & que la confiscation du royaume d'Aragon en faveur de Charles de Valois, frere du roi de France, fût déclarée nulle: 3°. que son fils aîné épouserait Iolande sœur du roi d'Aragon, & que Blanche sa fille cadette seroit donnée en mariage au roi de Sicile: 4°. qu'afin de faciliter l'exécution de tous ces articles, il seroit fait une treve de deux ans entre la maison d'Aragon d'une part, & l'Eglise Romaine de l'autre: ce qui n'empêcheroit point D. Jayme de secourir son frere Alfonso dans quelque guerre que ce fût. Honorius, indigné qu'on disposât, sans le consentement du saint siege, d'un royaume qui lui apartenoit, assembla les cardinaux; & de leur avis, cassa & annulla ce traité, si cependant il existoit, comme attentatoire à l'autorité de l'Eglise, injurieux aux souverains pontifes, honteux, onéreux, funeste à la maison d'Anjou; défendit sous les plus graves peines de traiter à des conditions si dures, proscrivit enfin & déclara de nulle valeur toute transaction qui pourroit être faite dans le même goût.

Edouard n'ignoroit point ces dispositions du pape: mais rien ne fut capable de le détourner de son dessein, ni les prétentions exorbitantes de l'Aragon, ni la fierté de Rome, ni même la mort du souverain pontife, qui arriva sur ces entrefaites. Il écrivit aux cardinaux assemblés, pour les prier de confirmer la treve, dont il avoit

Ann. 1287.
Idem, *ibid*,
p. 25.

Second traité
rejeté par
Nicolas IV.

Ibid.

Tome IV.

* C

été le médiateur , & poursuivit son entreprise avec ce zele intrépide , qui est presque toujours garant du succès. Il eut plusieurs conférences avec le roi d'Aragon : Mezeray même assure qu'il passa en Sicile , pour traiter avec D. Jayme : mais les histoires d'Angleterre ne font aucune mention de ce voyage. Enfin dans une entrevue des deux rois à Oléron , il fut convenu que le prince de Salerne seroit remis en liberté dans le cours de l'année , à ces conditions : 1°. qu'il laisseroit pour ôtages ses trois fils aînés ; sçavoir , au moment de sa délivrance , les deux puînés , Louis & Robert ; dix mois après , Charles l'aîné , pour lequel cependant il livreroit son cinquième fils , Raymond Bérenger , qui ne lui seroit rendu , que lorsque le premier se seroit constitué prisonnier : 2°. qu'il payeroit cinquante mille marcs d'argent ; trente mille en especes , vingt mille en billets , dont le roi d'Angleterre seroit caution , & qui demeureroient confisqués , si le fils aîné ne remplissoit point ses engagements ; auquel cas , Raymond Bérenger tomberoit en la main du monarque Aragonois & de ses héritiers , sauf la vie & les membres : 3°. qu'outre les trois princes , on remettroit au roi d'Aragon soixante autres fils aînés des seigneurs les plus qualifiés de la Provence , dont les châtelains , barons , chevaliers , syndics , jureroient , si leur comte manquoit à l'exécution de ses promesses , qu'ils passeroient sous l'obéissance d'Alfonse , qui alors deviendrait maître de tout le comté , lui & ses héritiers à perpétuité : 4°. que Charles , avant que de sortir de prison , seroit confirmer la treve conclue pour un an entre la France & l'Aragon ; treve où la Provence & la Sicile devoient être également comprises : 5°. que les ôtages , la terre de Provence , enfin les cinquante mille marcs d'argent demeureroient à la disposition du prince Espagnol , si Charles , délivré de sa captivité , ne travailloit point efficacement à procurer une suspension d'armes pour trois ans entre l'Église , la France , la Provence , l'Aragon & la Sicile : 6°. qu'il perdrait également ces mêmes cinquante mille

Ann. 1289.

Abreg. chron.
t. 2 , p. 772.

Rymer, ibid.
p. 18 , 19 &
23 , 24.

marcs, s'il n'agissoit pas de bonne-foi auprès du souverain pontife, tant pour le réconcilier avec la famille royale d'Aragon, que pour lui faire ratifier ce présent traité dans l'année de sa délivrance : 7°. que le roi Alfonse & ses héritiers disposeroient à leur gré des otages, & pourroient mettre en leur main tout le comté de Provence, si Charles, dans l'espace de trois ans, n'avoit pas conclu une paix durable entre le pape, le seigneur Charles son frere, & les maisons d'Anjou & d'Aragon : 8°. que ce malheureux prince en un mot jureroit sur son corps & sur son ame, avant & après sa délivrance, l'observation fidele de tous ces articles, sous peine d'être réputé infâme, parjure, indigne à jamais des honeurs & du nom de roi, si dans l'impossibilité de remplir ses engagements au temps marqué, il ne venoit pas se remettre prisonnier en Aragon (a).

Ann. 1289.

On frémit de la dureté de ces conditions. Le roi d'Angleterre, Edouard même, qui les avoit rédigées, ou du moins accordées, n'osa les notifier au saint pere, qui lui en fit des reproches. Nicolas cependant, c'est le nom qu'avoit pris le nouveau pontife, en fut pleinement informé, soit par le ministère des deux prélats que le feu pape avoit envoyés au monarque Anglois, soit par l'indiscrétion de ceux qui avoient été présents à la négociation. Il ne put les lire sans être saisi d'une vive indignation : les unes, dit-il, sont abominables aux yeux de Dieu, les autres injurieuses & dommageables à l'Eglise : celles-ci onéreuses & funestes à la maison d'Anjou, celles-là dispendieuses & préjudiciables au roi de France : quelques-unes impossibles, illicites : quelques autres pernicieuses, horribles, détestables, d'un mauvais exemple enfin pour les fideles. Il proteste que jamais Rome n'y souscrira, qu'elles sont nulles, qu'on n'a pu en un mot, ni les proposer, ni les accepter sans l'agrément du saint siege, dont le prince de Salerne étoit feudataire.

Ibid., p. 23.

(a) Ce traité est daté d'Oléron le jour de Saint Jacques 1287.

Ann. 1189.

Aussi-tôt il écrivit aux Siciliens , pour les exhorter à rentrer dans le devoir ; au roi d'Aragon , pour lui ordonner de venir rendre compte de sa conduite ; au roi Philippe , pour confirmer de nouveau la donation du royaume d'Aragon à Charles de Valois , & lui accorder pendant les trois années suivantes les décimes des biens ecclésiastiques. Les Siciliens méprisèrent , & ses menaces , & ses foudres. Alfonse témoigna plus de modération , & lui envoya des ambassadeurs , qui essayèrent inutilement de le fléchir en faveur de la maison d'Aragon. La réponse fut que le seul moyen d'apaiser Rome étoit de rendre , & la liberté , & la Sicile au prince de Salerne. Philippe , pour assurer le succès d'une guerre où il satisfaisoit en même-temps sa piété envers l'Eglise , & sa tendresse pour son frère , résolut de s'accommoder avec D. Sanche , roi de Castille , & d'accepter la ligue qu'il lui offroit contre l'Aragon.

Traité de paix
entre la France
& la Castille.
Ligue des deux
couronnes contre
l'Aragon.

*Mariana, hist.
d'Esp. rom. 3,
p. 214, 216.*

Il y avoit deux ans (a) , que les deux rois étoient convenus de s'aboucher à Baïonne : l'entrevue cependant ne s'étoit point faite , sans qu'on en ait pu sçavoir la véritable raison. Philippe s'arrêta au Mont-de-Marsan , & Dom Sanche demeura à Saint-Sébastien , d'où il envoya D. Gonzales , archevêque de Tolède , pour conférer avec le duc de Bourgogne , que le monarque François avoit nommé son plénipotentiaire. Robert , c'est le nom du prince Bourguignon , quelques avances que lui fit le prélat , ne voulut rien écouter : il exigeoit pour préliminaires que le roi de Castille se séparât d'avec Marie de Molina , dont le mariage étoit notoirement nul (b) , & qu'il épousât , ou Marguerite , ou Blanche de France , toutes deux sœurs du roi Philippe. Dom Sanche aimoit tendrement la reine sa femme , princesse d'une grande vertu : il en avoit deux enfants. un fils & une fille : il rejeta la proposition avec indi-

(a) Ann. 1186.

(b) Elle étoit fille d'Alfonse de Molina , grand oncle de Dom Sanche : il falloit une dispense , que les deux époux n'avoient point attendue , & que le pape refusoit constamment.

gnation : les conférences furent rompues. Enfin la négociation fut renouée (en 1288) à la sollicitation du pape, qui avoit sçu gagner la reine de Castille & l'archevêque de Tolède. Marie, toujours inquiète sur son mariage, crut que c'étoit le meilleur moyen d'obtenir cette dispense si long-temps souhaitée en Castille, si constamment refusée à Rome, où la cour de France avoit tout crédit. Elle agit si vivement, que les deux monarques envoyèrent leurs ambassadeurs à Lyon, où cette affaire devoit se traiter en présence du légat que le saint siege avoit nommé pour ménager une ligue entre les deux couronnes. C'étoit le célèbre cardinal Jean Cholet, que le Beauvaisis a vu naître d'une famille noble; que son mérite a élevé à la pourpre, lorsqu'il n'étoit encore que simple chanoine de Beauvais; que le pape Martin IV employa dans les plus grandes négociations; à qui Paris enfin doit la fondation du college qu'on apele encore aujourd'hui de son nom (a).

Ann. 1289.

Idem, ibid.
123.

On procédoit de bonne-foi de part & d'autre: la paix fut bientôt conclue. Les deux rois convinrent d'une ligue, pour contraindre le roi d'Aragon de remettre entre les mains du monarque François les deux princes, Alfonse & Ferdinand de la Cerda, qu'il tenoit prisonniers depuis plusieurs années. Dom Sanche promit de céder à l'ainé le royaume de Murcie, à condition qu'il le tiendrait comme un fief relevant de la Castille, & qu'il renonceroit absolument à toutes ses prétentions sur cette couronne : si Alfonse mourait sans enfants, Ferdinand son cadet étoit substitué au trône qu'on lui abandonnoit par ce traité. Le prince Castillan s'obligeoit de plus à entretenir mille chevaux au service de la France, qui étoit sur le point d'entrer en guerre contre l'Aragon, & s'il étoit nécessaire, s'engageoit de lui fournir des vivres en payant. On dit que la princesse Blanche, mere des deux Infants, outrée que l'on sacrifiait les intérêts de ses fils à l'ambition du roi Sanche, n'épargna rien pour soule-

Idem, ibid.
124.

(a) Il mourut le 1 Août 1293 : la fondation du college des Cholets n'eut son exécution qu'en 1295.

Ann. 1289.

ver tous les princes voisins contre la Castille. Elle alla de tous côtés mendier des secours : bien des peines, des courses & des fatigues inutiles, furent le seul fruit qu'elle retira de ses sollicitations.

Les princes de la Cerdà sont remis en liberté, & obligés de faire leur paix avec D. Sanche.

Idem, l. 14, p. 230, 234.
l. 15, p. 312, 319, l. 16, p. 415.

Ferreras, hist. d'Esp. t. 1, p. 375, 459.

Mais ce qu'elle ne put obtenir de l'amitié & de la compassion, elle eut tout lieu de l'espérer de la politique & de la haine. Quelques seigneurs mécontents du gouvernement, se révoltèrent ouvertement contre le monarque Castillan. Le moyen le plus sûr de le perdre, étoit de faire valoir le droit légitime de l'aîné des princes de la Cerdà : ils le demandèrent au roi d'Aragon, qui ayant un intérêt essentiel à brouiller la Castille pour l'empêcher de se joindre à la France, reçut leur proposition avec joie. Il promit de les soutenir de toutes les forces, fit sortir les deux Infants du château de Jatiba, où ils étoient gardés à vue, ordonna de les lui amener à Sacca, reconnu l'aîné pour roi de Castille, & le remit aux chefs des conjurés, qui lui firent hommage, comme à leur souverain. Cette démarche fut la source d'une guerre sanglante, qui fit chanceler la couronne sur la tête de D. Sanche. On dit que le monarque François, fidele à ses derniers engagements, eut une entrevue à Baïonne avec son nouvel allié ; que non-seulement il lui sacrifia deux princes malheureux qui avoient l'honneur d'être ses proches parents, mais même qu'il renonça en sa faveur à tous les droits qu'il pouvoit avoir sur la Castille. Quoi qu'il en soit, Alphonse de la Cerdà, proclamé roi dans Badajoz, se montra digne du trône où l'apeloient & sa naissance & le vœu des peuples. Il y seroit monté sans doute, & s'y seroit maintenu glorieusement, si la fortune sçavoit rendre justice au mérite : elle l'abandonna au milieu de ses succès. La France avoit cessé de le protéger : l'Aragon se lassâ bientôt d'une guerre plus glorieuse dans son principe, qu'avantageuse dans ses suites : il se vit obligé d'aller se jeter aux pieds de l'usurpateur, & de lui baiser la main : ce qui est parmi les Espagnols une marque de la plus profonde soumission. On lui donna, suivant le traité de Campillo, un

apanage composé d'un certain nombre de villes, dont le revenu devoit monter à quatre cent mille maravedis : fortune assez considérable alors pour soutenir avec éclat sa naissance & son rang, foible consolation néanmoins pour tant de royaumes auxquels on l'obligeoit de renoncer (a).

Ann. 1239.

Le monarque Aragonois, rassuré contre les entreprises du Castillan qu'il avoit sçu occuper chez lui, n'étoit pas sans inquiétude sur la guerre qu'il falloit soutenir contre la France. Pour se délivrer de cette crainte, il résolut de s'accommoder enfin avec le prince de Salerne. Ce qui avoit empêché le succès des premiers traités, étoit moins le refus que Rome faisoit de les ratifier, que la clause par laquelle Charles devoit demeurer prisonnier jusqu'à l'entière exécution de tous les articles : il consentit à lever ce fatal obstacle. Bientôt la négociation fut renouée. Charles ne pouvoit plus supporter les horreurs de la captivité : Alphonse redoutoit les armes Françoises, qui sous le dernier regne avoient mis l'Aragon dans un danger extrême. Il ne pouvoit à la vérité se dissimuler que les serments d'un prisonnier sont de foibles liens pour le retenir lorsqu'il voit une fois ses fers brisés : mais en même-temps il se rassuroit sur le nombre & la qualité des otages qu'il exigeoit : l'accord fut prompt.

Troisième traité pour la délivrance du prince de Salerne, qui est enfin remis en liberté.

On convint à Campo-Franco, que le prince de Salerne seroit enfin remis en liberté. Le nouveau traité n'étoit qu'une confirmation de celui qui avoit été con-

(a) Le traité de Campillo est de 1305 : la soumission d'Alphonse de la Cerdà est de 1330. Ce prince s'étoit marié en France avec une Dame d'une naissance illustre, que Mariana apele Madefse, & qu'il dir du sang royal : mais on ne trouve aucune princesse de ce nom dans l'histoire généalogique de la maison de France. Il en eut deux fils, D. Louis, qui le suivit en Espagne, & D. Juan ou Charles, qui demeura en France. Le premier fut pere d'Isabelle, qui épousa Bernard, fils naturel de Gaston Phébus, comte de Foix : c'est d'eux que descendent les ducs de Medina-Celi. Le second devenu comte d'Angoulême, puis connétable, fut assassiné dans son lit au chàteau de l'Aigle en Normandie, par les ordres de Charles le mauvais, roi de Navarre. D. Ferdinand, frere d'Alphonse, fut aussi compris dans la pacification de Campillo : on lui assura la pension d'Infant, c'est-à-dire, de prince du sang royal.

Ann. 1289.

Rymer, t. 1,
part. 3, p. 27,
28.

clu l'année précédente à Oléron (a). On n'y fit que de légers changements, tous relatifs aux circonstances qui étoient elles-mêmes changées. Celui d'Oléron n'accordoit l'élargissement du prisonnier, qu'après l'accomplissement des conditions : celui de Campo-Franco porte simplement, qu'au moment de sa délivrance, il remettra entre les mains du roi d'Aragon ses deux fils, Louis & Robert, avec une somme de vingt-trois mille marcs d'argent. On lui donne trois mois, à compter du jour de son affranchissement, tant pour livrer son cinquième fils Raymond Bérenger, les soixante otages Provençaux, & les sept mille marcs restans des trente mille, que pour faire prêter les sermens & faire rendre les hommages stipulés dans la première convention. Le roi d'Angleterre cependant en garantira l'exécution ; donnera pour cet effet soixante-seize otages, trente-six barons, quarante bons bourgeois qui seront astreints aux mêmes conditions que ceux de Provence dont ils tiennent la place ; jurera sur les saints Evangiles, ou fera jurer

(a) On trouve de grandes fautes dans toutes nos histoires modernes sur l'article de la délivrance du prince de Salerne. Nos meilleurs auteurs, Mezeray, Daniel, &c. n'ont connu ni la marche, ni la substance des négociations entamées à ce sujet. Il est certain, qu'il y eut à cette occasion trois traités, ou projets de traité : le premier dressé en Sicile, lorsque Charles y étoit détenu prisonnier : le second convenu à Oléron dans une entrevue des rois d'Angleterre & d'Aragon : le troisième consommé à Campo-Franco. Celui de Sicile est un précis des conditions auxquelles D. Jayme & la reine Constance sa mere vouloient qu'Alfonse traitât avec son captif. Edouard n'y eut aucune part. C'est celui-là même que le pape Honorius annulla dans une assemblée des cardinaux. Celui d'Oléron est l'ouvrage du roi d'Angleterre : Nicolas IV le proscrivit, & le déclara abominable aux yeux de Dieu, détestable devant les hommes. Honorius n'en eut aucune connoissance. Le traité est du 25 Juillet 1287 : Honorius étoit mort le 3 Avril de la même année. Celui de Campo-Franco décida enfin de la liberté de Charles : il fut ménagé si secrètement, que le prisonnier étoit délivré avant que le pape en eût avis. Quoi qu'en dise le P. Daniel, il n'est question dans ces deux derniers, ni de céder la Sicile à D. Jayme, ni d'obliger Charles de Valois à renoncer à l'Aragon, mais simplement de procurer à la maison d'Aragon une paix durable avec Rome & avec la France ; ce qui signifie la même chose peut-être : mais on crut devoir ménager les termes, pour ne pas irriter ces deux puissances : C'étoit un vaste champ ouvert aux observations du nouvel éditeur de ce sçavant historien, qui n'a été, que parce que le recueil de Rymer étoit peu connu de son temps : aujourd'hui cette excuse ne subsiste plus. Voyez Rymer, tom. 1, part. 3, p. 18, 23, 27.

sur

sur son ame, qu'il ne quittera point la France, que Charles de Sicile n'ait rempli tous ses engagements. Enfin, pour plus grande sûreté, Gaston, vicomte de Béarn, interviendra comme caution des sept mille marcs, & engagera au prince Aragonois toute la terre qu'il possède en Catalogne, excepté le château de Rose avec toutes ses dépendances.

Ann. 1289.

Les autres articles sont moins de nouvelles obligations, que des preuves d'inquiétude de la part du roi d'Aragon sur l'observation des anciennes. S'il s'engage à remettre toutes les sommes données, ou promises, lorsque le prince de Salerne aura rempli ses engagements, si même il promet & jure, non-seulement de ne point toucher, mais de ne point permettre qu'on touche à celles qui ont été délivrées, il exige d'un autre côté que le roi d'Angleterre s'oblige sur son ame, si Charles manque à sa parole, de payer vingt mille marcs d'argent d'une part, & cinquante mille de l'autre; non toutefois dans le même-temps, mais en plusieurs parties, en différens termes, & dans les lieux qu'il indique. Si l'aîné des fils du captif vient à mourir dans les dix mois prescrits pour se constituer prisonnier, le monarque Aragonois retiendra Raymond Bérenger, qui lui-même, en cas de mort avant que d'avoir pu satisfaire à l'engagement de son pere, sera remplacé par un autre frere. Si le prince Charles, dans l'impossibilité d'accomplir ses promesses, vient se remettre prisonnier, il se présentera sans fraude & dans un lieu sûr, c'est-à-dire, ou au col de Pannissar, ou à Junqueras, ou à sainte Christine: Alfonse alors rendra les otages avec l'argent, & le traité devient absolument nul. Les deux rois firent jurer sur leurs ames les articles qui les regardoient, l'Anglois par le chevalier Pierre de Channet, l'Aragonois par noble homme Gilbert de Crudeliis: Alfonse & Charles jurèrent en propres personnes ce qui les concernoit, en touchant les saints Evangiles.

Tel est le précis de cette fameuse convention, qui décida de la délivrance de Charles de Sicile. Elle est

Rome & Paris refusent de

Tome IV.

* D

Ann. 1289.
ratifier le traité de Campo-Franco.

Mariana, t.
3, p. 222.

La guerre recommence, & bien-tôt est suivie de la paix.

datée du 4 Octobre 1288; le prince néanmoins ne fut mis en liberté que sur la fin du même mois, ou même au commencement de Novembre. Tous les articles préliminaires furent observés. Charles remit entre les mains de l'Aragonois ses deux fils, Louis & Robert: Edouard donna les soixante-seize otages & les trente mille marcs qui avoient été promis: Alphonse rendit les otages Anglois, lorsqu'on lui eut livré le prince Raymond Bérenger, & les soixante seigneurs Provençaux: toute la Provence enfin fit les serments & les hommages prescrits. Mais il n'en fut pas de même des autres conditions du traité. Charles vint d'abord en France, où l'on fut quelque-temps incertain sur ce qu'il avoit conclu avec le roi: de-là il passa en Toscane, où il apaisa les troubles excités par les Gibelins, dont la faction étoit devenue très-puissante: il se rendit ensuite à Rome, où le pape Nicolas IV, non-seulement le proclama roi de Sicile & duc de la Pouille, mais voulut encore le revêtir lui-même des habits royaux, & faire la cérémonie de son couronnement. Il seroit difficile d'assurer si ce prince agit de bonne-foi tant en Italie, qu'en France, pour obtenir la confirmation du traité dont il s'étoit obligé de procurer l'exécution: mais il est constant qu'il ne réussit pas mieux à Rome qu'à Paris: Nicolas & Philippe refuserent également de le ratifier. Le pontife déclara Charles absous de tous ses serments, parce qu'ils étoient faits contre les intérêts du saint siege: le monarque François donna ses ordres pour continuer la guerre, parce que le projet de paix sembloit attaquer les droits du prince son frere.

On courut aux armes de tous côtés, mais avec plus de fracas que de succès, parce qu'on agissoit avec plus de fureur que de méthode. Le roi de Majorque, qui excelloit à faire des courses, ne sçavoit point faire de conquêtes. Lorsqu'il ne trouvoit aucun obstacle, c'étoit un furieux, qui portoit par-tout le ravage & la désolation: voyoit-il paroître la moindre armée, il fuyoit, dit l'historien du temps, *comme le daim timide*, & aban-

donnoit toutes ses entreprises. La France cependant se reposoit sur ce prince du pesant fardeau de cette guerre: il la faisoit au nom du roi, qui fournissoit, & les troupes, & l'argent. On a de lui une quittance de trente mille livres de petits tournois, que le monarque François lui devoit pour le restant de ses gages, à cause de l'expédition d'Aragon.

Ann. 1239.

Hist. de Long.
t. 4, p. 66.

Bientôt néanmoins on eut horreur de prodiguer inutilement le sang des peuples. Charles, le roi le plus chrétien de tous ceux qui régnoient alors, touché des troubles que sa mauvaise fortune excitoit en France, en Espagne, en Italie, désespéré enfin de ne pouvoir exécuter les conventions de Campo-Franco, prit la généreuse résolution d'aller se remettre en prison, comme il s'y étoit engagé. Il en fit avertir Alphonse, & se présenta jusqu'à trois fois en un certain lieu, entre Junqueras & le col de Pannissar, où le roi d'Aragon devoit se trouver pour le recevoir, l'échanger avec les princes ses fils, & rendre les otages Provençaux avec les trente mille marcs d'argent: mais le monarque Espagnol ne parut point. Rapin Thoyras, toujours emporté par sa haine contre sa nation, assure que Charles s'y rendit si bien accompagné, qu'Alphonse ne crut pas devoir se hasarder sur la parole de ce prince: nouvelle prévarication de cet historien infidèle. Il est vrai qu'Alphonse dit la même chose dans une lettre au roi d'Angleterre: mais on pouvoit lui en avoir imposé. Il ne falloit pas dissimuler qu'un grand nombre de prélats, de barons, de chevaliers, de gentilshommes, attestent comme témoins oculaires, que Charles se présenta sans armes, avec une suite peu considérable également sans armes. Ce témoignage porté par des gens dignes de foi, qu'on ne peut soupçonner d'aucun intérêt, doit au moins rendre douteux celui du prince Aragonois, qui avoit peut-être ses raisons pour avancer le contraire. Quoi qu'il en soit, cet événement donna lieu à beaucoup de plaintes, de reproches & de justifications de la part des deux monarques. Charles, toujours ami de la paix,

Rymer, t. 1,
part. 3, p. 58.

Ibid, p. 51,
53, 54.

Hist. d'Angl.
t. 3, p. 21.

Rymer, ibid.
p. 58.

Rymer, ibid.
p. 53.

Ann. 1190.

fit proposer une conférence à Perpignan, où les puissances belligérantes envoyèrent leurs ambassadeurs : on disputa beaucoup, on ne conclut rien. La guerre recommença avec plus d'acharnement que jamais.

Spicil. t. 3,
P. 48.

Dom Jayme, usurpateur de la Sicile, s'étoit jeté avec une nombreuse armée sur la Calabre, où il avoit remporté d'abord de grands avantages : il finit par être battu. Charles au milieu de son triomphe, trop généreux sans doute, ou peut-être mal informé de l'extrémité où son ennemi étoit réduit, consentit à lui accorder une trêve de deux ans. Le comte d'Artois, autrefois régent, alors général des troupes du royaume, en fut si chagrin, qu'il rompit brusquement avec ce prince trop foible, & s'en retourna dans sa patrie avec toute la noblesse Françoisé qui l'avoit accompagné, ou qui étoit venue le joindre en Italie, pour combattre sous ses étendards. On reprit donc les négociations. Alphonse & Charles eurent une entrevue à Junqueras, où ils conclurent une suspension d'armes pour quelques mois. Aussi-tôt le souverain pontife fit partir pour la France deux légats, Benoît Cajétan & Gérard de Parme, avec ordre de travailler de tout leur pouvoir à accélérer la conclusion d'une paix, que les uns & les autres souhaitoient avec un égal empressement. Les deux cardinaux se rendirent d'abord à Montpellier, où ils entamèrent cette grande affaire en présence des rois de Sicile & de Majorque, qui se trouvoient sur les lieux. Les conférences furent ensuite transférées à Tarascon, où la réconciliation du monarque Aragonois avec le prince Angevin fut enfin scellée à ces conditions :

Ann. 1191.

Rymer, ibid.,
P. 77, 78.

1°. Que le roi d'Aragon enverroit d'abord une ambassade à Rome ; qu'il s'y rendroit ensuite lui-même, pour demander avec humilité pardon au saint pere de sa désobéissance à l'église, & se soumettre, lui, son royaume & tous ses sujets, à toutes les volontés du pontife, qui de son côté devoit le recevoir avec bonté, révoquer toutes les excommunications lancées contre

lui , lever l'interdit jeté sur tous ses Etats , absoudre ceux qui lui étoient demeurés fideles , tant clercs que laïques , lui rendre les couronnes d'Aragon & de Valence , le comté de Barcelone , & toutes les terres de sa maison , pour les posséder avec la même indépendance que le feu roi son pere (a) : 2°. que le roi de Sicile feroit tous ses efforts pour engager Charles de Valois à renoncer à tous les droits que le pape lui avoit donnés sur l'Aragon , & pour lui faire agréer ce traité , ainsi qu'au seigneur roi de France son frere : 3°. qu'Alfonse assuré du consentement de ces deux princes , certain d'ailleurs des bonnes dispositions du pape par une bulle authentique , remettrait sur-le-champ au roi de Sicile ses fils avec les autres otages , toutes les obligations qu'il pourroit avoir contractées envers l'Aragon , & les trente mille marcs d'argent que le roi d'Angleterre avoit déposés entre ses mains : 4°. que de part & d'autre on répareroit les torts commis , on rendroit les places conquises , on accorderoit une amnistie aux sujets pros crits comme rebelles dans le premier feu de la guerre : 5°. que le monarque Aragonois , pour expier sa faute , (si cependant il y en peut avoir à défendre une couronne qu'on tient de ses ancêtres) s'engageroit à conduire dans quelque temps une armée contre les Infideles , qui venoient de s'emparer de la Terre-sainte ; qu'il ne donneroit ni secours , ni conseil au prince D. Jayme son frere , au cas qu'il ne voulût point fléchir sous les ordres du souverain pontife ; qu'il publieroit

(a) Ceci détruit ce qu'avance le P. Daniel , qu'une des conditions étoit qu'Alfonse s'engageroit à payer au saint siege un tribut annuel de trente marcs d'or : *Hist. de France*, tom. 5, p. 20. Le traité de paix imprimé dans le recueil de Rymer, (tom. 1, part. 3, p. 77, 78) n'en fait aucune mention. Le pape y déclare au-contraire , que son intention n'est pas que les fautes du pere deviennent préjudiciables au fils : qu'en conséquence il lui rendra tous ses royaumes dans le même état où ils étoient du temps du feu roi , avant qu'il eût encouru l'indignation de Rome. Or il est certain que D. Pedre ne fut jamais assujéti à une pareille servitude ; qu'il refusa même d'être couronné par les mains de Grégoire X, parce qu'on vouloit lui faire acheter cet honneur par l'exaction de ce tribut. Observation échappée au nouvel éditeur de l'histoire de ce célèbre Jésuite.

Ann. 1291.

même un édit rigoureux, par lequel il ordonneroit, sous les plus graves peines, à tous les Aragonois, soldats ou officiers, de sortir incessamment de la Sicile *(a)*.

*Spiel. t. 3,
p. 49.*

Rome triomphoit de l'humiliation de la famille royale d'Aragon : mais son triomphe, contre toute apparence, ne fut pas de longue durée. Tout sembloit fini. Charles de Valois, devenu l'époux de la princesse Marguerite, fille aînée du roi de Sicile, avoit renoncé solennellement à toutes les prétentions qu'il pouvoit avoir sur la couronne d'Aragon : sacrifice récompensé par les comtés du Maine & d'Anjou, qui lui furent cédés à perpétuité en dédommagement de ce qu'il cédoit lui-même. D. Jayme, roi dépouillé de Majorque, étoit sur le point d'être rétabli dans ses Etats ; restitution que la France exigeoit comme une condition essentielle de la paix. Le pape enfin se préparoit à recevoir les soumissions d'Alfonse, lorsque la mort imprévue de ce prince rejeta dans les mêmes embarras d'où l'on ne faisoit que de sortir. Il n'avoit point été marié : dom Jayme son frere lui succéda au trône Aragonois, & refusa d'abord de souscrire au traité qui venoit d'être conclu. Mais près d'être accablé de tous les foudres du Vatican, plus effrayé encore des menaces de la France qui commençoit à lever de nouvelles armées, il signa tout *(b)*, se réconcilia sincèrement avec Charles de Sicile, épousa la princesse Blanche sa seconde fille, lui restitua la Sicile, s'engagea même de prendre les armes contre son frere, s'il arrivoit qu'il formât quelque entreprise contraire à cette disposition. Il fit plus encore, il tint parole, lorsque D. Frédéric se fut emparé du souverain pouvoir dans une isle où la maison d'Anjou devoit commander. L'usurpateur néanmoins eut le bonheur de se soutenir contre tous les efforts de Boniface, de Charles & de D. Jayme, qui avoient conjuré sa perte. On fut forcé de le laisser régner sur les Siciliens, sous le nom de roi de Trinacrie, à con-

(a) Ce traité est daté du 6 Mars 1290, (1291).

(b) Ann. 1300, 1301.

diction qu'après sa mort, la couronne retourneroit au roi Charles & à ses héritiers: condition qui ne fut point remplie. La Sicile enfin, après de longs & sanglants débats, demeura aux enfans de Frédéric & d'Eléonore d'Anjou, sans autre charge que de payer tous les ans trois mille onces d'or, & d'entretenir cent hommes d'armes & dix galeres armées pour la défense du royaume de Naples. On ne fait qu'indiquer ces derniers événemens: le peu de part que la France y prit, les rend étrangers à notre histoire. Une guerre plus importante nous apele: c'est celle que Philippe fut obligé de déclarer au roi d'Angleterre: guerre aussi funeste dans ses effets, que problématique dans sa cause, chacun s'efforçant à l'envi de lui donner celle qu'il juge la moins odieuse. Si la prudence ne permet pas de s'en rapporter absolument aux François, dont toutefois l'honneur fut toujours la plus chère idole, on ne doit pas plus de croyance à l'Anglois, qu'une expérience journaliere nous montre peu scrupuleux à imaginer des faits qui n'existent que dans sa prévention. On ne se décidera que sur les monuments les plus authentiques de ces temps reculés.

Ann. 1291.

Deux matelots, l'un Normand, l'autre Anglois, ayant pris querelle, se battirent à coups de poing sur le port de Baïonne. L'Anglois, plus foible, tira son couteau, & perça le Normand, qui expira sur la place. Cette violence que le magistrat eut la foiblesse de laisser impunie, en occasionna plusieurs autres entre les mariniens des deux nations. Les Normands coururent la mer, résolus de venger la mort de leur compatriote: ils surprirent un vaisseau Anglois, & pendirent le pilote au haut du grand mâ. Les choses n'en demeurèrent point là. Une flote marchande sortie des ports de Normandie rencontra un grand nombre de navires, qui venoient d'Angleterre, chargés pareillement de toutes sortes de marchandises: on s'injuria: on en vint aux mains: les Anglois furent très-maltraités, & portèrent leurs plaintes au gouvernement. Aussi-tôt Edouard

Ann. 1292.
Guerre avec
l'Angleterre

Ann. 1191.
Spicil. t. 3.
P. 111, chron.
Nicol. Trivet.

envoya à la cour de France Henri de Laci, comte de Lincoln, pour concerter avec le roi les moyens de finir promptement ces désordres. Ce n'étoit jusque-là qu'une guerre de particuliers à particuliers, où les deux rois n'avoient aucune part : un ordre émané du trône suffisoit pour la terminer. Mais tandis qu'on étoit occupé de ce soin, il arriva une chose qui aigrit extrêmement les esprits. Deux cents barques Normandes avoient fait voile en Gascogne, pour aller charger des vins : tout ce qui se trouva d'Anglois sur sa route, fut insulté, pris ou tué. Déjà elles s'étoient rembarquées avec toutes leurs provisions, & voguoient avec cette fierté qu'inspire la confiance dans la supériorité, lorsqu'elles furent attaquées par soixante vaisseaux bien armés, & du nombre de ceux que le roi d'Angleterre préparoit pour envoyer en Palestine. Elles furent toutes, ou coulées à fond, ou prises & menées en Angleterre : il n'échapa de Normands que ceux qui gagnèrent la terre dans leurs esquifs. Ce succès enhardit les vainqueurs. Quelques bourgeois de Baïonne se joignirent à eux : ils surprirent la Rochelle, massacrèrent quelques habitants, brûlèrent les édifices, firent le dégât aux environs, & rentrèrent dans leurs ports chargés d'un riche butin.

Spicil. t. 3.
P. 49, chron.
Nang.

Ann. 1203.
Chron. Tri-
vet, ibid.

Philippe plus indigné qu'étonné de l'insolence, envoya des ambassadeurs à Edouard, pour le sommer de lui en faire raison. Il lui demandoit en même-temps la restitution des vaisseaux & des marchandises, la liberté des matelots & des marchands, le dédommagement enfin des voyages faits à la Rochelle, menaçant de le citer à la cour de France, s'il n'en recevoit pas une satisfaction authentique. Le fier monarque répondit qu'il avoit sa cour en Angleterre, tribunal indépendant, qui n'étoit soumis à personne ; qu'il y écouterait toujours volontiers ceux qui viendroient y porter leurs plaintes contre ses sujets ; qu'ils pouvoient venir à Londres en toute confiance ; qu'il leur rendroit une prompte justice. On sent l'impression qu'une pareille réponse

réponse dut faire sur l'esprit d'un jeune prince, vif, impétueux, trop jaloux peut-être de son autorité : il la prit pour une déclaration de toute indépendance : Edouard, comme vassal de la couronne en qualité de duc de Guienne, fut cité à la cour de France, pour y répondre des excès commis par les siens dans la terre de Gascogne.

La citation fut affichée aux portes d'une ville de l'Agénois, qui étoit du domaine d'Edouard. Elle étoit adressée à la personne même de ce prince, & contenoit en substance : » que des hommes de Baïonne, associés » à quelques armateurs Anglois, s'étoient jetés mé- » chamment sur les sujets du roi; qu'ils en avoient tué » un grand nombre, tant sur terre que sur mer; qu'ils » en retenoient plusieurs dans une indigne captivité; » que les ports d'Angleterre étoient pleins de vaisseaux » richement chargés, qu'on leur avoit enlevés, au mé- » pris des ordres précis & des défenses expressees du » légitime souverain; que le monarque Anglois ne » pouvoit ignorer ces horreurs; qu'on lui avoit envoyé » des ambassadeurs pour lui en demander justice, ce » qu'il avoit constamment refusé; que ces mêmes hom- » mes de Baïonne, accompagnés des mêmes pirates » Anglois, avoient insulté la Rochelle, égorgé quel- » ques-uns de ses habitants, ravagé son territoire; que » le ministère de France avoit fait sommer le gouver- » neur de Gascogne de lui livrer un certain nombre » de ces brigands, pour être enfermés dans les prisons » de Périgueux, & jugés selon la griéveté de leurs for- » faits; mais que cet officier avoit insolemment résisté » à l'ordre émané du trône; qu'en conséquence on » avoit ordonné la saisie de la ville de Bordeaux, de » l'Agénois, & de toutes les terres que l'Anglois possé- » doit dans le royaume, ce qui avoit occasionné une » nouvelle rebellion; que les gens du roi d'Angleterre » fortifioient de tous côtés des villes, des châteaux, » des bourgs; que par-tout ils sollicitoient les peuples » à la révolte contre le souverain; que dans leurs assises

Ann. 1291.

Edouard est
cité à la cour
de France.

Rymer, tom.
1, part. 1, p.
122, 123.

Ann. 1193.

Ibid, p. 118,
119.

» ils avoient arrêté publiquement , au nom & de la
 » part du monarque , qu'on ne reconnoitroit plus l'au-
 » torité du gouvernement François ; qu'ils maltraitoient ,
 » dépouilloient , emprisonnoient , condamnoient même
 » à la potence , & les parties qui apeloient , & les gens
 » de loix qui favorisoient ou attestoient les appellations
 » à la cour du roi : qu'ils avoient , depuis les brouille-
 » ries , massacré inhumainement quelques Normands
 » qui demcuroient depuis dix ans à Bordeaux , unique-
 » ment parce qu'ils parloient la langue François ; qu'ils
 » avoient saisi un malheureux de cette même nation ,
 » l'avoient coupé en quatre morceaux au milieu de la
 » place publique , & l'avoient ensuite jeté à l'eau ; qu'ils
 » avoient assassiné quatre domestiques du roi , qui étoient
 » venus à Fronfac , pour y recevoir le tribut qu'on ap-
 » loit *coutumes* , *disant qu'ils le faisoient en mépris du*
 » *roi de France & du prince Charles son frere* ; qu'ils
 » avoient coupé la main à un sergent du roi , qui étoit
 » dans l'exercice de ses fonctions ; pendu deux Sergents
 » d'armes , à qui la garde du château de Cuiller avoit
 » été confiée , accablé de mauvais traitements , traîné
 » dans la boue , dépouillé de leurs habits & de leurs
 » équipages les députés du sénéchal de Toulouse à Jean
 » de Saint-Jean , commandant dans la Guienne ; tran-
 » ché la tête enfin à un gentilhomme de la suite du
 » maréchal de France , que le roi avoit envoyé dans ce
 » pays *a*. On croit lire l'histoire de nos jours , & l'a-
 » venture tragique de M. de Jumonville , que sa qualité
 » de ministre d'un peuple puissant n'a pu garantir du plus
 » honteux assassinat (*a*). C'est que le temps qui détruit
 » tout , change rarement le caractère des nations.

Ibid.

» Voilà , roi d'Angleterre , continue le monarque
 » François , voilà les excès que vos gens ont commis ,
 » & ne cessent de commettre : excès qui n'ont pu écha-
 » per à votre connoissance : vous les avez ou tolérés
 » ou permis. C'est pourquoi nous vous ordonnons &

(a) Voyez l'excellent ouvrage de l'Observateur Hollandois , Lettre 1, p. 25.

» commandons sous les peines de droit, que vous ayez
» à vous présenter à notre cour le vingtième jour après
» la fête de Noël prochain, pour y répondre sur tous
» ces griefs, entendre ce que l'équité lui dictera, &
» vous soumettre à ses arrêts ». Edouard ne comparut
point : il fut déclaré contumace & condamné par défaut. On lui fit signifier ce nouveau décret, qu'un clerc du roi lut publiquement dans une séance du parlement : il fut cité une seconde fois.

On prévint que cette contestation aboutiroit enfin à une guerre ouverte entre les deux rois. La circonstance parut convenable au comte de Hainaut pour l'exécution d'un dessein qu'il méditoit sur des prétextes que l'histoire ne dit pas. Il fondit à main armée sur les terres du roi, pilla quelques églises confiées à sa garde, fit par-tout d'horribles dégâts. Ce fut en vain que le monarque employa tout ce que la douceur & l'autorité ont de plus persuasif, pour le faire rentrer dans son devoir : il méprisa & les prières & les menaces. On fut obligé d'envoyer le comte de Valois avec une armée, pour réprimer son insolence. Charles étoit à peine en marche, que le rebelle effrayé vint le trouver sans armes, se rendit avec lui à Paris, se soumit à toutes les volontés du roi, répara tous ses torts, demanda pardon & l'obtint.

Il y eut aussi vers le même-temps une sédition à Rouen, à l'occasion d'un impôt qu'on apeloit *Mautollu*, *Maltote*, c'est-à-dire, droits sur les denrées, levés injustement & par force. La populace accablée depuis quelques années d'exactions inconnues jusque-là, se souleva contre les gens tenant l'échiquier du seigneur roi, les assiégea dans le château de la ville, enfonça les portes de la maison du receveur, se saisit de la caisse, & répandit par toutes les rues l'argent qu'elle enfermoit. Cette révolte finit comme toutes les entreprises de cette nature : les plus mutins furent pendus : quelques-uns furent confinés dans une prison perpétuelle : quelques autres furent bannis & leurs biens confisqués.

E ij

Ann. 1293.

Ann. 1294.

Ibid.

Mouvements en France réprimés aussitôt qu'excités.
Spicil. t. 3, p. 49. chron. Nang.

Ibid.

Ducange, au mot : *tolta*, *malta*.

Ann. 1294.

Loi somptuaire.

Un autre événement célèbre de la même année est la promulgation d'une loi somptuaire, qui fixe la quantité de mets qu'on servira sur les tables, le nombre de robes qu'on pourra se donner tous les ans, le prix qu'il est permis de mettre aux étoffes, l'état enfin que chacun doit tenir, selon sa naissance, ses facultés, son rang, ou sa profession.

Mets qu'on doit servir aux repas.

Traité de la police, liv. 3, tit. 50, p. 386, 387.

Coutume de Beauv. observ. p. 171, 372.

Mœurs des Français p. 157, 158.

Lettres hist. sur le Parl. 2. part. p. 344 & suiv.

1°. Elle ordonne que » nul ne donnera au grand » mangier (au souper qui étoit encore alors le grand » repas comme chez les Romains) que deux mets & » un potage au lard, sans fraude; & au petit mangier » (au diner) un mets & un entremets. S'il est jeûne, » il pourra donner deux potages aux harengs & deux » mets, ou bien un potage & trois mets : jamais plus » de quatre plats pour les jours de jeûne (a) : jamais » plus de trois, pour les jours ordinaires ». Elle va plus loin encore ; & de crainte qu'on ne multiplie les mets, sans excéder ce nombre de plats, elle ajoute » qu'on ne mettra en aucune écuelle qu'une manière » de chair, une pièce tant seulement, ou une manière » de poisson : mais elle n'entend pas que le fromage » soit un mets, s'il n'est en pâte, ou cuit en eau ». On fera sans doute surpris de cette simplicité de mœurs, dans un siècle sur-tout où les yeux sont accoutumés à une multiplicité fastueuse de mets, dont les noms seuls deviennent une étude : étonnement qui ne peut manquer de redoubler, si l'on fait réflexion que cette étrange sobriété étoit celle de nos rois mêmes. On ne servoit jamais que trois plats sur leurs tables : jamais ils ne buoient que le vin qu'ils recueilloient de leurs vignes ; & ces vignes n'étoient ni en Champagne, ni en Bourgogne, mais dans l'Orléanois. Louis le jeune faisoit des largesses de son excellent vin d'Orléans, comme l'impératrice reine de Hongrie fait des présents de son vin de Tokai : Henri I vouloit toujours en avoir, lorsqu'il alloit à la guerre, persuadé qu'il excitoit aux grands

(a) Alors on ne faisoit qu'un repas les jours de jeûne : c'est pour cela que l'ordonnance permet un mets de plus.

exploits. Cette frugalité régnoit encore sur la table royale du temps de Philippe-le-Isle, le plus dépensier de tous les princes ses prédécesseurs : l'eau-rose, aujourd'hui si dégradée, en faisoit les délices. Nous voyons par plusieurs monuments, que les rois d'Angleterre observoient la même étiquette dans leurs repas. On raconte que des moines de Winchester vinrent se jeter aux pieds de Henri II, fondants en larmes, pour lui demander justice de leur abbé, qui ne leur donnoit que dix plats, au-lieu de treize, qu'on avoit coutume de leur servir. » On ne m'en sert que trois dans mon » palais, répondit le monarque indigné : malheur à » votre abbé s'il vous en accorde plus que la sobriété » n'en permet à votre roi «.

2°. Elle décide que, *li duc, li comte, li baron de six mille livres de terre*, ne pourront se donner plus de quatre robes par an, & leurs femmes autant. Les prélats & les chevaliers sont restreints à deux : on en permet trois au chevalier *qui aura trois mille livres de terre* : on en accorde deux à l'écuyer, une seule aux garçons : *Nulle damoiselle, si elle n'est châtelaine, ou dame de deux mille livres de terre, n'en aura qu'une.* C'étoit l'usage parmi les seigneurs de faire des présents de robes à ceux qui leur étoient attachés : il est défendu aux chevaliers d'en donner plus de deux : les prélats n'en doivent donner qu'une. On remarque à ce sujet, qu'alors l'habillement ordinaire des hommes étoit une soutane ou longue tunique, & par-dessus, une robe ou un manteau, quelquefois tous les deux ensemble : l'habit court, excepté à l'armée, n'étoit que pour les valets. Il fut un temps où les robes n'avoient point de manches : elles en eurent depuis, fort étroites d'abord, très-amples dans la suite. Le manteau, sur-tout quand il étoit fourré, n'appartenoit qu'aux personnes d'un certain rang. On l'agraffoit sur l'épaule droite, de sorte qu'étant toujours ouvert de ce côté-là, jamais par-devant, on avoit l'entière liberté du bras droit : on le retrouffoit sur l'épaule gauche, pour laisser le libre

Ann. 1294.

Nombre des robes qu'on peut se donner par an.

Idem, ibid.

Ann. 1294.

usage de l'épée : il trainoit par derriere , & tomboit jusqu'à terre. On distinguoit les divers ordres de seigneurs à l'ampleur du bord , & à la qualité de la fourrure ou hermine qui l'entouroit : à la largeur du repli du collet , à la longueur de la queue trainante. Les ducs , comtes , barons , chevaliers , le portoient d'un drap écarlate , ou violet : cette dernière couleur a prévalu dans le long habit de cérémonie pour les pairs. On ne connoissoit point encore les chapeaux ; le bonnet étoit la coëffure de tous les hommes : s'il étoit de velours , on l'apeloit *mortier* : s'il n'étoit que de laine , on le nommoit simplement bonnet. Le premier étoit galonné : le second n'avoit pour ornement que des cornes plus élevées , par lesquelles on le prenoit. Il n'y avoit que le roi , les princes & les chevaliers qui se servissent du mortier : le bonnet étoit la coëffure du clergé , des gradués & du peuple. On mettoit par-dessus l'un & l'autre un chaperon , espece de capuchon qui avoit un bourlet sur le haut , & une queue pendante par derriere : il étoit commun aux deux sexes. On distinguoit les *dames à chaperon de velours* , & les *dames à chaperon de drap*. Celui des personnes de condition étoit plus large & fourré : celui des gens du peuple étoit plus étroit , sans fourrure , & de la forme d'un pain de sucre.

Prix qu'il est
permis de met-
tre aux étoffes.
Ibidem , *ibid.*

3°. Elle déclare que » nul prélat , ni baron , ne
» pourra avoir robe pour son corps , de plus de vingt-
» cinq sous tournois l'aune de Paris : les femmes des
» barons à proportion , c'est-à-dire , à-peu-près un
» cinquieme de plus. Le banneret , ainsi que le châ-
» telain , ne doit point passer plus de dix-huit sous
» l'aune ; l'écuyer , fils de baron , quinze ; l'écuyer qui
» se vêt de son propre , dix ; le clerc en dignité , ou
» fils de comte , seize ; le simple clerc , douze & demi ;
» le chanoine d'église cathédrale , quinze. Le taux des
» bourgeois est douze sous six deniers l'aune : leurs
» femmes peuvent aller jusqu'à seize : mais il faut qu'ils
» aient la valeur de deux mille livres tournois de biens :

» les autres sont fixés à dix sous, leurs femmes à douze » au plus ». On a vu qu'alors il étoit d'usage parmi les seigneurs de donner des robes à ceux qui composoient leur petite cour : l'ordonnance règle également le prix qu'on pourra mettre à ces étoffes de présent. C'est dix-huit sous l'aune pour les *compagnons* du comte & du baron, quinze pour les *compagnons* du banneret & du châtelain, six ou sept pour tous les écuyers en général. C'étoit rapeler la nation à l'ancienne simplicité de ses peres, qu'elle commençoit d'oublier. On lit dans un compte de la maison du roi, qu'en 1202, l'habit de page, *tunique, sur-tunique, peaux & chaussure*, coûtoit *cent sept sous*; l'habillement complet d'une dame du palais, huit livres; celui des femmes d'un moindre rang, un tiers moins; celui des *chambrières*, *cinquante-huit sous*; la toile pour les chemises des plus hautes dames, *un sou huit deniers l'aune*; la robe d'écarlate qu'eut Philippe-Auguste pour la solennité de Pâques, *seize livres & demie*; son chapel fourré de gris, *quatre sous*; la fourrure de son manteau & de son capuce pluvial, *six francs*; son furcot (a) pour l'armée, fourré de menu-vair, *soixante sous*; une chape également fourrée, qu'il eut dans sa campagne, *six livres moins cinq sous*; une robe fourrée de vair, qu'il eut à la Toussaints, *huit livres*; ses tuniques, *quinze sous chacune*; la robe & le manteau fourré, qu'eut la reine à la saint Remy, *vingt-huit livres moins trois sous*. Un autre état de dépense dit, que les robes de monsieur Louis, fils aîné du roi, & celles de la princesse sa femme, pour l'année 1217, montoient à *cent sept livres onze sous*. Il falloit qu'ils en eussent eu un grand nombre : la plus riche que le prince eut en Septembre, revenoit à *dix livres moins cinq sous* : il y en avoit une de *trente-six sous*.

4°. Il en étoit alors comme de nos jours Le bourgeois affectoit des airs de grandeur, & copioit ridicu-

Etat que chacun doit tenir.
Idem, ibid.

(a) Le furcot étoit une tunique à manches courtes & fort étroites : la robe à grandes manches lui a succédé.

Ann. 1294.

lement l'homme de cour. Il voulut comme lui avoir des voitures pour se faire traîner, des flambeaux pour s'éclairer, de riches habits pour se faire remarquer, des bijoux sans nombre pour briller d'un éclat emprunté. Le nouvel édit, pour remédier à un abus doublement funeste, en ce qu'il ruinoit l'orgueilleux imitateur, & le rendoit la risée publique, ordonne que » nulle bourgeoise n'aura char : qu'elle ne se fera point » accompagner la nuit avec la torche de cire, ce qui » est également défendu à l'écuyer, au simple clerc, » à tout roturier ; qu'elle ne portera enfin, ainsi que » son mari, ne vair, ne gris, ne hermine, ne or, ne » pierres précieuses, ne couronnes d'or ou d'argent ». Nos rois donnoient eux-mêmes l'exemple de cette simplicité qu'ils commandoient. Sous Philippe de Valois, c'est-à-dire, plus de trente ans après cette ordonnance, on ne voyoit encore aucune vaisselle d'or ou d'argent *sur le dressoir (buffet) royal* ; mais il y avoit *tant seulement sur la table du prince deux quarts dorés pleines de vin, une aiguiere & sa coupe*. Quand les rois de Bohême, d'Ecosse, de Navarre & de Majorque y mangeoient, ce qui leur arrivoit souvent, *chacun avoit sa propre coupe, & son aiguiere, rien de plus. Quant aux joyaux, si le roy ou la roine portoit au doigt un rubis ou balais (rubis balais) de deux cents écus, c'étoit une merveille digne de grande admiration*. Les choses sont étrangement changées. On a vu de notre temps, un négociant d'Angleterre possesseur d'un diamant de près de douze millions.

Souliers à la
Poulaine.

Mais tant de beaux exemples de la part des monarques ne purent faire impression sur l'esprit des sujets. Envain ils eurent recours aux peines pécuniaires : (l'amende étoit depuis cent livres pour les barons & les prélats, jusqu'à cent sous pour ceux qui n'avoient pas mille livres de bien) rien ne fit effet : l'ordonnance n'eut point son exécution. Ce fut même sous le règne de Philippe, & depuis la publication de cette loi somptuaire, que s'établit la mode bizarre d'une chaussure, qu'on

qu'on nommoit *soulier à la poulaine*, du nom peut-être de celui qui l'avoit imaginé. Il finissoit en pointe, dont le bec étoit plus ou moins long, suivant la qualité de la personne. C'étoit pour les gens du commun un demi-pied, pour les plus riches un pied, pour les grands seigneurs & les princes deux pieds. On l'ornoit quelquefois de cornes, quelquefois de griffes, ou de quelqu'autre figure grotesque : plus il étoit ridicule, plus il sembloit beau. Les évêques fulminèrent longtemps sans succès contre cette mascarade, que le continuateur de Nangis traite de *péché contre-nature*, d'*outrage fait au Créateur* : peu s'en falut que l'usage n'en fût décidé hérétique. Charles V, pour complaire au clergé, le déclara *contre les bonnes mœurs, inventé en dérision de Dieu & de l'église, par vanité mondaine, par folle présomption* : & pour l'abolir, il prit un moyen plus efficace ; ce fut de condamner à dix florins d'amende ceux qui s'obstineroient à le suivre. On ne lui trouvoit plus les graces de la nouveauté ; déjà même il commençoit à paroître incommode : la crainte du châtiment fortifia le dégoût : il fut absolument éteint. Mais celui qui lui succéda, n'étoit guere plus raisonnable. *Quand les hommes, dit Paradin, se fâcherent de cette chaussure aiguë, furent faites des pantoufles si larges devant, qu'elles excédoient de largeur la mesure d'un bon pied ; & ne sçavoient les gens lors comme ils se pouvoient déguiser.*

Il est passé en axiome dans les écrits politiques, que le luxe est le pere des arts & des sciences, dont l'union produit toutes les vertus de la société, la politesse & les mœurs douces. Deux exemples singuliers, l'un d'ignorance grossiere, l'autre de barbarie monstrueuse, tous deux du regne même où l'on fut obligé d'établir des loix somptuaires, prouvent ou que cette maxime est fautive, ou que le luxe d'alors n'en méritoit guere le nom. Le premier est une déclaration de Sybille, comtesse de Savoie ; qu'elle ne signe point son testament, parce qu'elle ne sçait point écrire : ce

Tome IV.

Ann. 1293.

Idem, *ibid.*

Spicil., tom.

3, p. 138.

Liv. veri. anc.

du Châtelet,

fol. 148.

Hist. de Lyon,

ch. 5.

*Recueil des
traités de paix,*

t. 1, par. 113,

ann. 1294.

F

Ann. 1193.

Spicil, tom.
3. p. 49.Marca, hist.
de Béarn, p.
795.Le roi confis-
que la Guien-
ne : diverses
relations à ce
sujet. Celles
des François.Essais hist.
part. p. 112,
113.Spicil, tom.
3. p. 49.

qui montre le peu de soin qu'on prenoit alors d'instruire les filles de la première qualité. Le second est un arrêt de la cour du roi, qui ordonne le duel entre les comtes de Foix & d'Armagnac, qui se disputoient la succession de Gaston de Moncade, vicomte de Béarn. Déjà les deux champions étoient entrés en lice en présence du monarque & de ses barons, lorsque ce prince, à la prière du comte d'Artois, fit cesser le combat, tira lui-même du champ de bataille le comte d'Armagnac, qui avoit été renversé de son cheval, & prit l'affaire sur lui ; c'est-à-dire, qu'il s'en réserva la connoissance & le jugement. Il tint parole, & par la plénitude de la puissance royale, ordonna que les deux contendants feroient la paix ; que le comte d'Armagnac auroit les vicomtés de Brulhois & de Gavardan, & que le Béarn demeureroit au comte de Foix. La querelle néanmoins ne fut qu'assoupie : bientôt elle se ralluma plus vivement que jamais, & ne finit que plus de soixante ans après.

La France & l'Angleterre avoient sçu fixer tous les regards, & l'Europe entière atendoit avec impatience le succès de la seconde citation notifiée au roi Edouard. » Il paroît, dit un écrivain aussi ingénieux qu'élégant, » que ce monarque étoit de ces hommes avantageux, » dont l'air d'audace se démonte, & qui commencent » à plier dès qu'on les traite fièrement. Ce vassal qui » n'étoit soumis à personne, fit partir le prince Ed- » mond son frere, pour l'excuser, & répondre en son » nom, disant « que sa santé ne lui permettoit pas de » se commettre à l'air de la mer. Philippe s'obstina à vou- » loir qu'il comparût en personne. Dès que les délais de » la citation furent expirés, il confisqua la Guienne. Aussi-tôt il y fit marcher des troupes sous le com- » mandement du connétable Raoul de Nesle, qui s'em- » para en très-peu de temps de Bordeaux, de Baïonne & de toutes les villes que l'Anglois possédoit dans le royaume. On fera sans doute surpris de la rapidité de » cette conquête : mais l'étonnement cessera, si l'on fait

réflexion que le général François ne trouva que très-peu de résistance, & que cet abandon simulé de tant de places étoit un effet de la politique d'Edouard, qui depuis long-temps formoit des projets d'iniquité. Il se flatoit, dit Nangis, de recouvrer cette province avec le secours de ses alliés, & que l'ayant reconquis par la force des armes, il ne la tiendrait plus du monarque François, mais par le droit de la guerre, & en toute souveraineté. Aussi ne manqua-t-il point une occasion qu'il avoit cherchée avec tant d'empressement. Bientôt il envoya en France deux religieux, l'un Dominicain, l'autre Franciscain, pour déclarer au roi de sa part, qu'il ne le reconnoissoit plus pour son souverain, & qu'il se tenoit à jamais quitte de tout hommage. Tel est le récit des historiens François.

Les Anglois racontent la chose différemment. Ils prétendent que la reine Marie, belle-mère (a) de Philippe, & la reine Jeanne sa femme, conclurent avec le prince Edmond un traité, par lequel on avoit réglé le genre de satisfaction que l'Angleterre devoit faire, pour apaiser le roi de France, qui se tenoit à mal payé d'aucunes désobéissances de quelques commandants de la Guienne. On étoit convenu, disent-ils, qu'on remettroit au monarque François six forteresses, Saintes, Talmont, Turon, Pumirol, Penne & Montflanquin : qu'il pourroit envoyer un ou deux de ses officiers dans les autres villes du duché, excepté à Bordeaux, à Baïonne, à la Réole ; de manière cependant que la force demeurât devers les gens du roi d'Angleterre : qu'on lui donneroit enfin tels otages qu'il souhaiteroit. Toutes ces obéissances faites, Philippe devoit d'abord révoquer la citation prononcée contre Edouard à la cour des pairs ; ensuite à la prière des deux reines, restituer les six places en question, retirer ses officiers des autres, rendre les otages, & donner un sauf-conduit au

Ann. 1294.

Le récit des Anglois.

Rymer, tom. 1, part. 3, p. 123, 124.
Nicol. Trivel. in Spicil. t. 3, p. 213, 214.
Rapin Thoyras, hist. d'Angleterre, t. 3, p. 60, 61, 62.

(a) Le P. Daniel (Hist. de France, tom. 5, p. 29) l'appelle reine-mère du roi ; c'est une inadvertance que le nouvel éditeur auroit dû corriger. Philippe étoit fils d'Isabelle d'Aragon, première femme de Philippe-le-Hardi.

Ann. 1294.

Idem, ibid.

prince Anglois pour venir à Amiens, où il le recevroit de nouveau à la foi & hommage.

Jusque-là tous ces articles n'étoient convenus que de vive voix : Edouard voulut avoir des sûretés : les reines demanderent quelque temps pour se consulter. On se rassembla deux jours après : il fut arrêté, que le traité seroit mis par écrit. Le prince en donna une copie signée de sa main aux deux princesses, qui lui en donnerent pareillement une, signée aussi de leur main. Elle fut envoyée au roi d'Angleterre, *qui pour la paix de la chrétienté, & pour hâter son voyage d'outremer, agréa tout ce qui avoit été conclu par le ministère de son frere. Il fit plus encore : pour sauver l'honneur du roi de France, pour contenter ceux de son conseil, pour tenir plus secrètes les privées convenances des deux cours, il donna des lettres-patentes pour rendre au François toute la terre de Gascogne à sa volonté.* Edmond moins crédule, ne jugea point qu'il fût de la prudence d'exécuter cet ordre, sans être auparavant assuré de la propre bouche du roi, qu'il observeroit fidèlement les conditions accordées par sa belle-mere & par sa femme. Philippe voulut bien lui donner cette satisfaction. Il se rendit en une certaine chambre, où en présence de la reine Blanche de Navarre, du duc de Bourgogne, & des ambassadeurs d'Angleterre, il promit foi de roi qu'il rempliroit les engagements que les deux reines avoient contractés en son nom. Dans le même temps, il déclara qu'il révoquoit la citation d'Edouard, & fit publier cette révocation en pleine salle, par l'évêque d'Orléans. Aussi-tôt les ordres furent expédiés en Guienne, pour livrer tout le duché aux officiers du monarque. Ce fut le connétable qu'on chargea de cette importante commission. On lui remit entre les mains un grand nombre d'otages : il les fit conduire à Paris.

Idem, ibid.

Tout étoit fidèlement accompli de la part des Anglois. Alors Edmond s'adressa aux deux reines, pour demander l'exécution des articles que le roi avoit accordés par leur entremise. On lui fit dire que la chose

seroit examinée dans le conseil ; qu'il ne fût point surpris , si le monarque lui faisoit une réponse un peu dure ; qu'il étoit important que certains conseillers , qui auroient traversé la négociation , si on ne leur en eut fait un secret , ne fussent pas si-tôt instruits qu'elle avoit eu un heureux succès ; que dès que l'assemblée seroit séparée , on donneroit des ordres efficaces pour l'exacte observation de tout ce qui avoit été arrêté par les princesses. Le prince , sur cette parole royale , se présente au conseil , demande un sauf-conduit pour le roi son frere , la restitution de la Guienne , & la délivrance des otages. Philippe répond très-séchement , *qu'il ne rendra pas ladite saisine*. Edmond étoit préparé à ce refus , il n'en fut point alarmé : il se retira dans une chambre voisine , pour y attendre l'effet de la promesse du roi. On affecta de l'y laisser quelque temps , sans lui faire rien dire. Enfin arrivent deux prélats , c'étoient les évêques d'Orléans & de Tournai , qui lui signifient que mal-à-propos il se repait d'espérances flatteuses ; que le roi ne veut plus être importuné de cette affaire. Quelques jours après , le monarque s'étant rendu en son parlement , y fit faire une proclamation publique , pour sommer Edouard de venir répondre aux articles contenus dans la citation. C'est envain que les ambassadeurs Anglois objectent que cette citation a été révoquée , envain qu'ils demandent un délai jusqu'au lendemain , pour consulter le prince Edmond , on ne veut rien écouter ; ils sont congédiés , & la confiscation de la Guienne est adjugée au roi.

Quoi qu'en dise Rapin Thoyras , dont chaque terme est ici l'expression d'une partialité outrée (a) , tout ce récit a un petit air de roman , qui inspire une juste défiance. 1°. C'est le témoignage d'une partie intéressée , motif suffisant pour le rendre suspect : ce que

(a) Il fait dire aux reines que la satisfaction qu'on demandoit , n'étoit qu'apparente , pour la forme seulement , en un mot un jeu joué , pour mettre à couvert l'honneur du roi. Il n'y a rien d'approchant dans le mémoire qui sert de fondement à sa relation.

Ann. 1294.

nous voyons de nos jours ne peut guere contribuer à lui donner du poids. 2°. Il peche contre toute vraisemblance. Edmond est à Paris : il voit tous les jours le monarque : il ignore cependant si c'est de son aveu que les deux reines traitent d'un accommodement. C'est trop peu dire encore : il envoie le traité à son frere , & avec une tranquillité que rien n'égale , attend l'ordre de livrer toute la Guienne , pour s'assurer si Philippe avoue les engagements contractés en son nom par les princesses. Ce n'est pas assez ménager le lecteur , que de lui présenter de pareilles absurdités. Quel est l'homme assez crédule , pour se laisser persuader qu'un roi puisse , on ne dit pas offrir , mais donner réellement deux eents villes à un ennemi , qui ne lui en demande que six ? Que signifie d'ailleurs ce mystere puérile qu'on fait à quelques ministres , d'un traité qui doit s'exécuter à la sortie de ce conseil même où l'on affecte de publier le contraire ? De pareilles scenes sont plus propres au théâtre qu'à l'histoire. 3°. Il n'a aucune marque d'authenticité. C'est un simple mémoire d'Edmond , si l'on veut , mais témoin non-recevable en cette occasion , peut-être aussi de quelque zélé patriote Anglois qui l'aura fabriqué dans son cabinet : il n'est ni daté , ni scellé , ni signé , mais cousu à la suite de quelques lettres , qui semblent le contredire. Elles contiennent un ordre de remettre entre les mains du connétable de France , *jusqu'à vingt ôtages* : si l'on en croit la relation du prince , on devoit les lui remettre , on les lui remit en effet *tels & tant comme il voulut*. Suivant les lettres , *c'est Jean de Saint-Jean , lieutenant en la duché d'Aquitaine* , qui fut chargé de livrer , & la Guienne , & les ôtages : suivant le mémoire , *c'est maître Jean de Lacy qui fut envoyé en Gascogne , pour rendre la saisine , & livrer des gens de la terre tant comme il plairoit au roi de France*. Ainsi ces deux monuments , loin de se fortifier , paroissent se détruire mutuellement. Il y avoit , dit-on , un traité , dont le roi d'Angleterre reçut une copie signée des deux reines.

Pourquoi n'en trouve-t-on aucun vestige dans le recueil de Rymer ? Sa conservation étoit-elle moins importante , ou plus difficile que celle du prétendu mémoire ? C'étoit une pièce décisive : il suffisoit de la produire pour convaincre Philippe de la plus infigne mauvaise foi : on ne l'a point fait dans le temps , on ne le fait pas encore : elle n'est pas même rapelée dans les traités de paix subséquents : c'est plus qu'une probabilité , qu'elle n'a point existé.

Les deux rois cependant se préparoient à la guerre : jamais les deux nations ne s'y portèrent avec tant d'ardeur. On songea de part & d'autre à grossir son parti , en se faisant des alliés. Le roi des Romains , Adolfe de Nassau , se vendit aux Anglois pour cent mille marcs d'argent , somme alors très-considérable : il avoit toutefois un prétexte : c'étoit l'usurpation de l'hommage du comté de Bourgogne , fief relevant autrefois des empereurs , ensuite indépendant durant leurs brouilleries avec les papes , enfin , par la soumission volontaire de ses légitimes possesseurs , réuni à la couronne de France , dont il avoit été démembré sur la fin de la seconde race. L'amitié , motif plus noble , quoiqu'elle ne fût pas absolument dégagée d'intérêt , fit entrer dans la même ligue Henri , comte de Bar , & Jean II , duc de Brabant , tous deux gendres d'Edouard (a). Le comte de Gueldres & l'archevêque de Cologne se joignirent à eux : tous deux promirent mille hommes d'armes ; le premier , moyennant une solde de cent mille livres tournois , pour six mois de service ; le second , pour une somme qu'on ignore , mais probablement un peu plus forte ; il devoit se trouver parmi ses troupes cent cinquante chevaliers : on donnoit au duc de Brabant cent soixante mille livres , pour deux mille

Ann. 1294.

Ann. 1295.

Ibid, p. 144.

Préparatifs
de guerre de la
part des deux
rois.

Rymer, tom.
1, part. 3, p.
238.

Ibid, p. 144.

Ibid, p. 140.

(a) Le P. Daniel (tom. 5 , p. 18) dit que Jean II , duc de Bretagne , prit parti pour Edouard , dont il étoit gendre. Mais ce duc 1°. servit toujours fidèlement le roi , qui , pour le récompenser de ses services dans cette même guerre , érigea la Bretagne en duché-pairie : 2°. il ne fut point gendre , mais beau-frère d'Edouard : il avoit épousé Béatrix , fille de Henri III. Ces petites taches n'auroient point dû paroître dans la nouvelle édition.

Ann. 1295.

Ibid., p. 150.*Ibid.*, p. 152,
155.

P. Dan. (t.
5, p. 29) qui
cite Baluze,
hist. d'Auverg.
invent. des ch.
t. 4, n. 5.

Leibnitz cod.
diplom. p. 14.

Du Tillet, re-
cueil des trai-
tés.

hommes à cheval, armés de fer. Gui de Dampierre, comte de Flandre, se laissa aussi engager contre le roi son souverain, mais secrètement, sur la promesse que sa fille épouserait l'héritier présomptif de la couronne d'Angleterre. Philippe d'autre part s'eut gagner Jean de Bailleul, roi d'Ecosse, qui souffroit impatiemment que l'Anglois l'eût assujéti à un hommage que ses prédécesseurs n'avoient point connu. Le monarque François, pour se l'attacher plus fortement, lui promit sa niece Isabelle (a), fille aînée de Charles de Valois, pour Edouard son fils, qui devoit hériter du royaume d'Ecosse, & de ses autres terres. Eric, roi de Norwege, mécontent qu'Edouard, dans le procès pour la succession au trône d'Ecosse, lui eût préféré Jean de Bailleul, se déclara également contre l'Angleterre. Il s'étoit obligé de fournir à la France deux cents Galées, grands vaisseaux qui alloient à la voile & à la rame, cent autres navires équipés d'armes & de vivres, enfin cinquante mille soldats pendant quatre mois de l'année, tant que la guerre durerait : il ne paroit pas néanmoins que ce traité, par lequel Philippe de son côté s'engageoit à lui payer trente mille livres sterlings en différents termes, ait eu aucune exécution. On compte encore parmi les alliés du roi, Albert, duc d'Autriche, fils de l'empereur Rodolphe; Humber, dauphin de Vienne; Hugues de Longwy, Jacques de Châtillon, seigneur de Leuse & de Condé; & ce qui paroitra sans doute fort extraordinaire, quelques villes de Castille, avec les Communes de Fontarabie & de Saint-Sébastien (b).

(a) Elle fut mariée dans la suite, par dispense du pape, au fils aîné d'Arthur II, duc de Bretagne, après la mort de son père, sous le nom de Jean III, & mourut en 1309, sans enfants, âgée de seize ans. P. Anst. hist. genéral.

(b) Le P. Daniel met au nombre des alliés de la France, Florent, comte de Hollande : mais il est certain par plusieurs actes rapportés dans Rymer, que ce seigneur, durant tout le cours de cette guerre, étoit en commerce de lettres avec Edouard, qui lui écrivoit comme à son ami, qui s'adressoit même à lui, pour faire toucher au roi des Romains les sommes qu'il s'étoit engagé de lui payer. On ne peut guère concilier cette conduite de l'un & de l'autre avec l'opinion de ce célèbre Jésuite. Voy. Rymer, t. 1, part. 3, p. 113, 141.

Bientôt

Bientôt on vit arriver à la cour de France des envoyés du roi des Romains, avec des lettres de défi conçues dans les termes les plus fiers & les plus orgueilleux. On étoit parfaitement instruit qu'il avoit trop d'affaires avec les princes de l'Empire, pour pouvoir porter ses armes ailleurs : il fut traité avec tout le mépris que méritoit une démarche aussi téméraire que déplacée. On ne daigna pas même admettre ses ambassadeurs à l'audience, & on les lui renvoya avec un grand papier cacheté, en maniere de lettre, où il n'y avoit rien d'écrit que ces quatre mots : *Cela est trop allemand.* Jamais en effet menaces ne furent plus vaines que celles de ce prince, qui élevé à la plus éminente dignité, n'avoit aucune des vertus qui donnent la considération. Une grande partie de l'Allemagne se souleva contre lui, & tout l'argent qu'il avoit reçu de l'Angleterre fut employé à lever des troupes contre les rebelles. Enfin il fut tué dans une bataille auprès de Spire : son vainqueur, Albert d'Autriche, lui succéda au trône impérial.

Le comte de Flandre ne s'étoit pas encore déclaré : il affectoit même les dehors de la plus scrupuleuse fidélité. Mais toute sa dissimulation ne put empêcher ses intrigues de percer. Philippe en fut instruit : & l'ayant attiré à Paris, sur je ne sçais quel prétexte, le fit arrêter avec la comtesse sa femme, & renfermer dans la tour du Louvre, comme violateur des devoirs attachés à la qualité de vassal. C'étoit en effet une loi de l'Etat, que les grands de la cour & les seigneurs qui relevoient immédiatement de la couronne, ne pouvoient ni se marier, ni marier leurs enfants, sans le consentement du roi. Gui, en protestant sa fille au fils aîné du roi d'Angleterre, avoit manqué à cette obligation indispensable : il ne put alléguer aucune excuse légitime. Ce lui fut une nécessité de capituler, pour obtenir sa liberté. Il promit tout ce qu'on voulut : mais sa conduite passée ne permettoit point de s'assurer sur sa parole. On l'obligea de donner en otage cette même

Tome IV.

G

Ann. 1295.

L'empereur envoie déclarer la guerre au roi.

Spicil, tom. 3, p. 50.

Anc. chron. de Fland. an. 1294.

Le comte de Flandre est arrêté, puis délivré, en donnant sa fille pour otage.

Spicil, tom. 3, p. 150.

Ann. 1295.

princesse, dont il avoit prétendu disposer sans l'agrément de son souverain. Elle fut mise auprès de la reine, élevée avec les mêmes soins, traitée avec les mêmes honneurs, servie avec les mêmes respects que les dames de France. Tel fut le prix de la liberté du prince Flammant & de la comtesse son épouse.

Ann. 1296.

Les Anglois font une descente en Guienne, & prennent plusieurs villes.

Spicil., tom. 3, p. 50, 114.



Enfin les hostilités commencerent entre les deux rois. Edouard avoit équipé une flotte considérable. Elle quitta les ports d'Angleterre, chargée d'une armée nombreuse, & vient faire descente à l'isle de Ré, où tout est mis à feu & à sang. De-là elle entre dans la Guienne par la Garonne, se saisit de Blaye, s'empare de Bourgsur-mer & de quelques autres petites villes : ensuite se présente devant Bordeaux, qu'elle n'ose attaquer, parce que le connétable la défendoit en personne, passe outre, & monte jusqu'à la Réole, qu'elle surprend par la perfidie de quelques-uns de ses habitants. Le premier soin des vainqueurs fut de laisser de fortes garnisons dans les places qu'ils avoient conquises ; mais pour pouvoir les conserver, il leur falloit un port sur la mer : ce grand objet fixa désormais toute leur attention. Aussi-tôt ils se rembarquent, font voile du côté du midi, & bientôt paroissent à la vue de Baïonne. La ville est emportée du premier assaut, par une seconde trahison des Gascons. Les François se retirent dans le château, résolu de s'y défendre jusqu'à la dernière extrémité : mais après des prodiges inouïs de valeur, ils sont obligés de capituler & de se rendre prisonniers de guerre.

Le comte de Valois marche contre eux : avantage qu'il remporte.

Ibid.

Le connétable, obligé d'être spectateur oisif de tant de pertes, frémissait d'indignation. La défiance qu'on avoit des gens du pays, l'avoit forcé de disperser ses troupes dans toutes les places de Guienne : ce qui le mettoit dans l'impuissance de tenir la campagne. Tout ce qu'il pouvoit faire dans cette circonstance, étoit de maintenir Bordeaux dans l'obéissance, & de conserver les postes les plus importants. On lui promettoit un prompt secours : il l'atendoit avec la plus vive impa-

tience. Enfin elle arriva cette armée si ardemment désirée, sous la conduite de Charles de Valois, frère du roi, & sa première opération fut le siège de la Réole. Dès que le connétable en fut averti, il se mit en marche pour aller joindre le prince; & chemin faisant, prit Podencai, où il y avoit une garnison composée de Gascons & d'Anglois. Ceux-ci voyant qu'ils ne pouvoient tenir plus long-temps, traitèrent secrètement pour se rendre, sans comprendre les Gascons dans leur traité. Les François, après huit jours de siège, entrèrent dans la place, permirent aux Anglois de se retirer, arrêterent & défarmerent les Gascons, en choisirent soixante, les chargerent de fers, & dans cet état les conduisirent au comte de Valois. Charles, pour punir les perfidies réitérées de cette inconstante nation, les fit tous pendre à la vue de la Réole: spectacle qui jeta l'épouvante dans cette malheureuse ville. La nuit étoit à peine venue, que les commandants, Jean de Bretagne, comte de Richemont, & Jean de Saint-Jean, prirent la fuite avec tous les soldats Anglois, gagnèrent leurs vaisseaux, & s'embarquerent sur la Garonne. Les Gascons, irrités de cette seconde trahison, les poursuivirent avec fureur, & en firent un grand carnage: mais les chefs échaperent à leur vengeance. On s'aperçut le lendemain que le désordre & la division régnoient dans la place. Le comte de Valois profita de la circonstance, fit donner l'assaut, & la forteresse fut emportée avec un horrible massacre des Gascons. On compte parmi les prisonniers dix-huit chevaliers, & trente-trois écuyers: tous furent conduits à Paris. Le même jour Saint-Severe ouvrit ses portes aux Anglois: c'étoit un poste important. Charles ne leur donna pas le temps de s'y fortifier: il y marcha en toute diligence, l'assiégea, & le reprit après un siège de trois mois: mais il étoit à peine de retour en France, que cette ville infidèle viola ses serments, & reçut dans ses murs les ennemis de ce même souverain à qui elle venoit de jurer une fidélité inviolable.

Anna. 1156.

Ibid. p. 115.

Ann. 1296.
Expédition
des François
en Angleterre.

Ibid., p. 51.

Dans le même-temps une flotte Françoisé portoit la guerre en Angleterre, sous le commandement de Mathieu de Montmorenci & de Jean d'Harcourt. Elle débarqua au port de Douvres, pilla & brûla tout ce qui étoit hors des murs : ce fut là que se bornèrent toutes ses entreprises. Une si belle armée, dit Nangis, suffisoit pour la conquête de toute la monarchie Angloise : mais ses chefs, soit incapacité, soit ordre secret de la cour, ou quelque autre raison que l'histoire nous a laissé ignorer, contents de lui avoir fait voir le pays ennemi, la ramenerent aussi-tôt en France, sans lui permettre aucune autre tentative.

Leurs succès
en Guienne.
Ibid.

Ainsi la Guienne demeura le seul théâtre des hostilités des deux nations. Edmond y commandoit pour le roi son frere : il osa se présenter devant le comte de Valois, il fut battu, & contraint de se renfermer dans Baïonne, où il mourut de ses blessures. Le comte de Lincoln qu'on envoya pour le remplacer, ne fut pas traité plus favorablement de la fortune. Le célèbre Robert, comte d'Artois, avoit alors le commandement des troupes Françoises : il marche contre le nouveau général, ataque son armée qui étoit composée de cinq cents chevaliers & de cinq mille fantassins, la met en déroute, lui tue cinq cents hommes, & fait cent prisonniers, parmi lesquels on compte Jean de Saint-Jean, le jeune Guillaume de Mortemer, & un grand nombre d'autres seigneurs. Ils furent tous transférés à Paris. La nuit & les forêts voisines du champ de bataille déroberent les comtes de Lincoln & de Richemont à la poursuite des vainqueurs : mais elles ne purent empêcher la perte d'une grande partie des troupes qu'ils conduisoient à leur garnison. Si le jour eut éclairé la victoire des François, il ne seroit pas échappé un seul homme de toute cette multitude. Depuis ce moment les Anglois n'osèrent fortir de leurs retraites, & le comte d'Artois resta seul maître de la campagne.

Le comte de
Flandre envoie
défier le roi.

Le comte de Flandre, outré de l'affront qu'il avoit reçu à Paris, n'étoit occupé que des moyens de s'en

venger. Il ne fut pas plutôt de retour dans ses Etats, qu'oubliant la parole qu'il avoit donnée au monarque François, il traita de nouveau avec les ennemis de la couronne. La ligue porte, que Gui déclarera la guerre au roi de France, & qu'Edouard lui fournira trois cent mille livres, pour en soutenir la dépense. Aussitôt il envoie redemander sa fille, & menace, en cas de refus, de se retirer de l'hommage de Philippe, & de ne plus reconnoître sa souveraineté. On méprisa la menace: la princesse ne fut point rendue. Alors le rebelle fit partir deux ecclésiastiques, pour défier le roi en son nom. C'étoit un outrage de la part d'un vassal, le monarque le ressentit vivement: il donna ordre sur-le-champ d'assembler une armée, pour aller châtier le réméraire.

La multitude d'ennemis que Philippe avoit à combattre, exigeoit toutes les forces de l'Etat. Il rendit une Ordonnance, par laquelle il défendoit les guerres privées, & suspendoit celles qui étoient commencées. Tous les seigneurs qui se trouvoient en armes, eurent ordre de faire des trêves, ou de se donner des *assurements* qu'ils ne s'ataqueroient point les uns les autres, jusqu'à ce que la guerre du roi fût terminée. On profcrivoit aussi, tant qu'elle dureroit, les joutes, les tournois, & les gages de bataille que l'offensé envoyoit pour le duel en certains cas; & il ne fut plus permis de poursuivre son droit que par les voies ordinaires de la justice. On ôtoit enfin aux créanciers le pouvoir de faire saisir pour dettes les chevaux de bataille & les armes: réglemeut qui atira à l'armée plusieurs gentilshommes ruinés de crédit, qui sans cela ne se seroient pas rendus au service.

Ce fut vers le même temps, que, *requérans les bonnes mérites de Jean II, comte de Bretagne*, le roi lui accorda, & à ses hoirs, le privilege de ne pouvoir être cité à sa cour, ou pardevant ses gens, par simples ajournements: il n'en excepte que les cas appartenants à sa souveraineté royale, tels que les apels de défaut de droit,

Ann. 1196.
Ibid.

Ordonnance qui déf. pour un temps les guerres privées, les gages de bataille, les joutes, & les tournois.

Ordon. des rois de France, t. 1, p. 328.

Premières lettres d'excution en duché-pairie.

Ibid., p. 329.

Ann. 1296.

ou de faux & mauvais jugement. Quelques mois après (a), il mit le comble à cette faveur, en érigeant la Bretagne en duché-pairie : c'est le premier exemple de ces sortes de graces, qu'on n'a peut-être que trop multipliées par la suite. L'Anjou & l'Artois datent du même jour leur érection en comtés-pairies.

Célestin abdiqua la papauté : Benoît Cajétan lui succéda : son caractère.

Billard, t. 25 in vitâ S. Celest.

Tandis que la France étoit le théâtre d'une guerre également opiniâtre & sanglante, un pape donnoit dans la ville de Naples un exemple que Rome n'avoit point encore vu, que personne n'a suivi depuis, qui ne sera peut-être jamais imité. Nicolas IV étoit mort, après quatre années de pontificat ; & Pierre de Mouron, natif d'Isfemia, dans le comté de Molise, au pied de l'Apennin, lui avoit succédé sous le nom de Célestin V. C'étoit un bon solitaire peu versé dans les sciences, fondateur de certains moines, que la célébrité de ses vertus a fait nommer Célestins, gens rustiques & sans étude comme lui : un homme simple enfin, qui n'avoit aucune connoissance du monde, mais craignant Dieu ; qui, effrayé des périls de la papauté, & touché du désir d'une meilleure vie, ne crut pas pouvoir garder la tiare, sans exposer le salut de son ame. Affligé de cette idée, il assemblée les cardinaux, & après leur avoir défendu de l'interrompre, il leur déclare qu'il abdique solennellement le souverain pontificat : en même-temps il leur donne par écrit un plein pouvoir d'élire canoniquement un pasteur à l'église universelle. Il fut obéi, & le choix du sacré college tomba sur Benoît Cajétan, qui prit le nom de Boniface VIII ; personnage plus distingué aux yeux du monde par sa grande capacité dans les affaires, que célèbre dans les fastes de la religion par l'innocence de ses mœurs. Sçavant jurisconsulte, il connoissoit toutes les profondeurs du droit civil & canonique : bel esprit, personne ne sçavoit tourner une pensée plus délicatement. Mélange singulier de bien & de mal ; extrême dans ses

Mezeray, abr. t. 2, p. 780.

Le Gend. hist. de Fr. t. 2, p. 436, 437.

Adr. Baill. hist. des dém. de Bon. avec Phil. p. 4.

Dan. tom. 5, p. 30.

(a) Les lettres de cette érection sont données à Courtrai, & datées du mois de Septembre 1297. *P. Anf. Hist. général. de France.*

talents comme dans ses défauts , il avoit en même-temps beaucoup d'élévation dans l'ame , & beaucoup de politesse dans la conduite. Fier , impérieux , entreprenant , inflexible , quand on le craignoit , timide & rampant , quand on lui résistoit. Admirable pour discerner le parti le plus convenable aux circonstances , quand la réflexion n'étoit point suspendue par la colère : incapable d'écouter ou de suivre un bon conseil , quand il se laissoit emporter à la vengeance & à son humeur hautaine. Toujours occupé d'idées ambitieuses & profanes , il étoit plus ardent à soumettre les rois sous la puissance temporelle des papes , qu'à étendre l'autorité spirituelle de l'église sur les peuples : trop altier dans ses procédés comme dans ses sentimens , il fut plus redouté qu'aimé parmi les siens même , qui le livrerent à toute la fureur de ses ennemis. *Plein d'arrogance & de présomption*, dit le P. Daniel, *il n'estimoit que lui , & n'avoit nul égard pour ce qu'avoient fait ses prédécesseurs. Violent , impétueux , il fut*, dit Pasquier, *un aussi grand remueur de ménage que Grégoire VII.*

Ann. 1206.
Pasq. rech. de
la Fr. tom. 7 ,
l. 1 , c. 97 , p.
229.

On dit que dans l'espérance de monter sur le trône pontifical , il n'omit aucun artifice pour persuader à son prédécesseur d'en descendre : qu'il avoit pratiqué une ouverture dans la muraille de la chambre , & lui crioit toutes les nuits à l'oreille par le moyen d'une sarbacane : *Célestin , le ciel t'a fait naître pour la solitude , tu n'es point propre au ministère dont tu te trouves chargé , Dieu te rappelle dans ton hermitage* : que l'ayant déterminé à donner au monde cet exemple unique de désintéressement , il lui fit publier une bulle qui permet aux souverains pontifes de se démettre de la papauté : enfin qu'assuré des suffrages du plus grand nombre des cardinaux , il ne perdit point de temps pour assembler le conclave où il devoit être élu. On connoissoit son habileté ; on crut que la dignité où il alloit être élevé , lui inspireroit la sainteté qu'elle exige : on se trompa. Il ne fut pas plutôt en place , qu'il parut

Ses intrigues
pour monter
sur le trône
pontifical.

Ann. 1296.

Bolland, t.
15, p. 440,
475.Spicil. t. 3,
p. 50.

tout ce qu'il étoit, ambitieux & violent. Peu content d'avoir fait confirmer par le sacré College l'abdication de Célestin, il porta l'indignité jusqu'à attenter à la liberté de ce saint homme, sous prétexte qu'on pourroit abuser de sa facilité, pour lui faire reprendre la tiare, & donner lieu à un schisme dangereux. Le bon vieillard étoit bien éloigné de cette pensée : il fuyoit déguisé, pour se mieux cacher, & ne respiroit qu'à près sa cellule de Sulmone. On l'arrêta, mais avec respect, pour ne point scandaliser le peuple, qui le regardant comme un saint, le suivoit en foule, coupoit des morceaux de son habit, arrachoit du poil de son âne pour en faire des reliques. Il fut amené au nouveau pontife, qui affecta de le recevoir avec beaucoup d'honnêteté, & cependant le fit enfermer au château de Fumone dans la Campanie, où il finit ses jours : cruauté qui fit naître d'affreux soupçons sur la conduite du persécuteur, & lui atira l'horreur & l'aversion de tous les gens de bien.

Sa haine &
ses persé-
cutions contre
la maison des
Colonnas.

Les Gibelins & les Guelfes, deux factions puissantes, la première livrée aux empereurs, la seconde dévouée aux papes, divisoient plus que jamais l'Italie. Boniface avoit été ardent Gibelin, quand il n'étoit que simple particulier : dès qu'il fut pape, il devint Guelfe furieux. On raconte qu'en donnant des cendres au peuple le premier jour de carême, il les jeta aux yeux d'un archevêque de Gènes, qui s'étoit présenté pour en recevoir, en lui disant : *Souviens-toi, ô homme, que tu es Gibelin, & qu'avec tous les Gibelins tu retourneras en poudre.* Les Colonnas, premiers barons Romains, qui possédoient des villes au milieu du patrimoine de saint Pierre, étoient de la faction Gibeline. Cette raison, une indifférence peut-être trop marquée de leur part pour le nouvel élu, quelques discours échappés sur l'irrégularité de l'élection, aigrirent l'esprit du pontife altier : il jura l'extinction d'une maison trop puissante à son gré. Elle avoit deux cardinaux, Jacques & Pierre son neveu : ils furent cités pour répondre de leurs paroles

Hist. Gen.
miss. Bibl. reg.
n. 40, p. 41,
vers.

Rapin. tom.
13, app.
Diff. preuve.
p. 33, 34.

paroles & de leurs actions , avec menace de les dégrader du cardinalat , s'ils n'obéissent promptement. Ils n'osèrent se présenter en personne , & ne répondirent que par des manifestes. Ils publièrent hautement que Boniface n'étoit point le véritable pape : que la preuve que Célestin s'étoit démis par force , c'est qu'on le tenoit dans une étroite prison pour l'empêcher d'en faire ses plaintes : que sa renonciation , quand même elle seroit volontaire , n'étoit point canonique ; ce qu'ils prouvoient par la décrétale qui réserve au pape la démission de l'évêque , & par-conséquent celle du pape à celui seul dont il est le vicaire : qu'enfin en la supposant possible de droit , il y étoit intervenu beaucoup de fraudes & d'artifices , qui la rendoient nulle. Ils finissoient leur apologie en demandant la convocation d'un concile général , aux décisions duquel ils offroient de se soumettre. Mais de simples écrits étoient de trop foibles armes contre un homme qui avoit l'autorité en main. Etienne Colonne , neveu des deux cardinaux , pour soutenir les discours de ses oncles , leva des troupes , & fortifia ses places.

On peut juger de l'impression que fit une pareille démarche sur un homme tel que Boniface : il donna l'essor à toute l'impétuosité de son caractère : les foudres & les croisades , tout fut employé pour écraser cette superbe maison. Les deux cardinaux furent condamnés comme schismatiques , hérétiques , blasphémateurs , rebelles au saint siège , ennemis de la patrie ; privés du titre , de la dignité , des honneurs du cardinalat ; déposés de tous leurs bénéfices ; exclus à perpétuité de toute prélature ; excommuniés avec tous ceux qui les reconnoitroient pour cardinaux , qui les assisteroient ou favoriseroient ; & tous les lieux où ils se retireroient , soumis à l'interdit. La vengeance fut portée plus loin , & s'étendit jusque sur leurs parents les plus proches. On en comptoit cinq , Jean , Oddon , Agapet , Etienne , Sciarra : tous furent pros crits , bannis , dépouillés de leurs biens , frappés des foudres du Vatican , jugés schis-

Tome IV.

* H

Ann. 1296.
Spicil. t. 3.
p. 51.

Il les excommunie & veut les rendre éternellement infâmes.

Rayn. an.
1297. n. 27.
39. 41.
Différ. prév.
p. 29.

Ann. 1196.

matiques, hérétiques, infâmes. Le fier pontife ne se croyant pas encore suffisamment vengé, oublia qu'il étoit le vicaire d'un Dieu, qui ne punit point sur le fils les iniquités du pere. Il déclara leurs descendants, jusqu'à la quatrième génération, incapables de toutes charges publiques, ecclésiastiques ou séculières. Peu content de ces décrets déjà trop rigoureux, il dressa une constitution particulière, où sous ce titre dogmatique des *schismatiques*, les Colonnes sont notés & flétris à jamais : constitution qu'il voulut éterniser avec sa haine, en l'insérant dans la compilation du *Sexte des décrétales*.

Ce que c'est
que le Sexte
des décrétales.

C'est ainsi qu'on apele le recueil des constitutions des papes, entrepris sous les ordres de Boniface VIII, pour servir de continuation aux décrétales publiées par Grégoire IX, & rédigées par S. Raymond de Pegnafort. Guillaume de Mandegor, archevêque d'Embrun, Bérenger de Fredol, évêque de Béziers, & Richard de Sienne, fameux jurisconsulte, d'abord vice-chancelier de l'église Romaine, ensuite cardinal du titre de saint Eustache, sont les auteurs de cette nouvelle collection. Elle fut approuvée dans une assemblée des cardinaux, confirmée par une bulle, adressée aux universités de Bologne, de Padoue, de Paris, d'Orléans, & ajoutée au cinquième livre des décrétales ; ce qui lui fit donner le nom de *sexte*, ou *fixième*, quoiqu'elle soit elle-même divisée en cinq livres. Le pape ordonne qu'elle servira de règle dans les jugements, & fera loi dans les écoles (a).

Spicil. t. 3.
P. 52.

Les Colonnes
sont réduits à
la nécessité de
s'expatrier.

J. Villan, l.
8, c. 21, 23.
Rayn, an.
1198, n. 22.

Les Colonnes cependant, pour se mettre à couvert des violences du pape, s'étoient retranchés dans les places fortes de leurs domaines, où ils furent suivis par une foule de mécontents. Il n'en falut pas davantage pour réveiller l'humeur guerrière de Boniface : il crut avoir trouvé l'occasion de les exterminer : il publia contre eux une croisade avec toutes les indulgences qu'on avoit coutume d'accorder à ceux qui s'enrôloient

(a) Ann. 1198.

pour le service de la Terre-sainte. On dit même qu'il employa à leur faire la guerre une grande partie des troupes & des sommes destinées pour le recouvrement de la Palestine. L'inquisition eut ordre d'agir vivement contre ceux qu'on croyoit être de leur parti ; & les hostilités commencèrent par la destruction des palais & des maisons qu'ils avoient dans Rome. Bientôt les croisés eurent joint l'armée du pontife. Nepi assiégé avec toute la férocité qu'inspire la superstition , fut forcé de se rendre à composition : Zagarnolo & Colonna subirent le même sort. Il ne restoit plus que Palestrine. La frayeur s'empara de cette famille infortunée : elle traita d'accommodement , vint se jeter aux pieds du pontife, & lui demanda miséricorde : spectacle bien doux pour une ame aussi fiere que celle de Boniface. Alors affectant tous les dehors de la clémence, il déclare qu'il pardonne & leve toutes les excommunications : mais en même-temps il exige qu'on lui livre Palestrine. Quand il en fut maître, il la fit raser.

Ann. 1196.

C'étoit une infidélité au traité. Le dépit qu'elle excita dans le cœur des Colonnes, les replongea dans une seconde révolte : ils furent excommuniés de nouveau, & les procédures recommencerent contre eux. La crainte qu'on n'attentât ou à leur vie, ou à leur liberté, les détermina enfin à s'expatrier. Les deux cardinaux se sauverent à Gênes, où ils demeurèrent en exil, tant que Boniface vécut : Etienne, leur neveu, passa en France, où il fut reçu avec honneur : Jean, Oddon, Agapet, se retirèrent en Sicile, où régnoit Frédéric d'Aragon, prince peu affectionné aux papes. Sciarra avoit embarqué toutes ses richesses sur un vaisseau, il fut pris par des Corsaires, qui le mirent à la chaîne : il demeura quatre ans sans oser se faire connoître, de peur que ces brigands ne le livrassent au pontife, qui les en eût libéralement récompensés. Le roi Philippe fut instruit de son malheur : il le fit racheter, résolu de se servir de lui contre Boniface, dont il commençoit à n'être pas trop content.

Ibid.

Ann. 1296.
Premier sujet
de brouilleries
entre Boniface
& Philippe. Le
pape ordonne
une trêve entre
les deux rois
sans les avoir
consultés.

Meyeray, abr.
t. 2, p. 780,
81.

Raya, ann.
1295, n. 46,
1296, n. 18.

Le pape, devenu maître absolu dans ses Etats par la retraite des Colonnes, ne songea plus qu'à l'exécution du projet qu'il avoit formé d'usurper la souveraineté temporelle sur toutes les puissances de la chrétienté. Il y eût réussi sans doute, & l'indépendance des rois étoit menacée du plus grand danger, s'il n'eût trouvé dans Philippe-le-Bel un jeune prince, fier, impérieux, peu endurant, qui se trouvoit plus puissant qu'aucun de ses prédécesseurs, qui d'ailleurs avoit un conseil composé de gens hardis, impétueux, que rien ne pouvoit arrêter dans la poursuite d'un dessein inspiré par la justice. Déjà le pontife avoit décidé en souverain de la succession au trône de Hongrie : déjà se regardant comme établi de Dieu pour distribuer les couronnes, il avoit donné la Sardaigne & la Corse au roi d'Aragon : il porta ensuite ses regards sur la France & l'Angleterre, qui se faisoient une cruelle guerre. Aussi-tôt il envoie deux cardinaux légats, Bérard, évêque d'Albane, & Simon, évêque de Palestrine, avec ordre de traiter de la paix entre les monarques, ou s'ils ne pouvoient y parvenir, de ménager du-moins une trêve, de l'ordonner même sous peine d'excommunication. Philippe trop délicat peut-être, lorsqu'il croyoit son autorité lésée, répondit avec hauteur, qu'un roi de France n'étoit point accoutumé à prendre la loi pour le gouvernement de son Etat : que son différend avec l'Angleterre n'étoit point une affaire de religion : que le pape en cette occasion pouvoit tout au plus employer les exhortations, mais qu'il n'avoit point d'ordres à donner, ni les François à en recevoir. Ce fut le premier sujet d'inimitié entre les deux puissances. Boniface ressentit vivement la fierté avec laquelle on l'avoit traité : il chercha l'occasion de s'en venger : bientôt il crut l'avoir trouvée : il ne réussit pas mieux dans cette seconde entreprise.

Il fait sommer le roi de rendre la principauté de Flandre.

Le comte de Flandre, furieux de n'avoir pu obtenir la liberté de sa fille, avoit envoyé à Rome, pour demander que cette affaire fût examinée au tribunal du

saint siege : l'apel flatoit la vanité de Boniface, & sembloit favoriser les projets de vengeance : il le reçut avec la plus sensible joie. Le premier de ses soins fut d'ordonner à l'évêque de Meaux d'aller trouver le roi, pour le sommer de faire raison au comte, ou, s'il persistoit dans son refus, pour le citer au pied du trône pontifical, où son arrêt seroit prononcé. Le prélat n'oublia aucune des circonstances de sa commission, & voyant que le monarque ne témoignoit que mépris pour ses vaines sommations, il crut l'intimider en lui déclarant que le pape étoit résolu d'employer jusqu'aux foudres de l'église pour se faire obéir. Philippe plus indigné de l'audace, qu'effrayé de la menace, répondit en grand prince qui connoît toute l'étendue de ses droits : » Qu'il trouvoit étrange que Boniface osât lui faire parler » d'un ton si haut, pour des choses qui n'étoient point » de sa juridiction : qu'il avoit sa cour où ses sujets & » ses vassaux devoient être jugés : qu'il ne reconnoissoit » en matiere temporelle d'autre Supérieur que Dieu, à » qui seul il étoit obligé de rendre compte de sa conduite : qu'il conseilloit au pontife de s'épargner tant » d'inquiétudes & de soins inutiles : que toutes ses » menaces ne parviendroient point à introduire dans » l'empire François la pratique des maximes ultramon-

taines «. Boniface plus irrité que rebuté de l'inutilité de ses entreprises, fit une autre tentative qui causa un plus horrible fracas, & qui n'eut pas un succès plus heureux. Le roi environné d'ennemis puissants par leurs propres forces, plus redoutables encore par leur réunion, avoit besoin de grands secours d'argent. Il commença par imposer une taxe très-forte pour ces temps-là : c'étoit d'abord le centieme, puis le cinquantieme de tous les biens : mais elle ne regardoit que les marchands. Touché enfin de la misere du peuple, qui se trouvoit épuisé de tant de subsides, il le déchargea du nouvel impôt qu'il rejeta sur les ecclésiastiques. Quelques particuliers du clergé, mauvais sujets, en portèrent leurs plaintes

Ann. 1296.
Définit., p.
14.
Dan, t. 3.
p. 41.

Il défend
au Clergé de
payer aucune
décime sans
sa permission.

Spicil., t. 3,
p. 51.

Ann. 1296.

à Rome. Le pontife qui ne respiroit que la vengeance , faisoit avec avidité l'occasion de mortifier un prince qui le traitoit avec si peu de ménagement : il crut qu'en prenant vivement la défense des immunités du clergé , il soulèveroit contre le souverain ce corps si puissant par ses richesses , plus respectable encore par le caractère que la Divinité lui a imprimé. Il connoissoit peu l'Eglise Gallicane , société aussi célèbre par la pureté de sa doctrine & de ses mœurs , que par son attachement inviolable à ses rois , dans qui elle a toujours trouvé des protecteurs zélés & des bienfaiteurs généreux. Il n'osa cependant attaquer ouvertement , & le coup qu'il porta , ne tomboit qu'indirectement sur le monarque François.

Preuv. diff.
p. 14.

C'étoit la publication de cette fameuse bulle si connue sous le nom de *Clericis Laicos* : bulle terrible , & contre les princes qui exigent des subsides du clergé , & contre les ecclésiastiques qui s'y soumettent. Elle commence par une déclamation vive & pathétique sur l'ancienne inimitié des laïques contre les clercs , sur l'attentat énorme des rois , qui dans les nécessités publiques s'attribuoient le pouvoir de lever des impôts sur les biens temporels de l'église ; sur la foiblesse des prélats , qui timides & rampants devant des majestés qui n'ont aucune puissance sur leurs personnes , ni sur leurs biens , autorisent par leur silence un si détestable abus. Elle finit par cette étrange décision , qu'aucun clerc , prélat ou religieux , ne doit payer aux puissances laïques , pour quelque raison que ce soit , ni décime , ni vingtième , ni centième , ni aucune autre taxe , sous les noms d'aides , de prêts , de don gratuit , de subvention , d'octroi , de subside , sans une permission expresse du souverain pontife. Ceux qui voudront l'exiger , sont frappés d'anathèmes , rois , princes , ministres , officiers , commis : l'interdit est la peine des universités qui oseront y consentir : la déposition est le châtiment des prélats qui ne s'y opposeront pas.

La défense étoit générale , & les peines qu'elle inflige ,

omboient également sur tous les souverains : il n'y est fait aucune mention spéciale de la France. Philippe néanmoins crut qu'elle le regardoit plus particulièrement. Il étoit informé que quelques ecclésiastiques mécontents s'étoient plaints au pape des levées qu'on avoit été obligé de faire sur le clergé : il imagina de l'artifice dans les termes généraux , sous lesquels la bulle envelopoit tous les princes sans exception : il craignit que le dessein de Boniface ne fût de rendre insensiblement tous les rois feudataires du saint siege , ou de les gouverner tous comme il gouvernoit ses petits princes d'Italie : il usa de représailles , & sans nommer Rome , il donna deux édits qui l'intéressoient sensiblement. Le premier est un ordre à tous ses officiers de ne laisser sortir hors du royaume , ni or , ni argent , ni joyaux , ni pierreries , ni chevaux , ni vivres , ni armes , ni munitions de guerre , *sans une permission expresse signée de sa main* : le second est une défense à tout étranger de venir en France ou d'y demeurer pour y exercer le commerce Tous deux n'exceptent ni état , ni qualité , ni nation : tous deux ordonnent la peine de confiscation.

Ann. 1296.
Conduite du
roi en cette oc-
casion.

Diff. pr. 13.

Boniface comprit parfaitement ce que le monarque prétendoit , & témoigna plus de sensibilité que la bonne politique ne le permettoit. Il pouvoit , il devoit même dissimuler : il éclata imprudemment. L'évêque de Viviers fut chargé de remettre au roi une nouvelle bulle où le pontife parloit avec plus de fierté que jamais. *Si l'intention de ceux qui ont fait les deux Édits , ce sont ses propres termes , a été de l'étendre jusqu'aux ecclésiastiques , c'est une entreprise non-seulement imprudente , mais insensée. Cette seule prétention , si vous l'avez eue , vous soumet à l'anathème prononcé contre ceux qui violent la liberté de cette sainte église à laquelle il a été donné de commander , & de n'être point commandée. Apprenez , ô roi , que ni vous , ni aucun prince séculier , n'avez aucune autorité sur le clergé.* Il explique ensuite sa dernière constitution , & déclare qu'il ne prétend , ni empêcher

Emportement
de Boniface.

Ibid , 15.
Reyn , n. 25.

Ann. 1296.

les services que quelques prélats lui doivent comme feudataires, ni même s'opposer aux levées sur les gens d'église, pourvu qu'elles se fassent avec la permission du saint siege : il essaye de lui persuader que, depuis qu'il est pape, *il a essuyé des travaux infatigables, & passé les nuits sans dormir, pour veiller sans cesse à la conservation de sa personne & de son royaume : soins importants qu'on ne lui demandoit pas, dont on le prioit même de se dispenser.* De-là il vient aux reproches les plus vifs, & lui remontre qu'il a tellement chargé ses sujets d'impôts, que leur affection pour lui en est beaucoup diminuée ; qu'il est coupable de la guerre qui désole les peuples ; que le jugement de cette querelle appartient au saint siege, puisqu'il s'agit de sçavoir s'il peut, sans péché, retenir & les places qu'il a fait saisir en Guienne sur Edouard, & l'hommage du comté de Bourgogne qu'il a usurpé sur Adolphe ; qu'il lui est honteux de recuser un tribunal où tout doit ressortir, où même les deux rois ses ennemis consentent d'être jugés. Il finit par les menaces ordinaires, d'employer, pour le réduire, les moyens les plus forts & les plus violents, c'est-à-dire, les excommunications, les interdits, & tous les foudres que le Vatican a dans ses trésors.

Manifeste du
roi.

Philippe, peu effrayé de ces grands mots, publia un long manifeste, où paroît une vigueur égale à la fierté avec laquelle on avoit affecté de lui parler. On y démontre que de tout temps, même avant que le clergé fit partie de l'empire François, les rois de France avoient droit de faire des ordonnances pour la conservation de leur Etat ; objet important qu'il s'étoit uniquement proposé dans la promulgation de ses deux édits : que l'église est une, composée sans division de laïques & de clercs, tous également délivrés par Jésus-Christ de la servitude du péché, tous également participants de la liberté qu'il nous a acquise : que les libertés particulières, ou immunités, accordées par les papes aux ecclésiastiques, avec la permission des princes, ne doivent pas préjudicier

Diff. pr. p.
21.

dicier au bien public du royaume : qu'ils sont membres de l'Etat comme les simples fideles, par-conséquent obligés de contribuer du-moins de leur argent à le défendre contre les entreprises de l'ennemi ; obligation d'autant plus étroite, qu'ils ont de plus grands biens : qu'ils ne peuvent par eux-mêmes les sauver du pillage, & que pour les mettre en sûreté, la noblesse & les soldats exposent chaque jour leurs vies : qu'il est contre le droit naturel de leur interdire cette contribution sous les peines les plus graves, tandis qu'on leur permet de dépenser impunément leurs revenus en équipages, en festins, en meubles précieux, en spectacles, en mille vanités mondaines, au préjudice des pauvres : que c'est une chose honteuse dans le chef de la religion, de lancer des anathèmes pour empêcher de payer à César un tribut, que Jésus-Christ lui-même, & ses Apôtres à son exemple, ont payé aux princes qui régnoient dans les pays qu'ils habitoient : que le monarque adore Dieu en vérité, qu'il honore les ministres de l'église, mais qu'il ne craint point les menaces injustes des hommes : qu'il a fait saisir la Guienne, fief relevant de sa couronne, parce que le roi d'Angleterre son homme-lige, & son vassal, refusoit de comparoître à sa cour, où il avoit été cité : qu'il a conquis le comté de Bourgogne, parce qu'il avoit été ridiculement provoqué par Adolphe, qui s'est attiré ce malheur par sa fierté & sa mauvaise conduite.

Dans le même-temps Pierre Barbet, archevêque de Rheims, écrivoit au pape, de concert avec les évêques & les abbés de sa province, pour le prier de faire cesser le scandale que causoit sa bulle sur les immunités ecclésiastiques. Ce digne successeur de l'intrépide Hincmar, qui prit si hautement la défense de Charles-le-Chauve contre Adrien II, représente vivement à l'impétueux Boniface, que sa fatale constitution excite de dangereux murmures en France : que ses soins pour étendre les droits du clergé, peuvent lui devenir très-funestes, & qu'en voulant lui procurer des prérogatives qu'il n'a

Remontrances du Clergé de Rheims au pape.

Diff. p. 26.

Ann. 1296.

pas réellement, il l'expose à perdre de vrais privilèges que la religion & la générosité de ses rois lui ont assurés : que les princes & les seigneurs, qui tous, ou presque tous, ont des ecclésiastiques pour feudataires, sont aussi choqués que le monarque, de l'imprudente démarche de sa sainteté : qu'on parle de faire une assemblée des évêques, la plupart hommagers du roi, où l'on doit prendre des mesures pour maintenir les libertés du royaume, l'honneur du souverain, & l'indépendance de sa couronne : que tous les prélats, ses confrères, le supplient d'avoir égard à leurs engagements, & de prendre toutes les voies que la douceur peut suggérer, pour assurer le repos de l'église Gallicane ; repos qui sera toujours troublé, si elle ne demeure parfaitement unie avec le roi, les princes & tous les seigneurs de l'empire François. Quelques évêques de la province furent députés pour remettre cette lettre au pontife, & lui représenter de vive voix la nécessité urgente, ou de révoquer sa constitution, ou de l'expliquer d'une manière qui pût contenter le roi & la nation.

Boniface explique sa bulle
Clericis Laicos.

Diff. pr. p.
24, 25.

Philippe cependant, pour adoucir l'aigreur du pape, voulut bien suspendre quelque temps l'exécution de ses deux édits : mais, bientôt convaincu de l'inutilité de ses ménagements, il leur redonna vigueur, & fit expédier les ordres les plus précis de punir sévèrement ceux qui oseroient y contrevenir. Boniface s'en plaignit amèrement par un bref, où il répète avec affectation cette maxime tant de fois rebatue, toujours invinciblement réfutée, *que le roi n'a aucun droit, ni aucun pouvoir sur les ecclésiastiques ; qu'il ne peut disposer ni de leurs biens, ni de leurs personnes ; que s'il a la témérité d'y attenter, il encourt les peines infligées par les canons.* On le laissa déclamer, & les deux ordonnances furent maintenues avec rigueur. Cette fermeté étonna le fier pontife. Déjà il étoit ébranlé par les remontrances de la province ecclésiastique de Rheims : il parut enfin fléchir ; & croyant mettre sa bulle à couvert des censures que lui avoit attirées la nouveauté de ses prétentions,

il consentit à donner une déclaration de ce qu'il s'étoit proposé en la publiant. Cette piece curieuse est adressée au roi. Elle porte en substance » que sa sainteté ne » trouve point mauvais que le clergé de France paye » quelques contributions au prince, pourvu que ce soit » volontairement, sous le nom de don gratuit ou de » prêt, non de taille ou d'impôt exigé par l'autorité » souveraine : qu'elle ne comprend dans les exemptions » marquées par sa bulle, ni les ecclésiastiques qui tiennent des fiefs de la couronne, ni les clercs mariés, » ni ceux qui ne prennent l'habit clérical que pour » s'exempter des charges publiques : qu'elle permet au » roi, ou à ses officiers en son nom, de recourir au » saint siege dans les nécessités pressantes, pour obtenir la permission de lever des subsides sur les autres » prélats, ou membres du clergé, qui par leur état » sont *exempts, privilégiés, indépendants de l'autorité » séculière & de la juridiction royale* ».

On sent tout l'artifice d'une déclaration, où, en paroissant se relâcher d'une grande partie de ses prétentions, l'adroit pontife se ménage des ressources pour l'exécution de ses desseins sur la puissance temporelle de tous les Etats du monde. Ce ne fut pas néanmoins ce qui empêcha la réconciliation du Sacerdoce & de l'Empire. Un nouveau bref qui enjoignoit au souverain de donner main-levée des deniers recueillis dans la France, où l'on avoit un si grand besoin d'argent pour fournir aux frais de la guerre; de nouvelles menaces d'excommunication contre ceux qui s'oposeroient au transport de ce subside exigé par le saint pere, & destiné à subjuguier ceux-mêmes qui le payoient; une treve enfin ordonnée depuis long-temps par le pape, sous peine d'anathème, publiée sur ces entrefaites par ses légats, sans la permission du monarque, furent l'écœuil de la patience du prince, & brouillerent plus que jamais les deux puissances. Philippe s'éleva avec force contre des entreprises si contraires aux loix de son royaume, & prit les mesures les plus efficaces pour venger la majesté du trône,

Ann. 1296.

Rayn., n. 49.

Nouvelles
brouilleries
entre les deux
puissances.

Diff. pr. p.
17.

Ann. 1296.

qu'un prêtre ambitieux outrageoit si indignement. Dans le même temps, il fait une protestation par laquelle il déclare : » que le soin & l'administration du temporel dans » le royaume de France, n'appartient qu'à lui seul, à l'ex- » clusion de tout autre : qu'il ne reconnoît, & n'a réel- » lement à cet égard, aucun supérieur : qu'il prétend » exercer avec indépendance l'autorité que le ciel lui a » donnée sur ses sujets, autorité qu'il sçaura maintenir » contre toutes les tentatives de Rome : qu'il n'a jamais » eu intention de se soumettre au pape dans les choses » temporelles, ni de partager avec lui une juridiction » qu'il ne tient que de Dieu & de son épée ; mais que » pour le spirituel, il est toujours prêt, à l'exemple de ses » prédécesseurs, d'obéir au saint siege, comme le peut, » & comme le doit un véritable enfant de l'Eglise ». Les légats lui donnerent acte de cette protestation, & l'insérèrent dans les lettres circulaires qu'ils adressèrent au clergé & aux fideles.

Ann. 1297.

Le roi en-
tre en Flan-
dre : victoires
de ses géné-
raux.

Spicil. t. 3,
p. 52.

Aussi-tôt le monarque se rendit à Compiègne, où, suivant un usage assez ordinaire dans ces temps-là, quand on prévoyoit une bataille, il fit chevaliers Louis comte d'Evreux son frere, Louis, fils aîné de Robert comte de Clermont, & cent vingt autres seigneurs ou gentilshommes. De-là il part pour la Flandre, force les troupes qui lui en disputent l'entrée, porte le fer & le feu de tous côtés, & vient investir Lille, où commandoit Robert, fils du comte rebelle. C'étoit une ville forte, défendue par une nombreuse garnison, & dont chaque habitant étoit soldat. Philippe avoit résolu d'en faire sa place d'armes ; il en forma le siege dans les regles, & cependant détacha divers corps, pour harceler l'ennemi qui n'osoit tenir la campagne. L'un sous la conduite du connétable Raoul de Nesle, de Gui son frere, maréchal de l'armée, & de Gui comte de Saint-Paul, joignit les Flamands près de Comines sur la riviere de Lis, leur livra bataille, les défit entièrement, pilla leur camp, & ramena au roi un grand nombre de prisonniers, parmi lesquels on comptoit plusieurs chevaliers Allemands, tous gens d'un grand nom.

L'autre, sous le commandement de Robert, comte d'Artois, l'un des plus grands capitaines de son siècle, se jeta sur la partie de la Flandre qui confine à Saint-Omer, où il fut joint par la noblesse du pays Artésien, & fit ensuite le ravage aux environs de Furnes. On vint lui présenter la bataille, qu'il accepta avec cette confiance qui préface la victoire. Le combat fut opiniâtre : mais enfin les Flamands furent batus avec un horrible carnage. On met au nombre des prisonniers Guillaume comte de Juliers, Henri comte de Beaumont, & plusieurs autres seigneurs de marque. On les conduisit à Paris, & de-là en diverses prisons du royaume, montés sur deux chars traînés par quatre chevaux, ayant devant eux l'étendard de leur vainqueur, qu'on portoit comme en triomphe par toute la France : honneur que ce prince acheta chèrement. Philippe, son fils unique, avoit attaqué & forcé un pont : il y fut blessé, fait prisonnier, ensuite délivré par les François victorieux : mais il mourut quelque temps après de ses blessures. Si quelque chose put adoucir le chagrin de cette perte, ce fut sans doute la prise de Furnes, de Cassel, & de toutes les forteresses de cette châtellenie, qui couronna le succès d'une journée si fatale aux ennemis, si glorieuse à la France.

Un troisième détachement composé de Champenois, commandé par Gautier de Créci, seigneur de Châtillon, avoit eu ordre de marcher contre Henri comte de Bar, qui s'étoit jeté sur la Champagne, le fer d'une main, le flambeau de l'autre, massacrant & brûlant tout ce qui se trouvoit sur son passage. La vengeance fut prompte. Bientôt le téméraire, après avoir reçu un sanglant échec, fut contraint de se retirer dans son comté, où les François à leur tour portèrent le ravage & la désolation. Quelques historiens disent qu'il fut battu & fait prisonnier par la reine Jeanne de Navarre, qui commandoit elle-même, & donnoit tous les ordres pendant le combat ; qu'il fut conduit à Paris, chargé de fers, obligé, pour obtenir

Ibid.

*Mézeray, abr.
t. 2, p. 782.*

Ann. 1297.

Lille se rend
au roi.*Spicil, ibid.*

sa liberté, de faire hommage de sa terre qu'il avoit toujours prétendu tenir en franc-aleu, condamné par arrêt du parlement à se croiser pour la Terre-sainte jusqu'à ce qu'il plût au roi de le rapeler.

Lille jusque-là s'étoit défendue avec une opiniâtreté qui faisoit douter du succès des armes Françoises. Mais enfin les habitants effrayés de la rapidité de tant de victoires, fatigués des différents assauts qu'ils avoient essuyés depuis le commencement du siège, tristes témoins des horribles breches que les machines de guerre avoient faites à leurs murailles, peu contents d'ailleurs du fils de leur comte, qui n'avoit osé tenter aucune sortie, songerent sérieusement à sauver leurs biens du pillage, traitèrent secrètement avec le roi, & se soumirent à toutes ses volontés. Le malheureux Robert fut forcé de sortir de la ville avec le peu de troupes qui lui restoiient, & se retira précipitamment à Bruges, où étoit le comte son pere, qui se désespéroit de tant de fâcheux revers. Philippe étoit à peine maître de cette place importante, qu'il aprit que le roi d'Angleterre venoit d'arriver au secours de ses alliés avec quelques renforts, & qu'il se tenoit enfermé dans Bruges avec le prince Flamand : il marcha vers cette ville, prit Courtrai chemin faisant, & continua fièrement sa route sans trouver aucun obstacle. Ces orgueilleux vassaux, si avantageux dans le propos, sentent toute leur hardiesse s'éclipser à l'approche d'un maître irrité : ils n'osent l'attendre, & se sauvent avec précipitation à Gand, le boulevard de la Flandre. Bruges consternée ouvre ses portes au monarque, qui détache aussitôt le comte de Valois & le connétable de Nesle, pour aller brûler la flotte Angloise dans le port de Dam. Mais les Anglois, sur la nouvelle de la fuite de leur prince, avoient regagné la pleine mer : le seul fruit de cette expédition, fut la prise de la ville.

Il accorde une
trêve à ses en-
nemis.

Déjà le roi étoit en marche pour aller attaquer les rebelles jusque dans leurs derniers retranchements, lorsqu'il reçut des envoyés du roi d'Angleterre, qui de-

mandoient humblement une suspension d'armes. *Il ne Pobtint*, dit Rapin Thoyras, *qu'à la considération du roi de Sicile & du comte de Savoie, qui s'employèrent pour lui.* Je l'accorde, répondit Philippe, & malgré mes victoires je ne serai jamais éloigné de la paix, quand je remarquerai de la sincérité dans le procédé de mes ennemis, & de la soumission dans mes vassaux. Cet armistice accordé avec tant de générosité, n'étoit d'abord que pour quelques mois; il fut ensuite prolongé pour un an. Philippe, par cette convention, demouroit en possession de Lille, de Courtrai, de Furnes, de Cassel, de Douai, de Bruges & de toutes ses conquêtes, qu'il devoit en grande partie, dit un historien, à une faction puissante alors en Flandre, qu'on apeloit *les gens du lis*. Aussi-tôt il reprend le chemin de la France, & arrive à Paris vers la fête de tous les Saints.

Boniface cependant commençoit à rabatre de sa fierté. La dernière protestation du roi contre ses entreprises, protestation soutenue par des effets; les murmures des grands & des évêques si vivement représentés dans la lettre de la province ecclésiastique de Rheims; la protection que le prince irrité ne pouvoit manquer d'accorder aux Colonnes qu'on persécutoit à outrance; tout l'effrayoit, tout lui représentoit un avenir funeste. Il fit publier une bulle, où modérant encore par de nouvelles explications la fameuse décrétale *Clericis Laicos*, il déclare enfin, sans aucune ambiguïté, qu'elle ne regarde point la France : que le roi & ses successeurs, pour la défense de l'Etat, peuvent, dans les nécessités urgentes, recevoir des subsides du Clergé, sans demander ni la permission, ni le consentement, ni l'avis du pape : que c'est aux monarques, ou aux gens de leur conseil privé, à juger en leur conscience de ce besoin pressant : en un mot, qu'il n'a jamais prétendu donner aucune atteinte aux libertés, franchises ou coutumes du royaume, ni aux droits du roi, des comtes & des barons. Cette déclaration fut lue dans une célèbre as-

Ann. 1297.
Tom. 3, p.
71.

Meyer.

Nouvelles explications de la bulle *Clericis Laicos*.
Diff. pr. p. 32.

Ann. 1297.

Spicil. tom.
3. P. 52.

semblée de tous les prélats de l'empire François, non comme un monument nécessaire pour fonder un droit que nos princes tiennent de leur souveraineté, mais comme un témoignage authentique que Rome reconnoissoit elle-même cette prérogative incontestable. On ne doit pas néanmoins dissimuler que jusqu'au concordat entre Léon X & François I, les décimes ont toujours continué de se lever avec l'agrément des papes: mais il en étoit de cette permission comme du consentement du clergé, sans lequel nos rois par piété n'exigeoient point ce tribut. C'étoit de l'aveu même de l'église Gallicane, un privilege inséparable de leur couronne: Rome ne pouvoit pas leur conférer un pouvoir qu'elle n'a jamais eu sur le temporel des bénéfices du royaume.

Canonisation
de S. Louis.

Le pontife ne se borna point à ce seul témoignage de bienveillance envers le monarque François. Il lui accorda pour trois ans une décime sur tout le clergé de son royaume: il lui promit d'employer tout son crédit pour élever le comte de Valois son frere sur le trône Impérial: il fit plus encore, il canonisa saint Louis son aïeul. On sollicitoit depuis plus de vingt ans une faveur si glorieuse à la maison de France. Grégoire X avoit commis Simon de Brie, cardinal du titre de sainte Cécile, pour informer secrètement des vertus & des miracles du saint roi: mais il mourut avant que les formalités eussent été observées. Innocent V, Adrien V, & Jean XXI, ne firent que paroître sur la chaire de saint Pierre: ils ne purent finir une affaire qu'on ne faisoit pas légèrement. On la reprit sous Nicolas III, qui ne trouvant pas la première information suffisante, ordonna au même Simon de Brie d'en faire une plus ample: la mort du pontife interrompit encore cette procédure. Simon, devenu pape sous le nom de Martin, nomma de nouveaux commissaires: c'étoient Guillaume de Flavacourt, archevêque de Rouen, Guillaume de Grès, évêque d'Auxerre, & Roland de Parme, évêque de Spolète. Les trois prélats

Duch. tom.
3. P. 484.

lats se transporterent à Paris & à saint Denis, interrogèrent pendant deux jours le sire de Joinville, vérifièrent soixante-trois miracles, & reçurent la déposition & le serment de plus de trois cents témoins. On choisit trois cardinaux pour examiner cette nouvelle enquête : mais le pape mourut avant qu'ils en eussent fait leur rapport. Honorius IV son successeur fut si peu de temps sur le trône pontifical, qu'il ne put la discuter entièrement. Les trois commissaires nommés par Martin le suivirent de près au tombeau : Nicolas IV, qui fut élu après dix mois de vacance, leur substitua le cardinal Benoît Cajétan, l'évêque de Porto, & l'évêque d'Ostie, qui étant mort peu de temps après, fut remplacé par l'évêque de Sabine. Ils recommencerent un nouvel examen qui fut encore suspendu par la mort du pape. Célestin V, pendant les cinq mois qu'il tint le souverain pontificat, ne s'occupa que du soin d'abdiquer, pour aller s'enfermer de nouveau dans une solitude qu'il n'avoit quittée qu'à regret. Boniface qui lui succéda, ne changea point les examinateurs : il reprit toutes les informations qui avoient été faites, & les ayant trouvées juridiques, il déclara que pour l'édification de l'église, la sainteté de Louis ne devoit pas demeurer cachée. Quelques jours après, il prononça deux discours à la louange du Saint, l'un dans son palais, l'autre dans l'Eglise des freres mineurs de Viterbe. On cherche envain le bel esprit dans cette pensée peu noble du premier panégyrique, *que la canonisation de ce grand roi a fait faire plus d'écritures qu'un âne n'en pourroit porter* : mais la bulle qui le met dans le catalogue des Saints, est un chef-d'œuvre. C'est un précis des vertus & des grandes actions du pieux monarque : elle est adressée à tous les prélats du royaume de France, & porte qu'on célébrera cette nouvelle fête le vingt-cinquième d'Août.

On ne peut exprimer la joie que la publication de cette bulle répandit dans tout l'empire François. On avoit assigné le jour même de la mort de Louis, pour

Tome IV.

* K

Ann. 1197.

Ibid. p. 416.

Joinv. p. 119.

Ann. 1197.

lever le saint corps : toute la France se rendit à saint Denis, où la cérémonie se fit avec une magnificence jusque-là sans exemple. On chanta en musique les principales actions du glorieux confesseur de J. C. il y eut de superbes festins pour le public : rien enfin ne fut épargné pour la décoration, ni pour la célébrité de la fête. Le corps fut porté en procession à la sainte Chapelle de Paris, d'abord par les archevêques de Rheims & de Lyon, ensuite par plusieurs autres prélats du royaume : il y demeura quelques jours exposé au culte des fideles : le roi, le prince ses freres, & tous ceux de leur lignage, le reporterent à saint Denis sur leurs épaules, regardant comme un grand honneur les devoirs qu'ils lui rendoient. Bien-tôt on éleva par-tout des temples sous l'invocation du nouveau bienheureux : les Jacobins d'Evreux érigèrent le premier : l'évêque de Tournai immédiatement après, lui consacra une chapelle dans sa cathédrale : Joinville imita l'exemple. *Un certain jour, dit-il, il me fut avis qu'il étoit devant moi tout joyeux : & pareillement étois bien à mon aise de le voir en mon Châtel. Sire, lui disois-je, quand vous partirez d'ici, je vous menerai logier dans une mienne maison que j'ai à Chevillon. Sire de Joinville, me répondit-il en riant, soit que je dois à vous, je ne me partirai pas si-tôt d'ici, puisque j'y suis. Quand je m'éveillai, je pensai en moi que c'étoit le plaisir de Dieu & de lui, que je le hébergeasse en ma chapelle ; ce que je fis incontinent après. Car j'ai fait faire un autel, & là y ai établi une Messe perpétuelle par chacun jour, bien fondée en l'honneur de Dieu & de Monseigneur Saint Louis.* Huit ans après il y eut une seconde fête aussi superbe que la première, à l'occasion de la translation du chef, & d'une des côtes du Saint, translation ordonnée par Clément V, sur les instances de Philippe-le-Bel. Le chef fut mis dans la sainte Chapelle de Paris en un reliquaire extraordinairement riche : la côte fut déposée dans l'Eglise de Notre-Dame où elle est demeurée. Depuis, nos rois se sont efforcés à l'envi de marquer leur vénération pour la mémoire de ce

Observ. sur
Joinv. p. 120.

grand monarque, qui fit, dit Joinville, *moult grand honneur à tout son lignage, voire ceux qui le voudront ensuivre : aussi grand deshonneur sera à ceux de son lignage qui ne le voudront ensuivre : ils seront montrés avec le doigt, en disant que jamais le bon saint homme n'eût fait telle mauvaisié, ou telle vilenie.*

Tant de faveurs de la part de Boniface, étoient moins l'effet de l'amitié que de la politique. Il ne pouvoit pardonner la hauteur avec laquelle on s'étoit opposé à ses entreprises : mais les circonstances n'étoient point favorables : il crut devoir différer sa vengeance : ménagement où l'intérêt eut plus de part que la flexibilité de son caractère. Il vouloit obtenir main-levée d'une décime qu'il avoit ordonnée dans la France, décime arrêtée par l'édit qui défendoit tout transport d'argent hors du royaume : il feignit de se réconcilier avec le roi, qu'il affecta de combler de mille graces. Philippe, prince impérieux, mais plein de franchise, se laissa gagner par ces dehors spécieux de bienveillance : non-seulement il permit aux traitants Italiens de faire passer à Rome les sommes qui avoient été mises en séquestre par un arrêt du parlement, mais il consentit encore que le pontife fût le médiateur de la paix entre la France, l'Angleterre & l'Empire. Il exigea néanmoins qu'il fût stipulé dans le compromis, que Boniface, dans cette affaire, ne décideroit point comme juge, mais comme arbitre reconnu volontairement par les puissances belligérantes : clause mortifiante pour un pape si orgueilleux. Chaque intéressé lui envoya des ambassadeurs pour défendre sa cause. Tout sembloit favoriser Philippe, qui toujours suivi de la victoire, soutenoit glorieusement les droits de sa couronne, & vengeoit avec honneur le violement des loix féodales. Tout déposoit contre le prince Flamand, qui au mépris des devoirs attachés à la vassalité, avoit osé traiter du mariage de sa fille sans le consentement de son chef-seigneur. Tout enfin parloit contre Edouard, qui refusoit orgueilleusement de comparoitre à la cour de son souverain ; prince cruel, qui, après

Ann. 1197.
Joinv. p. 119.

Ann. 1198.
Philippe accepte enfin la médiation de Boniface.

Rayn, n. 2.
Spond, ann. 1198, n. 1.

Rymer, tom. 2, part. 3, p. 120.

Ann. 1298.

Essais hist.
3^e. part. pag.
110.

Sentence arbitrale du pape.

Rymer, *ibid.*
p. 100.

avoir forcé Léolyn à prendre les armes pour maintenir l'indépendance de sa principauté de Galles, entreprise où il fut tué, lui fit couper la tête, & par une dérision indigne & barbare, la fit exposer, couronnée de lierre, sur la porte de la tour de Londres; qui maître de la personne de David, frere du malheureux Léolyn, le fit condamner par son parlement à être écartelé, pour avoir voulu revendiquer les droits d'une des plus anciennes maisons souveraines de l'Europe; qui choisi pour arbitre entre les prétendants au trône d'Ecosse, profita de la circonstance pour rendre ce royaume un fief dépendant de l'Angleterre, entra trois fois dans cette terre infortunée pour la dévaster, fit couler le sang royal (a) sur des échafauds, inventa même des suppliques contre des femmes. Ce fut cependant pour ce monarque dont le caractère étoit la férocité, & l'ambition la seule loi, ce fut pour le comte de Flandre, vassal ingrat & perfide, que le pere commun des fideles ne balança pas à se déclarer: eux seuls en effet recueilloient tout l'avantage de la sentence arbitrale du pontife.

Elle ordonne, que pour établir une paix durable entre les deux maisons royales de France & d'Angleterre, elles s'allieront par le double mariage d'Edouard avec Marguerite, & de son fils aîné avec Isabelle, l'une sœur, l'autre fille du roi Philippe; que les navires, marchandises & autres choses semblables qui ont été enlevées, & subsistent encore, seront rendues de part & d'autre; que pour ce qui aura été consumé, il s'en fera une compensation à l'amiable & sans procès; le pape se réservant la décision des difficultés qui pourront naître à ce sujet: que la Guienne sera restituée au prince Anglois, pour la tenir comme auparavant à foi & hommage de la couronne de France; Boniface se constituant encore le seul juge *des abus qui peuvent surve-*

(a) Il fit trancher la tête aux trois freres de Robert de Brus: le comte d'Arthol, de la famille royale d'Ecosse, fut pendu: la comtesse de Bingham fut enfermée dans une cage de bois, sur une tour du château de Barwick, pour servir de ridicule spectacle au peuple. *Rapin Thoyras, tom. 3, p. 86.*

nir dans l'exercice du ressort : que toutes les places que les deux rois ont prises l'un sur l'autre , seront mises en séquestre entre les mains du pontife , qui se charge d'employer pour l'exécution du traité, tous les moyens que Dieu lui suggérera , & toute l'autorité que lui donne sa qualité de médiateur & de vicaire de Jésus-Christ : que le monarque François rendra au comte de Flandre toutes les villes qu'il a conquises sur lui ; qu'il lui remettra sa fille qu'il retient depuis deux ans ; qu'il lui laissera la liberté de la marier comme il le jugera à propos ; enfin , qu'il se croîsera pour aller faire la guerre aux infideles dans l'orient.

Tout est indignement violé dans cette sentence arbitrale ; bienséance , équité , bonne-foi. Boniface ne cherche pas même à déguiser la passion qui l'anime : il s'y montre à découvert l'ennemi du prince , pour qui seul la justice sembloit combattre. La rebellion y est consacrée , l'autorité légitime avilie , le droit féodal anéanti , les loix les plus sacrées de l'honneur honteusement oubliées. Le pontife s'étoit engagé au roi par une lettre particuliere , à ne point publier son jugement , qu'il ne lui eût envoyé son consentement pour la publication ; & cependant au mépris de sa parole , *il le prononce en un consistoire public , dans la plus grande salle de son palais , devant tout le sacré college , en présence d'une multitude infinie de gens* que la célébrité de cette cause avoit attirés au Vatican. C'est trop peu dire : oubliant ou feignant d'oublier qu'il n'est qu'arbitre , il prend le ton d'un juge souverain , & fait expédier sa sentence en forme de bulle. C'est un Anglois , l'évêque de Durham , ministre & ambassadeur d'Edouard , qui est chargé de la rendre au monarque François. Elle fut lue dans le conseil en présence du roi , du comte de Valois son frere , du comte d'Evreux , du comte d'Artois , & des premiers seigneurs de la cour. Tous furent indignés , & néanmoins eurent la force de se contenir sur ce qui regardoit l'Angleterre. Mais quand on vint à l'article qui ordonne de rendre au comte de Flandre toutes les

Ann. 1198.

Mézeray, 2.
2, p. 322.
Dimités de
Bon. p. 60.

Le roi en est
offensé : viva-
cité de Robert
d'Artois.
Idem, ibid.

Diff. pr. p. 41.

Ann. 1198.

Hist. de France,
tom. 2. p.
121.

places conquises, & lui permet de marier sa fille à qui il jugera à propos, le comte d'Artois entra dans une fureur qui ne peut s'exprimer. Il se jete sur le prélat qui en faisoit la lecture, lui arrache sa bulle, la déchire avec les dents, la jete au feu, *jurant que jamais roi de France ne se soumettra à des conditions si honteuses, ni ne recevra la loi de personne : adion*, dit Mézeray, *bien digne d'un prince François, non du jugement téméraire qu'en a fait un auteur, qui prétend qu'en punition de cet emportement, il perdit la victoire & la vie à la bataille de Courtrai.* Quoi qu'il en soit de cette vivacité, peut-être trop militaire, elle ne déplut pas au roi, que cette partialité outrée du pape offensoit vivement. Il protesta devant le prélat Anglois, qu'il n'exécutoit rien de ce qui concernoit Gui de Dampierre; que jamais il ne souffriroit qu'on donnât la moindre atteinte aux maximes incontestablement reçues dans le gouvernement féodal, & jura que la treve expirée, il recommenceroit les hostilités contre le comte de Flandre. Un autre mauvais office qu'il reçut du pontife vers ce même temps, acheva d'aigrir les affaires. Adolphe de Nassau, roi des Romains, avoit été tué dans un combat : Boniface, loin de s'employer pour le comte de Valois, comme il l'avoit solennellement promis, favorisa secrètement la brigade d'Albert d'Autriche, non par inclination, il en eût souhaité un autre, mais dans la crainte de rendre la maison de France trop puissante : il cherchoit au-contraire à l'affoiblir, & comptoit se se vir du prince Allemand pour assujétir le monarque François à toutes ses volontés. Philippe ressentit vivement cette infidélité, & chercha tous les moyens de s'en venger. Tels furent les préludes de ces funestes brouilleries, qui quelque temps après commirent la France avec Rome, & causerent un affreux scandale dans toute la chrétienté.

Ann. 1199.
Conquête de
la Flandre.

Les deux années de treve étoient à peine expirées, que la Flandre se vit inondée de troupes Françaises sous le commandement du comte de Valois. Tout pla

fous leurs efforts : Douai & Bethune ouvrirent leurs portes. Robert fils du comte rebelle, essaya inutilement de les arrêter dans leurs courses victorieuses : il fut battu, Dam pris, & tout le pays subjugué, à la réserve de Gand, où le malheureux Gui s'étoit retiré. Il n'avoit plus de secours à espérer, ni de l'Angleterre, ni de l'Allemagne : le pape étoit un trop foible apui contre une armée : il sçavoit que sa capitale effrayée traitoit secrètement avec l'ennemi : il aima mieux recourir à la générosité de son vainqueur, que d'attendre l'effet d'une trahison qu'il n'étoit pas en état de traverser. On lui déclara qu'il n'y avoit point d'autre moyen d'obtenir sa grace, que d'aller à Paris avec ses deux fils, Robert & Guillaume, pour se mettre à la miséricorde du roi ; à condition que s'il ne pouvoit faire sa paix dans l'espace d'un an, il auroit la liberté de revenir en Flandre. L'infortuné comte, abandonné de ses propres sujets, consentit à tout, fut conduit au roi, se jeta à ses pieds, & lui demanda pardon de tout le passé. Philippe fut quelque temps sans répondre. Le ressentiment contre le pape, dont il voyoit le plus cher protégé en sa puissance ; l'indignation contre le téméraire vassal, qui, au mépris des loix du royaume, avoit osé apeler à un tribunal étranger ; tout excitoit d'étranges mouvemens dans son ame. Enfin il rompit le silence, & prononça ce fatal arrêt : Qu'il leur accordoit la vie, mais qu'il ne se croyoit point obligé par un traité que le prince son frere avoit conclu sans le consulter. Gui, avec les quarante seigneurs Flamands qui l'avoient accompagné, fut enfermé à Compiègne : on conduisit ses deux fils en diverses prisons du royaume, Robert au château de Chinon, & Guillaume dans une forteresse de l'Auvergne : enfin il fut décidé que le feudataire par sa félonie avoit mérité la confiscation. Le monarque aussitôt prend possession de la Flandre, déclare qu'il la réunit à la couronne, & en confie le gouvernement à Jacques de Châtillon, oncle de la reine, & pere du comte de Saint-Paul : malheureux choix, que l'incapacité du sujet

Ann. 1299.
Spicil. tom.
3. p. 51.

Ibid, p. 224.

Ann. 1299.

Entrevue de
Philippe & du
roi des Ro-
mains.

Spicil., tom.
3, p. 53.

rendit très-funeste à la France. Ce qui prouve que les emplois supposent le mérite, & ne le confèrent pas : que les rois peuvent bien élever un favori aux places les plus importantes ; mais que leur souveraineté ne s'étend pas jusqu'à lui donner les talents qu'elles exigent.

Philippe, maître des Etats & de la personne du vassal le plus capable de lui donner de l'inquiétude, tant par la situation de son pays, que par la protection que Rome lui accordoit si hautement, songea à se faire des alliés, pour traverser de plus en plus les grands desseins de Boniface sur la souveraineté temporelle de tous les royaumes du monde chrétien. Ce fut pour cet effet qu'il eut une entrevue à Vaucouleurs avec le nouveau roi des Romains. Les deux monarques y renouvelèrent l'ancienne alliance qui avoit toujours subsisté entre la France & l'Empire : union qui n'avoit été troublée que par la mauvaise conduite d'Adolphe de Nassau. Tous deux se jurèrent une amitié, qui fut à l'épreuve de tous les artifices que leurs ennemis employèrent pour la rompre : tous deux promirent de s'entre-aider pour la défense de leurs Etats, & pour la conservation des droits de leurs couronnes. Albert, dit Nangis, de l'aveu de tous les barons & prélats Allemands, consentit que le royaume de France, qui jusque-là étoit borné à l'Orient par la Meuse, étendit désormais ses limites jusqu'au Rhin. Quelques autres, probablement mieux informés, prétendent que ce prince renonça simplement aux prétentions que l'Allemagne pouvoit avoir sur le royaume d'Arles, & que Philippe de son côté, en faveur du mariage de Blanche sa sœur avec Rodolphe, fils aîné du monarque Allemand, céda tous les droits qu'il avoit sur la Lorraine & sur l'Alsace. On ne peut exprimer la surprise du pape à la nouvelle de la confédération des deux rois. Il avoit espéré pouvoir les commettre, & profiter de leurs divisions : il n'aprit qu'avec fureur leur traité d'union. Le roi des Romains lui parut le moins redoutable, ce fut aussi le premier objet de sa vengeance. Ce prince lui avoit
envoyé

envoyé des ambassadeurs, pour lui faire part du mariage de son fils avec la princesse de France, & pour le prier en même-temps de vouloir bien confirmer son élection. Le fier pontife, peu content de leur refuser audience, leur fit dire *que l'élection de leur maître étoit nulle, & qu'il falloit le traiter comme un coupable homicide*. Il affecta même de se montrer en public, l'épée au côté, & sous l'habit d'un général d'armée, disant *qu'il n'y avoit point d'autre César, ni d'autre roi des Romains, que le souverain pontife des Chrétiens*. Albert avoit pris ses précautions, en s'assurant de la France: il fit célébrer les noces des deux époux avec la plus grande magnificence, & laissa Boniface s'enivrer de ses chimères.

Le treizieme siecle expiroit, & le quatorzieme alloit commencer, lorsqu'il se répandit un bruit, que chaque centieme année tous les fideles qui visitoient le tombeau des saints apôtres, gagnoient une indulgence plénierie de tous leurs péchés. On consulta les livres anciens qui traitent des graces accordées par l'Eglise, on n'y trouva rien qui autorisât cette prétention. Mais le peuple étoit déjà persuadé: rien ne put le faire revenir d'un préjugé qui flatoit sa piété. Le soir du premier jour de Janvier, on vit un concours prodigieux de personnes de tout âge & de tout sexe dans la basilique de saint Pierre: concours qui dura près de deux mois. Le pape observoit cette dévotion avec complaisance. Il interrogea quelques vieillards qui avoient plus de cent ans, & sur leurs réponses il dressa une bulle, par laquelle, de l'avis des cardinaux, il accorde une entiere rémission de toutes les peines dues au péché à tous ceux, qui étant vraiment repentants, & s'étant confessés, visiteront respectueusement les églises des bienheureux apôtres pendant le cours de l'année 1300, & toutes les centiemes années suivantes. Jamais bulle ne fut reçue avec une plus sensible joie. On accourut à Rome de toutes les parties du monde chrétien; & l'on remarque, comme une grande merveille, que pendant

Tome IV.

L

Ann. 1299.

Ann. 1300.

Institution du Jubilé.

Rayn., ann.

1300, n. 1 & 2,

3, 4, 5. J.

Villani, l. 8,

c. 36.

Ann. 1300.

Mézeray, abr.
t. 2, p. 787,
788.

Du Cange,
gloss. au mot
Jubilæus.

Boniface pa-
roit publique-
ment en habits
impériaux.

Felix Ofius
ad Mussat, p.
151.

Adr. Baillet,
p. 70, 71.

Mézeray, t.
2, p. 329.

toute l'année cette superbe ville renferma régulièrement chaque jour deux cent mille pèlerins dans ses murs : ce qui lui apporta un argent immense, & procura de grands trésors à l'église par la générosité des fideles, qui jugeoient alors de la piété par la richesse des offrandes. Telle est l'institution du Jubilé, qui semble tirer son origine des jeux que les anciens Romains célébroient tous les cent ans. Les peuples devenus chrétiens, ne perdirent point la coutume de venir de tous côtés à Rome la première année de chaque siècle : mais *sanctifiant cette solennité*, dit Mézeray, *ils faisoient leurs dévotions sur le tombeau des apôtres saint Pierre & saint Paul*. Boniface VIII, pour exciter plus efficacement encore cette pieuse ferveur, leur ouvrit tous les trésors de l'église. Ce Jubilé cependant n'étoit que de cent ans en cent ans. Clément VI considérant la brièveté de la vie des hommes, régla qu'il se célébreroit tous les cinquante ans : Urbain VI, en mémoire du temps que Notre Seigneur passa sur la terre, voulut qu'il fût renouvelé tous les trente-trois ans : Paul II enfin ayant égard à la fragilité humaine qui a besoin de réitérer un remède si salutaire, ordonna qu'il seroit ouvert de vingt-cinq ans en vingt-cinq ans, ce qui a été suivi depuis.

Rome, par cette affluence incroyable de peuples, étoit devenue un théâtre digne de l'ambition de Boniface. Il cherchoit à satisfaire également leur dévotion & leur curiosité : il vouloit qu'ils se formassent du souverain pontife une idée supérieure à celle qu'ils pouvoient avoir des plus puissants monarques de la terre : il n'épargna rien pour la pompe & la magnificence de cette grande fête. On dit que le jour de l'ouverture du Jubilé, il parut en habits pontificaux, & donna la bénédiction aux fideles en la maniere accoutumée : mais que le lendemain, il se fit voir avec tous les ornements d'un empereur, la couronne sur la tête, le sceptre à la main, *les brodequins impériaux aux jambes* : qu'il tira lui-même du fourreau l'une des deux épées qu'on por-

toit devant lui, & qu'en l'agitant, il s'écria d'une voix de tonnerre : *Il y a ici deux glaives. Pierre, tu vois ton successeur ; & vous, ô Christ, regardez votre Vicaire.* On ajoute que durant tout le temps de cette pieuse cérémonie, il continua de se montrer ainsi, tantôt avec les vêtements sacrés d'un pontife, tantôt avec la pourpre des Césars, pour faire entendre qu'il réunissoit dans sa personne toute la puissance spirituelle & temporelle du monde : imagination qu'il fondeoit sur les deux épées qui se trouverent dans le lieu où Jésus-Christ fit la dernière cène avec ses apôtres ; comme si saint Pierre s'étoit servi de toutes les deux, ou comme si étant toutes deux d'une même espece, elles devoient signifier deux pouvoirs de différente nature.

Le peuple par simplicité applaudissoit au pontife, & par superstition prenoit pour magnificence ce qui n'étoit qu'un faste orgueilleux. Les princes, plus éclairés, jugeoient aussi plus sainement de cette conduite altière ; mais par ménagement pour les simples, & dans la crainte de troubler la dévotion du Jubilé, ils dissimulèrent sagement une indignation, qui, quoique juste, pouvoit causer quelque scandale. On assure même que le roi Philippe, pour donner au saint pere de nouvelles preuves de ses intentions pacifiques, lui envoya vers ce même temps une ambassade, à la tête de laquelle étoit Guillaume de Nogaret, personnage si fameux depuis dans notre histoire par la part qu'il eut aux démêlés qui s'éleverent entre le sacerdoce & l'empire ; d'abord simple professeur en droit dans l'université de Montpellier, ensuite ennobli, fait chevalier du roi, créé baron de Cauviffon ; enfin élevé à la dignité de garde des sceaux ou de chancelier, qui étoit la même, & qu'on ne distinguoit pas alors (a) : homme consommé

Ann. 1300.

Il continue d'agir avec beaucoup de hauteur envers la France.

Démêlés de Boniface avec Philippe, p. 71 & suiv.

Diff. pr. p. 8.

(a) Le fameux Nogaret, né à Saint Félix de Carmain ou Caraman, dans le diocèse de Toulouse, n'étoit point noble de race. 1°. Il ne prend dans le treizieme siecle que la simple qualité de *Docteur des Loix* : ce n'est que depuis 1300 qu'il y joint celle de Chevalier du Roi, grace qui lui fut accordée en récompense de ses services. 2°. Il est certain qu'il avoit une origine commune avec Jacques de Nogaret, de qui descendent les ducs

dans la science des loix, des usages & des franchises du royaume; d'une fermeté à l'épreuve des obstacles; d'un attachement inviolable pour son prince. On l'avoit, dit-on, chargé d'informer le pape, que le monarque François se dispoisoit à partir à la tête de sa noblesse, pour aller délivrer la sainte cité de l'oppression des infidèles; que pour faciliter une entreprise si importante, il songeoit à ménager une paix durable entre la France & l'Angleterre; que dans cette même vue, il avoit déjà fait une alliance particulière avec le roi des Romains; & qu'il n'avoit rien eu de plus pressé, que de lui faire part d'une si bonne nouvelle. C'étoit renouveler cruellement le chagrin que lui avoit causé ce fatal traité, qu'il regardoit comme une ligue faite contre lui, ou plutôt contre ses entreprises sur l'autorité temporelle des souverains: il ne put dissimuler son dépit, & se répandit en invectives contre le roi. Nogaret de son côté ne fut pas assez maître de sa vivacité: il osa donner au pontife, sur diverses actions de sa vie, & sur sa conduite présente, des avis qui pouvoient passer pour de véritables reproches. Boniface étonné de cette liberté, lui demanda s'il avoit ordre de son souverain de lui tenir de tels discours? *Je ne crains point*, répondit l'intrepide ministre, *que le roi mon maître désavoue ce que je viens d'avancer: mais je ne vois qu'en tremblant les maux que doit causer une hauteur si déplacée dans le pere commun des fideles. Le zele qui m'anime pour le repos de l'Eglise & pour l'honneur de la France, m'a fait dire librement à votre Sainteté tout ce que j'ai cru capable de lui ouvrir les yeux sur le danger qu'il y a de se commettre mal à propos avec un prince aussi instruit de ses droits,*

d'Epéron: or cette dernière branche n'a été ennoblie que par le roi Charles V. La baronnie de Cauvillon & les seigneuries de Massilargues & de Manduel qu'il posséda dans le diocèse de Nîmes, sont des bienfaits du roi Philippe: il les lui donna en 1304. Ainsi c'est mal-à-propos que le P. Daniel & M. Bailler le qualifient baron de Cauvillon, le premier en 1302, le second en 1300. C'est en 1307 qu'il fut fait chancelier ou *garde du scel royal*, charge qu'il conserva jusqu'à sa mort, arrivée en 1313. *Voyez hist. de Languedoc, tom. 4, note 11, pag. 552 & suiv.*

que jaloux de son autorité. On ne doit pas néanmoins dissimuler que cette anecdote ne se trouve que dans l'historien des démêles de Boniface avec Philippe. Pierre du Puy, dans ses preuves du même différend, ne dit pas un seul mot de cette ambassade, qu'il affirme également dans l'histoire qu'il nous a donnée de cette fameuse querelle, ce qui fait qu'un sçavant Bénédictin la regarde comme apocryphe. Il convient à la vérité, que vers la fin de l'an 1300, le roi envoya des ambassadeurs à Rome : mais il donne à cette députation un autre chef & un autre motif.

Ann. 1300.

Hist. de Long.
tom. 4, n. 11,
p. 553.

Le vicomte de Narbonne, Amalric II, venoit de succéder à Aymeri V, son pere : il rendit hommage, non à l'archevêque, suivant l'usage de ses prédécesseurs, mais au roi, pour les fiefs qu'il possédoit dans Narbonne. Giles Aycelin tenoit alors le siege de cette ville : il en porta ses plaintes au monarque qui l'avoit admis au nombre de ses conseillers, & cependant ne put obtenir aucune satisfaction. Désespéré de ce refus, il assembla les évêques de la province à Béziers, & les engagea à députer au prince, pour lui représenter le préjudice que la démarche du vicomte causoit à son église. Cette seconde tentative fut aussi infructueuse que la premiere. Ainsi le prélat se résolut à traiter avec Amalric pour en obtenir un équivalent dont il feroit hommage au souverain : ce qui seroit exprimé dans le serment de fidélité que l'archevêque étoit obligé de prêter après sa promotion. Il en écrivit au pape, qui loin d'approuver une résolution si sage, lui reprocha avec beaucoup d'aigreur d'avoir conçu la pensée d'assujétir son église sous le joug d'une servitude infâme, l'exhorta vivement à s'exposer plutôt à souffrir les derniers tourments, que de consentir à une pareille lâcheté ; lui défendit enfin, en vertu de l'obéissance qu'il devoit au saint siege, & sous peine d'excommunication, de déposition, & de privation de toute dignité, d'entrer en aucun accommodement, sans une permission expresse de Rome. Aussi-tôt il fait citer le vicomte à son tribunal, & dans

Ibid., p. 98.

Rayn., ann.
1300, n. 17.

Ann. 1300.

le même temps écrit au roi pour se plaindre non-seulement des entreprises d'Amalric sur les droits de l'archevêque, mais encore des tentatives des officiers royaux sur le comté de Melgueil, fief dépendant de l'église de Maguelonne. Il le prie de remédier à tous ces abus, & déclare qu'il emploiera tous les foudres du Vatican pour se faire obéir : menaces trop familières au pontife, peut-être aussi trop ignominieusement méprisées du monarque. Ce prince étoit aussi peu d'humeur de souffrir les attentats réitérés de Boniface sur l'autorité temporelle des rois, que ce pape paroissoit ardent à vouloir établir son empire sur toutes les puissances de la terre. Philippe néanmoins vouloit encore essayer si la douceur pouroit fléchir ce caractère jusque-là indomptable : pour cet effet, il lui députa l'archevêque même de Narbonne, qui étant partie intéressée, ne pouvoit lui être suspect dans cette affaire. On ignore quel fut le succès des négociations du prélat François : il ne paroît cependant pas qu'il ait réussi à calmer l'aigreur du saint pere. Boniface continuoit de traiter le roi avec une fierté & une hauteur qui convenoient peu au vicaire de Jésus-Christ.

Il envoie l'évêque de Pamiers au roi : caractère de ce prélat.

P. Dan. tom. 5, p. 62.
Baillet, p. 6.
Hist. de Lang. t. 4, p. 87.

Bientôt on vit arriver en France un légat d'une humeur assez semblable à celle du pontife, qui connoissant toute l'impétuosité de son génie, l'avoit retenu quelque temps auprès de sa personne, pour en faire le ministre de ses entreprises sur la puissance séculière. C'étoit Bernard de Saisset, d'abord abbé de S. Antonin de Frédelas ou de Pamiers, ensuite évêque de cette même ville par l'érection de son abbaye en évêché ; *homme difficile, hardi, inquiet, intrigant, brouillon, insolent, sans soumission & sans respect pour son prince légitime : tout dévoué au pape, qui ne l'avoit élevé sur le nouveau siége de Pamiers (a), que pour le rendre plus formidable*

(a) L'érection de l'abbaye de S. Antonin en évêché est du 16 Septembre 1296 : mais sur les représentations de Hugues de Mascaron, évêque de Toulouse, qui souffroit impatiemment qu'on démembrait son diocèse sans sa participation, Boniface suspendit la nomination à la nouvelle prélature, & laissa

au comte de Foix, avec lequel il avoit de grands démêlés au sujet de la seigneurie de cette ville ; enfin peu agréable au roi, à qui son caractère remuant & séditieux n'étoit que trop connu. On remarquera, pour l'intelligence de ce point d'histoire, qu'anciennement les moines de S. Antonin avoient apelé les comtes de Foix en pariage, pour la ville & le château de Pamiers, & pour les autres domaines de leur monastere : association qui devoit être renouvelée à chaque mutation, mais qui fut interrompue durant les troubles excités par l'hérésie des Albigeois. Alors les religieux, mécontents de la maison de Foix, se donnerent d'abord à Simon de Montfort, ensuite à son fils Amauri, puis à saint Louis, enfin au roi Philippe-le-Hardi, mais pour dix années seulement. Ce prince voulant récompenser les services qu'il avoit reçus de Roger-Bernard, comte de Foix, dans la guerre de Catalogne, lui céda, quand ce terme seroit expiré, toutes les prétentions qu'il avoit sur Pamiers, excepté le ressort & la souveraineté ; & cependant lui assigna *sur sa cassette* une rente de deux cents livres jusqu'à ce qu'il se fût accommodé avec l'abbé & les habitants de cette ville. Ceux-ci consentirent de bonne grace que le comte rentrât dans les droits dont ses prédécesseurs avoient joui : mais l'abbé, Bernard de Saiffet, craignant que ce seigneur ne fit trop valoir son autorité dans le pays, lui suscita de furieux obstacles. Ce fut en vain que Philippe-le-Bel lui écrivit pour le prier de donner son agrément à ce pariage, qui étoit plutôt une restitution qu'une nouveauté : l'indomptable moine demeura inflexible. Le monarque, outré de cette obstination, ordonna au sénéchal de Bigorre de mettre le comte en possession du châ-

Ann. 1300.

Ibid, p. 31.

Ibid, p. 88.

les choses dans leur ancien état. Hugues étant mort à Rome dans la poursuite de cette affaire, le pape éleva sur le siege de Toulouse Louis, fils de Charles II, roi de Sicile, qui n'avoit encore qu'environ vingt-deux ans. Le nouveau prélat gouverna le diocèse *en entier* : mais à sa mort, arrivée le 19 Août 1397, Boniface consumma enfin l'érection du nouvel évêché, en y nommant Bernard de Saiffet, abbé de S. Antonin. *Hist. de Languedoc*, tom. 4, p. 87, & note 9, pag. 349.

Ann. 1300.

teau qu'il avoit confié à sa garde : ce qui fut exécuté. Le frer de Saiffet n'en devint que plus intraitable. Bientôt Rome retentit de ses plaintes, & n'y fut que trop sensible. Roger-Bernard fut excommunié, & l'interdit fulminé sur tous ses domaines (a). L'élévation de l'abbé à l'épiscopat, sembla pour un moment avoir adouci son caractère : il consentit enfin à un accommodement. La garde de la tour nouvellement construite à Pamiers lui fut adjugée : le comte eut celle du château & des forteresses, sous la condition de lui en faire hommage. On régla que les officiers seroient communs, & que Roger-Bernard, pour dédommager l'évêque des pertes qu'il lui avoit causées, lui assureroit sur ses terres une rente de mille livres tournois, ou lui payeroit en principal la somme de vingt mille livres (b). Boniface confirma cet accord (c). Aussi-tôt le comte va trouver le prélat, se jete à ses pieds, les mains jointes, & demande humblement une absolution, qu'on lui accorde avec beaucoup de faste, en présence d'un grand nombre d'évêques, d'abbés & de seigneurs (d). Deux jours après il fit publiquement hommage au pontife, pour la portion de seigneurie qu'il lui vendoit si chèrement.

Ann. 1301.
Sa mauvaise
conduite.

Baill., p. 79,
80.

P. Dan, tom.
5, p. 61.

Du Puy, hist.
du différend de
Boniface, p. 9.

Tel étoit le légat que Boniface envoyoit au roi : choix qui fut regardé ou comme une imprudence, ou comme une insulte. Bernard avoit ordre, non-seulement d'exhorter le monarque à se liguer avec les Persans, pour faire la guerre aux infideles de Palestine, mais encore de le sommer de remettre le comte de Flandre en liberté. Il s'acquita de sa commission avec toute la fierté du maître qu'il représentoit : mais bientôt il s'aperçut que ce ton impérieux, loin de persuader, n'excitoit que le mépris. Alors il se livra à toute l'impétuosité de son génie atrabilaire, & perdit le respect qu'il devoit à son souverain. Il osa lui déclarer en pré-

(a) Ann. 1295, 1296.

(b) Ann. 1297.

(c) Ann. 1299.

(d) Ann. 1300.

sence

sence de tout le conseil, qu'il ne tenoit rien de lui ; que quoique sa ville fût enfermée dans les limites du royaume de France, il n'étoit sujet de personne ; qu'il ne reconnoissoit enfin d'autre puissance que celle du pape, dans le temporel comme dans le spirituel. L'insolence fut même portée plus loin : il alla jusqu'à lui dire, que la conduite qu'il tenoit envers Boniface, méritoit des peines qu'on n'avoit que trop différées ; que dans peu il verroit son royaume mis en interdit, & sa propre personne frappée d'anathème & d'excommunication. Déjà, pour donner plus de poids à ses menaces, il avoit entamé un long discours, où il essayoit de prouver la supériorité temporelle du pape sur tous les princes chrétiens, lorsque Philippe, à qui la patience commençoit à échapper, le fit chasser honteusement de sa présence. Il auroit pu le faire arrêter, & le punir comme un sujet rebelle & séditieux : mais il aima mieux le renvoyer à Rome, pour y rendre compte de l'inutilité de son ambassade. Boniface étoit de ces hommes qu'un mauvais succès n'est point capable de rebuter : il ordonna au nouveau prélat de retourner dans son diocèse, certain que son caractère turbulent ne lui permettroit pas d'y demeurer long-temps sans cabaler contre un prince que sa fermeté lui avoit rendu odieux. Bernard remplit parfaitement les vues du pontife Romain, & se croyant sous sa protection à couvert des atteintes de la cour de France, il se déchaîna contre le roi avec toute sorte de licence & de fureur.

Ann. 1301.

Baill. p. 81, 82.

Les déportements du séditieux prélat devinrent enfin si publics, qu'il ne fut pas possible de les dissimuler ou de les tolérer plus long-temps. Le roi nomma des commissaires qui eurent ordre d'aller sur les lieux, pour informer secrètement des faits dont il étoit accusé : c'étoient Richard Neveu, archidiacre d'Auge, dans l'église de Lisieux, & Jean, seigneur de Péquigni, vidame d'Amiens (a). Ils entendirent vingt-quatre témoins, la

Son procès.

Ibid.

Marten, anec.

t. 1, p. 1319 & suiv.

Pr. de l'hist. du différend de Bonif. p. 627 & suiv. 633, & suiv. 640.

(a) Il étoit petit-fils d'Enguerrand de Péquigni, qui fondant en 1201 une

Ann. 1301.
Hist. de Lang.
 tom. 4, p. 99,
 100, 101.

plupart gens de considération, tels que les comtes de Foix & de Comminges, les évêques de Toulouse, de Béziers, de Maguelonne, & l'abbé de S. Papoul. Tous ou presque tous attestèrent la vérité des divers chefs d'accusation sur lesquels la cour avoit ordonné des informations. Ici tout l'orgueil de Bernard se démonta. Instruit qu'on procédoit criminellement contre lui, il connut enfin la crainte, & ne songea plus qu'à se sauver à Rome, pour se mettre sous la protection du pape. Il le pouvoit sans doute, mais il s'exposoit à la saisie de son temporel, s'il le faisoit sans la permission du roi & de son métropolitain. L'intérêt pour cette fois, le rendit humble & soumis aux loix : il chargea l'abbé du Mas-d'Asil d'aller à la cour solliciter cette grace. Celui-ci étoit à peine parti, que le vidame d'Amiens se rendit de nuit à Pamiers, se fit ouvrir les portes du palais épiscopal, obligea l'évêque de se lever, le somma de comparoitre dans un mois devant le monarque, visita scrupuleusement tous ses appartements, & mit sous la main du souverain tous ses domaines, ses papiers, ses livres, ses ornements pontificaux, son argent & son argenterie. Le malheureux de Saiffet n'eut rien de plus pressé, que de faire sçavoir son aventure à l'archevêque de Narbonne, qui pour le tirer d'un si mauvais pas, vint trouver le roi à Château-Neuf-sur-Loire. Philippe reçut le métropolitain avec distinction, & parut écouter ses représentations avec bonté : mais en même-temps il lui déclara que son suffragant étoit accusé de crimes très-graves ; qu'à la vérité, il avoit peine à les croire ; que néanmoins il l'avoit fait citer à la cour, pour lui donner occasion de se justifier ; que son intention étoit qu'on lui rendit, & ses biens qu'on avoit saisis, & ses domestiques qu'on avoit arrêtés. Le garde

chapelle dans son château de Hangeft, dit, qu'atendu qu'il est écrit, *Vous ne lierez point la bouche au bœuf qui ramine*, il donne à son chapelain dix-huit setiers d'orge & deux muids d'avoine. Cartul. de Péquigni dans les arch. du duché de Chaulnes, extrait par feu M. Torel, avocat au conseil, & qui nous a été communiqué avec beaucoup d'autres pièces curieuses par M. Torel son frère, avocat au parlement.

des sceaux, Pierre Flotte, qui joua un si grand rôle dans la suite de cette affaire, fut chargé d'en faire expédier les lettres-patentes : mais le vidame d'Amiens trouva moyen de s'emparer de l'original, & refusa de les mettre à exécution, jusqu'à ce qu'il eût reçu un ordre particulier du prince. L'accusé cependant se préparoit à partir, pour comparoître au terme de la citation : mais ayant appris qu'il n'étoit ajourné que pour le six d'Octobre, il prit le parti de retourner à Toulouse, pour y attendre ce temps. On lui signifiâ dès le lendemain un ordre de se rendre incessamment à la cour : il obéit, & se mit en chemin, escorté du maître des arbalétriers, du sénéchal de Toulouse, & de deux sergents royaux qui l'accompagnoient sous prétexte de lui faire honneur, mais dans la vérité, pour s'assurer de sa personne. Dans cet état il arrive à Senlis, se présente dans la chambre royale du palais de cette ville, & paroît aux pieds du conseil, qui étoit composé de divers prélats, comtes, barons, chevaliers & clers. Alors le garde des sceaux ou chancelier se leva, expose les différentes accusations intentées contre le prélat, offre d'en fournir des preuves manifestes, toutes appuyées sur le témoignage des gens irréprochables.

Ces divers chefs d'accusation étoient, qu'on avoit souvent entendu dire au prélat, qu'il tenoit de S. Louis, que sous le regne de son petit-fils, prince sans conduite, le royaume seroit détruit & passeroit sans retour aux étrangers ; que Philippe en effet n'avoit aucune qualité louable ; qu'il n'étoit ni de la race de Charlemagne, ni du vrai sang des rois de France ; qu'il descendoit de batards (a) ; qu'il n'étoit ni homme, ni bête, mais un fantôme, une belle image, qui ne sçait rien faire que de regarder le monde & se faire regarder ; qu'il ne méritoit au fond d'autre titre que celui de faux monnoyeur ; que toute sa cour étoit fausse, corrompue, infidèle comme lui ; qu'il avoit fait tout le mal

Marten. anec.
p. 1310 & suiv.

Hist. de Lang.
t. 4, p. 101, 102.

Preuv. du dis.
p. 633 & suiv.
633 & suiv.

Baill. p. 21.
P. Daq. tom.
1, p. 64, 65.

(a) Il entendoit parler des rois d'Aragon, qui étoient tous batards, de qui cependant descendoit Isabelle, mere du roi Philippe-le-Bel.

Ann. 1301.

possible aux peuples *de la langue de Toulouse*, qui gémissaient sous la tyrannie de ses extorsions ; qu'il n'avoit en un mot aucune autorité sur la ville de Pamiers, qui n'étoit ni dans le royaume, ni du royaume de France. Cela seul suffisoit sans doute pour perdre le téméraire Bernard : mais on ajoutoit qu'à ces discours séditieux & punissables selon toutes les loix, il avoit joint des actions plus coupables encore. On l'accusoit en outre : 1°. d'avoir sollicité le comte de Foix à se liguier avec le roi d'Angleterre, pour chasser les François de la Province ; de lui avoir promis de le rendre maître de Toulouse & de son territoire, par le moyen de ses amis & de ses parents (a) ; de l'avoir détourné de marier son fils à la fille de Philippe d'Artois, lui offrant de faire à ses dépens un voyage en Espagne, pour lui faire épouser une princesse d'Aragon : 2°. d'avoir employé toutes sortes de moyens pour engager le comte de Comminges à se révolter contre le roi, le flatant que les Toulousains le recevroient volontiers, parce qu'il descendoit de leurs anciens comtes par les femmes ; de lui avoir envoyé une lettre qu'il écrivoit au pape, où il y avoit plusieurs fausses accusations contre l'évêque de Toulouse, que son attachement pour le souverain lui faisoit juger digne de la déposition ; de l'avoir vivement pressé de conclure sa paix & celle du comte d'Armagnac avec le comte de Foix, pour acquérir le Languedoc de concert, & y établir leur domination sur celle des François : 3°. enfin d'avoir tramé toutes ces choses contre la France dans le temps qu'elle étoit en guerre avec l'Angleterre, circonstance qui lui parut plus favorable pour soulever les peuples, & qui l'étoit en effet, ce qui le rend encore plus coupable. » Voilà, seigneur » métropolitain, conclut le garde des sceaux, en adressant la parole à l'archevêque de Narbonne : voilà les

(a) Bernard se vantoit d'être de la race des vicomtes de Toulouse, qui avoient une portion considérable de seigneurie dans la ville de ce nom, & disoit que Guillemette de Recald sa grand'mère maternelle, étoit fille du vicomte de Toulouse dernier mort. *Pr. du diff. p. 640.*

» crimes que je vous dénonce en présence du roi, com-
 » me au juge ordinaire de l'évêque de Pamiers ; & je
 » vous somme au nom du monarque votre seigneur &
 » le mien, de vous assurer de la personne du prélat,
 » afin de l'empêcher d'exécuter ses desseins pernicieux :
 » gardez-le de manière que celui à qui il appartient,
 » puisse en faire justice comme d'un criminel de lese-
 » majesté, & conduisez-vous de façon que le prince
 » ne soit pas obligé d'employer d'autres remèdes ».

Ann. 1301.

L'accusé, chose assez ordinaire, nia tous les crimes
 qu'on lui imputoit, protesta de nullité touchant les
 procédures qu'on avoit faites, soit pour l'arrêter, soit
 pour saisir son temporel, & prétendit que la crainte
 des tourments avoit forcé les témoins à déposer contre
 lui. L'archevêque, de son côté, déclara qu'il étoit prêt
 à faire ce qu'on exigeoit de lui ; mais que pour y pro-
 céder selon Dieu, la Justice, & les saints canons, il
 vouloit avoir l'avis de ses suffragants, & celui du pape.
 Alors il s'éleva un grand murmure dans le conseil.
 Plusieurs de ceux qui le composoient, adressant la pa-
 role au séditieux prélat, s'écrièrent tumultueusement :
Nous ne savons à quoi il tient que nous ne vous massa-
crions sur l'heure. Philippe, pour le soustraire à l'indi-
 gnation publique, ordonna qu'on le mit en lieu de
 sûreté. Mais le métropolitain, quoiqu'il en fût requis
 humblement par le coupable, refusoit constamment de
 le prendre en sa garde comme son prisonnier : ainsi
 l'embaras étoit toujours le même. Déjà cependant il
 étoit tard, la séance ayant été fort longue : on prit
 enfin le seul parti qui restoit, ce fut de charger les
 gens du roi de reconduire l'évêque dans la maison où
 il logeoit à Senlis. Quelques sergents coucherent dans
 sa chambre, ce qui déplut à l'archevêque de Narbonne,
 qui en porta plusieurs fois inutilement ses plaintes au
 monarque : il n'en reçut d'autre réponse, sinon, *qu'on*
feroit ôter la garde royale, s'il vouloit le faire garder
lui-même.

*Marten, anc.
 p. 1319 & sui.
 Hist. de Lang.
 tom. 4, p. 102,
 103, 104.*

Cette étrange obstination du métropolitain à ne point

Ann. 1301.

vouloir procéder contre son suffragant, quoiqu'on lui eût fait donner territoire dans le diocèse de Senlis, occasionna des soupçons qui ne lui étoient point avantageux : on imagina que, sans aprouver le crime, il ne laissoit pas de favoriser le criminel. Le roi lui en fit des reproches très-vifs, & le somma par la fidélité qu'il lui devoit, de ne pas différer plus long-temps à lui rendre justice. Il répondit que la crainte de Dieu, celle de déplaire au pape, & de pécher contre un de ses frères, étoit l'unique motif de ses démarches : que cependant il étoit disposé à faire son devoir, si on lui permettoit de consulter les prélats qui se trouvoient à la cour. On en comptoit huit, l'archevêque d'Auch, & les évêques d'Auxerre, de Troies, de Beauvais, de Béziers, de Maguelonne, du Puy, & de Lescar. Dès le lendemain, ils eurent ordre de s'assembler dans la chapelle royale de Senlis : tous furent d'avis que l'accusé devoit être reçu à la garde de l'église. On régla, 1°. qu'il seroit gardé en un lieu sûr, où il n'y eût qu'une entrée, spacieux, où il pût se promener pendant le jour, sans permettre à d'autre qu'à son camérier de coucher dans sa chambre, ce qui n'empêchoit pas que le roi ne commit un chevalier & quelques autres personnes d'honneur & de probité, pour veiller à sa sûreté : 2°. qu'il pourroit avoir deux chapelains avec un frère de son ordre, pour réciter l'office avec lui, un clerc, pour tenir compte de sa dépense, trois écuyers, un cuisinier, un aide de cuisine, & son médecin, qui tous jureront de se conduire fidèlement : 3°. qu'il auroit six à sept mulets pour son service hors de l'enceinte de sa maison : 4°. que les clercs ou religieux qui le garderoient au nom de l'église, seroient tels que le roi pût se confier en eux ; qu'ils ne le laisseroient parler à aucun étranger qu'en leur présence ; que deux des plus sages d'entre eux examineroient ses lettres, sans néanmoins l'empêcher d'écrire, soit à Rome pour sa défense, soit à Pamiers pour les affaires de son diocèse, soit à ses officiers & à ses amis pour des choses honnêtes & permises : 5°. qu'afin qu'il ne fût rien

scellé à son préjudice, son sceau seroit mis dans un coffre, & gardé sous deux clefs, dont il auroit l'une, & un de ses gardes l'autre; ce qui devoit subsister jusqu'à ce qu'on fût informé de la volonté du pape. L'archevêque, sur cette décision de l'assemblée, consentit enfin à se charger de la garde du prélat au nom de l'église de Narbonne: mais en même-temps il déclara qu'il ne permettroit jamais qu'il fût détenu prisonnier, ni qu'il lui fût fait aucun mal: il en fit dresser un acte, d'où sont tirées les circonstances qu'on vient de rapporter; circonstances, dit un sçavant Bénédictin, qui n'ont pas été connues de nos historiens modernes.

Ann. 1301.

Hist de Lang.
Ibid.

Le roi prévoyant que cette affaire pouroit avoir de grandes suites, résolut d'envoyer à Rome, pour y faire connoître la justice de ses démarches. Les instructions qu'il fit dresser à ce sujet, portent que voulant être plus amplement instruit des accusations intentées contre Bernard de Saisset, il avoit apelé à sa cour tous les témoins, qui entendus de nouveau, avoient déposé des choses encore plus fortes que celles qui étoient dans les premières informations: que plusieurs d'entre eux, *gens graves & dignes de foi*, assuroient que le prélat avoit tenu des discours scandaleux, erronés, hérétiques; par exemple, *que le sacrement de pénitence étoit une invention humaine; que la fornication même dans les personnes élevées aux ordres sacrés n'étoit point un péché; que le très-saint pere notre seigneur le pape Boniface étoit un diable incarné, qui, contre Dieu, vérité & justice, avoit canonisé saint Louis, qui étoit dans les enfers; que, quoiqu'il eût été arrêté dans le conseil des grands du royaume, que sa majesté devoit faire punir cet évêque comme traître convaincu, crime qui exclut tout privilège & toute dignité, & qu'elle fût d'ailleurs en droit de procéder contre lui par la privation de son temporel, néanmoins par respect pour l'église, par ménagement pour ses ministres, par déférence pour le saint siege, elle avoit cru devoir en donner avis à sa sainteté: que toute la France espere que le souverain pontife se portera d'autant plus volontiers à faire*

Preuv du diff.
p. 627 & suiv.

Ann. 1301.

justice du coupable, qu'il est obligé de venger l'injure faite à Dieu comme auteur de toute puissance légitime, au roi comme fils de l'église, au royaume comme portion considérable de la chrétienté; qu'ainsi sa sainteté est priée très-inflammamment, de priver au plutôt le prélat de sa dignité épiscopale, de le déclarer déchu de tout privilège clérical, de lui ôter en un mot tout ce qui est à elle; afin que le monarque puisse en faire un sacrifice au public; punition d'autant plus nécessaire, qu'il n'y a point d'apparence qu'il se corrige, ayant été méchant dès sa jeunesse. On prévient dans ce mémoire jusqu'aux réponses que le pontife pourra faire. S'il dit que la justice ne permettant pas de condamner quelqu'un sans l'entendre, il faut envoyer l'évêque à Rome, pour y être jugé; on ne doit rien oublier pour l'engager à ordonner que le procès soit instruit en France. S'il prend ce dernier parti, il faut savoir si ce sera devant le métropolitain accompagné de ses suffragants, ou devant un légat du saint siège, ou quelqu'autre commissaire nommé par sa sainteté.

Rupture ouverte entre le pape & le roi.

Diff. p. 11.

Wolfgang, yponigm.

Neufbris, an. 1301.

Pr. du diff. p. 193.

Quelques-uns prétendent que cette ambassade ne fut que projetée: quelques autres assurent qu'elle eut lieu; que le garde des sceaux, Pierre Flotte, en fut le chef; qu'il se montra vraiment courageux dans cette affaire; qu'il eut de rudes paroles avec Boniface; qu'un jour que celui-ci se vantoit d'avoir l'une & l'autre puissance, il lui répondit fièrement: *Je le veux bien, seigneur, mais la vôtre sur le temporel n'est que de mot, celle du roi mon maître est effective & réelle.* Quoi qu'il en soit, le pontife, soit oublié des égards qu'il devoit aux prières d'un grand prince, qui lui demandoit justice d'un prêtre séditieux, soit persuasion que la cause de Bernard étoit la sienne, ne songea plus qu'aux moyens de se venger de l'affront qu'il prétendoit avoir reçu dans sa personne. Alors il frapa ces grands coups qu'il croyoit capables d'anéantir l'autorité des rois, mais qui par un juste jugement de Dieu retombèrent sur lui-même, & tranchèrent le fil d'une vie dont il auroit dû faire un meilleur usage.

Aussi-tôt on vit paroître bulles sur bulles, toutes datées

datées du même jour, toutes plus fulminantes les unes que les autres. La première est une déclaration, *que les princes laïques n'ont aucun pouvoir sur les personnes ecclésiastiques* ; une prière, *un ordre même au roi de permettre à Bernard de Saisset de se rendre à Rome, & de lui faire restituer tous ses biens* ; un avertissement enfin, *que s'il n'a de bonnes raisons pour justifier sa conduite à l'égard de ce prélat, il a encouru la peine portée par les canons contre ceux qui mettent témérairement la main sur un évêque*. Les souverains ne connoissoient encore qu'imparfaitement leurs droits ; la superstition les leur laissoit à peine entrevoir : ce bref qu'on sçauroit si bien apprécier de nos jours, causa alors un grand embarras. Philippe balança quelque temps sur le parti qu'il devoit prendre. Enfin déterminé par une autre bulle du pontife, qui enjoit à l'archevêque de Narbonne de mettre Bernard en prison sous l'autorité du saint siège, d'informer scrupuleusement de tous les faits, & de lui envoyer à Rome, & le procès, & le coupable sous bonne garde ; il porta la condescendance jusqu'à ordonner à ses procureurs d'abandonner toute poursuite ; & par considération pour la dignité épiscopale, il remit l'accusé entre les mains du légat, avec ordre néanmoins à tous deux de sortir incessamment du royaume. La querelle sur l'autorité temporelle s'étant échauffée de plus en plus par la suite, le roi, tout occupé de ce grand objet, parut en quelque sorte perdre de vue l'affaire du prélat. Il fit cependant saisir tous les biens qui lui appartenoient, soit à titre de bénéfice, soit en son propre & privé nom. Le malheureux Bernard, dépouillé de tout, fut obligé de demeurer à Rome jusqu'à la fin de ce fameux démêlé. Alors il revint en France, se soumit, obtint son pardon, & main-levée de la saisie de son temporel.

La seconde bulle est un commencement de vengeance de la part du souverain pontife ; une suspension de tous les privilèges accordés par sa sainteté non-seulement au roi & à ses successeurs, mais encore aux ecclésiastiques

Ann. 1301.

Bulle qui ordonne au roi de délivrer l'évêque de Pamiers.

Pr. du diff. p. 661.

Ibid, p. 657.

Suspension des privilèges accordés à la France.

Ann. 1301.
Pr. du diff.
p. 42.

Rayn, an.
801, n. 13.

Ann. 1302.
Prétentions
du pape sur la
puissance tem-
porelle, & sur
le droit de Ré-
gale.

Diff. p. 9 &
suiv.

Démêl. p. 93
& suiv.

Anc. chron.
de St. Denis,
vol. 2, c. 42,
43 & 53.

Nicol. Gilles,
feuill. 129.

Gl. in conc.
gener. consti.
de elect. in 6.

Pr. du diffir.
p. 190, 191.

J. Villan, l.
8, c. 62, 63.

& aux laïques de son conseil ; une révocation *des gra-*
ces obtenues du saint siege, pour fournir aux frais des
guerres que la France avoit à soutenir ; une défense en
un mot aux gens d'église de payer, ni décimes, ni sub-
sides, sans une permission expresse de Rome. Ce singu-
lier mandat n'excita aucun trouble dans le royaume.
On y étoit persuadé que le droit de lever ces secours,
pour les besoins de l'Etat, sur les biens temporels du
clergé, ne dépendoit ni du pouvoir, ni de la volonté
des papes. Aussi fut-il rayé des registres du Vatican
par les ordres de Benoît XI & de Clément V, tous
deux successeurs de Boniface.

Ce n'étoit encore que le prélude des entreprises du
pontife. Bientôt un nouveau nonce, Jacques des Nor-
mands, archidiacre de Narbonne, arriva chargé d'une
petite bulle, où ses prétentions sont expliquées sans
détour, & sans aucun de ces artifices qu'on a coutume
d'employer pour préparer les esprits à des choses extra-
ordinaires. Les termes y sont si peu ménagés, le style
en est si clair, si concis, par-là même si contraire à
celui de la cour de Rome, qui est toujours diffus &
obscur, que bien des gens ont pensé que c'étoit une
pièce supposée. Mais Boniface, génie fier, hautain,
violent, ne se piquoit point d'égards pour les têtes cou-
ronnées ; il cherchoit au contraire à offenser le roi, &
vouloit lui donner un précis des principes qu'il se pré-
paroit à lui détailler plus amplement. On a vécu trois
cents ans dans la persuasion que cette bulle étoit réelle :
elle est dans tous nos anciens historiens qui ont traité
de ce fameux démêlé : on la trouvoit enfin dans la glose
même du droit canon. Elle étoit conçue en ces termes :
« Boniface, évêque, serviteur des serviteurs de Dieu,
» à Philippe, roi des François. Craignez le Seigneur,
» & gardez ses commandements. Nous voulons que
» vous sçachiez que vous nous êtes soumis dans le tem-
» porel comme dans le spirituel ; que la collation des
» bénéfices & des prébendes ne vous appartient en au-
» cune maniere ; & que si vous avez la garde des égli-

» ses pendant la vacance, ce n'est que pour en réserver
 » les fruits à ceux qui seront élus. Si vous avez conféré
 » quelques bénéfices, nous déclarons cette collation
 » nulle pour le droit; & pour le fait nous révoquons
 » tout ce qui s'est passé en ce genre. Ceux qui croiront
 » autrement, seront réputés hérétiques ». (a)

La politique exigeoit sans doute qu'on prit des précautions contre de pareils attentats : mais en même-temps la prudence devoit empêcher l'éclat toujours peu séant dans un particulier, plus indécent encore dans un prince. Malheureusement Philippe, né sensible, portoit trop loin peut-être la jalousie de l'autorité; & les courtisans, toujours trop habiles à pénétrer l'ame du prince, ne cessoient d'enflammer sa colere, & de l'exciter à une vengeance éclatante. Ce fut à leur instigation que pendant toute considération pour le pontife, il voulut lui répondre sur le même ton, & même enchérir sur lui par la dureté des expressions. Quelques esprits scrupuleux, mais bien intentionnés, pour sauver tout à la fois l'honneur du pape & du monarque, se sont efforcés de rejeter l'une & l'autre piece sur le garde des sceaux, Pierre Flotte. On loue le motif qui leur a inspiré ce subterfuge : on souhaiteroit que la fidélité de l'historien

Ann. 1301.

Réponse du
 roi plus inju-
 rieuse, & trop
 peu mesurée.

Démtés, p.
 111 Et suiv.
 Pr. du diff.
 p. 44.

(a) On trouve au trésor des chartes, (registre c, p. 1.) un ancien manuscrit intitulé, Consultation de maître Pierre de Bosco, ou du Bois, avocat du roi à Coustances, contre une lettre du pape Romain, qui commence par ces mots : Scire te volumus quod in spiritualibus & temporalibus, &c. L'avis est que sur cette bulle le pape est & doit être réputé hérétique, s'il ne s'en repense publiquement, & n'en fait satisfaction au roi. La raison qu'il en rapporte, est qu'il lui veut ravir la plus belle prérogative de sa couronne, qui est, & a toujours été depuis plus de mille ans, de n'être soumis à personne, & de commander à tout le royaume, sans crainte d'aucune correction humaine. Ce monument si curieux par lui-même, prouve en même temps l'existence de cette petite bulle. C'est donc en vain qu'on voudroit la contester. Voyez preuve du diff. p. 44, 45, 46, 47. Elle étoit rapportée, ainsi que la réponse du roi, dans un ancien manuscrit de la bibliothèque de Saint-Germain-des-Prés, n. 394 : on les y voit encore annoncées dans le sommaire qui est à la tête du livre, mais on les en a attachées, de même que toute l'histoire de ce différend, comme il est évident par le grand nombre de feuillets qui sont coupés. On trouve encore un extrait de cette bulle dans un manuscrit de cette même bibliothèque, n. 1086 : il y est dit que le pape déclare que le roi lui est soumis dans le temporel comme dans le spirituel : que penser le contraire c'est être hérétique.

Ann. 1302.

*Tir. de elev.
& electi potes-
tate, cap. ge-
neral.*

n'en fût point blessée : tous les anciens monuments qui attestent la bulle de Boniface, attestent en même-temps la lettre de Philippe. Il étoit fait mention de toutes les deux dans la glose du *Sexte* des décrétales, ouvrage de Jean-André de Boulogne, qui vivoit quarante ans après ce démêlé : elles en furent retranchées par les Romains, sous prétexte de correction : ce qui a été suivi depuis par tous les éditeurs du droit canon : chose, dit M. Baillet, très-préjudiciable à la vérité, & contre la foi publique qu'on doit garder à la postérité. Nous avons rapporté la première comme un monument pitoyable de la foiblesse humaine ; nous rapporterons la seconde sous le même point de vue : rien de plus succinct. « Phi- » lippe, par la grace de Dieu, roi des François, à Boni- » face prétendu pape, peu ou point de salut. Que votre » très-grande sagesse sçache que nous ne sommes sou- » mis à personne pour le temporel ; que la collation des » bénéfices, les sieges vacants, nous appartient par le » droit de notre couronne ; que les revenus des églises » qui vaquent en régle, sont à nous ; que les provi- » sions que nous avons données, & que nous donne- » rons, sont valides, & pour le passé & pour l'avenir ; » & que nous maintiendrons de tout notre pouvoir » ceux que nous avons pourvus, & que nous pourvoi- » rons. Ceux qui croiront autrement seront réputés fous » & insensés » (a).

Quatrième
bulle, où le pa-
pe détaille plus
amplement ses
prétentions sur
l'autorité tem-
porelle.

Pr. du diff.
p. 48 & suiv.

On a dit que la petite bulle n'étoit qu'un extrait d'une plus grande, qui devoit être présentée au roi dans les formes ordinaires. Elle arriva enfin cette pièce singulière, & parut digne de son auteur. On en peut juger par ce début emphatique : « Ecoutez, ô mon fils, les » préceptes de votre pere ; ouvrez votre cœur aux en- » seignements d'un maître, qui tient la place de celui » qui est le seul maître & seigneur ; recevez avec doci-

(a) On voit encore cette lettre parmi les mss. de la bibliothèque du Vatican (n. 1913, 1 vol. in-fol.) Un sçavant Académicien, consommé dans notre histoire, M. de Sainte-Palais, l'a copiée de sa main. Elle est entièrement conforme à celle qui est rapportée par MM. du Puy & Baillet.

» lité les avis de la sainte église votre mere ; exécutez
 » ses ordres avec fidélité, & soumettez-vous avec res-
 » pect à sa volonté, qui est la nôtre ». Le pontife entre
 ensuite en matière, & citant la sainte écriture à faux (a),
 il dit que *Dieu l'a établi sur les rois & les royaumes ,*
pour arracher, détruire, perdre, dissiper, édifier, & plan-
ter. Puis exhortant le monarque à ne point se laisser
 persuader qu'il n'a aucun supérieur sur la terre, & qu'il
n'est point soumis au chef de la hiérarchie ecclésiastique ,
 il lui déclare que penser de la sorte est être fou, insensé,
infidèle. Enfin, il descend dans le détail des désordres
 qui pouvoient régner dans le royaume : où n'y en a-t-il
 point ? mais qui n'étoient pas sous la correction de la
 cour de Rome, dont cependant elle se plaint d'avoir
 plusieurs fois averti fort inutilement son très-cher fils.
 Les principaux sont, « qu'il foule ses sujets, tant par
 » la multitude des impôts dont il les accable, que par
 » les fréquentes altérations des monnoies ? qu'il oppri-
 » me les ecclésiastiques, les trainant de force à son tri-
 » bunal, faisant saisir leurs biens, exigeant d'eux des
 » décimes & des subsides, quoique les laïques n'aient
 » aucun pouvoir sur le clergé ; ne leur permettant ni
 » d'employer le glaive spirituel contre ceux qui les
 » offensent, ni d'exercer leur juridiction sur les monas-
 » teres dont il prétend avoir la garde ; tourmentant,
 » avec la plus horrible tyrannie, la noble église de Lyon,
 » quoiqu'elle ne soit pas de son royaume, & la traitant
 » si cruellement, qu'elle se voit réduite à la plus affreuse
 » pauvreté : qu'il scandalise tous les grands de l'Etat par
 » ses violences, usurpe leurs terres, leur refuse justice,
 » lorsqu'ils la demandent, & ne veut reconnoître aucun

(a) Il n'y a point dans le texte, *je vous ai établi sur les rois*, mais simplement *sur les nations.* *Ecce constitui te hodie super gentes .. ut evellas .. & plantes.* Jerem. c. 1, v. 10. D'ailleurs, dit M. Fleury, (tom. 19, l. 80, p. 16.) l'ordre donné à Jérémie d'arracher, de planter, ne regarde que sa mission comme Prophète, & la commission de prédire les révolutions des Etats : Dieu ne lui donne aucun pouvoir pour l'exécution. C'est donc faussement que Boniface allègue ce passage, pour établir sa double puissance, & dans le spirituel, & dans le temporel.

Ann. 1302.

» juge pour les torts que lui ou les siens ont faits : qu'il
 » pourvoit aux bénéfices vacants en cour de Rome ou
 » autrement, sans la permission du pape, qui en a seul
 » la souveraine disposition : qu'il empêche l'exécution
 » des collations faites par le saint siége, quand elles
 » précèdent les siennes : qu'il perçoit les revenus des
 » cathédrales vacantes, & les convertit à son profit,
 » sous prétexte de régale ; droit injuste qui ouvre la
 » porte à toute sorte d'extorsions : d'où il arrive que
 » ceux qui doivent être les gardiens des églises, en sont
 » les destructeurs, & consomment sacrilégement ce qui
 » ne leur a été confié, que pour être conservé sainte-
 » ment : qu'en vain il essaieroit de s'excuser sur ses
 » mauvais ministres ; qu'il peut, qu'il doit même les
 » changer ; que Rome l'en a souvent averti ».

» Vous n'ignorez pas, continue le pontife, que nous
 » avons plusieurs fois élevé notre voix contre ces désor-
 » dres affreux. Nous vous avons annoncé vos forfaits,
 » espérant vous ramener à la pénitence : mais, comme
 » l'aspic qui n'entend point, vous avez fermé l'oreille
 » à nos enseignements salutaires. C'est pourquoi, nous
 » vous avertissons que, de l'avis de nos frères les cardi-
 » naux, nous avons ordonné au clergé de votre royaume
 » me de nous venir trouver en Italie, afin de délibérer
 » conjointement sur la réformation de l'Estat. Vous pou-
 » rez vous y rendre en personne, ou y envoyer quel-
 » qu'un de votre part, pour écouter le jugement de
 » Dieu, & le nôtre ».

Cinquième
 bulle par la-
 quelle il con-
 voque le cler-
 gé de France
 à Rome.

Ibid, p. 53.
 54.

Spicil, tom.
 3. p. 224.

On vit en effet paroître dans le même-temps une
 cinquième bulle adressée aux évêques, aux chapitres,
 aux universités de France. Boniface y déclare, « qu'ayant
 » appris de gens dignes de foi les violences, les inso-
 » lences, les injustices, que le roi & ses officiers exer-
 » cent contre le clergé & la noblesse, il a résolu de
 » convoquer un concile, pour remédier à de si grands
 » désordres ; qu'en conséquence il enjoint à tous les
 » prélats & docteurs François de se rendre auprès de
 » lui pour le premier jour de novembre prochain ; qu'il

» veut avoir leur avis sur les moyens d'étendre la vraie
 » religion , de conserver les libertés & l'honneur de
 » l'église catholique , de réformer le royaume , de cor-
 » riger les excès du roi , & d'établir un bon gouverne-
 » ment dans l'Etat ; qu'au-reste il sçaura châtier très-
 » sévèrement ceux qui se dispenseront de ce voyage ,
 » soit par mépris , soit par négligence ». Il y avoit aussi
 d'autres bulles pour les abbés de Cîteaux , de Prémon-
 tré , de Saint-Denis en France , & de Marmoutier.
 Tous étoient également mandés à Rome , sous peine
 de se rendre coupables d'une désobéissance qu'on mena-
 çoit de ne pas laisser impunie. Le pontife avoit si bonne
 opinion de l'exacte docilité des docteurs François , que
 la crainte de voir désertir les écoles , le fit souvenir
 d'avertir les deux chanceliers de l'université de Paris ,
 de veiller à ce qu'il restât assez de professeurs , pour en-
 seigner & retenir les écoliers pendant l'absence de ceux
 qui seroient à Rome.

Ann. 1302.

*Preuv. des
démél. n. 8.
p. 132.*

Ici toute l'injustice de Boniface se montre à décou-
 vert : il ne cherche point à couvrir d'un voile léger la
 passion qui l'anime contre le roi : il ne rougit pas même
 de se charger de l'horrible fonction de soulever l'uni-
 vers contre lui. Tout est employé , exagération , équi-
 voque , mensonge , pour rendre ce prince suspect à la
 société des fideles , odieux à tous les ordres de son
 royaume. On affecte de le peindre comme un rebelle à
 l'église , quoiqu'il proteste d'être parfaitement soumis
 au chef de la hiérarchie ecclésiastique pour le spirituel :
 mais ce n'étoit point assez aux yeux de l'ambitieux pon-
 tife. Il est évident qu'il vouloit étendre plus loin cette
 soumission , puisqu'il prétendoit lui faire rendre com-
 pte du gouvernement de son Etat , & se constituer juge
 souverain entre lui & ses sujets : prétention nouvelle ,
 insolite , réprouvée par les saints canons. « Il y a deux
 » puissances établies pour gouverner les hommes , dit
 » le pape Gélase ; la puissance temporelle , par rapport
 » aux biens & aux actions qui regardent la vie civile ;
 » la puissance spirituelle ou ecclésiastique , par rapport

Injustice du
pape.

*M. Fleury ,
hist. ecclésiast.
tom. 19 , l. 20 ,
p. 16.*

*Démêlés de
Bonif. p. 99
& suiv.*

*Concil. tom.
4 , p. 1180.*

Ann. 1302.

» à la conscience & aux actions qui regardent la religion ou la vie spirituelle; l'une & l'autre souveraine dans ce qui est de son ressort; toutes deux » n'ayant que Dieu au-dessus d'elles ».

On s'efforce de le représenter comme un tyran, parce qu'il leve des impôts, qu'il hausse, qu'il baisse, qu'il change les monnoies : pouvoir qu'on ne s'est pas encore avisé de disputer au moindre prince d'Italie & d'Allemagne, où cette pratique est très-ordinaire. Il y avoit à la vérité quelques abus dans l'exercice de ce pouvoir : on voit en effet par l'histoire de ces temps-là que ces subsides trop fréquents, & ces changements trop répétés, avoient excité de grands murmures dans le royaume : mais le jugement n'en appartenoit pas au pape : le roi n'en devoit compte qu'à Dieu.

On l'accuse d'opprimer la liberté de l'église, parce qu'il ne se rend point l'exécuteur servile de toutes les bulles de Rome ; qu'il refuse de reconnoître cet empire despotique & absolu qu'elle veut établir ; qu'il s'applique comme protecteur de la foi & des canons, à referrer dans les bornes légitimes l'usage de la puissance des clefs ; qu'il défend même à ses officiers d'obéir aux juges ecclésiastiques, quand ils n'agissent point de concert ; ordonnance inspirée par le motif le plus sage, & rendue sur les plaintes de toute une province. Voici quelle en fut l'occasion. Un certain frere Foulques de saint George, religieux Jacobin, inquisiteur de la foi, exerçoit des extorsions & des violences inouïes dans le Toulousain ; faisoit souffrir des tourments horribles à ceux qu'il avoit fait emprisonner sous prétexte d'hérésie, pour leur faire avouer des crimes dont ils n'étoient point coupables, & subornoit les témoins, pour pouvoir les condamner quoiqu'innocents. Tout le pays, indigné de cette conduite, éclatoit en murmures, & paroissoit disposé à la révolte. Philippe, pour remédier à tous ces abus, régla qu'à l'avenir l'inquisiteur ne feroit arrêter personne, sans en avoir délibéré avec l'évêque ; décida que s'ils n'étoient point d'accord, ils s'en rapporteroient

*Trésor des
ch. du roi.
Toulouse, fac.
4, n. 90.*

teroient au jugement du gardien & du lecteur des Cordeliers, du prieur & du lecteur des Jacobins, des deux archidiacres de Toulouse, ou de quelques autres ecclésiastiques d'une probité reconnue ; défendit enfin à ses officiers de déférer à leur autorité, lorsqu'ils ne seroient pas du même avis. Car, dit le monarque, » nous ne » sçaurions souffrir que la vie & la mort de nos sujets » dépendent du caprice & de la fantaisie d'une seule » personne, quelquefois peu instruite, souvent aveu- » glée par la passion : sentiment digne d'un grand roi, & qui n'entra jamais dans l'ame d'un oppresseur.

On le traite de persécuteur, pour avoir exercé sa souveraineté sur l'église de Lyon, qui reconnoît avoir reçu tous les biens dont elle jouit de la libéralité des rois de France ; d'usurpateur, pour avoir fait des conquêtes légitimes sur des vassaux séditieux & rebelles ; d'indocile, pour avoir refusé de se soumettre au tribunal de Rome dans une affaire purement civile & politique, telle que celle du comte de Flandre ; d'*infidèle* en un mot, pour avoir prétendu que son autorité étant souveraine dans les choses temporelles, il ne peut, lorsqu'il s'élève quelque différend entre lui & ses sujets, avoir d'autres juges que ceux qu'il établit lui-même.

On lui fait un crime de maintenir avec fermeté son droit de régle, l'une des plus belles prérogatives de sa couronne ; droit que lui ont acquis ses prédécesseurs, ou comme fondateurs, ou comme gardiens & protecteurs des églises : droit qui lui donne la propriété des fruits pendant la vacance, de sorte que s'il les rend quelquefois au nouvel élu, c'est sans obligation & par pure bienveillance. Voilà *ces forfaits* que Boniface découvre dans l'administration du roi : voilà *ces scélératesses* qu'il lui annonce comme la matière d'une sévère pénitence (a). Tant l'esprit de l'homme peut s'écarter

(a) Ce sont les propres termes de la bulle : *Annuntiavimus scelera, delicta detestimus, sperantes se ad penitentiam salubriter revocare.*

Ann. 1302.

Trop grande vivacité du roi.

des regles de la justice & de la vérité, quand il se laisse emporter à la passion (a).

On ne prétend pas néanmoins justifier Philippe sur tous ses procédés dans cette fameuse querelle. Il avoit sans doute l'avantage de soutenir une bonne cause : mais en sortant quelquefois des bornes de la modération, il perdit une partie de la gloire qu'il pouvoit acquérir à la poursuite d'un droit légitime. On applaudit à la sagesse qui lui fit publier deux édits, dont l'un défend à tous ses sujets de sortir sans sa permission, ni de transporter or ou argent hors du royaume, & l'autre prescrivit à ses officiers ce qu'ils doivent faire pour la conservation des régales, ou revenus des évêchés vacants. On donne de grands éloges à la conduite qu'il tint à l'égard du nonce, qui osa le sommer de reconnoître qu'il tenoit du pape la souveraineté temporelle de son royaume, & le menacer de tous les foudres de Rome, s'il refusoit de faire cet aveu. Il pouvoit le faire arrêter : il méprisa cette forfanterie, & se contenta de le chasser honteusement de ses Etats. On loue cette noble fierté avec laquelle, pour se venger du pape qui n'avoit pas voulu entendre un ambassadeur François, il refuse à son tour de donner audience à un nouveau légat, & lui envoie ordre de sortir incessamment de son royaume : ce qu'il fut obligé de faire. On admire ce généreux orgueil qui lui fait dire aux princes ses enfants en présence de toute la cour, qu'il les déshériteroit, s'ils étoient jamais assez lâches, ou pour avouer qu'ils tiennent la couronne de France d'aucun homme vivant, ou pour reconnoître au-dessus d'eux dans les choses temporelles une autre puissance que celle de Dieu. Mais on auroit voulu plus de ménagement pour une

J. Villan, l. 8, c. 62.

Chron. mss. de la biblioth. de l'abbaye de St. Germain, n. 1086.

Pr. du diff. p. 59.

(a) Les Romains eux-mêmes eurent honte d'une bulle si insoutenable : ils l'ont rayée des registres du Vatican, où l'on ne trouve plus que l'article concernant l'expédition de la Terre Sainte. Clément V, par considération pour Philippe-le-Bel, ne se contenta pas de la révoquer, il en fit encore retrancher tout ce qui pouvoit déplaire à ce prince dans le fragment assez inutile qu'on en voulut conserver. Pr. du diff. p. 32.

puissance, dont il est quelquefois à propos de réprimer les excès, toujours cependant sans cesser de respecter le caractère dont elle est revêtue. On ne le voit qu'à regret faire brûler en présence de tous les seigneurs qui se trouvoient à Paris, & qu'il avoit apelés au palais pour ce sujet, une bulle (a) contre laquelle il ne falloit que se précautionner avec fermeté. Peu content de cette flétrissure, il la fit publier à son de trompe dans toute la capitale, d'où le décri de cette piece passa ensuite dans les provinces.

Ann. 1301.

Ibid.

Philippe cependant n'étoit pas sans inquiétude sur la façon de penser de ses sujets dans une circonstance si critique. Il connoissoit leur attachement inviolable, & pour l'Eglise & pour leur Roi. On pouvoit aisément confondre, & prendre pour une rébellion au saint siege, ce qui n'étoit qu'une juste défense de ses droits : la superstition est aveugle, & par-là même toujours à craindre. Il n'oublia rien pour les intéresser dans sa cause, & voulut se munir de leur approbation contre les entreprises injustes du pontife. Ce fut dans cette vue qu'il convoqua à Paris les grands & les Prélats du royaume, deux députés des villes, communautés, chapitres, universités, & les supérieurs des maisons religieuses. C'est la première fois que nos Rois ont apelé les communes, pour prendre leur avis. Savaron s'écarte du vrai, quand il avance que, dès la fondation de la monarchie, elles avoient entrée, séance & opinion dans nos assemblées. Quelque nom qu'on donne à ces dietes, *champs de mars*, ou *champs de mai*, ou *parlements*, il est certain que sous la première race, elles n'étoient composées que de la noblesse, & que sous la seconde, ainsi que sous une partie de la troisième, elles n'admettoient que le clergé avec la noblesse. Mais tous nos Auteurs ne sont pas d'accord sur l'époque de celles qu'on a nommées depuis. *Etats généraux*. Joachim le Grand, dans un traité particulier sur cette

Origine des
Etats généraux.

Chron. des
Etats gén. Paris, 1615. in-8.

(a) C'est la grande bulle qui commence par ces mots, *Auscultia, fili*. Cette exécution se fit le Dimanche après l'octave de la Purification 1302. *Pieuv. du diff.* p. 59.

Ann. 1302.
Mss. cités dans
la biblioth. du
P. Lelong, n.
111237.

matière, refuse ce nom à l'assemblée qui se tint le 10 avril 1302 dans l'église de Notre-Dame de Paris : la raison, dit-il, c'est que le *Tiers-Etat* n'y fut pas consulté conjointement avec la noblesse & le clergé, mais séparément. C'est sans doute ce qui a déterminé Pasquier à reculer leur institution jusqu'en 1314 (a), & à leur donner

(a) C'est le sentiment que nous avons adopté au tom. 3 de cette histoire, page 71, où, comme l'a très-bien remarqué l'Auteur d'une lettre qui nous est adressée, il s'est glissé une erreur d'impression dans ce nombre 1304 (ligne 22). Mais il nous permettra de lui représenter que notre intention n'est pas qu'on lise 1301, mais 1314, époque que Pasquier donne aux premiers Etats. Nous n'avons ni parlé, ni voulu parler de l'assemblée convoquée contre les entreprises de Boniface. 1°. Quelques Auteurs ne la mettent point au nombre des Etats généraux : 2°. il n'y fut question ni des besoins, ni des facultés du peuple : 3°. elle est incontestablement du 10 Avril 1302. D'ailleurs il ne nous est rien échappé qui puisse faire croire, que nous regardions ces Etats comme remplaçant les anciens parlements ; ni que nous les privions de voeux délibératives : c'est une matière que nous n'avons point touchée, contents de caractériser nos diverses assemblées par la différence des objets qu'on y traitoit, des personnes qui les composoient, & du pouvoir qui leur étoit attribué. On a dit, à la vérité, que les communes y parurent la première fois, pour représenter leurs besoins & leurs facultés : mais on ajoute en même temps, que les honneurs augmentèrent à proportion des secours qu'elles fournirent ; qu'enfin elles acquirent une autorité égale ou même supérieure à celle de la noblesse & du clergé, qui autrefois avoient seuls voix délibérative dans les diètes de la nation. Est-ce donc à leur ôter la délibération, pour ne leur laisser que la représentation ? n'est-ce pas dire au-contraire, qu'elles eurent enfin plus de part que les prélats & les seigneurs, aux résolutions prises dans ces assemblées générales ? Il est vrai qu'on n'y délibéroit pas comme anciennement de la guerre & de la paix : mais tous les vices qui régnoient dans l'administration de la justice, de la police, des finances, y étoient discutés & réformés, les subsides fixés, & la manière de les lever réglée & déterminée. Au reste, le judicieux Auteur qui veut bien nous instruire dans cette lettre, fait voir tant de politesse, que nous n'osons nous flatter qu'il agréera quelques questions qui naissent naturellement d'un sujet si important. 1°. Pourquoi ces assemblées augmentées du Tiers-Etat cesseroient-elles de représenter une nation, qui dans les premiers temps étoit représentée par la seule noblesse, & depuis par cette même noblesse jointe au clergé ? 2°. Si la nation en corps a l'autorité de faire des loix, comment refuse-t-elle pouvoir aux trois Etats réunis, & ayant le souverain à leur tête ? Dira-t-on que la nation ne leur ayant pas concédé ce droit, ils ne pouvoient l'exercer ? Mais qu'est-ce que la nation, sinon les trois Etats réunis & présidés par leur chef ? 3°. Comment prouver la prééminence du parlement sur les Etats généraux, dont il fait lui-même partie, & auxquels le roi préside en personne ? Que devient alors cet axiome incontestable en philosophie, que le tout est plus grand que sa partie ? On répondra sans doute, que le parlement est le tout, puisqu'il représente la nation : d'accord. Mais la nation représentée peut-elle juger la nation assemblée ? 4°. Si le roi est seul législateur en France, que signifie cette vertu législative qu'on veut donner à l'enregistrement, qu'on nous accuse de regarder comme une pure formalité ?

une autre origine que le fameux démêlé de Philippe avec Boniface. On ne sera point fâché de l'entendre dans son langage, vrai modele de candeur & de naïveté.

Ann. 1302.

» Quoique certains beaux esprits, qui pensent avoir
 » bonne part aux histoires de la France, tirent l'assem-
 » blée des Etats d'une bien longue ancienneté, & pré-
 » tendent établir sur elle toute la liberté du peuple; tou-
 » tefois ni l'un ni l'autre n'est véritable. On sçait qu'a-
 » vant & après la conquête de Jules César, on tenoit des
 » dietes générales dans la Gaule: mais vous ne voyez
 » pas que le menu peuple y fut appelé: on n'en faisoit
 » non plus d'état que d'un 0 en chiffre. Vous trouverez
 » pareillement sous la première & seconde famille de
 » nos Rois des convocations solennelles: mais en icelles
 » n'étoient mandés que les princes, grands seigneurs,
 » nobles, & ceux qui tiennent les premières dignités en
 » l'église. Or en nos assemblées des trois Etats, non-seu-
 » ment on y apele le peuple avec la noblesse & le
 » clergé, mais qui plus est, il en fait la plus grande &
 » meilleure part. C'est pourquoi ceux qui mirent les
 » premiers cette invention en avant, le voulurent re-
 » blandir d'un mot plus doux & moins bas, que nous
 » disons *Tiers-Etat*: faveur qu'on lui fit acheter par
 » une infinité de subsides, qu'on ne connoissoit en
 » France ni sous les Mérovingiens, ni sous les Carlovin-
 » giens, ni même bien avant sous les Capétiens. Ce
 » n'est pas que nos Rois ne contraignissent de fois à au-
 » tres leurs sujets de leur payer quelques deniers, qu'on
 » apeloit *tailles* ou *divisions*, parce qu'ils étoient levés
 » par capitations & par départements: mais ces exac-

*Pufquier, rech.
 de la Fran. l.
 2, c. 7, p. 86,
 87.*

expression qui ne nous est jamais échappée, mais qu'on a été bien aise de nous prêter pour des raisons qu'on peut aisément deviner. Nous avons dit * avec la Mate, que l'enregistrement a toujours été jugé nécessaire à la notoriété des volontés du prince: que veut-on de plus? Qu'on ajoute avec le critique, qu'au parlement seul appartient de donner à ces volontés le caractère de Loix? Mais comment accordet un si beau privilege avec ce pouvoir législatif absolu qui a toujours résidé dans la personne seule de nos rois? Nous sommes sans doute dans un siècle de lumières, où les vrais principes s'exposent librement: mais il faut 1°. que ce soient des principes, 2°. qu'ils soient clairs, manifi-
 festes, évidens.

* Tom. 4.
 p. 338.

Ann. 1304.

» tions causoient fort souvent des é motions populaires.
 » Ainsi les sages mondains qui manioient les affaires du
 » Royaume , pour faire avaler avec plus de douceur
 » cette purgation au commun peuple , furent d'avis d'y
 » apporter quelque beau respect. Ce fut de faire mander
 » par nos Rois à toutes leurs provinces, que les trois ordres
 » eussent d'abord à s'assembler dans les lieux de leur dis-
 » trict, tant pour aviser d'appliquer remède aux défauts
 » généraux de l'Etat, que pour délibérer des moyens de
 » subvenir à la nécessité des guerres qui se présentoient ,
 » puis à députer certains personnages d'entr'eux , pour
 » conférer tous ensemble en la ville qui leur étoit in-
 » diquée ».

Ibid.

» On s'y rendoit de tous côtés. Le chancelier , en la
 » présence du Roi , remontróit le desir que sa Majesté
 » apportoit à la réformation de l'Etat, peignoit des plus
 » vives couleurs les urgentes nécessités qui se présen-
 » toient pour le fait de la guerre, les conjuroit d'y con-
 » courir chacun selon son talent, & de contribuer d'un
 » commun vœu à ce qui se trouveroit nécessaire pour la
 » manutention du Royaume. Alors les députés de cha-
 » que ordre se retiroient, s'assembloient en particulier,
 » délibéroient des subides que chaque provinceourni-
 » roit, & dressoient leur cahier ou représentations : ce
 » qui donnoit souvent lieu à de bonnes ordonnances ,
 » mais qui n'étoient que belles tapisseries , pour servir
 » seulement de parade à une postérité. L'impôt cepen-
 » dant que l'on accordoit, étoit fort bien mis à effet. De
 » sorte que le roturier, contre l'ancien ordre de France ,
 » ne fut ajouté à cette assemblée, que parce que tout le
 » faix tomboit principalement sur lui : afin qu'étant en
 » ce lieu engagé de promesses, il n'eût puis après occa-
 » sion de rétirer ou murmurer : invention grandement
 » sage & politique. Car comme ainsi soit que le com-
 » mun peuple trouve toujours à redire sur ceux qui sont
 » apelés aux plus grandes charges, il pense qu'en dé-
 » couvrant ses doléances, on rétablira toutes choses
 » de mal en bien : chatouillé d'ailleurs du vain honneur

» qu'on lui fait en le consultant, enchanté de la débon-
 » nairété du Prince, qui par honnêtes remontrances
 » veut tirer de ses sujets, ce que quelques esprits hagards
 » penseroient pouvoir être exigé par une puissance abso-
 » lue, il court avec joie à ces dietes générales, & se rend
 » plus hardi prometteur à ce qu'on lui demande : mais
 » ayant une fois promis, il ne lui est plus loisible de ré-
 » silier de sa parole, pour l'honnête obligation qu'il a
 » contractée avec son Roi en une congrégation si so-
 » lennelle. Tellement que sous ces beaux & doux ap-
 » pas de convocations, il en prend à nos monarques tout
 » d'une autre sorte qu'il ne fait aux Papes dans les
 » conciles généraux de l'Eglise. On dit qu'il ne se tient
 » guere de concile, auquel on ne retranche aucunement
 » une partie des entreprises de la cour de Rome sur les
 » Evêques & ordinaires : au contraire, jamais on n'a
 » sembla les trois Etats en France, sans accroître les fi-
 » nances de nos Rois à la diminution de celles du peu-
 » ple : le refrain général d'iceux étant toujours de tirer
 » de l'argent ».

» Le premier qui mit cette invention en avant, fut
 » Philippe-le-Bel, sous lequel advinrent plusieurs muta-
 » tions, tant à la police séculière, qu'ecclésiastique. Ce
 » prince avoit innové certain tribut qui étoit pour la
 » première fois, le centieme, pour la seconde, le cin-
 » quantieme de tout notre bien. Cet impôt fut cause que
 » les habitants de Paris, Rouen, Orléans, se révolterent,
 » mirent à mort tous ceux qui furent députés pour la
 » levée de ces deniers. Quelques temps après, au retour
 » d'une expédition contre les Flamands, pressé par le
 » besoin d'argent, il voulut imposer une autre charge
 » de six deniers pour livre de chaque denrée vendue :
 » toutefois on ne lui voulut obéir. Enguerrand de Ma-
 » rigni, surintendant de ses finances, ministre plus célè-
 » bre encore par ses malheurs, que par son grand talent
 » dans les affaires, pour obvier à ces émeutes, pour-
 » pensa d'obtenir cela du peuple avec plus de douceur.
 » Dans cette vue, il engagea le monarque à convoquer

Ann. 1302.
Grand. chron.
de Fran. feuil.
114.

Chroniq. S.
Denis, c. 84.
Auteuil, hist.
des min. d'E-
tat, p. 513 &
suiv.

» à Paris les Etats généraux du royaume. On fit dresser
» un échafaud : là, en présence du Roi, le surinten-
» dant, après avoir loué hautement la capitale, l'ape-
» lant la chambre royale où les Souverains ancienne-
» ment prenoient leurs premières nouritures, exposa
» avec beaucoup de force les motifs qu'avait ce prince
» d'aller punir la défobéissance des Flamands, exhortant
» vivement les trois Etats à le secourir dans cette néces-
» sité publique, où il s'agissoit du fait de tous. Il parla
» avec tant d'énergie, que l'assemblée entraînée par son
» éloquence, lui présenta corps & biens, & d'une com-
» mune voix, lui accorda la levée d'une subvention ou
» taille qui fut extrêmement onéreuse : ce qui le rendit
» odieux au peuple. L'heureux succès de ce premier
» coup d'essai, se tourna depuis en coutume : spéciale-
» ment sous le Roi Jean, aidé en ceci des instructions
» & mémoires de Charles V son fils, que sa rare pru-
» dence a fait surnommer le Sage après sa mort : c'est
» qu'en toutes ses actions il eut cette proposition stable
» de les faire autoriser par les trois Etats, ou bien en
» une cour de parlement, chose qui n'étoit pas si fami-
» lière à nos Rois auparavant lui : ce n'est pas que de fois
» à autres, il n'ait reçu quelques traverses de ces assem-
» blées, par les sollicitations & menées du roi de Na-
» varre : souvent même il fut contraint d'acquiescer con-
» tre son opinion à leurs volontés : mais leurs coleres
» refroidies, ou la diète dissolue, il rétablissoit toutes
» choses conformément à son desir ». Telle est, au ra-
port d'un homme parfaitement instruit de nos usages,
non-seulement l'époque précise, mais encore la véritable
origine des Etats généraux.

Précautions
du roi contre
les entreprises
de Boniface.

Philippe, à l'assemblée de 1302, reçut tous les témoi-
gnages de cet attachement inviolable, qui de temps
immémorial lie la nation à ses rois. On y exposa en son
nom & par son ordre les prétentions monstrueuses du
pontife Romain, & la merveilleuse impudence d'un tel
homme, qui n'avoit pas honte d'affirmer que le royaume
de France étoit tenu en foi & hommage de la majesté papale,
&

Et sujet à icelle : ce sont les expressions du révérend pere en Dieu messire Jean du Tillet, évêque de Meaux : prétentions qu'il vouloit rendre effectives, en convoquant le clergé de France à Rome, pour y délibérer sur la réformation du gouvernement. Le garde des sceaux, c'étoit toujours Pierre Flotte, qui parloit pour le monarque, observa très-judicieusement que cette convocation déceloit tous les mauvais desseins de Boniface : « qu'il vouloit épuiser la France de ses richesses, & l'exposer à sa ruine, en la privant de son plus précieux trésor, qui est la sagesse des prélats & des autres par le conseil desquels elle doit être gouvernée : qu'il étoit coupable de beaucoup d'autres vexations envers l'église Gallicane, par ses réserves, par les collations arbitraires des évêchés, par les provisions des bénéfices qu'il donne à des étrangers & à des inconnus, qui ne résistent jamais ; ce qui fait que le service divin est diminué, l'intention des fondateurs frustrée, les pauvres privés de leurs aumônes ordinaires, le royaume appauvri : que les prélats ne trouvent plus de sujets pour desservir les églises, n'ayant de bénéfices à donner, ni aux nobles dont les ancêtres les ont fondés, ni aux gens de lettres, dont ils ont éprouvé la vertu, & dont ils connoissent le mérite ; d'où il arrive qu'on ne donne plus rien aux églises, qui ne sont d'ailleurs que trop chargées de pensions, de subides, & d'exactions de diverses sortes : qu'on ôte aux métropolitains la liberté de donner des coadjuteurs à leurs suffragants ; qu'on prive de même tous les évêques de l'exercice de leur ministère, pour obliger de recourir à Rome, où rien ne se fait que par argent : que tous ces abus sont augmentés sous le pontife régnant, & augmentent tous les jours : que le roi ne peut les tolérer plus long temps : qu'il les commande comme leur maître, & les prie comme leur ami, de lui donner leurs conseils & leurs secours, pour la conservation de l'ancienne liberté, & le rétablissement des bonnes coutumes dans le royaume ; qu'il sçaura réprimer les entreprises de ses

Tome IV.

* P

Ann. 1302.
Chron. abrég.
des faits & ges-
tes pol. & mi-
lit. des rois en
Fran. 1302.
Du Pay, *hist.*
du diff. p. 11.
Baill. p. 114
Et suiv.
Fleury, *hist.*
eccl. tom. 19.
l. 80, p. 17.

Ann. 1302.

» officiers contre les droits de l'église, s'ils sont coupables de quelques violences : qu'il avoit résolu d'y remédier avant l'arrivée du nonce du pape : qu'il l'auroit déjà fait s'il n'avoit voulu éviter qu'on l'attribuât à la crainte de ses menaces, ou à la soumission à ses ordres : qu'au reste, pour cet intérêt général, il étoit prêt à exposer tous ses biens, sa personne même, & ses enfants, s'il étoit besoin ». Toute l'assemblée applaudit à cette généreuse résolution. On protesta qu'on ne reconnoîtroit jamais en France, que Dieu & le roi pour supérieurs dans le temporel. Le monarque fut prié de prendre tous les ordres du royaume sous sa garde particulière, & de les protéger contre les entreprises des puissances étrangères.

Résolution
unanime de
tous les ordres
contre les tenta-
tives de Ro-
me.

Contin. Nang.
ann. 1301.

M. Fleury,
ibid.

M. Baillet,
ibid.

Pr. du diff.
p. 67.

Jusque-là c'étoit plutôt une acclamation échappée à l'indignation, qu'une opinion inspirée par la raison. Philippe, quoique charmé de cette disposition générale, voulut encore avoir l'avis de chaque État en particulier sur l'article de la mouvance. Les uns & les autres lui répondirent au gré de ses desirs. Le comte d'Artois portant la parole pour la noblesse « le remercia du zèle qu'il » faisoit paroître, tant pour rétablir la bonne discipline, » que pour faire refleurir les loix ; protesta que tous ses » gentilshommes étoient prêts à exposer leurs biens & » leurs vies pour la défense des libertés du royaume ; » qu'aucun d'eux n'étoit disposé à souffrir les entreprises » de Rome, quand même sa majesté voudroit les tolérer » & les dissimuler ; qu'ils ne reconnoissoient en un mot » sur la terre d'autre supérieur que le roi pour le tempo- » rel ». Le clergé balança, demanda plus de temps pour délibérer, voulut excuser le pape, représenta que son intention n'étoit pas de combattre la liberté du royaume ou la dignité royale, exhorta le prince à conserver l'union qui avoit toujours été entre l'église Romaine, ses prédécesseurs & lui-même : mais enfin pressé de répondre sur-le-champ, éfrayé des périls qu'il attireroit, des scandales qu'il causeroit, du schisme qu'il voyoit inévitable, s'il ne contentoit le monarque & les barons, il déclara,

» qu'il assisteroit le roi de ses conseils & des secours con-
 » venables pour la conservation de sa personne, des
 » siens, de sa dignité, de la liberté & des droits du
 » royaume; que plusieurs d'entre eux y étoient enga-
 » gés par serment pour les duchés, comtés, baronnies,
 » & autres fiefs qu'ils tenoient du prince, mais que tous
 » s'en faisoient une obligation indispensable, à cause de
 » la fidélité & de la soumission qu'ils devoient à sa
 » majesté ». Ils la supplièrent cependant de leur per-
 mettre de se rendre à l'ordre du pontife Romain: ce que
 le roi & les barons protestèrent qu'ils ne souffriroient en
 aucune sorte. Les communes en même-temps présen-
 terent au monarque une supplique « à l'effet qu'il lui
 » plût garder la souveraine franchise de son royaume,
 » qui est tel que dans le temporel le roi ne reconnoît
 » souverain en terre, fors que Dieu ». (a)

La délibération de l'assemblée fut que l'on enverroit
 au pape, pour lui représenter les privilèges ou franchi-
 ses du royaume, & les droits du roi; que le clergé écri-
 roit sur ce sujet à la sainteté, & la noblesse, ainsi que
 les communes, au college des cardinaux. Philippe de
 son côté dépêcha un prélat à Rome: c'étoit Pierre de
 Mornay, évêque d'Auxerre, qui fut depuis chancelier
 de France (b); il avoit ordre de prier le pontife de
 remettre son concile à un temps plus favorable: que les
 affaires présentes ne permettoient point aux évêques de
 s'absenter du royaume: qu'au-reste on vouloit bien lui
 épargner toutes les peines que ne pouvoit manquer de
 lui donner un aussi grand ouvrage que celui de la réfor-

Ann. 1302.

Ibid, p. 114.

Les trois Etats
 écrivent sépa-
 rément à Ro-
 me.

Pr. de diff.
 p. 67 & suiv.

(a) On voudroit plus de modération & plus de respect dans leur requête.
 Ce fut, disent-elles, grande abomination d'ouïr que ce Boniface entendit molle-
 ment, comme B. cette parole d'espérualité: Ce que tu liras en terre, sera
 lié au ciel: comme si cela signifioit, que s'il mettoit un homme en prison tem-
 porelle, Dieu pour ce le mettroit en prison en ciel.

(b) Pierre de Mornay, quoi qu'en dise M. Baillet, n'étoit point chancelier
 au moment de son ambassade. Pierre Florée possédoit alors cette grande dignité.
 Etienne de Suizi lui succéda en 1302, & fut remplacé par Mornay en 1304.
 Celui-ci mourut en 1306, & eut pour successeur dans cette charge, comme
 dans son évêché, Pierre de Belle-Perche, à qui Nogaret succéda en 1307.
 Voyez *hist. de Lang. tom. 4, note 11, p. 553.*

Ann. 1302.

Lettre du clergé au pape.

Ibid.

mation du gouvernement François: que le roi y travailloit lui-même avec les gens de son conseil.

Les évêques députerent aussi trois prélats, au nom du clergé de France, tant séculier, que régulier. Ils témoignent au pape l'étonnement singulier que leur avoit causé la commission du nonce Jacques des Normands: « que c'étoit une maxime inouïe que le roi fût obligé » de reconnoître qu'il relevoit du pape pour le temporel: qu'on regardoit leur convocation à Rome sous le prétexte de réformer le royaume, comme un moyen imaginé pour désoler toutes les églises de France, pour priver le souverain des conseils, & le peuple des sacrements: qu'on l'accusoit d'être la cause de tous les désordres qu'il feignoit vouloir réformer; qu'il chargeoit les meilleurs bénéfices de pensions, de subsides, & de diverses exactions, ce qui changeoit la face de l'église, excès auxquels les Etats avoient résolu de remédier; qu'ils s'étoient engagés de travailler de concert avec le roi, la noblesse & les communes, à la conservation des libertés de l'église Gallicane, à la défense des franchises de la nation, & à la réformation de tous les abus qui se trouveroient dans l'Etat; qu'ils n'avoient rien oublié pour adoucir l'esprit du monarque, & pour effacer les impressions fâcheuses qu'on lui avoit données de sa sainteté; mais que la crainte du scandale, & par-dessus tout, l'amour de la justice & de la patrie les avoient obligés de s'expliquer en faveur des droits de la couronne: que puisqu'on ne vouloit pas leur permettre d'aller à Rome, ils le prioient d'avoir égard à la nécessité des temps; de ne pas exposer la France à un schisme, & de révoquer la citation qu'on leur avoit faite de sa part ».

Réponse du pape.

Ibid.

On devine la réponse de Boniface: elle fut digne de lui. Il y traite l'église Gallicane de *fille folle, insensée*, dont l'église Romaine, comme une mere pleine de tendresse, souffre avec compassion les paroles indifférentes. Le garde des sceaux, Pierre Flotte, est un vrai Belial,

un malheureux cyclope, borgne de corps, plus aveugle encore des yeux de l'esprit, qui cherche à conduire le monarque dans le précipice (a). Quelle honte pour des évêques de n'avoir rien opposé aux discours schismatiques de ce ministre violent, de s'être laissés intimider par des menaces frivoles, de n'avoir pas même osé se retirer d'une assemblée, où tout tendoit à rompre l'unité de l'église ! *N'est-ce pas établir deux principes, à l'exemple des Manichéens, que de soutenir que le temporel n'est point soumis au spirituel ?* La bulle finit ainsi : « Soyez assurés que nous verrons avec plaisir ceux qui » obéiront, & quo nous punirons ceux qui se montrent rebelles à nos ordres, selon la qualité de leur » faute ».

La lettre des ducs, comtes, barons, & nobles, à honorables pères lors chiers & anciens amis, les cardinaux de la sainte église de Rome, étoit écrite en François ; sans doute, pour montrer qu'on ne les faisoit pas parler autrement qu'ils ne pensoient : c'est qu'alors les gens de condition ne se piquoient pas de sçavoir le latin. Elle contient à peu-près les mêmes choses que celle du clergé : mais les termes y sont moins ménagés. Ils représentent que cette vraie unité qui a si longuement conjoint ensemble le saint siège & la France, se demenuise & défailit maintenant par la male volonté, par l'innémitié longuement nourrie sous l'ombre d'amitié, enfin par les torcionnaires & desrenables * entreprises de celui qui en présent est au siège du gouvernement de l'église ; entreprises qui rompent absolument cette union si agréable aux yeux de Dieu, si nécessaire à l'essaucement de la foi chrétienne, si par sa désordonnée volonté elles sont poursuivies ; qu'ils ne peuvent, ne ne veulent les souffrir en nulle manière, pour peine, ne méchief qui puissent leur arriver, en personnes, en enfants, en héritages, ne en autres biens : qu'ils leur certifient par la teneur de ces présentes aucunes mauvaises & outrageuses nouvelletez qu'il vient de faire, en avançant

Ann. 1301.

Lettre de la noblesse aux cardinaux.

Pr. du diff. p. 60 & suiv.

* Injustes & déraisonnables.

(a) On apprend par cette bulle, que Pierre Flotte étoit borgne : *Semi-videns corpore, mentemque totaliter excecatus.*

Ann. 1302.

* quoique.

* crainte.

par messages & par bulles, que le roi lui est soumis pour son temporel, & doit tenir de lui une couronne, qu'on a toujours dit en France être sujette en temporalité de Dieu tant seulement, si comme c'est chose notoire à tout le monde : que de plus il a fait appeler les prélats, les docteurs en divinité, & les maîtres en canons & en loix, pour amender & corriger les excès, les oppressions, & les dommages qu'il dit être faits par le sire roi, par ses ministres & par ses baillifs, aux prélats, aux églises, aux clercs, à la noblesse, aux universités, & au peuple, jaçoit* ce que ne la noblesse, ne les universités ne li peuple ne requièrent ne ne veuillent avoir amendement sur les choses dites par lui, ne par son autorité, ne par son pouvoir, ne par autre, fors que par ledit sire roi : que jà ledit sire avoit pourvu à mettre remede à ces griefs, s'aucun y avoit ; mais pour ce a retardé, qu'il ne veut mie paroître le faire par cremeur*, ou par commandement, ou par correction de lui, ou d'autrui : qu'il ne suffit point à celui qui siege maintenant à Rome, de mettre le désordre dans le royaume par les pensions nouvelles, par les services outrageux & desacoutumés, par les exactions & extorsions diverses, & par les domageuses nouvelletés qu'il introduit ; qu'il veut encore empêcher les collations des bénéfices, que le roi & les auteurs de la noblesse ont fondés, en se réservant le droit d'y nommer ; droit qui leur a toujours appartenu, mais qu'il prétend ajouter & traire devers lui par grand convoitise, pour plus grans exactions ; attentats qu'on est bien résolu de ne point tolérer des ores en avant : qu'à grand douleur & à grand méchief, ils leur font à sçavoir que ce sont choses qui ne plaisent à Dieu, ne ne doivent plaire à nul homme de bonne volonté, ne oncques mès ne descendirent en cœur d'homme, ne ne furent vues, ne jamais ne se verront, fors avec antechrist : qu'on ne sçauroit croire en France que le sacré college ait donné son assentement à si grands erreurs & si folles entreprises, ni qu'il voie tranquillement cette ancienne unité se dissoudre par la perverse volonté, ou par la folle envie d'un tel homme : qu'on les prie comme étalis & appelés en partie au gouvernement de l'église, de

*mettre en cette besogne tel conseil & tel remede, que li malices qui est esmeus, soit arriere mis & anientis; & que de ces excès qu'il a accoutumé à faire, il soit châtié de maniere que li état de la chrétienté soit & demeure en son bon point: que la noblesse Françoisë attend là dessus une réponse claire, nette, précise: qu'au-reste ils doivent être certains, que ne pour vie, ne pour mort, elle ne se départira jamais des résolutions prises sur ce sujet, sût ores ainsi * que li sire roi le voulût bien.*

Ann. 1301.

* quand même le roi le voudroit.

L'usage dans ces temps-là n'étoit point de signer les actes, mais d'y mettre son sceau (a): il fut resolu, pour ce que trop longue chose seroit, que les principaux seigneurs scelleroient cette lettre à la requête & en nom de tous. On en compte trente & un; Louis fils le roi de France [de Philippe-le-Hardi], comte, ou comme on parloit alors, *Cucns* d'Evreux; Robert, comte d'Artois; les ducs de Bourgogne, de Bretagne, de Lorraine; les comtes de Hainaut, de Luxembourg, de Saint-Paul, de Dreux, de la Marche, de Boulogne, de Nevers, d'Eu, de Comminges, d'Aumale, de Forez, de Périgord, de Joigny, d'Auxerre, de Valentinois, de Sancerre, de Montbelliard; le connétable Raoul de Nesle; les sires de Coucy, de Breban, de Château-Vilain, de Lille, de Darlay, de Château-Roux-Chavigni, de Beaujeu, & le vicomte de Narbonne.

Rome fut étrangement embarrassée de ce merveilleux concert de tous les ordres du royaume. Les maires en éfet, les échevins, jurats, consuls, universités, communes & communautés des villes & bourgs de France écrivirent dans le même-temps au sacré college sur le même sujet. On n'a point cette lettre: mais par la réponse des cardinaux, il paroît qu'elle étoit conçue à peu - près de même que celle de la noblesse; que le pape y est traité avec encore moins de ménagement;

Réponse des cardinaux à la noblesse & aux communes.

Pr. du diff. P. 61, 71.

(a) Le P. Daniel (tom. 5, p. 71) parle improprement, quand il dit que cette lettre fut signée des principaux seigneurs. On y assure précisément le contraire: *Nous Loys, &c. avons mis .. en nom de nous, & pour tous les autres, nos sceaux en ces présentes.*

Ann. 1302.

Hist. eccl. t.
19, l. 80, p.
33.

Grand con-
sistoire où le
pape délibère
sur les affaires
de France.

qu'on affecte de lui refuser la qualité de souverain pontife ; qu'on ne le désigne jamais que par un long circuit de mots. Cette vigueur étonna cette cour d'ailleurs si fière. On prit le parti de nier « que Boniface eût écrit » au roi qu'il lui étoit soumis pour le temporel, ou qu'il » tenoit de lui le royaume qu'il posséde. On proteste » qu'il n'en a jamais eu la prétention, ni la pensée ; » que le nonce, Jacques des Normands, assure qu'il n'a » rien dit ni de bouche, ni par écrit, qui approche de » ce qu'on lui impute sur cela ; qu'ainsi les déclamations » de Pierre Florite dans l'assemblée des Etats n'ont au- » cun fondement réel. » *Desaveu remarquable*, dit M. Fleury ; mais, ajoute-t-il, *le lecteur peut juger s'il est sincère*. On s'efforce de justifier la convocation du clergé de France, « qui, dit-on, loin d'être suspecte au roi, » lui doit être infiniment agréable, puisque ce sont tous » sujets fideles & affectionnés à son service ». On ne fait pas réflexion que c'est détruire cette indépendance qu'on vient de reconnoître, puisque, de l'aveu même des cardinaux, *cette convocation n'a d'autre objet que la réformation des abus qui regnent dans l'empire François, sous le spécieux prétexte que le chef de la hiérarchie ecclésiastique a droit de reprendre de péché tout homme vivant : maxime qui peut ouvrir la porte aux plus grands excès*. C'est que le sacré college ne parloit que par l'organe de Boniface, qui n'étoit pas résolu d'abandonner entièrement son système de supériorité sur le temporel des royaumes. On entreprend encore sa justification sur les horreurs qu'on lui reproche dans la distribution des bénéfices : on finit par des plaintes de ce que la noblesse & les communes, *contre la bienfaisance, la civilité, & le respect dû au souverain pontife de l'église universelle, n'ont pas daigné le nommer par son nom, mais se sont servis pour le désigner, d'une périphrase conçue en termes indévots, désobligeants, nouveaux, & pleins de mépris*.

Boniface cependant commençoit à sentir tout le danger de la démarche où il s'étoit engagé : pour se rassurer, il voulut avoir l'avis du sacré college sur les affaires

res

res présentes du royaume de France. Il tint à ce sujet un grand consistoire, où le cardinal de Porto, qui lui étoit tout dévoué, ouvrit les opinions, & fit un discours plus long que conséquent & raisonné. Il commence par nier l'existence de cette petite lettre ou bulle, qui excitoit une si grande rumeur parmi la nation Françoisé; il ne croit pas qu'elle vienne du pape, par la raison qu'il ne l'a point communiquée aux cardinaux; comme si le fier pontife eût eu l'habitude de les consulter sur tout. Puis oubliant ce désaveu si solennel de la doctrine contenue dans cette piece, il essaye de prouver « que la puissance du pape est universelle & abso- » lue; qu'on ne peut douter de cette plénitude de pou- » voir, sans se rendre coupable d'hérésie; qu'il n'y a » qu'un chef dans l'église, qui est le pape; qu'en vertu » de ce titre, il devient le seigneur de toutes choses, » tant pour le temporel, que pour le spirituel, parce » qu'il est le vicaire de Jésus-Christ, à qui tout doit » obéir; que quoique la juridiction temporelle soit entre » les mains des rois, elle appartient néanmoins de plein » droit au souverain pontife qui leur en laisse l'usage & » l'exécution, parce qu'ils portent l'épée; mais qu'il se » réserve le pouvoir de juger de toutes les affaires tem- » porelles des royaumes par raport au péché qui s'y » commet; affaires qui sont essentiellement de la juris- » diction spirituelle, en ce qu'on doit nécessairement » les regarder comme bonnes ou mauvaises ». Enfin, détruisant d'une main ce qu'il sembloit avoir édifié de l'autre, il conclut « que le roi des François n'a aucun » sujet de se plaindre; qu'il faut prier Dieu que la grâce » du Saint-Esprit l'illumine, afin qu'il se convertisse, » & demeure bon fils de l'église & du souverain pon- » tife, qui l'embrassera de ses deux bras, s'il vient à » résipiscence ».

Le pape prit ensuite la parole, & distila le fiel le plus amer sur le garde des sceaux, Pierre Flotte, qu'il apele un *Achitopel*, un homme patri de noirceurs, un hérétique, un démon qui perd le roi & le royaume; minis-
Tom. IV. * Q

Ann. 1301.

Pr. du diff.

P. 71 & suiv.

Ann. 1302.

tre pervers, ennemi de tout bien, qui a pour satellites le comte d'Artois, le comte de Saint-Paul, & autres gens du même caractère. Son texte étoit, qu'on ne doit point séparer ce que Dieu a joint ensemble : il applique ces paroles à l'union de la monarchie François avec l'Eglise Romaine ; union contractée par le baptême de Clovis, à qui saint Remi a prédit, « que les rois & le royaume » seront heureux, tandis qu'ils demeureront unis à cette » église, mais qu'ils périront, dès qu'ils viendront à s'en » séparer ». C'étoit une allusion à ce vieux proverbe François, que le pontife n'eut garde d'achever, parce qu'il rend la prédiction réciproque :

Mariage est de bon devis
De l'église & des seurs-de-lis.
Quand l'un de l'autre partira,
Chacun d'eux si s'en sentira.

Ce qui lui donne occasion d'étaler avec ostentation tous les avantages qu'il prétend que cette union a procurés à la couronne. Il fait remarquer entr'autres, « que » sous le regne de Philippe-le-Grand [Auguste], les » rois de France n'avoient pas plus de dix-huit mille » livres de revenu, au-lieu que sous son pontificat, ils » en ont plus de quarante mille, par le moyen des graces & des dispenses que l'église leur a accordées ». De-là il passe à la rupture entre les deux puissances, nie qu'il ait écrit ou fait écrire que le roi eût à reconnoître qu'il tenoit son royaume du pape, proteste qu'une si grande suttuité (a) n'est jamais entrée dans son esprit, qu'il ne veut rien usurper sur la juridiction du monarque, mais qu'on ne peut nier qu'il ne lui soit soumis, quand il s'agit de péché ; que son intention est de bien vivre avec lui, non de le traiter dans toute la rigueur ; qu'il a toujours aimé la France & le roi en particulier, mais que ce prince doit se souvenir que Rome a déposé

(a) Peut-être fait-il allusion à la petite lettre que le roi lui écrivit en réponse à la petite bulle.

trois de ses prédécesseurs pour de moindres sujets ; que s'il ne devient plus sage, *il le châtierà comme un petit garçon*, & lui ôtera la couronne. On ne fera aucune réflexion sur la singularité de cette menace. On se contentera de remarquer qu'il est bien étrange que Boniface, par un désaveu si formel de la petite bulle, n'ait pu obtenir croyance parmi les auteurs contemporains. Italiens, François, Allemands, Polonois, Flamands, tous déposent, malgré ses protestations, que son nonce, Jacques des Normands, avoit ordre de sommer Philippe de reconnoître son royaume du pape. Est-ce prévention particuliere contre le saint pere, ou conviction générale qu'il n'agissoit pas de bonne foi ?

Ann. 1302.

Pr. du diff.
p. 186 & suiv.

Boniface dans son discours avoit insinué qu'il étoit prêt à soumettre sa conduite au jugement de quelques barons François, qui ne seroient point des satellites d'iniquité, mais gens de probité, tels que les ducs de Bourgogne & de Bretagne, tous deux de la maison de France, tous deux d'un rare mérite. Le prince Bourguignon, sur cette ouverture qu'il croyoit sincere, demanda & obtint la permission d'écrire à trois cardinaux de ses amis, dont l'un, nommé Mathieu de *Aqua-Sparta*, avoit l'honneur de lui appartenir. Il les prioit d'adoucir l'esprit du pontife, & les assuroit que pourvu qu'il révoquât la suspension des graces qu'il avoit autrefois accordées, qu'il supprimât la bulle qui apeloit le clergé de France en Italie, & qu'il voulût écrire au roi une lettre honête, on le trouveroit disposé à une réconciliation sincere. Les moindres démarches sont dangereuses, quand on est réduit à traiter avec un ennemi orgueilleux. Rome crut que l'on commençoit à craindre : elle se montra inexorable : la négociation du duc fut infructueuse. On le loue du zèle qu'il fait paroître pour la paix de l'église ; on l'assure que le pape a pour lui une considération toute particuliere : mais on ajoute en même-temps que ce pere si benin, si tendre, si affectueux, est tellement irrité de l'ingratitude des François, qu'il ne veut presque plus souffrir qu'on lui parle de

Tentatives
inutiles du duc
de Bourgogne
pour réconcilier
les deux
puissances.

Pr. du diff.
p. 20 & suiv.

Ann. 1302.

leurs affaires. Qu'il faut que le roi commence à s'humilier, à reconnoître sa faute, à donner des marques de pénitence, à faire une satisfaction publique au pape, à défavouer la conduite de ses ministres; qu'alors il trouvera le pontife disposé à lui faire grace, que sans cela il ne doit point espérer de pardon, que ce seroit une infamie au chef de l'église, s'il écrivoit le premier à un prince qu'il a excommunié. Philippe étoit bien éloigné de ces sentimens *si humbles & si contrits*. Outré que Boniface eût favorisé la révolte des Flamands, tant de ses conseils, que des subsides qu'il avoit fait lever sur les églises d'Angleterre & d'Irlande, il renouvela avec plus de rigueur que jamais les défenses qu'il avoit faites à tous ses sujets de sortir du royaume sans sa permission, ni d'en faire sortir aucun argent; fit en même-temps très-expresse prohibition de transporter hors de ses États, ni chevaux, ni armes, ni vivres, ni autres choses à l'usage de la guerre, & rendit une ordonnance pour saisir le temporel de tous les bénéficiers qui étoient allés à Rome contre la disposition des anciens édits.

Concile de Rome.

Ibid, p. 86.

Quelque sévères, en effet, que fussent les défenses de sortir du royaume, un grand nombre de prélats & d'abés ne craignirent point de les enfreindre, pour se rendre aux ordres du pape. On en compte quarante; quatre archevêques, Tours, Bordeaux, Bourges, Auch; trente évêques, Angers, Nantes, Vannes, Rennes, Cornouailles, aujourd'hui Quimper-Corentin, Saint-Pol-de-Léon, Tréguier, Saint-Bricux, Toulouse, Pamiers, Périgueux, Saintes, Comminges, Agde, Lectour, Oléron, Aire, Mende, Nîmes, Carcassonne, Bazas, le Puy, Autun, Châlons-sur-Sône, Mâcon, Albi, Dax, Clermont, Limoges; fix abés, Cluni, Cîteaux, Marmoutier, Prémontré, Beaulieu en Argonne, la Chaize-Dieu en Auvergne. On voit encore dans cette assemblée quatre autres prélats François, Pierre de Ferrière, nouvellement évêque de Noyon, Robert d'Harcourt, évêque de Coutances, & Bérenger de Frédol, évêque de Béziers: mais le premier y avoit

été envoyé avec la qualité d'ambassadeur du roi , & les trois autres étoient députés du clergé , pour représenter au pape l'impossibilité où étoient les évêques de France de se trouver à son synode le jour de l'assignation.

Ann. 1302.

Le concile s'ouvrit le 30 Octobre. Boniface y fit beaucoup de bruit , éclata en menaces contre le roi , mais sans en venir à l'exécution. On regarde seulement comme l'ouvrage de cette assemblée , la fameuse décrétale (a) , où il déclare , définit , & prononce , « que l'église » est une , sainte , catholique , apostolique , qu'elle n'a » qu'un chef , non pas deux comme un monstre ; que » ce chef unique est J. C. saint Pierre son vicaire , & » le successeur de ce bienheureux apôtre : qu'il y a dans » cette église deux glaives , le spirituel & le temporel , » tous les deux sous la puissance ecclésiastique : que le » premier doit être employé par l'église même , le second » par les rois ou guerriers pour le service de l'église , » suivant l'ordre ou la permission du pontife ; que l'autorité temporelle est soumise à la puissance spirituelle » qui l'institue , qui la juge , qui a seule le privilège de » n'être jugée que de Dieu : que l'on ne peut avoir d'autre croyance sur ce point , sans tomber dans l'hérésie » de Manès , qui admettoit deux principes : qu'il est de » nécessité de salut de croire que toute créature humaine » est & doit être soumise au pontife Romain ». Ici , dit M. Fleury , il faut distinguer soigneusement l'exposé & la décision. Tout l'exposé tend à prouver que la puissance temporelle est soumise à la spirituelle , & que le pape a droit d'instituer , de corriger , & de déposer les souverains : Boniface cependant , tout entreprenant qu'il étoit , n'osa tirer cette conséquence qui suivoit naturellement de ses principes , ou plutôt Dieu ne le permit pas : il se contente de décider en général que tout homme est soumis au pape ; vérité dont aucun catholique ne doute , pourvu qu'on restreigne la proposition

Ibid. 54.

Hist. Eccl.
t. 19, l. 80,
p. 37.

(a) C'est cette décrétale si connue sous le titre d'*Unam sanctam* , parce qu'elle commence par ces mots Latins.

Ann. 1302.

à la puissance spirituelle. Cent ans auparavant le pape Innocent III avouoit formellement, que le roi de France ne reconnoît point de supérieur pour le temporel : depuis, Clément V, par une bulle datée du premier Février 1305, déclara que la décrétale de Boniface ne portoit aucun préjudice au royaume, qui n'en devenoit pas plus dépendant du saint siege qu'il l'étoit auparavant.

Nouvelles
entreprises du
pape.

Pr. du diff.
p. 161.

Boniface ne tarda pas à mettre en pratique les maximes impérieuses qu'il établissoit dans sa décrétale. Bientôt on en vit paroître une autre, par laquelle il déclare tous les rois, empereurs, ou autres princes souverains quels qu'ils puissent être, soumis comme le reste des hommes, aux citations de l'audience ou du palais apostolique, & obligés d'y comparoître, quand même l'ajournement, pour quelque cause que ce soit, ne leur auroit pas été signifié à personne ou domicile ; *car telle est notre volonté, nous, qui par la permission du Seigneur commandons à tout l'univers.* Le même jour on fulmina une autre bulle, que les partisans outrés de la cour de Rome ont coutume de produire comme un monument de la modération de ce pontife. C'est, à les entendre, le plus grand des ménagemens, de n'avoir pas nommé Philippe dans une piece, où il est excommunié & anathématisé sous le terme général de *Quiconque ose détourner ou empêcher ceux qui veulent faire le voyage de Rome, ou qui en reviennent, & les maltraite jusqu'à faire saisir leurs biens ou leurs personnes, fût-il revêtu de la dignité de roi ou d'empereur.* On épargnoit à la vérité le nom du monarque : mais les circonstances le dévoiloient : Boniface lui-même ne s'expliquoit que trop hautement.

Rayn, ann.
1302, n. 14.

Ann. 1303.

Ibid.

Nouvelle
assemblée des
prélats & des
barons Fran-
çois.

Les esprits s'échauffoient de plus en plus ; & les soupçons, les défiances, les jalousies alloient toujours croissans. L'aigreur enfin, suite naturelle de toutes ces passions, augmentoit chaque jour. Philippe, pour ne rien oublier des précautions que la prudence peut inspirer, convoqua les barons, & ceux des prélats, qui

n'avoient pas quité le royaume : mais entre ces derniers, il n'y eut que les archevêques de Sens & de Narbonne, & les évêques de Meaux, de Nevers & d'Auxerre, qui se trouverent à l'assemblée. Elle se tint au Louvre le 12 Mars 1303. On compte parmi les princes qui la composoient, Charles, comte de Valois, frere du roi, empereur titulaire de Constantinople, du chef de sa seconde femme Catherine de Courtenai, petite-fille de Baudouin II, le dernier des princes François qui régnerent sur les Grecs. Charles, soit ambition, soit mécontentement, comme quelques-uns le disent, étoit passé avec une armée en Italie, où il fut reçu avec de grands honneurs, & fait général des troupes du saint siege. Aussi-tôt il se rendit en Toscane, entra dans Florence, y demeura quelque temps, & ne réussit que médiocrement à dissiper les factions qui désoloient ce malheureux pays. De-là il marcha en Sicile, où il répandit d'abord la terreur : mais Frédéric d'Aragon, en temporisant, donna le temps aux troupes Françaises de se fatiguer ; les maladies s'y mirent, elles en firent périr une grande partie. Enfin il fut rapelé à l'occasion des démêlés qui s'éleverent entre les deux puissances ; le roi ne jugeant pas convenable que son frere dans ces circonstances commandât les armées du pontife. On dit, mais sans fondement, que Charles, à la priere de Boniface, s'étoit chargé de travailler à ramener le monarque & la nation : il ne paroît pas du-moins qu'il se soit mis en devoir de remplir sa promesse : il fut un des premiers à adhérer aux vigoureuses résolutions prises dans cette assemblée contre les entreprises de Rome.

Guillaume de Nogaret, chevalier du roi, y fit la fonction d'avocat-général, & prononça un discours sanglant, où il soutient, & s'offre de prouver » que Boniface n'est point pape, qu'il a employé la fourbe & l'imposture pour s'emparer du saint Siege, après avoir séduit Célestin ; que quoique le sacré college ait con-

Ann. 1303.

Requête de Nogaret contre le pape.

Preuv. du diff. p. 56 & suiv.

Ann. 1303.

» senti de nouveau à son élection depuis la mort de
 » son prédécesseur, son intrusion n'a pu être rectifiée,
 » étant vicieuse dans ses motifs & dans ses moyens ;
 » que n'étant pas entré dans la bergerie par la porte,
 » il n'est ni vrai pasteur, ni même mercenaire, mais
 » aux termes de l'évangile, un voleur & un brigand,
 » qui est venu fondre sur le troupeau de J. C. pour le
 » perdre & pour le massacrer ; qu'insatiable d'or &
 » d'argent, il dépouille les églises, le pauvre & le
 » riche, & fait un infâme commerce de tous les fideles ;
 » qu'il est hérétique manifeste ; qu'il est simoniaque
 » horrible, jusqu'à dire qu'il ne peut commettre de
 » simonie ; qu'il est souillé de mille crimes énormes,
 » dans lesquels il est tellement endurci, qu'il ne peut
 » plus être toléré, sans exposer l'église à un renverse-
 » ment inévitable ». L'orateur conclut qu'il est de toute
 nécessité, non-seulement d'arrêter ce *malheureux*, de le
 mettre en prison, & de nommer un vicaire pour gou-
 verner en attendant, mais encore de convoquer un con-
 cile général, où, après sa condamnation, les cardi-
 naux pourvoient l'église d'un pasteur : il représente au
 monarque qu'il est obligé de poursuivre vivement cette
 affaire, & comme chrétien, pour maintenir la foi, &
 comme roi, dont le devoir est d'exterminer les mé-
 chants, & comme successeur de ces héros intrépides,
 dont le courage invincible a délivré d'oppression l'église
 Romaine : il finit par demander que la requête soit
 mise par écrit & enregistrée ; ce qui lui fut accordé.

Boniface en-
voie un légat
en France.

Preuv. du dif.
p. 83.

Tel étoit l'état des choses, lorsque les gens de bien
 crurent voir briller quelque espérance de conciliation.
 Un légat, François de nation, homme d'esprit & de
 conduite, qui étoit agréable à la cour, & grandement
 considéré du roi, arriva en France, chargé de plusieurs
 propositions de la part de Boniface. C'étoit Jean le
 Moine, natif de Picardie, docteur en droit civil &
 canon, cardinal prêtre du titre de S. Marcellin, &
 fondateur du college de Paris, qui porte encore aujour-
 d'hui

d'hui son nom (a). On imagina que Rome l'envoyoit pour négocier un accommodement. C'étoit en effet le prétexte de sa légation : mais au fond elle avoit pour principal objet de soulever contre le roi, les prélats qui étoient demeurés en France malgré les ordres du saint pere. Il ne réussit point sur cet article : rien ne put ébranler la fidélité de la plus grande & de la plus saine partie du clergé François : peut-être aussi le ministre du pape n'avoit-il aucune envie d'exécuter une commission si odieuse : c'est du-moins ce que semble attester la sagesse avec laquelle il se conduisit dans une circonstance si délicate.

Ann. 1303.

Quoi qu'il en soit, le nouveau légat exposa respectueusement au monarque tous les points sur lesquels Rome vouloit avoir satisfaction. Boniface demande que le roi reconnoisse, 1°. qu'il a péché contre Dieu & contre l'église, en défendant aux prélats François d'aller à Rome. 2°. Que le pape a seul la souveraine puissance de pourvoir aux bénéfices vacants en cour de Rome ou autrement, & que personne n'a pouvoir de les conférer sans sa permission. 3°. Qu'il peut envoyer ses légats par tous les royaumes, sans le consentement des princes. 4°. Que l'administration des biens de l'église n'appartient qu'à lui ; que lui seul a droit d'exiger du clergé telle imposition qu'il juge à propos, sans en demander congé à personne. 5°. Qu'un roi ne peut, ni faire saisir les biens d'église, excepté en certains cas marqués dans le droit, ni forcer les ecclésiastiques de comparoître à sa cour pour les actions personnelles, ou pour des immeubles, à moins qu'ils ne les tiennent de lui en fief. 6°. Qu'il n'y a point de réparations que Rome ne soit en droit d'exiger d'un prince qui a souffert qu'on brûlât en sa présence une bulle, dont le sceau portoit les images des saints apôtres, & le nom du chef de l'église (b). 7°. Que ce que par abus on

Ce qu'il dénonce au roi.

Ibid. p. 90
& suiv.

(a) La fondation de ce college est de l'année 1303, c'est-à-dire de l'année même de la légation de son fondateur, qui mourut à Avignon en 1313.

(b) On ignore s'il est ici question de la bulle que le roi fit brûler publi-

Ann. 1303.

apele régale, n'autorise, ni à dégrader les bois & les bâtimens, ni à consumer les fruits au-delà des frais nécessaires pour la garde des cathédrales vacantes. 8°. Que les privilèges accordés aux monarques François, quelque grands qu'ils soient, ne leur donnent point le pouvoir de suspendre l'exercice du glaive spirituel. 9°. Qu'il est dû de grands dédommagemens au peuple pour les changemens trop fréquents de la monnoie. 10°. Que la couronne de France n'a aucun droit, pas même de ressort sur l'église de Lyon, qui n'est point dans les limites du royaume. Le pontife enfin conclut par des menaces d'employer les armes spirituelles & temporelles contre le roi, s'il ne fait satisfaction pour les excès commis sur tous ces points, satisfaction prompte, & telle que le saint Siege ait sujet d'être content.

Réponse de
ce prince.
Ibid, p. 92
& suiv.

Des propositions si extraordinaires, si choquantes, si opposées aux usages & aux libertés du royaume, ne pouvoient manquer de révolter un prince naturellement fier, & qui portoit fort loin la jalousie de l'autorité. Philippe, en les lisant, fut saisi d'indignation, mais ne s'emporta point. Il répondit avec modération : 1°. Qu'il avoit défendu à ses sujets de sortir du royaume pour des raisons qui regardoient le bien & la tranquillité de son Etat ; qu'en cela il s'étoit servi du droit qu'ont tous les souverains, toutes les républiques, & les princes les moins puissants. 2°. Que pour la collation des bénéfices, il en usoit selon son droit, selon la coutume immémoriale, & suivant l'exemple de saint Louis & de tous les rois ses prédécesseurs ; qu'il ne prétendoit rien innover, qu'il se flatoit que le pape étoit dans les mêmes sentimens. 3°. Que son intention n'étoit point d'empêcher les légats d'entrer dans son royaume, à moins qu'ils ne lui fussent suspects, ou qu'il n'eût quelque juste raison de ne pas les recevoir. 4°. Que par rapport à l'administration des biens de l'église, il ne prétendoit rien faire contre le droit & contre la

quement à Paris, ou simplement de celle dont ce prince parle dans sa réponse.

coutume. 5°. Qu'à l'égard des saisies du temporel & des citations des gens d'église devant sa cour, il s'en tenoit pareillement au droit & à la coutume. 6°. Que l'évêque de Laon & les échevins ayant eu procès pour quelques droits, & le prélat qui avoit obtenu une bulle du pape, y ayant renoncé, elle avoit été apportée à Paris, & jetée au feu comme inutile, sans qu'on eût voulu par-là manquer au respect dû au souverain pontife. C'étoit peut-être moins sur ce fait, que sur la flétrissure de la bulle *Ausculat feli*, qu'on demandoit une réparation authentique : mais Philippe, soit qu'il n'osât entreprendre de justifier ce procédé, *comme il le pouvoit*, dit M. Bailler, soit qu'il voulût ménager le pape, dont il recherchoit sincèrement l'amitié, fut bien aise de détourner ce qu'il y avoit d'odieux dans cette action, sur ce qui étoit arrivé au bref qui regardoit la ville de Laon. 7°. Que pour les droits de régale, il s'en tenoit à l'exemple de saint Louis, & des rois ses prédécesseurs ; que si ses officiers en avoient mal usé, il étoit prêt à dédommager les intéressés ; qu'il avoit fait de nouveaux réglemens sur ce point à la requête de ses sujets. 8°. Qu'il n'entendoit point empêcher l'usage légitime du glaive spirituel ; qu'il étoit au contraire disposé à le soutenir, pourvu que le clergé ne passât point les bornes que le droit & la coutume prescrivent ; que si par hasard ses officiers avoient commis quelque excès en ces sortes de matieres, il promettoit d'en faire le châtement. 9°. Qu'en changeant le prix & la qualité des monnoies, il avoit usé de son droit, fondé sur la coutume immémoriale de ses prédécesseurs ; qu'il a donné ordre de satisfaire pleinement ceux de ses sujets qui en ont pu souffrir ; que bientôt on n'entendra plus aucune plainte sur cet article. 10°. Qu'il étoit prêt à entrer en accommodement avec l'église de Lyon ; que tout le désordre étoit venu de l'archevêque, qui avoit négligé de prêter le serment de fidélité ; qu'il ne vouloit rien usurper sur personne, mais qu'il scauroit toujours maintenir ses droits avec vigueur. Qu'au-reste,

Ann. 1303.

il ne souhaitoit rien plus ardemment que de conserver l'union qui avoit toujours été entre le saint Siege & la France ; qu'il suplioit sa sainteté d'y coopérer de son côté avec la même sincérité , sur-tout de ne rien entreprendre sur les libertés , franchises , privileges , & indults du royaume ; que si elle n'étoit point contente de ces réponses , il consentoit de remettre tous ses intérêts entre les mains des ducs de Bourgogne & de Bretagne , à qui elle avoit proposé elle-même de s'en rapporter.

Le pape peu content de cette réponse, déclara le roi excommunié.

Hist. eccl.
t. 19, l. 80,
p. 43.

Pr. du diff.
p. 97.

Ibid., p. 96,
27.

Ibid., p. 98.

Ibid., p. 88.

Cette réponse , dit M. Fleuri , étoit assez respectueuse pour un roi , qui ne devoit compte à personne du gouvernement de son Etat. Toutefois Boniface n'en fut pas content. Il trouve qu'elle contredit des vérités certaines ; qu'elle ne s'accorde ni avec la raison , ni avec l'équité ; qu'elle n'est point conforme enfin aux assurances qu'on lui avoit données des bonnes dispositions du monarque. C'est ainsi qu'il s'en explique dans deux brefs qu'il adresse en cette occasion , l'un au comte de Valois , l'autre à l'évêque d'Auxerre. On voit encore les mêmes expressions d'humeur & de mécontentement dans une bulle où il mande au cardinal légat de répéter au roi , que s'il ne prend d'autres voies de satisfaire le saint Siege , on emploiera contre lui tous les foudres spirituels & temporels. Enfin il éclata , & son ministre reçut ordre de déclarer au prince François , qu'il étoit excommunié ; de défendre sous les mêmes peines à tout prêtre ou prélat de célébrer devant lui les saints mystères ; de publier cette défense par tout le royaume de France , & d'enjoindre au P. Nicolas , de l'ordre de saint Dominique , confesseur du monarque , de venir aux pieds du pape , pour y rendre compte de sa conduite , ou plutôt de la conscience du roi son pénitent. Une troisième bulle datée du même jour , commande au légat d'avertir ceux du clergé François , qui ne se font point trouvés à Rome le premier Novembre de l'année dernière , de ne point manquer d'y comparoître en personne dans trois mois. Les archevêques de Sens

& de Narbonne y sont expreffément nommés , ainfi que les évêques de Soiffons , de Beauvais , de Meaux , & l'abé de faint Denis : la peine , s'ils ne fe rendent point à l'affignation , eft la dépoſition & la privation de toutes dignités eccléſiaſtiques : *peine qu'ils encourront par le ſeul ſuit*. On nomme auſſi les prélats qu'on veut bien diſpenſer de ce voyage. Ce ſont , outre l'archevêque de Rouen , les évêques de Paris , d'Amiens , de Langres , de Poitiers , & de Bayeux , pour leurs infirmités ; l'évêque d'Aras , pour le zele & la fidélité qu'il a toujours fait paroître envers le ſaint Siege , & l'évêque de Laon , pour les différentes pertes qu'il a eſſuyées. Ceux-ci profiterent d'une grace qu'ils ne demandoient peut-être pas : ceux-là mépriſerent des menaces qu'ils croyoient injuſtes : tous demeurèrent tranquillement dans leurs diocèſes.

Un certain archidiacre de Coutances , & Nicolas Benefracto , domeſtique du cardinal le Moine , furent chargés de lui apporter ces arrêts ſanglants juſque dans la capitale du royaume. Une commiſſion ſi odieufe devoit les faire trembler : elle leur inſpira de la vanité : ils eurent l'indifcrétion d'en faire parade. Le roi en fut averti , & de l'avis de ſon conſeil , fit commandement à ſes oficiers d'arrêter les téméraires meſſagers. L'ordre fut exécuté , l'archidiacre & Benefracto enfermés dans une étroite priſon à Troie en Champagne , & les foudres de Rome conſiſqués au moment qu'ils ſembloient devoir tout embrâſer. On ſaiſit auſſi quelques prêtres , à qui l'imprudencce de ces deux hommes avoit laiffé prendre des copies de toutes les bulles dont ils étoient porteurs , & qui ſ'en ſervoient déjà pour ſoulever le peuple. On juge de la conſternation du légat à la nouvelle de cette détention : il n'oublia rien pour obtenir leur élargiſſement. Mais le roi , outré du peu de ſincérité du pape , n'étoit plus dans des diſpoſitions ſi favorables : il fit eſſuyer au miniſtre Romain tous les genres de mortifications. C'étoit trop ſans doute pour un homme de ce mérite , mais beaucoup moins encore que

Ann. 1303.

Son meſſager
eſt arrêté , &
ſes bulles ſai-
ſies.

Nic. Gilles ,
Chron. de Fr.
ch. 51.

Mer des hiſt.
ſeuil. 104.

Ann. 1303.

Pr. du diff.
P. 99.

ne méritoit Boniface par des entreprises toujours très-choquantes pour des princes qui ont quelque sentiment de leur grandeur. On refusa de lui donner main-levée des bulles qu'on avoit saisies : on renouvela sous ses yeux l'édit qui confisquoit le temporel des ecclésiastiques qui s'étoient rendus à Rome : on afficha jusque sur les murs de Saint-Martin de Tours, où il s'étoit retiré, l'ordre qui convoquoit une assemblée générale de tous les états du royaume contre les attentats du pape son maître. Humilié de tant de mauvais traitements qu'il justifioit peut-être dans son cœur, fatigué de se voir environné de gardes qui observoient toutes ses démarches; il prit le parti de retourner à Rome, résolution qu'il exécuta avec tant d'égards & de ménagements, qu'il sçut plaire au pontife sans déplaire au roi, & fit approuver sa conduite à tous les deux.

Il donne
le royaume de
France à Al-
bert d'Autri-
che, qui le
refuse.

Rayn, ann.
1303, n. 1, 2,
30, 12.

Boniface cependant ne comptoit pas tellement sur ces foudres, toujours sans force, & par conséquent moins redoutables, lorsqu'ils ne sont point lancés par la main de la justice, qu'il ne cherchât d'autres moyens de se fortifier contre la puissance de Philippe. On a vu qu'il s'étoit déclaré vivement contre Albert d'Autriche, qu'il traitoit de sujet rebelle, & de meurtrier du roi Adolphe. Mais les services qu'il en espéroit dans ses démêlés avec le roi, lui firent bientôt changer de langage : après lui avoir prodigué les excommunications, il lui prodigua les bénédictions. Alors il suppléa par la plénitude de sa puissance à l'irrégularité de l'élection de ce prince : il porte la faveur plus loin encore ; il lui donne le royaume de France, qu'il prétend appartenir de droit aux empereurs ; *royaume trop beau*, dit Mezerai, *pour être enfermé dans un morceau de parchemin*. C'est ainsi, remarque un célèbre moderne, que l'intérêt change ses démarches, & emploie à ses fins le sacré & le profane. On assure qu'Albert acheta chèrement cette réconciliation ; qu'il reconnut tenir du pape la puissance du glaive matériel ; qu'il lui fit serment de fidélité ; qu'il lui promit secours contre ses ennemis ; qu'il s'engagea même

Hist. de France,
tom. 2, p.
213.

Essai sur l'hist.
génér. tom. 2,
p. 233.

de leur faire la guerre, s'il l'ordonnoit. Mais en même-temps on lui fait répondre qu'il acceptera la couronne de France, si le pontife veut assurer dans sa maison la succession héréditaire à l'empire: c'étoit lui dire respectueusement, que l'un étoit aussi peu possible que l'autre. On fait le même honneur au roi d'Angleterre, qui probablement l'auroit moins mérité, si les embarras qu'il avoit chez lui, n'eussent formé un obstacle invincible à son ambition.

Le roi, informé de tout ce qui passoit à la cour de Rome, vit bien que Boniface donnant dans toutes les extrémités, il ne falloit plus le ménager. Il avoit convoqué une assemblée générale de tous les ordres du royaume: elle se tint le 13 Juin dans son château du Louvre. Là, Louis, comte d'Evreux, frere du monarque, Gui, comte de Saint-Paul, Jean, comte de Dreux, & Guillaume de Plasian (a), chevalier, seigneur de Vezénobre, représentèrent que la république chrétienne étoit en grand danger sous la conduite de Boniface; qu'il étoit tout couvert de crimes, [*ce qu'ils jurèrent sur les évangiles*]; qu'il importoit grandement de pourvoir l'église d'un pasteur légitime; que le roi, *comme champion de la foi*, étoit obligé de procurer la tenue d'un concile général; que les prélats, comme les colonnes de la religion, & les nobles, comme les braves d'Israël, devoient concourir unanimement à une si bonne œuvre. Les évêques répondirent qu'une affaire de cette importance demandoit une mûre délibération, & se retirèrent.

Le lendemain Guillaume de Plasian, en présence du roi, des prélats & des seigneurs, lut un écrit, où il avançoit contre le pape des choses si fortes, que bien

Ann. 1303.

Assemblée de
tous les Etats
du royaume.

Pr. du diff.
p. 131 & suiv.

Accusation
du pape par
Guillaume de
Plasian.

(a) C'est mal à propos que tous nos modernes le nomment Guillaume du Plessis. Il est certain que celui qui est appelé *Guillelmus de Plessiano*, *dominus Vicenobrii miles*, est le même qui est nommé *Guillelmus de Playfiano*, *dominus de Vicenobrio miles*, dans l'acte d'appel des communes du Carcassès. Il est encore fait mention de lui dans plusieurs autres actes semblables, par-tout il est appelé de *Plasiano*, de *Plaisance*, ou de *Plasian*, jamais du Plessis. Voyez *Hist. de Lang.* tom. 4, note 11, p. 354.

Ann. 1303.

Ibid.

loin de les croire, on n'ose presque en parler. Il l'accusoit « de nier l'immortalité de l'ame, & la vie éternelle ;
 » de soutenir que tout le bonheur de l'homme consistoit dans les joies de ce monde ; que par conséquent
 » les plaisirs des sens ne sont point des péchés ; de
 » douter de la réalité du corps de J. C. dans l'Eucharistie ; de traiter la fornication de bagatelle ; d'avoir
 » dit que pour abaisser le roi & les François, il se précipiteroit, & tout le monde, & toute l'église ; d'être
 » sorcier ; d'avoir un démon familier ; de consulter les devins ; d'avoir prêché publiquement que le pape ne
 » peut commettre de simonie, ce qui est une hérésie ; de semer la discorde & la guerre par tout l'univers
 » chrétien ; d'appeler les François *Paturins*, parce qu'ils ne veulent pas donner dans ses erreurs ; d'être notoirement souillé du péché contre nature ; d'avoir fait
 » frapper en sa présence plusieurs clercs, qui en sont morts ; d'avoir contraint quelques prêtres à lui révéler des confessions qu'il a depuis publiées ; de n'observer ni les jeûnes, ni les abstinences de l'église, mangeant de la viande indifféremment en tout temps, &
 » sans cause, soutenant qu'il n'y a point de péché ; de déprimer les cardinaux, les moines noirs & blancs, les ordres des frères mineurs & prêcheurs, disant qu'ils perdent le monde, que ce sont des hypocrites, que
 » jamais il n'arrive de bien à celui qui se confesse à eux, ou qui les retire chez lui ; d'avoir dit plusieurs fois, qu'il aimeroit mieux être chien que François, & de
 » s'être vanté, avant qu'il fût pape, que si jamais il parvenoit au souverain pontificat, il ruineroit toute
 » la chrétienté, ou détruiroit la fierté Françoisise ; de n'avoir épargné ni démarches, ni argent, pour empêcher la paix avec l'Angleterre ; pour engager Frédéric qui tient la Sicile, à exterminer le roi de Naples
 » avec tous ses François, & pour commettre avec Philippe, l'empereur Albert, dont il n'a confirmé l'élection que dans le dessein de s'en servir pour écraser la
 » nation Françoisise, nation superbe, qui dit qu'elle n'est
 » soumise

» soumise à personne pour le temporel, *qui en a menti*
 » par la guele, & qui par-là même mérite d'être fra-
 » pée de tous les anathêmes, ainsi que quiconque sou-
 » tient la même chose, fût-ce un ange descendu du
 » ciel; d'être la cause de la ruine de la Terre-sainte,
 » qu'il a perdue par son avarice, en divertissant les deniers
 » destinés à la secourir, pour enrichir ses parents, leur
 » acheter des marquisats, des comtés, des baronnies,
 » & leur élever des palais & des châteaux; d'avoir rompu
 » plusieurs mariages légitimes, entre autres, celui de
 » son neveu, homme fort ignorant & digne à peine de
 » l'air qu'il respire, qu'il a cependant honoré de la
 » pourpre Romaine, ne laissant que le cloître & le
 » voile à sa malheureuse nièce, qu'il a séduite depuis,
 » & dont il a eu deux bâtards; enfin d'avoir fait mou-
 » rir le saint pape Célestin ». Il étoit bien vrai que par
 son ordre, Célestin avoit été tiré par force de son her-
 mitage, & mis dans une prison où il étoit mort après
 dix mois d'incommodités, de mauvais traitements & de
 souffrances (a).

Ces accusations sembloient aller trop loin, & sortir
 de la vraisemblance: de Plasian néanmoins proteste qu'il
 ne s'y est porté par aucune haine particulière contre
 Boniface, mais par zèle pour le bien de l'église: il jure
 sur les livres sacrés qu'il le croit hérétique, s'offre de
 prouver dans un concile tout ce qu'il avance contre lui,
 supplie le roi & les prélats de procurer la convocation
 de cette assemblée générale, apele à ce synode si néces-
 saire, au pape futur, & au saint siege, de toutes les
 poursuites qu'on pourroit faire contre lui, & déclare qu'il
 adhère aux procédures de Guillaume de Nogaret. Aussitôt
 le roi fait lire son acte d'apel. Il porte en substance,
 qu'après avoir entendu Nogaret & de Plasian, il est d'a-

Apel du roi
 au futur con-
 cile & au pape
 futur.

Ibid, p. 107.

(a) Voyez *Boll.* t. 15, p. 496. Le lieu où Boniface avoit enfermé Célestin, étoit si ferré, que la nuit en dormant, il avoit la tête au même endroit où il posoit ses pieds le jour en disant la messe. Les Freres de son ordre qu'on lui donnoit pour célébrer avec lui l'office divin, ne pouvoient soutenir long-temps les horreurs d'une prison si étroite: on les en tiroit malades, & d'au-
 res leur succédoient.

Ann. 1303.

*Essai sur l'hist.
génér. tom. 1.
p. 256.*

Apel du Cler-
gé avec les mè-
mes clauses.

*Hist. eccléf.
tom. 19, p. 52.*

vis de convoquer un concile, où il prétend assister en personne ; promet de le procurer de tout son pouvoir ; prie instamment les prélats d'y travailler de leur côté, & cependant apele au futur concile & au pape futur contre tout ce que pourroit atenter celui qui siege maintenant au gouvernement de l'église. Ce remède même, dit un de nos plus célèbres écrivains, tenoit un peu de la foiblesse. Car apeler au pape, c'étoit reconnoître son autorité ; & quel besoin les hommes ont-ils d'un concile & d'un pape, pour sçavoir que chaque gouvernement est indépendant, & que pour le temporel on ne doit obéir qu'aux loix de sa patrie ?

Les évêques, les abés, & les prieurs, ne s'oposèrent point à la convocation du concile, dirent hautement que cela étoit nécessaire pour la justification du pape, formerent aussi leur apel dans la même forme, mais en même - temps déclarèrent qu'ils ne vouloient point se rendre parties contre le pontife. On en comptoit trente-neuf : cinq archevêques, ceux de Nicosie, de Rheims, de Sens, de Narbonne, & de Tours ; vingt & un évêques, ceux de Laon, de Beauvais, de Châlons-sur-Marne, d'Auxerre, de Meaux, de Nevers, de Chartres, d'Orléans, d'Amiens, de Terouenne, dont on a depuis composé Saint-Omer, Boulogne & Ypres, de Senlis, d'Angers, d'Avranches, de Coutances, d'Evreux, de Lizieux, de Seez, de Clermont, de Limoges, du Puy, & de Mâcon ; onze abés, ceux de Cluni, de Prémontré, de Marmoutiers, de Cîteaux, de Saint-Denis, de Compiègne, de Saint - Victor, de Sainte-Généviève, de Saint - Martin de Laon, de Figeac, de Beaulieu dans le Limosin ; & deux prieurs, celui de Saint-Martin-des-Champs, & frere Hugues, religieux commis pour visiter en France les maisons des Templiers & des Hospitaliers de saint Jean de Jérusalem. Ici M. Fleury remarque le respect des évêques & de tout le clergé, qui laisserent aux laïques le personnage d'accusateurs contre Boniface, & ne consentirent à la convocation du concile que par la nécessité des maux de

l'église. Il n'avoit pas vu sans doute le discours où Gilles Aycelin, archevêque de Narbonne, produit dix chefs d'accusations contre le pontife, les mêmes à peu près qu'avoit produits Guillaume de Plafian, sinon qu'il lui reproche de plus d'avoir séduit deux de ses nieces mariées, & d'en avoir eu plusieurs enfants: ce qui lui donne occasion de s'écrier assez plaifamment: *ô pere très-sécond!*

On se rassembla le lendemain quinze du même mois. Les prélats, par un acte particulier scellé de trente-deux sceaux, promirent d'assister le roi de tout leur pouvoir, & de ne point s'en séparer, quelques foudres que Boniface pût lancer contre sa personne sacrée, quand même il prononceroit la déposition, ou l'absolution du serment de fidélité. Philippe de son côté, la reine Jeanne de Navarre sa femme, & les princes leurs enfants, promirent leur protection au clergé, à la noblesse, à tous ceux qui avoient donné leur consentement à la convocation du concile: ce qu'ils firent jurer sur leurs ames par le comte de Saint-Paul. Aussi-tôt le monarque envoya des commissaires dans les provinces, pour y solliciter & recevoir l'adhésion à l'apel interjeté par états. Déjà il avoit obtenu celles du chapitre, de l'université, & des freres prêcheurs de Paris: bientôt il eut plus de sept cents actes semblables, tant des archevêques & évêques qui ne s'étoient pas trouvés à l'assemblée, que des chapitres de cathédrales & collégiales, des abés, prieurs, abbés, religieux de tous les ordres, des universités, des villes, des communautés, des princes, & des seigneurs, non-seulement de France, mais encore de Navarre. On vit même des cardinaux parmi les défenseurs de la cause de Philippe: on en compte neuf qui acquiescerent à la demande d'un concile, approuverent les desseins du monarque, autoriserent ses poursuites. Mais on ne doit pas dissimuler qu'alors ils n'avoient plus rien à redouter de Boniface, qui n'existoit plus. On remarque encore que dans une si prodigieuse multitude d'actes, il ne s'en trouve pas un seul qui ne porte ces deux clauses: 1^o.

S ij

Ann. 1103.
*Bail. add. aux
preuv. du diff.*
p. 331.

Adhésion de
tous les ordres
du royaume à
cet apel.
Pr. du différ.
p. 112, 113,
114, 115.

Ibid., p. 117,
119, 121, 127.

Ibid., p. 219,
221.

Ann. 1303.
Baill., p. 198.
Dupuy, p. 19.

» Que ceux qui les font, se soumettent avec toutes les
» personnes qui dépendent d'eux, à la protection de
» l'église, du concile, & autres qu'il apartiendra, en
» ce qui concerne le spirituel seulement : 2°. Que le
» roi a reçu de Dieu la puissance pour la défense &
» l'exaltation de la foi, & que les prélats sont apelés
» pour partager les mêmes soins «.

Nouvelles
entreprises du
pape.

Nogaret, lors de ce grand parlement, étoit en Italie, où le roi lui envoya la résolution de l'assemblée, avec ordre de la signifier au pape, & de la publier dans Rome. Il attendit quelques jours, espérant que le pontife, instruit d'ailleurs de ce qui venoit de se passer en France, rentreroit en lui-même, & prendroit enfin les voies de la douceur. Mais bientôt il aprit qu'il s'étoit retiré à Agnatie, lieu de sa naissance, où il croyoit être plus en sûreté, & trouver plus de facilité à la vengeance qu'il méditoit. Il y tint un grand consistoire, où après s'être purgé par serment des crimes qu'on lui imputoit, il fulmina quelques bulles, qui n'étoient encore que des préludes des sanglants arrêts qu'il préparoit. L'une est une apologie, non de ses mœurs, mais de sa foi, une déclaration que le concile général ne peut être assemblé sans lui, une menace en un mot de procéder vivement contre le roi, malgré son frivole apel, *n'y ayant rien, dit-il, de plus grand que lui, ni même d'égal à lui.* L'autre est une invective contre Gérard, archevêque de Nicosie, un reproche sanglant d'ingratitude, un interdit de l'administration de tous les biens tant spirituels que temporels de son église. Une troisieme ôte à tous les corps ecclésiastiques de France le droit des élections : une quatrieme prive les universités de grades & du droit d'enseigner : comme s'il révoquoit des graces qu'il eût données.

Pr. du diff.
p. 166.

p. 161.

p. 163.

p. 181.

Peu content d'avoir frappé ces grands coups, il avoit résolu de publier le 8 de Septembre une dernière bulle, où après avoir fait un long détail de la conduite qu'il avoit tenue avec le roi, & des procédés de ce prince à son égard, il dit, » que, comme vicaire de Jésus-Christ,

» il a le pouvoir de gouverner les rois avec la verge de
 » fer , & de les briser comme des vases de terre ; mais
 » que comme un bon pere , il se contente d'user d'une
 » correction salutaire : qu'en conséquence , il déclare
 » Philippe excommunié , pour avoir empêché les pré-
 » lats de son royaume de se rendre à Rome , incapable
 » de conférer aucun bénéfice , quand même il en au-
 » roit eu quelque droit , inhabile à commander par foi
 » ou par autrui : qu'il délie tous ses vassaux & sujets
 » de leur serment de fidélité : que par l'autorité souve-
 » raine qu'il a reçue de Dieu , il leur défend , sous peine
 » d'anathème , de lui obéir & de lui rendre aucun ser-
 » vice : qu'il casse & annule tous les traités de ligue ou
 » confédération qu'il pourroit avoir faits avec d'autres
 » princes : qu'il l'avertit enfin de trembler à la vue de
 » l'arc préparé pour le percer , de rentrer sous le joug
 » d'une obéissance légitime , & de recourir à la misé-
 » ricorde du Seigneur , s'il veut éviter un châtiment
 » encore plus rude « : châtiment qui ne peut être que
 la déposition , ce qu'il ne dit pas néanmoins expresse-
 ment , mais ce qu'il fait assez entendre.

Ann. 1303:

Philippe , pour le malheur du pape , avoit mieux pris
 ses mesures. Déterminé à le traiter comme un prince
 temporel qui lui faisoit la guerre , il avoit formé le
 dessein de le surprendre , de l'enlever , de le conduire
 à Lyon , & de le faire déposer dans un concile gé-
 néral. Nogaret & Sciarra Colonne se chargerent de l'en-
 treprise. Tous deux passerent en Toscane avec beau-
 coup d'argent , & répandirent le bruit qu'ils venoient
 traiter de la paix avec le pontife. Ils s'arrêtèrent au
 château de Staggia près de Sienne , corrompirent par
 leurs largesses beaucoup de seigneurs des environs , en-
 rôlèrent secrètement un grand nombre de soldats , qui
 la plupart avoient servi dans l'armée du comte de Va-
 lois , lorsqu'il commandoit en Italie , & leur donnerent
 ordre de se rendre à certain jour & à certaine heure
 sous les murs d'Agnanie. Tout étant prêt pour l'exé-
 cution , Nogaret & Colonne s'approcherent de la ville

Le roi le fait
 enlever.

Ann. 1303.

J. Villan, l.
8, c. 63.Pr. du diff.
f. 247.J. Villani, l.
8, c. 63.Walsingh,
hist. an. 1303.

à la pointe du jour, le septieme de Septembre, trouverent les portes ouvertes, y entrèrent en arborant l'étendard François, & criant, *meure le pape Boniface, vive le roi de France*. Ils croyoient aller d'abord au palais du pontife; mais ils furent obligés de forcer auparavant celui du marquis de Caietan son neveu, & ccux de trois ou quatre cardinaux qu'ils firent prisonniers, après avoir pillé leurs maisons Nogaret alarmé de cette résistance, craignit qu'elle n'eût des suites fâcheuses. Il s'avance vers la place publique, escorté de quelques cavaliers, fait sonner la cloche, assemble les principaux habitants, leur déclare que son dessein ne tend qu'au bien de l'église, & les conjure de se joindre à lui. Les bourgeois entraînés par son éloquence, corompus par son argent, courent aux armes; & sous le commandement d'Arnulfi, l'un des premiers barons Romains, & l'ennemi mortel du pape, vont assiéger le palais de concert avec Colonne.

Boniface surpris ou par une *sécurité trop présomptueuse*, ou en punition de ses *grands péchés*, abandonné d'une partie des officiers de sa maison, trahi par ses propres concitoyens, oublia sa fierté naturelle, & s'abaissa jusqu'à demander une treve, qui ne lui fut accordée que pour quelques heures. Il employa ce temps à solliciter le peuple d'Agnanie en sa faveur: mais toutes ses promesses ne purent ramener une populace animée par son chef, & séduite par l'apas d'un prodigieux butin. Alors il envoya prier Sciarra de lui donner par écrit ce qu'il desiroit de lui. Le fier Italien, trop sensible au plaisir de la vengeance, lui fit dire qu'il ne lui accorderoit la vie qu'à deux conditions; la première, qu'il rétablirait les deux cardinaux Colones; la seconde, qu'il renonceroit à la papauté. Consterné de ces demandes, le pontife jeta un profond soupir, & s'écria: *Ah! que cette proposition est dure!* Ce fut tout ce que la colere & l'indignation lui permirent de répondre. Il avoit le cœur si ferré, qu'il parut quelque temps avoir perdu la parole. Puis tout-à-coup se surmontant lui-

même , & reprenant cette hauteur d'ame qui sembloit l'avoir quitté , il dit : » Puisque je suis trahi comme le » Sauveur du monde , & livré indignement entre les » mains de mes ennemis , pour être mis à mort , au- » moins je mourrai pape « . Aussi-tôt il fait mettre sur ses épaules le manteau de saint Pierre , sur sa tête la tiare ou bonnet pontifical , auquel il avoit ajouté une seconde couronne , pour signifier les deux puissances , & tenant à la main la croix & les clefs , il s'assied gravement sur son trône.

La treve étoit finie : bientôt l'attaque recommença avec plus de fureur que jamais. La cathédrale d'Aganie formoit une espèce de rempart qui servoit de défense au palais : Sciarra y fit mettre le feu , & s'ouvrit un passage à travers les flammes. Le marquis de Caiétan , réduit aux seules forces de sa maison , vit bien qu'une plus longue résistance ne pouvoit être qu'une dangereuse : il capitula , & se rendit prisonnier , lui , ses fils & ses gens , sans autre condition que la vie sauve. Les portes du château furent enfoncées , & les trésors de Boniface demeurèrent exposés à l'avidité d'une soldatesque éfrénée. Ce fut en vain que Nogaret qui avoit de bonnes vues , employa sollicitations , prières , & menaces , pour empêcher , & la violence , & le sacagement : il ne fut point écouté. On pillà les cofres du pontife : on fit main-basse sur sa trésorerie , où l'on trouva tant d'argent , de pierreries , de meubles précieux , qu'au rapport d'un historien Anglois , tous les rois du monde joignant leurs richesses ensemble n'auroient pu fournir en un an tout ce qui fut pris en un seul jour dans le palais du pape , dans celui du marquis son neveu , & dans ceux de trois cardinaux qui avoient été faits prisonniers le matin.

Boniface , toujours enfermé dans son appartement , atendoit avec courage ce que le sort lui destinoit. Mais instruit que ses richesses étoient devenues la proie du soldat , il retomba dans son premier abatement , & cette nouvelle jointe au danger qu'il couroit , le fit pleurer

Ann. 1303.
Villani, ibid.
Felix Osius ad
Muss. p. 160.
161.

Ses trésors
sont pillés,

Pr. du diff.
P. 248.

Il est sommé
de convoquer
un concile gé-
néral.

Walsingham,
ibid.

Ann. 1303.

Pr. du diff.
p. 148.Felix Osius
ad. Massat, p.
163.Walsingham,
hist. prév. du
diff. p. 195.Chroniq. S.
Denis.

Nicol. Gilles.

amèrement. Déjà cependant on brisoit les portes & les fenêtres de la chambre où il s'étoit retiré. Alors il revient à lui, rapelle toute sa fierté, effuie ses larmes, & demeure sur son trône dans la posture la plus majestueuse. Nogaret s'approche avec respect, lui signifie la procédure faite en France, & l'accusation formée contre lui; proteste qu'il n'en veut point à sa vie; qu'il prétend seulement empêcher qu'il n'excite du scandale dans l'église, sur-tout contre le roi & le royaume de France; qu'en conséquence il lui donne des gardes, non pour lui faire insulte, mais pour la défense de la foi & l'intérêt de l'église; le somme enfin de se présenter au concile général, qu'il le requiert de convoquer, pour y entendre le jugement qui sera prononcé contre lui. » Je me consolerais aisément, répondit froidement le pontife, de me voir condamné par des Patarins: c'est le nom qu'on donnoit aux hérétiques Albigeois. Le malheureux Nogaret sentit toute la force de ce mot: il le faisoit souvenir du supplice de son grand-père, qui avoit été brûlé vif comme fauteur de cette secte: il demeura confus, & son silence décéla toute sa honte.

Alors Sciarra, qui n'avoit ni la pudeur, ni la modération de Nogaret, prit la parole, & demanda brusquement au pontife, s'il ne vouloit pas céder la tiare? » Non, dit-il, je perdrai plutôt la vie: voilà mon cou, » voilà ma tête: au-moins je mourrai sur le trône où » Dieu m'a élevé ». Il fit ensuite de sanglants reproches au chevalier François, qu'il regardoit comme l'auteur de son malheur, & s'emporta outrageusement contre le roi Philippe, qu'il maudit jusqu'à la quatrième génération. Colonne, homme violent, ne put l'entendre proférer ces malédictions, sans entrer en fureur: il l'accabla d'injures grossières, osa même le frapper sur la joue avec son gantelet, & l'eût tué, si Nogaret ne l'en eût empêché, en disant: O toi, chétif pape, considère & regarde de monseigneur le roi de France la bonté, qui tant loin est de toi son royaume, te garde par moi & défend de tes ennemis, ainsi que ses prédécesseurs ont toujours gardé

gardé les tiens. Le généreux François, non content de l'avoir soustrait aux coups du vindicatif Italien, le prit, lui & ses neveux, sous sa protection particulière, & le confia à la garde d'un capitaine Florentin, lui ordonnant de le traiter avec tous les égards qu'exigeoit sa dignité, la première du monde. Mais il fut mal obéi. Boniface craignant d'être empoisonné, refusa toute nourriture, & Renaud de Suppino, c'étoit le nom du gardien, ne se mit pas en devoir de le rassurer : il seroit mort de faim, si une pauvre femme ne lui eût donné un peu de pain & quatre œufs, qui le firent vivre trois jours : on ajoute qu'on le força de monter sur un jeune cheval, qui n'avoit ni bride, ni selle, le visage tourné vers la queue de l'animal, & qu'en cet état on le fit courir jusqu'à perdre haleine : anecdote très-apocryphe. On ne la trouve que dans Walsingham. Les défenseurs du pontife n'en font aucune mention dans le procès qu'ils intentèrent depuis à Nogaret : ce n'étoit cependant pas une circonstance à négliger : tous au-contraire admirent la retenue de ce seigneur, & l'attribuent à une protection visible du ciel sur le vicaire de J. C.

Ann. 1303.
Pr. du diff.
p. 191, 197.
Walsingham.
ibid.

Telle étoit l'extrémité où Boniface se trouvoit réduit, lorsque les habitants d'Agnanie, touchés de compassion, de honte & de repentir, s'assemblerent tumultuairement, prirent les armes au nombre de dix mille, & coururent à l'appartement où le pontife étoit détenu prisonnier, criant que la garde de leur concitoyen leur appartenoit, non à des étrangers. Tout ce qui osa leur résister, fut passé au fil de l'épée, & les François mis en fuite avec leurs chefs. La révolution fut si subite, & la confusion si grande, qu'on n'eut pas le temps de sauver la bannière de France qu'on avoit arborée sur le pavillon du palais. Le pape devenu libre par la victoire de ses compatriotes, se fit porter dans la place publique, où il harangua le peuple d'une manière très-pathétique. Il lui conta » que ses ennemis étoient venus » l'attaquer, lui avoient enlevé tous ses biens, & l'avoient laissé plus pauvre que Job ; qu'il avoit été trois

Sa délivrance.
Idem, *ibid.*

Tome IV.

T

Ann. 1303.

» jours sans manger ; qu'il n'avoit ni pain pour raffaier
 » sa faim , ni eau , ni vin , pour éteindre sa soif ; que
 » si quelque bonne femme l'aideroit de ses aumônes , il
 » lui donneroit la bénédiction de Dieu & la sienne ; que
 » tous ceux enfin qui lui apporteroient quelque chose ,
 » recevroient l'absolution de tous leurs péchés ». Ce
 discours se ressentoit un peu du désordre de sa situa-
 tion : il fit impression néanmoins , & tira les larmes
 des yeux. Toute la populace s'écria , vive le saint pere ,
 & courut lui porter des rafraîchissements , & recevoir
 sa bénédiction. Alors il pardonna à tous ceux des ha-
 bitants qui avoient pris les armes contre lui , n'exceptant
 que les sacrileges qui avoient pillé le trésor de l'église.
 Il déclara même que pour le bien de la paix , & pour
 imiter le Sauveur du monde , il avoit résolu de rétablir
 les deux cardinaux de la maison de Colonne ; qu'ou-
 bliant les outrages qu'il avoit reçus de Nogaret & de
 Sciarra , il les déchargeoit de l'excommunication qu'ils
 avoient encourue ; qu'il vouloit se réconcilier avec la
 France , & que dès ce moment il commettoit au cardinal
Mathieu Rossi la besogne du débat de Philippe & de lui.

Nicol. Gilles.
 Pr. du diff. p.
 199.

Mais ce mouvement de religion ne passa pas la durée
 de ses besoins. Quelques jours après , il partit avec toute
 sa cour , & se rendit bien escorté à Rome , où il préten-
 doit assembler un concile , & se venger hautement du
 monarque François. Il y étoit à peine arrivé , que de
 chagrin d'avoir souffert de si grands outrages , il tomba
 malade d'une fièvre chaude (maladie qui convenoit à
 son humeur violente) & mourut le onze d'octobre , la
 neuvième année de son pontificat. Nicole Gilles , Cia-
 conius & Sponde ont écrit qu'il se cassa la tête contre
 les murailles ; qu'il rongea ses doigts , & finit en déses-
 péré , sans donner aucun signe de pénitence : sans doute
 qu'ils avoient lu cet endroit de l'ancienne chronique de
 saint Denis , où il est dit : *Que celui pape , sans dévo-*
tion & sans provision de soi , cheut en frénésie , si qu'il
mangeoit ses mains , & furent ouïs tonnoirres & foudres
non apparens aux contrées voisines. Ainsi fut vérifiée la

Pr. du diff.
 p. 191.

prophétic de son saint prédécesseur , qui en lui reprochant son indignité , lui disoit : *Tu es monté sur le trône pontifical comme un renard , tu régneras comme un lion , tu mourras comme un chien.*

Telle fut la fin malheureuse de Boniface VIII , qui » après avoir été la terreur des rois , des pontifes , & » des peuples , mourut lui-même victime de la crainte » & de la douleur . On ne peut nier qu'il ne fût né pour commander . Il avoit toutes les qualités qui attirent le respect ; beaucoup d'élévation dans l'ame , de pénétration dans l'esprit , de fermeté dans le caractère , une grande habileté dans les affaires , une connoissance profonde des saintes écritures , & du droit civil & canon . On a de lui une constitution singulière , qui défend , sous peine d'anathème , de mettre en pièces les corps morts des personnes élevées en dignité , pour les faire bouillir , consumer les chairs , & transporter les os en pays éloigné : coutume qu'il traite de barbare détestable . La principale cause de sa perte , dit Mariana , fut l'ambition , une avarice insatiable , & la passion démesurée d'enrichir sa famille , même aux dépens des seigneurs Romains ; vice dangereux dans un souverain , plus honteux encore dans un pape : il éleva vingt-deux de ses parents à l'épiscopat , & deux autres à la qualité de comtes . Un si triste désastre montre assez que l'autorité des supérieurs ecclésiastiques se conserve plus aisément par l'estime & la vénération que les fideles ont pour eux , que par la force & par la violence ; qu'ainsi ils doivent plutôt penser à se rendre respectables par les vertus & les bonnes œuvres que demande le haut rang qu'ils tiennent dans l'église , que redoutables par leur pouvoir . Quelques jours après la mort du pontife , Nicolas de Trévise , neuvième général de l'ordre des frères prêcheurs , cardinal évêque d'Ostie , fut élu en sa place d'une voix unanime , & prit le nom de Benoît XI . C'étoit un prélat d'une rare vertu , qui , à beaucoup de mérite , joignoit une grande douceur , qui le rendoit aimable à tout le monde . Le premier de ses soins fut

Ann. 1303.
Walsingh.
Werner , Cat.
Pr. du diff. p.
196.

Son caractère.
Pr. du diff.
p. 192 , 193 ,
197.

Hist. d'Esp.
com. 3 , l. 11 ,
c. 48 , p. 308.

Ann. 1302.

de rétablir l'ancienne union entre le saint Siege & la France. Mais avant que de raconter la maniere dont il exécuta ce pieux dessein, il est nécessaire de reprendre la suite des autres affaires, qu'on a été obligé d'interrompre, pour ne point embarrasser le récit de ce fameux démêlé.

Ann. 1302.

Nouveaux troubles en Flandre.

Contin, Nang.

p. 54.

Mézeray, t.

2, p. 324.

Dan. tom. 5.

p. 91, 94, 95.

Meyer, An-

nal, p. 89.

On a vu que le roi, maître de la personne & de toutes les places du comte de Flandre, avoit réuni cette province à la couronne; qu'il y alla, non plus en ennemi, ni en conquérant, mais en souverain pacifique; & qu'il fut reçu dans toutes les villes aux acclamations des peuples, charmés de son afabilité & de ses manieres populaires. La reine étoit du voyage, & fut surprise en arrivant à Bruges, de la magnificence des dames. » Je croyois, dit-elle, paroître ici comme la » seule reine, mais j'ai trouvé plus de six cents fem- » mes qui me pouroient disputer cette qualité par la » richesse de leurs habits ». Elle réussit, ainsi que le prince son époux, à gagner le cœur des Flamands. Mais celui que le monarque laissa pour gouverner le pays en son nom, ne suivit pas la même méthode, & rendit la domination françoise odieuse à une nation toujours fidele, quand elle se voit aimée; toujours farouche, indocile, séditieuse, quand elle se croit méprisée. Ce commandant étoit, comme on l'a dit, Jacques de Châtillon, comte de Saint-Paul, seigneur sans expérience, qui suivoit aveuglément les ordres de Pierre Flotte, homme dur, impitoyable, inventant tous les jours de nouveaux impôts, & se foudrant peu d'accabler le peuple, pourvu qu'il eût de l'argent. Châtillon, suivant cette maxime monstrueuse & tyrannique, traitoit sa province avec une hauteur insupportable. Il remit tous les subsides que le roi avoit ôtés pour se concilier l'affection de ses nouveaux sujets; exerça des rigueurs inouïes contre ceux qui osoient se plaindre; ne laissa occuper les charges que par des gens à sa dévotion; & fit bâtir à leurs dépens, pour les tenir en bride, des citadelles à Bruges, à Courtrai, à Cassel, à Lille. Alors

ces peuples fiers & amoureux de leur liberté, se voyant poulés à bout, se révolterent ouvertement. Le chef de la révolte fut un tisserand de Bruges, nommé Pierre le Roi, vieillard d'environ soixante ans, d'une petite taille, d'une mine assez grossière, mais intrépide, d'un grand sens, & d'un esprit capable par les seules lumières de la nature, de conduire l'affaire la plus difficile. Il avoit pour principal lieutenant un boucher, apelé Jean Breyel, qui s'étoit fait une grande réputation par la vigueur avec laquelle il avoit résisté à Gobert d'Epinoi, commandant de Male, petite place voisine de Bruges. Ce seigneur vouloit le faire arrêter, pour avoir tué un de ses domestiques dans une querelle : Breyel se défendit avec tant de courage, qu'il donna le temps à sept cents bourgeois de Bruges d'accourir à son secours. Aussi-tôt il se jeta sur la troupe du gouverneur, la tailla en pieces, & d'Epinoi lui-même fut tué dans la mêlée.

Bruges vit naître ces premiers mouvements de sédition : ils furent excités à l'occasion de la dépense qui avoit été faite pour la réception du roi & de la reine. Les bourgeois vouloient qu'elle fût prise sur les impôts ordinaires : les magistrats ne s'y oposoient point pour ce qui les regardoit : rarement les plus riches contribuent le plus aux fêtes publiques : mais ils ordonnèrent qu'on répartiroit sur chaque particulier des corps de métier les frais qu'ils avoient faits de leur côté. On murmura. Pierre le Roi étoit un de ceux qui avoient le plus éclaté ; il fut arrêté, & mis au cachot avec vingt-cinq autres des plus mutins. Le peuple à cette nouvelle court aux armes, enfonce les portes de la prison, & délivre les coupables. C'étoit un attentat sans doute, mais une nation nouvellement conquise demandoit quelque ménagement. Châtillon, homme fier & hautain, excité d'ailleurs par ceux qui auroient dû implorer sa clémence pour des concitoyens, crut devoir établir son autorité sur la terreur. Il marche à la tête de cinq cents chevaux, & s'approche de la ville, pour

Ann. 1302.

P. 90, fol.
vers.

Ann. 1302.

soutenir les magistrats, qui au son d'une certaine cloche devoient prendre les armes, & s'emparer de toutes les issues des rues, pour faire ensuite main-basse sur les séditieux. Ceux-ci, avertis du complot, firent leurs préparatifs en conséquence, mais plus secrètement, & se donnerent pour signal, celui-là même que leurs ennemis avoient pris. Tous au son de la fatale cloche sortent de leurs maisons, fondent sur la faction qu'on apeloit les gens du Lis, les mettent en désordre, & les obligent de se sauver dans un petit fort voisin de l'église de S. Donatien, où ils les poursuivent & les forcent avec grand carnage. Le gouverneur, instruit de cette déroute, n'osa se présenter avec sa cavalerie. Bientôt joint par un corps de troupes que lui amenoit le comte de Saint-Paul son frere, il vint investir la place qu'il destinoit au plus affreux châtiment. Les rebelles de leur côté se préparoient à une vigoureuse défense : mais enfin le magistrat se fit médiateur : emploi dont il auroit dû se charger dès le commencement de cette funeste querelle.

Ibid.

On convint que les plus coupables fortiroient de la ville, pour n'y plus revenir, ce qui fut exécuté ; & que les autres se soumettroient à la clémence du gouverneur : vertu que Châtillon ne connoissoit pas. Peu content de ruiner toutes les fortifications de cette malheureuse place, d'abatre ses portes, de faire plusieurs brèches à ses murailles qui n'étoient que de terre, il déclara qu'en punition de sa révolte elle étoit déchue & privée de tous ses privileges. Ce fut envain que ses députés présenterent requête sur requête, pour obtenir du monarque la cassation de ce rigoureux arrêt : ils ne furent point écoutés, & revinrent la rage dans le cœur contre leurs nouveaux maîtres. On s'imagina que l'abondance entretenoit leur orgueil : pour le rabatre, on les chargea d'impôts jusque-là inconnus dans le pays. Le désespoir enfin s'empara de ces infortunés : ils rapellerent Pierre le Roi, qui traitoit depuis long-temps à Namur avec Gui & Jean fils du comte de Flandre, &

s'étoit engagé de faire soulever toute la province en leur faveur. L'intrépide tisserand signala son retour en chassant, & les travailleurs qui achevoient de démolir les fortifications de sa patrie, & les magistrats qui lui avoient fait perdre ses privilèges : bientôt il y disposa de tout en souverain.

Gand suivit l'exemple de Bruges. Les habitants irrités qu'on remit certains impôts que le roi avoit ôtés, se soulevèrent, prirent les armes, chargèrent avec furie les troupes qui gardoient la ville, les taillèrent en pièces, & chassèrent ou tuèrent leurs magistrats. Toutes ces nouvelles portées à Namur, réveillèrent les espérances des fils du comte de Flandre. Aussi-tôt ils envoyèrent au secours des rebelles, leur neveu Guillaume de Juliers avec quelques troupes. Ce guerrier ecclésiastique (il étoit diacre & prévôt de l'église de Mastricht) parut à peine à la tête de quelque cavalerie, que tout se déclara pour lui. Dam & Ardembourg lui ouvrirent leurs portes : Male se rendit après une vigoureuse résistance, & tout ce qu'il y avoit de François fut passé au fil de l'épée. On vint sur ces entrefaites lui proposer de se confédérer avec la ville de Gand : la proposition fut reçue avec joie : mais les députés de retour dans leur patrie, trouverent que les gens du Lis avoient regagné le peuple. Ainsi la confédération n'eut point d'effet. Ce petit échec déconcerta le général Flamand, & lui ouvrit les yeux sur les dangers de son entreprise. Il n'ignoroit pas que les François avoient une puissante faction dans Bruges : il connoissoit l'inconstance d'une populace toujours légère : il sçavoit d'ailleurs que Châtillon sembloit des troupes de tous côtés : il prit le parti de se retirer secrètement à Namur, & d'abandonner la partie. Le seul Pierre le Roi ne perdit point courage : il partit à la tête de seize cents hommes, & s'avança vers Gand dans l'espérance de ranimer les bourgeois de cette ville. Mais loin de faire aucun mouvement en sa faveur ; on sortit en armes, pour lui offrir le combat, qu'il ne jugea pas à propos d'accepter. Dans

Ann. 1101.

Autre révolte à Gand, à Dam, à Ardembourg.

Ibid, p. 90,

91.

Ann 1302.

le même-temps il apprend qu'Ardembourg est rentré sous l'obéissance du roi : il y court , insulte la ville , l'emporte du premier assaut , déchire l'étendard de France , & remet à la place celui du prévôt de Mastricht , que les gens du Lis avoient renversé & foulé aux pieds. Il revenoit triomphant , & jouïssoit en idée des aplaudissemens qu'il alloit recevoir à Bruges ; mais cette ville lui fit fermer ses portes : éfet trop ordinaire de l'inconstance de cette multitude qui s'atache au vrai comme au faux , toujours également changeante dans le bien comme dans le mal. Peu s'en falut que le malheureux tisserand ne payât de sa tête la grace de ceux qui l'avoient suivi dans son expédition : il échapa néanmoins , & se sauva en toute diligence à Namur , qui étoit alors le refuge de tous les séditieux.

Horrible massacre des François à Bruges.

Ibid, p. 92
& suiv.

Châtillon cependant s'avançoit avec une armée. Bruges , saisie de frayeur , prit le parti de capituler , & lui envoya des députés , qui furent favorablement écoutés : on convint que les auteurs de la révolte auroient la permission de se retirer où ils voudroient : que les François entreroient dans la ville , non en ennemis , mais en amis : que le gouverneur enfin n'y viendrait qu'avec trois cents chevaux. La capitulation fut exécutée fidèlement de la part des bourgeois : cinq mille sortirent de la place , & se rendirent , les uns à Dam , les autres à Ardembourg : mais une partie surprit Ostbourg , massacra les François qui la défendoient , & pillâ les magasins qu'on avoit faits pour la subsistance des troupes. Châtillon , outré de ce nouvel acte d'hostilité , s'abandonna un peu trop aux mouvemens de son chagrin , & témoigna une défiance indiscrete de ceux qui étoient demeurés dans la ville. Il y entra avec un air menaçant , accompagné , non de trois cents chevaux , comme il l'avoit promis , mais de dix-sept cents , & d'un corps considérable d'infanterie , qu'il disposa dans tous les quartiers & dans toutes les places. On ne pouvoit l'aborder sans essuyer des reproches & des injures : on craignoit quelque sanglante exécution. Il se répandit

répandit même un bruit, que parmi le bagage du général, il y avoit des tonneaux remplis de cordes, pour faire pendre un grand nombre d'habitants. La crainte s'empara de tous les cœurs, mais n'en bannit pas l'espérance. On s'adressa aux exilés, qui accoururent la nuit au nombre de sept mille sous la conduite de Pierre le Roi, enfoncerent les portes, escaladerent les murailles, & assommerent tout ce qui se trouva sur les remparts & dans les rues. Alors le fier tisserand ordonne de s'arrêter, défend de forcer les maisons, & promet au peuple que pas un François n'échappera. Dans le même-temps, il fait garder toutes les portes & toutes les breches, & donne pour mot du guet ces paroles Flamandes, *scilt ende vriendt*, qui signifient en François, *bouclier & ami*. Quiconque vouloit sortir de la ville étoit obligé de les prononcer, chose impossible aux François, qui étoient reconnus & massacrés sur-le-champ. On ne peut lire sans horreur les cruautés exercées sur eux par cette populace éfrénée. Les uns, comme d'infâmes Lestrigons, les déchiroient avec les dents; les autres leur ouvroient le ventre pour en arracher les entrailles; la plupart portoient au bout de leur pique les têtes des gentilshommes, dont ils se jouoient inhumainement. Toutes les rues, toutes les murailles, celles même des églises, étoient souillées de sang; celui de ces barbares, qui en étoit le plus couvert, passoit pour le plus brave. On compte jusqu'à quinze cents cavaliers, & environ deux mille fantassins, égorgés dans cette malheureuse journée. Châtillon, déguisé en prêtre, eut le bonheur d'échapper, & vint à la cour, où le crédit de la reine sa niece lui fut d'un grand secours, pour empêcher qu'on n'imputât à son imprudence tant de mauvais succès.

Les suites de ce massacre furent presque aussi terribles que l'événement même. On n'en eut pas plutôt nouvelle à Namur, que Guillaume de Juliers vint de nouveau offrir ses services aux Flamands, qui l'élurent pour général, & lui donnerent de grosses sommes pour

Suite de cette
défaite.
Ibid.

Ann. 1302.

lever des troupes. Bientôt il eut conquis tous les environs de Bruges. Furnes se soumit sans aucune résistance : Bergue , par la lâcheté du gouverneur nommé Paielle , ne lui coûta que la peine de lui faire une sommation de se rendre : Vindale capitula après trois semaines de siège : Cassel lui ouvrit aussi ses portes ; mais il ne put forcer le château. Telle étoit la situation des affaires , lorsque Gui , l'un des fils du comte de Flandre , arriva au camp des rebelles avec quelque cavalerie Allemande. Rien ne lui résista. Courtrai , Oudenarde , Ypres , & toutes les places de leurs territoires furent prises : il n'y eut que la citadelle de Courtrai qui l'arrêta longtemps. Lille fut sauvée par la valeur & l'habileté de Pierre Flotte , qui s'y étoit jeté avec quelques troupes. On craignoit pour Gand : mais l'adresse du magistrat & l'affection des gens du Lis sûrent la maintenir dans la fidélité.

Bataille de
Courtrai.

Contin. Nang.

Spicil. tom.

3 , p. 35.

Meyer, p. 93.

94

Le roi cependant avoit assemblé une armée. Elle étoit de sept mille chevaux & de quarante mille hommes de pied. Il en donna le commandement au comte d'Artois , l'un des plus braves capitaines de son siècle , mais violent , emporté , ennemi mortel des Flamands ses voisins , pour lesquels il témoigna trop de mépris. Il s'avança contre eux , & ne prit aucune des précautions que la prudence peut suggérer. Ils étoient sans noblesse , sans cavalerie : ils ne laissèrent pas néanmoins de se préparer au combat , & Pierre le Roi leur chef reçut l'ordre de chevalerie à la tête du camp. Ils étoient fortement retranchés entre Bruges & Courtrai , couverts au septentrion par la Lis , fortifiés à l'orient & à l'occident par des fossés très-profonds , & défendus au midi par un canal rempli d'eau , large de cinq brasses , profond de trois , & que l'on n'apercevoit que lorsqu'on étoit sur le bord. Le connétable de Nesle & quelques autres généraux étoient d'avis de leur couper les vivres , sans les attaquer dans un poste presque inaccessible : mais le comte d'Artois qui ne voyoit dans l'armée ennemie qu'un vil ramas de gens sans discipline & sans

expérience, ne crut pas devoir garder tant de ménagement; il ordonna l'attaque, & reprocha publiquement au connétable, qu'il vouloit épargner cette populace féditieuse, parce qu'il avoit marié la fille à un des fils du comte de Flandre. *Vous verrez*, lui répondit ce généreux guerrier, *que je ne suis point un traître: vous n'avez qu'à me suivre, je vous menerai si avant que vous n'en reviendrez jamais.* L'événement vérifia la prédiction.

On donna le signal, & tous marcherent presque sans ordre contre des payfans qu'ils méprisoient, persuadés qu'en les voyant de loin, ils prendroient aussi-tôt la fuite: ce qui n'arriva pas. L'amour de la liberté en avoit fait des soldats qui tinrent ferme; & la folle confiance fit précipiter les François dans des marais, où suivant quelques historiens, près de vingt mille hommes furent tués, sans pouvoir mettre l'épée à la main. Le reste se dispersa. On compte parmi les morts, Jacques de Châtillon, comte de Saint-Paul, principale cause de cette guerre, le connétable de Nesle, qui fut tué en combatant, sans vouloir de quartier, quoique les ennemis le priaissent de se rendre, Gui de Nesle son frere, maréchal de France, Pierre Flotte, garde des sceaux ou chancelier de France, Godefroi de Brabant, & le seigneur de Vierzon son fils, les comtes d'Eu, d'Aumale, de Dammartin, de Dreux, & de Soissons, Jean, fils du comte de Hainaut, le comte de Tancarville, grand chambellan, Renaud de Trie, Henri de Ligni, Albéric de Longueval, le comte de Vimeu, Simon de Melun, maréchal de France (a), près de deux cents chevaliers, & un grand nombre d'écuyers (b). Le

Ann. 1302.

Cruel carnage
des François.
Cont. Nang.
p. 55.
Meyer, *ibid.*

(a) Simon de Melun est l'auteur de la branche de la Loupe-Marcheville-la-Saille & Vierzy: il étoit le quatrième fils d'Adam III du nom, vicomte de Melun, & de la comtesse de Sancerre, dame de la Loupe. *P. Anf. hist. général. tom. 1, p. 500.*

(b) Mézerai met encore au nombre des seigneurs tués à cette bataille, D. Jayme I, roi de Majorque: mais il est certain que ce prince ne mourut que vers la fin du mois de Juin 1311, voyez *Hist. de Lang. tom. 4, p. 151.* Le P. Daniel augmente aussi cette liste des morts d'un Alain, fils aîné du comte de

Ann. 1301.

Dan. tom. 3,
p. 104.Cont. Nang.
p. 56.
Mézerai, t.
2, p. 131.Cette défaite
est suivie de la
perte de toute
la Flandre.Meyer, p. 94,
95.

comte d'Artois fut trouvé au milieu d'un tas de cadavres, percé de plus de trente coups de lance, & ce brave prince, victime de sa présomption, vérifia dans sa personne une maxime aussi ancienne que la guerre, qu'il ne faut jamais mépriser son ennemi, quelque méprisable qu'il paroisse. Gui, comte de Saint-Paul, qui commandoit l'infanterie, l'abandonna lâchement, & se sauva honteusement. Les vainqueurs sortirent enfin de leurs retranchements, & tuèrent beaucoup de fuyards : ils n'osèrent cependant pas trop se livrer à la poursuite, plus de la moitié des vaincus leur échapa. On disoit, suivant la superstition de ces temps-là, qu'une comète couleux de sang qui avoit paru l'année précédente, présageoit ce tragique événement. Un fait très-constant, dit Mézerai, c'est que jamais la France ne reçut un tel affront, d'autant plus honteux que ce fut par la faute de ses chefs, & par la main d'une canaille ramassée, & plutôt armée pour une sédition que pour un combat honorable. On raconte qu'Annibal, pour faire connoître au Sénat de Carthage la grandeur de la victoire qu'il avoit remportée à Cannes, lui envoya trois boisseaux remplis d'anneaux d'or, ornements de cinq mille six cent trente chevaliers Romains tués dans cette fameuse journée : on peut juger de la perte des François dans cette malheureuse déroute par les quatre mille paires d'épées dorées, dépouilles d'autant de gentilshommes, qui ornèrent le triomphe des Flamands, & dont ils suspendirent cinq cents dans l'église de Courtrai.

Le fruit de cette victoire fut la conquête de toute la Flandre, qui s'empressa de se rendre aux enfants de son ancien maître. Le gouverneur de la citadelle de Courtrai, qui avoit fait une si belle défense, fut forcé de capituler, & ne put obtenir les honneurs de la guerre : il demeura prisonnier, & depuis on l'échangea, avec

Bretagne. Mais 1°. Jean II du nom, qui possédoit alors la Bretagne, avoit le titre de duc depuis 1297. 2°. On ne trouve aucun Alain parmi ses enfants. Voyez P. Anf. hist. général, tom. 2, p. 216 & suiv.

trois autres chevaliers François, pour quelques-uns des seigneurs Flamands qu'on retenoit en France. Gand, où il y avoit beaucoup de noblesse qui tenoit pour le roi, commençoit à chanceler : le peuple enfin se souleva, traina ses magistrats en prison, & se soumit au parti victorieux. Le château de Cassel, Lille & Douai, suivirent l'exemple. Ainsi toute la province fut perdue pour les François, excepté Dendermonde, qui tint contre tous les efforts de l'ennemi jusque bien avant dans l'hiver. Alors, Jean comte de Namur, fils aîné du comte de Flandre, de sa seconde femme, fut reconnu pour lieutenant général de tout le comté, jusqu'à ce que son pere ou son frere aîné eussent été délivrés de prison.

La nouvelle d'un si triste désastre répandit la consternation en France. Il n'y avoit pas une famille considérable qui ne fût en deuil, ici d'un pere, là d'un époux, ailleurs d'un fils, d'un frere, d'un parent, d'un ami. Le roi sur-tout, prince également impétueux & fier, n'aprit qu'avec le plus vif ressentiment, une si cruelle catastrophe. Plein d'idées de vengeance, il convoqua le ban & l'arrière-ban de toutes les provinces, & obligea tous les ordres du royaume à lui fournir, selon leurs forces, un certain nombre de troupes bien armées. C'étoit pour la noblesse, tout ce qui pouvoit monter à cheval, & pour le peuple, un sergent à pied pour chaque vingtaine de feux. Le tiers de ces sergents étoit armé d'une lance, d'un dard, d'un grand couteau, d'un poignard ; les autres, d'arbaletes & de fleches : tous portoient des épées. Le trésor cependant étoit épuisé, il falut avoir recours à des taxes extraordinaires : chaque particulier fut taxé au cinquieme de son revenu, & ceux qui avoient cinq cents livres en meubles, à vingt-cinq livres. On augmenta aussi le prix des monnoies, moyen dont on se servoit dans les grandes nécessités de l'Etat : mais jamais on ne l'avoit porté si haut : sans changer le poids, on donna à chaque picce un tiers de plus de valeur qu'elle n'avoit sous les regnes précé-

Ann. 1502.

Le roi marche en Flandre, & revient sans avoir rien fait.

Ann. 1301.

Spicil., tom.

I, p. 55.

Meyer, p. 96.

Avantages
remportés par
les François.

Ibid.

dents, ce qui excita de grands murmures tant au-dehors qu'au-dedans.

Le roi, par ces ressources si ruineuses pour le peuple, assembla quatre-vingt mille hommes, & s'alla camper entre Arras & Douai. Une si belle armée, dit le Continuateur de Nangis, suffisoit pour détruire toute la Flandre avec tous ses habitants : mais on ne lui permit, ni d'attaquer l'ennemi, qui, quoique beaucoup plus foible, s'étoit avancé jusqu'à une lieue du camp François, ni d'insulter aucun village Flamand. Le mois de Septembre s'écoula, sans avoir rien fait : les pluies d'Octobre qui survinrent, rendirent les chemins impraticables : il falut se retirer, & se contenter de mettre des garnisons à Calais, à Saint-Omer, à Béthune, à Lens, à Tournai, ville libre, mais qui tenoit pour la France. Le bruit courut que la reine d'Angleterre, sœur du roi, l'avoit averti en secret, qu'il y avoit dans son armée plusieurs seigneurs qui le trahissoient, & qu'il s'exposoit beaucoup, s'il engageoit une bataille. Le prince son époux qui favorisoit, dit-on, la révolte des Flamands, sans néanmoins oser se déclarer ouvertement, lui en avoit fait la fausse confidence. On ajoutoit que cette princesse, qui croyoit à l'astrologie, lui avoit fait dire en même-temps, que les astres le menaçoient jusqu'à la fin de cette année. Quoi qu'il en soit de cette dernière historiette, il est certain que le monarque congédia ses troupes, & revint sans gloire.

Les rebelles, persuadés qu'on les craignoit, imaginèrent que les François n'oseroient plus paroître devant eux. Dans cette folle confiance, ils se jetèrent, le fer d'une main, le feu de l'autre, sur le comté d'Artois, dont Othon IV comte de Bourgogne venoit de recevoir l'investiture du chef de sa femme Mahaud, au préjudice de Robert neveu de cette princesse : c'est que la représentation même en directe n'avoit pas lieu, suivant la coutume de cette province, disposition confirmée par deux arrêts solennels, mais qui dans la suite causa bien des malheurs. Villes, bourgs, villages, tout

ce qui étoit sans défense , fut pillé , & livré aux flammes. La vengeance fut prompte. Cette troupe de brigands revenoit en désordre , lorsqu'elle tomba dans une embuscade auprès d'Aire : elle fut ataquée , enfoncée , culbutée , & laissa environ huit cents morts sur la place. Ce ne furent pas les seules pertes qu'essuyèrent les Flamands , on parle de divers combats où ils perdirent bien des hommes , cinq cents dans les plaines de Lille , mille sous les murs de Bergue , quinze mille dans les environs de Saint-Omer. Tous ces succès étoient dus à la sage conduite de Gaucher de Châtillon , qui avoit succédé à Raoul de Nesle dans la charge de connétable de France : il ne put cependant empêcher que Têrouane ne fût forcée & saccagée.

Ann. 1302.

La situation des affaires du roi , soit à l'égard de l'Italie , il étoit alors au plus fort de ses démêlés avec Boniface , soit à l'égard de la Flandre , il venoit de perdre cette province avec la même rapidité qu'il l'avoit conquise , ne lui permettoit point de faire éclater son ressentiment contre certains vassaux , qui n'étoient pas fâchés de le voir dans l'embaras , qui même sous main excitoient les Flamands à la révolte. C'est ce qui l'engagea à terminer ses différends avec le roi d'Angleterre , qui dans la circonstance pouvoit devenir un ennemi dangereux. On a vu que les deux rois en 1297 , avoient conclu à Vive-Saint-Bavon sur la Lis (a) , une suspension d'armes , ou , comme on parloit alors , *une souffrance de guerre , de royaume à royaume , de terre à terre , de gent à gent , par mer & par terre* ; mais cette treve qui commençoit à la saint Denis , ne devoit durer pour le duché d'Aquitaine , que jusqu'au jour des Rois ; & pour la Flandre , que jusqu'à l'octave

Ann. 1303.
Philippe fait
la paix avec
l'Angleterre.

Rymer ; ass.
Publ. tom. 1,
p. 3 , p. 190.

(a) Ce traité est du 9 Octobre 1297. Le P. Daniel (tom. 5 , p. 44.) dit qu'il fut conclu à Fismes en Champagne : c'est une erreur que son Editeur auroit dû corriger sur les actes de Rymer. Fismes est sur la Vesle , & les actes originaux de cette treve sont donnés à Fines Saint-Banoun ou Saint-Banon sur la Lis , aujourd'hui , Vive-Saint-Bavon.

Ann. 1303.

P. 191.

P. 194, 195.

P. 108, 109.

de saint André. Depuis, par un traité daté de *Groëninge* — *l'Abaye, près de Courtrai* (a), on la prolongea jusqu'au carême — prenant, tant pour la Flandre, que pour l'Angleterre. Enfin, par une autre transaction passée en l'abaye de saint Martin de Tournai, il fut arrêté qu'elle auroit lieu jusqu'au lendemain de l'Épiphanie 1299 (b). On se rassembla ensuite à Montreuil-sur-mer (c), & les ministres des deux princes, en présence des légats du pape, signèrent un traité par lequel il fut convenu : 1°. Que le roi Edouard épouserait madame Marguerite, sœur du roi Philippe, & lui assurerait sur ses domaines d'Angleterre ou de France un douaire de quinze mille livres de petits tournois : 2°. Que pour rendre la paix ferme & plus durable, messire Edouard, fils aîné du monarque Anglois, prendrait madame Isabelle de France, fille du roi, à épouse & à femme, sitôt qu'elle serait à âge de faire mariage, & lui assignerait, en lieux convenables & suffisants, un douaire de dix-huit mille livres petits tournois : 3°. Que les prisonniers faits de part & d'autre seroient remis en liberté, sous caution néanmoins, & avec obligation de venir à leur prison, si ce traité n'étoit point exécuté : 4°. Que monsieur de Bailleul, roi d'Ecosse, allié de la France, & prisonnier d'Edouard, seroit mis entre les mains du légat du pape, qui ordonneroit de son sort, comme il jugeroit à propos (a) : 5°. Que le monarque Anglois diroit & promettroit en bonne foi, que de ci en avant il seroit bon ami & loyal au roi de France & à son héritier roi de France : 6°. Que si l'on

(a) Le 23 Novembre 1297.

(b) Le 31 Janvier 1298.

(c) Le 19 Juin 1299.

(d) Jean de Bailleul passa en France, où il termina sa carrière après quelques années d'exil. On ignore le temps de sa mort, & même le lieu de sa retraite. S'il étoit permis de hasarder ici une conjecture, on diroit qu'il se retira probablement en Normandie dans le pays de Caux, d'où la famille des Bailleuls, qui subsiste encore aujourd'hui dans cette province, est originaire. Ne seroit-ce pas là l'origine du royaume d'Yvetot, que les Sçavans cherchent depuis si long-temps ? Voyez l'art de vérifier les dates, p. 667.

ne parvenoit pas à terminer les différends qui se sont élevés, les deux rois pourroient poursuivre leur droit, en la maniere qu'il leur plairoit.

Ann. 1303.

On voit que cette convention étoit plutôt un projet de pacification, qu'un vrai traité de paix. Ainsi pour empêcher que de part ou d'autre on ne procédât par des voies de fait, Benoît Caïétan, en qualité de médiateur, non comme souverain pontife, ordonna une suspension d'armes qui devoit durer depuis les Rois 1300 jusqu'au lendemain du même jour 1301 (a). Quelques jours après (b), il parut une autre bulle qui décidoit que chacun garderoit ce qu'il possédoit au moment de la cessation d'hostilités. Alors la princesse Marguerite partit pour l'Angleterre : elle fut reçue partout avec les plus grands honneurs ; & son mariage avec Edouard fut célébré à Cantorbéri (c), où la cérémonie du couronnement se fit avec une magnificence peu commune. Ce ne furent pendant long-temps que prorogations de treves entre les deux couronnes. On en compte jusqu'à quatre : les deux premières arrêtées par la médiation de Boniface (d), les deux autres convenues entre les ministres des deux puissances (e), Philippe ayant refusé l'arbitrage d'un pontife qui se déclaroit si hautement son ennemi. Enfin elle fut entièrement consommée à Paris (f) cette paix si ardemment souhaitée, & trop long-temps reculée au gré des gens de bien. Il fut arrêté que le roi d'Angleterre rentreroit en la foi & obéissance du monarque François ; que comme duc d'Aquitaine & pair de France, il lui feroit hommage-lige, purement, simplement, sans condition ; que ses procureurs prêteroiént d'abord le serment de fidélité ; qu'il se rendroit ensuite lui-même à Amiens, pour le prêter en personne ; qu'en cas de maladie ou de

p. 211, 212.

Spicil. t. 1, p. 234.

Rymer, tom. 1, part. 4, p. 24, 25, 26.

(a) Cette Bulle est datée d'Agnanie le 21 Juillet 1299.

(b) Le 29 Juillet 1299.

(c) Le 8 Septembre 1299.

(d) La première est du 21 Octobre 1300 : la seconde du 13 Décembre 1301.

(e) La première est du 25 Novembre 1302 : la seconde du 11 Mars 1303.

(f) Le 20 Mai 1303.

Ann. 1303.

quelque autre empêchement notoire , le prince de Galles son fils seroit tenu de venir en sa place , avec plein pouvoir de jurer ladite féauté , sans préjudice de l'obligation de s'acquitter lui-même de ce devoir , dès qu'il seroit en état de le faire ; qu'à ces conditions , il seroit remis en pleine possession de toutes les cités , châteaux , bourgs , villes , terres , rentes , fiefs , hommages , obéissances , seigneuries , & de toutes autres manieres de justices , de tenances , de droitures , & d'autres choses non mouvantes , en la duché d'Aquitaine.

Aussi-tôt Henri de Laci fit l'hommage au nom de son maître , & l'ordre fut expédié de délivrer aux Anglois toutes les places de Guienne. La réconciliation étoit sincere. Les deux rois la scellerent par une ligue défensive contre tout homme qui peut vivre & mourir. On déclaroit néanmoins très-expressement , que cette confédération n'étoit point contre l'église de Rome : mais il paroît qu'on distinguoit le saint siege d'avec le pape Boniface ; car il étoit dit immédiatement après , que cette alliance étoit contre quiconque voudroit despointer , empêcher , ou troubler les deux rois *ès franchises , ès libertés , ès privilèges , ès droits , ès droitures , ès coutumes d'eux , & de leurs royaumes.* On exceptoit encore , pour le roi de France , monsieur Aubert (Albert) roi d'Allemagne , & messire Jean , comte de Hainaut ; & pour le roi d'Angleterre , messire Jean , duc de Brabant , son gendre. Le jour même de la signature du traité , les deux ministres Anglois , Amédée de Savoie & Henri de Laci , fiancerent la princesse Isabelle au nom du jeune prince , fils aîné d'Edouard , & l'héritier présomptif de sa couronne.

Invention de
la Boussole.

Ce fut , dit-on , vers ce même-temps (en 1302) , que l'on commença à parler de la boussole ou aiguille aimantée , si utile pour la navigation. Un Napolitain , que quelques-uns nomment Jean Gira ou Goya , d'autres , Flavio Gioia , en passoit alors pour l'inventeur : de-là vient que la ville d'Amalfi , dont il étoit originaire , a pris une boussole pour ses armes. Quelques

auteurs ont cru que vers l'an 1260, Marc-Paul, Vénitien, rapporta cette invention de la Chine, & ils se fondent sur ce qu'on s'en servoit au commencement comme font encore les Chinois, qui la font flotter sur un petit morceau de liege (a). Mais Fauchet rapporte des vers de Guiot de Provins, poëte François, qui en fait mention sous le nom de *Marinette*, ou *Pierre Marinier* : ce qui prouve qu'on la connoissoit en France, non-seulement avant le Napolitain, mais même plus de cinquante ans avant le Vénitien. Guiot en éfet écrivoit sur la fin du douzieme siecle, ou pendant les premieres années du treizieme. On peut encore ajouter que la fleur de lis que toutes les nations du monde mettent sur la rose au point du nord, devient une nouvelle preuve que les François l'ont ou inventée, ou perfectionnée. L'usage de la boussole est de régler la latitude, c'est-à-dire, de marquer la distance de l'équateur au zénith ou point vertical de l'endroit où l'on se trouve, tant sur mer que sur terre. On n'a pas encore trouvé les longitudes, c'est-à-dire, une invention qui marque l'éloignement du méridien du lieu où l'on est, jusqu'au premier méridien : il y a de grandes récompenses promises à celui qui fera cette découverte.

La guerre de Flandre, ni les entreprises de Boniface, n'empêchoient pas le monarque de songer au gouvernement de son Etat. On vit paroître au milieu de ces troubles (a) cette ordonnance fameuse, où les abus qui régnoient alors dans l'administration du royaume, sont notés, réprouvés, & réformés. Les officiers du prince ne cessent d'atenter aux droits du Clergé, ce qui causoit de grands scandales. Le roi déclare qu'il prend tous les ecclésiastiques sous sa protection royale ;

Ann. 1303.

Mém. de l'Acad. des B. L. t. 21, p. 193.

Ordonnances pour la réformation du royaume.

Laur. Ord. de nos rois, t. 1, p. 357 & suiv.

(a) Les Chinois disent que leur Empereur Chiningus, qui étoit un grand astrologue, en avoit connoissance 1120 ans avant J. C.

(a) Le 18 Mars 1303. D. Vaissette date cette ordonnance du 23 Mars de la même année : c'est une erreur échappée à ce sçavant Bénédictin. Elle fut donnée le *Lundi d'après la mi carême* : or en 1303, ce Lundi est incontestablement le 18 Mars ; l'époque tombant le 7 Avril.

Ann. 1303.

veut qu'ils jouissent des libertés, franchises & immunités dont ils jouissoient sous le regne de saint Louis; défend de les troubler dans l'exercice de leur juridiction spirituelle ou temporelle; prétend que lorsqu'ils seront obligés de venir au parlement, on les expédie promptement, selon leur rang, & l'importance de leurs affaires; ordonne que quand il enverra des lettres pour saisir ou confisquer leur temporel, on ne les mettra à exécution, qu'après s'être informé si ce qu'on lui a mandé est véritable; ne permet de saisir leurs biens que jusqu'à la concurrence de l'amende qu'ils doivent; décerne de rigoureuses peines contre les gardiens des régales, qui commettent quelque dégât dans la perception des fruits d'un bénéfice vacant, qui abatront les hautes futaies, ou couperont les bois taillis avant le temps, ou détruiront les étangs, les viviers, les maisons; & condamne ceux qui sont coupables de quelques-uns de ces excès, à réparer & payer tous les dommages qu'ils ont causés.

Ibid.

Alors, comme de nos jours, les gens de justice, quoique leurs charges ne fussent pas encore vénales, n'étoient exemts ni de passion, ni d'intérêt; & leurs lenteurs affectées désoloient & ruinoient les malheureux plaideurs. Pour remédier à ces désordres, il est dit que personne n'exercera la magistrature dans le lieu de sa naissance; que les juges, loin d'avoir droit de rien exiger, ne pourront pas même accepter ce qu'on leur offrira librement; que les offices de judicature ne seront donnés qu'à des personnes sages, fideles, éclairées, capables, de bonne renommée; que les gens du conseil du roi ne recevront de pension ni du clergé, ni des villes, ni des communautés (a); que les sergents à cheval ne prendront que trois sous par jour, & les sergents à pied dix-huit deniers; que les notaires n'auront qu'un denier pour trois lignes d'écritures; &

(a) Cette sage disposition a été renouvelée par Charles VI, Charles VIII, Louis XII, & les rois leurs successeurs, mais sans succès, l'avidité du gain l'ayant emporté sur le devoir. *Laur. ord. tom. 1, p. 360, note 5.*

que les enquêtes portées à la cour seront expédiées & jugées du-moins dans deux années : terme beaucoup trop long pour un infortuné , qu'un injuste procès réduit à la plus affreuse misère.

Ann. 1303.

Tant de précautions ne rassuroient point le sage législateur. On pouvoit éluder l'autorité de la loi : la cupidité a des ressources infinies : il voulut encore retenir les magistrats par les liens sacrés du serment. Il ordonne que les sénéchaux , baillis , juges , viguiers , vicomtes , prévôts & autres officiers , jureront qu'ils feront justice aux grands & aux petits , sans acception de personne ; qu'ils conserveront les droits du roi , sans nuire à ceux de ses vassaux & sujets ; qu'ils ne recevront ni or , ni argent , ni aucun autre don quel qu'il soit , si ce n'est de choses à manger ou à boire ; qu'ils ne permettront point que leurs femmes , leurs enfants , leurs freres , leurs neveux , leurs nieces , reçoivent aucun présent ou bénéfice ; qu'ils ne prendront rien à titre de prêt , des personnes de leurs bailliages , ni de ceux qui auront des causes devant eux ; qu'ils n'emploieront ni présents , ni intrigues , pour captiver la bienveillance de ceux qui sont du conseil du roi , ou qui ont droit d'inspection sur eux ; qu'ils ne feront aucune acquisition d'immeubles dans l'étendue de leur juridiction ; qu'ils n'y contracteront point mariage , ni ne souffriront que leurs enfants ou proches-parents , s'y marient ; enfin qu'ils exécuteront fidèlement & de bonne foi tout ce qui est prescrit par cette ordonnance.

Ibid.

Mais de tous les articles de ce fameux édit , le soixante-deuxieme (a) est le plus remarquable , parce

Le Parlement rendu sédentaire à Paris.

(a) Non le soixante-hisième , comme l'assure le nouvel Editeur du P. Daniel , tom. 5 , p. 205. Ce n'est pas la seule faute qui lui soit échappée dans son observation sur cet établissement : 1°. Le texte y est corrompu : *proponimus quod duo Parlaementa* : il y a *proponimus ordinare* : 2°. La traduction est doublement infidèle : nous ordonnons : ce mot *proponere* tout seul ne signifie point ordonner ; il faut dire avec le texte , *nous nous proposons d'ordonner* : 3°. On fixe l'époque de cette ordonnance à l'année 1302 , on devoit ajouter , vieux style , c'est 1303 , selon le nouveau. 4°. On veut qu'elle soit du 24 Mars : mais le

Ann. 1303.

Ibid.

*Rech. de la
France, tom.
I, 2, c. 3,
151, 52.*

qu'il forme une époque célèbre dans la Monarchie. Voici comme il est conçu. » Pour la commodité de » nos sujets , & pour l'expédition des causes , nous » nous proposons d'ordonner qu'on tiendra deux fois » l'an le parlement à Paris , l'échiquier à Rouen , les » grands jours à Troies ; & qu'il y aura un parlement » à Toulouse , si les gens de cette province consentent » qu'il n'y ait point d'appel de ceux qui y siégeront ». Voilà ce qui a donné lieu à presque tous nos modernes de fixer en 1302 (1303 ,) le temps où le parlement qui suivoit le roi , cessa d'être ambulatoire , & commença à tenir ses séances à Paris. Le monarque néanmoins ne dit pas qu'il ordonne : » mais qu'il se » propose d'ordonner que tous les ans on tiendra deux » parlements à Paris », parole qui semble plutôt indiquer le projet , que l'exécution d'un établissement. C'est ce qui fait que Pasquier recule de quelques années ce grand événement. Ce que Philippe promit alors , dit ce célèbre écrivain , il l'exécuta en 1304 ou 1305 : ce qui se prouve par une ordonnance qu'on trouve dans un vieux registre des chartes du roi. Elle porte » qu'il y aura deux parlements , que l'un com- » mencera à l'octave de Pâque , l'autre à l'octave de » la Toussaint , & que chacun ne durera que deux » mois : qu'ils seront composés de deux prélats , (l'archevêque de Narbonne & l'évêque de Rennes) , de » deux seigneurs laïques , (le comte de Dreux & le » comte de Bourgogne) , de treize conseillers clercs , » & de treize conseillers laïques ; que chaque chambre » des enquêtes n'excédera point le nombre de cinq , » l'échiquier dix , les grands jours de Troies huit ». La preuve que ces grands tribunaux ne tenoient pas dans le même-temps , c'est que suivant cette même ordonnance , les mêmes qui avoient présidé à Paris , se trouvent encore présider dans la même année à Rouen & à Troies.

Lundi de la mi-carême , jour de sa date , étoit le 2 Avril en 1302 , le 28 Mars en 1303.

C'est une chose étrange, continue Pasquier, » que
 » nous ignorions ce que chacun devoit sçavoir, l'ori-
 » gine de ce parlement, qui est la plus riche piece
 » du royaume, sous l'autorité de nos rois. De-là
 » vient que quelques-uns en attribuent le premier plan
 » au roi Louis Hutin, ce qui est une véritable hérè-
 » sie ». Ce prince n'a fait que suivre les errements
 de son pere, » en nommant à la grand-chambre, pour
 » président, le chancelier ; pour conseillers, douze
 » clercs & dix-huit laïques ; aux enquêtes, pour
 » juges, les évêques de Mende & de Soissons, les
 » abés de S. Germain-des-Près & de S. Denis, sept
 » autres clercs, six laïques, & neuf rapporteurs ». Le
 parlement, sous Philippe-le-long, frere & successeur
 de Louis, étoit à peu-près composé du même nom-
 bre d'officiers, il n'y fit d'autre changement que d'en
 exclure les prélats, *se faisant conscience, dit-il, de*
les empêcher de vaquer au gouvernement de leurs spiri-
tualités (a). Mais, comme l'observe très-judicieusement
 l'auteur des recherches de la France, » nous sommes
 » en un royaume, auquel pour la facilité de nos rois,
 » les choses viennent fort aisément à l'essor. Il n'y eut
 » si petit seigneur un peu en crédit, qui ne voulût
 » être immatriculé dans cette compagnie : bientôt le
 » nombre en fut éfréné ». Philippe de Valois, pour
 remédier à ce désordre, régla (b) que dorénavant il
 n'y auroit que trente conseillers à la grand-chambre,
 sans y comprendre les présidents, quarante aux en-
 quêtes, huit aux requêtes : réglemeut qui fut long-
 temps en vigueur.

Ann. 1303.

Laur, Ordon.
 1. 1. p. 702.

Rech. de la
 Fr. ibid, p. 53.

Ordon. rom.
 2, p. 210.

Ce seroit une erreur, c'est toujours Pasquier qui parle, d'imaginer avec quelques modernes, que cette dernière ordonnance constitue le parlement dans l'état où il est aujourd'hui, c'est-à-dire, dans une séance fixe & continuée pendant tout le cours de l'année : le contraire est démontré par plusieurs mémoires de ces anciens

Pasquier, ib.
 p. 54.

(a) Cette Ordonnance est du 3 Décembre 1319.

(b) Le 11 Mars 1344. (1343.)

Ann. 1303.

temps. Ici c'est le même Philippe de Valois, qui en 1346 (a) mande aux gens des comptes, qu'attendu que le parlement n'est point assemblé, il a délégué quelques conseillers & maîtres, pour faire le procès aux Lombards usuriers, & que son intention est qu'ils soient payés de leurs vacations, selon ce qui est ordonné par chacun jour : là c'est Charles le premier des fils de France qui ait pris le titre de dauphin, qui en 1357, pendant la prison du roi son pere, déclare qu'il aura soin que les chambres du parlement, enquêtes & requêtes, se tiennent à l'avenir sans discontinuation : ce qui suppose qu'alors elles n'étoient point encore dans cet usage. Mais cette déclaration du jeune prince demeura sans effet : il régna, il mourut sans l'avoir exécutée. La minorité de Charles VI son fils, la foiblesse de son cerveau, les factions des princes qui désolèrent le royaume, furent cause qu'on ne songea point à envoyer de nouveaux rôles de conseillers : ceux qui se trouvoient en place, ne laissèrent pas échapper l'occasion de s'y maintenir : ils commencèrent à tenir des séances fixes & continues : ce qui a toujours subsisté depuis.

Jusque-là nul président, nul conseiller à titre d'office : ce n'étoient que des commissions, pour lesquelles ils étoient payés par jour, selon le service qu'ils avoient rendu. Le roi les changeoit comme il jugeoit à propos : rarement il les continuoit ; à chaque séance, nouveaux juges. Les pairs, tant ecclésiastiques que laïques, les seuls qui fussent membres nés du parlement, étoient aussi les seuls conseillers à vie. On n'admettoit dans cet auguste corps aucun laïque, qu'il ne fût chevalier ou gentilhomme : si quelquefois on y apeloit des gens de loix, ce n'étoit que pour les consulter. Insensiblement ils y eurent voix délibérative, & siégerent avec la noblesse. Cela fit de la bigarure. Les chevaliers, à l'ordinaire, s'y trouvoient l'épée au côté

*Mœurs & coutumes de Fr. p.
148, 149.*

(a) Le 11 du mois d'Août.

&

& avec leurs manteaux ; les gens de loix au contraire, n'osant prendre le manteau , qui étoit l'habit de chevalier , n'étoient vêtus que d'une robe qui n'étoit ni ample , ni traînante comme celle d'aujourd'hui , mais ferrée comme une soutane. On donnoit la qualité de *Maître* aux ecclésiastiques du second ordre, comme aux doyens des chapitres , aux chantres , aux prieurs , & aux autres clercs , qui étoient faits conseillers : elle passa depuis aux légistes qui parvinrent à cet honneur, même à la première présidence. Les registres du parlement ne qualifient que de *Maître* le premier président Mauger , qui mourut en 1418. Le titre de *Monseigneur* étoit affecté à ceux des conseillers gentilshommes, qui n'étoient pas encore admis dans l'ordre de la chevalerie. On apeloit le chevalier *Messire* ou *Monseigneur* : c'est , dit-on , en mémoire de ces anciens preux , qu'on traite encore aujourd'hui le parlement de *Nosseigneurs*. Philippe de Morvilliers , quoique premier président , d'ailleurs homme de qualité , ne fut point traité de *Messire* , qu'il n'eût été fait chevalier. Les présidents à mortier , qui représentent les chevaliers , en ont conservé l'habit , & la robe des gradués est demeurée aux conseillers qui leur ont succédé.

Ann. 1303.

Il paroît qu'alors les gens des enquêtes & des requêtes ne tenoient point le même rang que Messieurs de grand'chambre , c'est-à-dire , qu'ils n'étoient point regardés comme faisant partie du parlement : vérité attestée par une multitude de témoignages tirés des archives de la nation. Ici ce sont des lettres de nos rois adressées » aux gens qui tiennent ou tiendront leurs » parlements , aux gens tenants les comptes , aux en- » quêtes , aux requêtes » : là , c'est Philippe-le-Long qui ordonne » que Messieurs des enquêtes & des re- » quêtes viendront & demeureront en leur chambre à » l'heure & en la manière que ceux du parlement ; » que les maîtres du parlement & les juges des en- » quêtes s'assembleront à Paris huit jours avant que » la séance soit ouverte ; que ceux des requêtes n'en-

Rech. de la
Fr. t. 1, l. 3,
c. 3, p. 61, 62.

Ordon. de nos
rois, t. 1, p.
730, 731.

Ann. 1303.

Ibid., tom. 2,
p. 210.

Rech. de la
France, ibid.

Mœurs & cou-
tume des Fr. p.
150.

» treront en la chambre du parlement, s'ils n'y sont
» mandés, ou s'ils n'y ont affaire pour leurs propres
» besognes ». Ailleurs c'est Philippe de Valois qui règle,
» qu'en son parlement il y aura quinze clercs & quinze
» laïques, outre trois présidents; vingt-quatre clercs
» & seize laïques en sa chambre des enquêtes; cinq
» clercs & trois laïques en ses requêtes du palais » :
tous monuments qui établissent une distinction réelle
entre le parlement, les enquêtes & les requêtes. Elle
subsista jusqu'au temps où les séances de la cour com-
mencerent à être fixes & perpétuelles : ce qui n'em-
pêcha pas que la grand'chambre ne conservât de gran-
des prérogatives sur les autres. On se plaignoit en 1409,
d'un jugement rendu aux enquêtes. Elle ordonna que
le procès seroit revu : ce qui fut exécuté. Il fut dit à
la vérité, qu'il avoit été bien jugé : mais cet arrêt
prouve la supériorité de la chambre qui le rendoit. Ce
ne fut qu'en 1422, qu'on accorda aux enquêtes le pou-
voir de mettre les appellations au néant. » Telle est encore
» aujourd'hui, dit Pasquier, l'autorité de cette grand-
» chambre, qu'il n'y a celui des enquêtes qui avec le
» temps n'espere & ne desire y avoir séance, comme
» dernière ressource de ses penchemens. Une place y
» vaquoit sur la fin du regne de Charles VI (a) : Jac-
» ques Brulart & Guillaume Gui la disputèrent vive-
» ment. Celui-ci alléguoit son ancienneté de réception ;
» celui-là sa qualité de président aux enquêtes. Les
» chambres assemblées prononcerent que Brulart seroit
» préféré. On dit les chambres assemblées : chose inouïe
» avant que le parlement fût établi perpétuel.

L'arrivée des Légistes causa de grands changemens.
Ces gens pleins des formalités qu'ils avoient puisées
dans le droit, introduisirent la procédure, & par-là
se rendirent maîtres des affaires qu'ils avoient sçu em-
brouiller. Ce jargon de chicane rebuta les chevaliers,
qui n'y entendoient rien. Une autre mortification fut

(a) Le 19 Mai 1412.

de se voir assez souvent présidés par un gradué , au lieu que dans les premiers temps , c'étoit toujours un haut baron qui les présidoit. Ce qui acheva enfin de les dégoûter , c'est que le parlement devint perpétuel. Cette assiduité ne leur laissoit le temps , ni d'avoir soin de leurs affaires , ni de rendre pendant la guerre le service qu'ils devoient au roi : ils prirent le parti de se retirer , & d'abandonner une de leurs plus illustres & plus anciennes prérogatives , qui étoit de juger les peuples. Déjà on avoit exclus les prélats de ces assemblées , où anciennement ils avoient droit d'opiner : ainsi les Légistes y restèrent seuls ; ce qui a donné à la robe la considération où elle a toujours été depuis. De-là vint la distinction qu'on ne connoissoit pas autrefois , de la noblesse d'épée , & de la noblesse de robe.

Ann. 1303.

Les lumieres & la probité des premiers Légistes qui curent séance au parlement , les mirent dans une haute réputation. Ils se laissoient rarement surprendre , jamais corrompre. Ils ne recevoient ni présents , ni visites : un grand fond d'honneur faisoit toute leur richesse : leurs gages suffisoient pour leur entretien. Lorsqu'ils n'étoient point payés , ils retournoient à leurs écoles , pour y enseigner le droit. Cette noble simplicité , loin d'affaiblir , augmentoit la considération qu'on avoit pour eux. La principale attention de ces dignes magistrats étoit d'expédier les parties. On vuidoit tous les procès en deux mois , pour ne point remettre les plaideurs à un autre parlement , qui souvent ne s'assembloit qu'une fois l'année. La justice étoit administrée sans frais. L'arrêt même ne coûtoit rien. Le gréfier en étoit payé sur un fonds que faisoit le souverain. Un malheureux commis ayant emporté ce fonds sous Charles VIII , ce prince qui avoit une grande guerre avec ses voisins , & fort peu d'argent , se laissa persuader qu'il n'y avoit nulle injustice à faire payer aux parties l'expédition de leurs arrêts.

Ibid. p. 151.

Dans l'origine , c'étoit le roi qui nommoit les officiers du parlement. Charles V , pour montrer qu'il étoit

Ibid. p. 152.

Ann. 1303.

P. Anf. hist.
générale, t. 1,
p. 387, 395.

Mœurs & cout.
des Fr. *ibid.*

Ibid., p. 133.

Abr. chron.
de l'hist. de Fr.
tom. 2, p. 905
& suiv.

moins jaloux de maintenir son autorité, que de procurer le bien public, voulut que les conseillers, les présidents, & le chancelier même, fussent élus par scrutin à la pluralité des voix. C'est ainsi qu'en présence de ce monarque, des princes, des barons, des seigneurs du parlement & des comptes assemblés au Louvre, Pierre d'Orgemont fut élu chancelier de France, le 20 Novembre 1373 : ainsi que Henri de Marle fut élevé en 1403 à la première présidence, tant par les provisions du roi, Charles VI, que par l'élection du parlement. Charles VII, devenu paisible sur le trône, rentra dans la possession où étoient ses prédécesseurs, de remplir les places qui vauoient par démission, ou par mort. Louis XI, pour paroître plus absolu, sans attendre qu'il y eût des places vacantes, changeoit continuellement les officiers de la cour. Mathieu de Nanterre étoit depuis quelques années chef de cette compagnie : il le fit descendre au rang de second président, sans autre raison, disent nos historiens, sinon qu'il vouloit faire voir qu'il étoit le maître.

Bientôt il s'éleva un nouvel ordre de choses ; & ces places qui n'étoient d'abord que de simples commissions, devinrent, par l'introduction de la vénalité, des charges perpétuelles & non sujetes à changement. Ce fut à l'occasion de la guerre d'Italie sous François I, que l'on commença de les vendre : mais pour sauver le serment qu'on étoit obligé de faire, de n'avoir point acheté son office, ce commerce qui alarmoit le peuple, fut coloré du titre de prêt pour les besoins de l'Etat. La plupart des François avides de rang & d'emploi, mirent là leur argent comptant : elles devinrent une mine d'or. Henri II se contraignit moins : il ordonna en 1554, sans faire aucune distinction de judicature ou de finance, que tous ceux qui voudroient se faire pourvoir d'office, soit par vacation, résignation ou création nouvelle, feroient enregistrer leurs noms chaque semaine, & que le contrôleur général feroit des notes contenant les noms & qualités des

offices qui seroient à taxer. François II voulut faire revivre l'ancienne forme des élections : mais pour éviter les brigues , il fut dit que le parlement présenteroit trois sujets , entre lesquels le roi choisiroit. Les choses n'en allèrent pas mieux. Tous les offices vacants furent remplis de gens dévoués tantôt au connétable, tantôt aux Guises, tantôt au prince de Condé , rarement au souverain ; & ce fut une des principales causes des désordres des guerres civiles. Enfin , sous le regne de Charles IX , le système de la vénalité reprit absolument le dessus. Ce prince permit à tous les possesseurs de charges , qui , sans être vénales de leur nature , étoient censées telles à cause des finances payées pour les obtenir , de les résigner en payant le tiers denier. Les offices de judicature étoient dans ce cas : ils tombèrent comme les autres aux parties casuelles ; le trafic en devint commun entre particuliers , chose inouïe jusque-là. Lorsqu'ils devinrent dévolus au fisc , faute par les résignants d'avoir survécu quarante jours à leur résignation , on les taxa comme les autres , & l'on donna des quittances de finances dans la forme ordinaire. Telle est , au jugement de l'élégant & judicieux historien que nous avons cité , la véritable époque de la vénalité des charges de judicature.

On imagina sous Henri IV (en 1604) de vendre jusqu'à la dispense de la regle des quarante jours pour la validité de la résignation : il fut dit que les officiers de judicature , payant chaque année au roi le soixantième de la finance de leurs charges , elles demeureroient à leurs veuves & à leurs héritiers ; sinon qu'elles tomberoient aux parties casuelles. Les financiers donnerent à ce nouveau droit le nom de *Droit annuel* : le peuple l'apela *la Paulette* , du nom d'un certain Charles Paulet , qui en fut l'inventeur , & le premier fermier. » Il faut avoir un double bandeau sur les yeux , dit » Mézeray , pour ne pas voir que cet édit , en perpé- » tuant la vénalité des offices , doit rehausser leur prix » à un monstrueux excès , tel qu'en éfet nous l'avons

Hist. de France, tom. 3, p. 114.

Ann. 1303.

» vu ; qu'il peut rendre ceux qui les tiendront , d'au-
 » tant moins dépendants du roi , qu'ils n'en feront
 » obligés qu'à leur bourse ; qu'il donne sujet à leurs
 » enfans de se livrer à l'orgueil , à l'injustice , & de
 » croupir dans une honteuse ignorance , parce qu'ils
 » sont assurés de posséder les charges de leurs peres ;
 » qu'il fournit à la chicane un moyen de devenir plus
 » maligne , plus altiere , plus insupportable ; qu'il fer-
 » me la porte des honeurs à des personnes dont la
 » vertu égale la noblesse ; & l'ouvre à des gens sans
 » capacité , sans honeur ; à des procureurs , à des fils
 » de sergent , à des maltotiers , qui n'ont quelquefois
 » d'autre mérite qu'un bien souvent mal acquis ».

Rech. de la
 Fr. c. 1, l. 2,
 c. 4, p. 68, 69,
 80.

Ce ne sont pas les seuls changements qu'éprouva
 l'ordre de la magistrature. D'abord la grand'chambre,
 qu'on apeloit alors le parlement , n'avoit que trois
 présidents : bientôt on en vit un quatrieme. Il y en
 eut cinq sous Charles VI & sous François I ; huit
 sous Henri II , qui rendit le parlement semestre , &
 le divisa en deux séances , qui avoient chacune leurs
 conseillers. L'une tenoit depuis le premier de Janvier
 jusqu'au dernier de Juin ; l'autre depuis le premier de
 Juillet jusqu'à la fin de l'année : » ce qui fut , dit Pas-
 » quier , une des plus grandes mutations & traverses
 » que reçût jamais cette cour. Il est vrai qu'elle avoit
 » vu sous les regnes précédents *une crue* de présidents ,
 » de conseillers , & d'avocats pour le roi : toutefois
 » ceux-ci étoient toujours unis ensemble , & représen-
 » tant un même corps. Mais au semestre la division
 étoit telle , que ce que les courtisans ne pouvoient
 » obtenir en une séance , ils le pratiquoient en l'autre ,
 » rendant par ce moyen l'autorité de la cour à demi-
 » illusoire. Heureusement cette invention ne subsista
 » que depuis 1554 jusqu'en 1557. Elle fut annulée ,
 » & les choses remises en leur premier état ». Il n'y
 avoit dans l'origine qu'une chambre des enquêtes : la
 multitude des procès obligea depuis d'en établir trois.
 François I en créa une quatrieme , que l'on apela la

chambre du domaine ; » invention qu'il trouva pour
 » tirer de l'argent de vingt nouvelles conseilleries ,
 » qu'il exposa alors en vente ». Une cinquieme fut éri-
 gée en 1568 , sous le regne de Charles IX. Alors on
 supprima celle du *conseil surnuméraire* , où se vuidoient les
 appointés , & qui avoit été établi sous Henri II. On
 vit paroître en 1580 un édit portant création d'une se-
 conde chambre des requêtes , & de vingt nouveaux
 conseillers , *qui furent épars aux enquêtes : nouveauté*
qui fut blâmée dans Henri III : la nécessité publique
ne le convioit point de ce faire. On a supprimé de nos
 jours la quatre & la cinq ; & les places de présidents
 aux enquêtes & aux requêtes sont devenues comme
 autrefois de simples commissions : les motifs exprimés
 dans la déclaration , démontrent la profonde sagesse
 du Législateur.

Ann. 1307.

Pasquier donne de grands éloges à cette auguste com-
 pagnie , » qui , dit-il , a toujours été fort recomman-
 » dée en France , comme celle par laquelle sans esclan-
 » dre sont vérifiées les volontés de notre prince. Ce-
 » pendant il ne sçauroit lui pardonner , ni cette par-
 » tialité notable qui défend aux membres des autres
 » tribunaux de prendre des titres qu'elle prétend afec-
 » tés à ses seuls officiers , ni cette longueur ennuyeuse
 » de procédures , qui semble y avoir fait sa dernière
 » preuve par la subtilité de ceux qui manient les cau-
 » ses d'autrui. Toute leur application est d'ombrager ,
 » de revêtir leurs mensonges de quelques traits de vrai-
 » semblance , & de mendier d'une contrariété de loix ,
 » la décision de leurs procès : ce qui tient toujours une
 » pauvre partie en suspens. On crut y remédier à l'aide
 » d'une chancellerie , qui fut premièrement introduite
 » pour subvenir aux affligés par bénéfice du roi , qui
 » s'en veut dire le protecteur : néanmoins les plus fins
 » & rusés en usent comme d'une chose inventée pour
 » trouver quelque ressource à une cause désespérée. De-
 » là vient que les avocats & les procureurs tirent de
 » telles longueurs (j'ai cuidé dire langueurs) un très-

Ibid. p. 70.

Ann. 1303.

» grand profit. D'où il arrive que plusieurs bons es-
 » prits de la France , piqués de l'amorce du gain ,
 » laissent bien souvent les bonnes lettres pour suivre
 » le train du palais ; & s'assoupissent par cette voie ,
 » pendant que comme des ânes voués au moulin , ils
 » consument leurs esprits à se charger de fœcs au-lieu
 » de livres.

Le roi mar-
 che en Flan-
 dre, & revient
 sans avoir rien
 fait. Réunion
 du comté de la
 Marche à la
 couronne.

Spicil. tom.
 3, p. 56.

Les Flamands cependant , toujours obstinés dans leur haine contre les François , assiégeoient de nouveau Tournai ; & quoiqu'ils eussent perdu près de trois mille hommes dans deux sorties , leur fureur ne se ralentissoit point. Le roi à cette nouvelle rassembla son armée , & s'avança jusqu'à Péronne ; mais vaincu par les prières du comte de Savoie , ou , comme le dit Nangis , séduit par les artifices de ce prince , il se laissa désarmer , accorda aux rebelles une treve de huit mois , & revint une seconde fois sans gloire. Aussitôt il se rendit en Languedoc , où par les graces qu'il sçut répandre à propos , il regagna tous les cœurs que la malignité vouloit lui débaucher ; & chemin faisant , il réunit à sa couronne les comtés d'Angoulême & de la Marche , avec la seigneurie de Lusignan en Poitou. On raconte que le dernier possesseur de ce grand fief , Hugues le Brun , tué à la bataille de Courtrai , avoit fait un testament par lequel il léguoit au roi plusieurs choses considérables ; mais que Guy son frere le jeta au feu , pour en ôter la connoissance au monarque. L'infidèle vassal , sur ces entrefaites , fut accusé d'avoir conspiré contre l'Etat : ce fut pour la cour un juste sujet de s'emparer par droit de confiscation , non-seulement du comté dont il venoit d'hériter , mais encore de la seigneurie de Fougères qu'il possédoit en Bretagne. Il s'en falut peu que la chose ne réussit pas. La comtesse de Sancerre , sœur de Hugues & du coupable , se porta pour héritière de tous les biens de sa maison : mais depuis , du consentement des autres co-héritiers , elle céda tous ses droits sur cette succession au roi , qui s'en saisit.

On

On travailloit dans cet entre-temps à ménager la paix des Flamands avec leur souverain. Guy, leur ancien comte, vicillard de quatre-vingts ans, obtint la permission d'aller en Flandre, pour essayer d'adoucir ces esprits indomptables, dont l'audace étoit montée aux derniers excès depuis leur victoire de Courtrai; mais il ne put les déterminer à aucune des soumissions que le monarque exigeoit. Désespéré de l'inutilité de son voyage, il revint à sa prison de Compiègne, tant pour satisfaire à ses engagements, que par tendresse pour ses deux fils prisonniers, dont la tête devoit répondre de sa fidélité & de son retour. Il ne survécut point à cette nouvelle disgrâce, & mourut quelques mois après, laissant trois de ses fils dans les fers, & son pays affligé d'une cruelle & dangereuse guerre: juste châtimement de sa révolte contre son souverain, & de son ingratitude envers les François, qui lui avoient acquis la possession de la Flandre au prix de leur sang.

Toutes les négociations étoient rompues, & la treve expiroit. On ne s'occupait plus de part & d'autre que du soin de continuer une guerre cruelle; qui avoit déjà coûté tant d'hommes à la monarchie. Jean de Hainaut avoit hérité depuis peu du comté de Hollande, par la mort du comte Florent, & de Jean son fils. Les Flamands prétendoient que cette principauté étoit une mouvance de la Flandre: ils attaquèrent la Zélande, battirent Guillaume fils du nouveau comte, firent prisonnier l'évêque de Mastricht son oncle, & s'emparèrent d'une grande partie de la province. Guillaume cependant eut le bonheur d'échapper, & s'enferma dans une place forte. L'intérêt de la maison de Hainaut, qui avoit toujours tenu le parti de la France, obligea le roi à faire un armement naval, pour aller au secours d'un fidele allié: il prit à sa solde Raignier de Grimaldi, noble Génois, homme d'une grande expérience, & d'une grande habileté dans les combats de mer, qui étoient alors bien plus fréquents sur la Méditerranée que sur l'Océan. Grimaldi amena seize galères:

Tome IV.

* Z

Ann. 1303.
La guerre de
Flandre conti-
nue.
Ibid.

Ann. 1304.
Ibid., & p. 17.

Ann. 1304.

la France y joignit vingt autres vaisseaux bien armés : cette flotte eut ordre d'aller faire lever le siège de Ziric-Zée , qui étoit vivement pressée par une armée de quinze mille Flamands & de quelques rebelles Zélandois , sous la conduite de Gui de Flandre. Bientôt on fut à la vue de l'ennemi qui étoit de beaucoup supérieur en nombre. Il avoit quatre-vingts vaisseaux , montés chacun de cent hommes , & sur lesquels , suivant la coutume de ce temps-là , il y avoit des espèces de petits châteaux , d'où le soldat lançoit une grêle de fleches. On s'attacha sur-tout au navire du prince Flamand. Les François & les Génois l'aborderent à l'envi , sauterent dedans le sabre à la main , s'en rendirent maîtres , & le malheureux Gui fut fait prisonnier. La prise du général décida la victoire : le reste de sa flotte se dissipa ; plusieurs vaisseaux furent pris dans la fuite , & Ziric-Zée fut délivrée du siège. C'étoit tout ce que portoit la commission de Grimaldi : il rentra triomphant dans les ports de France , & fit partir son prisonnier pour la capitale du royaume.

Bataille de
Mons en Puel-
le.

Ibid.

Mézeray, t.
3, p. 327, 428.

Le roi avoit assemblé la plus belle armée qu'il eût encore mise sur pied , & pour attirer la bénédiction de Dieu sur ses armes , avoit été faire sa prière à saint Denis , & prendre sur le tombeau des bienheureux apôtres de la France l'oriflamme qu'il déposa entre les mains d'Anselme de Chevreuse , vaillant chevalier. Il entra dans la Flandre à la tête de cinquante mille hommes d'infanterie & de douze mille chevaux , ayant sous lui les deux princes ses frères , Charles comte de Valois & Louis comte d'Evreux , avec un grand nombre de seigneurs & de noblesse. Les ennemis , sous la conduite de Philippe de Flandre qui avoit quitté la Sicile où il jouissoit de grands biens , pour venir au secours de sa patrie , étoient campés entre Lille & Douai , à quelque distance de *Mons en Puelle* ou *Pevele*. Le monarque s'avança jusqu'à deux lieues de cette dernière place , & fort près des rebelles. Ceux-ci s'étoient retranchés fortement , en faisant de tous leurs chariots une baricade

en rond , qui avoit près d'une lieue & demie de tour ; ils espéroient que le roi les feroit ataqer dans leurs retranchements ; mais il se souvenoit du malheureux combat de Courtrai , & prit le parti de les afamer dans leur camp. Ce qui n'empêcha pas de faire aprocher un corps d'infanterie avec des pierriers , qui eurent bientôt rompu une partie de la palissade. Alors l'arbalétrier françois saute sur les chariots , d'où il décoche des traits qui portent par-tout la terreur & le carnage. Tout leur bagage fut pillé , & leurs vivres enlevés. L'intention n'étoit pas d'engager une affaire générale : le roi fit sonner la retraite , & fut obéi.

Ann. 1304.

On se flatoit qu'un doux repos alloit succéder aux fatigues d'une si rude journée. Le soldat comme l'officier avoit quitté ses armes : le roi lui-même se préparoit à prendre quelque rafraichissement , lorsqu'on vint lui annoncer que les Flamands furieux étoient entrés dans le camp , après avoir massacré les grandes gardes. Tout plia sous leur premier effort ; & les corps avancés des François se culbuterent sur les plus éloignés , jeterent dans toute l'armée un éfroi dont les plus intrépides ne purent se garantir. Le comte de Valois , l'un des plus grands capitaines de son siècle , sentit pour la première fois la terreur entrer dans son ame : il saute sur son cheval , & s'enfuit avec une troupe de gentilshommes qui passoient pour les braves de la nation. Tout retentissoit des hurlements de cette populace éfrénée , des gémissements de ceux qu'on égorgeoit , des cris de ceux qui rapeloient aux armes. Tel croyoit se ranger sous sa bannière , qui se voyoit envelopé , assommé , massacré : tel cherchoit ses armes , qui les trouvoit prises par le Flamand , ou par un compagnon plus diligent que lui : tous couroient çà & là , les uns pour repousser , les autres pour éviter l'ennemi , qui bientôt fut répandu par-tout , jusque dans la tente même du roi. Cet invincible prince , dit Villani , fut le salut de son armée. La rage peinte sur le visage des assaillants , leurs rugissements , leur nombre , la fuite même de ses braves ,

Ibid.

Ann. 1304.

rien ne fut capable de l'ébranler : il mit l'épée à la main , arrêta quelque temps la fureur de ces forcenés , qui ne le connoissoient point , parce qu'il n'avoit pas sa cotte d'armes , & rendit le courage à ceux qui étoient auprès de lui. Alors il se fit avec lui & à ses côtés un merveilleux combat de vingt gentilshommes contre une multitude effroyable. Tous , rangés autour de leur souverain , s'empressoient à l'envi de lui servir de bouclier , & bientôt lui eurent fait une espèce de rempart des corps de ceux qui tombèrent sous leurs coups. Mais épuisés de fatigues , tout couverts de blessures , (la plupart n'avoient d'autre armure que leur épée ou leur hache d'armes) étouffés par la poussière , plusieurs expirèrent aux pieds de leur roi , qui se défendoit toujours avec une valeur digne des plus grands éloges. Cependant le comte de Valois , dont un événement imprévu avoit pu surprendre , non abatre le courage , eut bientôt rallié un gros de cavalerie , & vint à toute bride joindre le roi son frere , qu'il sçavoit en très-grand danger. Philippe dégagé par ce secours qu'il n'espéroit presque plus , sauta sur un cheval , chargea l'infanterie Flamande qui étoit en désordre , lui passa plusieurs fois sur le ventre , & ne cessa de tuer & de poursuivre , que la nuit ne l'eût forcé de faire sonner la retraite. Il demeura six mille Flamands sur la place , Mézerai dit trente-six mille , parmi lesquels on compte Guillaume de Juliers , petit-fils par sa mere du malheureux Gui comte de Flandre. Tous leurs chariots furent pris , & le reste de leur armée ne se sauva qu'à la faveur des ténèbres.

On peut dire avec Mézerai , que cette célèbre journée fut moins heureuse que glorieuse pour le monarque. Il y perdit cinq cents gentilshommes , & plusieurs seigneurs de marque. On met de ce nombre , Jean fils du comte de Boulogne , jeune homme de treize à quatorze ans , qui faisoit ses premières armes ; Guillaume comte d'Auxerre , que ses grandes vertus firent également regretter de la cour & du peuple ; le comte An-

selme de Chevreuse, qui par mille prouesses avoit mérité l'honneur de porter l'oriflamme ; Pierre & Jacques de Gencien, deux illustres freres Parisiens, tous deux tués en faisant des prodiges de valeur pour sauver leur Roi, qui témoin de leur courage héroïque, & voulant éterniser la mémoire de ce service, permit à leur postérité d'ajouter à leur écu, qui étoit d'argent à trois faces vivrées de gueules, une bande d'azur sémée de fleurs de lis d'or ; & Hugues de Bouville, preux & hardi chevalier, qui étoit chambellan du roi, & secrétaire du cabinet. C'est ce même Hugues que l'empereur Albert, sans doute avec la permission du Roi, avoit adopté quelques années auparavant pour son chevalier, lui accordant par tout l'empire, les mêmes droits, honneurs, privilèges, franchises, dont jouissoient les familiers de sa maison. C'étoit alors l'usage des braves de s'attacher à quelque prince ou grand seigneur. Nos rois sur-tout, nos reines même, avoient un certain nombre de chevaliers qui composoient leur cour, & qui étoient à leurs gages. On les apeloit *chevaliers le roi, chevaliers la reine*, ou *chevaliers de l'hôtel le roi, chevaliers de l'hôtel la reine*. On lit dans un vieux registre, que la dépense faite en la voie d'Aragon pour des gages de chevaliers de l'hôtel le roi, montoit à 170341 liv. 19 sous : elle étoit de 190254 liv. 15 sous pour les chevaliers qui n'étoient pas de l'hôtel le roi, ni à gages, mais simplement à retenues.

Tant de pertes ne purent abatre le courage des Flamands. Résolus de périr tous plutôt que de perdre leur liberté, ils revinrent au nombre de soixante mille, pour traiter, ou pour combattre. Philippe étoit alors occupé au siege de Lille qui venoit de capituler, & promettoit de se rendre, si elle n'étoit point secourue avant le premier d'Octobre. Il fut surpris qu'après un sanglant échec, les rebelles eussent pu rassembler en si peu de temps une armée si nombreuse. *N'aurons-nous jamais fait*, s'écria-t-il ? *je crois qu'il pleut des Flamands*. Mais sa surprise augmenta, lorsqu'il vit arriver leurs hérauts, pour lui demander la bataille, ou une

Ann. 1304.

*Du Cange ;
gloss. au mot
milites regis.*

Ann. 1304.

paix honorable. Philippe en prince sage choisit ce dernier parti : il voyoit beaucoup de danger à les réduire au désespoir, peu de gloire à les combattre : il voulut bien écouter leurs députés. Le comte de Savoie & le duc de Brabant qui ariverent sur ces entrefaites, acheverent de le déterminer. On convint d'une treve, & l'année suivante on fit la paix, à condition que Robert fils aîné du comte Gui, seroit délivré de prison, & rentreroit en possession du comté de Flandre, dont il feroit hommage au roi : qu'on mettroit en liberté tous les seigneurs Flamands qui étoient prisonniers ; que la Flandre jouïroit des privileges & franchises dont elle jouïssoit avant la guerre ; que le roi reticndroit pour les frais de son expédition les villes de Lille, de Douai, d'Orchies, de Béthune, & qu'on lui payeroit deux cent mille francs à divers termes. Mais, dit Mézerai, ni ce traité, ni beaucoup d'autres conclus depuis avec ce peuple indomptable, ne purent lui faire oublier sa fierté brutale, & sa haine invétérée contre les François.

Le roi revint triomphant & couvert de gloire ; ordonna dans tout son royaume de solennelles actions de grâces pour une si grande victoire ; fonda une rente de cent livres à l'église de Notre-Dame de Paris, afin qu'on priât Dieu pour lui, pour la reine, pour ses enfants, pour la tranquillité de l'Etat ; & fit élever dans la nef de cette illustre cathédrale la statue équestre qu'on y voit encore aujourd'hui, vis-à-vis de l'autel consacré sous l'invocation de la sainte Vierge. Le défaut d'inscription a donné lieu à des méprises sur cette figure, que quelques auteurs attribuent à Philippe de Valois après la bataille de Cassel en 1329 : mais pour s'assurer de la vérité du fait, il suffit de s'en rapeler, & le motif, & les circonstances. L'un & l'autre déterminent à l'adjudger à Philippe-le-Bel, que ce monument, dit un sçavant Académicien, représente précisément dans l'état où il fut surpris par les Flamands, & forcé de monter à cheval, sans autres armes que son casque, ses gantelets, & son épée. Ce fut dans cet

*Mém. de l'Académie des B.
L. t. 1, p. 300.*

instant que ce prince voyant sa personne en danger , fit le vœu dont parlent les historiens , & voulut être représenté dans la même posture où il se trouvoit alors , tout défarmé au milieu de ses ennemis : ce qui est bien contraire à l'opinion du vulgaire , qui s'est imaginé sans aucun fondement que cette statue n'avoit été placée dans l'église de Paris qu'à cause que ce prince y étoit entré à cheval & tout armé , à son retour de cette expédition. On ne trouve rien de semblable dans l'aventure de Cassel , où Philippe de Valois , surpris de même par les Flamands , 1°. ne courut pas le même danger , 2°. eut le temps de se faire armer , sinon par son écuyer ou chevalier , qui étoit absent , du-moins par les clercs de sa chapelle , qui les premiers l'avoient averti du péril où il étoit. D'ailleurs le nécrologe & le bréviaire de l'église de Paris qui font commémoration de l'heureux événement en mémoire duquel cette statue fut érigée , le placent , non au 23 du mois d'Août , jour auquel se donna la bataille de Cassel , mais au mardi d'après l'Assomption , qui en 1304 étoit le 18 du même mois , jour auquel le continuateur de Nangis fixe l'époque de la victoire de Mons en Puelle. Ce même auteur , historien contemporain , raconte que Philippe de Valois , au retour de son expédition de Flandre , se rendit à Chartres , qu'il entra dans la cathédrale , couvert des mêmes armes , monté sur le même cheval qu'il étoit à la bataille de Cassel , & que pour accomplir le vœu qu'il avoit fait à la sainte Vierge , s'il échappoit au danger , il donna à l'église consacrée sous son invocation , & le coursier , & l'armure. Est-il croyable qu'il eût oublié la statue élevée dans Notre-Dame de Paris , si c'étoit , comme on le prétend , un monument de la reconnoissance & de la piété de ce prince ?

La joie d'un événement si glorieux pour la nation , fut troublée par des malheurs , auxquels le monarque fut très-sensible. Le premier fut une grande cherté de vivres qui désola la capitale du royaume , où le blé

Ann. 1304.

Spicil. tom.
3. p. 90.

Brev. Par.
Paris assiv. p.
542.

Spicil. tom.
3. p. 57 & 90.

Ann. 1305.

Grande disette à Paris : mort de la princesse Blanche.

Ann. 1305.
Ibid., p. 58.
Laur. ordon.
 tom. I, p. 45,
 46, 47.

fut vendu jusqu'à six livres le setier, c'est-à-dire, quarante francs de notre monnaie courante. On crut y remédier en le fixant à quarante sous : ce qui, loin de diminuer le mal, ne servit qu'à l'empirer. Les Boulangers se virent contraints de se barricader dans leurs maisons pour n'être pas exposés au pillage de la populace, que la faim pressait violemment : enfin la révocation de l'édit qui réduisait le pain à une valeur trop modique, & les recherches ordonnées dans les greniers de quelques riches particuliers, qu'on força de vendre à un juste prix, sans ramener l'abondance, firent du-moins cesser l'extrême disette. Sur ces entrefaites, Blanche de France, sœur du roi, mourut empoisonnée avec le fils unique qu'elle avoit eu de Rodolphe III, dit le Débonnaire, duc d'Autriche, & depuis roi de Bohême : elle fut enterrée dans l'église des Cordeliers de Vienne, capitale des Etats du prince son époux.

Mort de la
 reine Jeanne :
 son éloge.
Mézeray, in-
4^e. édition de
1717, p. 299.

Une autre mort très-affligeante pour le monarque, fut celle de Jeanne sa femme, reine de Navarre, comtesse de Champagne, de Brie, de Bigorre ; princesse qui régna véritablement, & joignit les sollicitudes du gouvernement aux honneurs de la royauté qu'elle tenoit de ses ancêtres, & dont le roi son époux, qui l'aimoit tendrement, lui laissa toujours l'entier exercice. Elle fut par ses soins accompagnée d'une rare prudence, chasser, & l'Aragonois, & le Castillan, de la Navarre, où elle maintint heureusement la paix, tant par la sagesse des gouverneurs qu'elle lui donna, que par la beauté des réglemens qu'elle y établit. Les Navarrois respectoient en elle jusqu'à la sévérité que lui inspiroit le zèle de la justice, parce qu'elle sçavoit la tempérer par une douceur salutaire. » On eût dit, c'est l'expression de Mézeray, qu'elle tenoit tout le monde en chaîne par les yeux, par les oreilles, par le cœur, » étant également belle, éloquente, généreuse, libérale ». L'amour de la gloire fut sa passion dominante, & tout l'objet de ses desirs, de laisser à la postérité

rité un illustre souvenir de son existence. Ce fut pour s'affirmer cette immortalité si desirable , qu'elle fit élever dans la Navarre cette ville si connue sous le nom de *Puente-la-Reyna* , qu'elle bâtit & dota l'abbaye de la Barre au fauxbourg de Château-Thierry , qu'elle donna de grands biens aux Chartreux , aux Cordeliers , aux Jacobins , qu'elle récompensa si généreusement les gens de lettres ; enfin qu'elle fonda le college de Navarre & de Champagne , *l'école de la noblesse Française* , & *l'honneur de l'université de Paris*. Elle eut toujours la première place après le roi , non-seulement dans les conseils de politique & de finance , mais encore dans ceux où l'on traitoit de la guerre & des expéditions militaires. On l'a vue marcher en Champagne à la tête d'une armée , forcer le comte de Bar à s'humilier devant elle , & l'amener prisonnier à Paris. Si la calomnie a distillé son poison sur une si belle vie , c'est l'effet de cette malignité trop naturelle à l'homme , qui pour se consoler de sa petitesse , n'a pas honte de prêter ses défauts aux grandes âmes dont le mérite ofusque sa vanité. Cette grande reine mourut au château de Vincennes le 2 Avril 1305 , & fut enterrée dans l'église des Cordeliers de Paris , non par inclination pour l'ordre des frères mineurs , mais par condescendance à leurs importunités : ce sont les propres termes du continuateur de Nangis , moine de S. Denis , trop jaloux peut-être de l'honneur de son couvent.

Alors cette même jalousie de corps caufoit un grand scandale dans la capitale du royaume. Pierre le Juemeau , prévôt de Paris , avoit fait arrêter & pendre un écolier nommé Philippe Barbier , natif de Rouen. L'Université se plaignit vivement , non de l'injustice de l'arrêt , le coupable méritoit la mort , mais du violement de ses privilèges , chose plus grieve à ses yeux : elle cessa ses leçons , & fit fermer toutes les écoles. Aussi-tôt l'official donna un mandement , qui portoit la peine de suspension & d'excommunication contre le magistrat. Tous les curés se rendirent processionnellement

Tome IV.

* A a

Ann. 1305.

Spicil. t. 3 ;
p. 58.

Plaisante procédure de l'Université contre le Prévôt de Paris.

Spicil. t. 3 ;

p. 57.

Daboulai , t.
4 , p. 73.

Ann. 1303.

avec le peuple à la maison de l'infracteur des immunités doctorales, & jeterent des pierres contre sa porte, en criant : » Retire-toi, retire-toi maudit satan, reconnois ta méchanceté, rends honneur à notre mere sainte » église que tu as deshonorée entant qu'il est en toi, » & blessée en ses libertés : autrement que ton par tage soit avec Datan & Abiron, que la terre en gloutit tout vivants ». On riroit aujourd'hui de cette comédie burlesque : elle fut regardée dans ce bon vieux temps comme une affaire très-sérieuse. Le prévôt fut obligé de satisfaire l'université : on exigea qu'il iroit à Rome pour obtenir son absolution : le roi lui-même voulut bien contribuer à la réparation, en assignant sur son trésor quarante livres de rente, pour fonder deux chapellenies à la disposition de l'université. Elle parut contente, & ses graves docteurs, triomphants & couverts de gloire, reprirent enfin leurs leçons : tant la superstition est redoutable, même aux yeux des princes les plus jaloux de leur autorité !

Quelques
hérésies de ce
temps.

Spicil, *ibid.*
p. 56.

Duboulai,
ibid, p. 69.

Toujours ou presque toujours l'hérésie est fille de la superbe, ou de la dépravation. Un certain Jacobin, nommé Jean de Paris, docteur en théologie, homme d'un grand sçavoir, & qui vouloit être bel esprit, imagina une nouvelle maniere d'expliquer l'existence du corps de J. C. dans l'eucharistie. Il prétendoit qu'il étoit possible que ce divin Sauveur prît la substance du pain : explication, disoit-il, plus populaire, plus raisonnable peut-être, & plus véritable, comme sauvant mieux l'apparence des especes sensibles qui demeurent. Cette nouveauté répandit l'alarme dans toutes les écoles, & fut rejetée comme contraire à la foi : ce qui n'empêcha pas son auteur de la soutenir opiniâtrément. Guillaume d'Aurillac, évêque de Paris, assembla quelques prélats pour avoir leur avis sur ce singulier système, & pour aviser aux moyens d'en arrêter le progrès. L'opinion de frere Jean fut scrupuleusement examinée : il eut défense d'enseigner, & fut condamné à un silence perpétuel, suplice bien rude pour un docteur. Il en

apela au pape , qui lui donna des commissaires : mais il mourut avant que l'affaire fût terminée.

Ann. 1303.

Un autre faux prophete , Doucin , fils d'un prêtre Italien , répandoit vers le même-temps aux environs de Verceil une doctrine pernicieuse , embrassée depuis par un certain Amauri de Leva , qui en 1312 se mit à dogmatiser dans le voisinage de Montfort. Doucin disoit que l'ancienne Loi avoit été le regne du Pere ; que le Fils avoit régné depuis son Incarnation jusqu'à sa mort ; que le saint Esprit régnoit depuis sa descente sur les Apôtres , & régneroit jusqu'à la fin du monde ; que la premiere Loi étoit une loi de justice ; la seconde une loi de sagesse ; la troisieme une loi d'amour ; que tout ce qui étoit accordé par charité , la prostitution même , n'étoit point un péché ; & ce qui paroîtroit incroyable , s'il n'étoit attesté par une foule d'écrivains véridiques , qu'une femme ne pouvoit sans péché refuser un homme , qui , sous le beau nom de charité , la sollicitoit à son déshonneur. On fut obligé de publier une croisade contre ces infâmes sectaires , qui , réduits à s'enfuir des villes , vivoient sur les montagnes & dans les forêts comme des bêtes. Doucin fut pris avec Marguerite de Tente sa concubine , qui passoit pour forcere : tous deux furent déclarés hérétiques , livrés à la cour séculiere , démembrés , coupés en pieces , & brûlés : ce qui n'éteignit point la secte.

Spicil. ibid.
P. 19.

Le fanatisme , monstre toujours combatu , & toujours survivant à ses défaites , étoit alors le goût dominant. Tout ce qui affectoit plus particulièrement les dehors de la piété , vouloit avoir des visions , des extases , des révélations ; & le peuple , aussi peu sensé que ces dévots , leur distribuoit selon son caprice , ou le titre de saints , ou l'épithete de magiciens. Une béguine , originaire de Metz , se vantoit d'avoir un commerce familier avec la divinité , & par ses fausses prédictions trompoit le roi , la reine & les seigneurs de la cour. Il se répandit un bruit qu'à la sollicitation des Flamands , elle vouloit faire périr le comte de Valois

Ann. 1303.

Ibid, p. 63.

par ses maléfices, & par un poison qu'un jeune homme à ses ordres devoit mêler dans la boisson du prince. Elle fut arêtée. Appliquée à la question, elle avoua tout : mais le généreux comte, après l'avoir retenue quelque temps en prison, lui rendit enfin la liberté, content d'avoir défabusé le peuple, qui ne vit plus qu'une sorciere dans une femme qu'il avoit réverée comme une sainte. On parle aussi d'une Marguerite Porrete, native du Hainaut, autre illuminée, qui s'avisa de dogmatiser dans Paris, & de faire un Livre où elle disoit, qu'une ame une fois parvenue à l'état d'annéantissement dans l'amour de son créateur, ne péchoit plus, & pouvoit sans scrupule laisser agir l'appétit inférieur, & lui permettre toutes les choses auxquelles il se portoit naturellement : étrange illusion du cœur humain, ou plutôt corruption affectée, qui ne s'est que trop souvent renouvelée, même dans les beaux siècles de l'église. Marguerite condamnée par les prélats & par les docteurs, demeura obstinée dans son erreur, & fut brûlée vive en la place de Greve. On dit que la vue du supplice lui inspira plus de docilité, & qu'elle mourut dans de grands sentimens de pénitence.

On peut encore regarder comme une production de ce siècle, ou du-moins de celui qui le précède, un poëme ou traduction en vers françois d'un ouvrage latin composé en l'honneur de la sainte Vierge par Hugues *Li Farfis*, ou *Farfitus*, contemporain de saint Bernard : ouvrage qui contient le détail de soixante-quinze miracles, tous si absurdes, qu'ils n'ont pu être débités que dans un temps où la superstition, fille de l'ignorance, se faisoit de la plus sainte des religions une idée aussi contraire à sa pureté qu'à sa grandeur. On en peut juger par ce trait choisi entre plusieurs de même nature :

Mém. de l'Académie des B.
L. tom. 18, p.
361, 362.

» Un bénédictin revenant d'une maison où la débauche
» introduisoit toutes les nuits, avoit une riviere à tra-
» verser. Satan renversa son bateau ; & le malheureux
» moine fut noyé comme il commençoit l'invitatoire
» des matines de la Vierge. Aussi-tôt deux diables se

» saisissent de son ame ; mais ils sont arrêtés par deux
 » esprits célestes qui la réclament comme chrétienne.
 » Seigneurs anges , disent les démons , il est vrai que
 » Dieu est mort pour ses amis , ce n'est pas une fable ;
 » mais celui-ci étoit du nombre de ses ennemis ; &
 » puisque nous l'avons trouvé dans l'ordure du péché ,
 » nous allons le jeter dans le borbier de l'enfer. Nous
 » en serons bien mieux récompensés de nos prévôts ,
 » que si nous leur amenions quelqu'autre : notre gloire
 » n'est jamais si grande que quand nous pouvons sur-
 » prendre ces moines , chanoines & prêtres , toujours
 » occupés à chanter les louanges du Seigneur : nous
 » employons pour les avoir une passion qui nous sert
 » bien. Les Anges proposerent de porter le diférend
 » au Tribunal de la Vierge : les diables répondirent
 » qu'ils prendroient volontiers Dieu pour juge , parce
 » qu'il jugeroit selon les loix. Mais pour la Vierge ,
 » ajoutent-ils , nous n'avons point de justice à en aten-
 » dre : elle briseroit toutes les portes de l'enfer , plutôt
 » que d'y laisser un seul jour celui qui de son vivant
 » a fait quelques révérences à son image. Dieu ne la
 » contredit en rien : elle peut dire que la pie est noire ,
 » & que l'eau trouble est claire : son fils est complai-
 » sant , il lui acorde tout. Nous ne scavons plus où
 » nous en sommes : d'un ambefas elle fait un terne ,
 » d'un double-deux un quine : elle a les dez & la chan-
 » ce : le jour que Dieu en fit sa mere fut bien fatal
 » pour nous. Les diables eurent beau récuser la Vierge ;
 » elle jugea le procès , & décida que l'ame du moine
 » rentreroit dans son corps. Il avoit été retiré de la
 » riviere & rapporté au couvent , où l'on se dispofoit à
 » l'enterrer : on fut bien surpris de le voir se relever :
 » les moines s'enfuirent d'abord : mais quand ils furent
 » instruits du miracle , ils chanterent le *Te Deum* .
 On rougit de répéter ces pieuses extravagances , qu'on
 pourroit à la rigueur traiter de blasphêmes , si l'on ne
 faisoit grace à l'intention du poète , & à l'ignorance de
 son siecle.

Ann. 1304.

Le roi envoie
une ambassade
à Rome : re-
quête présen-
tée contre Bo-
niface.

Pr. du diff. p.
110.

C'étoit cette ignorance, toujours voisine de la superstition, par-là même toujours à craindre, qui excitoit la défiance du roi Philippe, & ne lui permettoit pas d'être sans de vives inquiétudes du côté de Rome. Dès qu'il fut informé que le cardinal d'Ostie avoit été élu pape sous le nom de Benoit XI, il lui écrivit pour le féliciter de son exaltation, & nomma trois ambassadeurs, Bérard seigneur de Mercœur, Guillaume de Plafian chevalier, seigneur de Vézénobre, & Pierre de Belle-Perche, alors doyen de l'église de Paris, depuis évêque d'Auxerre, enfin garde des sceaux de France, pour lui présenter ses lettres, où Boniface est traité de faux pasteur & de mercenaire, qui par ses mauvais exemples & par ses crimes, avoit exposé l'église à des périls extrêmes. Déjà Pierre de Pérédo, prieur de Chéfa, qu'il avoit envoyé à Rome du vivant de Benoit Caïétan, avoit présenté au nouveau pontife un mémoire où l'on détaillait fort au long les excès & les déportements de son prédécesseur : c'étoit un parallèle d'opposition entre sa conduite & celle des anciens papes. On y disoit » qu'anciennement on ne tra-
» fiquoit point les bénéfices ; que les évêques n'ache-
» toient point la permission de sortir de la cour de
» Rome ; que les élections étoient libres ; qu'on ne
» procédoit qu'avec de grandes précautions contre les
» évêques & contre les cardinaux ; qu'on exigeoit fort
» peu de choses pour les provisions expédiées à la date-
» rie ou par voie de consistoire ; qu'on ne vendoit ni
» les dispenses, ni les grâces, ni les indulgences ; qu'on
» ne faisoit des divisions d'évêchés que très-rarement,
» pour des besoins connus de tout le monde, jamais
» sans le consentement des rois & des patrons ; que les
» premiers évêques de Rome ne se disoient point sei-
» gneurs du temporel des princes séculiers ; qu'ils ne
» prétendoient pas qu'on dût apeler à leur cour de tous
» les tribunaux du monde ; qu'ils ne délioient point les
» sujets du serment de fidélité ; enfin qu'ils n'appliquoient
» pas à leur profit particulier un argent qui n'avoit été

» levé que pour le bien général de la société chrétienne :
 » mais que Boniface avoit indignement violé cette sainte
 » discipline ; qu'il étoit coupable de tous les crimes
 » qu'elle proscriit , & qu'on avoit fait en France un
 » livre de ses vices & de ses exactions ». On finissoit
 par demander la convocation d'un concile à Lyon , ou
 dans un lieu qui ne fût ni suspect , ni éloigné , ni
 incommode , ni dangereux pour le roi & son royaume.

Benoît ne jugea pas que le consistoire dût délibérer
 sur la demande de Pérédo : il répondit qu'il falloit aten-
 dre un nouveau pouvoir du roi , & de nouvelles lettres
 de créance. Ce bon pape cependant cherchoit tous les
 moyens de faire cesser le scandale : *il crut qu'il étoit de*
son devoir d'accorder ce qu'on n'avoit pas même pensé
à lui demander. Il adressa au monarque , qui ne l'en
prioit pas , une bulle , par laquelle il lui donnoit l'absol-
ution de toutes les censures fulminées contre lui sous
le pontificat précédent , supposé que par hazard il les eût
encourues : ce qui donneroit lieu de croire qu'il n'étoit
 pas persuadé que des censures lancées par la haine pus-
 sent lier un prince , qui n'avoit d'autre crime que d'a-
 voir défendu les droits de sa couronne. Les ambassa-
 deurs qui reçurent cette absolution pour le roi leur maî-
 tre , n'étoient point ceux qu'il venoit de nommer , ils
 n'étoient pas encore arrivés à Rome ; mais Guillaume
 de Châtenaye & Hugues de Celle , qui avoient été en-
 voyés en Italie dès l'année précédente , pour pour sui-
 vre la convocation d'un concile général. Bientôt cette
 première bulle fut suivie d'une seconde qui rétablit les
 chanceliers des universités dans tous leurs droits , ne
 leur permettant pas seulement de bénir comme aupara-
 vant les maîtres-ès-arts & les docteurs , soit en théo-
 logie , soit en droit civil ou canon , mais encore déclara-
 nt valides & légitimes toutes les licences qui s'étoient
 données depuis la suspension prononcée en punition de
 leur prétendue défobéissance à l'église. Une troisième
 révoque la réserve qui ôte à tous les corps le pouvoir
 de faire aucune élection , & aux collateurs la faculté de

Ann. 1304.

Bulles en
 faveur de la
 France.

Ibid , p. 127.

Ibid , p. 129.

Ibid , p. 109.

Ann. 1304.

Ibid, p. 208.

Ibid, p. 229.

Ibid, p. 239.

pourvoir à aucun bénéfice vacant. Une quatrième leve toutes les censures publiées contre ceux qui ont ou empêché le commerce de la France avec la cour de Rome, ou contribué à la prise de Boniface : une cinquième absout de contumace, s'il y en a, les prélats, théologiens, canonistes, & religieux François, qui n'ont point comparu à Rome sur l'ordre qu'ils en avoient reçu du feu pape : une sixième enfin déclare de nulle valeur tous les arêts émanés de ce pontife, non-seulement ceux qui portent suspension des privilèges accordés au royaume, mais aussi ceux qui délient les François du serment de fidélité qu'ils doivent à leur prince ; & rétablit le roi, son royaume, ses ministres, ses conseillers, ses amis, tous ses sujets en un mot, dans le même état où ils étoient avant l'élévation de Benoît Caïétan sur le trône pontifical : on n'en excepte que Nogaret, dont le pontife se réserve l'absolution à lui-même & au saint siege.

Requête des
Colonnes au
roi : leur ré-
conciliation à
l'église, leur
rétablissement
dans tous leurs
biens.

Pr. du diff.
p. 225, 227.

Les Colonnes s'étoient mis sous la protection de la France. Instruits de la bonne disposition du pape à l'égard du roi, ils ne manquèrent pas de profiter de la circonstance, pour demander d'être rétablis dans leur premier état. Dans cette vue ils présentèrent au monarque un mémoire, où ils élevent fort haut les privilèges du cardinalat. Ils prétendent, » que la cause d'un » cardinal ne doit être traitée que dans un concile » général : que souffrir qu'un pape le dépose quand bon » lui semble, c'est détruire le gouvernement de l'église, » parce que les cardinaux, conseillers nés du pontife, » juges avec lui, membres inséparables d'un même » corps, sont établis de Dieu pour l'aider de leurs » lumières, & modérer sa puissance : que le royaume » de J. C. est menacé d'une ruine prochaine, si on leur » ôte le droit de lui résister, quand il s'écartera de la » vérité & de la justice, ou qu'il voudra établir un » empire despotique dans l'exercice de son ministère : » que les Colonnes en particulier n'ont été ni dénon- » cés, ni cités, ni convaincus d'aucun crime qui ait » pu

» pu leur attirer tout ce qu'ils ont souffert de la part
 » de Boniface : qu'ayant déjà de si grandes obligations
 » à sa majesté, ils espèrent qu'elle y mettra le comble ,
 » en les réconciliant avec sa sainteté ». Philippe sen-
 sible à leurs prières, intercédâ pour eux ; & Benoît ,
 toujours guidé par le flambeau de l'équité , révoqua
 toutes les sentences d'excommunication , d'irrégularité ,
 d'interdit , de bannissement , fulminées contre eux ;
 cependant il ne les rétablit ni dans leurs dignités , ni
 dans leurs bénéfices , ni dans leurs biens. C'est que
 les uns & les autres avoient passé en d'autres mains :
 il craignit de choquer deux puissantes maisons qui en
 avoient la possession ; celle des Ursins & celle des Caié-
 tans. Mais ce qu'il n'osa entreprendre dans des circon-
 stances si critiques ; ce qu'il réservoir sans doute à un
 temps plus favorable , le peuple Romain l'exécuta peu
 de temps après d'une façon bien glorieuse aux Colon-
 nes. Il fit publier un décret , qui leur restitue toutes
 les terres dont ils ont été dépouillés , qui annule tout
 ce qui a été fait contre eux , contre leurs créatures ,
 contre leurs amis , & qui condamne les Caiétans &
 les Ursins à les dédommager des pertes qu'ils ont fai-
 tes. Il fut même décidé que cet arêt du Sénat de Ro-
 me seroit regardé comme une loi du peuple , & qu'il
 auroit lieu nonobstant toutes coutumes contraires.

Benoît cependant, quoique bien intentionné pour la
 France, ne laissoit pas que de vouloir venger les outrages
 faits à son prédécesseur ; outrages qu'il croyoit
 intéresser l'honneur de toute l'église. Il commença par
 excommunier tous ceux qui avoient trempé dans la
 conspiration d'Agnanie ; il nommoit les principaux , &
 protestoit que jamais il ne traiteroit d'aucune affaire
 avec Nogaret , que le roi avoit déclaré l'un de ses am-
 bassadeurs en Italie : ce qui ne l'empêcha pas d'écouter
 favorablement les autres ministres du monarque , de
 leur acorder une partie de ce qu'ils demandoient , de
 former même le projet d'une croisade en faveur du
 comte de Valois , pour lui donner les moyens de faire

Tome IV.

* Bb

Ann. 1304.

Mort du pape
 Benoît XI : son
 éloge.

Ibid, p. 231.

Ann. 1304.

valoir les droits qu'il avoit par sa femme sur le trône de Constantinople. Mais il persistoit toujours dans la résolution de procéder criminellement *contre ces enfants d'iniquité*, qui avoient porté leurs mains sacrilèges sur la personne & sur les trésors de Boniface. Déjà il les avoit fait citer à son tribunal, pour y entendre ce qu'il ordonneroit contre eux, lorsqu'une mort imprévue l'enleva de ce monde dans le neuvième mois de son pontificat.

J. Villani, l.
8, c. 80.

On dit qu'il fut empoisonné par un nommé Bernard Deliciosi, qui, sous le pape Jean XXII fut accusé de ce crime; & n'en étant pas entièrement convaincu, fut seulement condamné à une prison perpétuelle, au pain & à l'eau. Voici comme on raconte la chose. Benoît étoit à table à Pérouse où il résidoit, lorsqu'un jeune homme habillé en fille, qui se disoit tourière des religieuses de sainte Pétronille, vint lui présenter de la part de l'abesse un bassin rempli de belles figues. Le pontife qui les aimoit, les reçut avec grand plaisir; & parce qu'elles venoient d'une personne consacrée à Dieu, qui étoit d'ailleurs sa pénitente, il en mangea beaucoup, & sans défiance. Aussi-tôt il tomba malade, & mourut en peu de jours. Il fut enterré à Pérouse même, sans cérémonie, dans un tombeau d'abord fort simple, ensuite orné d'une architecture gothique, à la manière du temps. On assure qu'il s'y fit plusieurs miracles. C'étoit réellement un saint homme: peut-être même que sa vie austère, que quelques cardinaux regardoient comme une censure de leurs dérèglements, fut la cause de sa mort. Quelques-uns néanmoins rejettent ce paricide sur les Caiétans, qui étoient encore tout-puissans alors: quelques autres en accusent Nogaret & Sciarra Colonne; mais l'absence du chevalier François devient sa justification: il y avoit plus de six mois qu'il n'étoit plus en Italie. On rapporte un trait qui peint parfaitement le caractère de ce saint pape. Un jour sa mère se présenta devant lui habillée magnifiquement; il ne fit pas semblant de la connoître: elle revint un moment après

vêue fort simplement & à son ordinaire ; il l'embrassa avec beaucoup de tendresse. Malheureusement il ne vécut pas assez pour réparer tous les désordres du précédent pontificat.

Nogaret ne s'oublioit point durant la vacance du saint siege , & ne néglegioit aucune des précautions que la prudence peut suggérer pour une défense légitime. Il nous reste cinq actes qu'il fit à cette occasion devant l'oficial de Paris : quelques-uns contiennent des protestations contre les poursuites de Rome : quelques autres font l'apoilogie de sa conduite dans la prise de Boniface à Agnanie : tous prouvent qu'il entendoit aussi-bien la procédure que la guerre. On l'avoit vu , on le voyoit encore solliciter l'absolution des anathêmes qu'on lui avoit , pour ainsi dire , prodigués : on en pouvoit tirer avantage contre lui : il déclare qu'il ne s'y est déterminé que pour faciliter sa négociation , non pour acquiescer à ce qui a été fait contre lui , » ne se croyant » lié ni devant Dieu , ni devant l'église par aucune de » ces censures : que tout ce qu'il a dit contre Boniface » est vrai , quelque énormes que soient les crimes d'hé- » résie , de schisme , d'idolâtrie , de simonie , de sacri- » lege , d'usure , d'homicide , & d'infamie dont il étoit » chargé : qu'il persiste dans sa première accusation , » qu'il n'a intentée que pour le bien de la religion que » le pontife déshonorait par ses excès scandaleux , & » pour l'amour de sa patrie que ce pasteur mercenaire » avoit entrepris de ruiner par ses violentes exactions : » qu'il se soumet au jugement de l'église assemblée : » qu'il consent même d'aller à Rome plaider sa cause » au tribunal du saint siege , s'il peut obtenir sûreté » contre les Caiétans & leurs fauteurs : qu'il s'ofre » enfin , s'il est jugé coupable , à subir les peines que » le concile ou le saint siege , bien informé , décrètera » contre lui ; mais que si les cardinaux , emportés par » la brigue des Caiétans , élisent un pape du caractère » de Boniface , il apele à toute l'église qui doit s'as- » sembler en concile , & au pape futur qui sera légiti-

Bb ij

Ann. 1304.

Protestations de Nogaret contre les poursuites de Rome.

Pr. du diff.
p. 237 , 238 .
252 , 259 , 269 ,
274 , 275 .

Ann. 1304.

Élection du
pape Clément
V : ses conven-
tions avec le
roi.

J. Villan, l.
1, c. 80.

S. Antonin,
part. 3, tit. 21,
c. 1.

» mement élu , de tout ce qui se fera dans le présent
» conclave contre la disposition des canons ».

On sçavoit en éfet que le conclave assemblé à Pérouse étoit divisé en deux factions puissantes. L'une qui étoit attachée à la famille du prédécesseur de Benoît XI, avoit pour chefs deux cardinaux consommés dans la politique , Mathieu Rossi de la maison des Ursins , & François Caiétan neveu de Boniface. L'autre qui étoit amie des Colonnes & dans les intérêts de la France , avoit à sa tête deux cardinaux également habiles dans les affaires , Napoléon des Ursins del Monte , & Nicolas di Prato , Dominicain , évêque d'Ostie : toutes deux vouloient un pape de son parti , la première un Italien , la seconde un François. Le nombre étoit égal de part & d'autre , & l'opiniâtreté la même : ce qui faisoit craindre que l'élection ne pût se faire. Il y avoit neuf mois que ces contestations duroient , & toutes les ruses paroissoient épuisées des deux côtés , lorsque le cardinal di Prato imagina un expédient qui contenta les Italiens , & les fit donner dans le piège que cet homme adroit leur tendit. Il fut convenu que ceux-ci proposeroient trois sujets qui ne seroient point de leur pays ; & que celui des trois que les François nommeroient dans l'espace de quarante jours , seroit unanimement proclamé par tout le sacré college. Il sembloit que tout l'avantage du traité fût pour les Caiétans : ils se flatoient enfin qu'ils auroient un pape à leur gré , puisque la faction François ne pouvoit choisir qu'un de ceux qu'ils auroient nommés. Ils proposerent donc trois archevêques , tous créatures de leur oncle , ses confidents , & jusqu'alors ennemis déclarés du roi. Le premier étoit Bertrand de Got , archevêque de Bordeaux , d'une des premières maisons de Gascogne , intime ami de Boniface , le plus animé de tous contre les François , qui , dans leur expédition de Guienne , sous la conduite du comte de Valois , avoient fort maltraité sa famille , & par-là même le plus agréable à la faction Italienne , qui espéroit que cet esprit fier & vindicatif ne manqueroit

pas d'éclater contre Philippe. Mais est-il une injure qu'on n'oublie, même avec plaisir, quand par ce moyen on peut parvenir à la plus éminente dignité où un homme puisse aspirer ? C'est ce qui rassuroit le cardinal di Prato. Il connoissoit le caractère ambitieux & intéressé du prélat : il crut qu'il sacrifieroit sans peine son ressentiment à l'honneur de la tiare : il ne fut point trompé dans son attente.

Ann. 1304.

Aussi-tôt il envoya au roi le compromis des deux factions, avec la promesse des cardinaux du parti François, d'élire l'archevêque de Bordeaux, s'il agréoit à sa majesté. Il y joignit une lettre par laquelle il l'exhorte à rendre ses bonnes grâces au prélat Gascon, qui a trop d'ambition pour ne lui pas acorder tout ce qu'il souhaitera, s'il lui fait voir qu'il est maître de lui procurer la tiare : il le prie seulement de lui faire promettre de rétablir les Colonnes dans leurs biens & dans leurs dignités. Philippe, dont toute l'appréhension étoit que le choix des cardinaux ne tombât sur quelqu'un de la faction des Caiétans, fut ravi de l'offre qu'on lui faisoit de choisir un homme qui lui auroit obligation du pontificat. Il écrivit sur-le-champ à l'archevêque dans les termes les plus affectueux, le priant de se trouver en un certain lieu, pour conférer ensemble sur des choses de la dernière importance : l'endroit où se devoit faire l'entrevue, étoit un bois, afin d'avoir moins de témoins du marché qu'ils y alloient faire. Ce bois, c'étoit la forêt de Saint-Jean-d'Angeli, enfermoit une abaye, où Philippe & Bertrand se rendirent, chacun de son côté, très-secrètement, & avec peu de suite. D'abord, ils entendirent la messe : puis ils firent serment sur l'autel de se garder fidélité & secret. Ensuite le monarque tirant le prélat à l'écart, lui demanda si, à sa considération, il vouloit bien se réconcilier avec le comte de Valois son frere. Le prélat répondit que sa majesté lui faisoit trop d'honneur, & qu'il n'avoit garde de refuser ce que lui demandoit un si grand prince. » Ce n'est pas seulement ce qui m'amene, reprit le roi :

Villani, *ibid.*

Ann. 1304.

» il dépend absolument de moi de vous faire pape :
 » mais pour mériter la grace que je vous offre, il faut
 » que vous m'acordiez six choses ». Alors il lui montre
 les lettres des cardinaux, & lui découvre tout le ma-
 nege du cardinal di Prato.

Ibid.

L'archevêque, transporté de joie, se jete aux pieds
 du monarque : » Sire, lui dit-il, je vois maintenant
 » que vous m'aimez véritablement : tout mon regret est
 » de n'avoir pas mérité vos bontés ; mais commandez
 » & vous serez obéi ». Le roi le releva, l'embrassa,
 & lui expliqua ainsi ses volontés : » Ce que je vous
 » demande, c'est 1°. que vous me reconciliez parfaite-
 » ment avec la sainte église : 2°. que vous révoquiez
 » toutes les censures fulminées contre ma personne,
 » mes ministres, mes sujets & mes alliés : 3°. que vous
 » m'acordiez pour cinq ans les décimes de mon royaume
 » me : 4°. que vous condamnâtes authentiquement la
 » mémoire de Boniface : 5°. que vous rétablissiez les
 » Colounes dans leurs dignités, & que vous éleviez au
 » cardinalat quelques-uns de mes amis. Quant à la sixième
 » me demande, je me réserve à la déclarer en temps
 » & lieu, parce qu'elle est secrette & importante ». Quel-
 ques-uns croient qu'il vouloit lui demander, comme il
 fit dans la suite, l'extinction de l'ordre des Templiers.
 Quelques autres assurent que cet article regardoit le
 comte de Valois, qu'il étoit question de faire élire em-
 pereur après la mort d'Albert d'Autriche.

L'archevêque, dit saint Antonin, étoit Gascon, par
 conséquent avide de gloire : il ne vit rien dans toutes ces
 demandes qui ne fût au-dessous du pontificat ; il eût
 acheté plus cher une si haute dignité. Il accorda tout,
 jura sur le corps de Notre-Seigneur de tenir sa pro-
 messe, & donna pour otages son frere & deux de ses
 neveux. Philippe de son côté lui promit avec serment
 de le faire élire pape ; & sur-le-champ dépêcha un cou-
 rier à Pérouse, pour informer le cardinal di Prato, que
 la faction Francoise pouvoit en toute sûreté faire tom-
 ber son choix sur ce prélat : aussi-tôt on proposa d'as-

sembler le conclave , pour faire l'élection suivant le compromis. On ratifia de nouveau le traité par lettres & par serments. Alors le cardinal di Prato déclara que des trois que la faction Italienne avoit proposés , il choissoit avec tous ceux de son parti , Bertrand de Got , archevêque de Bordeaux. Les Caiétans applaudirent au choix : on chanta le *Te Deum* ; & l'élection fut publiée avec toutes les marques d'une joie & d'une satisfaction universelle. On fit partir promptement un courier , pour en porter la nouvelle au prélat Gascon , qui l'attendoit impatiemment. Ainsi furent trompés ceux de la faction de Boniface , qui croyoient avoir pour pape l'homme du monde en qui ils avoient le plus de confiance.

Ann. 1304.

On ne doit pas dissimuler que Villani est presque le seul écrivain de ce temps , qui raconte l'élévation de Clément V avec des circonstances si peu régulières. On lit au contraire dans le décret d'élection qui fut envoyé au nouveau pontife , qu'on a commencé par choisir des *scrutateurs* d'une probité reconnue ; qu'ils ont pris en secret les suffrages de quinze cardinaux qui composoient le conclave ; qu'ils les ont ensuite publiés ; qu'il s'est trouvé que dix l'avoient élu pour pape , & qu'aussi-tôt les cinq autres s'étoient rangés à leur avis par la voie d'accesion : ce qui avoit rendu l'élection unanime. Mais on n'en peut rien conclure contre l'historien de Florence. Jamais ces sortes d'actes ne font mention des intrigues qui les ont précédés : c'est toujours une unanimité glorieuse à l'élu : pas un seul mot des brigues qui l'ont préparée. On apprend d'ailleurs de Feret de Vicene , autre auteur contemporain , que les cardinaux pressés par les clameurs des habitants de Pérouse , vaincus par les sollicitations de Pierre Colonne , gagnés par les largesses du roi de France , se déterminèrent enfin à élire Bertrand de Got , archevêque de Bordeaux ; & que Philippe-le-Bel ayant amené les choses au point qu'il s'étoit proposé , écrivit au prélat pour le prier d'accepter la tiare : narration beaucoup moins détaillée ; mais d'où

Concil , tom.
21 , p. 1496.

Her. Ital.
serip. rom. 9.
p. 1024.

Ann. 1304.

Ibid, t. 18,
p. 307, t. 22,
p. 177, t. 24,
p. 708.

il résulte, non-seulement que l'élection de Clément V est l'ouvrage de Philippe-le-Bel, mais qu'elle a été précédée de plusieurs intrigues, dont Villani a été mieux informé. Si les autres chroniqueurs du temps gardent là-dessus un profond silence, c'est que la plupart se contentent d'indiquer l'époque de cet événement, sans entrer dans aucun détail. On ne dira rien de quelques chroniques où il est rapporté : » que les cardinaux s'en- » nuyoiient d'être enfermés : que pour se mettre en » liberté, ils élurent Bertrand de Got qu'ils croyoient » mort ; mais que l'ayant trouvé vivant, ils furent obligés de le reconnoître pour pape ». C'est abjurer toute envie de persuader, que d'avancer de pareilles absurdités. Elles rendent l'élection de Clément encore moins canonique, puisqu'elle est contre l'intention formelle des votants, par-conséquent nulle jusque dans son essence & dans son principe. On loue la piété, on recherche le jugement de ce bon moine Flamand, qui prétend que la promotion de Bertrand de Got ne se fit que par une assistance singulière du saint-Esprit, dont on célébroit alors la solennité ; c'étoit le samedi qui précède immédiatement la Pentecôte. Dieu sans doute veille d'une façon particulière au gouvernement de son église : mais n'y a-t-il pas trop de simplicité à ne donner à l'exaltation de l'archevêque de Bordeaux d'autre principe qu'un mouvement secret de la divinité ? On ne trouve aucun de ces défauts de vraisemblance dans la narration que nous avons adoptée. La conduite de Clément à l'égard de Philippe-le-Bel, les graces sans nombre qu'il lui accorda, l'obéissance aveugle qu'il témoigna toujours aux volontés de ce prince, tout suppose qu'il lui avoit les plus grandes obligations : tout confirme le récit de Villani : tout lui assure le caractère d'une vérité palpable & constante.

Il est couronné en France.

Bertrand étoit à Lusignan dans le Poitou, lorsqu'il reçut les lettres du sacré college : il se rendit aussi-tôt à Bordeaux, où il fit publier le décret de son élection, & prit le nom de Clément V. On crut qu'il passeroit en

en

en Italie pour se faire couronner ; mais il manda aux cardinaux de le venir trouver à Lyon, où il vouloit que se fit la cérémonie de son exaltation. Ce fut Mathieu Rossi, leur doyen, qui mit la couronne sur la tête du nouveau pontife, en présence du roi, des princes, & d'un grand nombre de seigneurs François. Le monarque, au sortir de l'église, marcha quelque temps à pied, tenant, à l'exemple de quelques-uns de ses prédécesseurs, les rênes de la mule du pape. Puis étant remonté sur son cheval, Charles, comte de Valois, Louis, comte d'Evreux, ses freres, & Jean, duc de Bretagne, rendirent le même honneur au saint pere. Mais un accident tragique changea tout-à-coup en deuil la joie & la pompe d'un si beau jour. Un vieux mur, trop chargé de peuple acouru pour voir la cavalcade, s'écroula subitement, blessa dangereusement le comte de Valois, & froissa tellement le duc de Bretagne, qu'il en mourut quelques jours après. Clément lui-même fut renversé, mais sans être blessé ; & sa tiare étant tombée, il perdit une escarboucle estimée six mille florins ; sinistre présage qui annonçoit les malheurs que devoit causer la translation du saint siege à Avignon ; séjour si funeste aux Italiens, qui l'appellent *la captivité de Babylone* ; si pernicieux à la France, où, dit Mézerai, il introduisit trois grands désordres ; » la simonie, fille du luxe & » de l'impiété ; la chicane, exercice de grate-papier & » de gens oisifs, tels qu'étoient une infinité de clercs » fainéants qui suivoient cette cour ; & un autre déré- » glement exécrationnable, auquel la nature ne sçauroit don- » ner de nom «.

Mais la mort du duc de Bretagne ne fut pas le seul accident qui rendit funeste le séjour du pape dans la ville de Lyon. Clément avoit un neveu, jeune débauché, qui toutes les nuits couroit les rues, les bonnes filles décevant, sur-tout celles des bourgeois. Ceux-ci en portèrent leurs plaintes à l'archevêque, qui étoit leur seigneur temporel. Le prélat, homme d'une grande naissance, comptoit dans sa famille plusieurs chevaliers

Ann. 1304.

Spicil., tom.
3, p. 58.

Fermeté de
l'archevêque
de Lyon en-
vers le pape.

Godéfrroi de
Paris, Mss.
du roi, n°. 6812, fol. 71,
vers. 6^{re}.

Ann. 1304.

de grande prouesse : il étoit de ceux de Villars , dit la chronique , qui nobles sont de toutes parts. Touché du scandale , il va trouver le pontife , & le prie d'y mettre ordre ; mais il ne fut point écouté. Alors il assemble son conseil , ordonne aux habitants de prendre les armes , & leur commande de courir sus aux Gascons qui insultent les personnes du sexe : ce qui fut exécuté. Chaque jour il y avoit de rudes mêlées , où les bourgeois avoient quelquefois l'avantage : le plus souvent néanmoins ils se retiroient par respect pour le saint siege. Villars en fut informé , & manda *ceux de son lignage.* Il fut résolu entr'eux , qu'ils se chargeroient de la garde de la ville ; qu'ils n'épargneroient aucun de ceux qui seroient surpris en forfait , & qu'ils l'ameneroient mort ou vif à la cour de l'archevêque. Clément instruit de cette résolution , fit venir le prélat , & , à la sollicitation de son neveu , n'eut pas honte de lui faire des reproches sur sa conduite. » Sire , répondit Villars avec une » noble fermeté , quand j'emploie mes gens pour » riger les malfaiteurs , je ne fais que le devoir d'un » pasteur vigilant , d'un juge équitable , & d'un noble » chevalier , tel que je suis par mon extraction , comme » je le prouverai , soit en guerre , soit en tournoi. J'ai juré » de garder la ville , & si ferai-je par saint Gilles. Je ne » vous dirai pas que votre vie n'est pas en sûreté dans » ce pas , si vous m'ôtez l'anneau & la prestreie : je vous » avertis du - moins que votre pouvoir ne s'étend pas » jusqu'à m'ôter la chevalerie. Je n'en dis pas davan- » tage ; mais que vos Gascons se gardent du surplus , » s'ils ont l'audace de méfaire à mes gens , hommes , » femmes ou sergents «.

Idem , *ibid.*

Clément , plus choqué qu'éfrayé de cette fiere remontrance , ne donna aucun ordre pour faire cesser le brigandage : il en arriva un grand malheur. Un jour les Gascons insultèrent les gens de l'archevêque , qui leur répondirent sur le même ton. On mit l'épée à la main. Le neveu du pape fut tué , & tous ceux de sa suite qui ne purent gagner le château saint Just , furent mis à

mort. Aussi-tôt Villars dépêcha un courier au roi qui venoit de quitter Lyon , & le supplia instamment de revenir , pour lui faire justice. Le monarque à cette nouvelle retourna sur ses pas , & comme juge entendit les deux parties. Le pontife Romain demandoit vengeance de la mort de son neveu & de l'insulte faite à sa maison : l'archevêque avouoit ses gens de tout ce qui s'étoit passé , & soutenoit qu'ils n'avoient rien fait que par ses ordres & selon tout droit , puisque plusieurs fois il avoit inutilement averti le pape de remédier au désordre. Philippe eût bien voulu favoriser la cour de Rome ; mais tout déposoit contre elle. Il fit retirer Villars ; & demeura seul avec Clément , il lui représenta le tort qu'il avoit eu de ne point arrêter la licence de sa famille ; que celle du prélat n'étoit point sortie des bornes d'une juste défense ; que malheureusement il ne voyoit aucun moyen de lui procurer quelque satisfaction. Le saint pere cependant le conjuroit , que du moins , pour sauver son honneur , il lui fit remettre les clefs du château de Pierre-Encise. C'étoit sans doute trop exiger d'un homme tel que l'archevêque : le roi le sentoit bien ; néanmoins il promit d'employer toutes les voies de la douceur , pour l'engager à cette déférence.

Villars fut donc mandé de nouveau. Il parut bien accompagné , & sur la proposition qui lui fut faite , il demanda au monarque la permission de prendre conseil de son lignage. La résolution fut prompte. Bientôt il rentra dans la salle où étoit le roi ; & *monseigneur Jean de Chalon* , l'un de ses proches parents , dit au nom de la famille : » Sire , nous voulons bien que bon accord soit entre » nous & sa sainteté ; mais nous ne consentirons jamais » que l'archevêque perde rien de son fief ; il a juré de le » garder ; il seroit parjure , s'il l'abandonnoit. Loin de » permettre qu'il souffre aucune diminution , il espère , au » contraire , l'acroître , ou il en arrivera malheur. Si » quelqu'un , tant soit-il haut , clerc ou lai , le roi ôté &

Cc ij

Ann. 1305.

Idem, ibid.

Ann. 1305.

» les royaux (a), entreprend de le troubler dans son héri-
 tage, nous sçaurons l'en faire repentir ». Philippe ad-
 mira cette noble fierté, laissa le pape se démêler de cet
 embarras, & reprit le chemin de la capitale. Clément de
 son côté se défit de toute poursuite, quitta promptement
 un séjour si funeste à sa famille, & partit pour aller éta-
 blir sa cour dans Avignon, *dévorant à tort & à travers tout
 ce qui se trouva sur sa route, ville, cité, abaye, prieuré.*
 L'intrepide Villars, maître du champ de bataille, ne
 perdit ni sa forteresse, ni son *pallium*, &, pour nous ser-
 vir des termes de la chronique, *cel qui fut mort, si fut
 mort.*

Clément commença l'exécution de son traité par lever,
 à l'exemple de son prédécesseur, toutes les censures ful-
 minées contre le roi & contre son royaume, par lui acor-
 der pour cinq ans le dixième du revenu de toutes les
 églises de France, par rétablir les Colonnes, Jacques &
 Pierre, dans l'état où ils étoient avant que Boniface les
 eût acablés de ses anathèmes; enfin par créer dix cardi-

(a) C'est-à-dire, excepté le roi & les princes du sang. Ce qui fait voir
 que mal-à-propos certains auteurs ont avancé qu'autrefois nos princes du sang
 n'avoient d'autre considération que celle que leur donnoit leur seigneurie,
 ni d'autre distinction ou prérogative que celle qu'ils tenoient de la noblesse
 de leurs fiefs. Toutes nos histoires sont pleines d'exemples qui prouvent le
 contraire. On y voit des preux sans nombre qui défient tout homme vivant,
 mais qui toujours exceptent par respect, & le monarque, & les princes de
 son sang. Témoin Louis, comte de Nevers, qui accusé de trahison, dit :

Ne ne fai homme maintenant ,

.....

Se il n'est roi, ou des royaux ,

Que ne l'en rienne comme faux

Et comme traître ne le prouve.

Témoin encore Enguerrand de Marigny ,

Qui contre tous autres vouloit

Soy défendre comme loyaux ,

* Excepté sans plus les royaux.

naux, dont neuf François ou Gascons, tous amis, créatures, serviteurs ou sujets de sa majesté. Quelques mois après, il donna deux bulles, qui deviennent une nouvelle preuve des engagements que Villani suppose qu'il avoit pris avec le monarque François. L'une déclare que la fameuse décrétale qui commence par ces mots: *Unam sanctam*, ne porte aucun préjudice au roi, ni à son royaume; qu'elle ne rend pas les François plus sujets à l'église Romaine qu'ils l'étoient auparavant; qu'elle doit être censée nulle & de nulle valeur par rapport à la France, où les choses demeureront au même état, tant à l'égard de l'église, que du monarque, de la noblesse & du peuple: l'autre révoque la célèbre constitution si connue sous le nom de *Clericis Laicos*, qui a fait tant de bruit dans le monde; condamne tout ce qui s'est fait en conséquence du côté de Rome; ordonne que pour faire cesser le scandale qu'elle a causé, en observera inviolablement ce qui a été décidé au concile de Latran sur les séculiers qui exigent des tailles, des subsides, & d'autres subventions des ecclésiastiques.

Quelques-uns ont écrit que le pontife donna dans le même temps une autre bulle, par laquelle il absout le roi des censures qu'il avoit encourues en afoiblissant ses monnoies: c'est une erreur, qu'une lecture plus réfléchie leur eût épargnée. Le bref qu'ils citent, ne parle des monnoies, que pour exposer les raisons de leur afoiblissement: tout son objet est de dispenser le monarque de restituer les biens enlevés pour la défense de l'Etat, tant aux gens d'église, qu'aux Juifs, & aux usuriers: ce qui paroitra sans doute très-singulier. Cet enlèvement étoit en effet, ou un acte de justice, ou une œuvre d'iniquité: dans la première supposition, Philippe n'avoit besoin d'aucune dispense: dans la seconde, il étoit obligé à restitution par la loi naturelle, contre laquelle aucune puissance ne peut prescrire. On convient que ce prince épuisé par les guerres qu'il eut à soutenir contre les Anglois & contre les Flamands, se vit souvent dans la nécessité d'altérer ses monnoies; que par un très-mauvais conseil, il eut trop

Ann. 1306.

Rayn, ann.
1306, n. 1.
Pr. du diff.
p. 288.

Horribles
changements
dans les mon-
noies: mur-
mures des peu-
ples: sédition
à Paris.

Ann. 1106.

Laur. ordon.
t. 1, p. 342,
372, 379.

facilement recours à ce dangereux moyen d'amasser de l'argent ; que manquant de matiere pour fabriquer des especes, il obligea *toute maniere de gent, excepté les prélats & les barons*, de porter à la monnoie la moitié de leur vaisselle d'argent ; que peu content de défendre l'exportation de l'or & de l'argent hors du royaume, il ordonna, sous les plus rigoureuses peines, à tous les sujets de recevoir cette foible monnoie qu'il introduisoit dans son Etat : mais tous ces objets n'étoient point soumis aux censures de Rome ; le monarque n'avoit là-dessus que sa conscience pour juge, que les murmures de son peuple pour accusateurs, que la ruine du commerce & la honte toujours inséparable d'une mauvaise administration, pour châtimement & pour supplice.

Laur. Ordon.
t. 1, p. 325.

Bientôt en effet, il sentit par l'aliénation du cœur des François, qu'on supportoit impatiemment cette pernicieuse nouveauté : il s'obligea par lettres-patentes datées du mois de Mai 1295, à dedommager ceux qui recevroient sa nouvelle monnoie afoiblie, & pour le poids, & pour l'aloi. On pouvoit soupçonner la sincérité de ses promesses : pour lever tout doute, il hypothèque sa terre, ses biens, ceux de ses successeurs, tous ses domaines, & particulièrement les revenus de la Normandie : il va plus loin encore ; il fait intervenir le consentement de la reine sa femme, qui ratifie cet engagement, & ce qui ne s'étoit point encore vu, apose son sceau à côté de celui du roi son époux. Cet afoiblissement des especes dura jusqu'en 1306 : ce qui causa un si grand dommage, que vers l'an 1303, les prélats du royaume offrirent au monarque les deux vingtiemes du revenu annuel de tous leurs bénéfices, à condition que ni lui, ni les successeurs, n'afoiblissent point les monnoies sans une nécessité indispensable, qui seroit certifiée d'abord par les conseillers du conseil secret, ensuite confirmée par une assemblée de la noblesse & du clergé : ce qui ne devoit pas empêcher qu'on ne revînt à la bonne & primitive monnoie, dès que cette nécessité ne subsisteroit plus. Mais la proposition ne fut point acceptée : ce qui prouve combien ces

Le Blanc,
traité des mon-
noies, p. 187.

altérations étoient avantageuses au roi , par conséquent dispendieuses pour le peuple.

Ann. 1306.

Le malheureux combat de Courtrai , en remplissant la France de deuil , n'avoit point abatu le courage des François : ils ne respiroient que vengeance ; mais les finances étoient épuisées. Toutes sortes de personnes se cotisèrent pour entretenir un certain nombre de troupes pendant les mois de Juin , Juillet , Août , Septembre. Le roi fut si touché de cette nouvelle preuve de tendresse de la part de ses sujets , qu'il leur promit , & s'obligea par de nouvelles lettres-patentes , de faire dans un an , à compter depuis la Toussaint prochaine , *bonne monnoie , de petits tournois & de petits parisis* , du poids , de l'aloi , de la valeur de ceux qui avoient cours du temps de saint Louis , & de rabattre le prix des foibles pour les égaler aux bons. C'étoit tout ce qu'ils demandoient pour récompense de leur zele ; mais ce terme leur paroissoit bien long : il y avoit huit ans qu'ils souffroient horriblement de ces altérations. Ils supplièrent de nouveau le monarque de mettre au plutôt fin à leurs malheurs. Philippe eut égard à leur demande ; il ordonna que les monnoies fussent remises en leur état : promit qu'en attendant cette réduction , il ne tireroit pas un si gros *seigneurage* ; & fit publier par tout le royaume , que ceux qui avoient de foibles monnoies , eussent à les rapporter ; qu'on leur en donneroit de bonnes , & que la perte tomberoit sur lui : ordonnance qui fut confirmée par plusieurs lettres-patentes adressées à différents prélats , toutes datées de l'an 1304.

Ibid.

Laur. Ord.
t. 1 , p. 389 ,
406.

Le saint pape Benoît XI , pour corriger les emportemens de son prédécesseur , & pour gagner l'amitié du roi , entreprit , non d'ordonner , mais de faciliter cette réforme si nécessaire au royaume. Ce fut dans cette vue , & pour aider le monarque à rétablir ses monnoies avec moins de perte , qu'il lui acorda une année de revenu des bénéfices , même à charge d'ames , qui viendroient à vaquer dans ses Etats , & les décimes de toutes les églises pendant deux ans. Mais le clergé s'oposa à l'exécution de cette bulle , & représenta que lorsque ce prince avoit com-

Le Blanc, ib.
p. 188.

Ann. 1306.

mencé cet afoiblissement des especes, il avoit promis, en engageant ses domaines, de les remettre sur l'ancien pied à ses dépens, & de dédommager ceux qui se trouveroient lésés de toutes ces altérations. Ainsi les choses demeurèrent au même état, & même empirèrent. On voit en effet, que le marc d'argent qui avoit valu 55 s. 6 den. au commencement du regne de Philippe, valoit en 1305, 8 liv. 10 sous; & qu'en 1306, la valeur de la monnoie d'argent étoit tellement haussée, qu'un denier de l'ancienne en valoit trois de la nouvelle.

Spicil. t. 3,
p. 19.

Enfin, importuné par les plaintes de ses sujets, le monarque se détermina à mettre quelque ordre dans ses monnoies. Il réduisit le prix du marc d'argent à 55 sous 6 den. tournois; & fit fabriquer de gros tournois d'argent, & des deniers parisis, aussi bons que ceux de saint Louis. Mais en faisant faire de la forte monnoie, il laissa courir la foible, sans en réduire la valeur pour la proportionner à la bonne: ce qui causa une horrible sédition dans Paris. Les propriétaires des maisons exigeoient que les locataires payassent en forte monnoie: ceux-ci ne vouloient payer qu'en foible. On avoit de justes raisons de part & d'autre: il y avoit les deux tiers de perte pour les unes ou pour les autres, si la réduction se faisoit. Les propriétaires, à la sollicitation & par le conseil d'Etienne Barbette, voyer de Paris, furent maintenus dans leur prétention, ce qui réduisit le petit peuple au désespoir: n'ayant plus rien à perdre, il perdit le respect dû à la majesté royale. Le roi fut assiégé dans le Temple, où il se trouvoit alors: les viandes qu'on portoit pour son diner, arêtées, jetées dans la boue, foulées aux pieds; la belle maison de Barbette près Saint-Martin-des-Champs, forcée, pillée, & ses jardins délicieux bouleversés, lacagés. Philippe, malgré sa fierté, fut contraint de dissimuler pendant quelques jours: il laissa d'abord calmer cette première fureur: ensuite ayant fait venir quelques troupes, il ordonna d'arrêter les plus séditieux; & vingt-huit des plus coupables furent pendus aux portes de la ville, pour servir d'exemple à ceux qui arivoient des provinces, sur-tout de la Normandie,

Normandie, où une imposition de dix deniers pour livre avoit excité un soulèvement si furieux, que le conseil fut obligé de la révoquer. Quelques-uns prétendent que les templiers eurent beaucoup de part à cette révolte des Parisiens; qu'il leur échapa en cette occasion quelques paroles trop libres; que le monarque en conçut un ressentiment si vif, qu'il résolut de les perdre; que dès-lors l'abolition de leur ordre fut décidée, & que c'étoit l'objet de la sixieme demande que ce prince fit à Bertrand de Got. Mais pour détruire cette opinion, il suffit de remarquer que la sédition est de 1306, & le traité avec l'archevêque de Bordeaux, de 1305.

Ann. 1306.

Tant de clameurs si justes dans leur principe, si redoutables par leur universalité, forcèrent enfin le roi de faire cesser le désordre qui régnoit dans ses monnoies. Il assembla les Etats cette même année, & de leur avis, ordonna, qu'on feroit de bonnes monnoies qui auroient cours dans un mois: que la monnoie foible ne seroit point décriée, mais qu'on lui donneroit cours selon sa valeur intrinsèque, c'est-à-dire, que trois deniers n'en vaudroient qu'un de la bonne: que le marc d'argent seroit réduit à 55 sous 6 den. que le marc d'or demeureroit comme auparavant à 44 liv. tournois: mais ce sage règlement ne fut pas long-temps observé; il y eut un second affoiblissement en 1310, & un troisieme en 1314. La patience des peuples étoit épuisée: on ne vit par-tout que séditions & révoltes. Ce qui obligea le monarque d'assembler les notables des bonnes villes, pour délibérer sur les moyens de remédier au mal: il fut arrêté de rétablir les choses au même état où elles étoient sous saint Louis. Philippe, en conséquence, dressa le projet d'un édit qui proscrivoit toute monnoie foible: qui ordonnoit de porter aux monétaires un quart de la vaisselle d'argent répandue dans tout le royaume, pour la convertir en especes; qui défendoit pour deux ans, aux particuliers, de fabriquer aucun ouvrage en argent; aux seigneurs, de faire battre aucune monnoie. On ignore s'il étoit enfin dans l'intention de remplir des engagements tant de fois contractés,

Le Blanc, ib.
p. 191 & suiv.

Ann. 1306.

toujours violés avec une facilité qui désespéroit les gens de bien : la mort lui envia la gloire de l'exécution : on fait seulement que par son testament il recommanda très-expressément, & sur toutes choses, à son fils, de ne point l'imiter dans l'altération des especes. Mais l'expérience fait voir ce qu'on doit penser de ces sortes de recommandations, qu'arache la vue du tombeau, qu'un successeur, frappé d'un spectacle funebre, écoute avec quelques larmes, qu'il oublie, dès qu'elles sont séchées ; ce qui est l'ouvrage d'un instant : rarement en changeant de maître, on devient plus heureux.

Les Juifs
chassés de la
France.
Spicil. com.
3, p. 59.

Les Juifs, toujours les objets de l'exécration du public qu'ils ruinoient, & comme usuriers, & comme fermiers des impôts, étoient sans cesse exposés à toutes sortes d'insultes. Dans les croisades, dans les séditions, quelquefois même dans le calme de la plus profonde paix, ils se voyoient ataqués, poursuivis, dépouillés, égorgés. On ne cessoit de les acuser, ou d'avoir outragé la sainte hostie, ou d'avoir crucifié des enfants le Vendredi Saint, ou d'avoir profané l'image de Notre-Seigneur. S'ils échappoient à la sévérité de la justice, ils ne se faisoient pas de la fureur de la populace. Les princes mêmes, après en avoir fait les instruments de leurs exactions, les chassoient souvent, pour leur faire acheter leur rapel au poids de l'or. Tout-à-coup il parut une ordonnance de Philippe, en vertu de laquelle ils furent arêtés par toute la France en un même jour, banis du royaume, avec défenses d'y rentrer sous peine de la vie, & tous leurs biens confisqués. Quelques-uns se firent baptiser, & demeurèrent : plusieurs d'entre les autres moururent en chemin, de fatigue, de chagrin ou de misère : on ne leur avoit permis d'emporter que ce qu'il leur falloit d'argent pour les conduire hors des limites de l'Empire François. On doute si le zele ou la cupidité, dicta ce rigoureux édit.

Entrevue du
pape & du roi
à Poitiers.

On trouve encore plus d'animosité que de religion dans l'acharnement que le monarque fit paroître contre la mémoire d'un ennemi que la mort avoit mis hors d'état de lui nuire, & dont il eût été plus glorieux de laisser les

excès ensevelis dans l'obscurité du tombeau qui le couvroit. Philippe devoit se trouver à Poitiers, pour conférer avec le pape sur quelques objets importants : il y arriva acompagné des trois princes ses fils, du comte de Valois & du comte d'Evreux ses freres, & d'un grand nombre de seigneurs. Robert, comte de Flandre, s'y rendit aussi : Clément confirma le traité que le roi venoit de faire avec ce prince : l'archevêque de Rheims, l'évêque de Senlis, & l'abé de Saint-Denis, eurent commission de l'excommunier avec tous ses fauteurs, s'il entreprenoit de violer cette paix. Un autre objet de cette entrevue étoit de terminer enfin les différends qui divisoient la France & l'Angleterre. Edouard I, prince cauteleux & rusé, mais fort heureux à la guerre, venoit de mourir dans la trente-cinquième année de son regne. Edouard II, son fils & son successeur, fit naître des difficultés qu'on croyoit insurmontables. Il se plaignoit que le roi ne donnoit rien en dot à la princesse Isabelle de France, & demandoit la souveraineté de la Guienne, qui n'étoit, disoit-il, qu'une source de querelles entre les deux Etats. C'étoit peu connoître le caractère de Philippe, le plus jaloux des princes sur l'article de l'autorité : il répondit avec fermeté, qu'il donnoit pour le mariage de sa fille ce même duché de Guienne, qui avoit été justement confisqué sur le feu roi Edouard I, & qu'il ne le donneroit, ainsi que ses prédécesseurs, que comme un fief mouvant de la couronne. Le monarque Anglois fut trop heureux de l'accepter à ces conditions. Il vint l'année suivante à Boulogne, fit hommage au roi de l'Aquitaine & du Ponthieu, épousa la princesse, & l'emmena en Angleterre, où elle se fit autant chérir de la nation, que son imbécile époux se rendit odieux & méprisable.

Mais ce qui avoit sur-tout amené Philippe à Poitiers, étoit le dessein de poursuivre la mémoire de Boniface, de le faire condamner solennellement, déterrer ignominieusement, & brûler honteusement ses os comme ceux d'un hérétique. Clément l'avoit promis avec serment : il se trouva dans un étrange embarras. C'étoit couvrir le saint

Ann. 1306.

Ibid, p. 59 & 60.

Rayn. n. 8, p. 13.

J. Villani, l. 3, c. 91.

Ann. 1306.

siège d'ignominie, scandaliser toute l'église qui avoit reconnu Benoît Caiétan pour pape légitime, dégrader tous les cardinaux de sa création, qui devenoit nulle, s'il avoit cessé d'être le vrai pasteur, renoncer lui-même à la tiare, qu'il ne tenoit que de ces mêmes cardinaux, dont la promotion étoit supposée vicieuse dans son essence & dans son principe. D'un autre côté, le pontife, engagé par tout ce que la religion a de plus sacré, n'osoit s'opposer ouvertement aux volontés du monarque : il n'oublia rien pour le détourner d'une telle poursuite : il demanda du moins quelque temps pour délibérer sur une affaire de cette importance. Le cardinal di Prato fut le seul consulté, parce qu'il sçavoit seul tout le secret de l'intrigue & du traité de Philippe avec Clément. L'adroit politique lui conseilla d'user de dissimulation, de ne point rebuter le roi en lui refusant absolument ce qu'il demandoit ; de lui représenter seulement que les cardinaux s'opposeroient infailliblement à ce qu'il souhaitoit ; que la chose étoit assez importante, pour être traitée dans un concile général ; que la réparation qu'il sollicitoit, en seroit plus solennelle, plus authentique, & par conséquent plus infamante pour Boniface. Le saint pere eut bien de la peine à faire agréer cet expédient ; mais après quelques instances, le prince parut content : il ne pouvoit raisonnablement refuser l'offre du concile, qu'il avoit lui-même demandé. On traita ensuite de l'affaire des templiers, & ce fut alors que commencerent ces procédures, qui eurent des suites si terribles pour cet ordre militaire : mais pour ne point interrompre la narration d'un événement si remarquable, nous en renvoyons le détail à l'année où le décret de leur abolition fut prononcé dans le concile général de Vienne.

Louis, fils aîné du roi, est couronné roi de Navarre.

Spicil. tom. 3, p. 60.

On fut informé dans le même temps qu'un certain chevalier, nommé Dom Fortunio Almoravid, à qui l'on avoit confié le gouvernement de la Navarre, abusoit du crédit que lui donnoit sa place pour se faire un puissant parti dans le royaume, & portoit ses regards téméraires jusque sur le trône. Aussi-tôt le fils aîné du roi, Louis

dit le Hucin, roi de Navarre du chef de sa mere, se met en campagne, acompagné de Gaucher de Châtillon, connétable de France, du comte de Boulogne, & d'un grand nombre de jeune noblesse qui brûloit de se signaler sous ses étendards. Pampelune ravie de revoir enfin le sang de ses maîtres, le reçut avec des honeurs extraordinaires: il y fut couronné aux aclamations des grands & du peuple. Il fit ensuite la visite de ses Etats, força le rebelle jusque dans ses derniers retranchements, le fit prisonnier, rétablit par-tout le calme & la tranquillité, revint triomphant à Paris, & ramena avec lui près de trois cents gentilshommes Navarrois, à qui Philippe donna des établissemens conformes à leur qualité. C'étoient autant d'ôtages pour répondre de leurs familles qu'ils laissoient dans le pays, & pour les maintenir dans le soumission dûe à leur souverain.

Ann. 1306.

Alors se formoit une république invincible, qui doit attirer nos regards. Albert d'Autriche, parvenu à l'Empire, voulut faire de la Suisse une principauté pour un de ses enfans. Déjà une partie des terres du pays étoit de son domaine. On y envoya des gouverneurs sévères, qui abusèrent de leur pouvoir. La tyrannie fut portée à un tel excès, que ce peuple, naturellement patient, courut de tous côtés aux armes, pour se mettre en liberté, ou plutôt pour se conserver celle dans laquelle il étoit né, & qu'on vouloit lui ôter. Trois paysans furent les premiers conjurés: chacun d'eux atira ceux de son bourg dans son parti: ces trois bourgs gagnèrent trois cantons considérables, Schwitz, Uri, Underwal. Schwitz fut le premier qui se déclara, & il devint le théâtre de la premiere bataille gagnée sur les tyrans de la patrie. De-là vient que tous ceux de la Ligue prirent le nom de Suisses, qui leur rappelle encore le souvenir précieux de la victoire qui leur acquit la liberté. Dans la haine qu'ils avoient conçue contre la maison d'Autriche, ils tuerent tous les paons qui se trouverent dans leur pays, parce que les ducs d'Autriche portoient dans le cimier de leurs armes la queue de cet oiseau: il y alloit même de la vie d'avoir une plu-

Ann. 1308.
Commen-
cement des Li-
gues des Suif-
les.

Ann. 1308.
Rép. des Let-
tres, an. 1700,
t. 3 ap. 290.

Spicil, tom.
3, p. 62.

Artifices du
 pape pour em-
 pêcher l'élec-
 tion de Char-
 les de Valois à
 l'Empire.

J. Villani,
l. 8, c. 101.

me de cet animal sur son chapeau, ou sur son bonnet. On raconte qu'un Suisse étant à table, & ayant devant lui un verre de vin, quelqu'un de la compagnie s'aperçut que le soleil y représentoit une queue de paon : il le fit remarquer aux convives. A cette vue le zélé patriote Suisse se leve en fureur, vomit mille imprécations contre toute la race Autrichienne, tire son sabre, fracasse le verre, & se rasseoit avec autant de fierté, que s'il eût défait le plus irréconciliable ennemi de sa nation. Albert eut bientôt rassemblé une armée, pour aller châtier un peuple que l'oppression de ses gouverneurs rendoit plus malheureux que coupable. Déjà il avoit passé le Rhin, lorsqu'il fut assassiné près de Rhinsfeld par son propre neveu Jean duc de Suabe. Ce tragique événement dévoila enfin le mystère de la sixieme demande que Philippe avoit faite au pontife Romain dans leur entrevue de Saint-Jean d'Angeli.

Le monarque, instruit que les électeurs, peu d'accord sur celui qu'ils devoient nommer à l'Empire, ne s'assembleroient pas sitôt, crut que cette division lui offroit une occasion avantageuse, pour faire sa brigue en faveur de Charles de Valois son frere. Il découvrit son dessein à ses ministres, & leur aprit que l'élévation de ce prince sur le trône impérial étoit la sixieme condition de son traité avec Clément; condition si longtemps ensevelie sous le secret, qui avoit tant exercé les politiques, & que le pontife ignoroit lui-même. Tous furent d'avis que la chose demandoit une grande célérité; qu'il devoit aller incessamment trouver le pape, qui depuis peu avoit fixé sa demeure à Avignon; que pour l'intimider, il falloit marcher avec toute sa cour, sa gendarmerie, un corps considérable d'infanterie, d'une manière enfin à faire entendre qu'on ne vouloit pas être refusé. Malheureusement il y avoit des traîtres dans le conseil : Clément fut informé de tout ce projet. Il vit d'un coup d'œil que cet accroissement de puissance livreroit le saint siege à la discrétion de la maison de France; qu'après ce qu'elle avoit fait sous le pontificat

de Boniface , & ce qu'elle entreprenoit encore contre sa mémoire , elle ne ménageroit plus rien , si elle voyoit la couronne impériale sur la tête d'un de ses princes ; qu'un roi des Romains , frere du roi de France , uni d'intérêt avec lui , reprendroit bientôt l'avantage que les papes avoient usurpé sur les empereurs ; que lui-même se trouvant sous la domination du monarque François , s'atireroit d'étranges persécutions , s'il oisoit soutenir les prérogatives de son église par les foudres spirituels , seules armes qu'il avoit en son pouvoir. Il eut recours au cardinal di Prato , son oracle ordinaire. Celui-ci lui suggéra un expédient , qui lui réussit. Ce fut de dépêcher secrètement divers couriers aux électeurs , pour les avertir du dessein de Philippe , les presser de le réunir pour rompre ses mesures , & leur représenter que leur choix ne pouvoit mieux tomber que sur Henri de Luxembourg , dont la bravoure , la franchise & la droiture étoient connues de tout le monde. L'intrigue fut conduite si heureusement , que dans l'espace de huit jours les électeurs s'assemblerent , & d'une voix unanime élurent celui que le saint pere leur avoit recommandé. Le roi à cette nouvelle entra en fureur : il devina d'où partoît le coup , & fit paroître le plus vif ressentiment. Ce fut envain que le pontife essaya de s'excuser sur ce qu'il ignoroit les intentions du monarque : depuis ce moment la franchise fut bannie de leur commerce ; il n'y eut plus que de la politique & de la dissimulation.

Il arriva sur ces entrefaites une de ces aventures qui , en prêtant à rire au public , couvrent de confusion ceux qui en sont les dupes. Celle-ci prouve , ou la simplicité , ou le libertinage affecté de quelques dames de ce bon vieux temps. Des aventuriers Flamands parurent en France sous un extérieur simple , & répandirent le bruit que le comte d'Eu , Godefroi de Brabant , Jean de Brabant son fils , seigneur de Vierzon , & plusieurs autres gentilshommes , qu'on croyoit tués à la bataille de Courtrai , avoient échappé miraculeusement au car-

Ann. 1308.

Spicil. tom.
3 , p. 62.

Aventure ridicule.
Ibid. p. 61.

Ann. 1308.

nage de cette malheureuse journée : qu'en reconnoissance d'un si grand bienfait, ils avoient tous voués à Dieu d'errer pendant sept ans sous l'habit de pauvres par toute la France, demandant l'aumône, & cachant leur état à tout le monde, même à leurs familles : que ce terme expiré, ils se rendroient tous à Boulogne-sur-mer, & découvroient le secret de leur naissance. On crut en reconnoître quelques-uns à certaines marques : il n'en falut pas davantage pour renverser les têtes de plusieurs personnes des deux sexes : toutes les maisons leur étoient ouvertes : par-tout ils étoient comblés d'honneurs. Quelques dames imaginèrent, ou feignirent d'imaginer quelques traits de ressemblance avec leurs défunts maris : elles se livrèrent à cette idée séduisante, & portèrent la complaisance jusqu'à les recevoir dans leur lit. La fourberie se découvrit enfin : elles devinrent la fable du peuple.

Ann. 1309.

Instruction
du procès de
Boniface.

Rayn., ann.
1309.

Le roi cependant n'oublioit point le sujet de mécontentement que le pape venoit de lui donner. Pour le chagriner, il recommença à le presser de travailler au procès de Boniface. Déjà Clément avoit fixé le temps & le lieu du concile général, qui devoit s'assembler pour juger la mémoire du pontife accusé : le jour étoit le premier Octobre 1310 ; le lieu, Vienne en Dauphiné, où le monarque, suivant la réflexion du cardinal di Prato, auroit moins de crédit qu'à Lyon ou à Poitiers, parce que cette ville n'étoit pas encore du royaume de France. Mais le terme de cette assemblée, qui fut encore reculée depuis jusqu'en 1311, parut trop long à l'impatience du prince, qui vouloit du-moins que la cause fût pleinement instruite, & en état d'être promptement jugée, quand le synode seroit ouvert : il insista vivement, & demanda qu'il fût permis aux accusateurs de produire leurs pièces, & qu'elles fussent examinées juridiquement. Clément connoissoit l'impétuosité du caractère de Philippe : il n'osa refuser, & publia une bulle où il disoit que le roi de France, animé d'un bon zèle, avoit sollicité le saint siege d'é-

couter

couter les acufations intentées contre la mémoire de Boniface ; que le crime d'hérésie étant le plus grand de tous les crimes , il étoit fâcheux qu'un pape fût flétri du moindre foupçon en cette matiere ; qu'en conféquence il acordoit aux instances du monarque , de Louis comte d'Evreux fon frere , de Gui comte de Saint-Paul , de Jean comte de Dreux , & de Guillaume de Plafian , chevalier feigneur de Vézénobre , l'audience qu'ils lui demandoient pour le lendemain de la Purification ; qu'ils pouvoient comparoître , foit en perfonne , foit par leurs agents. Le pontife cependant travailloit fous main pour arêter le fcanдалe qu'une femblable procédure ne pouvoit manquer de caufér : il écrivit au comte de Valois la lettre la plus preffante , pour le prier d'engager le roi à permettre que cette affaire fût étouffée ; mais Philippe fe montra inflexible.

Ann. 1309.

Bientôt Avignon fut remplie de libelles injurieux à la mémoire de Benoît Caïétan. On lui imputoit en tout genre , des horreurs qui font frémir ; en matiere d'impureté , des crimes déteftables , dont le détail fouilleroit cette hiftoire ; en matiere de morale , des maximes fcanдалeufes , dont l'exposition ofenferoit les oreilles chaftes ; en matiere de foi , des impiétés , dont le fouvernir doit être à jamais perdu. On a , dit Mézerai , un gros volume de ces abominations , où , parmi quelques vérités , on remarque beaucoup d'animofité , quelquefois peu de vraifemblance , fouvernir de la contradiction. On lui fait proférer devant treize témoins ce qu'on dit rarement à un feul ; on l'acufe en même-temps d'athéisme & de magie , de nier l'existence d'un Dieu , & d'admettre celle du diable , de ne pas croire l'immortalité de l'ame , & d'avoir livré la fienne au démon. On paffera donc légèrement fur tous les écrits qui coururent alors ; un feul mérite une confidération particulière : c'eft le mémoire de Bertrand de Rupengada , procureur de Guillaume de Nogaret : mémoire plein de fageffe & de modération , où l'on expose fans

*Abr. in-4°.
édit. 1715 , t.
2 , p. 181.*

Pr. du diff.

p. 315.

Tome IV.

* Ee

Ann. 1309.

fiel , mais solidement , les prétentions injustes de Boniface , & les droits incontestables de la couronne de France. On y fait voir que de temps immémorial , nos rois n'ont reconnu que Dieu au-dessus d'eux pour le temporel ; qu'ils ont toujours conservé les droits & les libertés de l'église , selon les anciennes coutumes de la monarchie ; qu'étant fondateurs ou bienfaiteurs des églises de leur royaume , ils peuvent empêcher que leurs biens ne se dissipent , & qu'on ne fasse sur elles aucune levée de deniers ; que de tout temps ils ne plaident qu'en leur cour propre , tant en demandant qu'en défendant , sans considérer la qualité du défendeur , hors dans les causes purement spirituelles & qui touchent la foi ; qu'ils ont de toute ancienneté le droit de régale sur les biens immeubles de plusieurs églises , & qu'ils en jouissent jusqu'à ce que les nouveaux prélats aient reçu d'eux l'investiture du temporel ; qu'ils ont droit de percevoir les fruits des églises vacantes , & de se les approprier jusqu'à ce que les élus leur aient prêté serment de fidélité ; que pendant la régale ils donnent les bénéfices qui vaquent à la collation de l'évêque ; qu'ils sont en droit , lorsque les prélats ou leurs officiaux veulent troubler la justice royale dans ses fonctions , de faire saisir leur temporel , jusqu'à ce qu'ils aient cessé leurs entreprises ; que pour le bien de leur Etat , ils peuvent faire garder les passages du royaume , & empêcher qu'il n'en sorte de l'or ou de l'argent ; que Boniface est le premier des papes qui leur ait disputé tous ces droits , oubliant que ces princes ont toujours défendu la religion catholique & l'église Romaine.

Le roi se
débilita de ses
poursuites :
Clément cassa
tout ce qui s'é-
toit fait contre
ce prince.

Toute l'Europe avoit les yeux ouverts sur ce qui se passoit à Avignon , & gémissoit amèrement sur ces procédures scandaleuses , qui tendoient à déshonorer le saint siege & l'église entière. Les rois de Castille & d'Aragon , on ignore si ce fut de leur propre mouvement , ou à la sollicitation secrète du pape , lui envoyèrent des ambassadeurs , pour le prier de faire cesser le scandale

que ce procès causoit parmi les fideles. On lui en écrivit aussi d'Allemagne, d'Italie, de Flandre. Il montra toutes ces lettres au roi, pria, pressa, conjura si efficacement, que le monarque, touché lui-même du fracas que cette affaire faisoit dans le monde, remit tout le différend à l'arbitrage du pontife & des cardinaux, promit d'acquiescer sans réserve à ce qu'ils décideroient; ordonna au prince Louis son frere, & à tous ceux de sa cour qui s'étoient portés pour accusateurs contre Boniface, de se désister de toutes leurs poursuites. Il fut obéi: tous écrivirent au saint pere des lettres pleines de soumission, & jurèrent une entiere déférence à son jugement. Clément étoit au comble de ses vœux: pour témoigner sa reconnoissance au roi, il crut devoir lui prodiguer les satisfactions. Il cassa toutes les bulles que Boniface avoit données contre les droits de la couronne, qu'il rétablit en leur entier. S'il en excepte deux constitutions, dont l'une commence par ces mots *Unam sanctam*, l'autre par ceux-ci *Rem non novam*, il déclare que leur exécution ne s'étend point sur la France, où toutes choses demeureront dans l'état acoutumé: il révoque toute suspension de privileges, toutes censures, excommunications, interdits, privations, dépositions, & généralement tous les anathêmes lancés par les deux derniers papes, au sujet de ce fameux différend, tant contre le roi, les princes ses enfants, ses freres, le royaume & état de France, que contre les dénonciateurs, prélats, barons & autres régnicoles: il abolit toute note d'infâmie, dont on auroit voulu, ou dont on voudroit par la suite flétrir la postérité, le nom ou la réputation de ceux qui auroient eu quelque part dans cette malheureuse affaire, de quelque maniere que ce fût: il ordonne d'effacer des registres de la chancellerie Romaine, tout ce qui pourroit choquer le monarque, ou blesser les prérogatives de sa couronne: il défend enfin de recevoir à l'avenir aucun acte où l'on blâmeroit le louable zele & les bonnes intentions, que Phi-

Ann. 1309.

Pr. du diff.

p. 296, 302,

592, 601, 624,

605, 606, 598,

599.

Baillet, add.

p. 20, p. 358

& suiv.

Spicil. t. 3,

F. 64.

Ann. 1309.

*Spicil., ibid.**Pr. du diff. p.*
601.

lippe avoit fait paroître dans tout le cours de ce célèbre démêlé (a).

Nogaret étoit le seul François exclus des graces du pontife. Clément néanmoins qui vouloit absolument gagner le roi ; qui d'ailleurs craignoit le crédit du chevalier , ne tarda pas à lever toutes les censures qu'il pouvoit avoir encourues , à condition qu'au premier voyage de la Terre-sainte , il iroit faire la guerre aux Infideles ; qu'il y demeureroit jusqu'à la fin de sa vie, si le pape ne l'en dispensoit ; qu'en attendant il visiteroit dévotement les églises de Notre-Dame de Vauvert, de Roquemadour , du Puy , de Boulogne-sur-mer , de Chartres , de saint Eloi , de Mont-Majour , de saint Jacques en Galice ; enfin , que s'il venoit à mourir avant que d'avoir exécuté toutes ces choses , son héritier en demeureroit chargé. Le roi , pour qui Nogaret s'étoit sacrifié , le combla d'honneurs & de biens , & le fit son chancelier , dès que le saint siege lui eut donné l'absolution ; mais il mourut avant l'accomplissement de la pénitence qu'on lui avoit imposée.

Ann. 1310.

La ville de
Lyon réunie à
la couronne.

Le calme avoit à peine succédé au trouble , que Philippe se vit obligé d'envoyer une armée pour maintenir son autorité dans Lyon. Ce point d'histoire exige qu'on reprenne les choses de plus haut. Mathilde de France , fille de Louis d'Outremer , en épousant Conrad I , roi d'Arles (b) , lui porta en dot (c) la ville & le comté de Lyon. De ce moment ce grand fief , détaché de la monarchie Françoisise , devint partie du royaume d'Arles , qui lui-même , dit-on , finit par être réuni à l'Empire. C'est en vertu de cette réunion vraie ou prétendue , que l'empereur Frédéric I , pour signaler son

(a) Cette bulle est du 27 Avril 1311 ; on la rapporte ici , de même que toutes les autres procédures qui se sont faites pendant les années 1309 & 1310 , pour ne pas trop partager l'attention du Lecteur sur cette longue & fâcheuse affaire.

(b) On apela royaume d'Arles , l'état formé des royaumes de Provence & de la Bourgogne Transjurane réunis ensemble : réunion qui se fit l'an 932.

(c) Ann. 955.

autorité, accorda à Héraclius de Montboissier, pour lui & ses successeurs archevêques de Lyon, le titre d'exarque ou vicaire de l'Empire dans cette partie de ses domaines, avec tous les droits régaliens sur sa ville archiépiscopale, & dans son diocèse au-delà de la Sône : faveur qui fit naître de grands différends entre ce prélat & le comte de Forez, qui se qualifioit comte de Lyon. Rome commit l'archevêque de Moutier en Tarentaise pour les accommoder. D'abord ils partagerent entr'eux la ville & la juridiction : le comte ensuite céda sa portion à l'archevêque & à son chapitre : il reçut en échange onze cents marcs d'argent & plusieurs terres (a). On assure que Philippe Auguste ratifia ce traité : ce qui n'a pu se faire que sept ans après sa conclusion, temps où ce prince monta sur le trône (b). Si ce fait étoit vrai, il prouveroit que l'autorité des rois d'Arles commençoit de s'affoiblir, & que les rois de France prétendoient être hauts-seigneurs de Lyon. On a vu que saint Louis, choisi pour arbitre entre les habitants & le chapitre, mit en sa main la justice & la cour séculière de cette ville ; que Philippe le Hardi, son fils & son successeur, reprit l'arbitrage ; qu'il se saisit également de la juridiction, jusqu'à ce que le siège fut rempli, & qu'il ne la remit au nouvel élu, Pierre de Tarentaise, qu'après qu'il lui eut prêté serment de fidélité.

La ville de Lyon fut toujours depuis sous la protection de la France ; & quoiqu'en vertu de ses anciens privilèges, elle se gouvernât comme une république, elle ne se croyoit pas indépendante, puisqu'elle apeloit au roi des sentences rendues par les officiers de l'archevêque & du chapitre. Il y a des lettres-patentes de Philippe-le-Bel (c), où il est dit expressément que Lyon étant une dépendance de sa couronne, il veut bien avoir égard aux prières des habitants ; qu'il les reçoit & les met en sa sauve-garde. On voit de plus un acte d'apel

Ann. 1310.

*Abbr. chr. des
grands seigns. p.
376.*

(a) Ann. 1171.

(b) Ann. 1180.

(c) Ann. 1292.

Ann. 1310.

interjeté par ces mêmes bourgeois contre une défense faite au nom de l'archevêque d'avoir ni chevaux, ni armes, & de lever aucuns deniers sans sa permission. Ils déclarèrent qu'ils en apellent au roi comme à celui qui a la supériorité pour le temporel dans leur ville. Philippe profita de la circonstance : & pour les maintenir dans leurs franchises, il établit un officier avec la qualité de *Gardiateur* de la ville de Lyon. Ce fut en vain que les archevêques réclamerent contre cette nouveauté, en vain que Boniface lança tous ses foudres pour l'étrouper dans sa naissance ; le monarque tint ferme, & Clément V, qui lui avoit obligation de son exaltation, ne prit aucun parti dans cette querelle : il pria seulement le roi d'oublier le passé, & de donner à cette noble église des marques de sa bonté. Alors ce prince publia cette célèbre concession apelée communément *Philippine*, par laquelle il lui-acordoit de grands privilèges ; entr'autres, que tous les biens du chapitre, fiefs, aricres-fiefs, péages, & autres droits, fussent tenus à titre de comté : de-là vient que les chanoines sont nommés comtes de Lyon. Mais le style même de cette concession est celui d'un souverain qui parle en maître ; qui en cette qualité dispense les grâces ; qui, comme un prince clément & généreux, donne amnistie à des sujets coupables de félonie.

Telle étoit la situation des affaires, lorsque Pierre de Savoie fut élevé sur le siege de Lyon. Sommé de prêter le serment de fidélité, il le refusa, désavouant le concordat par lequel Louis de Villars, son prédécesseur, avoit reconnu en termes formels la souveraineté du monarque François. On s'échaufa de part & d'autre. Le prélat eut le secret d'engager les habitants dans sa querelle : ils se jeterent sur le château de Saint-Just, qui étoit une dépendance du royaume, le rasèrent, & pour se mettre en état de défense, firent de nouvelles fortifications à leur ville. Philippe ne cherchoit qu'un prétexte pour assurer par le droit de conquête une souveraineté qu'il avoit sçu établir par la négociation : il

faisit l'ocasion avec empressement, assembla une armée, & lui donna pour commandant Louis son fils aîné, roi de Navarre, quoiqu'il ne fût pas encore armé chevalier : chose extraordinaire en ce temps-là. Déjà les troupes dont le jeune prince avoit scu réunir tous les suffrages, se dispoisoient à l'attaque, lorsque l'archevêque, le chapitre & les bourgeois, saisis de frayeur, demandèrent à capituler, & donnerent des otages pour assurance de leur soumission. Le prélat, par le conseil du comte de Savoie son parent, se laissa conduire à Paris, demanda humblement pardon, & l'obtint à la priere des grands du royaume. Les habitants protestèrent qu'ils n'avoient pris les armes, que parce que le dernier concordat les rendoit sujets du prélat, au-lieu qu'ils ne prétendoient l'être que des rois de France, qu'ils reconnoissoient seuls pour leurs protecteurs, leurs souverains, & leurs maîtres : protestation qui ne déplut pas au monarque. On fit un nouveau traité. L'archevêque céda au roi la juridiction temporelle sur la ville & sur ses appartenances, avec le château de Saint-Just, ne se réservant que la forteresse de Pierre-Encise, avec le droit de battre monnoie & d'avoir des troupes. Philippe de son côté dédommagea le pontife en lui donnant quelques terres, qui relevoient immédiatement de la couronne. L'affaire néanmoins ne fut entièrement consommée qu'en 1313. Ainsi fut réunie à la monarchie la seconde ville de l'Etat.

Un autre événement célèbre de cette même année est la conquête de l'isle de Rhodes par les chevaliers de saint Jean-de-Jérusalem, d'où ils furent apelés chevaliers de Rhodes. Ils l'enleverent aux Turcs, qui l'avoient conquise sur les Sarazins, & les Sarazins sur les empereurs Grecs. Ottoman, tige des empereurs Turcs de ce nom, fit les plus grands efforts pour la reprendre ; mais ces braves chevaliers, sous la conduite de leur grand-maitre Foulques de Villaret, scurent s'y maintenir glorieusement. Quelques historiens prétendent qu'ils ne durent leur salut qu'à la valeur d'Amédée V, dit le

 Ann. 1310.

L'Isle de Rhodes conquise par les chevaliers de saint Jean-de-Jérusalem.

Hist. de Malthe, tom. 1, p. 504 & suiv.

Ann. 1310.

grand, comte de Savoie, qui étant venu à leur secours avec une puissante flotte, débarqua ses troupes, marcha aux ennemis, les défit dans une bataille, & les obligea de lever le siège & de se rembarquer. On ajoute que pour conserver la mémoire de ce grand événement, il prit alors pour sa devise ces quatre lettres majuscules, & séparées par une ponctuation, F. E. R. T. qu'on a expliquées depuis par ces mots latins : *fortitudo ejus Rhodum tenuit* : ce qui signifie que la bravoure de ce prince a conservé la ville de Rhodes. On veut même qu'après cette célèbre victoire, il ôta de ses armes l'aigle de Savoie, & lui substitua la croix d'argent de saint Jean-de-Jérusalem. Mais il est certain, 1°. qu'Amédée ne quitta point l'Europe en 1310, ni dans les années qui précéderent ou qui suivirent immédiatement la conquête de l'isle de Rhodes : 2°. qu'en 1301, c'est-à-dire, plusieurs années avant l'expédition d'Ottoman, cette devise mystérieuse étoit gravée, mais sans aucune ponctuation, sur les monnoies de Louis de Savoie, baron de Vaudmort, & qu'on la voit encore aujourd'hui sur le tombeau de Thomas de Savoie, pere d'Amédée le Grand : 3°. que la croix de l'ordre de saint Jean se trouve dès l'an 1304 dans un sceau du même Thomas de Savoie, attaché à un traité que ce prince avoit fait la même année avec Etienne de Coligni, seigneur d'Andelot. Ainsi les chevaliers ne durent qu'à leurs armes seules & à leur propre valeur, la premiere défense de Rhodes.

Ann. 1311.

Concile de
Vienne.

Le jour fixé pour la célébration du concile de Vienne étoit enfin arrivé : l'ouverture s'en fit, selon quelques-uns, le premier, selon quelques autres, le seize Octobre. Il étoit composé de trois cents évêques, & de plusieurs prélats d'un moindre rang, abés & prieurs. Quelques auteurs ont avancé que l'affaire de Boniface y fut examinée, & jugée définitivement : c'est une erreur qui n'a aucun fondement dans l'histoire. Il est constant que le saint synode se contenta de confirmer sans aucune discussion le jugement que le saint pere avoit rendu

rendu sans éclat. C'est pour cela qu'il n'est fait aucune mention de ce procès fameux dans les motifs de la convocation du concile. Le pontife, dans le sermon qu'il prononça en cette occasion, ne lui en donne point d'autres, que l'extinction de l'ordre des Templiers, le recouvrement de la Terre-sainte, la réformation des mœurs, & l'extirpation de quelques hérésies du temps. On ne trouve d'ailleurs aucun vestige de cette querelle dans les constitutions de cette célèbre assemblée, soit qu'elle ait adoptée purement & simplement le décret du pape, soit qu'elle ait voulu étouffer cette affaire qu'elle ne croyoit honorable ni pour Boniface, ni pour Philippe. Quoi qu'il en soit, Clément, que le désistement du roi sembloit relever du serment qu'il avoit fait à Saint-Jean-d'Angeli, crut pouvoir décider, & décida en effet que Benoît Caïétan avoit été légitime pasteur de l'église, qu'il étoit mort catholique, que jamais il n'avoit été hérétique, & que les preuves alléguées pour le flétrir de cette infamie, n'étoient point suffisantes.

On alloit ouvrir la seconde session, lorsque le roi arriva accompagné des princes & des seigneurs de sa cour: il fut reçu avec les plus grands honneurs, prit séance au concile, s'assit à la droite du pape, mais sur un siege un peu plus bas. Du reste, il eut le chagrin de voir que les peres assemblés, sans faire aucune mention des autres crimes dont Boniface étoit accusé, adopterent unanimement le décret qui le déclaroit bon catholique. Trois célèbres Docteurs, l'un en théologie, l'autre en droit canon, le troisieme en droit civil, haranguerent pour justifier cette déclaration: de plus, deux chevaliers Catalans se présentèrent tout armés pour la soutenir par le combat, ils oferent en face du roi, défier ceux qui seroient assez téméraires pour dire le contraire, & jetèrent un gage de bataille, que personne ne releva. Philippe étonné de la résolution de ces deux braves champions, se rendit enfin, acquiesça au jugement, & se désista de toutes demandes. Le concile, pour reconnoître ce sacrifice quoiqu'un peu forcé, déclara que ce

Tome IV.

* Ff

Ann. 1312.

Rayn. ann.
1311, n. 54.

Ann. 1312.
Spicil. t. 3.
p. 65.

J. Villani, l.
10, c. 12.

Ann. 1312.

prince ni ses successeurs ne pouroient jamais être recherchés ou blâmés pour tout ce qui s'étoit fait contre le pape, soit en France, soit en Italie, par les Colonnes, par Nogaret, ou par toute autre personne que ce pût être. Ainsi finit ce grand différend, qui avoit duré dix ans, au scandale de tous les gens de bien. Philippe en rapporta tout l'avantage : les droits de sa couronne furent reconnus : les bulles par lesquelles on avoit voulu y donner atteinte, cassées & révoquées. Il est vrai que la mémoire de Boniface ne fut pas condamnée : mais il faut convenir que la poursuite qu'on fit contre lui huit ans après sa mort, marquoit trop de passion, & ne devoit pas être écoutée. Le monarque voulut au moins que le souvenir du pontife se perdit en France : il défendit d'alléguer le sixième livre des décrétales, qui étoit de sa compilation.

Affaire des
Templiers.

Mais le principal motif de la convocation du concile étoit l'abolition de l'ordre des Templiers : événement monstrueux qui étonna l'Europe & l'Asie, & sur lequel nos écrivains modernes ont donné le plus de liberté à leurs conjectures. Ce point d'histoire mérite d'être rapporté avec toutes ses circonstances. Nous exposerons d'abord l'origine de cet ordre religieux & militaire, puis la manière dont leurs crimes furent découverts, les excès dont ils étoient accusés, l'aveu qu'ils en firent, leur rétractation, leur fermeté au milieu des flammes, leur condamnation, la disposition de leurs biens, la mort & la constance du grand-maître & des grands officiers, enfin les divers sentiments des auteurs sur cette grande affaire : le lecteur ensuite jugera.

L'ordre des Templiers avoit été établi à Jérusalem en 1118, par Hugues de Payens, par Geoffroi de Saint-Omer, & par sept autres gentilshommes François, qui firent vœu de chasteté & d'obéissance entre les mains du patriarche, & promirent d'employer leurs biens & leur vie au service & à la défense des pèlerins de la Terre-sainte. Le roi Baudouin II leur assigna un logement près du Temple, d'où ils furent appelés Templiers.

Le concile de Troies en Champagne , tenu sous le pape Honorius II , leur donna une regle , qui fut dressée par saint Bernard , approuvée par le Patriarche de Jérusalem , & confirmée par le souverain pontife. Alors ils prirent un habit blanc , & le pape Eugene III , l'an 1146 , leur fit porter une croix rouge sur leurs manteaux. Ils devoient tous les jours entendre l'office divin , ne manger de la viande que trois fois la semaine , n'avoir chacun que trois chevaux , & ne point aller à la chasse , même à celle de l'oiseau. Leur habillement , ainsi que celui des autres religieux , ne différoit de celui des laïques que par la couleur : il étoit long & traînant jusqu'à terre , avec une ceinture qui servoit à le relever , lorsqu'on marchoit en campagne : l'habit court n'étoit que pour les payfans & le petit peuple. Ils avoient aussi une espece de chaperon ou de capuce : on ne connoissoit point alors l'usage des chapeaux. Les religieux ont conservé les anciennes modes , que les gens du monde ont fort changées. Les Templiers firent une infinité de belles actions sous les rois de Jérusalem , & acquirent de grandes richesses dans tous les royaumes de l'Europe : mais ces grands biens les perdirent. Bientôt l'orgueil , la fierté , l'indépendance , l'esprit du monde , le luxe , la volupté , & les plaisirs de la table eurent infecté tout l'ordre. Le proverbe ancien , & qui dure encore après tant de temps , *boire comme un Templier* , fait voir quelle étoit leur réputation sur ce dernier article. Ils ne reconnoissoient de supérieur que leur grand-maître , qui n'étant pas plus réglé que les autres , ne songeoit guere à les réformer. On croit que leur haine , ennemie de toute subordination , leur atira la sévérité , pour ne pas dire , la dureté de la plupart des évêques leurs juges , avec qui ils avoient eu auparavant de grands démêlés au sujet de leurs privileges. Toutes les histoires sont pleines des trahisons qu'ils faisoient aux princes chrétiens de concert avec les Infideles , des brigandages qu'ils exerçoient contre les peuples qu'ils devoient protéger par leur institut , des scandales qu'ils

Ann. 1312.

Maniere dont
leurs impiétés
furent décou-
vertes.J. Villani, l.
8, c. 92.Hist. de Lang.
tom. 4, p. 138.Baluz. vit.
pap. Aven. t.
1, p. 99.Epist. B. Jac.
c. 5, v. 16.

causoient jusque dans un pays où le désordre étoit porté à l'excès. Mais leurs mystères d'iniquité, leur libertinage sur le point de la religion, leurs infamies monstrueuses n'avoient point encore tout-à-fait éclaté.

On n'est point d'accord sur la maniere dont ces abominations furent découvertes. Les uns, d'après Villani, assurent qu'un Templier, pricur de Montfaucon dans le Toulousain, & un Florentin (a), nommé Nossodei, deux scélérats arrêtés pour crimes, concertèrent dans l'obscurité de leur cachot l'accusation de tout l'ordre, dans l'espérance d'obtenir leur grace du roi, qu'ils sçavoient fort indisposé contre les chevaliers : mais on ne connoît dans le Toulousain aucun lieu, ni aucune commanderie du nom de Montfaucon. Ainsi cette anecdote a tout l'air d'une fable. Les autres, sur le témoignage de l'auteur de la vie de Clément V, racontent la chose tout différemment, & peut-être avec plus de vraisemblance. Ils prétendent qu'un bourgeois de Beziers, nommé Squin de Florian, & un Templier apostat, tous deux saisis pour des crimes énormes, enfermés dans une même prison, & désespérant de leur vie, se confesserent l'un l'autre : usage assez ordinaire en ce temps-là, où l'on ne donnoit point de confesseurs aux criminels. Ainsi ces malheureux exécutoient à la lettre le conseil de l'apôtre saint Jacques, *de confesser ses péchés les uns aux autres* : ce qui se pratiquoit aussi sur mer, quand on étoit menacé de naufrage, & qu'il ne se trouvoit point de prêtre dans le vaisseau. Squin ayant entendu la confession du Templier, fit appeler le magistrat, & lui dit qu'il étoit prêt à révéler au roi un secret si important, qu'il tireroit plus d'utilité de cette connoissance, que de la conquête d'un royaume entier : mais qu'il ne s'en ouvreroit jamais qu'au seul monarque. Philippe impatient de découvrir ce mystère, ordonna de lui amener le prisonnier à Paris, voulut l'entendre lui-

(a) Le P. Daniel (tom 5, p. 146) prétend que Nossodei étoit Templier lui-même : mais Villani qu'il cite en témoignage, ne le dit point. Cela demandoit une observation dans la nouvelle édition.

même , lui promit une impunité entière , & même des récompenses s'il disoit la vérité. Alors Squin , qui avoit dressé le plan de son accusation chargea tout le corps des Templiers de crimes si atroces , qu'il n'est pas vraisemblable qu'un ordre entier ait pu s'y abandonner , mais en même-temps constatés par des mémoires si authentiques , qu'il semble qu'on ne peut sans imprudence ne pas y ajouter foi.

Ces choses épouvantables étoient , qu'en prenant l'habit , le novice baisoit le supérieur à la bouche , au nombril , & à une partie du corps qui paroissoit peu destinée à cet usage ; qu'on employoit exhortations , menaces , tortures même , pour lui faire renier Jésus-Christ , & cracher trois fois sur un crucifix qu'on lui présentait ; pratique ordonnée par un mauvais grand-maitre , qui ayant été pris par un soudan , ne put obtenir sa liberté qu'en promettant de l'introduire dans l'ordre ; que dans leurs assemblées , qui se faisoient presque toujours la nuit , les chevaliers adoroient une idole qui avoit une longue barbe , des moustaches touffues & pendantes , & pour yeux deux grosses éscarboucles qui étinceloient comme le feu ; qu'on leur défendoit d'avoir aucun commerce criminel avec les femmes , de peur qu'elles ne les difamassent ; mais qu'en récompense on leur permettoit de s'abandonner avec leurs confreres aux plus horribles excès & aux plus infâmes désordres ; que si par hasard il naissoit un garçon d'une fille & d'un Templier , ils se rangeoient tous en rond , se jetoient cet enfant de main en main , & ne cessioient de se le renvoyer l'un à l'autre , qu'il ne fût mort ; qu'alors ils le faisoient rôtir , & de la graisse qui en sortoit , frotoient la barbe & les moustaches de leur infâme statue , qui étoit couverte d'une peau humaine ; que lorsqu'un Templier mouroit , ils brûloient son corps , le réduisoient en cendres , mêloient ces cendres dans un breuvage , & buvoient à l'envi cette détestable liqueur , estimant qu'ils en deviendroient plus intrépides , & plus fideles les uns aux autres ; que les prêtres de l'ordre ,

Ann. 1312.

Excès dont ils étoient accusés.

Dupuy, *hist. des Templiers*, p. 17 & suiv.

Chron. de S. Denis en la vie de Phil. le Bel.

Walsingham, in Eduard. II, p. 73.

Rob. Gaguin, *hist.* l. p. 12.

Bréviat, an. 1308, p. 103.

Guil. Paradin, *hist. de Savoie*, l. 2, c. 106.

Nofrad, *hist. de Prov.* pag. 324.

Hist. de Malthe, tom. 1, p. 509.

Spicil. t. 3, p. 69.

Ann. 1312.

quand ils célébroient la sainte messe, omettoient les paroles de la consécration; enfin qu'étant devenus. Mahométans cachés, par une infâme trahison, ils avoient vendu la Terre-sainte aux sultans & aux princes de cette secte.

Ils sont arrêtés en un seul jour par tout le royaume.

Dupuy, p. 9.

Spicil. t. 3, p. 60.

Le roi frémit de tant d'horreurs, & ne pouvoit les croire : mais soit curiosité, soit haine contre les Templiers, ou zèle de la justice, il ne crut pas devoir négliger un avis si important, & résolut d'éclaircir ce terrible mystère. La chose intéressoit toute la chrétienté : il en parla plusieurs fois au pape, d'abord à Lyon, lors du couronnement du pontife, ensuite à Poitiers (a), où tous les deux s'étoient rendus pour traiter de cette grande affaire. Mais il ne paroît pas que Clément eût encore pris d'autre parti que celui d'une information secrète : il fut même long-temps à se décider pour une poursuite ouverte. On voit une bulle postérieure à cette entrevue (b), par laquelle il témoigne que tout ce qu'on impute aux Templiers lui paroît incroyable, impossible; que les principaux de l'ordre informés de la dénonciation, demandent justice contre les délateurs, si l'accusation est mal fondée, & se soumettent aux plus rigoureuses peines, s'ils sont trouvés coupables; qu'en conséquence il va ordonner d'informer juridiquement pour la satisfaction du monarque, & qu'il le prie de lui envoyer tout ce qu'il a pu ramasser de preuves à cet égard. Philippe étoit vif, impatient : tant de lenteur le désespéroit. Tout-à-coup, par un ordre secret qui fut exécuté le vendredi 13 Octobre 1307, on vit arrêter en un seul jour, le grand-maître & tous les Templiers qui se trouverent à Paris, & dans les différentes provinces du royaume. Aussi-tôt le monarque s'empara du Temple, y alla loger, y mit son trésor, & les chartes de France. On saisit en même-temps tous leurs biens, qui furent mis en la main du roi. Mais de peur qu'on ne le soupçonnât de n'agir que par passion, Nogaret

(a) Au mois de Mai 1307.

(b) Le 14 Août 1307.

eut ordre d'assembler les chanoines de Notre-Dame de Paris, avec tous les docteurs de l'université, pour leur faire part des raisons qui avoient déterminé le conseil à s'assurer de ces malheureux chevaliers ; & deux jours après, on publia à son de trompe, que le clergé & le peuple des églises paroissiales eussent à se trouver dans le jardin du palais royal, pour y entendre la lecture des abominations dont on les acusoit. Elles firent ordre à la populace : elles parurent aux gens sensés plus ridicules que croyables.

Philippe eût bien voulu faire instruire leur procès par ses officiers ; mais l'université qu'il consulta, lui répondit que le juge séculier ne peut connoître de l'hérésie, si l'église ne l'en requiert ; que des gentilshommes qui font vœu de chasteté & d'obéissance dans un ordre approuvé par le saint siege, sont censés de véritables religieux, par conséquent exempts de la juridiction laïque ; que par rapport à leurs biens, ils devoient être conservés, pour être employés conformément à l'intention de ceux qui les ont donnés. Le roi, sur cette décision, commit son confesseur Guillaume de Paris, Dominicain, inquisiteur de la foi, pour interroger les prisonniers, en présence de plusieurs témoins choisis parmi la noblesse. Le moine s'acquitta de sa commission avec tout le zèle que son pénitent pouvoit desirer. Guillaume de Nogaret, si fameux alors par la hardiesse de ses entreprises contre Boniface, conduisoit avec lui cette terrible affaire.

La prison du grand-maître & de tous les Templiers causa une surprise générale dans toute la chrétienté. Le pape sur-tout ne l'aprit qu'avec indignation, & regarda la procédure de l'inquisiteur comme une entreprise sur son autorité. Dans la première chaleur de son ressentiment, il suspendit les pouvoirs de Guillaume de Paris, & interdit aux évêques de France la connoissance de cette affaire, qu'il se réserva. Il écrivit en même-temps au roi, pour se plaindre qu'il eût fait emprisonner des religieux qui ne relevoient que du saint siege ; il lui

Ann. 1312.

Le pape se plaint de la conduite du roi.

Dupuy, p. 10.
Hist. de Malthe, tom. 1, p. 515.

Dupuy, p. 11.

Ann. 1312.

Réponse du
roi.*Ibid.*

marquoit par une lettre assez vive, qu'il lui envoyoit les cardinaux Bérenger de Frédole, & Etienne de Sufy, & que son intention étoit qu'il leur remit incessamment les personnes & les biens des Templiers (a).

Le monarque, irrité des obstacles qu'on oposoit à ses volontés, répondit avec fierté, qu'il n'avoit rien fait que sur le requisitoire de l'inquisiteur, officier de la cour de Rome; que la suspension des pouvoirs de ce religieux, & de ceux des évêques, juges nés en matière de doctrine, étoit fort préjudiciable à la religion; que les Templiers ne manqueroient pas de s'en prévaloir; que déjà ils commençoient à varier dans leurs dépositions; qu'ils se flatoient même de trouver de l'appui à la cour; qu'il est honteux dans un pontife romain de faire paroître tant de lenteur à seconder un prince dans une si juste poursuite; que Dieu déteste les ames tièdes; que c'est en quelque façon approuver le crime, que de ne pas le punir promptement; que bien loin d'interdire aux prélats les fonctions essentielles de leur dignité, il devroit au contraire exciter leur zèle pour l'extirpation d'un ordre si corrompu; qu'après tout, les évêques sont appelés avec lui pour partager les soins de l'église de Dieu; qu'on leur feroit une cruelle injustice, si on leur défendoit l'exercice d'un ministère qu'ils ont reçu immédiatement de Jésus-Christ; qu'ils n'ont point mérité un traitement si injuste; qu'ils ne le souffriroient point; que lui-même ne pourroit le dissimuler, sans violer le serment qu'il a fait à son sacre; que ce seroit un très-grand péché de manquer d'égard pour ceux à qui le Seigneur a dit: Celui qui vous méprise, me méprise. Quel est donc, pere saint, continue ce prince, le sacrilège assez téméraire pour vous conseiller de mépriser ces prélats, ou plutôt Jésus-Christ qui les a envoyés? Il finit une lettre si vive par des maximes & des expressions encore plus dures: il prétend que le pape est sujet aux loix de ceux qui l'ont précédé, &

(a) Le 27 Octobre 1307.

qu'il

qu'il peut se trouver compris *par le seul fait*, dans le canon d'une sentence prononcée sur une matiere de foi. Cependant pour convaincre l'univers que l'intérêt n'étoit point l'ame de ses démarches, il consentit que la personne & les biens des Templiers fussent remis aux ministres de Rome : ce qui fut aussi-tôt exécuté, quoiqu'ils fussent toujours gardés par les sujets du roi.

Ce prince avoit convoqué les Etats de son royaume à Tours, pour le premier mois d'après Pâques, c'est-à-dire, pour le mois de Mai (a). L'assemblée fut très-nombreuse. Le monarque y présida en personne, & son chancelier exposa de sa part toutes les preuves qu'on avoit recueillies contre les Templiers. De-là il se rendit à Poitiers où il eut avec le pape une seconde entrevue, que la plupart des modernes n'ont pas assez distinguée de la première. Le résultat de cette conférence fut :
 » que les chevaliers seroient gardés sous l'autorité du
 » roi, au nom du pape, des prélats & de l'église ; que
 » les deux puissances s'engageroient par lettres, si l'ordre est aboli, à employer leurs biens pour le service
 » de la Terre-sainte ; que les revenus qui en proviennent, ne seroient point divertis à d'autre usage ;
 » qu'on les mettroit en sequestre, & que le monarque
 » les feroit conduire sûrement hors du royaume ; qu'ils
 » seroient administrés par de fideles gardiens que le
 » pontife choisiroit lui-même ; ce qui n'empêchoit pas
 » que le roi ne pût présenter quelques sujets qu'on s'obligeoit d'agréer «. On compte en effet parmi ces administrateurs, deux valets-de-chambre du prince, Guillaume Pidoue & René Bourdon : ce qui fait voir qu'en tout cela, il n'y eut de changement que dans le style & dans la forme. Philippe néanmoins sçut faire valoir ce léger sacrifice, & pour retour, exigea que le saint pere levât la suspension qu'il avoit faite des pouvoirs de son confesseur, & que ce moine chéri pût continuer d'assister au procès des Templiers. *Bien que*

Ann. 1312.

p. 12.

Entrevue du pape & du roi : articles accordés entre eux sur le fait des Templiers.

Ibid. p. 35, 95, 96.

Hist. de Malthe, p. 518.

(a) 1308.

Ann. 1312.

ce soit contre mon autorité, dit Clément, je permets, puisque le roi le veut, que l'inquisiteur procede avec les ordinaires. Mais il y met une condition, c'est que chaque évêque ne pourra examiner que les Templiers particuliers de son diocèse; que ces religieux ne seront même jugés que par des métropolitains & dans un concile de chaque province; qu'aucun de ces prélats ne prendra connoissance de l'état général de tout l'ordre, ni de ce qui concerne la personne du grand-maître & des principaux officiers, dont il se réserve l'examen & le jugement.

Précautions
du pape par rap-
port aux biens
des Templiers.

Dupuy, p.
105 & suiv.

Ainsi fut assoupie une querelle d'autant plus dangereuse, qu'elle étoit excitée par la jalousie de l'autorité. Aussi-tôt on vit paroître plusieurs bulles, qui reglent, & la forme qu'il faut garder dans le jugement des Templiers, & la maniere dont leurs biens devoient être administrés. Les unes envoyées aux archevêques, aux évêques, & aux inquisiteurs du royaume, leur permettent de procéder contre les chevaliers, mais aux conditions prescrites dans le traité conclu à Poitiers (a); leur enjoignent de commettre, chacun dans son diocèse, des gens fideles, pour recevoir les revenus de l'ordre (b), leur ordonnent de s'associer dans l'examen de cette affaire, deux chanoines de leur église, deux freres prêcheurs, deux freres mineurs (c). Les autres adressées au roi, sont des répétitions de ce qui étoit convenu; que les biens des Templiers ne seront employés qu'au recouvrement de la Terre-sainte; qu'on n'en pourra détourner la moindre partie à d'autres usages (d); qu'il a nommé des personnes integres, pour les gérer; que le monarque en peut nommer de son côté, à charge d'en rendre un bon & fidele compte; que l'argent reçu par les administrateurs, sera envoyé en un lieu sûr hors de la France sous la protection du prince, pour être

(a) Le 5 Juillet 1308.

(b) Le 11 Juillet 1308.

(c) Le 13 Juillet 1308.

(d) Le 9 Juillet 1308.

employé selon que le saint siege en ordonnera (a) ; que ceux qui retiendront meubles ou immeubles appartenants à l'ordre, seront frapés de tous les anathêmes de l'église (b) ; que le roi enverra au saint pere vingt doubles des lettres qu'il a données à Poitiers, pour obliger ses sujets à restituer ce qu'ils ont usurpé sur ces religieux militaires (c). Tant de précautions décelent quelque soupçon de la part du pontife, que dans le procès intenté contre les Templiers, on en vouloit autant à leurs grands biens, qu'au dérèglement de leurs mœurs.

Il étoit difficile qu'un prince jaloux de ses droits, ne crût pas son autorité blessée par mille expressions échappées dans toutes ces bulles : plus difficile encore, qu'il n'en témoignât pas le plus vif ressentiment. Philippe représenta vivement au pontife, que n'ayant rien entrepris sur les libertés de l'église, il prétendoit qu'on respectât les prérogatives de sa couronne. Clément connoissoit le caractère du monarque : il appréhendoit d'avoir pour ennemi un prince ferme & incapable de se désister de ses prétentions ; qu'il portoit quelquefois trop haut : il déclara par une bulle (d), que tout ce qu'il avoit fait, tout ce qu'il feroit par la suite dans cette affaire, ne pourroit causer aucun préjudice au roi, aux prélats, ducs, comtes, barons, & autres seigneurs François, pour les hommages, fiefs, & autres droits qu'ils avoient sur les biens des Templiers, lors de leur emprisonnement. Cette déclaration prévint l'orage qui alloit se former, & la bonne intelligence se rétablit entre le sacerdoce & l'Empire.

Les deux cours étant d'accord, on commença à travailler de concert à l'instruction du procès des Templiers. On interrogea d'abord cent quarante chevaliers du Temple de Paris : il n'y en eut que trois qui nièrent absolument tous les crimes qu'on leur imputoit. Les autres

Ann. 1312.

Plaines du
roi : déclara-
tion du pape
pour l'apaiser.

Ibid. p. 15,
108.

Aveux des
Templiers.

Dupuy, p.
17 & suiv. p.
81 & suiv.

(a) Le 9 Juillet 1308.

(b) Le 12 Août 1308.

(c) Le 17 Décembre 1308.

(d) Le 11 Juillet 1308.

Ann. 1312.

avouèrent, qu'à leur réception, on exigeoit d'eux ces baisers infâmes dont il a été parlé; qu'on leur faisoit renier Jésus-Christ; qu'on leur permettoit entr'eux, qu'on leur ordonnoit même le péché abominable. Quelques-uns, mais en fort petit nombre, confessèrent qu'ils avoient adoré une tête de bois dorée & argentée, qui avoit une grande barbe; mystère d'iniquité ignoré de plusieurs de leurs confreres, parce qu'il ne se pratiquoit que dans les chapitres généraux, où l'on n'admettoit que les principaux de l'ordre. Un seul prêtre déposa que le chevalier qui le reçut, lui fit jurer que dans la célébration du saint sacrifice, il ne prononceroit point les paroles de la consécration; ce qu'il avoit fidèlement observé pour les hosties qu'il distribuoit aux confreres; mais qu'il n'avoit jamais manqué de consacrer celle qu'il montrait au peuple à l'autel: plusieurs déclarèrent qu'ils n'avoient pu voir les statuts de l'ordre, que deux mois avant qu'ils fussent arrêtés prisonniers; ce qui leur faisoit soupçonner qu'il y en avoit de deux sortes, les uns qu'on montrait au public, les autres qu'on cachoit avec soin, & qui n'étoient pas même connus de tous les chevaliers. On trouve encore dans l'histoire de ce fameux procès les actes de plusieurs interrogatoires subits en diverses provinces du royaume, où les dépositions sont conformes à celles qui furent faites à Paris. Onze Templiers dans la sénéchaussée de Bigorre, deux au diocèse de Troies en Champagne, cinq à Baieux, treize à Caën, sept à Cahors, dix au Pont-de-l'Arche, sept à Carcassonne, quarante-cinq à Beaucaire, confessèrent les mêmes choses, excepté l'article de la tête dorée, parce que tous, ainsi qu'il a été dit, n'étoient point admis à cette cérémonie sacrilège; tous monuments authentiques qui prouvent qu'il y avoit un juste sujet de poursuivre l'abolition d'un ordre, où la corruption étoit si générale.

Hist. de Malthe, tom. 1, p. 518 & suiv.

On objecte, pour infirmer ces aveux, qu'ils ont été extorqués par la violence. Les prisons, dit-on, étoient remplies de ces malheureux chevaliers, qui tous, excepté

ceux qui volontairement , par esprit de pénitence , ou par séduction , se reconnurent criminels , furent appliqués à la question la plus rude. On n'entendoit que cris , que gémissements de ceux qu'on tenailloit , qu'on brisoit , qu'on démembroit dans la torture. Un grand nombre , trop foibles pour soutenir des tourments si cruels , quelques-uns pour les éviter , quelques autres , pressés par la faim , on les laissoit manquer de tout , la plupart éfrayés des menaces qu'on leur faisoit , ou ennuvés des horreurs d'un cachot , passèrent d'abord toutes les déclarations qu'on exigeoit d'eux ; mais en même-temps il s'en trouva plusieurs , qui , au milieu des plus affreux suplices , soutinrent avec une fermeté invincible , qu'ils étoient innocents. D'où l'on conclut que l'affaire des Templiers est l'énigme la plus impénétrable , que la malice ou la négligence des historiens ait laissé à deviner aux siècles futurs. On conviendra du-moins qu'il n'y eut ni question , ni torture pour le grand-maitre Jacques de Molay , gentilhomme Bourguignon , pour Gui Dauphin , commandeur de Normandie , frere du Dauphin d'Auvergne , pour Hugues de Péralde , grand-prieur de France , enfin pour les maitres & précepteurs d'Outremer , d'Aquitaine , de Poitou , de Provence , dont le pape s'étoit réservé le jugement. Or , tous ces grands oficiers convinrent de tous les crimes qui étoient imputés à leur ordre , d'abord à Paris devant l'inquisiteur Guillaume , puis à Poitiers devant le pape , ensuite à Chinon devant les cardinaux Bérenger , Etienne , & Landulfe , que le saint pere avoit députés pour les entendre. Clément interrogea lui-même soixante-douze Templiers , qui tous se reconnurent coupables ; & si l'on en croit le pontife , un chevalier qui étoit oficier de sa maison , lui avoua ingénument tout le mal qu'il avoit decouvert parmi ses confreres. On remarque seulement que le grand-maitre protesta qu'il n'avoit jamais commis le péché infâme , ni craché sur le crucifix , mais à côté & par terre : on ajoute qu'en conséquence de l'aveu qu'il fit à Paris devant les maitres de l'université ,

Ann. 1312.

Dupuy , p.
19 , 21 , 30 ,
82 , 83.

Spicil. tom.
1 , p. 60.

Ann. 1312.

Ils sont arrêtés par toute la chrétienté.

Dupuy, p. 51 & suiv.

Hist. de Malthe, tom. 1, p. 520 & suiv.

Béguin, hist. eccl. p. 103.

Walsingham in Édouard II, p. 95.

Nostrad. hist. de Prov. ann. 1307.

Mariana, hist. d'Esp. t. 3, l. 15 p. 334.

Zurita, l. 5, c. 73.

il écrivit une lettre circulaire à tous ses religieux, pour les exhorter à l'imiter dans la confession & dans la pénitence.

Le pape cependant fit expédier diverses bulles (a), qu'il envoya dans toutes les parties du monde chrétien, avec ordre d'informer contre une société dont les crimes méritoient une extinction totale & entière. Aussitôt les rois d'Angleterre, de Castille, d'Aragon, de Sicile, le comte de Provence, la plupart des princes, & même les archevêques d'Italie, firent arrêter tous les Templiers qui se trouverent dans leurs Etats. On mit des garnisons dans leurs commanderies, on saisit tous leurs biens, on travailla sans relâche de tous côtés à leur procès. Ils confessèrent en Angleterre, en Provence, à Ravenne, à Pise, à Florence, les mêmes abominations que ceux de France : dans le royaume de Léon, un concile les déclara innocents, & cependant les renvoya au pape. Ceux d'Aragon se réfugièrent d'abord dans des forteresses qu'ils avoient fait construire à leurs dépens, pour défendre le pays contre les incursions des Maures : de-là ils écrivirent au pontife romain pour leur justification. Ils lui remontreent qu'on les persécutoit injustement, que leur foi étoit pure, & qu'ils en avoient souvent scellé la confession par l'effusion de leur sang ; qu'un grand nombre de Templiers gémissaient actuellement chez les Maures en d'affreuses prisons, dont on leur osoit tous les jours de leur ouvrir les portes, s'ils vouloient changer de religion ; qu'il étoit honteux qu'on fit brûler comme infidèles des chevaliers, dont les confreres, esclaves chez les ennemis du nom de Dieu, étoient exposés aux plus cruels supplices comme chrétiens ; que si quelques-uns de l'ordre s'étoient déclarés coupables de grands crimes, soit qu'ils les eussent commis réellement, soit pour se délivrer des tourmens de la question, il étoit juste de les punir, ou comme des scélérats, ou comme des lâches qui avoient

(a) Le 30 Décembre 1308.

trahi leur conscience, l'honneur de leur religion, & la vérité; mais qu'un grand ordre, qui depuis deux siècles avoit si bien mérité de l'église, ne devoit pas souffrir de la scélératesse, ou de la prévarication de quelques particuliers; qu'il étoit aisé de voir que leurs grandes richesses étoient la véritable cause de la persécution qu'ils essuyoient; qu'ils supplioient sa sainteté, ou de les honorer de sa protection, ou de leur permettre, suivant l'usage de ce temps-là, de défendre eux-mêmes leur innocence les armes à la main, contre des méchants & des calomniateurs. On ignore ce que Clément répondit à leur requête: on voit seulement que le roi d'Aragon les assiégea dans leurs châteaux, les força, les fit prisonniers, les envoya en différentes prisons de son royaume, & que l'évêque de Valence eut commission du pape de leur faire leur procès.

On se dispoisoit en France à continuer de semblables procédures, lorsqu'on aprit avec étonnement que la plus grande partie des chevaliers avoient révoqué leurs confessions; qu'ils soutenoient qu'on les leur avoit arrachées à force de tourments; qu'ils détestoient hautement l'amnistie que le roi leur avoit offerte; qu'ils la regardoient comme le prix de l'infidélité & la récompense de la plus honteuse des prévarications. Cette rétractation embarrassâ les juges: ils tinrent conseil, & délibérèrent long-temps s'ils devoient avoir égard à ces nouvelles protestations. Enfin, par une jurisprudence assez singulière, il fut décidé qu'on traiteroit comme relaps ceux qui rétracteroient leurs premiers aveux. Il est probable, nonobstant la diversité des dates, que ce fut en conséquence de cette résolution, que le concile, assemblé à Paris, prononça qu'il falloit renvoyer absous ceux des chevaliers qui ne s'étoient point soumis aux formalités sacrilèges exigées dans leur réception; qu'il convenoit de laisser aller en liberté, mais après qu'ils auroient subi la pénitence qu'on leur imposeroit, ceux qui, pour marquer l'horreur qu'ils avoient de leur ordre, en avoient quitté l'habit & fait raser les longues barbes

Ann. 1112.

*Ex secundâ
vid. Clem. V.
p. 37.*

Plusieurs sont
brûlés en France.

*Spicil. t. 3,
p. 63.*

Ann. 1312.

Chroniq. de
S. Denis, ann.
1309.Ex secundâ
virâ Clem. V.Commissaires
nommés pour
le jugement de
l'Ordre en gé-
néral : divers
interrogatoi-
res du grand-
maître : ses ré-
ponses.

qu'ils portoient , suivant l'usage des Orientaux ; que ceux qui avoient eu communication des abominables mystères de cette société militaire , quoiqu'ils persévérassent dans la confession de leurs fautes , devoient être condamnés à une prison perpétuelle ; qu'à l'égard de ceux qui , après avoir confessé leurs crimes , s'étoient rétractés , & persistoient à protester de leur innocence , ils seroient traités avec toute sorte de rigueur. Cinquante-neuf , parmi lesquels il y avoit un aumônier du roi , qui tant d'honneur avoit eu en ce monde , furent dégradés comme relaps , & livrés au bras séculier. On les conduisit hors de la porte Saint-Antoine , dans un champ voisin de l'abbaye du même nom , où ils furent brûlés tout vifs & à petit feu (a). Tous , au milieu des flammes , invoquoient le saint nom de Dieu ; & ce qui est de plus surprenant , il n'y en eut aucun qui , pour se délivrer d'un si affreux supplice , voulût profiter de l'amnistie qu'on lui offroit , s'il renonçoit à ses protestations : ce qui fit un très-mauvais effet sur le peuple , qui les regarda comme des innocents injustement calomniés. Il y en eut neuf à Senlis , & un grand nombre en différents autres endroits de la France , qui souffrirent ce cruel tourment avec la même fermeté : on les brûla ; mais on ne put jamais leur arracher l'aveu des excès qu'on leur imputoit. *Chose étonnante*, dit un évêque de ce temps-là , *que ces infortunés qu'on livroit aux plus rigoureux supplices , ne rendoient point d'autre raison de leur rétraction , que la honte & le remords d'avoir , par la violence de la question , avoué des crimes dont ils se prétendoient tous innocents.*

Toutes les informations étoient faites contre les Templiers particuliers : plusieurs avoient été brûlés , quelques-uns renvoyés absous , quelques autres renfermés pour toujours : il fut question du jugement de l'Ordre en général , & par conséquent du grand-maître & des principaux officiers : jugement que le pape s'étoit réservé.

(a) En 1309 , suivant la chronique de S. Denis ; en 1310 , suivant le Conciliateur de Nangis.

Clément

Clément, pour y procéder en forme, nomma huit commissaires, qui furent l'archevêque de Narbonne, les évêques de Baieux, de Mende, de Limoges, les archidiaques de Rouen, de Trente, de Maguelonne, & le prévôt d'Aix. Rendus dans la capitale du royaume, ils citèrent tout l'ordre de France à comparoître en leur présence le premier jour après la saint Martin (1309), dans la salle de l'évêché. On avoit transféré le grand-maitre de Chinon à Paris : il fut amené devant les commissaires ; & quoique revêtu d'une dignité qui l'égaloit aux souverains, il parut chargé de fers comme un vil scélérat. Interrogé s'il avoit quelque chose à dire pour la défense de ses religieux, il répondit que l'ordre avoit été confirmé par le saint siege ; qu'il étoit étrange qu'on voulût procéder si promptement à son abolition, sans se souvenir que la sentence de déposition contre l'empereur Frédéric avoit été suspendue pendant trente-deux ans ; qu'il n'étoit pas assez habile pour défendre par lui-même la cause d'une société si méchamment calomniée ; mais qu'il en avoit reçu tant de biens & tant d'honneurs, qu'il se regarderoit comme un misérable, s'il ne faisoit tous ses efforts pour que son innocence fût connue de toute la terre ; qu'il reconnoissoit sans peine que quelques-uns de ses confreres avoient été trop ardens à soutenir leurs privileges contre l'autorité des prélats, mais que cette jalousie de leurs droits ne pouvoit point qu'ils fussent coupables des horreurs dont on osoit les acuser ; qu'il prendroit donc en main leurs intérêts, quoique la chose fût difficile ; qu'il étoit prisonnier du pape & du roi, sans autre suite qu'un frere servant ; qu'il ne sçavoit ni lire, ni écrire ; qu'on ne lui avoit pas même laissé quatre deniers pour fournir aux frais d'un si grand procès ; qu'ainsi il demandoit qu'il lui fût permis de prendre un conseil.

On lui représenta qu'en matiere d'hérésie, on n'acordoit aux prévenus, ni conseil, ni secours d'avocat ; qu'avant que de s'engager dans une pareille entreprisse, il devoit y faire de sérieuses réflexions ; qu'il se souvint

Ann 1312.

Ibid, p. 40.
41.

p. 332.

Hist. de Mal-
the, tom. 5. p.
324.

fur-tout des aveux qu'il avoit faits à Chinon , & sur-le-champ on lui lut sa déposition. Jamais surprise ne fut égale à celle du malheureux chevalier ; il fit deux fois le signe de la croix , & s'écria , que si les trois cardinaux , qui avoient souscrit à son interrogatoire , étoient d'une autre qualité , il sçauroit bien ce qu'il auroit à dire. On lui remontra que des prélats n'étoient pas faits pour recevoir un gage de bataille : il protesta qu'on avoit mal pris sa pensée. Pressé de s'expliquer plus ouvertement , il ne fut pas assez maître de son ressentiment , & dit que de telles gens méritoient le même supplice dont les Sarasins & les Tartares punissent les menteurs & les faussaires , à qui , ajouta-t-il , *ils font fendre le ventre & trancher la tête*. Il est constant néanmoins par les actes du procès , qu'avant l'assemblée de Chinon , il avoit confessé en deux occasions une partie des crimes imputés à ses religieux. C'est qu'apparemment le gréfier , pour les charger davantage , y avoit ajouté des circonstances aggravantes : peut-être même qu'il avoit augmenté sa confession de tous les excès dont on acusoit l'ordre en général , & que pour lui cacher sa fourberie , il ne lui en avoit point fait de lecture. Quoi qu'il en soit , il demanda un délai de quelques jours : ce qui lui fut accordé.

Dupuy , p.
333.

p. 334 & suiv.

Le vendredi , veille de saint André , on le fit comparoître de nouveau devant les commissaires : ils lui demanderent s'il étoit toujours dans l'intention de se porter pour défenseur de l'ordre ; il répondit qu'il étoit un chevalier sans lettres , & très-pauvre ; qu'il se souvenoit d'avoir entendu lire certaine lettre apostolique , où il étoit dit que le pape s'étoit réservé le jugement de sa personne , & des principaux officiers de la religion ; qu'en conséquence il les supplioit de le renvoyer au pontife ; qu'au-reste il n'avoit qu'un mot à dire à sa sainteté , c'est qu'il tâchoit , autant qu'il pouvoit , de faire honneur à J. C. & à l'église. Il ajouta que pour la décharge de sa conscience , il avoit trois choses à leur représenter en faveur de son ordre : 1°. Qu'excepté les églises

cathédrales , il n'y en avoit point dans toute la chrétienté , où le service divin fût célébré avec plus de dévotion , où il y eût de plus riches ornemens , & où il se trouvât un plus grand nombre de reliques : 2°. Qu'on ne faisoit nulle part plus d'aumônes que chez eux , puisqu'on les distribuoit trois fois la semaine dans toutes les commanderies : 3°. Qu'il n'y avoit aucun ordre , ni aucune nation , où les chevaliers & les gentilshommes exposassent plus généreusement leur vie pour la défense de la religion chrétienne. On lui objecta que tout cela étoit inutile sans la foi : mais il repliqua que les Templiers croyoient fermement tout ce que l'église croit ; & que c'étoit pour maintenir une si sainte croyance , qu'un si grand nombre de ces chevaliers avoient répandu leur sang contre les Sarasins , contre les Turcs , contre les Maures. Aussi-tôt il se mit à faire sa profession de foi , en disant : *Je crois en un seul Dieu , la Trinité , & tout ce qui est contenu dans le symbole des Apôtres.* Enfin il demanda qu'on lui permit d'avoir sa chapelle & ses chapelains , afin d'entendre la messe , & d'assister à l'office divin : ce qu'on lui permit.

Une apologie telle que celle du grand-maître , pouvoit faire quelque impression par sa grande naïveté : mais elle étoit bien foible pour détruire les horribles accusations dont les religieux étoient chargés. Aussi les commissaires ne crurent-ils pas devoir rien décider sur une pareille défense. Il eût été odieux de condamner un ordre entier , sans lui permettre de se justifier autrement que par la bouche d'un chevalier ignorant , qui savoit mieux manier une épée , que plaider une cause. C'est ce qui obligea le roi de donner des lettres-patentes (a) , pour faire venir à Paris ceux des chevaliers détenus dans les provinces , qui voudroient défendre la religion du Temple. On en amena soixante & quatorze , qui comparurent dans la salle de l'évêché (b) : on leur lut la commission du pape , & les articles sur lesquels

Ann. 1312.

Quelques chevaliers entreprennent la défense de l'ordre : première apologie.

P. 137.

(a) Du 26 Novembre 1309.

(b) Le 14 Mars 1310.

Ann. 1312.

p. 149, 150.

ils devoient être interrogés : on les remit ensuite en prison, où des Notaires vinrent prendre leurs défenses par écrit. Le frere Pierre de Boulogne, prêtre & procureur général de l'ordre, leur dicta au nom de tous une courte apologie, où il disoit ; » que les Templiers » avoient un chef, sans la permission duquel ils ne pou- » voient point constituer de procureurs ; que cependant » ils étoient prêts à comparoître devant les commissaires » de sa sainteté, pour se justifier des crimes qu'on leur » imputoit ; que les articles envoyés par le saint pere, » étoient infâmes, détestables, abominables, horrible- » ment faux, fabriqués par des imposteurs leurs enne- » mis ; que la religion du Temple étoit pure, sans tache, » exempte des horreurs qu'on osoit lui attribuer ; que » ceux qui disoient le contraire, parloient comme des » infideles & des hérétiques ; qu'ils étoient résolus de » défendre l'honneur du corps au péril de leur vie ; que » pour cet effet ils demandoient qu'on leur rendit la » liberté, & qu'on leur permit d'assister au concile gé- » néral, ou du-moins de commettre leurs intérêts à » ceux de leurs freres qu'on y laisseroit aller : que ceux » de la religion qui avoient déposé ces mensonges com- » me des vérités, étoient ou des lâches à qui la crainte » des tourments avoit arraché de pareils aveux, ou des » misérables, qui s'étoient laissé corrompre par argent, » par sollicitations, par promesses, ou par menaces ; » qu'ainsi leurs dépositions ne devoient porter aucun » préjudice à l'ordre «.

Seconde apo-
logie.

Dupuy, p.
152 & suiv.

Le même jour (a), ils parurent de nouveau devant les commissaires, & leur présentèrent une apologie plus longue & plus étendue que la première, où ils persiffoient à nier les faits, à récuser les témoignages, à infirmer les aveux qu'on leur opposoit, comme étant des effets de la crainte ou de la séduction. Ils ajoutent que hors le royaume de France, on ne trouvera aucun Templier qui ait déposé ce dont on les accuse ; que ces im-

(a) Le 7 Avril 1310.

postures ont été forgées par des apostats chassés de l'ordre pour leurs impiétés ; que ces méchants en ont suborné d'autres aussi méchants qu'eux , qui ont excité le roi & son conseil contre de braves chevaliers dont la richesse fait tout le crime ; que le roi a informé le pape comme il l'avoit été ; qu'ainsi l'un & l'autre ont été trompés ; que plusieurs de ceux qui ont confessé à la torture , sont prêts à changer , si on leur accorde la permission de dire la vérité , ou du - moins si on leur promet que leur déposition sera tenue secrète ; qu'un de leurs privileges est de n'avoir à répondre que devant le souverain pontife , ou devant ceux qu'il jugera à propos de nommer ; qu'un religieux n'est point recevable à dire chose préjudiciable à son ordre ; qu'au - reste , pour prouver la justice de leur cause , ils offrent de combattre toutes personnes , *hors le pape & le roi*.

Ann. 1312.

Un mois après (a), parut un nouvel écrit , où les chevaliers se plaignoient de la violence des procédures que l'on avoit faites contre leur ordre sans garder presque aucune forme judiciaire. Ils représenterent aux commissaires , que pour tirer l'aveu des crimes qu'on imputoit à leurs confreres , on avoit également employé la promesse de l'impunité , & les menaces des suplices ; qu'on les avoit assurés que leur ordre étoit tacitement pros crit , & que le pape le devoit abolir solennellement dans le concile de Vienne ; qu'on leur avoit montré des lettres-patentes où étoit le sceau du roi , par lesquelles on leur promettoit la vie , la liberté & une pension viagere , s'ils faisoient les aveux qu'on desiroit ; qu'à l'égard de ceux qu'on n'avoit pu séduire par ces promesses , on les avoit pressés par de violentes tortures ; qu'il étoit étonnant qu'on ajoutât plus de foi aux dépositions de quelques hommes foibles , qui , pour se délivrer des suplices , ont parlé conformément à l'intention de ceux qui les tourmentoient , qu'aux témoignages de ces généreux athletes de Jésus-Christ , qui

Troisième apologie.

P. 167.

P. 153 , 154.

(a) Le 7 Mai 1310.

Ann. 1312.

p. 169.

p. 169.

ont supporté courageusement les plus affreux tourments, plutôt que de trahir la vérité ; que plusieurs de ces infortunés chevaliers ont expiré dans l'obscurité de leurs cachots, des douleurs qu'ils avoient souffertes à la gêne ; que les freres du Temple requéroient que leurs bourreaux & leurs geoliers fussent interrogés, pour sçavoir dans quels sentimens ils étoient morts, & s'il n'étoit pas vrai que dans ces terribles momens où les hommes n'ont plus rien à espérer ni à craindre, ils avoient persisté jusqu'au dernier soupir à soutenir leur innocence, & la pureté de la religion du Temple ; que toutes les présomptions leur étoient favorables ; qu'il n'étoit pas croyable qu'un homme sensé voulût entrer ou persévérer dans une société où il étoit sûr de perdre son ame ; que leur ordre étoit composé de gentilshommes des premières familles du monde chrétien ; qu'il n'étoit pas probable que toute cette généreuse noblesse se fût tue, si elle avoit sçu, vu, ou entendu, les abominations dont on vouloit les noircir.

p. 169, 170.

Ici le Procureur-général, car c'étoit toujours Pierre de Boulogne qui parloit au nom du corps, rapela l'aventure d'un Templier, nommé frere Adam de Valincourt, que le desir d'une plus grande perfection avoit fait entrer depuis parmi les Chartreux, mais qui n'en ayant pu soutenir les austérités, avoit demandé à rentrer parmi ses anciens confreres. Ceux-ci avoient regardé son premier changement comme une apostasie : ils l'obligerent, avant que de le recevoir, de se présenter en chemise à la porte du Temple, où ils lui rendirent l'habit, mais à des conditions très-dures. On le condamna à manger à terre pendant un an entier, à jeûner au pain & à l'eau les mercredis & les vendredis de chaque semaine, & à recevoir la discipline tous les dimanches, de la main du prêtre qui officioit. L'orateur demande, s'il est vraisemblable qu'une si belle ame se fût soumise à une pénitence si rude, pour rentrer dans une compagnie souillée de crimes, qui d'ailleurs n'auroit osé traiter avec tant de sévérité un fugitif qui pouvoit s'en venger, en révé-

lant le plus horrible des secrets. Il conclut à ce que ce bon chevalier soit interrogé, insiste sur-tout à être lui-même entendu en plein concile avec ses supérieurs, afin de faire connoître leur innocence à la face de toute la chrétienté, & finit par apeler au souverain pontife de tout ce que les archevêques pourroient décider contre l'ordre dans leurs conciles provinciaux.

Mais il ne paroît pas que cet apel ait eu aucun effet. On continua les informations comme auparavant, & deux cents trente & un témoins furent entendus : procédure qui dura depuis le mois d'Août 1309, jusqu'au mois de Mai 1311. L'histoire ne nous a conservé qu'une seule déposition de témoins étrangers à l'ordre : c'est celle de Raoul de Presle, avocat en la cour du roi. Ce juriconsulte assure qu'étant à Laon, il avoit connu le prieur des Templiers de cette ville, nommé frere Gervais de Beauvais, qui lui avoit dit souvent devant plusieurs personnes, qu'il se passoit dans leur société des choses si singulieres, qu'il aimeroit mieux qu'on lui coupât la tête, que de les révéler : qu'il y avoit sur-tout dans leur chapitre général un point si secret, & d'une telle importance, que si lui Raoul de Presle, ou le roi même le voyoit, rien n'empêcheroit les freres assemblés de les tuer, s'ils le pouvoient. Quant aux chevaliers qui furent interrogés par les commissaires, les uns, c'étoit le plus grand nombre, reconnurent les crimes énoncés dans les articles envoyés par le pape : les autres protesterent contre la calomnie. Un de ceux-ci, Aimeri de Villars, déclara qu'il avoit déposé faux, vaincu par les tourments que lui firent souffrir L. de Marcilly & Hugues de la Celle, chevaliers députés de la part du roi ; que quand il vit dans des charrettes cinquante-quatre de ses confreres, qu'on alloit brûler pour n'avoir rien confessé, il fut saisi de frayeur ; que la crainte du feu lui fit dire ce qui n'étoit pas : qu'il en eût dit davantage, pour se soustraire aux flammes. Cet aveu ingénu termina les informations. On en fit deux expéditions : l'une fut portée au souverain pontife par

Ann. 1312.

p. 171.

Les commissaires mettent fin aux informations.

p. 16.

p. 49.

p. 178.

Ann. 1312.

Condamna-
tion de tout
l'ordre.*Ex secunda
vid. Clem. V.
P. 43.**Hist. de Mal-
the, tom. 1,
P. 330.*

deux licenciés (a), l'autre fut déposée dans la trésorerie de Notre-Dame de Paris.

On lut toutes ces procédures en plein concile. Ensuite le pape demanda à chacun des peres, s'ils ne trouvoient pas à propos de supprimer un ordre contre lequel on avoit entendu plus de deux millé témoins ; ordre pervers, où il s'étoit decouvert de si grands abus & des crimes si énormes. Tous les prélats & les plus célèbres docteurs lui représenterent unanimement, qu'avant que d'éteindre une société si illustre, & qui depuis son établissement avoit si bien mérité de la religion, il convenoit de l'entendre en ses défenses dans la personne du grand-maitre & des principaux officiers ; que la justice l'exigeoit ; que l'humanité enfin ne permettoit pas de le refuser aux instances de tout l'ordre. C'étoit l'avis de tous les évêques de France, d'Italie, d'Espagne, d'Allemagne, de Danemarck, d'Angleterre, d'Ecosse, & d'Irlande : on n'en excepte qu'un seul Italien & trois François, les archevêques de Rheims, de Sens & de Rouen. Ces quatre prélats, contre les principes de l'équité naturelle, prétendirent que les Templiers avoient été défendus autant qu'ils pouvoient l'être devant les commissaires nommés par le saint siege, qu'il n'y avoit plus rien à écouter de nouveau ; qu'on avoit une pleine & entiere connoissance de l'affaire. Clément voyant tous les peres du concile dans une opinion contraire, ne jugea pas à propos de presser le jugement définitif. On fut près de six mois à délibérer sur ce grand objet, ou plutôt à négocier secrètement, pour obtenir des prélats que dans une cause qui paroissoit si bien éclaircie, on passât par-dessus les formes ordinaires. On raconte du-moins que le pontife, irrité de la résistance, qu'il trouvoit dans tous les membres de l'assemblée, s'écria avec humeur que si par le défaut de formalité, on ne pouvoit pas prononcer judiciairement contre les Templiers, la plénitude de la puissance pontificale

(a) Le 5 Juin 1312.

supléeroit à tout , & qu'il les condamneroit par voie d'expédient , *plutôt que de scandaliser son cher fils le roi de France*. En effet , ayant rassemblé en particulier les cardinaux & plusieurs évêques que la complaisance avoit ramenés à son avis , il prononça dans un consistoire secret (a) , la sentence qui cassoit , suprimoit , annuloit l'ordre militaire du Temple : suppression qu'il publia dans la seconde session du concile , en présence du roi , des princes ses fils , & de toute la cour de France (b). Quoique nous n'ayons pu , dit-il , prononcer selon les formes de droit , nous le supprimons par provision & par l'autorité apostolique , nous réservant & à la sainte église Romaine , la disposition des personnes & des biens des Templiers : jugement qui , quoique provisionnel , eut toute la force d'un arrêt définitif : l'ordre demeura pour toujours pros crit & aboli.

Ann. 1312.

Dupuy , p. 306.

On songea ensuite à disposer de ces grands biens , qui dans leur origine avoient été consacrés pour la défense des saints lieux. Les uns représenterent qu'on ne pouvoit en faire un meilleur usage qu'en les remettant aux chevaliers de saint Jean , dévoués à de si saintes fonctions , & qui venoient de donner de nouvelles preuves de leur zèle par la conquête de l'isle de Rhodes : c'étoit l'avis de presque tous les peres , & même du souverain pontife. Les autres objectoient que cette augmentation de richesses ne serviroit qu'à les précipiter dans les mêmes désordres qu'on venoit de condamner , & qu'il étoit à craindre qu'elle ne fit renaître parmi eux l'orgueil , le faste , le luxe & la mollesse des Templiers : d'où ils conclusoient à la création d'un ordre nouveau , & même à y réunir celui de saint Jean , que sa fierté à soutenir ses prérogatives avoit rendu peu agréable au corps épiscopal : c'étoit l'opinion des partisans de la France : elle ne fut point suivie , & la première prévalut. Le roi s'y prêta de bonne grace : tous les immeubles des Templiers furent livrés aux hospitaliers ; & quoi

Disposition de leurs biens.

Dupuy , p. 181.

p. 184.

(a) Le 22 Mars 1312.

(b) Le 3 Avril 1312.

Ann. 1312.

F. 307.

qu'en disent les ennemis de la gloire de ce prince, il ne prit pour subvenir aux frais immenses de ce grand procès, que les deux tiers des meubles & de l'argent comptant. L'Angleterre imita cet exemple. L'Allemagne partagea entre les chevaliers de Rhodes, & ceux de l'ordre Teutonique. Il n'en fut pas de même dans les Espagnes. L'Aragon réunit tous ces biens à l'ordre de Calatrava, le Portugal à l'ordre de Christ, la Castille au domaine royal.

Suplice du
grand-maître :
sa constance.

Dupuy, p.
63, 64.

Il ne restoit plus qu'à décider du sort du grand-maître & des hauts officiers de l'ordre. Le pape qui s'en étoit réservé le jugement, avoit résolu de ne les condamner qu'à une prison perpétuelle ; mais pour convaincre le peuple de la justice de tant de feux qu'on avoit allumés en différentes provinces du royaume, il vouloit qu'ils fissent un aveu public des abus & des crimes qui se commettoient dans leurs sociétés. Deux cardinaux furent députés, pour assister à cette triste cérémonie. On dressa dans le parvis de l'église de Notre-Dame de Paris un échafaud, où les deux légats monterent, & se firent amener les chefs de la religion du Temple. Ils étoient quatre : Jacques de Molay, grand-maître, qui avoit eu l'honneur de tenir sur les fonts un des enfants du roi ; Gui, commandeur de Normandie, frère du dauphin d'Auvergne ; Hugues de Péralde, grand visiteur de France ; & le grand-prieur d'Aquitaine, qui, avant sa détention, avoit eu la direction des finances du roi. On lut à haute voix la confession qu'ils avoient faite plusieurs fois des abominations de leur ordre, & la sentence qui les condamnoit à être enfermés pour toujours. Aussitôt un des ministres de Rome se leva, & prononça un long discours, qu'il finit par sommer le grand-maître de renouveler publiquement les aveux qu'il avoit faits secrètement devant le pape. Mais il fut étrangement surpris, lorsque ce respectable captif, secouant les chaînes dont il étoit chargé, s'avança sur le bord de l'échafaud, avec une contenance assurée, & dit en élevant la voix, & regardant un bûcher que les

bourreaux dressaient, comme si on eût dû le brûler sur-le-champ, en cas qu'il révoquât sa première confession :
 » L'affreux spectacle qu'on me présente, n'est point capable de me faire confirmer un premier mensonge par
 » un second : j'ai trahi ma conscience : il est temps que
 » je fasse triompher la vérité. Je jure donc à la face du
 » ciel & de la terre, que tout ce qu'on vient de dire
 » des crimes & de l'impiété des Templiers est une horrible calomnie. C'est un ordre saint, juste, orthodoxe : je mérite la mort, pour l'avoir accusé, à la
 » sollicitation du pape & du roi. Que ne puis-je expier
 » ce forfait par un supplice encore plus terrible que celui
 » du feu ! Je n'ai que ce seul moyen d'obtenir la pitié
 » des hommes & la miséricorde de Dieu ». Gui, frère du prince dauphin, tint à-peu-près le même langage, & protesta hautement de l'innocence de ses confrères. Les deux autres, soit de bonne foi, soit par crainte des plus rigoureux tourments, persisterent dans leurs premiers aveux, & furent traités avec douceur. On remarque qu'ils périrent misérablement.

On devine l'embaras, pour ne pas dire, le dépit & la confusion des légats, qui ne s'atendoient point à cette étrange scène : ils remirent au lendemain à délibérer sur cet incident, firent descendre ces infortunés seigneurs de dessus l'échafaud, les livrèrent au prévôt de Paris, & se retirèrent couverts de honte. Le roi, informé de cette généreuse rétractation, assembla son conseil sur-le-champ, sans toutefois y appeler les clercs ; & le même jour vers le soir (a), les deux coupables, Jacques de Molay, & Guy, frère du dauphin, furent brûlés tout vifs & à petit feu dans une île de la Seine, qui étoit entre le jardin du monarque, & le couvent des Augustins. Tous deux montrèrent au milieu des flammes la même fermeté qu'ils avoient fait paroître dans le parvis de la cathédrale, & y tinrent à-peu-près les mêmes discours. Ils protestèrent de nouveau de l'in-

* Ann. 1312.

Villani, l.

8, c. 92.

Pap. Mass. in

Phil. pul.

Paul. Emil.

in eund.

Mariana, c.

3, l. 15, p.

132.

Spizil, tom.

3, p. 67.

(a) Le 18 Mars 1314.

nocence de leur ordre , & reconnurent humblement qu'ils méritoient la mort , pour être convenus du contraire en présence du pape & du roi. Cette constance étonna le peuple , qui donna des larmes à un si tragique spectacle ; il crut qu'ils mouroient innocents ; plusieurs personnes dévotes recueillirent leurs cendres , & les conserverent comme de précieuses reliques. On dit que le grand-maitre n'ayant plus que la langue de libre , & presque étouffé de fumée , s'écria à haute voix : *Clément , juge inique , & cruel bourreau , je t'ajourne à comparoître dans quarante jours devant le tribunal du souverain Juge.* Quelques-uns ajoutent qu'il ajourna pareillement Philippe à y comparoître dans un an ; sans doute que la mort de ce prince & celle du pape , qui ariverent précisément dans les mêmes termes , ont donné lieu depuis à l'histoire de cet ajournement fabuleux.

Ann. 1312.

Pap. Masson,
l. 3, p. 373.

Métzrai, t.
1, p. 335.

Dupuy, p.
63, 308.

Dans le même temps , si l'on en croit les historiens Allemands , Mayence étoit le théâtre d'une scene , moins sanglante , à la vérité , mais bien singuliere. L'archevêque avoit reçu ordre du pape de publier la bulle de suppression des Templiers. Déjà , pour y procéder avec la plus grande solennité , il avoit assemblé le clergé de sa province , lorsqu'un des premiers de l'ordre , Hugues Waltgraff , acompagné de vingt chevaliers armés , se présenta au synode avec un air respectueux , mais ferme , assuré , & qui respiroit je ne sçais quoi de menaçant. » Je ne viens point , dit-il , pour exercer aucune » violence contre des gens que la religion nous ordonne » d'honorer , parce qu'ils sont les ministres de Jésus- » Christ ; mais j'ai appris que vous étiez assemblés pour » nous proscrire , moi & mes freres , pour nous fraper » des plus terribles anathêmes , enfin pour nous dévouer » aux plus affreux supplices. Je demande qu'auparavant » vous ayez à publier l'acte que je tiens en main : c'est » une apologie de la sainte religion du Temple , un » apel de la sentence de Clément , le plus inique & le » plus inclement des juges , une protestation en un mot

» contre la condamnation injuste d'une société, dont
 » nous ofrons de prouver l'innocence à la face de l'uni-
 » vers α. Aussi-tôt ils étendent leurs manteaux par terre,
 les couvrent de charbons embrasés, & cependant aucun
 ne brûle. Le prélat, étonné du prodige & de la noble
 intrépidité de ces braves gentilshommes, reçut leur apel,
 le fit publier, & sur-le-champ écrivit au pape, qui lui
 permit d'informer de nouveau, & de décider du sort
 de ces généreux chevaliers. Il convoqua les évêques de
 sa province : les Templiers furent déclarés innocents ;
 mais on les obligea de changer leur habit : plusieurs
 furent promus aux ordres sacrés.

Ann. 1312.

On ne prétend point tirer aucune induction de tous
 ces faits. Il y a trop de variété dans les anciens histo-
 riens, trop de partialité parmi les modernes, pour pou-
 voir prendre aucun parti avec sûreté. Les uns plus déci-
 sifs, Bocace, Villani, Saint-Antonin, Aventin, Bou-
 lainvilliers, & toute cette foule d'écrivains modernes
 qui se piquent de *penfer hardiment*, prétendent que cet
 ordre malheureux fut injustement sacrifié à la passion
 du roi & à l'avarice du pape. Les autres plus mesurés,
 Mariana, Mézerai, prennent une espece de milieu, &
 sans les croire, ni tous innocents, ni tous coupables
 des crimes qu'on leur reprochoit, disent que leur con-
 damnation est l'histoire la plus impénétrable que les
 anciens aient laissé à la postérité. Plusieurs autres, plus
 scrupuleux sur l'authenticité des monuments, Walsin-
 gham, Platine, Albert Krants, Zurita, Volaterran,
 Blondus, Belleforest, Dupuy, le P. Daniel, soutien-
 nent au contraire qu'on ne peut réfléchir sur la suite
 des procédures, sur la multitude infinie de témoins en-
 tendus, sur la conformité des acufations intentées contre
 les Templiers dans tous les royaumes du monde chré-
 tien, sur l'uniformité des dépositions, sur la qualité des
 coupables, sur celles des juges, sur le peu de penchant
 que le pape avoit d'abord à les condamner, sur les pré-
 cautions qu'il prit par raport à leurs biens, sur le témoi-
 gnage de plusieurs écrivains étrangers, qu'on ne peut,

Divers senti-
 ments des Au-
 teurs sur l'a-
 faire des Tem-
 pliers.

Ann. 1312.

dis-je, réfléchir sur la nature & l'amas de ces différentes circonstances, sans être persuadé de la justice de leur condamnation. Si on leur objecte qu'il est peu croyable que tous les chevaliers en général & chacun en particulier fussent coupables, que tout l'ordre en un mot fût souillé des abominations qu'on lui imputoit : ils répondent qu'il n'est pas moins contraire à la vraisemblance de dire qu'un concile général ait jugé un ordre entier coupable, sur des dépositions fausses, & visiblement extorquées par la violence des tourments. Mais ne peut-on pas leur répliquer, que la condamnation des Templiers n'est point l'ouvrage du concile : qu'elle fut d'abord arrêtée, ensuite prononcée dans un consistoire secret, puis publiée en présence, non de l'autorité ni de l'approbation du concile, où de trois cents évêques il n'y en eut que quatre, qui opinèrent conformément aux vues du souverain pontife ?

On est cependant forcé de convenir qu'ils justifient pleinement Philippe du reproche qu'on lui fait d'avoir profité de la dépouille de ces infortunés chevaliers. Les précautions qu'il prit pour écarter de lui tout soupçon à cet égard ; les lettres qu'il donna en plusieurs occasions pour empêcher la dissipation des biens de cet ordre malheureux ; les bulles par lesquelles Clément déclare

Du Ray, p.
209.

que ce prince n'a été mu dans cette affaire par aucun sentiment d'avarice, n'ayant jamais eu intention de s'approprier leurs richesses, dont il laissoit l'administration générale au saint siége, & l'administration particulière dans chaque diocèse aux évêques ; l'arrêt du parlement qui met les Hospitaliers en possession de tous les effets des Templiers, sans rien en excepter que ce qui a été prélevé pour les frais de régie, de nourriture, & de poursuite ; toutes les pièces enfin qu'ils produisent à ce sujet, deviennent autant de démonstrations, que l'intérêt n'eut aucune part dans la démarche du monarque. Il se peut faire qu'il y ait été excité par la haine : mais un ennemi peut acuser juste. Que de procès intentés par des princes irrités, ou par des ministres vindicatifs, sans qu'on

puisse blâmer les juges qui ont prononcé ! C'est la vengeance qui met en cause , c'est la justice qui condamne. C'est également à tort & sans aucune preuve qu'on ose avancer que Clément V s'empara d'une grande partie des trésors de cette puissante société : il n'est aucun monument authentique qui atteste ce fait : on en pourroit citer plusieurs qui le détruisent. On prie le célèbre auteur de l'essai sur l'histoire générale , de citer l'endroit , où le *sincere & l'exact Dupuy* dit que le pape ne s'oublia pas dans le partage : Dupuy , dis-je , qui n'a entrepris l'histoire de ce fameux procès que pour justifier Philippe & Clément ; pour prouver que *les Templiers étoient tombés en de si détestables crimes , que c'est même une horreur d'y penser , & pour convaincre l'univers , qu'il y eût eu de l'impiété à n'en pas poursuivre l'extinction.*

On oseroit inutilement pour la justification de ces religieux militaires , qu'on ne leur a représenté , ni ces statuts affreux qui prescrivoient l'impiété , ni cette monstrueuse idole qui étoit adorée dans les chapitres. La raison en est simple. L'ordre depuis long-temps s'attendoit à une information contre ses mœurs : il y eût eu de l'imprudence à laisser subsister des preuves qui le perdoient : il étoit naturel qu'il les fit disparaître. Mais le grand-maitre , le frere du dauphin d'Auvergne , cinquante-neuf chevaliers brûlés à Paris , neuf à Senlis , un grand nombre en Provence , quoiqu'assurés de la vie s'ils convenoient de la dépravation de leur société , ont persisté jusqu'au milieu des flammes à soutenir la pureté de la foi & la sainteté de ses constitutions. Qu'en conclure ? ou que le vice a ses martyrs , ainsi que la vertu , ou que l'affaire des Templiers est remplie de circonstances inexplicables (a).

(a) Voici comme s'exprime un auteur qui fut témoin de leur supplice. C'est Godefroi de Paris , dont la chronique en vers se trouve à la suite du roman de l'auteur. *Mss. du roi* , 6811.

Diversément de ce l'on parle ,

Et au monde en est grand bataille :

Ann. 1312.

*Œuvres de
M. de Voltaire,
t. 12 , p.
268.*

Dupuy , p. 1.

Ann. 1312.
Projet inutile
d'une nouvelle
croisade.

Rayn, ann.
1312, n. 22.

Une autre cause de la convocation du concile, étoit le recouvrement de la Terre-sainte : pieuse manie tant de fois funeste à la chrétienté, dont néanmoins elle ne pouvoit guérir. On se flatoit qu'une croisade générale réussiroit infailliblement, sur-tout dans une circonférence, où les Hospitaliers venoient d'arracher l'île de Rhodes aux Infidèles : elle fut donc résolue. Le saint synode ordonna la levée d'une décime pendant six ans : mais défendit d'exécuter ce décret avec trop de rigueur, en prenant les calices, les livres, & les ornements des églises. Tous les princes chrétiens témoignèrent, ou parurent témoigner le plus grand empressement pour ce nouveau voyage. On a peine à croire que ces démonstrations fussent sincères : une triste expérience avoit dû les convaincre de l'inutilité de ces sortes d'entreprises. Aussi ce projet n'eut-il point de suite : la plupart des souverains s'approprièrent l'argent qu'on avoit levé sur le clergé pour cette expédition : aucun ne sortit de ses Etats.

Réformation
des mœurs :
objet impor-
tant, mais né-
gligé par les
pères du con-
cile.

Mais de tous les objets qui devoient être traités au concile, le plus important étoit la réformation de l'église dans son chef & dans ses membres : c'est toutefois celui qui paroît avoir été le plus négligé. On proposa beaucoup de choses, dit le continuateur de Nangis, on délibéra, on ne put s'accorder : tout fut laissé à la décision

* vrai.

Més je ne sçais que vous en die.
Li uns dient que par envie,
Li autres dient autrement :
Ne sai qui dit voir *, ou qui ment :
Viennent en ce qu'en doit avenir.
Le monde convient de finir.
Tel vit en biau commencement,
Qui a mauvais déclinement.
L'un peut bien décevoir l'église,
Més l'on ne peut en nulle guise
Dieu décevoir. Je n'en dis plus :
Qui voudra die le surplus.

du

du souverain pontife. Rien cependant n'étoit plus nécessaire que cette réformation, s'il en faut croire les mémoires présentés au synode par deux prélats François *a*. On y voit un portrait peu flaté des défordres qui souilloient alors le sacerdoce. L'ignorance, la dépravation des mœurs, l'immodestie des habits, la débauche de la table, & tous les excès que ces vices entraînent, déshonoroient, dit-on, les différents ordres du clergé. Les archidiacres dans leurs visites, soit défaut de science, soit abus du pouvoir des clefs, soit tous les deux ensemble, excommunioient pour des causes très-légères, souvent même sans aucune raison : un des deux évêques témoigne qu'il a vu jusqu'à sept cents excommuniés dans une seule paroisse. Les chanoines, pendant l'office divin, se promenoient indécemment dans leur église, & revenoient à la conclusion de chaque heure, pour recevoir leur distribution : ou s'ils demeuroient au chœur, c'étoit pour y causer avec scandale, & pour faire de grands éclats de rire, tandis que des chantes à gages entonnoient les louanges du Seigneur. Quelques clercs paroissoient en public avec des chausses déchiquetées, rouges ou vertes, vêtus d'habits rayés ou mi-partis de deux couleurs, souvent même avec des armes. Les religieux quitoient leurs cloîtres pour courir les foires & les marchés, trafiquant comme des séculiers, & s'abandonnant aux vices les plus honteux, au grand scandale du peuple. Les religieuses portoient des étofes de soie & des fourures précieuses, se coëfoient en cheveux & avec beaucoup de coquetterie, fréquentoient les assemblées de danses, se trouvoient dans toutes les fêtes publiques, & se promenoient par les rues, même la nuit. On ne dit rien des évêques ; mais ils n'étoient pas sans reproche, puisqu'ils toléroient de semblables abus. Rome étoit le siège du despotisme, de la cupidité, du liber-

Ann. 1312.

Rayn. ann.

1312, n. 15.

Traité de monast. de cont. p. 7 & seq.

(a) On peut voir ces deux mémoires plus en détail dans l'histoire Ecclésiastique de M. Fleury, tom. 19, p. 303 & suiv. L'un est d'un évêque, dont on ignore le nom, mais François ; il ne parle que des abus qui se commettoient en France : l'autre est de Guillaume Duranti le jeune, évêque de Mende.

Ann. 1313.

*Villani, l.
9, c. 58.
S. Anton. de
conc. Vien. iiii.
21, parag. 3.*

*Clem. Reli-
giofi. de priv.*

*Clem. Quin.
contig. 2, de
relig. 4077.*

tinage. Les évêques y étoient fort méprisés, leur juridiction peu respectée, leurs droits violés sans aucun ménagement par les appellations & par les réserves sans nombre de bénéfices vacants ou non vacants. On y faisoit un commerce honteux des choses saintes; d'où il arivoit que des sujets riches, mais vils, méprisables, indignes, soit pour la science, soit pour les mœurs, étoient pourvus des meilleurs bénéfices, & déshonoroient la religion par leur vie scandaleuse. L'incontinence enfin y étoit si commune, qu'on voyoit des lieux infâmes à côté des églises: il y en avoit jusqu'auprès du palais du pape: le maréchal de sa cour tiroit un tribut des femmes prostituées. On acusoit même le saint pere d'une galanterie avec une dame de grand nom; & quelques historiens, tels que Villani & Saint-Antonin, n'ont point fait de scrupule d'attribuer la translation du saint siege en France à l'attachement que ce pontife avoit pour la comtesse de Périgord, fille du comte de Foix, princesse d'une rare beauté, dont il ne pouvoit se séparer.

Voilà ce qui excitoit le zele des deux évêques François. Ils conseilloyent, pour remédier à tant de maux, de rapeler l'observation des anciens canons, sur-tout des quatre premiers conciles; mais ils ne furent point secondés dans leurs pieux desseins. On fit néanmoins quelques constitutions sur quelques-uns de ces grands objets. Il fut défendu aux clercs de porter d'autre habit que celui de leur état; aux moines noirs, d'avoir aucune superfluité dans leur nourriture, leurs vêtements, leurs montures; à tout religieux, de commercer & trafiquer; à toute religieuse, de courir le monde indécemment; à toute personne consacrée à Dieu, de médire des prélats. On réprima aussi l'avarice des clercs, qui appliquoient à leur profit les revenus des hôpitaux dont ils avoient l'administration: il fut décidé que le gouvernement de ces lieux de piété seroit confié à des hommes prudents, capables, de bonne réputation, qui prêteroient serment, tiendroient un registre exact de tout ce qu'ils recevroient, & rendroient compte tous

les ans. Telle est l'origine des administrateurs laïques des hôpitaux. On crut encore devoir restreindre quelques privilèges imprudemment acordés aux moines : mais la cour de Rome fut respectée ; on ne parla point de la réformer ; & le pape retourna à Avignon avec la comtesse de Périgord.

On ne doit pas oublier que le concile de Vienne renouvela la fête du saint Sacrement , instituée d'abord à Liege en 1246 , sur une révélation qu'avoit eue une sainte fille , nommée Julienne , religieuse Hospitalière à Mont-Cornillon , ensuite consacrée en 1264 sous le pape Urbain IV par une bulle solennelle , qui cependant n'avoit pas eu d'exécution. Clément V , en la confirmant , n'y changea rien : il l'adopta telle qu'elle étoit , sans aucune mention de procession , ni d'exposition du saint Sacrement.

Le roi avoit promis en plein concile , de se croiser avec les princes ses fils & ses freres , pour le recouvrement de la Terre-sainte : ce fut aussi celui de tous les princes chrétiens qui parut le plus zélé pour ce pieux voyage. Quelques démêlés étoient survenus entre la France & l'Angleterre au sujet de la Guienne : son premier soin fut de le terminer , afin de pouvoir s'occuper entièrement de la délivrance des saints lieux. Pour cet effet le roi d'Angleterre fut mandé ; il obéit , & se rendit à Poissy , où le monarque François , en considération de la reine Isabelle sa fille , voulut bien recevoir son hommage , lui pardonna toutes les *forfaitures* que les Anglois avoient commises dans l'Aquitaine , & renouvela tous les anciens traités de paix conclus entre les deux nations. Les deux princes s'étoient vus à Paris , où Philippe , dans une assemblée des grands du royaume qu'il avoit convoquée pour le jour de la Pentecôte , avoit armé chevaliers les trois princes ses fils , Hugues duc de Bourgogne , prince de son sang , Gui comte de Blois , & plusieurs autres seigneurs. Cette chevalerie de l'héritier présomptif de la couronne fut une occasion de lever un nouveau subside : c'étoit le droit de nos

Kk ij

Ann. 1312.

Institution de la fête du S. Sacrement.

Clem. 6^e d^eum. in. de reliq.

Ann. 1313.

Le roi se croise avec ses fils & se roi d'Angleterre.

Rymer, tom. 1, part. 1, p. 42, 43, 44.

Spicil. t. 3, p. 66.

Ann. 1313.

Godtfroi de
Paris, écriv.
Mss. du roi, n.
6812, fol. 80.

rois en de semblables circonstances. On remarque que la seule ville de Paris paya dix mille livres, somme alors très-considérable. La cérémonie dura trois jours : jamais, si l'on en croit les auteurs du temps, on ne vit une pareille magnificence. On donna, suivant la coutume, des robes neuves à tous les grands du royaume, aux dames, aux chevaliers, aux bannerets, aux écuyers, à tous les officiers du roi, & aux gens des comptes. On dit que toutes les personnes de la cour changerent trois fois par jour d'atours ou d'habillemens, tous plus superbes les uns que les autres : luxe inconnu jusque-là. Tous les corps de métiers de la capitale parurent vêtus à l'avantage, chacun avec les marques & les ornemens de son art. Toutes les rues de la ville étoient tapissées, & les soirs on alumoit une infinité de flambeaux.

Idem, ibid.

On éleva des théâtres ornés de superbes courtines, où l'on joua maintes *fécies*. » Là, vit-on Dieu manger » des pommes, rire avec sa mere, dire ses patenôtres » avec ses apôtres, susciter & jugier les morts. Là, » furent entendus les bienheureux chanter en paradis » dans la compagnie d'environ quatre-vingt-dix anges, » & les damnés pleurer dans un enfer noir & puant, » au milieu de plus de cent diables, qui rioient de leur » infortune. Là, furent représentés maints sujets de » l'écriture sainte, l'état d'Adam & d'Eve devant & » après leur péché, la cruauté d'Hérode, le massacre » des Innocents, le martyre de saint Jean-Baptiste, » l'iniquité de Caïphas, & la prévarication de Pilate, » qui cependant ses mains lave. Là, fut vu maître Renard, d'abord simple clerc qui chante une épître, » ensuite évêque, puis archevêque, enfin pape, tous » jours mangeant poussins & poules. On vit encore » dans cette fête des hommes sauvages & des rois de » la fève mener grands rigolas * ; des ribaux en blanches chemises agacier par leur biauté, liesse & gaie-té ; des animaux de toute espece marcher en procession ; des enfans de dix ans joûter dans un tournoi ;

* Grandes joies.

» des dames caroler de biaux tours ; des fontaines de
» vin couler ; le grand Guet faire la garde en habit
» uniforme ; toute la ville baller , danser , & se dégui-
» ser en plaisantes manieres ». Tout cela prouve que
l'usage de jouer les mysteres de la religion étoit connu
bien avant le regne de Charles VI , & qu'on peut au
moins faire remonter l'origine de ces spectacles , pré-
tendus pieux , jusqu'à l'année 1313.

Ann. 1313.

Le roi donna le premier jour un festin où rien ne
fut épargné : son fils aîné Louis , roi de Navarre , traita
la cour & la ville le second jour : le troisieme fut célé-
bré par le roi d'Angleterre dans les jardins de Saint-
Germain-des-Prés , où il avoit fait dresser des tentes
d'étofes de soie brochées d'or. On remarque , comme
une chose singuliere , qu'on servit les convives à che-
val , & que la salle du festin fut éclairée d'une infinité
de flambeaux , quoiqu'on fût en plein midi. Quelques
jours après , Philippe traita toutes les dames au Lou-
vre , & leur fit des présents. Le comte de Valois & le
comte d'Evreux donnerent aussi des fêtes , qui eurent
l'aplaudissement public. On croyoit tout fini , lorsque
les bourgeois de Paris partirent en bon ordre de l'é-
glise de Notre-Dame , bien armés , équipés lestement ,
& vinrent passer au nombre de vingt mille chevaux &
de trente mille hommes de pied , auprès du Louvre où
le roi étoit aux fenêtres. Ils allerent de-là dans la plaine
de Saint-Germain-des-Prés se mettre en bataille , & faire
l'exercice. Les Anglois étoient étonnés que d'une seule
ville il pût sortir tant de gens bien faits , & prêts à
combatre.

Mais toutes ces réjouissances n'étoient pas l'unique
sujet de cette assemblée : elle étoit sur-tout convoquée
pour l'expédition d'Outremer. Le lendemain de cette
cérémonie , le roi , ses trois fils , ses deux freres , le roi
d'Angleterre son gendre , & plusieurs grands seigneurs
des deux cours , reçurent la croix des mains du car-
dinal Nicolas de Fréauville , légat du pape. Les dames
la prirent aussi , à condition toutefois que si leurs maris ,

Spicil. ibid.

Ann. 1313.

pour quelque raison, n'accomplissoient pas leur vœu, elles seroient libres du leur. La croisade fut ensuite prêchée publiquement en France, les tournois défendus, les joutes prosrites. Ce voyage, cependant ne se fit pas. Tout l'effet que produisit cette généreuse résolution, fut d'affermir la paix entre les deux couronnes. Edouard retourna en Angleterre, comblé d'honneurs, & fortement résolu d'être à jamais fidèle au roi son souverain & son beau-père.

Troubles d'Italie.

Balay. vit. pap. Aven. t. 1, p. 46 & seq. t. 2, p. 1193.

Godofroi de Paris, chron. en vers, Mss. du roi, n^o. 6812.

Id. Miscell. t. 1, p. 128.

J. Villani, l. 9, c. 39, 42.

Tandis que ces choses se passaient en France, l'empereur, Henri de Luxembourg, descendu en Italie avec une armée d'Allemands, ajoutoit dans Milan la couronne de fer à celle d'argent qu'il avoit reçue dans Cologne, & soumettoit les villes de Lombardie. Il marcha ensuite à Rome, pour y prendre le diadème d'or. Mais Rome, fière de son ancienne grandeur, oubloit quelquefois sa foiblesse présente; elle ne vouloit reconnoître ni l'autorité de l'empereur, ni celle du pape; elle ferma les portes au nouveau César. Il fût les forcer, entra dans la ville avec l'aide des Colannes, & alla loger au palais de Latran. Déjà il se préparoit à s'ouvrir un chemin pour passer à saint Pierre où il devoit être sacré, lorsqu'il fut arrêté par les troupes de Jean prince d'Achaïe, frère de Robert roi de Naples, qui étoit soutenu par la faction des Ursins. Il y eut un combat très-sanglant. Les Allemands furent batus, plusieurs seigneurs tués, entr'autres l'évêque de Liege Thibaud de Bar, & l'empereur obligé de se faire couronner à saint Jean de Latran. Il y renouvela le serment qu'il avoit fait à Lausanne, de défendre la foi catholique, d'exterminer les hérétiques, de ne faire aucune alliance avec les ennemis de l'église, de protéger le pape, & de conserver les biens, les droits, & les privilèges du saint siége. Aussi-tôt il ordonna que tous les princes d'Italie lui payassent un tribut annuel. Le royaume de Naples étoit compris dans cet ordre; & le roi Robert, qui refusa de se soumettre, fut cité à comparoître, mis au ban de l'empire, délié, condamné à perdre la

tête : procédé qui choqua vivement le pape. Bientôt Henri reçut un commandement exprès de respecter un prince , qui comme lui étoit vassal de l'église. Piqué à son tour de la fierté pontificale , il protesta que le serment qu'il avoit fait à son sacre , n'étoit point un serment de fidélité ; & il alloit soutenir sa prétention par les armes , quand il fut ataqué à Bonconvento d'une maladie qui en peu de jours le mit au tombeau. On a prétendu qu'il avoit été empoisonné par un frere Prêcheur , nommé Bernard de Montepulciano , qui mêla , dit-on , du poison dans le vin de l'ablution qu'il lui avoit donnée après la communion : de-là vient , ajoute-t-on , que pour l'éternelle expiation de ce crime , les Dominicains , lorsqu'ils disent la messe , sont obligés de se communier de la main gauche. C'est une calomnie détruite par le témoignage même des médecins , qui assurerent le pape du contraire : plusieurs personnes dignes de foi déposèrent qu'il étoit mort d'un abcès à la cuisse : enfin trente-trois ans après , Jean de Luxembourg roi de Boheme , fils de Henri , donna des lettres-patentes , qui justifient pleinement Bernard & tout l'ordre de saint Dominique. *Il est triste sans doute d'avoir eu besoin de ces lettres* : mais quelle ressource laisse-t-on à l'innocence opprimée , si l'on trouve de l'opprobre jusque dans les arêts qui la font triompher !

La Flandre , théâtre éternel de révoltes & de séditions , n'étoit guere plus tranquille que l'Italie. Le roi informé de quelques cabales qui s'y formoient , envoya ordre au comte de le venir trouver , & d'amener avec lui son fils Louis comte de Réthel & de Nevers. Il obéit , se disculpa , & eut permission de retourner dans ses Etats. Mais le prince Louis , convaincu de plusieurs choses faites contre le service de la France , fut arrêté , & gardé très-étroitement , d'abord à Moret , ensuite à Paris. La crainte du châtimement qu'il méritoit , lui fit tout oser : il eut le bonheur de se sauver de sa prison , & regagna la Flandre plus animé que jamais contre les François. Philippe à cette occasion assembla les grands

Ann. 1313.

Balu. Miscell. tom. 1, p. 137, 162.

Ann. Bar. epit. t. 3, p. 223.

Essai sur l'hist. gén. tom. 21, p. 278.

Nouvelle révolte des Flamands.

Spicil. t. 3, p. 64, 65.

Ann. 1313.

du royaume, & par un arrêt prononcé juridiquement en plein palais, le fugitif fut dépouillé & privé de ses deux comtés (a). On ne voulut pas rendre le pere responsable de la fuite du fils : mais il fut mandé à l'assemblée, où le monarque fit les trois fils chevaliers. L'infortuné comte n'osa s'y trouver : il redoutoit le courroux d'un prince qu'on n'offensoit pas impunément. Rome cependant intercédâ pour lui. On tint une conférence à Arras, où Robert se rendit en personne pour traiter avec les ministres François : mais on ne put rien conclure. Le comte se retira secrètement, résolu de tout risquer, plutôt que de se s'omettre aux conditions qu'on exigeoit de lui. Alors le roi ne ménagea plus rien. Le malheureux vassal fut cité à comparoître à la cour des pairs ; & sur son refus, le comté de Flandre fut confisqué, & réuni pour toujours à la couronne comme un fief qui lui étoit dévolu par félonie.

Ibid, p. 66.

Déjà, pour mettre cet arrêt à exécution, le monarque avoit fait avancer ses troupes jusqu'à Courtrai, lorsque le comte, frappé des malheurs qui le menaçoient, offrit de se soumettre à tout ce qu'on voudroit. Les seigneurs des deux armées s'assemblerent : il fut dit que les Flamands acheveroit de payer au roi le reste de la somme dont on étoit convenu par le dernier traité de paix ; que le comte feroit démanteler toutes ses forteresses au temps que le monarque lui indiqueroit, en commençant par Bruges & par Gand ; que cette démolition se feroit aux frais des Flamands en présence des commissaires nommés par le roi ; que jusqu'à ce que toutes ces choses fussent exécutées, Courtrai seroit livré aux François avec toutes ses citadelles, & qu'on leur donneroit en otage le fils puîné du comte, Robert de

Ann. 1314.

Ibid, p. 68.

Castel. Mais l'indocilité des Flamands ne leur permit pas de jouir long-temps des douceurs de cette paix. Bientôt ils se révolterent, & chassèrent le commandant que Philippe avoit laissé dans Courtrai. Il falut

(a) *Ann. 1312.*

envoyer contr'eux une nouvelle armée : expédition qui coûta beaucoup , & n'aboutit à rien. Le comte fit de nouvelles propositions de paix , & fut écouté. Il promit de se rendre à Paris au temps qu'on lui marqua : on lui rendit son fils Robert & les autres otages qu'il avoit donnés l'année précédente : à ces conditions il voulut bien accepter la treve qu'on lui offroit ignominieusement. Ainsi la France ne recueillit que de l'opprobre d'un armement qui l'épuisait à la vérité , mais qui devoit conquérir toute la Flandre.

On dit à la justification du monarque , qu'il manquoit d'argent pour soutenir les frais de la guerre ; que les peuples mécontents murmuroient hautement des nouveaux impôts qu'on venoit d'établir ; qu'une nouvelle altération des monnoies avoit pensé causer une révolte générale par tout le royaume ; qu'il y avoit des confédérations en Champagne , en Picardie , en Artois , en Forez , en Bourgogne , tant pour s'opposer à ces subside jusqu'alors inconnus , que pour obtenir le rétablissement de certains privileges dont la noblesse prétendoit avoir été injustement privée ; que la Normandie étoit également pleine de factions ; qu'on étoit enfin sur le point de voir tout l'Etat en combustion , si l'on ne cessait ces exactions honteuses. Philippe en effet ordonna de les suspendre , & en rejeta toute l'envie sur ses ministres , en insinuant que cela s'étoit fait à son insçu. Ce qui fut cause , dit Mézerai , que toute la France apela la justice du ciel sur la tête de Marigny , qu'elle regardoit comme l'auteur de toutes ces écorcherics.

Mais un chagrin plus cuisant , & que le roi ressentit bien plus vivement , fut celui qu'il trouva dans sa propre famille. Il avoit trois fils , les plus beaux hommes de leur temps , Louis dit Hutin , roi de Navarre du chef de sa mere , Philippe dit le Long , comte de Poitiers , & Charles dit le Bel , qui n'avoit point encore d'apanage : tous trois étoient mariés à des coquettes , qui toutes trois furent accusées d'adultere. Marguerite , reine de Navarre , fille de Robert II , duc de Bour-

Chagrins domestiques du roi.

Spicil. t. 3 , p. 68.

Ann. 1314.
Chroniq. en
vers de Gode-
froi de Paris,
Mss. du roi,
n. 6812.

gogne, & Blanche, fille cadette d'Othon IV, comte Palatin de Bourgogne, femme de Charles, furent convaincues de ce crime, renfermées au Château-Gaillard d'Andely, rasées & tondues, suplice des femmes adultères. La première y fut étranglée peu après par l'ordre de son mari (a). La seconde y resta sept ans, fut ensuite répudiée sous prétexte de parenté, puis transférée au château de Gauroi près de Coutances, d'où elle ne sortit que pour prendre le voile dans l'abaye de Maubuisson, où elle vécut le reste de ses jours dans une grande pénitence. Jeanne, comtesse de Poitiers, sœur aînée de Blanche, & l'héritière du comte de Bourgogne, étoit violemment soupçonnée; mais après de sévères informations, il fut jugé au parlement, en présence du comte de Valois, du comte d'Evreux, & de beaucoup de noblesse, *qu'elle étoit absolument sans reproche & sans tache* (b). Le comte son mari eut le bon esprit de reconnoître le premier son innocence: il la tira du château de Dourdan, où elle avoit été enfermée près d'un an; & la reprit avec lui: *plus heureux, dit Mézerai, ou du-moins plus sage que ses freres.*

Abr. Chron.
t. 2, p. 806.

Spicil. ibid.

Les amans des princesses coupables étoient deux freres, Philippe & Gautier de Launai, deux gentilshommes Normands assez mal-faits, tous deux officiers de la maison des princes outragés dans leur honneur. Ils furent jugés dans une assemblée que le monarque avoit convoquée à Pontoise (c), pour venger d'une manière terrible l'opprobre de la famille royale. Rien en éfet de plus rigoureux & de plus infâme pour des gens de cette naissance, que le suplice qu'on leur fit souffrir; mais il étoit proportionné à l'attentat de deux domestiques insolens, qui abusoient de la confiance de leur maître & des facilités que leur donnoit la domesticité, pour séduire, corrompre, déshonorer de jeunes princesses sans expérience, & qui malheureusement n'avoient que

(a) L'an. 1314.

(b) *Inculpabilis & omnino innoxia judicatur.*

(c) Le 19 Avril 1314.

trop de penchant à la galanterie. Ils furent écorchés vifs , ensuite traînés dans la prairie de Maubuisson qui étoit nouvellement fauchée , puis mutilés des parties qui avoient péché , décolés , enfin pendus par-dessous les bras à un gibet. On y atacha avec eux l'huissier de la chambre , qui pendant trois ans avoit favorisé ce méchant commerce. Bien des gens des deux sexes , nobles & roturiers , furent envelopés dans cette malheureuse affaire , ou comme fauteurs & complices , ou comme suspects d'un coupable silence. Quelques-uns furent noyés , quelques autres étouffés secrètement , la plupart renvoyés absous. On parle sur-tout d'un évêque de l'ordre de saint Dominique , homme fameux dans la connoissance des sortilèges qui excitent au mal : il fut accusé d'avoir été le ministre & le confident de cette intrigue criminelle. On n'est point d'accord sur le châtimement de ce prélat. Les uns disent qu'on le remit entre les mains des freres Prêcheurs de Paris , qui le condamnerent à une prison perpétuelle. D'autres assurent qu'il fut livré aux cardinaux , pour être puni selon les canons. On blâma fort le roi de n'avoir point , ou prévenu , ou étouffé cette infamie.

Le chagrin que ce prince eut de la honte publique de sa famille , lui causa une maladie de langueur , dont il ne put jamais revenir. Il fuyoit sa maison souillée d'un opprobre éternel , & l'ennui le suivoit par-tout. Il voyoit d'ailleurs le royaume prêt à se révolter. Le peuple acablé d'impôts , le clergé surchargé de décimes , la noblesse troublée dans la jouissance de ses privilèges , tous les états mécontents , éclatoient en murmures. On se plaignoit que de tout ce qu'on levoit des subsides , il n'en entroit pas la dixième partie dans les coffres du roi : on ne pouvoit concevoir qu'il fût toujours pauvre , tandis que ses ministres avoient des maisons superbes , & des meubles de drap d'or frisé. Menacé d'un soulèvement général , il comprit qu'il falloit ou se préparer à faire la guerre à tous ses sujets , ou relâcher de son autorité , & changer les ministres qui l'avoient portée

Ann. 1314.

trop loin : ce qui lui frapa tellement l'esprit , que sa fanté en fut considérablement altérée. Il eut de grandes foiblesses , & se fit porter à Fontainebleau , pour y respirer l'air natal , qui ne lui rendit pas ses forces.

Il restreint
les apanages
aux seuls hoirs
mâles.

Dans ce triste état il s'occupa du soin de pourvoir sa famille. Philippe, le cadet de ses fils, avoit été apanagé du comté de Poitiers en 1311 : Charles , le plus jeune des trois , n'étoit pas encore partagé : il l'investit du comté de la Marche , mais aux mêmes conditions que son frere. Il ordonne par ses lettres-patentes , que les deux comtés retourneront à la couronne , *désaillant les hoirs mâles*. Alors commença un nouvel ordre de jurisprudence ; & les apanages , tenus au commencement de la troisieme race à titre de propriété , devenus ensuite une espece de substitution , puis chargés de retour à la couronne au défaut d'héritiers nés de l'apanagiste , furent enfin restreints *aux seuls hoirs mâles*. L'esprit de la loi étoit d'empêcher qu'ils ne passassent à des étrangers par mariage : ce qui étoit fort dangereux.

Sa mort.

Une maladie longue & de langueur laissoit au monarque le temps de penser à l'éternité. Il se remit devant les yeux la misere de son peuple , qu'il avoit ruiné par ses exactions , & eut des scrupules un peu tardifs. Il donna à Louis roi de Navarre , son fils aîné & son successeur , de ces beaux avis qui ne coûtent guere , quand on n'est plus en état de les pratiquer. Il défendit de continuer la levée des nouveaux impôts , révoqua tous les édits qu'il avoit donnés à cette occasion , conjura ses enfants de soulager de malheureux sujets qu'il n'avoit que trop tourmentés , ordonna de réduire les monnoies à leur juste valeur , & sur-tout de réparer les torts qu'il pouvoit avoir faits. Il n'est aucun testament des premiers rois de la troisieme race , où l'on ne voie de semblables ordres de satisfaire ceux qui se plaignoient d'eux avec justice , de payer leurs dettes , de restituer ce qu'ils avoient du bien d'autrui. *On n'en doit pas conclure* , dit Mézerai , *qu'ils eussent commis plus d'injustices que les autres , mais seulement qu'ils avoient*

Abr. in. 4°.
p. 288.

plus de religion & de conscience. Il légua une somme considérable pour le secours de la Terre-sainte, & fit plusieurs autres pieuses donations. Il recommanda aussi à son fils l'abbaye de saint Denis, & le monastere des religieuses de Poissy, qu'il avoit fait bâtir en l'honneur de saint Louis son aïeul. Déjà il sentoît l'heure fatale approcher : il demanda les sacrements de l'église, & les reçut avec une ferveur qui édifia tous les assistants.

Ce fut avec ces grands sentiments de piété qu'il mourut à Fontainebleau (a), dans la trentième année de son regne, & la quarante-sixième de son âge. On porta son corps à saint Denis, & son cœur à Poissy, où il fut découvert en 1687, renfermé entre deux bassins d'argent, cimentés & envelopés d'une toile d'or semée de fleurs de lys, avec une inscription sur une lame de cuivre. Il eut de la reine Jeanne de Navarre, sa femme, quatre fils & trois filles. Ses fils furent Louis, Philippe, Charles, qui régnerent tous trois, & Robert, qui fut accordé avec Constance d'Aragon, fille de Frédéric III, roi de Sicile, & mourut à Saint-Germain-en-Laye, âgé d'environ douze ans : il fut enterré dans l'église de saint Louis du prieuré de Poissy. Marguerite, l'aînée de ses filles, fut promise à Ferdinand IV, roi de Castille, & mourut sans être mariée : Isabelle, la seconde, épousa Edouard II, roi d'Angleterre : la troisième, nommée Blanche, fiancée à Ferdinand Infant de Castille, mourut jeune, & fut enterrée auprès du roi son pere.

Philippe fut le plus beau prince, & le cavalier le mieux fait de son temps. Il étoit vaillant, généreux, magnifique, avide de gloire, mais encore plus avide d'argent, dépensier jusqu'à la prodigalité, trop sévere quelquefois, toujours trop vindicatif. Il fut bon mari : ceux qui ont dit le plus de mal de lui, ne lui ont jamais rien reproché en matiere d'incontinence ; bon pere, il faisoit les délices de sa famille ; bon frere, il aimait

Ann. 1314.

Spicil., tom.
3. p. 69.

Ann. 1315.

Ses enfans.

P. Anf. hist.
générale, t. 2,
p. 52.

Son caractère.

(a) Le 29 Novembre 1315. Il régna 29 ans 55 jours.

Ann. 1315.

toujours tendrement les comtes de Valois & d'Evreux , & n'oublia rien pour mettre la couronne Impériale sur la tête de l'ainé. C'est le premier de nos rois qui ait altéré la monnoie : ce qui lui a fait donner le nom de *faux monnoyeur*. Quelques-uns prétendent que les ministres , gens impitoyables , avarés , entreprenants , eurent plus de part que lui à tout ce qui s'est fait sous son regne ; qu'il n'eut que le nom de roi ; que ses favoris gouvernoient. On ne voit pas sur quoi ce reproche peut être fondé : jamais prince ne fut plus jaloux de son autorité. On cite envain les fréquents avertissements que lui donnoit Boniface , de ne pas trop écouter les conseils de ceux qui l'aprochoient : c'est un tour assez ordinaire , en parlant aux souverains , de rejeter sur ceux qui les entourent , ce qu'on ne pouroit , sans les choquer ouvertement , leur reprocher à eux-mêmes. Rome du-moins aprit par expérience , qu'il avoit le cœur haut & fier , l'esprit prompt & vif , l'ame grande , & souvent trop impétueuse ; qu'il étoit ferme dans ses entreprises , quelquefois trop ardent à les poursuivre ; & que sur l'article du temporel , un roi de France ne se soumettoit pas aussi aisément que les empereurs au pouvoir arbitraire de la tiare. Nous ne dissimulons pas que l'historien Flamand le fait mourir d'une chute de cheval , & qu'il attribue sa mort & l'extinction de sa lignée à une punition du ciel , qui vouloit venger l'honneur du saint siege : mais on sçait ce qu'on doit penser de cet auteur si passionné pour la gloire de ses princes , quoique d'ailleurs exact & curieux ; qu'il ne peut presque point dire de bien de nos rois , sur-tout de ceux qui ont eu quelques démêlés avec la Flandre. Une seule chose me mettroit en colere , dit Mézerai , si un historien devoit être susceptible de passion , c'est que certains François , pour sembler dire quelque chose de nouveau , ou pour flater les puissances étrangères , sont état de cette fausse opinion ; plus rigoureux en cela que les papes même , qui paroissent avoir approuvé la conduite de ce prince envers Boniface.

Tom. 2 , p.
137.

Le roi Philippe aimait les belles-lettres, les cultivait, les protégeait, & favorisait ceux qui se distinguoient par la science. L'université d'Orléans lui doit son érection : il la confirma par des lettres-patentes, lui donna un sceau, & le pouvoir de graduer. Le pape Clément V, qui avoit étudié dans cette école célèbre depuis plus de cent ans, avoit voulu par reconnaissance lui donner de grands privilèges ; mais les bourgeois s'y étoient opposés : ils ne se rendirent qu'aux ordres du monarque. Le goût du prince est, ou paroît toujours être celui du courtisan : chacun à son exemple s'empresse d'élever des temples aux muses. Plusieurs collèges furent fondés sous son règne : celui de Navarre par la reine Jeanne sa femme, celui du cardinal le Moine par un prélat de ce nom, celui de Montagu par Gilles Aycelin de Montagu, archevêque de Narbonne, & garde du scel royal.

On compte parmi les hommes célèbres qui ont illustré le règne de Philippe, un Guillaume de Nangis, un Jean de Meun, un Guillaume Duranti, un Jean Duns, un Gilles de Rome. Guillaume de Nangis, religieux de l'abbaye de saint Denis, acheva la vie de saint Louis entreprise par un de ses confrères, nommé Gillon de Rheims, composa celle du roi Philippe-le-Hardi, & continua l'histoire de Sigebert, moine de Gemblours, depuis 1114 jusqu'en 1300. Il écrit avec plus de sincérité que d'élégance ; mais il parle des choses de son temps en homme d'autant mieux instruit, qu'il étoit en liaison avec les personnes qui avoient le plus de part aux affaires. Jean de Meun, dit Clopinel, parce qu'il étoit boiteux, est ce poète fameux qui continua le roman de la Rose, commencé quarante ans auparavant par Guillaume de Lorris : il est encore auteur d'une traduction françoise des livres de la consolation de Boëce, des épîtres d'Abélard, & de quelques autres écrits.

Guillaume Duranti, natif de Puimisson dans le diocèse de Béziers, l'un des plus sçavants Jurisconsultes de son siècle, fut d'abord professeur en droit à Boulogne & à Modene, puis chapelain & auditeur du sacré pa-

Ann. 1319.

Fondation
de l'Université
d'Orléans, &
de quelques
collèges à Pa-
ris.

Hommes il-
lustres de ce
règne.

Ann. 1315.

lais, gouverneur du patrimoine de saint Pierre : général des troupes de l'Etat ecclésiastique, légat du pape Grégoire X au concile de Lyon, chanoine de Beauvais & de Narbonne, doyen de Chartres, enfin évêque de Mende. Il nous a laissé plusieurs ouvrages curieux. Les deux principaux sont, le Miroir du droit, *speculum juris*, qui lui a fait donner le surnom de *spéculateur*; & le rational des offices divins, *rationale divinarum officiorum*. Ce dernier est considérable par les vestiges qu'on y trouve de l'ancienne discipline (a). On y voit que sous le regne de Philippe on baptisoit encore par immersion; qu'on regardoit comme une règle de ne conférer le baptême qu'à Pâque & à la Pentecôte, règle qu'on ne suivoit pas toujours, dont on vouloit du-moins conserver la mémoire, en baptisant quelques enfants à la bénédiction des Fonts; que l'office du Samedi-Saint se faisoit encore de nuit dans la plupart des provinces, & que ceux qui le faisoient de jour, ne le commençoient qu'à quatre heures du soir; enfin que la confirmation se donnoit avec le baptême, où sept jours après.

Le fameux Jean Duns, dit Scot, étoit mort quelques années avant le roi (b). L'Angleterre, l'Ecosse & l'Irlande, s'attribuent l'honneur de lui avoir donné la naissance. Il entra fort jeune dans l'ordre des frères mineurs, fit ses études à Oxford, y enseigna la théologie pendant quelque temps, passa en France, & prit des degrés dans l'université de Paris. Il entreprit de soutenir sur la scolastique des opinions contraires à celles de saint Thomas; ce qui a produit l'école des Thomistes & celle des Scotistes: il le fit avec tant de capacité, qu'il mérita les noms de *docteur subtil*, & de *docteur très-résolatif*. Mais quoiqu'il écrive avec beaucoup de subtilité, il a néanmoins un talent admirable pour exprimer ses pensées avec clarté. On prétend qu'il a le premier soutenu l'immaculée Conception de la sainte

(a) La première édition, qui est très-rare, est de Mayence, en 1459.

(b) Le 8 Novembre 1308.

Vierge.

Vierge, non comme un dogme certain, mais comme une opinion, qui a été depuis adoptée dans le concile de Balle. Cependant il est constant que plusieurs docteurs de Paris l'avoient enseignée avant lui. Scot a laissé des commentaires sur la physique d'Aristote, sur les quatre livres du Maître des Sentences avec plusieurs questions de métaphysique: la meilleure édition de ses ouvrages est celle de Lyon en 1639, 10 vol. in-folio. Quelques auteurs ont écrit qu'étant tombé en apoplexie, on l'avoit enterré, quoiqu'il ne fût pas mort; qu'ayant ensuite repris ses sens, & ne pouvant se faire entendre pour avoir du secours, il se rongea les mains de désespoir, & se cassa la tête contre la pierre du tombeau: c'est une fable mille fois réfutée, & toujours avec succès.

Gilles de Rome, de l'illustre famille des Colonnes, hermite de saint Augustin, que son mérite éleva à la dignité de général de son ordre, passoit pour le plus grand docteur de Paris. Il étudia long-temps sous saint Thomas, & devint le plus zélé défenseur de ses sentimens. Le roi Philippe-le-Bel, dont il avoit été précepteur, le fit archevêque de Bourges. Il fut surnommé le *docteur très-fondé*, & laissa plusieurs traités de théologie, où il prouve que J. C. n'a donné à l'église aucun domaine temporel; que le roi de France ne tient son royaume que de Dieu, & ne reconnoît de supérieur que dans le spirituel. Nous avons aussi de lui plusieurs écrits sur la philosophie; il avoit commenté presque tous les ouvrages d'Aristote: on lui attribue encore un livre de l'institution des princes, qu'il dédia à son disciple. Il mourut en 1316.

Ainsi le monarque, en distribuant les récompenses à propos, excitoit une noble émulation dans les études; & cette émulation remplissoit la France de sçavans personnages. Il eut encore d'autres vertus dignes d'un grand roi. Il signala sa magnificence par la construction du palais près de la Sainte-Chapelle(a); sa piété,

(a) P. Anf. Hist. gén. tom. 1, p. 51.

Ann. 1315.

par la fondation de l'abaye de sainte Perrine de la Villette, & d'un monastere de Célestins à Chanteau dans la Sologne (a); son humanité, par l'ordonnance qui abolit dans le Languedoc la servitude de corps, qu'elle change en un cens annuel; sa justice par l'édit qui défend pour toujours les duels en matiere civile (b). Ce fut lui qui ordonna que les Quinze-Vingts fondés par saint Louis, porteroient une fleur-de-lis sur leur habit, pour les distinguer des autres congrégations d'aveugles instituées avant eux (c): lui qui commença à réduire les hauts-seigneurs à vendre leurs droits de battre monnoie, au moyen d'un édit par lequel il gênoit si fort la fabrication qui se faisoit dans leurs terres, qu'ils trouverent plus utile d'y renoncer (d); lui enfin qui régla qu'il y auroit toujours près de la personne du roi, trois clerks du secret, & vingt-sept clerks ou notaires sous eux. Le chancelier avoit long-temps réuni toutes ces fonctions: mais frere Guérin, évêque de Senlis, ayant infiniment relevé cette charge, le secrétariat fut abandonné aux notaires & secrétaires du roi, sur lesquels cependant le chancelier se réserva l'inspection. Ceux-ci qui aprochoient du prince, s'étant à leur tour rendus plus considérables, il y en eut quelques-uns qu'il distingua des autres, & qui furent nommés *clerks du secret*: c'est la premiere origine des secrétaires d'Etat (e).

(a) Mézerai, tom. 1, p. 337.

(b) M. le Président Hénaut, tom. 1, p. 154, 158.

(c) *Idem*, p. 261.(d) *Idem*, p. 263.(e) *Idem*, p. 260.



LOUIS X,

Dit HUTIN.

LOUIS, couronné en 1307 roi de Navarre, du chef de sa mere, étoit, selon quelques-uns, dans la vingt-troisième, selon quelques autres, dans la ving-cinquième année de son âge (a), lorsqu'il monta sur le trône paternel. On croit communément qu'il fut surnommé *Hutin*, parce qu'il étoit mutin, altier, queréleur : c'est en éfet la véritable signification de ce vieux mot François ; mais ses actions n'annoncent point un caractère violent, inquiet, turbulent. C'étoit au contraire un prince folâtre, qui n'aimoit qu'à rire, qui avoit tous les vices de la jeunesse, sans en avoir les avantages, foible, mou, irrésolu, se laissant gouverner par le comte de Valois & par quelques ministres du feu Roi, plus par timidité, que par estime pour eux. Ne pourroit-on pas dire, avec Mézeray, que ce surnom lui fut donné, ou parce qu'envoyé par son pere contre les *Hutins* ou séditeux de Navarre & de Lyon, il scût les réprimer & les soumettre à l'autorité légitime, ou parce que dans les jeux de son enfance, il se plaisoit à rassembler les jeunes seigneurs de son âge, à les ranger en bataille, & à leur faire faire toutes les évolutions militaires : présage qu'il aimeroit les combats, ou, comme dit le roman de Garin, *la mêlée & le merveilleux Hutin* ?

On remarque qu'il régna & gouverna l'Etat pendant

Ann. 1314.

Louis prend
les rênes du
gouvernement :
pourquoi sur-
nommé *Hutin*.

Mézeray, t.
2, p. 350.

(a) On n'est pas d'accord sur la date de sa naissance : les uns le font naître en 1289, les autres en 1291.

Ann. 1314.
 Erreur de
 quelques mo-
 dernes sur la
 cérémonie du
 Sacre.

un an , sans avoir reçu l'onction sacrée : chose étonnante , dit-on (a) , & jusque-là sans exemple , le sacre ayant toujours été regardé comme l'investiture de la puissance royale. Une attention plus réfléchie sur la constitution de la Monarchie , eût fait cesser l'étonnement & dissipé l'erreur. C'est la naissance qui fait nos rois , non le sacre , qui n'est qu'une pieuse cérémonie instituée pour attirer sur eux les bénédictions du ciel : cérémonie introduite par les princes de la seconde race , pour inspirer plus de respect aux peuples ; adoptée par ceux de la troisième , mais sans y attacher la vertu de conférer le pouvoir souverain. Saint Louis meurt au milieu des fables brûlants de l'Afrique ; aussitôt Philippe-le-Hardi , son fils aîné , prend les rênes du gouvernement , reçoit l'hommage de tous les seigneurs de l'armée , & envoie ordre en France aux Régents qu'il confirme , de lui faire prêter serment de fidélité. Tout se soumit , & reconnut sa souveraineté , quoiqu'il ne fût pas encore sacré : on ne croyoit donc pas alors que le sacre fût une cérémonie essentielle à la royauté. Plusieurs raisons engagèrent Louis Hutin à différer cet acte de religion. Tout l'Etat étoit en combustion ; les finances se trouvoient épuisées : il atendoit d'ailleurs une nouvelle épouse , Clémence , fille de Charles Martel , roi de Hongrie : il vouloit être couronné avec la Princesse.

Etat de l'Europe ; troubles d'Angleterre.

Rymer , tom.
 10 , p. 52 , 53.

L'Europe étoit alors en proie à toutes les fureurs des discordes intestines. L'Angleterre sur-tout , où elles semblent avoir établi leur théâtre , se consumoit par ses guerres domestiques. Edouard II , qui régnoit sur ce peuple altier , étoit un prince foible , d'un génie peu élevé , qui s'engageoit aisément dans les affaires , sans en prévoir les suites ; qui n'avoit , ni la capacité nécessaire , ni la fermeté requise pour se tirer des embarras où il se précipitoit aveuglément. Son attachement extrême pour Gaveston , gentilhomme Gascon , qu'il combla de bienfaits , sans garder aucune mesure , souleva contre

(a) P. Daniel , tom. 5 , p. 211 , 212 , &c.

lui les plus grands seigneurs de son royaume , qui s'unirent ensemble pour perdre le favori. Ils demandèrent son éloignement , & n'ayant pu l'obtenir , ils coururent aux armes. Le roi n'avoit point de troupes : obligé de fuir devant ses sujets , & craignant plus pour son ministre chéri que pour lui-même , il le laissa dans Scarborough , qui étoit alors la plus forte place du côté du nord , & prit la route de Warwick , où il avoit dessein d'assembler une armée. Mais avant qu'il eût pu faire aucune levée , Gaveston assiégé dans sa forteresse par le comte de Pembroke , fut forcé de capituler , & se rendit prisonnier , à condition qu'on lui feroit parler au roi , & qu'il ne pourroit être jugé que selon les loix & les coutumes du royaume : capitulation qui déplut aux seigneurs ligués. Ils la ratifièrent cependant ; & déjà ils étoient en marche pour conduire le malheureux favori aux pieds du monarque , lorsque le comte de Warwick , qui s'étoit toujours fortement opposé à cette entrevue , se rendit de nuit à Doddington où il étoit gardé , l'enleva de vive force , & l'emmena dans son château , où il lui fit trancher la tête : action furieuse , s'il en fut jamais , qui violoit tout à la fois une capitulation , l'honneur , les loix du pays , & les égards que des sujets doivent en tout temps à leur souverain. Édouard néanmoins fut contraint de dissimuler , & de traiter avec les séditieux. Ceux-ci s'engagerent à lui faire une satisfaction publique , & à lui restituer tout ce qui avoit été pillé dans le palais de Newcastle , & les bijoux enlevés à Gaveston : ce qui fut exécuté de bonne foi. Le roi , de son côté , promit de donner une ample amnistie aux seigneurs & à tous leurs adhérents ; mais il différa plus d'un an à faire publier le pardon promis : ce qui inspira la défiance. Les troubles alloient recommencer , si Philippe-le-Bel n'eût envoyé en Angleterre le comte d'Evreux , son frère , avec Enguerrand de Marigny , qui obtinrent enfin du monarque la publication d'une grace si solennellement jurée. On croyoit tout pacifié , quand un nouveau favori , nommé Hugues Spenser , fit naître

de nouvelles dissensions, qui ne finirent que par la déposition de l'infortuné Edouard.

Ann. 1314.

Schisme dans
l'empire d'Al-
lemagne.

*Essai sur l'hist.
gén. t. 12, p.
278.*

L'Allemagne étoit également déchirée par deux factions puissantes. La mort de l'empereur Henri de Luxembourg en fut l'occasion. La division se mit parmi les princes, qui devoient lui choisir un successeur : les hommes n'avoient point encore su prévenir les schismes par de sages loix : ce qui causa d'abord un interregne de quatorze mois, & produisit ensuite une double élection, qui est rapportée différemment par les Historiens. L'opinion la plus commune est que cinq Electeurs, le roi de Bohême, l'archevêque de Maïence, celui de Trèves, le duc de Saxe, le marquis de Brandebourg, élurent Louis de Bavière, petit-fils, par sa mère Mathilde, de l'empereur Rodolphe I ; & que les deux autres, l'archevêque de Cologne & le comte Palatin, proclamèrent Frédéric-le-Beau, fils de l'empereur Albert d'Autriche. Tous deux furent couronnés solennellement, le premier à Aix-la-Chapelle par l'archevêque de Maïence, le second à Bonn par l'archevêque de Cologne : tous deux se préparèrent à soutenir leur élection par les armes : ce qui donna naissance à d'horribles désordres, qui désolèrent l'Allemagne pendant l'espace de huit ans. Un combat donné près de Muhldorff, où l'Autrichien fut vaincu & pris, donna la couronne au Bavaois (a). Frédéric n'obtint la liberté, qu'en cédant l'empire à son rival : traité qu'il observa avec la plus exacte fidélité (b).

Division des
cardinaux sur
l'élection d'un
pape.

*Balay. rom.
1, Vit. Pap.
Aven. p. 80,
114, 115.*

Rome dans le même temps alarmée de se voir sans pasteur, gémissoit de la division qui régnoit dans le sacré College. Depuis huit mois elle avoit perdu Clément V, pontife dont Sponde, & après lui le P. Pagi, écrivains modernes, s'efforcent de justifier la mémoire ; à qui Saint-Antonin & Villani, auteurs contemporains, reprochent d'avoir été trop épris des charmes d'une belle princesse, d'avoir trop aimé l'argent, d'avoir vendu tous les bénéfices, & d'avoir laissé des sommes

(a) Le 28 Septembre 1312.

(b) L'an. 1325.

immenses à ses parents : ce qui ne les empêcha point de piller son trésor, dès qu'il fut expiré. On accusa du moins son neveu, Bertrand, comte de Lomagne, d'avoir détourné plus de trois cents mille florins d'or destinés pour la croisade. Quoi qu'il en soit, Clément étoit mort, & les cardinaux assemblés à Carpentras, ne pouvoient s'accorder sur le choix de son successeur. Les Gafcons, qui étoient en grand nombre, vouloient encore un pape de leur nation : les François joints aux Italiens, s'oposoient à leur dessein : les deux factions étant également puissantes, l'une ne pouvoit l'emporter sur l'autre : la contestation sembloit devoir être éternelle. Les Gafcons, ennuyés d'une si longue prison, engagèrent leurs domestiques à mettre le feu au conclave, ce qui obligea le sacré College à se séparer, avec promesse néanmoins de se rassembler dans quelque temps au lieu qu'on choisiroit de concert. Mais ils ne purent pas même s'accorder sur cet article. Chacun s'obstina dans son sentiment ; & tous demeurèrent dispersés, les uns à Avignon, les autres à Orange, plusieurs en d'autres villes dont le séjour leur parut plus sûr ou plus agréable. Un des premiers soins de Louis, lorsqu'il monta sur le trône, fut d'envoyer à Lyon le comte de Poitiers, son frere, pour tâcher de faire finir ce scandale. Ce jeune prince, sous divers prétextes, scût attirer auprès de lui tous les cardinaux, qui ne vinrent néanmoins le trouver, que sur le serment qu'il leur fit, de leur laisser toute liberté, & de ne point les contraindre de s'enfermer pour l'élection : serment qu'il n'observa pas, parce qu'il fut jugé illicite. Ainsi les ayant tous fait venir dans le couvent des freres Prêcheurs, il leur déclara qu'ils n'en sortiroient point, qu'ils n'eussent donné un chef à l'Eglise.

La Castille, alors en guerre contre les Maures, qu'elle scavoit quelquefois vaincre, jamais subjuguier, voyoit chaque jour de nouveaux troubles s'élever dans son sein. C'étoient de tous côtés des troupes de bandits, qui désoloient les chemins, pilloient la campagne, & commettoient mille violences, sans que personne se mit en

Factions en
Castille.

Mariana, t.
3, l. 15, p.
342 & suiv.

Ann 1314.

Mouvements
en quelques
provinces de
France.*Spicil.*, tom.
1, p. 70.

devoir de remédier à ces désordres. Le trône étoit occupé par un enfant au berceau, & les princes de la famille royale, ne consultant que leur ambition, fouloient aux pieds toutes les loix divines & humaines, pour obtenir la régence : ce qui remplissoit le royaume de factions.

Telle étoit, lorsque Louis parvint au trône, la situation des Etats voisins de la France, qui elle-même ne se trouvoit guere plus tranquile. La plupart des provinces étoient, ou révoltées, ou prêtes à se révolter. Celle de Sens entr'autres, étoit le théâtre d'une conjuration bien singulière, mais plus folle que dangereuse. Quelques laïques, excédés des vexations & des extorsions commises par l'insolence & l'éfronterie des avocats & des procureurs de la cour de l'archevêque, élurent entr'eux un roi, un pape, des cardinaux, & se préparèrent à rendre le mal pour le mal, en prévenant une entreprise par une autre du même genre : ils prononçoient des excommunications, donnoient des absolutions, administroient les sacrements, ou forçoient les prêtres à les administrer, en les menaçant de mort. On fut contraint de s'adresser au roi, qui arrêta le cours de ces désordres par la punition des coupables. Mais une ligue entre les peuples du Vermandois, du Beauvaisis, de Champagne, de Bourgogne & de Forez (ligue formée sous le regne précédent, renouvelée avec plus de vivacité à l'avènement du jeune prince à la couronne) en lui donnant plus d'embaras, lui causa en même-temps de bien plus vives inquiétudes. Il y envoya son oncle le comte de Valois, qu'il fit précéder par des commissaires qui devoient examiner leurs griefs, pour leur faire droit. Charles, après bien des négociations, eut enfin le bonheur de réussir, & termina heureusement cette fâcheuse affaire. Il calma la noblesse, en la rétablissant dans toutes les prérogatives dont elle jouissoit sous saint Louis : il apaisa les peuples, en ôtant les impôts qui excitoient leurs murmures, & sur-tout en leur sacrifiant la vie & l'honneur d'Enguerrand de Marigny, qu'ils regardoient depuis long-temps comme l'auteur

l'auteur de leur misère. C'étoit satisfaire tout à la fois , & sa haine personnelle contre ce seigneur , & le ressentiment général de la nation , qui toujours respectueuse envers son roi , ne s'en prend jamais qu'aux ministres , des maux qu'elle souffre.

Enguerrand sortoit d'une ancienne noblesse de Normandie. Le vrai nom de sa famille étoit *Le Portier* ; mais Hugues , son grand-père , chevalier sire de Rosay & de Lions , ayant épousé l'héritière de la maison de Marigny , en fit porter le nom à ses descendants. Dès que le jeune Marigny parut à la cour , il s'y fit admirer par toutes les grâces de la figure , de l'esprit & des talents. Le feu roi , qui reconnut en lui beaucoup de pénétration , de sagesse & d'habileté dans les affaires , voulut l'approcher de sa personne : il le mit de son conseil étroit , le fit son chambellan , comte de Longueville , châtelain du Louvre , surintendant des finances , grand-maître d'hôtel de France & son principal ministre , ou , comme disent les grandes chroniques de saint Denis , *son coadjuteur au gouvernement du royaume*. Tant de bienfaits excitèrent la jalousie des grands ; & les impôts qu'il fut obligé de mettre , pour soutenir des guerres peut-être entreprises un peu légèrement , lui attirèrent la haine du public. Mais de tous ses ennemis , le plus irréconciliable étoit le comte de Valois. On prétend que cette inimitié fut conçue à l'occasion d'un différend qui s'éleva entre les sires d'Harcourt & de Tancarville , au sujet d'un moulin dont chacun d'eux se disputoit la propriété. Le prince prit le parti du seigneur d'Harcourt ; le ministre se déclara pour Tancarville. Il y eut entr'eux des propos très-vifs : Charles dit des paroles aigres : Enguerrand répondit avec une fermeté qui déplut. Tancarville cependant gagna sa cause : victoire que le comte de Valois ne put jamais pardonner au protecteur. Il n'osa néanmoins rien entreprendre du vivant de son frère. Un changement de domination , joint au soulèvement des peuples , lui parut le moment de la ven-

Ann. 1314.

Procès d'Enguerrand de Marigny.

Hist. des Min. d'État, p. 504.

P. 554 & 555.

Ann. 1314.

geance : il résolut de la poursuivre avec éclat, mais sous le prétexte du bien public.

*Le Blanc ,
traité des mon-
noies , p. 196.*

Quoiqu'on eût levé des sommes immenses sous le feu roi , il y avoit , quand il mourut , si peu d'argent à l'épargne ; qu'on n'y trouva pas de quoi faire les frais du sacre de son successeur. *Où sont donc , dit un jour Louis en plein conseil , où sont les décimes qu'on a levées sur le clergé ; Que sont devenus tant de subsides dont on a surchargé le peuple ? Où sont ces richesses qu'ont dû produire tant d'altérations faites dans les monnoies ?*

*Hist. des Min.
d'Etat , p. 567.*

» Sire , dit le comte de Valois , Marigny a eu l'admi-
» nistration de tous ces deniers , c'est à lui d'en rendre
» compte. Enguerrand protesta qu'il étoit prêt à le
» faire , quand il plairoit au monarque de l'ordonner.
» Que ce soit donc tout maintenant , reprit l'oncle du
» roi. J'en suis content , répondit le ministre : je vous
» en ai donné , Monsieur , une grande partie : le reste
» a été employé à payer les charges de l'Etat , & à faire
» la guerre aux Flamands. Vous en avez menti , s'écria
» le prince en fureur. C'est vous-même , par Dieu ,
» sire , repliqua le surintendant outré d'un tel affront ,
» & assez peu maître de lui-même pour oublier qu'il
» parloit devant son souverain & au premier prince du
» sang «. Charles , transporté de rage , mit l'épée à la
main : Enguerrand parut vouloir se défendre , & ils se
seroient portés l'un & l'autre à de fâcheuses extrêmités , si les gens du conseil ne les eussent séparés. Alors le prince ne ménagea plus rien. Tout ce qu'il avoit de crédit fut employé pour obtenir une éclatante satisfaction ; & cependant le comte de Saint-Paul , le vidame d'Amiens & plusieurs autres seigneurs insinuoient secrètement , & par son ordre , au jeune roi , que le surintendant étoit la seule victime capable d'apaiser la fureur du peuple.

Il est arrêté.

Ibid. , p. 515.

Quelques jours après , Enguerrand , qui se fioit trop sur son innocence , vint , à son ordinaire , au conseil dans le nouveau palais qu'on apeloit l'hôtel des fossés

Saint-Germain : c'est aujourd'hui le *petit Bourbon*. Tous les ordres étoient donnés pour l'arrêter : ils furent exécutés, comme il entroit chez le roi. On lui demanda son épée, & il fut conduit dans la tour du Louvre, dont lui-même étoit châtelain. Bientôt on lui envia jusqu'à l'honneur de cette prison, où Ferrand, comte de Flandre, avoit été détenu si long-temps : le comte de Valois, qui s'étoit emparé de l'esprit du monarque, obtint qu'il seroit transféré au Temple, & mis dans un cachot. On arrêta aussi Raoul de Prêles, l'un des plus célèbres Avocats de ce temps, sçavant Jurisconsulte, très versé dans la connoissance des loix, de plus ami intime de Marigny : la crainte qu'il ne lui fournît des moyens de défense, fit résoudre de s'assurer de sa personne. Il falloit un prétexte : on l'accusa d'avoir contribué à la mort du feu roi ; & par la plus monstrueuse des procédures, on commença par confisquer tous ses biens, qui ne lui furent pas même rendus lorsque son innocence eut été reconnue, & qu'il eut été remis en liberté. Louis les avoit donnés à Pierre Machaut, l'un de ses favoris : celui-ci, même après la justification de Raoul, eut le crédit de le forcer, lui, sa femme & ses enfants, à lui en faire une cession pure & simple, avec serment de ne jamais les réclamer. Le roi en eut du scrupule à la mort, & n'oublia rien pour réparer une injustice si criante. » Nous ordonnons, dit-il dans son testament, » que tout ce qu'on aura pris par nous, ou pour nous, » des biens meubles ou immeubles de Maître Raoul » de Prêles ou de sa femme, contre raison & sans que » nous y eussions droit, leur soit rendu, ou de nous, » ou de ceux qui les tiennent : car notre entente n'est » pas de donner, ne retenir l'autrui ; & rapelons dès » maintenant, & anéantissions du tout tels dons, & » voulons que de ce nos exécuteurs connoissent & » redressent tout ce qui sera à redresser. On ignore si cette dernière volonté fut exécutée.

Bien des gens furent envelopés avec Raoul dans la disgrâce de Marigny, sur-tout ceux qui avoient eu

N n ij

Ann. 1315.

Spicil. tom.
5, p. 70.
Mézeray, in.
4^e. tom. 2, p.
p. 302.

Hist. des Min.
d'Etat, p. 580.

Ann. 1315.

Mézrai, in-
4°. tom. 2, p.
303.

Hist. des Min.
d'Etat, pr. p.
567.

Divers chefs
d'accusation in-
tentés contre
lui.
tom. 5, p. 314.

quelque relation avec lui dans la partie principale de son ministère. On les mit en différentes prisons. Quelques-uns furent appliqués à la plus rude question, moins pour en arracher le secret des finances, que pour en tirer de quoi perdre le surintendant. Mais, soit reconnaissance pour leur bienfaiteur, soit respect inviolable pour la vérité, aucun ne déposa contre lui. Ici Mézrai témoigne trop d'humeur. Constant dans la haine qu'il avoit vouée aux financiers, il les traite à cette occasion, de *misérables chenilles, qui savent se tenir enveloppées, aimant mieux, à toute extrémité, perdre la vie que le bien*. Ils eurent grand tort à son gré, de n'avoir pas accusé un ministre qu'il veut absolument trouver coupable. C'étoit aussi ce qui désespéroit le comte de Valois. » Il avoit fait à sçavoir, disent les grandes chroniques de saint Denis, & mandé à tous, tant pauvres, que riches, auxquels Enguerrand auroit méfait, qu'ils venissent à la cour du roi, & fissent leurs complaintes, & que on leur feroit très-bon droit. Mais personne ne se présenta.

On ne laissa pas néanmoins de poursuivre un procès toujours aisé à faire à ceux qui ont administré les finances, soit, dit le P. Daniel, parce qu'il est rare de se modérer dans un tel poste, soit parce que dans un pareil maniement, il est moralement impossible de pouvoir rendre un compte exact de tout. Enguerrand fut amené du Temple au bois de Vincennes, non pour répondre, mais pour entendre divers chefs d'accusation proposés dans une assemblée où le roi présidoit en personne, assisté d'un grand nombre de seigneurs & de prélats. » Lors, disent les grandes chroniques, par le commandement du comte de Valois, proposa maître Jean Baniere, (quelques-uns disent d'Asnières) contre » ledit Marigny les raisons & les articles qui s'ensuivent. D'abord, (suivant la coutume de ce temps), » il prit cette autorité: *Non nobis, Domine, non nobis, sed nomini tuo da gloriam* : c'est-à-dire, non pas à nous, sire, non pas à nous, mais à ton nom donne

» gloire. Il vint après aux sacrifices d'Abraham & d'I-
 » saac, son fils : il allégua ensuite les exemples des
 » serpents qui dégastaient la terre de Poitou, au temps
 » de monseigneur saint Hilaire, & appliqua & compa-
 » ragea les serpents à Enguerrand, & à ses parents &
 » affins (alliés). De-là il descendit au gouvernement ;
 » enfin recompta les cas & les forfaits en général «.

Ann. 13:5.

Les principaux étoient, qu'il avoit altéré les monnoies & surchargé le peuple, ce qui avoit rempli le royaume de séditions ; qu'il avoit séu, par ses lâches artifices auprès du feu roi, s'attirer des dons immenses ; qu'il avoit volé de grandes sommes destinées, les unes pour le pape, les autres pour Edmond de Goth, parent du pontife ; qu'il avoit fait sceller au chancelier plusieurs lettres en blanc ; qu'il y avoit tout lieu de présumer qu'il les avoit remplies de faux comptes, à moins qu'il ne justifiât l'emploi de l'argent dont il y étoit fait mention ; qu'il avoit dégradé les forêts du roi ; qu'il avoit fait plusieurs affaires à son profit avec divers particuliers ; qu'il avoit donné plusieurs ordres qui n'étoient point autorisés d'un mandement exprès du monarque ; qu'il avoit entretenu correspondance avec les Flamands, & reçu d'eux beaucoup d'argent, pour rendre la dernière expédition inutile ; enfin qu'il avoit eu l'insolence de faire placer sa statue sur l'escalier du palais, qu'il avoit entrepris de rebâtir, ou plutôt d'agrandir, par ordre du roi, son maître.

Ibid, p. 570
 & suiv.

Marigny pouvoit répondre qu'il n'étoit point l'auteur des fréquentes altérations de la monnoie ; qu'elles avoient été faites par le conseil de deux Florentins, nommés Musciati & Bichi, sous le bon plaisir du roi, à qui seul il appartient d'ordonner de ces grands objets ; qu'il n'avoit pas eu plus de part que les autres ministres aux impositions onéreuses qui avoient excité les justes murmures du peuple ; que les bienfaits d'un maître ne sont pas des crimes, mais des distinctions toujours honorables à ceux qui les ont méritées ; qu'en fait de péculat, action capitale, on ne doit condamner

On refuse de l'entendre.

Ann. 1315.

personne sur un simple soupçon , ou sur de foibles présumptions ; qu'il faut des preuves évidentes & une entière conviction ; qu'il n'y a point de loi qui défende aux hommes publics de traiter avec des particuliers , & qu'avant que de lui reprocher ses richesses , il faudroit prouver qu'il les a acquises par des moyens injustes & violents ; que l'épuisement des finances & la révolte presque générale des provinces à l'occasion des nouveaux impôts , avoient forcé le feu roi à accorder une trêve aux Flamands , ce qui avoit fait échouer sa dernière entreprise ; qu'à la vérité , avec la permission de ce prince , il avoit fait mettre sa statue sur l'escalier du palais , mais qu'il avoit eu soin de la placer au-dessous de celle de son maître ; qu'il étoit représenté à genoux , aux pieds de son souverain , dans une posture en un mot plus respectueuse qu'insolente. Marigny , dis-je , pouvoit répondre avec avantage tous ces différents chefs & beaucoup d'autres qui sembloient être bien frivoles ; mais , dit l'auteur de la grande chronique de saint Denis , on refusa constamment de l'entendre : *si ne lui fut en aucune manière audience donnée de soi défendre*. L'évêque de Beauvais , son frere , demanda communication du mémoire d'accusation , s'offrant de répondre sur tous les points ; mais il ne fut point écouté : procédé bien étrange , & qui n'est propre qu'à ce siècle barbare. Enguerrand fut donc de rechef ramené au Temple , enfermé en bons liens & anneaux de fer , & gardé très-diligemment.

*Spicil. t. 3 ,
p. 69.*

*Pap. Masson.
annal. l. 4.*

*Hist. des Min.
d'Etat , pr. p.
574.*

Le roi veut
le sauver , &
n'en a pas la
force.

Ibid. , p. 529.

L'évêque de Beauvais cependant ne se rebutoit point. Secondé de l'archevêque de Sens , son frere , & de quelques autres parents , il employoit tout le crédit de la famille auprès du roi , pour obtenir au moins de sa bonté , qu'un seigneur de la condition du comte de Longueville fût reçu à répondre juridiquement : grace qu'on ne refuse point aux plus infâmes criminels. Le monarque ne trouvoit rien que de juste dans la demande : il alla même plus loin ; indigné qu'on ne produisit contre le surintendant que des accusations vagues & destituées de preuves , il vouloit dès-lors lui faire justice entière ,

& le remettre en liberté. Mais il craignoit le comte de Valois, son oncle ; il le pria de trouver bon qu'Enguerrand fût seulement banni du royaume, & relégué en Chypre, jusqu'à ce que l'on jugéât à propos de le rapeler. C'étoit une foiblesse sans doute : elle décéloit du moins une ame droite, juste, bonne, qui ne vouloit, ni faire mourir un innocent, ni sacrifier absolument un ministre qui avoit rendu de si grands services à l'Etat. Mais ce n'étoit pas ce que prétendoit le mortel ennemi de Marigny ; il avoit un si grand empire sur l'esprit du roi, son neveu, qu'il le força, pour ainsi dire, à suspendre le jugement pendant quelques jours : délai dont il sçut se servir utilement pour dresser une autre batterie.

 Ann. 1315.

On assure que des témoins, vils adulateurs, ou gagnés par argent, déposèrent qu'Alips de Mons, femme d'Enguerrand, & la dame de Canteleu, sa sœur, avoient eu recours aux sortilèges pour le sauver, & qu'elles avoient *envouté le roi, messire Charles, & autres barons*, c'est-à-dire, qu'elles avoient fait, ou fait faire leurs figures en cire. On croyoit alors que l'effet de ces images étoit de faire passer dans les personnes qu'elles représentoient, les opérations magiques qui s'exerçoient sur elles ; de sorte qu'en les piquant, ou en les brûlant, ces impressions se faisoient sentir à ceux qu'on vouloit tourmenter. *Etoient iceux vœux*, disent les grandes chroniques, *en telle maniere ouvrés, que si longuement eussent duré, lesdits roi & comtes n'eussent fait chacun jour que amenuïser, sécher & décliner, & en brief les eussent faits de malle mort mourir*. Dans un siècle plus éclairé, tout cela eût été traité de fable ridicule, extravagante, absurde : la chose alors parut très-sérieuse. Les deux dames furent arêtées & renfermées dans la tour du Louvre ; & le magicien, nommé Jacques de Lor, fut conduit au Châtelet, avec sa femme, qui fut ensuite brûlée, & avec son valet, qui depuis expira sur un gibet. Tout-à-coup il se répandit un bruit que de Lor s'étoit pendu de désespoir dans sa prison :

 Ibid, pr. p.
 176, 177.

Ann. 1315.

peut-être l'avoit-on étranglé secrètement. Quoi qu'il en soit, sa mort volontaire, ou forcée, passa pour une conviction de son crime. Louis étoit un jeune prince sans expérience. On lui montrait les images de cire : on lui disoit que l'infame magicien s'étoit exécuté lui-même : il se laissa persuader trop légèrement sans doute ; mais de tous les temps la magie trouva plus de croyance à la cour qu'ailleurs. Il déclara *qu'il ôtoit sa main de Marigny*, & qu'il l'abandonnoit au comte de Valois.

Il est condamné & exécuté.

Ibid., p. 576, 77.

Alors ce prince assembla au bois de Vincennes quelques barons & quelques chevaliers, fit lire devant eux les chefs d'accusations rapportés dans le plaidoyer de Bannière, leur produisit les fatales images, & n'oublia rien pour leur persuader que le surintendant étoit l'auteur de ces pratiques *felonnes, déloyales, détestables*. Il n'en falut pas davantage pour le croire coupable du plus infame parricide. Il fut déclaré atteint & convaincu de tous les crimes qu'on lui imputoit ; & sans garder aucune forme judiciaire, sans observer aucune des règles prescrites dans les matières criminelles, sans même vouloir entendre l'accusé, on le condamna à être pendu, malgré sa qualité de gentilhomme & de chevalier, & les grands emplois qu'il avoit eus dans l'Etat. Ce monstrueux arrêt fut exécuté la veille de l'Ascension (a), avant le point du jour, comme c'étoit alors la coutume ; & pour flétrir plus cruellement sa mémoire, on attach son corps au gibet de Montfaucon, qui avoit été élevé par ses ordres, pour y exposer les corps des malfaiteurs, après leur supplice. Ce qui fait dire à Mézerai, que, *comme maître du logis, il eut l'honneur d'être mis au haut bout au-dessus de tous les autres voleurs* : froide plaisanterie, que l'humanité réproouve, & que la majesté de l'histoire ne doit pas se permettre.

Mézerai, t. 2, p. 354.

Pasquier, plus sage, se contente d'observer que les fourches patibulaires de Montfaucon ont porté malheur à tous ceux qui s'en sont mêlés ; qu'Enguerrand de Ma-

(a) Le 30 Avril 1315.

rigny, qui les fit élever, y fut le premier ataché; que Pierre Remi, général des finances sous Charles-le-Bel, les ayant fait réparer, y fut pendu sous Philippe de Valois; & de notre temps, ajoute-t-il, Jean Mounier, lieutenant-civil de Paris, y ayant fait mettre la main pour les refaire, s'il n'y finit pas ses jours, comme les deux autres, il y fit du-moins amende honorable. Un moderne, connu par la vivacité de ses saillies, trouve la remarque bonne, en ce qu'elle fait voir qu'il a été un temps, où l'on faisoit justice en France des grands, comme des petits voleurs. Ce n'est pas du-moins ce que prouve l'exemple de Marigny, puisque son procès, de l'aveu même de cet ingénieux écrivain, ne fut pas instruit selon toutes les formalités requises. Rien cependant n'obligeoit d'enfreindre l'ordre judiciaire, que la crainte de ne pas le trouver coupable. Enguerrand n'avoit aucun parti dans le royaume: toute la France au contraire sembloit souhaiter sa mort; les grands, par jalousie; le peuple, parce qu'il le croyoit l'auteur de ses maux. Ainsi, en suposant avec Mézerai, que la poursuite ne fut pas équitable, on a droit d'en conclure contre lui, que l'arrêt fut l'ouvrage de la passion & le supplice injuste.

La mort du surintendant ne fut point capable d'assouvir la rage de ses ennemis: sa statue restoit sur les degrés du palais, aux pieds du roi, son maître: elle en fut arrachée, & renversée par terre. On prétend que c'est celle qu'on voit encore aujourd'hui à l'entrée de la conciergerie, dans une petite cour à droite: elle est sans piédestal, appuyée contre le mur, & d'une assez bonne attitude. La taille en est courte & assez fournie; le visage riant & agréable; l'habit long, tel qu'on le portoit alors, & descendant beaucoup au-dessous des genoux; la tête couverte d'une espèce de chaperon, dont la pointe qui n'est pas rejetée en arrière, mais entortillée, revient sur l'oreille gauche. On remarque sur l'habit, un baudrier brodé, auquel l'épée est attachée.

Tele fut la fin déplorable d'Enguerrand de Marigny,
Tome IV.

* O o

Ann. 1315.
Rech. de la
Fr. l. 2, t. 1.
p. 227.

Essais hist.
sur Paris, 4^e.
part. p. 80.

tom. 2, p.
354.

Sa statue est
renversée.

P. Dan. t.
5, p. 217.

Essais hist.
sur Paris, 2^e.
part. p. 16.

Ann. 1315.

Spicil., tom.
3. p. 69.

Ibid., p. 70.

Gr. Chron. de
S. Denis.

Sa mémoire
est justifiée.

Paul Æmil.
l. 8.

Desferres, In-
ventaire.

Reg. de Louis
Hautin.

le plus grand homme d'Etat qui eût paru depuis longtemps, favori du premier roi du monde, ministre plus puissant qu'aucun maire du palais, qui avoit toute autorité dans le royaume, qui dispoſoit de tout, ſous qui tout plioit, princes, nobleſſe & peuple : exemple terrible de l'inſtabilité des fortunes humaines. La plupart des hiftoriens du temps, & preſque tous les modernes, à l'exception de Mézerai, le juſtifiant : quelques autres diſent que ſon orgueil fut tout ſon crime. Il proteſta du-moins juſqu'à la mort, qu'il étoit innocent des forfaits qu'on lui imputoit ; » qu'il n'avoit aucune part » aux images de cire qui excitoient l'horreur publique ; » qu'il n'étoit pas plus coupable que les autres miniſ- » tres des altérations qui s'étoient faites dans la mon- » noie, & des impoſitions qui avoient ruiné le public ; » qu'il n'avoit enfin jamais pu obtenir la permiſſion de » ſe défendre de ces attentats prétendus, ni du péculat » dont on l'aculoit ſans aucun fondement « : ſes dernières paroles furent : *Bonnes gens, pour Dieu, priez pour moi.* Le peuple, que ſa grandeur avoit ofuſqué, fut touché de ſon malheur ; il ne voyoit qu'obſcurité dans les motifs de ſa condamnation : il parut conſterné, & le comte de Valois ne reçut pas les applaudiſſemens qu'il avoit eſpérés.

Mais bientôt on rendit à la mémoire du ſurintendant la juſtice qu'on avoit refusée à ſa perſonne. Toutes les calamités qui depuis ſa mort déſolèrent la France, furent regardées comme des châtimens du ciel, juſte vengeur de l'iniquité qui avoit, ou pourſuivi, ou permis, ou ordonné ſon ſuplice. Il y a même des auteurs, qui oſant fonder les décrets toujours impénétrables de la Providence, ne craignent point d'avancer que cete vengeance ſ'eſt étendue juſque ſur la maiſon royale, & qu'il ne faut point chercher d'autre cauſe de l'extinction totale de la ligne directe & maſculine de Philippe-le-Bel. Alors Enguerrand fut pleuré & ſincèrement regreté : ſa femme & ſa ſœur ceſſerent d'être coupables de parricide, crime qui n'étoit pas de nature à être ſi

facilement oublié, s'il eût été réel : son fils aîné, que le monarque avoit tenu sur les fonts de baptême, fut employé dans toutes les guerres que la nation eut à soutenir : il y servit avec tant de distinction, que les rois successeurs de Louis, pour récompenser son zèle & sa fidélité, non-seulement permirent à sa fille de rentrer dans tous les biens confisqués sur sa maison, mais encore lui fournirent les sommes nécessaires pour racheter ceux que possédoit le dauphin de Viennois, comme héritier de la reine Constance, qui les avoit eus par confiscation : ses freres enfin, Philippe, archevêque de Sens, & Jean, évêque de Beauvais, ne perdirent rien de leur crédit à la cour ; le cadet fut même élevé depuis à l'archevêché de Rouen, & le roi Philippe de Valois le confidéroit comme l'une des plus grandes lumieres de son conseil.

Rien cependant ne justifie mieux l'infortuné ministre, que le repentir subit du monarque qui l'avoit imprudemment livré à la fureur de ses ennemis, & la satisfaction publique que lui fit le comte de Valois, près d'aler rendre compte au tribunal de Dieu d'une si horrible violence. Louis, désespéré qu'on eût abusé de sa crédulité pour perdre un bon serviteur, n'oublia rien pour réparer cete faute : par son testament il légua à la famille du surintendant dix mille livres, somme alors très-forte, *en considération de la grande infortune qui leur étoit avenue, & pour la grant amour que la reine sa mere avoit à la dame de Marigny.* Charles, ataqué d'une maladie de langueur dont les médecins ne purent jamais deviner la cause, reconnut humblement la main qui le frappoit, & dit devant tout le monde, que c'étoit en punition du procès fait au seigneur Enguerrand. Il demanda son corps, qui, avec la permission de Philippe-le-Long, avoit été transféré du gibet dans un tombeau que l'archevêque de Sens s'étoit fait préparer aux Chartreux, & le fit conduire avec pompe dans l'église collégiale de Notre-Dame d'Ecouis, que Marigny avoit fondée, & où il avoit choisi sa sépulture.

Ann. 1311.

Ibid., pr. p.

381.

p. 384.

Ann. 1315.

p. 586.

Procès de
Pierre de La-
tilly, & sa jus-
tification.Spicil. t. 3,
p. 70.

re (a). La cérémonie funebre, les messes & les prieres furent ordonnées par le prince pénitent, qui en fit toute la dépense : mais il n'en reçut aucun soulagement dans ses maux. Tout-à-coup il fut atteint de douleurs si grièves, qu'il perdit la moitié de lui ; c'est l'expression de l'auteur des grandes chroniques de saint Denis. Alors il se résolut à la réparation la plus humiliante que pût faire une personne de son rang : il fit distribuer une aumône générale dans Paris, avec ordre à ses officiers de dire à chaque pauvre, *Priez Dieu pour monseigneur Enguerrand de Marigny, & pour monseigneur Charles de Valois* : action vraiment chrétienne qui toucha sans doute le cœur d'un Dieu infiniment miséricordieux, mais qui n'a pu effacer la tache dont sa mémoire est flétrie.

Tous les amis d'Enguerrand étoient devenus les objets de la persécution du comte de Valois ; Pierre de Latilly fut de ce nombre. Il avoit été d'abord chanoine de Soissons & de Paris, ensuite trésorier de l'église d'Angers, clerc, ou secrétaire du roi, archidiacre, puis évêque de Châlons-sur-Marne. Le feu roi qui lui avoit reconnu un grand mérite, l'avoit employé avec succès dans les affaires les plus importantes ; & pour le récompenser de ses services, il le fit garde des sceaux & chancelier dans un parlement qu'il tint à Poissy (b) : faveur qui atira sur lui tous les traits de l'envie. On l'accusa de deux crimes atroces : le premier d'avoir empoisonné l'évêque, son prédécesseur ; il en fut justifié par le supplice de trois femmes, qui, convaincues d'avoir composé le breuvage funeste au défunt prélat, furent brûlées vives à Paris : le second d'avoir pareillement fait périr par le

(a) Louis XI mit le comble à cette faveur. Il permit aux chanoines d'Ecouis de mettre sur la sépulture d'Enguerrand de Marigny, *une tombe élevée, figure, remembrance en cuivre, pierre, ou autre métal, & une épitaphe que bon leur sembleroit, à la louange & honneur dudit feu Marigny, nonobstant la sentence ou condamnation contre lui donnée & exécutée, pourvu toutefois qu'il n'en fût fait aucune mention* : précaution qui témoignoit son respect pour la mémoire de Charles de Valois, dont il descendoit de père en fils. *Histoire des Ministres d'Etat, preuves, p. 589.*

(b) Le 26 Avril 1313.

poison son bienfaiteur & son maître ; attentat plus énorme encore , mais contre toute vraisemblance. Quelle apparence qu'il eût voulu atenter sur les jours d'un prince qui le combloit de biens , à qui enfin il devoit , & sa fortune , & son crédit ? Mais on vouloit le perdre. On étoit acoutumé à n'entendre parler que de poison : pratique abominable que le commerce des Italiens avoit apportée en France : on crut qu'il suffisoit de le lui imputer , pour le faire croire coupable d'un horrible paricide : l'affaire fut poursuivie avec la plus grande chaleur.

Ann. 1315.

On commença par lui ôter les sceaux ; & il fut résolu de s'assurer de sa personne. Mais il étoit évêque : pour l'arrêter , il falut se servir du nom de l'archevêque de Rheims , son métropolitain , & recourir à la puissance ecclésiastique pour lui faire son procès. Robert de Courtenai , c'étoit le nom du primat , assembla un concile à Senlis , où les deux chefs d'accusation furent proposés. Latilly , avant toutes choses , demanda d'être remis en liberté , & qu'on le rétablît dans ses biens dont on l'avoit dépouillé : ce qui lui fut accordé , comme il étoit juste ; la captivité & la confiscation étant des peines trop graves , pour être décernées sur le simple soupçon , contre un homme de son caractère. Alors il comparut juridiquement , nia les crimes exécrables qu'on lui imputoit , & pria le concile de faire informer selon les règles : ce qu'on ne put lui refuser. Ainsi l'affaire traîna en longueur , & l'assemblée fut prorogée & assignée à Paris pour le quinzième du mois de Mai de l'année suivante. Mais elle n'eut pas lieu , de justes raisons ayant empêché plusieurs évêques de s'y trouver.

Concil. tom.
21, p. 1623.

Spicil. t. 3,
p. 708.

Le concile fut donc indiqué une seconde fois à Senlis (a) sur les instances du jeune roi , qui n'agissoit que par l'impulsion du comte de Valois , son oncle. L'archevêque de Rouen s'excusa de s'y rendre pour des raisons qui intéressoient sa probité , son devoir , sa conscience

Ibid.

(c) Le 26 Juillet 1316.

Ann. 1315.

& son honneur. Mais enfin il s'y trouva un nombre compétent d'archevêques & d'évêques ; & Latilly fut absous, malgré les brigues du comte de Valois, qui se croyoit si sûr de la condamnation du prélat, qu'il lui avoit fait élire un successeur : élection qui n'eut aucun effet. Le légitime pasteur vécut depuis paisiblement dans son évêché, fut honoré des bienfaits du roi Charles-le-Bel, & descendit au tombeau (a), vainqueur de la calomnie. Marigny pouvoit se flater d'un même sort, s'il eût été jugé de même selon les loix.

Grande famine en France.

Spicil. t. 3, p. 70, 71.

Godefroi de Paris, mss. du roi, n^o. 6812, fol. 88, vers. col. 1.

Alors tous les fléaux du ciel désoloient la France. Il sembloit qu'irrité de la corruption qui infectoit les mœurs, il voulût noyer le genre humain dans un second déluge : des pluies continuelles inonderent la terre pendant quatre mois consécutifs. On fit par-tout des processions, où les femmes sans aucune espèce de chaufsure, & les hommes vraiment nus marchoient dévotement à la suite du clergé, qui portoit les reliques des saints protecteurs de chaque diocèse. Mais rien ne put fléchir la colere du Seigneur. Les moissons pourirent sur pied ; les vignes coulerent : ce qui causa une si grande cherté de vivres, qu'à Paris on vendoit le setier de blé cinquante sous, c'est-à-dire environ deux louis de notre monnoie courante. Les pauvres exténués par la faim, tomboient morts au milieu des rues, & ne trouvoient aucun secours. L'avarice des boulangers augmenta le mal. Ces hommes si nécessaires au public, sur-tout dans les grandes villes, doivent toujours fixer sur eux l'attention & souvent la sévérité du magistrat. Pour rendre leur pain plus pesant, ils y mêloient de la lie de vin, des excréments & autres semblables immondices : d'où s'ensuivit une très grande mortalité. Un bourgeois de Paris, nommé *Rogier Bontems*, découvrit le premier ces abominations, & eut le courage de les dénoncer au ministère public (b). Tous furent arrêtés, dépouillés

(a) Le 15 Mars 1317.

(b) Un savant Académicien qui nous a communiqué, avec sa politesse ordinaire, la chronique manuscrite de Godefroi de Paris, M. de Sainte-Palais,

de leurs biens , exposés sur des roues aux insultes du peuple , & bannis pour toujours du royaume. On travailloit cependant à ramener l'abondance : elle vint de Gascogne , où le commerce étoit plus florissant qu'en aucune autre province de l'empire François.

Les Flamands sur ces entrefaites reprirent les armes , & persuadés qu'un commencement de regne leur seroit favorable , ils se révolterent ouvertement contre leur souverain. Louis n'avoit point d'argent pour lever & payer une armée : remettre de nouveaux impôts , c'étoit s'exposer à une guerre civile. On s'avisa de publier un édit par lequel le monarque déclaroit qu'étant roi des Francs , il desiroit qu'il n'y eût plus d'esclaves dans son royaume , & qu'il acorderoit l'affranchissement à tous ceux de ses sujets qui fourniroient une certaine somme. Il n'y avoit alors que les bourgeois des villes qui vécutent librement : tous les habitants de la campagne étoient serfs , ou , comme on parloit dans ces temps anciens , *gens de corps* , *gens de pouesse* , *gens de mortemain* ; & quoiqu'il leur fût permis d'avoir la possession de quelques terres & d'autres revenus , ils ne pouvoient , ni s'établir dans un autre lieu , ni se marier sans le consentement de leurs seigneurs : servitude qui emportoit avec elle d'autres sujétions également dures & gênantes. Quelques-uns saisirent avec empressement l'occasion de sortir de captivité , & financèrent tout ce qu'on voulut : mais la plupart aimèrent mieux l'argent que la liberté : il falut les forcer. On voit des lettres où ce prince , » attendu que plusieurs par mauvais conseil , ou » faute de bons avis , ne connoissent pas la grandeur » du bienfait qui leur est accordé , ordonne à ses officiers » de les taxer si suffisamment & si grandement comme » leur condition & leurs richesses pouront bonnement » le souffrir «. Il ne paroît pas néanmoins qu'il en ait tiré tout ce qu'il espéroit.

Ann. 1315.

Afranchissement des serfs.
Ordon. de nos
rois , t. 1 , p.
583.

Spiel , tom.
3 , p. 707.

soupçonne que ce généreux citoyen pourroit bien avoir donné lieu à cette expression familière : *C'est un Roger Bonsems* , pour dire un homme sans souci , un bon vivant.

Ann. 1315.
Rétablisse-
ment de Juifs.
Ordon. de nos
rois, t. 1, p.
195.

On eut recours à un autre expédient : ce fut de rapeler les Juifs, en leur faisant payer de grosses taxes. On leur permit à cete condition de revnir en France, de s'y établir pour douze ans, d'y faire un trafic honnête, ou d'y vivre du travail de leurs mains, de poursuivre le paiement de leurs anciennes dettes, dont toutefois le non. rque se réservoir les deux tiers, enfin de racheter leurs synagogues, leurs cimetierts & leurs livres, excepté le Thalmud. Il fut dit que le terme des douze années expiré, si quelque raison obligeoit de les chasser de nouveau, on leur donneroit un temps convenable pour emporter leurs effets ; & deux *prud-hommes* furent établis *auditeurs* ou juges de toutes leurs affaires. Mais la joie que leur inspiroit une grace si vivement sollicitée, si long-temps refusée, fut bien tempérée par la rigueur des conditions auxquelles elle leur étoit acordée. On les astreignoit à porter la marque ordinaire ; c'étoit une roue de la largeur d'un blanc tournois d'argent, & d'une autre couleur que leur robe : on ne leur permettoit de prêter, ni à usure, ni sur lettres, mais simplement sur gages, dont néanmoins on exceptoit les ornemens sacrés, & *les vêtements sanglants ou mouillés*, sans doute par crainte de quelque maléfice ; on leur défendoit enfin sous les plus grieves peines de disputer de la foi en public, ou dans le particulier : c'étoit la maxime de saint Louis. » Encore me conta le bon » roi, dit le sire de Joinville, que une fois il y eut au » Moûtier de Clugny une grande disputation de Clercs » & de Juifs, & que là se trouva un chevalier vieil & » ancien, lequel requit à l'abé qu'il eût congié de parler : ce que à peine lui octroya. Adonc li bon che- » valier se leve de dessus sa potence, qu'il portoit pour » soi soutenir, & dit qu'on lui fit venir le plus grand » maître d'iceux Juifs : ce qui fut fait. Aussi-tôt le bon » vicillard leve sa béquille, & fiert (frappe) le Juif » bien étroit sur l'ouïe, tant qu'il le coucha à terre » renversé. Sire chevalier, s'écria l'abé, vous avez fait » folie : vous en avez fait une plus grande, reprit le » preux

Hist. de Join-
ville, p. 11.

» preux foudart, d'avoir assemblé tele dispute d'erreurs.
 » Ainsi, vous dis-je, fit le roi au sénéchal, que nul,
 » s'il n'est grand clerc, ne doit disputer aux Juifs «.

Ann. 1315.

Tele étoit la situation des affaires, lorsque la nouvelle reine ariva en France. » C'étoit, dit un auteur du temps, une princesse de bele & courtoise maniere, » qui, quoique souveraine, humblement envers tous se » déportoit, sage en parole comme en fait, digne enfin » du beau nom de Clémence; car moult débonnaire » étoit «. Il en cite un trait de générosité, qui décele un héroïsme où la philosophie n'a point encore scu atteindre : héroïsme plus naturel que celui de Caton, moins folâtre que celui d'Adrien, plus raisonnable que celui de Marguerite d'Autriche (a). Clémence venoit par mer trouver le roi, son époux, lorsque son vaisseau fut batu d'une furieuse tempête, qui mit sa vie en un danger très évident. Moins éfrayée pour elle, que pour ceux de sa suite : » Biau sire Dieu, s'écria-t-elle, » garde que ta gent ne soit ensevelie sous les eaux : ou » s'il te faut une victime, épargne ceux que ma fortune expose à la fureur des ondes, & contente-toi de » ma mort «. Un si noble sentiment trouva sa récompense : le ciel se calma, les vents cessèrent, la princesse ne perdit que ses bijoux, & débarqua heureusement à Marseille. L'entrevue & le mariage des deux époux se firent à Saint-Lié, près de Troies en Champagne : quelques jours après (b), ils furent sacrés & couronnés à Rheims.

Mariage du roi avec Clémence de Hongrie.

Godéfrroi de Paris, mss. du roi, n. 6812, fol. 88, vers. col. 2.

Aussi-tôt le monarque ala se mettre à la tête des

(a) Caton, avant que de se percer de son épée, gronda beaucoup ses domestiques, & eut besoin de lire plusieurs fois le Dialogue de Platon sur l'immortalité de l'ame : l'empereur Adrien fit des vers badins sur sa mort ; si cependant ils n'étoient pas faits long-temps auparavant : Marguerite d'Autriche, près de périr dans une horrible tempête, se composa, ou se fit composer, lorsque le danger fut passé, cette folâtre Epigraphe :

Cy gist Margot, la gentil Damoisele,
 Qu'a deux matris, & encore est pucele.

(b) Le 15 Août 1315.

Tome IV.

* Pp

Ann. 1315.

Guerre de
Flandre, très-
malheureuse.

Idem, *ibid.*

Spicil. t. 3,
p. 70.

Chron. mss.
sous le nom de
Guil. de Nan-
gis, an. 1315.

troupes qu'il avoit assemblées pour réduire les Flamands. Jamais, dit-on, armée ne fut si nombreuse, ni si leste, ni de meilleure volonté. La Flandre étoit domtée, si l'intempérie des saisons n'eût combattu pour elle. Dès que les François parurent, les rebeles qui assiégeoient Marquette, se retirèrent en désordre, & se jetèrent dans Courtrai : ils y furent investis, & vivement pressés. Mais les pluies qui tomboient sans aucune discontinuation, empêchèrent les assiégeants de pousser leurs travaux ; roi, princes, chevaliers, soldats, tout étoit dans la boue jusqu'aux genoux. Bientôt la famine fut dans le camp : trente chevaux pouvoient à peine traîner un tonneau de vin. On fut donc obligé de lever honteusement le siège, laissant dans la fange, chars, chariots, charrettes, coffres, harnois, armures & tentes. Louis désespéré de s'être engagé trop inconsidérément contre l'avis de son conseil, jura que *s'il vivoit au temps de l'été prochain, il n'accorderoit aucune paix aux Flamands, s'ils ne s'abandonnoient à sa volonté.* Cependant, de peur qu'ils ne profitassent du bagage qu'on ne pouvoit emporter, il y fit mettre le feu : précaution fort inutile. L'ennemi fuyoit de son côté, & désolé par la famine qui ravageoit son pays, menaçoit d'une révolte ouverte, si l'on ne s'accommodoit avec la France. Le comte éfrayé des cris de tant de malheureux qui se voyoient réduits à mourir de faim, fut forcé de recourir à la clémence de son souverain ; il se rendit au Parlement que ce prince avoit convoqué à Pontoise, demanda pardon, promit d'exécuter les conditions qu'on lui imposa, & fut remis en grace. Mais dès qu'il eut rétabli l'abondance dans ses Etats par le secours des François, il reprit ses premiers errements, & leva de nouveau l'étendard de la rebellion.

Justice contre des vassaux rebelles & contre les officiers du roi.

Spicil. tom.
3, p. 71.

Louis étoit à peine de retour de cete malheureuse expédition, que de tous côtés on lui présenta des requêtes pour réclamer, ou sa puissance, ou sa justice. Plusieurs chevaliers du Vermandois, de Champagne & de Picardie, les Marquevel, les d'Angest, les Mailli, les

Pecquigny, les Cayeu, les de Fiennes, les Renti, s'étoient ligués avec quelques seigneurs d'Artois contre la comtesse Mathilde, qui vouloit les opprimer : ils se jetèrent sur le vieil Hesdin, place très forte, la forcèrent, délivrèrent un gentilhomme de marque qu'elle y détenoit prisonnier, & cependant respectèrent sa fille Jeanne, comtesse de Poitiers, qui fut depuis reine de France, lui permettant de se retirer où elle jugeroit à propos. Mathilde eut recours au roi, qui les fit citer à sa cour : ils comparurent, s'excusèrent de la hardiesse qu'ils avoient eue de prendre les armes sans la permission du monarque, lui firent satisfaction, & obtinrent leur grace. Mais leur haine ne fut qu'assoupie : elle se réveilla quelque temps après : on fut obligé de prendre les armes pour les réduire.

Un objet beaucoup plus sérieux encore occupa quelques temps toute l'attention du monarque : ce furent les exactions honteuses de ses officiers, *vrais loups dévorants*, dont il recevoit des plaintes de toutes parts. Il envoya des commissaires dans les provinces, pour faire de rigoureuses informations. Deux des prévaricateurs furent pendus : c'étoient les plus pauvres, Jeannot le Portier & Renart le Grollier. Les plus riches échaperent à la sévérité des loix : leur argent corrompit les *Enquêteurs*. Tous les siècles se ressemblent.

Telles étoient les occupations du prince, lorsqu'il fut attaqué de la maladie qui le mit au tombeau. Quelques-uns disent que s'étant extraordinairement échauffé à jouer à la paume dans le bois de Vincennes, il se retira dans une grotte, où il fut saisi d'un froid qui lui glaça le sang, & lui donna la mort (a). Quelques autres prétendent qu'il fut empoisonné : ils ne nomment, ni l'auteur, ni le motif de cet horrible attentat : double raison de le mettre au rang des anecdotes apocryphes. Louis fut un roi généreux, libéral, plein de tendresse pour ses sujets, qu'il déchargea de tous ces impôts oné-

Ann. 1316.

*Chron. mss.
de Godefroi de
Paris.*

Mort de Louis
X : son caractè-
re.
Idem, ibid.

(a) Le 4 Juin, selon Godefroi de Paris ; le 5, selon le continuateur de Nangis ; le 7, selon le P. Daniel ; le 8, selon D. Vaissette.

Ann. 1316.

Ibid.

reux qui les avoient ruinés sous son prédécesseur ; mais il se livra trop à la débauche avant son second mariage , & ne montra pas assez de fermeté dans la conduite : défauts dont il n'eut pas le temps d'effacer la tache , n'ayant régné qu'un an , six mois & quelques jours. Il avoit de bonnes intentions , ou comme parle un auteur de ce temps , *il étoit volentif , mais n'étoit pas bien ententif en ce qu'au royaume faloit*. On porta son corps à saint Denis , où il fut enterré avec une pompe vraiment royale. Son testament est une preuve de sa piété. Il veut que les dernières volontés de son pere soient exécutées ; qu'on aquite toutes les dettes que lui-même a pu contracter , & qu'on restitue ce qu'il a usurpé ou donné contre justice. Il fait de grandes libéralités aux églises de France & de Navarre ; il legue enfin une somme pour entretenir cent écoliers pendant dix ans , quatre mille livres pour marier de pauvres demoiselles , cinquante mille pour le recouvrement de la Terre-Sainte , dix mille pour consoler les enfants de Marigny *de la grande infortune qui leur étoit advenue*. On ne trouve ici aucune mention de la reine Clémence : c'est que le monarque , peu après son mariage , de l'avis de ses oncles , de ses freres & de ses barons , lui avoit assigné un douaire de vingt mille livres de rente sur Lorriz , Beaugenci , Montargis , Fontainebleau & autres lieux : disposition qui fut confirmée par son successeur.

Son amour
du bien public.

Ord. de nos
rois , tom. 1 ,
p. 610 , 611.

On admire son amour du bien public , 1°. dans ces lettres remarquables , par lesquelles il ordonne l'exécution d'une constitution de l'empereur Frédéric , où entre autres choses , il est défendu , sous quelque prétexte que ce soit , de troubler les laboureurs dans leurs travaux , de s'emparer de leurs biens , de leurs personnes , des instruments , des bœufs & de tout ce qui leur sert à l'agriculture ; 2°. dans les ordres sévères qu'il donna pour assurer les libertés des églises , les prérogatives de la noblesse & le bonheur des peuples : 3°. dans les sages réglemens qu'il fit pour remédier aux désordres qui s'étoient glissés dans les monnoies ,

& dont le royaume avoit beaucoup souffert. On lui avoit représenté qu'il ne pouvoit rien faire de plus utile pour l'État, que d'obliger ceux qui avoient droit de battre monnoie, à la fabriquer invariablement au titre & au coin qu'il leur prescriroit, sous peine de perdre leur privilege: châtiment autorisé par l'exemple de saint Louis & de Philippe-le-Hardi, qui en usèrent de la sorte envers certains seigneurs qui avoient afoibli leurs espèces, *sans faire différence telle qu'ils dussent*. Louis prévoyant qu'il seroit difficile, quelques précautions que l'on prit, d'empêcher toutes les malversations qui se commétoient en cete matiere, résolut de les priver entièrement de ce droit: mais il trouva tant de résistance de la part des prélats & des barons intéressés, qu'il falut se contenter de leur prescrire l'aloi, le poids & la marque de leurs monnoies. Il s'appliqua ensuite à régler les fiennes, qu'il rétablit au même état où elles étoient *sous Monsieur saint Louis, qui par très grande excellence tint en paix & tranquillité son royaume, & sagement le gouverna*. Ainsi le marc d'or fut remis à 38 livres, & le marc d'argent à 54 sous.

Les sciences & ceux qui les cultivent eurent aussi beaucoup de part aux bienfaits & aux faveurs de Louis. On voit des lettres de ce prince, par lesquelles il permet à tous ceux qui sont du corps de l'université de Paris, régnicoles ou étrangers, d'aler, de venir, d'envoyer des messagers, & de faire transporter librement leurs effets où ils jugeront à propos, avec défense à ses officiers, sous les plus grieves peines, de les troubler dans la jouissance de ce privilege: grace qu'il assaisonne d'un éloge bien flatteur pour cete illustre Académie, *à laquelle, dit-il, la foi doit sa conservation; la société, la politesse de ses mœurs; le monde entier, ses lumieres & ses connoissances*. C'est sous son regne que fut introduit l'acte apelé *sorbonique*, dans lequel celui qui aspire au grade de Licencié, est obligé de répondre aux difficultés qu'on lui propose, depuis six heures du matin jusqu'à six heures du soir, sans aucune interruption. Le

Ann. 1316.

Le Blanc, traité des monnoies, p. 197.

Ordon. ibid.
623.

p. 614.

Sa bienveillance pour les gens de Lettres.

Ibid, p. 623.

Ann. 1316. premier qui l'ait soutenu , est François de Maironis , fameux cordelier , qui enseigna depuis la théologie avec tant de réputation , qu'il mérita le surnom de *Docteur éclairé*.

*Républ. des
Lettres , ann.
1700 , tom. 1 ,
p. 41 , 42.*

Dans ce même-temps Louis de Baviere acordoit des lettres de divorce à Marguerite , duchesse de Carinthie , pour raison d'impuissance de la part de son mari Jean , fils du roi de Bohême : anecdote remarquable , en ce que l'empereur s'attribue toute autorité dans une cause qui sembloit n'être que de la compétence du pape : plus singulière encore par la manière dont l'épouse du malheureux prince explique les soins qu'elle a pris pour lui faciliter le devoir , ofrant d'en donner au chef de l'Empire les preuves les plus convaincantes , & les témoignages les moins suspects.



I N T E R R E G N E.

Louis X ne laissoit point d'enfants mâles. Il n'avoit eu de son premier mariage qu'une fille nommée Jeanne, qui fut depuis reine de Navarre. Il la fit venir au lit de la mort, dit un auteur du temps, *la reconnut malgré tous les défords de sa mere, & comme prudemme eut bonne fin.* Clémence de Hongrie, sa seconde femme, étoit enceinte, lorsqu'il mourut : dans l'incertitude si elle acoucherait d'un prince, ou d'une princesse, l'interregne fut ouvert, & la régence destinée au comte de Poitiers. Ce prince étoit à Lyon pour hâter l'élection d'un pape ; il n'eut rien de plus pressé que de revenir prendre le timon des affaires. Mais avant que de partir, il enferma les cardinaux qu'il laissa sous la garde du comte de Forez. Dès qu'on fut informé qu'il étoit en marche, plusieurs barons qui se trouvoient dans la capitale, alerent à sa rencontre pour lui faire honneur & lui servir d'escorte. Le brave Châtillon, connétable de France, & l'exécuteur des dernières volontés du feu roi, étoit de ce nombre avec Amédée, comte de Savoie, le plus grand politique de son siècle. Ce héros que sa sagesse, dit Mézerai, fit régner dans toutes les cours de l'Europe, conseilla au jeune prince de s'emparer de la souveraine puissance *par le droit de sa nation* (a), en attendant les couches de la reine, qui devoient lui assurer la couronne, ou l'en exclure. C'étoit le dessein de Philippe. D'abord il se rendit à saint Denis, où il assista avec les princes du sang au service qui fut célébré pour le repos de l'ame de son frere : de-là il vint à Paris, où il dina en public avec un grand nombre de prélats & de seigneurs : puis il condana

Ann. 1316.
Philippe obtient la régence.

God. de Paris, mss. du roi, n. 68, 12.

(a) Nouvelle preuve que parmi les étrangers mêmes on étoit persuadé que le droit de la nation exclut les filles du trône.

Ann 1316.

toutes les fausses-portes du palais, fit retirer les merciers ou marchands établis dans les salles ou galeries, disposa des gardes par-tout, & convoqua les grands de l'Etat : précautions que les circonstances rendoient nécessaires.

Il est vrai que la succession à la couronne de France étoit assurée aux seuls mâles, sinon par une loi écrite, du-moins par une coutume jusque-là inviolablement observée : mais comme depuis Hugues Capet il ne s'étoit présenté aucune occasion d'exclure les filles du trône, les parents & les amis de la jeune princesse, fille de Louis, pouvoient intriguer, & peut être séduire les peuples par l'exemple des grands fiefs, qui tous, ou presque tous *tomboient de lance en quenouille*. Voilà ce qui causoit les alarmes du comte de Poitiers. Il sçavoit d'ailleurs qu'il avoit des ennemis couverts : pour prévenir leurs mauvais dessein, il voulut faire confirmer son droit par un jugement en regle. *Les douze pairs*, dociles à ses ordres, vinrent le trouver dans son palais, y *tinrent leur parlement*, & le résultat de l'assemblée fut, que si la reine acouchoit d'un prince, Philippe auroit la régence & la tutele pendant dix-huit ans ; d'autres disent vingt-quatre ; qu'il disposeroit de tous les revenus du royaume ; qu'il seroit le chef & le président de tous les conseils ; qu'il ordonneroit souverainement de la guerre & de la paix ; que loin de retrancher quelque chose des vingt mille livres de douaire assignées à la reine, il y ajouteroit une pension de quatre mille livres, qui se prendroit sur l'échiquier de Rouen ; enfin qu'il seroit roi, s'il naissoit une fille, & qu'il décideroit du sort de ses nieces *par les raisons bonnes & beles, & par coutumes éprouvées*. On régla de plus qu'il auroit un sceau particulier, sur lequel seroit gravée cete inscription : *Philippe, fils du roi des François, gouvernant les royaumes de France & de Navarre*. Alors tous les barons lui jurèrent fidélité, le reconnurent pour *Gardien de l'Etat*, & lui rendirent les hommages qu'ils lui devoient en cete qualité.

Idem, ibid.

Spicil, tom.
3, P. 71.

Enfin,

Enfin , après une vacance de plus de deux ans , les cardinaux assemblés à Lyon , élurent Jacques d'Ense , natif de Cahors , prélat de petite taille , mais d'un grand génie , qui avoit sçu alier dans sa personne la finesse de l'esprit , l'élévation de l'ame & la probité des mœurs , très habile sur-tout dans la jurisprudence civile & canonique : il fut d'abord chancelier du roi de Naples , ensuite évêque de Fréjus , puis d'Avignon , ensuite cardinal-évêque de Porto. Il prit le nom de Jean XXII. Les Ultramontains trop prévenus contre les papes qui siégerent en France , lui reprochoient la bassesse de son extraction , comme s'il eût été sans exemple de voir un homme d'une naissance obscure élevé par son propre mérite au souverain pontificat.

Quelques modernes , toujours d'après les Italiens dont ils auroient dû se défier , avancent que les cardinaux lui ayant déferé l'élection , il s'écria : *Hé bien , c'est moi qui suis pape : Ego sum papa.* Mais les auteurs du temps ne rapportent point un fait si extraordinaire : lui-même en faisant part de sa promotion à tous les princes , proteste hardiment , que , malgré le consentement unanime des cardinaux , il a long-temps hésité avant que de se charger d'un poids si formidable : enfin l'empereur Louis de Bavière , son ennemi mortel , ne lui a jamais reproché une ambition si déclarée : toutes preuves incontestables qu'il n'en fut point souillé. On prétend qu'il avoit promis au cardinal Napolion des Ursins , de reporter le siege en Italie , & qu'il lui avoit juré qu'il ne monteroit , ni cheval , ni mule , qu'après être arrivé à Rome : mais dès qu'il se vit en possession de la tiare , il oublia sa parole. Cependant pour n'être point parjure , il s'embarqua à Lyon sur le Rhône , descendit jusqu'à Avignon , & au sortir du bateau , marcha à pied jusqu'à son palais. Il n'y fut pas plutôt établi , qu'il fit faire le procès à Hugues Gerald , évêque de Cahors , qui l'avoit voulu empoisonner. Le malheureux prélat fut dégradé , livré aux juges séculiers , écorché vif & brûlé.

Ann. 1316.

Élection d'un pape sous le nom de Jean XXII : son caractère.

Annal. Baron. Epist. 1.
3. p. 219.

Ann. 1316.

Le Régent
porte ses armes
en Artois : cau-
se de cete guer-
re.

Spicil, tom.
1, p. 71.

*Mém. de l'A-
cadémie des B.
L.* tom. 8, p.
670, tom. 10,
p. 572.]

Quelque application que le régent apportât pour maintenir le royaume en paix, il fut obligé de prendre les armes à l'occasion d'une querelle qui avoit été jugée par le roi son pere, qu'il fit lui-même décider dans une assemblée des pairs, qui fut renouvelée depuis avec beaucoup d'animosité, & dont l'auteur peut être regardé comme le principal instigateur de la guerre qui s'éleva quelque temps après entre la France & l'Angleterre : guerre funeste qui a duré près de cent vingt ans, avec une fureur & un acharnement qui ont peu d'exemples. L'importance de ce point d'histoire exige qu'on reprenne les choses de plus haut. Le comté d'Artois étoit passé dans la maison de France par le mariage de Philippe-Auguste avec Isabelle de Hainaut : il fut la dot de cete princesse, dot constituée par son oncle Philippe d'Alsace, comte de Flandre. Louis VIII, fils d'Isabelle, le posséda d'abord à titre d'héritage : devenu roi, il le réunit à la couronne : puis il l'assigna pour douaire à la reine Blanche, sa femme. Enfin saint Louis le donna pour apanage à son frere Robert, qui fut tué à la Maflioure. Robert II, fils de ce prince, eut deux enfants d'Amicie de Courtenai ; Philippe qui épousa Blanche de Bretagne ; & Mahaut, ou Mathilde, qui fut femme d'Othon IV, comte de Bourgogne. Philippe mourut quatre ans avant son pere, des blessures qu'il avoit reçues au combat de Furnes, laissant un fils, Robert III du nom, & quatre filles, Marguerite, Jeanne, Marie, Isabelle. Mahaut, sa sœur, autorisée par la coutume du pays où la représentation n'a pas lieu, se présenta à la mort du comte, son pere, pour recueillir la plus grande partie de la succession, comme étant plus proche héritière que son neveu & ses nieces. Philippe-le-Bel décida en sa faveur, & la mit en possession du comté d'Artois, en réservant néanmoins au jeune prince & aux princesses, ses sœurs, les droits qu'ils pouvoient y avoir. Robert atendit à les proposer qu'il eût atteint vingt & un ans, âge prescrit dans ces temps-là pour la majorité des nobles mâles. Alors il intenta action contre

la comtesse, sa tante, & demanda que le comté d'Artois lui fût rendu. Les deux parties, après plusieurs procédures, se remirent de leur différend à l'arbitrage de Philippe-le-Bel, & s'engagerent de payer cent mille livres, si elles refusoient de s'en tenir à ce qu'il auroit prononcé. La décision fut encore favorable à Mahaut : mais il fut dit qu'elle assigneroit au prince, son neveu, tant pour ses droits que pour ceux de ses sœurs & de sa mere Blanche de Bretagne, quatre mille livres de rente sur les terres de Charny, de Château-Regnard, & sur quelques autres qui furent indiquées ; que de plus elle lui feroit pour lui seul mille livres de rente aussi en fonds de terre ; enfin qu'elle lui donneroit une somme de vingt-quatre mille francs payable en quatre ans. Robert ratifia ce jugement solennel ; & tant que Philippe-le-Bel & Louis Hutin, son fils, régnerent, on ne voit pas qu'il ait inquiété la comtesse dans la jouissance de l'Artois. Mais la circonstance d'un interregne lui parut très favorable à ses desseins.

On a vu que la noblesse d'Artois, du Cambrésis, & des frontieres de Picardie & de Champagne, mécontente du gouvernement de Mahaut, qui ne suivoit que les conseils de Thierry d'Iréchon, ou de Hérifson, alors prévôt d'Aire, & depuis évêque d'Arras, se souleva contre elle, & se confédéra pour s'opposer aux abus introduits dans l'administration de la justice & des finances du pays. Louis Hutin, qui sentoit la conséquence de ces mouvements, n'oublia rien pour en arrêter le cours : il ordonna que la comtesse scéléroit & feroit observer les loix & coutumes qui se trouveroient avoir été usitées dans l'Artois du temps de saint Louis. Ce règlement ramena la paix, qui sembloit devoir être solide ; mais la princesse n'étoit pas aimée : son infidélité dans l'exécution du traité, la mort de son fils unique, & celle du monarque, firent reprendre les armes aux mécontents. Robert d'Artois saisit cete occasion, qu'il avoit peut-être ménagée. Il passa en Artois, & s'étant mis à la tête des conjurés, il profita de leur disposition

Ann. 1316.

Robert d'Artois s'empare du comté de ce nom.

Ibid.

Ann. 1316.

& de leurs forces pour s'emparer du comté. Le vieil Hédin, Avennes, Arras même lui ouvrent leurs portes. Saint-Omer moins facile demanda à ses députés, si le roi l'avoit reçu à comte ? Ceux-ci ayant dit qu'ils ne sçavoient : Adonc, répondirent les bourgeois, nous ne sommes mie faiseurs de comtes d'Artois : mais si le roi l'eut reçu à comte, nous l'aimissions autant qu'un autre. Cependant, s'il en faut croire le Continuateur de Nan-gis, ils se rendirent à la fin, quelques efforts que fit le connétable pour s'y opposer. Le régent irrité de ces voies de fait, qui étoient autant d'atentats contre l'autorité royale, fit citer le prince à venir répondre à sa cour sur une invasion entreprise contre tout droit & contre les décisions les plus respectables. Robert refusa de comparoître : il fut résolu de marcher contre lui.

Philippe marche contre lui, & le force à soumettre ses prétentions au jugement des pairs.

- Ibid.

Aussi-tôt Philippe assembla une armée, & la surveillance de la Toussaint alla prendre à saint Denis l'oriflamme, qu'il reçut des mains de l'évêque de Saint-Malo. L'historien du temps remarque qu'on n'observa point en cete occasion les cérémonies ordinaires ; qu'on n'exposa point, suivant la coutume, les châsses des saints martyrs sur l'autel, & qu'on n'y fit point toucher l'étendard royal. C'étoit, dit le P. Daniel, pour mettre quelque distinction entre le roi & le régent du royaume. Ne seroit-ce point plutôt, dit un célèbre Académicien, parce qu'il ne s'agissoit que d'une petite expédition, contre un prince du sang, & contre des arièrevassaux qui se portoient à une désobéissance criminelle ? Quoi qu'il en soit, le régent étoit à peine dans le voisinage d'Amiens avec un gros corps de troupes, que les confédérés intimidés se rendirent auprès de lui, lui demandèrent humblement pardon, & l'obtinrent. Les lettres dressées à ce sujet, portent qu'ils amenderent & gaigierent l'amende de ce qu'ils avoient pris en ladite comté d'Artois ; que Philippe regardant en ce leur obéissance & leur humilité, à la prière des nobles hommes du pays voisin, leur remit toutes ces amendes, à condition qu'ils rendroient à la comtesse les châteaux, meubles,

& vivres non consommés, qu'ils lui avoient enlevés; enfin qu'il admit à cete même grace tous ceux qui viendroient avant la Chandeleur prochaine, *gaigier & ratifier ladite amende par devant lui, ou par devant Jean des Grez, ou Jean de Biaumont, maréchaux de France.*

Ann. 1316.

Quant à la succession, il fut convenu qu'on nommeroit des arbitres pour prononcer sur les prétentions du prince contre la comtesse sa tante; que si ces arbitres ne pouvoient parvenir à les acorder, ils seroient jugés par les pairs & les grands seigneurs du royaume, juges naturels & nécessaires de cete contestation; que cependant les choses seroient remises en l'état où elles étoient à la mort de l'aïeul de Robert; que le comté d'Artois seroit sequestré entre les mains des comtes de Valois & d'Evreux, qui en recevroient les revenus; enfin que le neveu de Mahaut se constitueroit prisonnier jusqu'à la décision du procès: ce qui fut exécuté. Le régent revint à Paris, & Robert se rendit en prison, d'abord au Châtelet, ensuite à l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés: *Il la tint longuement*, dit l'auteur des grandes chroniques de France, *tant que l'accord fut fait, c'est-à-dire, près de deux ans.*

Ibid.

On vouloit que l'affaire fût décidée irrévocablement: il fut arrêté qu'elle seroit jugée en forme de pairie & selon les regles. On y observa toutes les formalités requises: tous les délais furent acordés; le droit de propriété scrupuleusement examiné; les dommages que la comtesse prétendoit avoir soufferts lors de l'invasion, mûrement considérés. Enfin la cour de France bien & suffisamment munie & garnie prononça un arret solennel (a), par lequel il fut dit: » que la comté-pairie » d'Artois avec toutes ses dépendances, demeureroit

La contestation est terminée par un arrêt de la cour de France.

Ibid.

(a) Cet arrêt est du mois de Mai 1318. Nous avons cru devoir le rapporter ici, pour ne point interrompre la narration de ce fameux démêlé. Le continuateur de Nangis dit, qu'après quelques discussions, tant en forme judiciaire qu'autrement, il se fit un traité à l'amiable, par lequel Robert renonça à ses droits, à condition que le roi y pourvoiroit selon la justice. Ce récit n'est pas exact. On trouve en la Chambre des Comptes la copie originale du jugement rendu à cete occasion: l'auteur qui rapproche des faits éloignés entr'eux, a pris sans doute pour une composition ce qui n'étoit qu'un acquiescement à un arrêt. *V. Mém. de l'Acad. des B. L. tom. 10, p. 381.*

Ann. 1316.

» perpétuellement à la comtesse , à ses hoirs & succes-
» leurs ; qu'elle quitteroit son neveu de tous dommages
» demandés ; que l'un & l'autre oublieroient toutes ran-
» cunes & toutes félonies , s'il y en avoit ; que Robert
» aimeroit Mahaut comme sa bonne tante ; que Mahaut
» aimeroit Robert comme son bon neveu ; que tous
» deux se donneroient réciproquement des lettres scé-
» lées de leurs sceaux , par lesquelles ils promettoient de
» s'en rapporter au roi sur toutes les difficultés qui pou-
» roient naître par la suite ; que le prince , pour affermir
» de plus en plus cete bonne paix , s'obligerait de la
» faire ratifier par les comtes de Richemont & de Na-
» mur , l'un son oncle , l'autre son beau-frere ; qu'il
» feroit également tous ses efforts pour la faire assurer
» par les princes , freres , oncles & cousins du monar-
» que «. Les deux parties se soumirent à ce jugement ,
& jurèrent par leurs serments donnés sur saintes Evan-
giles , de l'observer inviolablement. Aussi-tôt non-seu-
lement Robert donna ses lettres de ratification , qui
furent confirmées par Jean de Bretagne & par Jean
de Namur , le premier , frere de la mere du prince ,
le second , mari de sa sœur Marie d'Artois : mais encore
tous les princes du sang , Charles de France , comte
de la Marche , Charles , comte de Valois , Louis , comte
d'Evreux , Louis , comte de Clermont , Philippe de
Valois , comte du Mans , & Charles , son frere , s'en-
gagerent par d'autres lettres particulieres , de faire ob-
server cete décision ; d'agir même hostilement contre
quiconque voudroit l'ataquer. Ainsi fut terminé pour
la seconde fois le fameux différend sur le comté d'Ar-
tois. Pour consoler Robert , on lui fit épouser la prin-
cesse Jeanne , fille puinée du comte de Valois. Déjà pour
le dédommager , Philippe-le-Bel lui avoit donné le
comté de Beaumont-le-Roger , qui fut depuis érigé en
pairie : mais rien ne put lui faire oublier une succession
dont il étoit exclus par la loi du pays. On verra sous
le regne de Philippe de Valois , que cete affaire eut des
suites très funestes pour le royaume.



J E A N I.

PHILIPPE étoit à peine de retour de son expédition d'Artois , que la reine Clémence mit au monde un prince qui fut nommé Jean. C'étoit un enfant de douleur. La princesse , sa mere , avoit été tellement frappée de la mort du roi , son époux , qu'elle fut saisie d'une fièvre quarte qui ne la quitta qu'après ses couches. Le tempérament du fils en fut si fort altéré , qu'il ne vécut que cinq jours. On le transporta du château du Louvre où il étoit né , à l'abbaye de saint Denis où il fut enterré aux pieds de son pere. Le comte de Poitiers menoit le deuil , assisté des comtes de la Marche , de Valois & d'Evreux ; & dans la pompe funebre le jeune prince fut proclamé roi de France & de Navarre : qualité que lui donnent d'anciens monuments qui se conservent au trésor des Chartes. Alors le régent se porta pour héritier du trône. C'est la première fois depuis Hugues Capet , que la couronne soit passée à la ligne collatérale.

Ann. 1316.

La reine accouche d'un prince qui fut nommé Jean , & mourut peu après son baptême.

Spicil. t. 3 , p. 71.





PHILIPPE V,

Dit LE LONG.

Ann. 1316.

Oppositions inutiles de quelques princes au sacre de Philippe-le-Long.

Spicil. tom.

1, p. 72.

Hist. d'Angl.

tom. 3, p. 160.

Spicil. ibid.

Mém. de l'Académie des B.

L. tom. 17, p.

366.

QUOIQUE Philippe par sa naissance fût apelé de droit à la couronne, il trouva cependant quelques obstacles. Le duc de Bourgogne, Eudes IV, & la duchesse sa mere, Agnès de France, fille de saint Louis, suivis de plusieurs grands seigneurs que le comte de Valois, dit-on, favorisoit sous main, vouloient qu'auparavant on examinât les droits que la princesse Jeanne, fille de Louis Hutin, pouvoit avoir sur les royaumes de France & de Navarre. Le comte de la Marche lui même, frere du nouveau roi, le matin du jour indiqué pour le sacre, se retira de Reims, où il s'étoit rendu pour assister au couronnement. On sera sans doute surpris avec Rapin Thoyras de l'étrange procédé de ces princes, sur-tout de Charles-le-Bel, à qui il importoit plus qu'à aucun autre, que la demande des confédérés fût absolument rejetée : mais ce seroit fort mal raisonner, que d'en conclure avec l'historien d'Angleterre, que la loi salique ne passoit donc pas alors pour une loi incontestable. On en doit seulement inférer avec un auteur contemporain, *que ces princes avoient des inimitiés personnelles contre le régent*, inimitiés qui les aveugloient sur leurs propres intérêts. En éfet, dit un sçavant Académicien, il y a eu souvent dans la vie des princes, des phénomènes de conduite dont on ne sçauroit trouver l'explication, que dans les passions qui les ont agités, & qui leur ont fait rejeter des biens considérables, mais

mais éloignés , pour un intérêt présent qui les flatoit davantage :

Ainsi de tous côtés on vit paroître des oppositions ; & les pairs , sur-tout les prélats , furent sommés de ne point procéder au couronnement , que le droit prétendu de la princesse Jeanne ne fût pleinement discuté. On ne laissa pas néanmoins de passer outre. Déjà Philippe étoit à Rheims , où le dimanche d'après les Rois , en présence de ses deux oncles , Charles , comte de Valois , & Louis , comte d'Evreux , il fut sacré & couronné avec la reine Jeanne , sa femme , par l'archevêque de cete ville , Robert de Courtenai. Mais l'inquiétude que causèrent , & la retraite du comte de la Marche , & les protestations de la cour de Bourgogne , fut si grande , qu'on tint les portes fermées pendant la cérémonie , & qu'on disposa par-tout de nombreux corps-de-garde. On remarque que Mahaut , comtesse d'Artois , soutint la couronne sur la tête du roi , son gendre , avec les autres pairs : c'étoit une chose sans exemple : elle excita l'indignation publique. Il y eut aussi une dispute de préséance entre les évêques de Beauvais & de Langres ; le premier l'emporta , quoique simple comte.

Le jeune roi cependant , il n'avoit que vingt-trois ans , n'étoit pas sans inquiétude sur une affaire où le moindre doute suffit pour exciter les plus grands mouvements. Dès qu'il fut de retour à Paris , il convoqua , pour le jour de la Purification , une assemblée de prélats , de seigneurs & de bourgeois de la capitale : tous , excepté l'université , qui toutefois aprouvoit le couronnement , s'obligerent par serment à lui obéir comme à leur légitime souverain , & après lui , à Louis , son fils , qui mourut quelques jours après , âgé d'environ sept mois. Ce fut dans cete assemblée que l'on fit la loi expresse qui exclut de la couronne les princesses du sang , ou plutôt que l'on confirma celle qui étoit établie avec la monarchie , mais dont l'observation avoit été jusque-là , pour ainsi dire , insensible : tous les rois ,

Tome IV.

* Rr

Ann. 1317.

Spicil. ibid.

Il vient à bout , par la négociation , d'apaiser tous les troubles.

Ibid.

Ann. 1317.

depuis Hugues Capet , c'est-à-dire , depuis trois cents trente ans , ayant succédé au trône de pere en fils. *Il fut prononcé qu'au royaume de France les femmes ne succèdent point (a).*

Mais il falloit plus que des arêts pour réduire les mécontents. Le nouveau roi , prince également actif & prudent , sçut y employer , & la force , & les négociations. Il arma puissamment contr'eux , tandis que secrètement il leur faisoit faire des ofres. Une cabale est bientôt dissipée , quand on sçait à propos tenter les chefs par un intérêt personnel. Déjà par un traité conclu l'année précédente , au bois de Vincennes , il avoit été arété entre le régent & la maison de Bourgogne , » que » si la reine acouchoit d'une fille , cete princesse & Jean » ne , sa sœur du premier lit , ou l'une des deux , en » cas que l'autre mourût , auroient en héritage le royaume de Navarre , avec les comtés de Champagne & » de Brie , dont Philippe auroit le gouvernement , & » recevrait les hommages , jusqu'à ce qu'elles fussent » en âge d'être mariées ; qu'alors elles donneroient quitan » tance du reste du royaume de France & de la suc » cession de leur pere ; sinon qu'elles rentreroient à la » vérité dans tous les droits qu'elles pouvoient y avoir ; » mais que la cession qui leur étoit faite de la Navarre , » de la Champagne & de la Brie , seroit nule ; que » Jeanne seroit remise entre les mains d'Agnès , duchesse » de Bourgogne , sa grand-mere , qui auroit soin de » son éducation ; qu'elle ne pouroit néanmoins être » mariée , que du consentement du roi & des plus prochains du lignage de France ; que toutefois le régent » ne seroit , ni lié , ni engagé envers cete princesse , » s'il arivoit que la reine mît au monde un fils , aux » droits duquel cete convention ne devoit porter aucun » préjudice «. Elle fut faite en présence , du consentement , & par le conseil des princes du sang , & des

Tréf. des Ch. Nav. Layette 3 , piece 7.

Du Puy , tr. de la maison des rois , p. 149.

Leibnitz , in cod. diplom. p. 70.

Mém. de l'Acad. des B. L. t. 37 , p. 295 & suiv.

(a) *Tunc etiam declaratum fuit , quod ad coronam regni Francia mulier non succedit.* Contin. chron. Guill. de Nangis. Spicil. tom. 3 , p. 71.

principaux seigneurs de France, qui jurèrent & promirent de l'observer (a).

Philippe néanmoins, quand il fut parvenu à la couronne, ne put se résoudre à exécuter ce traité. Belle-forêt assure que ce fut à cause *des folies de la mere de la princesse Jeanne*, & que par-là il ferma toujours la bouche à ceux qui s'intéressoient pour elle : *chacun*, dit-il, *étant abreuvé de la mort de cete Dame*, pour s'être forsaite, & ne sachant au vrai si cete fille étoit légitime : raison peu conséquente, qui se trouve détruite par la convention de Vincennes ; en effet lui céder à titre d'héritage, la Navarre, la Champagne & la Brie, c'étoit la reconnoître pour fille légitime du roi Louis. Aussi le duc de Bourgogne, toujours zélé pour les intérêts de sa niece, se ligua-t-il avec les nobles de Champagne, pour forcer le monarque à l'exécution de sa promesse. La France étoit menacée de grands troubles, qui pouvoient avoir des suites très funestes, lorsque tout-à-coup ils furent étouffés par un nouveau traité entre le roi & le prince Bourguignon. Celui-ci, au nom de sa pupile, céda à perpétuité tous les droits qu'elle pouvoit avoir sur les royaumes de France & de Navarre, & renonça pareillement à toutes les prétentions qu'elle avoit, soit par sa naissance, soit en vertu des traités, sur les comtés de Champagne & de Brie, qui devoient cependant lui revenir, si Philippe mouroit sans postérité masculine. Le roi de son côté, pour dédommager la princesse des renonciations que faisoit son tuteur & curateur, lui donna, 1°. quinze mille livres de rente, qui devoient être assignées sur le comté d'Angoulême, & s'il ne suffisoit pas, sur la châtellenie de Mortain dans le bailliage

Ann. 1317.

Traité qui décide du sort de la princesse Jeanne, fille de Louis Hutin.

Mém. de l'Acad. Ibid.

Tréf. des Ch. Mari. Layette, 2. pièce 49.

(a) Les princes & seigneurs nommés au traité sont, Charles comte de Valois, Louis comte d'Evreux, Charles comte de la Marche, Mahaut comtesse d'Artois, Blanche de Bretagne, Louis & Jean de Clermont, freres, Charles de Valois le jeune, Gui comte de Saint-Paul, Jean dauphin de Vienne, Amédée comte de Savoie, Gaucher de Châtillon, connétable de France, Miles seigneur de Noyers, Henri seigneur de Sally, Guillaume d'Harcourt, Ansel de Gyenville seigneur de Renel, & Harpin de Arqueri, chevaliers. Mém. de l'Acad. des B. L. tom. 17, p. 299.

Ann. 1317.

de Coutances : 2°. une somme de cinquante mille livres tournois , qu'on devoit employer à acheter des terres , qui seroient tenues en pairie & en baronnie , ainsi que celles qu'on lui assigneroit pour sa rente. Si la Champagne & la Brie retournent à la princesse , 1°. elle rendra à la couronne ce qu'elle aura reçu en dédommagement : 2°. les deux comtés resteront entre les mains du prince alors régnant , qui en retiendra la garde & le *bail* , jusqu'à ce qu'elle ait douze ans : 3°. elle ne fera mise en possession de ces grands fiefs , que lorsque de concert avec son mari , elle aura ratifié le présent traité : ratification dont le duc de Bourgogne se constitue garant. Si elle meurt sans enfants , tout demeurera réuni au domaine royal , tant les comtés que les rentes assignées & les terres achetées. Dès-lors son mariage fut arrêté avec Philippe , fils aîné du comte d'Evreux. Il fut dit qu'il se feroit le plutôt qu'il seroit possible , *pour les grands biens & profits qui s'en ensuivent , & pour eschiver les maux & les grands périls qui en pourroient venir ; qu'il seroit même célébré par paroles de présent , si on ne pouvoit obtenir des dispenses d'âge ; Jeanne n'avoit guere plus de six ans ; enfin qu'aussi-tôt la célébration , la princesse seroit remise entre les mains de la reine Marie , veuve de Philippe-le-Hardi , aïeule du futur époux , à qui le roi , comme bailliste de la pupile , fourniroit les sommes nécessaires pour sa dépense : ce qui fut exécuté. C'est de ce mariage que naquit Charles , que ses méchancetés , pour ne pas dire ses crimes , ont fait surnommer le mauvais.*

Le roi maria
ses filles à divers
seigneurs :
Jeanne au duc
de Bourgogne.

Telle fut la fin des troubles qui menaçoient le royaume d'un bouleversement général. Le duc de Bourgogne & les nobles de Champagne renoncèrent à toute alliance contraire aux intérêts du légitime souverain : le monarque de son côté leur remit toutes les peines qu'ils pouvoient avoir méritées , & reçut leur hommage. La maison de Bourgogne , seule intéressée dans l'affaire de la princesse Jeanne , avoit fait sa paix : il ne restoit plus aucun prétexte aux mécontents : ils furent forcés de

dislimuler leur mauvaïse volonté. Toute leur indignation retomba sur le prince Bourguignon, qui avoit sacrifié les intérêts de sa niece à son ambition. Bientôt en effet, on fut instruit que le motif secret de ce traité si désavantageux à la jeune pupile, étoit le mariage du duc avec la fille aînée du prince régnant : alliance par laquelle Eudes joignit à son duché le comté de Bourgogne, qui apartenoit à la reine, mere de sa femme. Philippe employa le même moyen, toujours avec le même succès, pour gagner ceux des seigneurs dont il redoutoit le plus la puissance ou les intrigues.

Isabelle, la troisième de ses filles, avoit été accordée au roi de Castille, Alphonse XI : il la promit à Guigne XII du nom, dauphin de Viennois & comte d'Albon, qu'il avoit intérêt de ménager. On raconte que le seigneur de Sassenage, l'un des vassaux du futur époux, étant venu faire la demande de la princesse, un maître d'hôtel du roi lui dit brutalement, *qu'une si bele dame n'étoit pas pour un gros cochon comme le dauphin*. L'ambassadeur outré de l'injure faite à son prince, fond l'épée à la main sur le maître d'hôtel, le perce de plusieurs coups, le renverse mort sur la place. Aussi-tôt il se retire chez Amédée de Savoie, qui étoit alors à la cour de France. Le comte le reçut avec distinction, & le tint caché, jusqu'à ce qu'il eût apaisé le monarque : service dont il ne tarda pas à recevoir la récompense. Il avoit été pris dans une bataille qu'il perdit contre le dauphin : les Savoyards acoururent pour le secourir : Sassenage ne s'oposa point à leur effort, comme il le pouvoit : il porta même la générosité jusqu'à lui faire jour pour s'échaper.

Marguerite, seconde fille du roi, fut promise à Louis, dit de Crécy, fils de Louis, comte de Nevers, & petit-fils de Robert, comte de Flandre : ce jeune prince avoit cherché à s'aliér dans la maison d'Evreux ; mais le comte de Valois, qui avoit en France une toute autre considération que son frere, lui fit proposer une de ses filles : elle fut acceptée. Déjà le jour étoit pris pour la

Ann. 1317.

Spicil. tom.

3. p. 72.

Isabelle au
Dauphin de
Viennois.

Mézerai, t.
2, p. 365.

Marguerite
au fils du comte
de Nevers.

Spicil. t. 3,
p. 72.

Ann. 1317.

cérémonie des noces , lorsque le roi , sous prétexte d'ôter tout sujet de jalousie entre ses oncles, les supplanta tous deux. Il offrit la princesse Marguerite : alliance trop avantageuse pour être refusée : elle fut agréée avec toute la reconnaissance qu'exigeoit un si grand honneur. On s'assembla sur-le-champ pour travailler à la paix des Flamands, qui acoutumés à regarder les François comme leurs ennemis, avoient presque oublié qu'ils étoient sujets du roi. Dès le commencement de la régence de Philippe, il y avoit eu un projet de traité, par lequel, sous certaines conditions, on rétablissoit le comte dans sa pairie, & ses peuples dans tous leurs privilèges : mais ces conditions parurent trop dures à une nation ennemie de tout joug. Elle ne put s'en accommoder, & Robert refusa d'y souscrire. On envoya contre eux une nouvelle armée, qui mit tout à feu & à sang jusqu'à Bergues : expédition qui fut suivie d'une trêve, où le vainqueur témoigna plus de générosité que de politique. On reprit donc les négociations ; mais on ne put rien conclure.

Négociations
avec les Fla-
mands.
Ibid.

On étoit convenu qu'on s'en rapporteroit à la décision du saint siege : expédient qui n'eut pas un meilleur succès. Les Flamands se désoient d'un pape, François de nation, qui avoit de grandes raisons de ménager le roi ; ils appréhendoient qu'il ne lui sacrifiât leurs intérêts. Ainsi à toutes les propositions que leur fit le pontife, ils répondirent qu'ils n'avoient aucun ordre de conclure, mais simplement d'écouter & de communiquer à leur maître tout ce qui seroit agité dans les conférences. Alors le saint pere nomma deux légats, l'archevêque de Bourges, & le général des freres Prêcheurs, pour aller négocier sur les lieux : tentative aussi inutile que les précédentes. Le comte ne vouloit point la paix : il feignoit de consentir à tout, si on lui garantissoit que les gens du monarque observeroient fidèlement la convention : cependant il rejetoit toutes les sûretés qu'on lui offroit. On ne fut pas long-temps à s'apercevoir qu'il n'agissoit pas sincèrement : on se sépara, sans avoir rien fait.

On aprit , sur ces entrefaites , que Louis , fils aîné du comte de Flandre , homme-lige du roi pour la baronnie de Donzy & pour les comtés de Réthel & de Nevers , tramoit sourdement quelque conspiration contre l'Etat ; qu'il entretenoit les Flamands dans leur rébellion ; qu'il les détournoit de faire la paix avec la France ; qu'il fortifioit ses villes & ses châteaux ; qu'il avoit des correspondances avec tous les mécontents , & qu'il cherchoit à s'associer avec tous ceux qu'il croyoit ennemis du monarque. Il fut cité à Compiègne , pour répondre sur ces divers chefs d'accusation. Mais loin de comparoître , il se retira à la cour du prince son pere , avec tout ce qu'il put emporter. On saisit toutes ses terres , dont les revenus furent mis en la main du roi , qui eut la générosité d'assigner une pension à la femme du rebelle , princesse que la sainteté de sa vie & l'honnêteté de ses mœurs n'avoient pu mettre à l'abri d'une répudiation toujours honteuse , quoiqu'injuste.

Le pape cependant , pour forcer les Flamands à rentrer dans le devoir , crut pouvoir se servir de toute son autorité. Il fit partir de nouveaux commissaires pour leur signifier qu'ils eussent à se contenter des sûretés raisonnables que le roi leur donnoit , ou qu'il les traiteroit comme des parjures & des sacrilèges , qui mettoient obstacle au voyage de la Terre-sainte. Ils répondirent qu'ils écouteront toujours très volontiers les conseils que le pontife voudroit bien leur donner , mais qu'ils ne se croyoient pas obligés de sacrifier leur liberté pour lui complaire. Ils promirent néanmoins de se rendre à Compiègne , pour y traiter de quelque accommodement : promesse qu'ils violèrent avec leur perfidie ordinaire. Ils n'y envoyèrent que deux jeunes paysans , qui , interrogés sur le motif de leur voyage , dirent qu'ils étoient venus chercher des bêtes qui s'étoient égarées de leur troupeau.

Le saint pere toutefois ne se rebutoit point. Il nomma un nouveau légat , le cardinal Goscelin , pour terminer cete affaire de concert avec l'évêque de Troies. Aussi-tôt

Ann. 1318,

Ibid. , p. 74.

Ibid.

Ibid. , p. 75.

Ann. 1319.

l'évêque de Tournai eut ordre d'annoncer la venue du prélat au prince Flamand ; mais il n'osa pas y aler en personne : il donna cete commiſſion à deux freres Mineurs , qu'on fit charger de fers , & renfermer dans un cachot. Le comte dans le même-temps aſſembla une armée , pour fondre ſur le territoire de Lille , qui étoit ſous la main du monarque. Déjà il ſe préparoit à paſſer la Lis , lorſque les bourgeois de Gand lui déclarerent , qu'ayant juré la treve avec le roi , ils ne ſerviroient point contre lui. Ce fut envain qu'il employa prieres & menaces pour les engager à le ſuivre , ils demeurèrent inflexibles : envain il les fit condaner comme tranſuges à de groſſes amendes , ils reſuferent conſamment de payer : envain il entreprit de les forcer les armes à la main , ils ſeurent ſe défendre contre toute ſa puiſſance. Goſcelin profita de la circonſtance , & dans une conférence qu'ils eurent enſemble , lui fit promettre qu'il ſe rendroit à Paris vers la mi-carême , pour faire hommage au roi , & pour ratifier les anciens traités. Il n'y vint pas néanmoins : infidélité qu'il ſcut colorer de prétextes ſpécieux. Mais bientôt il ſe vit télement preſſé , qu'enfin il ariva acompagné de Louis , ſon fils aîné , & des députés des principales villes de Flandre.

La paix eſt
conclue.

Ibid , p. 76.

On croyoit tout fini. Le comte avoit rendu ſon hommage : ce qui cauſa par-tout une très grande joie. Mais elle fut de courte durée. Lorſqu'il fut queſtion de ſigner le traité , l'indomptable Flamand proteſta qu'il ne conſentiroit jamais à la paix , qu'on ne lui remit Orchies , Lille & Douai , qui , diſoit-il , n'avoient point été cédées , mais ſimplement engagées au monarque. Philippe indigné de la ſupercherie , déclara publiquement qu'il ne ſouffriroit point qu'il rentrât en poſſeſſion de ces trois places , & fit jurer la même choſe aux princes de ſon ſang , & aux barons qui ſe trouvoient préſents. On s'échauffa de part & d'autre , & les affaires parurent plus brouillées que jamais. Le terme énoncé dans le ſauſ-conduit ſous la foi duquel Robert étoit venu , aloit expirer : il s'échapa la nuit , ſans prendre congé du roi , ſortit

sortit secrètement de la capitale , & reprit la route de ses Etats. Les députés des communes , avertis de sa retraite précipitée , lui dépêchèrent en toute diligence quelques-uns d'entre eux , pour lui représenter que s'ils retournoient vers ceux qui les avoient envoyés , sans avoir rien conclu avec le souverain , *ils couroient risque de n'avoir bientôt plus de têtes , pour mettre dans leurs chaperons.* Ils lui notifioient en même - temps , qu'ils étoient résolus de l'abandonner , de se déclarer même contre lui , s'il ne revenoit promptement , & qu'ils ne quiteroient point la France , qu'ils n'eussent fait un accomodement solide. La menace produisit un bon éfer. Le comte ouvrit les yeux sur le danger de sa situation : il comprit que la Flandre étoit perdue pour lui , s'il aliénoit le cœur de ses sujets : la crainte le ramena au pied du trône , & lui fit signer tout ce qu'on voulut.

Il fut dit qu'Orchies , Lille & Douai demeureroient au monarque ; que les Flamands lui payeroient une grosse somme d'argent ; selon quelques-uns , quatre-vingt-dix mille livres , selon quelques autres , deux cent mille ; qu'ils s'engageroient par serment à prendre les armes contre leur comte , s'il violoit le traité de paix en quelqu'un de ses articles ; que Louis , fils du comte de Nevers , épouseroit Marguerite de France , fille du roi , à condition qu'il succéderoit au comté de Flandre , quand même son pere mourroit avant son aïeul. Ainsi finit une guerre cruele qui avoit duré vingt-cinq ans. Les Flamands rentrèrent de bonne foi sous l'obéissance ; & la modération de leur nouveau souverain scut enfin triompher de leur haine. Tout fut exécuté fidèlement , malgré l'horrible perfidie de Robert de Cassel , qui , pour exclure le comte de Nevers , son frere , de la succession au comté de Flandre , n'eut pas honte de l'accuser d'avoir voulu empoisonner leur pere commun. Il assuroit qu'un certain frere Gauthier , de l'ordre des Hermites de saint Guillaume , s'étoit chargé de préparer le fatal poison : tous deux furent arrêtés , &

Ibid. p. 77.

Tome IV.

• Ss

Ann. 1310.

très étroitement enfermés. Le moine appliqué à la question la plus rude, protesta hautement de son innocence : le crime enfin ne put être constaté. Le prince cependant étoit toujours gardé à vue. On ne lui rendit la liberté, qu'à condition qu'il n'entreprendroit rien contre les auteurs de sa détention, & qu'il ne paroîtroit point en Flandre du vivant de son pere. C'étoit une manœuvre de Robert, qui espéroit profiter de cete absence pour s'emparer de la principauté ; mais l'artifice ne réussit pas.

Mort du comte d'Evreux.

Hist. du Com. de d'Evreux, p. 210, 211.

Spicil. t. 3.
P. 75.

La cour, vers ce temps, fut en deuil de Louis de France, tige de la branche royale d'Evreux, qui mourut à Paris (a), dans l'hôtel qu'il avoit fait bâtir au fauxbourg Saint-Germain, dans l'endroit où sont aujourd'hui les loges de la Foire. On porta son corps aux freres Prêcheurs de la rue Saint-Jacques, où il fut déposé dans le même tombeau que la princesse Marguerite d'Artois, sa femme. Le cardinal Goscelin, légat du pape, fit la cérémonie des obsèques, auxquelles le roi assista en personne avec un grand nombre de princes, seigneurs, évêques & abés. On loue sa droiture, sa sincérité, sa prudence, son affabilité, sa douceur, son amour pour la paix, son respect pour la religion, son attachement pour le roi, son zele pour la tranquillité publique. Il étoit naturellement discret, & parfaitement instruit des droits de la couronne, des privileges & libertés de l'église Gallicane, ou plutôt des saints Canons que le clergé de France a toujours respectés, & qu'il n'a jamais cessé de défendre. Sa maxime étoit qu'un prince du sang n'est véritablement grand qu'à proportion qu'il est soumis à Dieu, au souverain & aux loix de l'Etat : il disoit qu'on ne devoit traiter les affaires, que dans la vue du bien public ; celles de la guerre, pour parvenir à une paix durable ; celles de pure politique, pour le repos & le bonheur du peuple.

(a) Le 19 Mai 1319.

Ce fut pour récompenser tant de vertus, que Philippe-Long érigea (a) le comté d'Evreux en pairie perpétuelle, avec le même rang & les mêmes prérogatives que les premières & anciennes pairies du royaume. Louis étoit à peine apanagé de cette principauté, qu'il s'éleva dans sa capitale un grand différend entre l'évêque & les moines de saint Taurin. Ceux-ci menoient une vie très déréglée : Geofroi de Bar, c'étoit le nom du prélat, entreprit de les réformer ; mais il y trouva tant d'obstacles, qu'il mourut (b) sans avoir pu exécuter un si pieux dessein. On le déposa pour une nuit, suivant la coutume, dans l'église du monastère où il avoit voulu rétablir l'ordre. C'étoit le livrer à toute la fureur de ses ennemis. Cette troupe forcenée, ravie de le tenir en sa puissance, ouvre la bière où il étoit enfermé, en arrache le cadavre avec violence, le dépouille de ses lin-cueils, & ce qui donne une étrange idée des mœurs des religieux de ce temps-là, le fouette cruellement, pour le punir du soin qu'il avoit pris de les remettre en règle. Le secret apparemment fut mal gardé. Bientôt toute la ville fut instruite de cet horrible attentat. Les moines furent condamnés à une amende de quarante sous, qu'ils payent tous les ans le jour de l'anniversaire du pontife : châtimement bien doux pour une action si barbare.

Tandis que ces choses se passaient en Flandre, l'Italie étoit en proie à toutes les fureurs des guerres civiles. Les Guelfes toujours dévoués au saint siège, & les Gibelins toujours zélés partisans des empereurs, profitèrent du schisme qui divisait l'Allemagne, pour ranimer leur haine naturelle, & déchirer le sein de leur patrie. Les premiers avoient pris le parti de Frédéric d'Autriche : les derniers se déclarèrent pour Louis de Bavière, que le pape refusoit de reconnoître. Le prétexte du pontife étoit que le prince Bavarois, sans attendre le consentement de Rome, avoit exercé le pouvoir souverain ; qu'il avoit reçu les hommages ; qu'il avoit

Ann. 1310.

Ibid., *per. p.*

322.

Ibid., *p. 108.*

Troubles d'Italie.

(a) Au mois de Janvier 1316.

(b) Le 18 Avril 1299.

Ann. 1110.

Spicil. rom.
3, p. 73.

distribué les fiefs : attentat énorme contre l'autorité du saint pere , à qui seul il appartient , disoit-on , d'approuver ou d'improver l'élection , de confirmer l'élu , & de lui conférer l'exercice de la puissance impériale. Mais de tous les petits tyrans , qui , à l'occasion de ces troubles , s'éleverent au-delà des monts , les plus redoutables étoient les Viscomiti. Mafféo , chef de cete famille , avoit quatre fils , tous grands capitaines. Milan , Pavie , Plaisance , Novare , Verceil , Alexandrie & plusieurs autres places de Lombardie , étoient sous son obéissance. L'empereur trop foible pour l'abaisser , feignit de le protéger , & lui laissa le titre de son lieutenant. Fier de cete qualité qui le mettoit à la tête des Gibelins , il ala assiéger Gênes ; & sur l'ordre qu'il reçut du pape de se désister de son entreprise , il répondit que cete ville n'étoit point du domaine de l'église , mais de l'empire , dont le pontife ne devoit pas se mêler. Il n'en salut pas davantage pour le faire déclarer hérétique par l'Inquisition. On le condanna comme un homme pervers , qui avoit maltraité , frappé , empoisonné les nonces du saint pere , pillé les églises ; chassé , foueté , banni plusieurs évêques & plusieurs abés ; brûlé les hôpitaux & les temples consacrés à Dieu ; troublé les ecclésiastiques dans leurs synodes , conciles ou chapitres ; abusé de plusieurs jeunes vierges : corompu des femmes mariées ; violé des religieuses , & ce qui étoit pis encore , forcé le clergé à célébrer l'office divin , malgré les interdicts lancés par le saint siege. On l'acusoit de nier la résurrection , ou du-moins d'en douter ; & pour le prouver , on disoit que son grand-pere , sa grand-mere , & sa sœur avoient été brûlés comme hérétiques. Alors on procéda contre lui par des excommunications , qui pour être trop prodiguées dans ces temps de superstition , ne produisoient presque plus aucun effet. On fut donc obligé d'avoir recours à une croisade. Elle fut publiée avec les mêmes indulgences que celle de la Terre-sainte.

Dans le même-temps il s'éleva une dispute assez

indifférente en elle-même , & qui ne devoit que faire rire ; mais où de conséquence en conséquence , on parvint à travestir en affaire capitale pour la religion une pensée de spiritualité , dont le plus grand vice étoit d'être assez peu sentée. La règle des Cordeliers portoit qu'ils renonceroient , par un vœu formel , à toute espèce de propriété , de quelque nature qu'elle pût être , & qu'ils ne se réserveroient que le simple usage des choses de ce bas monde. On ne fit pas d'abord grande attention à toute l'étendue de cet engagement ; & quoique la propriété des choses qui se consomment par l'usage , ne soit pas distinguée de l'usage même , on laissa tranquillement les frères manger leur soupe en sûreté de conscience. Ainsi chacun alla son train ordinaire : les uns mangeant leur pain comme propriétaires , les autres comme simples usufructiers , & comme exerçant les droits de l'église Romaine , qui en avoit seule la propriété. Mais quelques spirituels s'étant avisés de poser en maxime , que ce genre de vie étoit le plus parfait , le plus conforme à l'Évangile , celui enfin que J. C. & ses Apôtres avoient enseigné & pratiqué , les autres ordres religieux se crurent outragés : les esprits s'échauffèrent : l'affaire en peu de temps devint une question où la conscience & le salut parurent intéressés. Voici comme raisonnaient les adversaires du nouveau dogme : Il est constant que les Cordeliers ont le droit de manger : or ils ne peuvent manger légitimement , sans avoir la propriété de leurs aliments , propriété qui est inséparable de l'usage : donc chaque morceau qu'ils mangent est une infraction de leur règle , un violement de leur vœu , par-conséquent un parjure , un péché mortel : donc tout Cordelier est évidemment hors de la voie du salut , un pécheur public , un être nécessairement scandaleux. On ne peut en effet vivre sans manger & boire : donc s'il est de notoriété qu'il vit , il est également public & notoire qu'il mange & boit , par-conséquent qu'il viole habituellement les constitutions de son ordre , & qu'il est habituellement parjure & sacrilège. On pous-

Ann. 1310.

Dispute sur la propriété du pain que mangeoient les cordeliers.

Spicil. ibid.,
p. 74.

Hist. des ouv.
des Scav. ann.
1700, p. 72,
73.

Lettres sur le
péché imagin.
p. 22 & suiv.

Ann. 1320.

soit le raisonnement plus loin encore. Dire qu'une vie souillée de péchés mortels, soit celle de J. C. & de ses Apôtres, est un horrible blasphème : donc les Cordeliers qui soutiennent que leur vie est celle du Sauveur, sont des blasphémateurs impies. On lit d'ailleurs dans la sainte Ecriture que Notre-Seigneur, pour faire subsister ses Apôtres, possédoit quelque argent : donc il est de foi qu'il étoit propriétaire : donc les Cordeliers qui le nient, sont des hérétiques.

Spicil. ibid.
P. 75.

On l'a dit, on le répète, rien de plus frivole que cete dispute : elle eut cependant des suites terribles par les scandales & les schismes qu'elle causa dans l'Eglise. Jean XXII n'aimoit pas les Cordeliers : il ne put leur sçavoir gré du don d'une propriété dont il ne tiroit aucun usage, & qui ne rendoit, ni le saint siege plus riche, ni les moines plus pauvres : il donna des bulles, pour les constituer, malgré eux & malgré leur regle, propriétaires des aliments qu'ils consommoient. On les publia dans toutes les écoles ; il fut défendu, sous peine d'hérésie, de soutenir le contraire ; & le pontife fit brûler sans miséricorde tous les Franciscains réfractaires qui tombèrent entre ses mains. Les malheureux eurent recours à l'empereur, qui, ayant déjà d'autres démêlés avec le pape, ne balança point à les prendre sous sa protection, & s'oposa fortement aux censures, sans doute trop rigoureuses, qu'on avoit lancées contre eux. Mais, suivant la méthode de ce temps-là, il voulut aussi trouver des hérésies dans son adversaire ; & prétendit que le saint pere n'avoit pu, sans errer contre la foi catholique & chrétienne, renverser une regle aussi sainte que celle des freres Mineurs : regle fondée sur l'Evangile, autorisée par l'exemple de J. C. & de ses Apôtres. Les Gibelins, de leur côté, plus encore par la haine qu'ils portoient au pape, que par attachement pour le prince Bavaois, se déclarèrent aussi en faveur des religieux persécutés, & se jeterent sur les terres qui avoient été données à l'Eglise par la comtesse Mathilde : fatal présent qui étoit devenu un éternel sujet de discorde.

Le pape cependant fulminoit des excommunications, armes dont les succès de ses ennemis lui firent bientôt sentir la foiblesse. Il s'adressa aux François, traita avec le comte du Mans, qui fut depuis roi sous le nom de Philippe de Valois, & lui donna la qualité de lieutenant-général de la sainte église, pour la défendre contre les Viscomti, les plus puissants des Gibelins. Le jeune prince accepta cete dignité avec joie, & partit accompagné de plusieurs gentilshommes, à la tête desquels étoit le comte Charles, son frere cadet. Il marcha droit à Verceil, où il fut reçu aux acclamations des Guelfes, qui, maîtres d'une partie de la ville, étoient sans cesse aux mains avec les Gibelins qui s'étoient emparés de l'autre. Ceux-ci trop foibles pour tenir la campagne, s'enfermerent dans leurs murs & se préparèrent à une vigoureuse résistance. Mais Philippe, qui n'avoit que quinze cents chevaux, ne put faire l'investissement de la place: ainsi les vivres & les autres secours y entroient librement: ce qui arêtoit le progrès du siege. On tint conseil: il fut résolu que le prince, en attendant les troupes qui devoient le joindre, iroit se camper avantageusement sur le grand chemin, pour intercepter tous les convois. L'expédient réussit. Bientôt les alliés se virent tellement pressés, que manquant de tout, ils délibérèrent de tout abandonner.

Masséo, informé de la triste situation où ils se trouvoient, fit marcher promptement Galéace, son fils, avec une armée beaucoup supérieure à celle des François. Philippe averti de son arrivée, lui envoya demander s'il prétendoit lui livrer bataille. Il répondit que son intention n'étoit point d'attaquer aucun prince de la maison de France, mais simplement de défendre ses terres, & de secourir ses amis; qu'au-reste il feroit tous ses efforts pour faire passer son convoi dans la ville, & que si l'on entreprenoit de l'en empêcher, il se défendrait vigoureusement. La partie n'étoit pas égale: Galéace avoit dix hommes contre un: ce fut une nécessité de capituler. Le jeune prince, à qui l'impatience de se

Ann. 1310.

Philippe de Valois marche contre les Gibelins, & revient sans avoir rien fait.

Spicil. ibid.

P. 76.

Ibid. p. 77.

Ann. 1320.

signaler n'avoit pas permis d'attendre les renforts qu'il devoit recevoir de Gascogne, de Provence, de Naples, de Boulogne, de Sienna & de Florence, fit prier Viscomti de lui acorder une conférence. L'Italien, qui avoit eu l'honneur d'être fait chevalier de la main du comte Charles de Valois, se rendit aussi-tôt à l'invitation; & s'étant avancés tous deux à quelque distance de leurs armées, ils eurent un long entretien, où il paroît que Galéace remporta tout l'avantage. Prieres, compliments, présents, tout fut employé si à propos, que Philippe séduit par tous ces témoignages de respect & d'attachement, abandonna son entreprise, licencia ses troupes, & revint en France sans gloire : ce qui fit un grand tort à sa réputation.

Projet de
croisade inu-
tile.

Rayn., ann.
1319, n. 19.

La tranquillité dont le royaume jouissoit, fit renaitre les idées de la croisade. Le roi, qui s'y étoit engagé par vœu sous le regne de Philippe-le-Bel, son pere, témoignoit le plus grand empressement pour cete pieuse expédition. Mais le pape, chose étonnante ! n'oublia rien pour modérer une ardeur que ses prédécesseurs ne croyoient pas pouvoir trop exciter. Il écrivit au roi pour lui représenter que la circonstance n'étoit point favorable ; que la paix si nécessaire pour de teles entreprises, étoit bannie de presque toute la chrétienté ; que la discorde avec toutes ses horreurs désoleoit l'Allemagne, l'Angleterre, l'Ecosse, les deux Siciles, la Lombardie, l'île de Chypre & l'Arménie ; que l'ordre des Hospitaliers, dont on pouvoit espérer le plus de secours, se trouvoit épuisé d'argent, & devoit à deux compagnies plus de trois cent soixante mille florins ; que si, malgré tous ces obstacles, il persistoit à vouloir entreprendre ce voyage, il faloit avant toutes choses examiner, & la dépense à laquelle il engageoit, & les moyens d'y subvenir, sans tenter l'impossible comme autrefois. Cete lettre fit impression, mais n'empêcha pas le monarque de continuer ses préparatifs, quoique plus lentement & avec plus de maturité.

Ce retardement fut l'occasion ou le prétexte d'un trouble semblable

semblable à celui qui s'étoit élevé soixante & dix ans auparavant, pendant la prison de saint Louis. Des bergers & autres gens de la campagne, abandonnant leurs troupeaux, s'assemblerent sans autres armes que la malle & le bourdon de pèlerin, disant qu'ils aloient à Jérusalem, & que la délivrance de la Terre-sainte leur étoit réservée. Ils marchaient à grandes troupes, qui grossissoient chaque jour par la jonction de tous les fainéants, vagabonds & brigands qui se trouvoient sur leur route. Ils entraînoient jusqu'à des enfans de seize ans : les femmes mêmes se mêloient avec eux, & n'avoient pas honte de quitter leurs maris pour les suivre. On les nomma Pastoureux : leurs chefs étoient deux mauvais prêtres ; l'un déposé de sa cure pour ses crimes ; l'autre, moine apostat de l'ordre de saint Benoît. D'abord ils observerent une exacte discipline, marchant en procession deux à deux, faisant porter une croix devant eux, visitant dévotement les principales églises, & mendiant leur vie avec la modestie convenable à leur état de pauvreté. Le peuple qui les estimoit, leur fournissoit des vivres en abondance : le roi lui-même, séduit par son ardeur pour la croisade, les favorisoit avec plus de zèle que de politique. Mais bientôt ils prirent les mœurs des scélérats qu'ils s'étoient associés, & se rendirent odieux par leurs pillages & leurs violences. Quelques-uns furent arrêtés par ordre du magistrat. Aussitôt les autres acoururent, brisèrent les portes de leurs prisons, & les mirent en liberté. Arrivés dans la capitale, ils forcerent le châtelet, précipiterent du haut de l'escalier le prévôt de Paris qui avoit osé leur résister, & délivrèrent ceux de leurs compagnons qui étoient détenus au cachot. De-là ils passèrent au pré aux clercs près l'abbaye de Saint-Germain, où ils se rangèrent en bataille, préparés à se défendre, si le chevalier du Guet venoit les attaquer, comme le bruit en couroit. Mais personne ne parut ; & ce qu'on a peine à concevoir, le prince & ses ministres les laissèrent tranquillement s'éloigner, sans se mettre en devoir de châtier ou de

Tom. IV.

* Tt

Ann. 1310.
Nouveaux
pastoureux en
France.
Rayn, ann.
1310, n. 11,
12, 13.
Spicil. tom.
5, p. 77.

Ann. 1320.

réprimer leur brigandage : ce qui les rendit encore plus insolents.

Ibid.

Les Juifs sur-tout , à qui ils ne laissoient que le choix de la mort ou du batême, fuyoient par-tout devant eux , emportant ce qu'ils avoient de plus précieux & de plus cher. Une multitude de ces malheureux s'étoient retirés dans une tour très forte & très élevée, qui appartenoit au roi (a). Ils y furent assiégés avec fureur , & se défendirent de même , lançant contre leurs ennemis de grosses poutres, des pierres, & jusqu'à leurs propres enfants. Les Pastoureaux cependant ne se rebutoient point , & parvinrent enfin à mettre le feu à la porte de la forteresse. Les Juifs, presque étouffés par la fumée, comprirent qu'il ne leur restoit aucun moyen de s'échapper ; & pour ne point tomber entre les mains des incirconcis, ils prièrent un de leurs concitoyens, jeune homme fort & vigoureux, de leur donner la mort. Celui-ci accepte la commission, en égorge cinq cents, descend ensuite avec quelques enfants qu'il avoit épargnés, se présente aux assiégeants, leur raconte ce qu'il vient de faire, & demande le batême. On eut horreur de sa barbarie : il fut haché en pieces : mais les enfants trouverent grace : ils furent baptisés.

Ibid.

De-là les Pastoureaux passèrent dans le bas Languedoc. Déjà ils étoient près de Carcassonne, lorsque le sénéchal, Aymeri de Cros, fit publier une défense d'exercer aucune violence contre les Juifs, comme appartenants au roi : mais plusieurs disoient qu'on ne devoit pas s'opposer à des chrétiens, pour sauver des infideles. On fut donc obligé d'assembler des troupes^a, & l'on fit défense, sous peine de la vie, d'aider ou de favoriser les prétendus croisés. On en arêta un grand nombre, qui furent pendus dans les lieux où ils avoient commis leurs crimes, sur-tout à Toulouse, où ils avoient égorgé tous les Juifs, sans qu'on eût pu les en empêcher. Les autres se dispoisoient à marcher vers Avignon, où le

(a) Cete tour étoit dans le château royal de Verdun sur la Garonne, au diocèse de Toulouse.

pape tenoit sa cour : mais ils trouverent tous les passages fermés. Plusieurs furent tués : plusieurs expirèrent sur des gibets : le reste s'enfuit , & *se dissipa tout-à-coup comme la fumée.*

Ann. 1310.

Cete anecdote , où l'on voit jusqu'où peut aler le désordre de l'imagination , nous rapelle l'histoire des amants qui se répandirent depuis dans le Poitou : nouveaux fanatiques , moins méchants , mais dont la folie ne cédoit en rien à celle des anciens Pastoureaux. Cete nouvele espece de vagabonds , dit un sçavant Académicien , forma une société qu'on pouvoit apeler la confrairie des pénitents d'amour , & qu'on désigna par le nom de Galois & de Galoises : car les femmes aussi-bien que les hommes se disputoient à qui soutiendrait le plus dignement l'honneur de cete religion extravagante , dont l'objet étoit de prouver l'excès de son amour par une opiniâtreté invincible à braver les rigueurs des saisons. Les chevaliers , les écuyers , les dames & les demoiselles , qui étoient initiés dans le nouvel ordre , devoient , suivant leur institut , se couvrir très légèrement dans les plus grands froids , très chaudement dans les plus ardentés chaleurs. L'été , ils alumoient de grands feux auxquels ils se chafoient comme s'ils en eussent eu grand besoin : l'hiver , c'eût été une honte d'en trouver dans leurs maisons : leurs cheminées alors n'étoient garnies que de feuillages , ou autres verdures , si l'on pouvoit en avoir : sans doute pour faire allusion au pouvoir de l'amour , qui opere les plus étranges métamorphoses. Lorsqu'un Galois entroit dans une maison , le mari soigneux de donner au cheval de son hôte tout ce qu'il lui faisoit , le laissoit lui-même maître de tout , & ne rentroit point qu'il ne fût sorti : il éprouvoit à son tour , s'il étoit de la confrairie , la même complaisance de la part de l'époux , dont la femme associée à l'ordre , étoit l'objet de ses soins & de ses visites. » Si dura cete » vie & cete amourette grant piece (long-temps) jusques » à tant que le plus de ceux en furent morts & périss » de froid. Car plusieurs transsioient de pur froid , &

Confrairie
des pénitents
d'amour.

M. de Sainte-
Palais , Mém.
sur l'anc. Che-
val. p. 131.

Ann. 1310.

» mouroient tout roides de lez leurs amies , & auffi
 » leurs amies de lez eux , en parlant de leurs amou-
 » retes , & en eux moquant & bourdant de ceux qui
 » étoient bien vêtus. Et aux autres il convenoit deffer-
 » rer les dents de couteaux , & les chauffer & froter au
 » feu comme roides & engelés . . . si ne doute point
 » que ceux & celles qui moururent en cet état , ne
 » soient martyrs d'amour ». C'est la réflexion de l'au-
 » teur qui nous a transmis ce fait singulier : il eût été plus
 sage de les plaindre comme de malheureuses victimes
 de la folie.

Découverte
 d'une conspi-
 ration , & les
 auteurs punis.

Spicil. t. 3,
p. 78 , 79.

Ann. 1311.

Quoi qu'il en soit , l'aventure des Pastoureaux fit un grand bruit dans le monde. Il est vrai que cete folle entreprise ne fut funeste qu'à ses auteurs : mais elle annonçoit que la fureur des croisades s'étoit de nouveau emparée de l'esprit des François. Les Infideles en furent alarmés , & pour rompre ce dessein , prirent les mesures les plus abominables. Ils sçavoient que les Juifs , souvent chassés , quelquefois massacrés , toujours persécutés en France , nourrissoient dans leur cœur une haine secrète , mais implacable contre la nation : ils s'adresserent à eux pour l'exécution de la plus horrible conspiration qui eût jamais été tramée. Elle consistoit à empoisonner tous les puits & routes les fontaines du royaume : ce qui devoit naturellement le dépeupler , par conséquent rendre impossible l'expédition que le roi méditoit. Le roi de Grenade , animé sans doute par les Mahométans d'Asie , excité d'ailleurs par son propre ressentiment contre les Chrétiens , dont les armes victorieuses désoloient ses Etats , fut le principal moteur de cete détestable manœuvre. Les Juifs qu'on veilloit de fort près , n'osèrent pas se charger d'une si dangereuse commission : mais ils promirent de ne rien oublier pour la faire exécuter par les lépreux , dont le nombre étoit alors fort grand en France. Ces infortunés , dont le mal étoit de lui-même contagieux , souffroient impatiemment de se voir exclus de tout commerce , bannis de toute société , tristes objets de l'horreur & de l'exécration

publique. On vint à bout de leur persuader que tous ceux qui ne mourroient pas du poison qu'ils mêleroient dans les eaux , seroient frapés de la lepre ; qu'alors la maladie ne seroit plus honteuse ; que toute distinction cesseroit ; & qu'ils pourroient comme les autres commercer librement avec leurs parents & leurs amis. Cete espérance flateuse , & l'argent qu'on sçut leur distribuer à propos , les fit consentir au crime : toutes les eaux furent empoisonnées dans la Haute-Guienne : ce qui causa en fort peu de temps une très grande mortalité. Mais la chose ne put être exécutée si secrètement, qu'on ne conçût certaine défiance , qui conduisit enfin à une entière conviction. Les coupables arêtés avouèrent toute la trame , & furent brûlés vifs.

Ann. 1327.

Bientôt le Poitou fut également infecté de ces poisons meurtriers : mais la source du mal étoit découverte : le remede fut prompt & les précautions efficaces. Le seigneur de Pernay envoya au roi la confession d'un certain lépreux , qui avoit été pris sur ses terres. Elle portoit qu'un Juif fort riche l'avoit séduit , & lui avoit donné des poisons & de l'argent , avec promesse de lui fournir de plus grosses sommes pour corrompre ses compagnons ; qu'interrogé sur la composition de ces maléfices , il avoit répondu qu'il y entroit du sang humain , de l'urine , de trois sortes d'herbes qu'il ne connoissoit pas ou qu'il ne voulut pas nommer , & des hosties consacrées ; que tout cela étant desséché , on en faisoit une poudre , qu'on mettoit dans des sachets qu'on jetoit ensuite dans les puits & dans les fontaines. Ce même chevalier mandoit en même-temps au monarque , qu'une femme ataquée de la lepre , passant par un village qui lui appartenoit , & craignant d'être arêtée , laissa tomber un petit paquet , qui fut aussi-tôt porté au magistrat ; qu'on l'ouvrit , & qu'on y trouva la tête d'une couleuvre , des pattes de crapaud , & des cheveux de femme ; souillés d'une liqueur noire & puante , chose horrible non-seulement à sentir , mais à voir ; que le tout jeté dans un brasier ardent , s'étoit trouvé à l'épreuve des

Ibid.

Ann. 1321.

flammes ; qu'on assuroit que c'étoit le plus violent des poisons. Le roi à cete nouvele fut saisi d'horreur , & fit publier un édit , par lequel il ordonna de brûler vifs tous ceux des lépreux qui seroient trouvés coupables , & d'enfermer les autres pour toujours : ce qui fut rigoureusement exécuté.

Ibid.

Quant aux Juifs , ils furent brûlés en quelques endroits sans aucune distinction. On raconte qu'à Chinon on aluma un grand feu dans une fosse très large & très profonde , où ces malheureux au nombre de cent soixante furent livrés aux flammes. Plusieurs s'y jetèrent d'eux-mêmes , *riant & chantant , comme s'ils aloient à des noces* : quelques femmes s'y précipiterent avec leurs enfants , de peur que les chrétiens ne s'en emparaissent , & ne les fissent batiser. Mais à Paris on se contenta de bannir ceux qui n'avoient aucune part à cet exécrationnable attentat : les autres furent condanés au même suplice que les lépreux coupables. On réserva seulement les plus riches , jusqu'à ce qu'on fût informé de leurs dettes actives , que le roi vouloit apliquer à son fisc avec tous leurs biens , qu'on fait monter à cent cinquante mille livres , somme alors très considérable. Quelques-uns , on en compte jusqu'à quarante , plutôt que d'expirer sous la main de leurs plus mortels ennemis , voulurent illustrer leur fin par un généreux désespoir. Vitri fut le théâtre de cete scene sanglante. Convaincus du crime qui les avoit fait arrêter , & se voyant dévoués aux flammes , ils choisirent , pour leur ôter la vie , un de leurs anciens , qu'ils apeloient leur pere , le plus saint & le meilleur d'entre eux. Mais celui-ci ne voulut point se charger de la commission , qu'on ne lui associât un jeune homme fort & vigoureux : ce qui fut accordé. Aussi-tôt les deux charitables bourreaux se mettent en devoir de remplir l'horrible fonction qu'ils ont acceptée , égorgent tous leurs compagnons , puis se disputent à qui sera tué le premier : le vieillard enfin l'emporte , & meurt de la main du plus jeune , qui , demeuré seul , eut peur de la mort. Alors il ramasse

tout ce qu'il trouve d'or & d'argent , se fait une espece de corde avec les vêtements de les freres , & plein d'esperance , essaye de descendre par une fenetre de la tour où il étoit enfermé. Mais la corde se trouvant trop courte , il tombe de fort haut , se casse une jambe , est pris & brûlé avec les corps de ceux qu'il avoit poignardés.

Le châtement de ces infames scélérats n'ocupoit pas tellement le monarque , qu'il ne donnât dans le même temps une grande partie de ses soins à la manutention des loix , de la discipline & de la plus sévere justice. On rapportera à ce sujet un trait singulier , que l'histoire n'a pas jugé indigne d'être conservé. Le prévôt de Paris , Henri Capetal , originaire de Picardie , détenoit dans les prisons du châtelet un riche homicide. Le crime étoit si notoire , qu'il ne laissoit aucun lieu à la faveur : il fut condamné à mort d'une voix unanime. Mais il ofroit de grosses sommes pour se soustraire au suplice si justement mérité. L'avidé magistrat , ébloui par l'éclat de l'or , imagina un étrange moyen de le délivrer. Il choisit un prisonnier innocent , mais pauvre , le fit pendre sous le nom du riche , & remit le riche en liberté sous le nom du malheureux supplicié. Bientôt l'iniquité fut découverte. Le roi saisi d'indignation , nomma des commissaires pour faire le procès au juge prévaricateur : il fut convaincu , & pendu au même gibet. *Tous les jours*, dit Mézerai , *nous voyons ses pareils sauver le riche coupable , & châtier sa bourse innocente.*

L'horrible prévarication du premier magistrat de la capitale redoubla le zele du prince pour le bien public , & lui fit rendre un grand nombre de sages ordonnances. Les unes regardent les officiers de son parlement , déterminent leurs fonctions , fixent leur nombre , excluent les prélats de leurs assemblées , pour ne point les distraire du gouvernement de leurs épiscopats (a) ; leur ordonnent de se rendre au palais à l'heure qu'on

Ann. 1321.

Exemple d'une sévere justice.

Spicil. tom. 3. p. 76.

Abr. Chron. t. 2, p. 836.

Règlements de justice, d'économie & de police.

Ordon. de nos rois, t. 1, p. 673, 702, 729.

(a) *Spiritualités.*

Ann. 1311.

Hist. de France, t. 2, p. 36.

Ordon. ibid.
p. 643, 679 &
751.

* 98 à cheval, 133 à pied.

Ibid. p. 669.

chante la première messe en la chapele-basse, & d'y demeurer jusqu'à midi sonné; leur défendent d'*interrompre les besognes ordenées*, de demander, raconter, débiter *nouvelles ou esbatements* pendant la séance, & de recevoir informations, ou *paroles privées*, en leurs maisons ou ailleurs, soit par lettres, soit par messages: précaution nécessaire, dit Mézerai, pour éloigner d'eux tout venin, & les préserver du soupçon même de corruption. Les autres avoient pour objet de remédier aux abus qui s'étoient glissés dans la juridiction du châtelet: abus de toute espèce, & tous fort préjudiciables à l'Etat. Les notaires & les sergents s'y étoient multipliés à l'excès: leur nombre avoit accru leur avidité: d'où il arrivoit que le public étoit cruellement rançonné. Le prévôt lui-même, oubliant qu'une des plus illustres prérogatives de la noblesse est de juger les peuples, tenoit fort rarement le siège, abandonnant le jugement des affaires à ses lieutenants, gens sans naissance, fils de Lombards ou de marchands, qui ayant acheté leurs commissions, mettoient tout en commerce, & vendoient la justice à beaux deniers comptants. Le roi pourvut à tous ces désordres. Les notaires furent réduits à soixante, les sergents ramenés à l'état & au nombre ancien*, selon les ordonnances faites autrefois, & le prévôt obligé d'exercer lui-même.

Le monarque fit aussi plusieurs beaux réglemens, tant pour le gouvernement de son hôtel, que pour son profit particulier. Car, dit ce sage prince, » Messire » Dieu, qui tient sous sa main tous les rois, ne les a » établis en terre, qu'afin qu'ordenés (a) premièrement » en leurs personnes, ils gouvernent ensuite duement, » & ordenent leur royaume & leurs sujets. C'est pour » cela, ajoute-t-il, & par reconnoissance de ce qu'il » nous a fait roi de si nobles royaumes, comme sont » ceux de France & de Navarre, que nous désirons » ardemment que telle ordonnance soit mise & gardée en

(a) Réglés.

» nous,

» nous , & ès gens qui nous entourent , que nul défaut
 » ne puisse être en notre gouvernement , si que nos
 » peuples en puissent prendre exemple , & qu'ils trou-
 » vent toujours , quand ils recourront à nous ou à nos
 » gens , prompte & convenable délivrance. Ainsi nous
 » déclarons que tous les jours , avant que de commen-
 » cer à besogner ès choses temporeles , nous voulons
 » entendre la messe , à tele dévotion comme il plaira à
 » Dieu de nous donner , défendant à toutes personnes
 » de nous présenter des requêtes pendant le saint sacri-
 » fice , ou de nous adresser la parole , si ce n'est notre
 » confesseur qui pourra nous parler , mais seulement de
 » choses qui toucheront le fait de notre conscience &
 » le salut de notre âme ». La suite de ces ordonnances ,
 il y en a trois sur le même sujet , répond à un si noble
 début : on n'en rapportera que les principaux articles.
 L'un , pour arrêter toute déprédation des finances , regle
 que les confiscations seront employées à acquiter les ren-
 tes à vie ou perpétuelles : l'autre , pour l'accroissement
 du royaume , proscriit toutes ces graces dispendieuses
 qui sous les regnes précédents avoient *si fort apertifé* le
 domaine de la couronne , & déclare ennemi de l'Etat
 celui qui osera solliciter aucun de ces dons à héritage.
 Déjà par une déclaration donnée à l'abbaye royale de
 Maubuisson (a) , il avoit révoqué toutes les aliénations
 de cete espece , qui avoient été faites par le roi Philippe-
 le-Bel , son pere , & par Louis Hutin , son frere. Telo
 est l'époque du droit qui rend le domaine de nos rois
 inaliénable : droit inconnu jusque-là , mais adopté depuis
 par Charles-le-Bel , confirmé par François I , consacré
 par les ordonnances de Moulins & de Blois , devenu
 enfin une loi inviolable du royaume.

Ici , pour prévenir toute surprise en une chose qui
 est la principale fonction de la royauté , il est défendu
 de passer ou de conseiller au monarque aucunes lettres
 contraires aux anciens réglemens : le chancelier devient

Ann. 1321.

p. 663 , 670.
671.

p. 665.

p. 671 , 673.

(a) Le 29 Juillet 1318.

Ann. 1321.

p. 638, 671,
660.

prévaricateur, s'il entreprend de scéler celles où se trouve cete clause, *non contrestant ordonnances* : d'où, selon du Tillet, est tirée la maxime reçue, *qu'en fait de justice on n'a égard à lettres missives*. Là il est ordonné que le roi verra son Etat une fois chaque année ; que tous les mois il lui sera fait raport de la dépense de sa maison, de celle de la reine, & de celle de ses enfans ; qu'en même-temps on lui présentera le mémoire des fonds qui se trouvent au trésor royal ; que les sénéchaux, les baillis & les receveurs généraux compteront tous les ans une fois, les trésoriers & les gens de l'hôtel deux fois ; que le chancelier, pour les émoluments de son office, & le trésorier de la chapele pour le parchemin, compteront également à la chambre des deniers, ainfi que *le maître écuyer le roi* : c'est le nom qu'on donnoit autrefois à l'oficier de la couronne, qu'on apele aujourd'hui grand-écuyer : office qui ne remonte pas plus haut que le regne de Philippe-le-Bel.

Office de
grand-écuyer
de France : l'é-
poque de son
établissement.

P. Anselme,
hist. génér. de
France, t. 2,
p. 1271, 1273,
1276, 1285,
1301.

Il est vrai que dès le commencement de la troisieme race on voit des écuyers à la cour de nos rois : mais leur chef étoit subordonné d'abord au sénéchal, ensuite au connétable : ce n'est que sur la fin du treizieme siecle qu'il a commencé à ne recevoir l'ordre que du prince, & à ne compter qu'à la chambre des comptes. D'abord il n'eut que le titre de maître de l'écurie : depuis, sous Philippe-le-Long, il y joignit celui de premier écuyer du corps : Philippe de Geresmes, dit le Cordelier, sous Charles VI, ajouta à cete dernière qualité celle de grand-maître de l'écurie : Alain Goyon, seigneur de Villiers, favori de Louis XI, est le premier qui ait été qualifié grand-écuyer de France. Les prérogatives de cet oficier font d'avoir la surintendance sur tous les autres écuyers, d'ordonner de tout ce qui regarde la grande écurie, de disposer de tous les fonds destinés pour sa dépense, de commander aux rois & hérauts d'armes, de porter aux entrées & autres cérémonies l'épée royale dans le fou-veau semé de fleurs de lis, & de la mettre avec le baidrier à chaque côté de l'écu de ses armes. Les dais qu'on

présente aux rois à leur entrée solennelle dans les villes, sont à lui : il disputoit autrefois la puissance & l'autorité d'asseoir les postes & de pourvoir aux États des maîtres d'icelles : mais le contrôleur-général a obtenu ce privilège sur lui. Cete charge depuis 1637 est possédée par les comtes d'Harcourt, d'Armagnac & de Brionne, seconde branche des princes de Lorraine établis en France.

Ann. 1317.

Un autre établissement dont ce regne fournit l'époque, est celui des capitaines dans toutes les bonnes villes du royaume. On avoit présenté de toutes parts des requêtes au monarque, » pour le supplier de vouloir » bien garder droit & justice à ses sujets, & de les » maintenir en tranquillité & en paix, en la maniere » qu'ils furent maintenus au temps de M. saint Louis ». Il crut que le seul moyen de leur procurer ce bonheur si desirable, étoit d'établir, à ses frais, dans chaque cité (a) un gardien qui pourroit avoir armures pour gens de pied, & tenir chevaux & gens d'armes, pour repousser toute violence contre la liberté publique. Il ordonna que cet officier, quoique sous ses ordres, seroit élu par le conseil des bourgeois prudes-hommes ; qu'il leur feroit serment de les défendre loyalement de tout son pouvoir, & qu'à leur tour ils jureroient de lui obéir fidèlement, & de l'aider à maintenir les loix & le bon ordre (b). Une pareille nouveauté ne pouvoit manquer d'exciter quelques murmures parmi les seigneurs temporels : le roi, pour les apaiser, déclare que son intention n'est pas que le capitaine-général se mêle de l'administration de la justice ou des finances, mais simplement du fait de la guerre ; qu'il veut & entend que les juridictions des villes, leur droit & leurs coutumes soient & demeurent dans leur état ancien. Cete déclaration fit cesser toutes les plaintes.

Etablissement d'un capitaine-général dans les grandes villes.

Ordon. de nos rois, t. 1, p. 635.

Le sage prince avoit si fort à cœur de bien régler son royaume, que pour un plus grand ordre, il vou-

(a) On apeloit anciennement cités les villes où il y avoit évêché ou archevêché.

(b) Cete ordonnance est du 12 Mars 1317.

Ann. 1321.

Projet d'établir un seul poids, une seule mesure, une seule monnaie en France.

Spicil. t. 3.

P. 79.

loit qu'il n'y eût en France qu'un même poids, une même mesure, une même monnaie. Mais ce dessein, tout louable qu'il étoit, pensa causer une révolte. On fit courir le bruit qu'afin de faire un fonds suffisant pour dédommager ceux qui avoient droit de battre monnaie, il avoit résolu de lever le cinquième de tous les biens de ses sujets. Aussi-tôt les ligués se renouvelèrent en beaucoup d'endroits : le clergé & la noblesse s'unirent avec les villes, pour s'opposer avec vigueur à une nouveauté, qu'on disoit n'être qu'un prétexte pour exiger un impôt énorme. Il fut donc obligé, sinon d'abandonner, du-moins de suspendre l'exécution d'un projet si utile. Touché cependant de la misère de son peuple, que le désordre des monnoies avoit tellement *dommagiés, déçus, apauvris, que cil qui souloit être riche, étoit amenuisié de ses richesses, que tel n'avoit de quoi vivre, que les denrées enfin étoient enchéries & les marchandises délaissées*, suites funestes, mais nécessaires de ces afoiblissements : il fit délivrer plusieurs commissions aux baillis, pour saisir toutes les espèces qui se trouveroient dans les boîtes ou dans les forges des prélats & des barons, & pour les envoyer avec les coins à la chambre des comptes, qui en devoit faire l'essai. La Guienne ne fut pas exempte de cette recherche. Pierre de Cahours, maître monétaire, y fut envoyé pour exécuter cet ordre émané du trône ; & toute fabrication fut interdite au roi d'Angleterre, ainsi qu'aux autres seigneurs de France, jusqu'à ce qu'il en eût été autrement ordonné. Bientôt néanmoins il s'aperçut que la réforme des monnoies étoit impossible, tant qu'un si grand nombre de seigneurs jouïroient de ce privilège : il prit donc la résolution de les rembourser, & de réunir ce droit à sa seule personne. Déjà il avoit acquis les plus considérables, telles que les monnoies de Chartres, d'Anjou, de Clermont, & du Bourbonnois : mais une mort prématurée l'empêcha de terminer une affaire également avantageuse au souverain & au peuple.

Mort du roi.

Il y avoit cinq mois que ce prince étoit consumé par

une fièvre quarte, jointe à une cruele dysenterie. Il sentit redoubler son mal, demanda les sacrements de l'église, les reçut avec une dévotion exemplaire, & mourut à Long-Champ (a), dans la vingt-huitième année de son âge & la sixième de son règne. On l'a surnommé le Long à cause de sa taille, qui étoit haute & déliée. On porta son corps en grande pompe à saint Denis, son cœur aux Cordeliers de Paris, & ses entrailles aux Jacobins. Depuis saint Louis, dit Mézerai, ces bons pères s'étoient attribué le droit d'avoir quelque partie des entrailles de nos rois, moins jaloux de cet honneur, que des fondations qui l'accompagnoient. Philippe eut de la reine Jeanne, héritière du comté de Bourgogne, un fils nommé Louis, qui mourut âgé d'environ sept mois, & quatre filles; Jeanne qui avoit épousé Eudes IV, duc de Bourgogne; Marguerite qui fut femme de Louis, comte de Flandre; Isabelle, qui fut mariée d'abord à Guigue, dauphin de Viennois, ensuite à Jean, baron de Fauconney en Franche-Comté; & Blanche, qui se fit religieuse à l'abbaye de Long-Champ.

Ce fut un prince de grand mérite, dévot sans faiblesse, religieux observateur de sa parole, vigilant, habile, prudent, hardi, mais de mœurs douces, sans aigreur, sans caprice, d'un esprit orné, délicat & solide. Il se plaisoit aux nobles exercices, aimoit les belles-lettres, favorisoit ceux qui les cultivoient, les attiroit dans son palais, les honoroit même des premières charges de sa maison. Témoin Milion, gentilhomme de Poitou, qu'il fit son maître-d'hôtel, pour récompenser son talent poétique: témoin encore Bernard Marquis, célèbre Provençal, qu'il éleva à la dignité de chambellan, parce qu'il excelloit dans le même genre: témoin enfin cette intimité à laquelle il admit deux personnages distingués alors par leur sçavoir, le chancelier Pierre d'Arablai, qui, à sa recommandation, fut élevé au car-

Ann. 1322.
Spicil. tom.
3, p. 79.

Hist. de France,
tom. 2, p.
165.

Son éloge.

Idem, *ibid.*

(b) Le 3 Janvier 1322.

Ann. 1321.

Erection
d'archevêchés
& d'évêchés;
mort du sire
de Joinville.

dinalat, & le grand Bouteillier Henri de Sully, qu'il envoya en ambassade vers le pape Jean XXII, qu'il nomma l'un des exécuteurs de son testament, & qui fut depuis établi gouverneur du royaume de Navarre.

Ce fut sous le regne de Philippe, qu'on publia la collection des constitutions du pape Clément V, apelées vulgairement Clémentines; que Toulouse devint métropole; & que furent érigés les évêchés de Montauban, de Saint-Papoul, de Rieux, de Lombez, de Lavaur, de Mirepoix, d'Alet, de Saint-Pons, de Castres, de Condom, de Sarlat, de Tulle, de Saint-Flour, de Vabres, de Luçon, & de Maillezaïs, transféré depuis à la Rochelle. Dans le même temps (a) l'Italie perdit le fameux Dante Alighieri, l'un de ses premiers poètes. Il nous reste de lui plusieurs poèmes, où l'on remarque beaucoup d'esprit, un grand génie, mais quelquefois aussi une satire trop mordante. On a dit ailleurs que pour se venger du comte Charles de Valois, qui l'avoit exilé de Florence sa patrie, il imagina ridiculement que Hugues Capet étoit fils d'un boucher. Le plus considérable de ses ouvrages est le poème de l'enfer, du purgatoire & du paradis. Trois ans auparavant (b), la France avoit vu mourir l'immortel sénéchal de Champagne, Jean, sire de Joinville. Il suivit Louis IX dans sa première expédition d'outremer, & mérita son estime & sa confiance par sa valeur, par son esprit & par sa franchise. Il écrivit la vie du saint roi avec une naïveté qui fait sentir qu'il dit vrai. Isabelle sa sœur avoit épousé Ferri de Lorraine, fils de Thierri, surnommé le Diable ou d'Enfer, petit-fils de Ferri de Bitche, duc de Lorraine, tige de l'illustre maison du Châtelet.

Usage singulier.

Abr. chron.
de l'hist. de Fr.
t. 1, p. 275.

Un usage très singulier qui étoit alors en vigueur, n'est pas précisément qu'on donnât le voile à des filles de huit ans, & peut-être plutôt, elles ne prononçoient point de vœux, & ne recevoient point la bénédiction solennelle; mais qu'on les obligeât, si elles venoient à

(a) Ann. 1321.

(b) Ann. 1318.

sortir du cloître pour se marier , d'obtenir des lettres de légitimation pour leurs enfans , afin de les rendre habiles à succéder. Ce qui feroit croire que sans cela , ils auroient été traités comme batards. C'est la remarque de l'auteur si célèbre du nouvel abrégé chronologique de notre histoire. Un fait bien différent , ajoutet-il , c'est que plus de deux cents ans auparavant , saint Hugues , abé de Cluni , apuyé de l'autorité de toute l'église , défend de recevoir à l'abaye de Marcigni qu'il avoit fondée , aucune fille au-dessous de vingt ans.

» On ne doit pas non plus omettre un usage qui » remonte jusqu'au douzieme siecle : on exigeoit des » religieuses , qu'elles aprissent la langue latine , qui » avoit cessé d'être vulgaire : cet usage dura jusqu'au » quatorzieme siecle , & n'auroit dû jamais finir «.





CHARLES IV,

Dit LE BEL.

LE feu roi n'avoit laissé que des filles. La succession au trône, de mâle en mâle, autorisée depuis tant de siècles, venoit d'être confirmée par les états généraux. Charles, comte de la Marche, fut reconnu sans aucune opposition, & couronné à Reims par l'archevêque Robert de Courtenai, qui avoit aussi sacré les deux freres, Louis Hutin & Philippe-le-Long. Le premier soin du monarque fut de faire casser son mariage avec Blanche de Bourgogne, qu'on avoit enfermée pour adultere au Château-Gaillard d'Andely. Il se trouva heureusement qu'ils étoient parents, d'un côté au troisieme, d'un autre au quatrieme degré, & qu'il y avoit entre eux une fraternité spirituelle, Mahaut d'Artois, mere de la princesse, ayant tenu le prince sur les fonts sacrés du batême. On citoit, à la vérité, une dispense acordée par Clément V ; mais le procureur du roi observoit qu'on y avoit inféré plusieurs faits qui n'étoient pas véritables, ce qui la rendoit subreptice ; que d'ailleurs elle n'exprimoit pas suffisamment l'empêchement de l'afinité spirituelle. L'évêque de Paris, Etienne de Boruet, devant qui les époux s'étoient d'abord pourvus, sentit toute l'importance de cete affaire : il n'osa la décider, mais la renvoya toute instruite au souverain pontife. Jean plus hardi, déclara que le mariage étoit nul, permit au roi d'épouser une autre femme, & la comtesse d'Artois, qui appréhendoit pour la vie de sa fille, qu'on pouvoit poursuivre

Ann. 1322.
Sacré du roi :
dissolution de
son mariage.
Spicil. tom.
3, p. 79.
Rayn. ann.
1322, n. 23.
Baluz. tom.
1, p. 440.

pour suivre comme adulateur, consentit à tout. Quatre mois après, Charles épousa Marie de Luxembourg, fille de l'empereur Henri VII, sœur de Jean, roi de Bohême.

Ann. 1322.

On murmura beaucoup dans le monde de ce jugement, peut-être trop précipité, du pontife. Les uns disoient que Mahaut n'étoit point maraine du prince; les autres tournoient la chose en plaisanterie. On vit paroître plusieurs épigrammes, une entre autres, dont le sens étoit qu'un certain Billevert n'avoit pas perdu son temps à la cour de Rome, qui lui permettoit d'empousser sa double commère, tandis qu'elle rompoit le mariage du roi pour simple compérage. De tout temps le François a su adoucir ses mécontentemens par des vers badins, plus ou moins délicats, selon que le goût fut plus ou moins épuré. On croit que le zèle du monarque pour la croisade fut le principal motif qui engagea le pape à le favoriser dans cette affaire. Le saint père sollicitoit un puissant secours pour les chrétiens de Chypre & d'Arménie, qui étoient vivement pressés par les Infidèles: Charles, qui avoit fait vœu de passer à la Terre-Sainte, saisit avec empressement l'occasion de remplir une partie de ses engagements, & promit de faire partir incessamment une flotte avec un certain nombre de gens-d'armes. Il nomma, pour commander cette armée, Almaric, vicomte de Narbonne, » son très » cher & féal chevalier, conseiller & domestique « , homme très discret, brave, expérimenté dans l'art militaire, animé d'un grand zèle de la foi, mais qui s'étoit attiré de fâcheuses affaires, par l'abus qu'il avoit fait de son autorité. Il étoit prisonnier au châtelet de Paris, lorsqu'il fut choisi général de cette pieuse expédition, & tous ses domaines avoient été saisis, pour une vieille querelle. Deux gentilshommes de ses vassaux, arrêtés par ses ordres & condamnés à mort, eurent recours au roi, comme au juge souverain. Almaric, sans avoir égard à leur appel, fit noyer l'un, & pendre l'autre, sous prétexte qu'il étoit en droit de juger souverainement.

Préparatifs
inutiles d'une
flotte qui de-
voit aller au
secours du roi
d'Arménie.

Raya, ann.
1322, n. 30 &
seq.

Ord. de nos
rois, tom. 1,
p. 811.
Hist. de Lang.
tom. 4, p. 291.

Ann. 1311.

ment ses sujets. Le monarque, c'étoit Philippe-le-Bel, prince extrêmement jaloux de son autorité, voulut d'abord le punir, le fit arrêter, puis en considération de ses services, le renvoya absous. L'affaire fut renouvelée au commencement du regne de Charles. Mais le besoin qu'on avoit du vicomte, lui procura de nouvelles lettres d'abolition, la liberté, la main-levée de la saisie de ses biens, & le commandement général des troupes qu'on projettoit d'envoyer en Asie.

Origine & prérogatives du grand Amiral.

Du Cange, gloss. au mot Amiralus.

P. Anf. Hist. général. t. 1, p. 889 & suiv.

On nomma, pour servir sous ses ordres, Bérenger-Blanc, *amiral de la mer*. C'est le nom qu'on a donné à l'officier qui commande les forces navales de l'Etat : nom dérivé du mot Arabe *Amir* ou *Emir*, qui signifie seigneur, capitaine, général. Les Siciliens, si l'on en croit le célèbre du Cange, sont les premiers d'entre les chrétiens qui s'en soient servis pour désigner le commandant d'une flotte. On ne connoissoit point cette dignité en France avant Florent de Varennes, qui vivoit en 1270, qui même ne l'exerçoit que par commission. Du Tillet remarque comme une chose singulière, que Louis, batard de Bourbon, comte de Roussillon, créé amiral en 1466, *se soit assis au parlement sur les hauts bancs, l'usage étant que les amiraux ne fussent qu'aux bancs inférieurs*. D'abord leur autorité ne s'étendit que sur la Normandie & sur quelques côtes voisines : en Provence, en Guienne, en Bretagne, elle étoit réunie dans la personne du gouverneur ou sénéchal : ce qui subsiste encore dans la Bretagne, où le gouverneur est en possession des droits de l'amirauté dans toute l'étendue de son gouvernement. Aujourd'hui cette charge est l'une des plus considérables du royaume. Elle fut supprimée en 1626, par la démission de Henri II du nom, duc de Montmorenci. Alors fut créé, en faveur du cardinal de Richelieu, un office de grand-maître, chef & surintendant général de la navigation & du commerce de France. La reine Anne d'Autriche, qui ne vouloit pas en gratifier le duc d'Enguien, pour éluder la demande de ce prince, s'en fit expédier un brevet pour

elle-même. Enfin en 1669, la charge d'amiral fut recréée, & conférée à Louis de Bourbon, comte de Vermandois. Tout ce qui regarde la marine est de la juridiction de cet officier : il a le dixième de toutes les prises qui se font sur mer. C'est en son nom qu'est administrée la justice dans toutes les amirautés du royaume : c'est lui qui pourvoit à tous leurs offices : il donne les commissions pour aler en course : il expédie les passeports nécessaires aux particuliers, qui ne peuvent, ni armer, ni monter un vaisseau pour commerce, voyage, ou autrement, sans son atache.

On travailloit sans relâche à l'armement destiné contre les Infidèles d'Asie. Le vicomte de Narbonne s'étoit engagé de faire construire ou d'acheter vingt galères, deux navires, quatre galiotes, de les armer, & de les entretenir pendant un an : il promettoit que chaque galère & chaque navire seroit monté de deux cents hommes, & chaque galiote de cent : il s'obligeoit en outre d'amener avec lui trois mille hommes de pied, la plupart arbalétriers, commandés par trente hommes d'armes. Le roi de son côté devoit lui compter par chaque année de service la somme de deux cent mille livres parisis, payables un mois avant son départ. Mais les préparatifs furent plus longs qu'on n'avoit cru : divers incidents qui survinrent, firent entièrement évanouir cete expédition.

Charles n'étoit pas tellement occupé de cet objet, qu'il ne fit faire dans le même temps une recherche très sévère des financiers, presque tous Lombards & Italiens. On confisqua leurs biens : tous furent renvoyés en leur pays aussi pauvres qu'ils en étoient venus. Gerard Laguette, homme de bonne naissance, natif de Clermont en Auvergne, autrefois maître de la monnoie, alors receveur général des revenus de la couronne, mourut à la question, sans avouer où étoient les trésors qu'il avoit acquis, disoit-on, dans le maniement des deniers du roi. On ne laissa pas de traîner son corps par les rues, & de le pendre au gibet de Paris.

Xx ij

Sévère justice du roi.

Abr. chron.
t. 2, p. 839.

Ann. 1323.

Spicil. t. 3,
p. 80, 81.
Hist. de Lang.
t. 4, p. 191.

On envoya ensuite dans les provinces des gens intègres & éclairés, pour châtier les mauvais juges, & pour réprimer les entreprises de la noblesse, qui s'emparoit impunément du bien des particuliers. Il y eut ordre de n'épargner personne, sur-tout de punir moins par des amendes que par des peines afflictives, pour faire de plus terribles exemples. Un gentilhomme d'un grand nom, Jourdain de Lille, seigneur de Casaubon, fameux par ses brigandages & par la tyrannie qu'il exerçoit dans le pays, fut cité devant le monarque, pour répondre sur dix-huit chefs d'accusation, dont il n'y en avoit aucun qui ne méritât la mort. Le coupable sçavoit que ce prince étoit sévère justicier, gardant le droit à chacun : il implora la protection du pape, dont le neveu, Arnaud d'Ense, vicomte de Carmaing, avoit épousé Marguerite de Lille-Jourdain. Le pontife, en considération de cete aliance, voulut bien intercéder pour lui, & eut assez de crédit pour obtenir sa grace. Mais Jourdain, peu reconnoissant d'un si grand bienfait, se souilla bientôt de nouveaux crimes plus énormes encore, violant les vierges, mettant à mort tout ce qui entreprenoit de lui résister, se déclarant le protecteur de tous les brigands, s'élevant ouvertement contre l'autorité royale. Cité une seconde fois à la cour du roi, il osa assommer l'huissier du conseil qui lui apportoit cet ordre, & cependant comparut accompagné de la principale noblesse de sa province. Il se confioit en sa naissance, & comptoit particulièrement sur la recommandation du pape, qui sollicitoit vivement pour lui. Mais n'ayant pu se justifier des forfaits que lui imputoient le vicomte de Lomagne, & le sire d'Albret, ses principaux accusateurs, il fut mis d'abord dans les prisons du châtelet, ensuite jugé & condamné à mort par les *maires du palais*, enfin traîné à la queue d'un cheval & pendu.

Affaires de
Flandre.
Spicil. t. 3,
p. 79, 80.

Un autre exemple d'une justice sévère est celui qui fut fait sur un des plus puissans vassaux de la couronne, & qui avoit l'honneur d'être neveu du monarque. On n'a pas oublié que Philippe-le-Long, en mariant la princesse

Marguerite sa fille à Louis II du nom , fils du comte de Nevers , exigea que le jeune prince succéderoit au comté de Flandre , quand même son pere mourroit avant son aïeul. L'événement justifia la précaution. Le vieux comte en éfet survécut deux mois à son fils aîné. Robert de Cassel , le puîné , prétendit à la succession , & secondé du comte de Namur , s'empara de plusieurs forteresses. Il fondeoit son droit sur la proximité du degré , étant fils du dernier possesseur , dont Louis n'étoit que le petit-fils. Le roi évoqua l'affaire à sa cour , & défendit aux deux contendants de se porter pour successeurs , jusqu'à ce qu'elle eût prononcé. Louis cependant étoit le plus agréable aux Flamands. Ils députerent au souverain , pour le prier de vouloir bien confirmer les dispositions du dernier traité : ils menaçoient même de se former en république , si l'on entreprenoit de leur donner un autre comte. Le jeune prince enivré de cete faveur du peuple , ne douta point qu'il ne dût l'emporter sur son rival , & sans attendre le consentement du roi , il reçut les hommages de ses nouveaux sujets. Charles , irrité de l'audace , le fit arrêter & conduire dans la tour du Louvre , où il demeura enfermé pendant quelques jours. Puis content de sa soumission , il le remit en liberté , lui adjugea le comté de Flandre , sans néanmoins toucher à l'apanage donné à Robert de Cassel , reçut son hommage , lui fit jurer de ne jamais redemander Orchies , Lille & Douai , & pour comble de faveurs , le réconcilia avec le comte de Hollande , à qui il disputoit mal-à-propos l'île de Walcheren.

La justice du monarque étoit satisfaite : il donna l'essor à sa bonté. Louis avoit été reçu aux acclamations des Flamands : mais bientôt éfrayés ou jaloux qu'il donnât route sa confiance à l'abé de Vezelay , François de nation , & fils du fameux chancelier Pierre Flotte , qui avoit été tué à la journée de Courtrai , ils se soulevèrent ouvertement contre lui , & le forcerent de renvoyer un homme qui leur étoit suspect , parce qu'il avoit des raisons de les haïr. La condescendance du prince

 Ann. 1323.

Ibid. p. 82.

83.

Ann. 1315.

redoubla l'audace des sujets. Il avoit ordonné une taille assez forte , que ses officiers portèrent encore plus haut que ses ordres : ceux de Bruges coururent aux armes , & massacrèrent impitoyablement tout ce qui étoit préposé à la levée de ces deniers. On soupçonna Robert de Cassel d'être l'auteur de tous ces mouvements : sa mort fut résolue. Les habitants de Warneton , où il faisoit sa résidence , reçurent ordre de le tuer : mais déjà il étoit sorti de leur ville , instruit du malheur qui le menaçoit , par le chancelier du jeune comte. Louis , désespéré que sa proie lui eût échapé , fit arrêter le magistrat : Pourquoi , lui dit-il , avez-vous trahi mon secret ? Pour sauver votre honneur , répondit l'intrépide ministre , qui fut chargé de fers , au-lieu de couronnes qu'il méritoit (a).

Ibid. p. 84.
86.

Tant d'entreprises inutilement formées , entreprises aussi funestes dans leurs suites , qu'injustes dans leur principe , ne furent point capables de rebuter le comte. Il voyoit approcher le terme d'un des paiements de l'amen-
de exigée par la cour de France : il se servit de ce prétexte pour établir de nouvelles impositions , qui excédoient du double ce qui étoit dû au monarque. Aussi-tôt l'indocile Flamand reprit les armes. Il y eut un sanglant combat , où Louis fut pris & conduit dans les prisons de Bruges. On rapela Robert de Cassel , & toute la Flandre , excepté Gand , le reconnut pour son prince. Le roi à cete nouvele , fit partir quelques gens de son conseil , pour exhorter les rebeles à remettre leur comte en liberté ; mais on ne put rien gagner sur ces esprits indomptables. Alors il fut résolu d'envoyer une armée contre eux. Efrayés au seul bruit des préparatifs qu'on faisoit en France , ils eurent recours à la clémence du monarque , qui leur pardonna à ces conditions : Qu'ils démoliroient les fortifications d'Ypres & de Bruges , & toutes celles qu'ils avoient nouvellement construites en

P. Dan. tom.
5. p. 275.

(a) Cet événement est de l'année 1315 : mais pour ne point distraire l'attention du lecteur , on a cru devoir le rapporter de suite , ainsi que le traité avec les Flamands , qui est du 16 Avril 1316.

d'autres endroits : qu'ils renonceroient à toute ligue & à toute espee d'affociation , se sournant à perdre la tête , s'ils manquoient à cet engagement : qu'ils donneroient quatre mille livres tournois pour fonder un couvent de Chartreux au pays de Courtrai : qu'ils répareroient tous les dommages faits aux églises pendant les troubles : enfin que ceux de Bruges & de Courtrai envéroient cent pèlerins à saint Jacques en Galice , cent à Notre-Dame de Vauvert , cent à Notre-Dame de Roque-Madour , ou payeroient au roi dix mille livres tournois , s'il jugeoit à propos de les dispenser du voyage : il n'est fait aucune mention du comte : les Flamands avoient commencé par le délivrer & le rétablir dans sa dignité.

Charles dans le même-temps se rendit à Toulouse , où il fit son entrée , acompagné de la reine son épouse , du roi de Bohême , son beau-frere , du comte Charles de Valois , son oncle , & de D. Sanche , roi de Majorque. Il y séjourna environ deux mois , & laissa partout des marques de sa justice , de sa bonté & de sa magnificence. Déjà il étoit en chemin pour retourner dans sa capitale , lorsque la reine , qui étoit grosse , fatiguée du voyage , acoucha à Iffoudun , avant terme , d'un fils qui reçut le barème , & mourut aussi-tôt. La mere ne lui survécut que de quelques jours. C'étoit une princesse également vertueuse & bele : elle fut entérée dans l'église des freres Prêcheurs de Montargis. Quelques mois après , le monarque épousa avec dispense la princesse Jeanne , fille de Louis , comte d'Evreux , son oncle paternel , & la fit couronner avec beaucoup de pompe dans la sainte chapele du palais.

On croit que le séjour du prince & de toute sa cour à Toulouse , contribua beaucoup à encourager ceux des habitants , qui avoient déjà formé une Académie , qui fut comme le berceau de celle que dans la suite des temps on apela des jeux floraux. Depuis long-temps la poésie vulgaire , ou Provençale , avoit été singulièrement cultivée dans cete ville , sous la protection de ses comtes.

Ann. 1313.

Ann. 1314.

Voyage du roi à Toulouse : mort de la reine : il épousa Jeanne d'Evreux.

Spicil. tom. 3 , p. 84.

Institution des Jeux Floraux à Toulouse.

Hist. de Lang. t. 4 , p. 196 , 197 , 198.

Ann. 1124.

Sept de ses principaux citoyens, tous amateurs des beaux arts, charmés de retrouver dans nos rois les mêmes bontés pour les gens de lettres, imaginèrent (a), pour exciter l'émulation, de proposer un prix à celui qui excéleroit en ce genre d'étude. Ils écrivirent en vers Provençaux une lettre circulaire, où se qualifiant *la gaïe société des sept Trobadors*, ils invitent tous les poètes des divers pays de la *Languedoc*, de se rendre à Toulouse, pour y faire la lecture de leurs ouvrages, avec promesse de donner une violette d'or à l'auteur de la piece qui seroit jugée digne d'être couronnée. Le sujet devoit être de piété, en l'honneur de Dieu, de la sainte Vierge, ou des Saints. On se rendit de toutes parts au jour marqué (b), dans le jardin des fauxbourgs, où les sept *mainteneurs*, ou associés, avoient coutume de s'assembler. On y lut publiquement les différents poèmes qui furent présentés : on les examina le lendemain en particulier : enfin le surlendemain *la joya de la violette* fut adjugée à maître Arnaud Vidal de Castelnaudari, qui en même-temps fut créé *docteur en la gaïe science*, ou poésie.

Ibid.

Les capitouls enchantés du succès & de l'utilité d'un pareil projet, flatés d'ailleurs du concours de tous les beaux esprits que cete solennité attiroit dans leur ville, arêterent, de l'avis de l'assemblée, que tous les ans on distribueroit un semblable prix aux dépens du public. Alors les sept *mainteneurs* choisirent entre eux un chancelier, pour les présider, & un *bedeau* ou secrétaire, pour rédiger conjointement avec lui un traité de rhétorique & de poésie, où l'on trouveroit des regles sûres pour juger sainement du mérite des ouvrages qui seroient présentés. On les chargea de plus de dresser des statuts, qui furent qualifiés *loix d'amour*, d'où l'académie naissante fut nommée *le jeu d'amour*. On régla qu'on expédieroit en vers Provençaux, & qu'on scéléroit en cire & en lacs de soie verte, des lettres de bachelier *en la*

(a) Ann. 1121.

(b) Le 3 Mai 1124.

gaïe

gaie science, pour celui qui auroit remporté l'un des premiers prix : ce qui ne devoit pas empêcher que préalablement les *mainteneurs* n'examinassent sa capacité, en présence de leur chancelier, & de ceux qu'ils voudroient admettre dans leur conseil : sage règlement que toutes les académies devroient adopter, pour n'être pas exposées à recevoir dans leur sein des sujets qui n'auroient qu'un mérite emprunté. On porta la précaution plus loin encore : pour prévenir toutes les questions, quelquefois trop bien fondées sur le titre de certaines réceptions, il fut dit que pour être admis au grade d'académicien, ou, comme on parloit alors, de *docteur & maître dans le gai sçavoir*, il ne suffiroit pas d'avoir remporté les trois principales fleurs (a), ni d'être bachelier en la même science, mais qu'il faudroit de plus subir un examen public. Le bachelier, avant que d'être reçu, faisoit serment de garder les loix de la *gaie science*, & d'assister tous les ans à l'assemblée, où l'on adjugeoit la *principale joie*.

On a dit qu'au commencement le lieu de l'assemblée de la *gaie société* étoit un jardin des fauxbourgs de Toulouse : mais ces fauxbourgs ayant été détruits (b) durant la guerre des Anglois, elle fut transférée dans l'hôtel de ville, où elle a toujours tenu depuis ses séances. Alors elle prit le nom de *college de rhétorique*. Bientôt (c) elle reçut un nouveau lustre par l'immortelle libéralité d'une dame Toulousaine. Cete héroïne, Clémence d'Isaure, voulant signaler son goût pour les lettres, fonda par son testament de quoi fournir aux frais des trois fleurs qu'on distribuoit chaque année. Les capitouls, par reconnoissance, voulurent lui dresser une statue de marbre blanc, qui devoit être élevée sur son tombeau dans l'église de la Daurade, mais qui fut placée dans la sale où l'assemblée des sept *mainteneurs* avoit été

Ibid.

(a) L'an 1356, outre la violette d'or, on ajouta deux autres fleurs, une églantine & un souci d'argent.

(b) Ann. 1356.

(c) Vers la fin du quatorzième siècle, ou au commencement du suivant.

Ann. 1324.

transférée ; on l'y voit encore aujourd'hui , & tous les ans le trois de Mai , jour de la distribution des prix , on la couronne de fleurs.

Ibid.

Jusque-là c'étoit plutôt une société tolérée de gens de lettres , qu'une académie autorisée par la volonté du prince. Ce ne fut qu'en 1694 , sous le regne de Louis XIV , qu'elle obtint des lettres de confirmation. Alors les jeux floraux furent mis sous la protection du chancelier de France , les fleurs augmentées d'une quatrième , qui est une amaranthe d'or , & le nombre des académiciens fixé à trente-fix. Le roi Louis XV l'a augmenté jusqu'à quarante (a). Tele est , dit le sçavant historien de Languedoc , l'histoire abrégée de l'origine & du progrès de cete célèbre académie , aussi illustre par son ancienneté , qu'elle peut disputer à toutes celles de l'Europe , que par le mérite de ceux qui en ont été , ou qui en sont actuellement les membres.

Terrible dé-
faite des Na-
varrois par les
Basques.

Mariana , t.
3 , p. 380 , 381.

Ferreras , t.
4 , p. 538.

Mézeray , t.
3 , p. 371 , 372.

On prétend que le monarque n'entreprit le voyage de Languedoc , que pour être plus à portée de veiller aux affaires de la Navarre , qui venoit (b) de recevoir l'échec le plus terrible qu'elle eût jamais essuyé. Voici comme on raconte la chose. Les Basques & les Navarrois se disputoient la possession du château de Gorriti dans la province de Guipuscoa. Les premiers , au milieu de la plus profonde paix , prirent tout-à-coup les armes , coururent investir la place , s'en rendirent maîtres , & ne penserent qu'à la fortifier contre les entreprises de leurs ennemis. Ceux-ci , qui n'étoient pas d'humeur à souffrir qu'on leur enlevât impunément une forteresse de cete importance , se mirent aussi-tôt en campagne au nombre de soixante mille , pénétrèrent dans le Guipuscoa , recouvrèrent le château , forcerent Veraftegui & Gastelu , qu'ils sacagerent , & commirent de grandes hostilités dans le pays. Vainqueurs par-tout , & chargés d'un riche butin , ils voulurent s'en retourner : mais il falloit passer par des gorges très étroites. Ils

(a) Ann. 1725.

(b) Ann. 1321.

étoient à peine engagés dans ces défilés , que huit cents Basques qui s'étoient placés en ambuscade sur le haut des montagnes , leur lancèrent une grêle de dards & de pierres , en tuèrent un grand nombre , mirent le reste en désordre & firent beaucoup de prisonniers. On fait monter le nombre des morts à trente mille , parmi lesquels on compte cinquante-cinq seigneurs de marque : les Basques , dit-on , ne perdirent pas un seul homme. Ils avoient pour chef D. Gilles d'Onaz , le plus puissant seigneur de Guipuscoa : les Navarrois étoient commandés par un François , nommé Ponce de Morentaine , quelques-uns disent , Montmorenci , d'autres ; Mortain , vice-roi de la Navarre pour Charles-le-Bel. Une preuve que cete victoire fut une des plus signalées de ce temps-là , c'est que l'on chante encore aujourd'hui les chansons qui furent faites alors sur ce fameux événement , tant en langue Castillane , qu'en langue Basque.

Un tel désastre sembloit apeler le monarque dans la Navarre. C'étoit aussi dans le dessein d'y passer , qu'il s'étoit rendu à Toulouse. Mais il n'osa quiter la France , où sa présence étoit nécessaire pour réprimer les attentats d'un vassal puissant , que la possession du duché de Guienne & du comté de Ponthieu rendoit trop entreprenant. Déjà même il paroissoit quelque étincelle de troubles entre les deux nations. Tel en fut le sujet. Un seigneur de l'Agénois avoit fait construire une bastide ou forteresse sur un terrain qu'il prétendoit appartenir au roi d'Angleterre , comme duc d'Aquitaine , mais que les gens du roi soutenoient être du domaine de la couronne. Le différend fut porté au parlement , qui adjugea la bastide au monarque François. Montpéfat , c'étoit le nom du gentilhomme , outré d'un tel arrêt , eut recours au sénéchal de Guienne , qui lui prêta main-forte. Tous deux de concert assiégèrent le nouveau château , l'emportèrent d'assaut , passèrent la garnison Françoisise au fil de l'épée , & pour comble d'outrage , firent pendre quelques-uns des officiers que le roi y avoit

Guerre de
Guienne.

*Spicil. t. 3.
p. 82 , 83.*

Y y ij

Ann. 1334.

établis. Charles étoit en droit de repousser la violence par la violence : mais pour ne rien faire que dans l'ordre, il envoya demander réparation au roi d'Angleterre. Edouard feignit de vouloir lui donner satisfaction : il fit même partir le prince Edmond, son frere, avec plein pouvoir de traiter & de décider de la réparation qu'il conviendrait de faire. Le roi exigeoit 1°. qu'on lui remit la bastide ; 2°. qu'on lui livrât le sire de Montpessat, le sénéchal de Gascogne, & tous leurs complices, pour être punis suivant la griéveté de leur forfait. Edmond qui avoit des ordres secrets de traîner l'affaire en longueur, disputa quelque temps, puis fit semblant de tout acorder. Il porta même la dissimulation jusqu'à demander quelqu'un pour recevoir au nom du monarque, & la forteresse, & les coupables qu'on étoit convenu de lui livrer. On lui donna le sire Jean d'Arablai, chevalier du roi, qu'il emmena avec lui jusque sur les frontieres de Gascogne, d'où il le renvoya avec grande dérision, menaçant de le tuer, s'il osoit passer outre.

Conquête de
cette province.
Ibid.

Charles doublement irrité, & de l'insolence des vassaux, & de la perfidie de leur suzerain, envoya une armée dans la Gascogne, sous le commandement du comte de Valois, son oncle. Ce prince, le plus grand capitaine de son siècle, partit accompagné de ses deux fils, Philippe & Charles, & de Robert d'Artois, comte de Beaumont-le-Roger, son gendre. Le premier exploit de cete expédition fut la conquête d'Agen. Cete place pour se venger du prince Edmond, qui peu content de l'avoir acablée de tailles, lui avoit encore enlevé une jeune & bele fille des mieux aliées, se rendit à la premiere sommation. Le reste suivit l'exemple de la capitale. Edmond s'étoit jeté dans la Réole : il y fut assiégé, & se défendit avec beaucoup de vigueur. Une trop grande ardeur, défaut assez ordinaire de la nation, fut très funeste aux François. Un corps de volontaires s'étoit approché imprudemment des portes de la ville, défiant l'Anglois au combat : tout-à-coup il fut assailli par des forces supérieures, acablé par le nombre, batu hon-

teusement , & le seigneur de Florentin tué avec plusieurs braves chevaliers. Le comte de Valois instruit de ce désastre , acourut pour y remédier : mais déjà l'ennemi étoit rentré dans la place. Elle fut investie de façon que rien ne pouvoit y entrer , ni en sortir. On dressa les machines alors usitées dans les sieges. On éleva de hautes tours , d'où l'arbalétrier décochoit des fleches qui tuoient tout ce qui paroissoit , & lançoit des pierres qui renversoient les maisons. Les assiégés épouvantés , demanderent à capituler. Déjà la fatale bastide qui étoit le sujet de la guerre , avoit été prise & rasée : le seigneur de Montpessat en mourut de chagrin & de douleur. Toute la Guienne enfin étoit soumise , excepté Bordeaux , Baïonne , & Saint-Séver , capitale de Gascogne. Edmond , dans une si cruele position , implora la clémence du vainqueur , & obtint une suspension d'armes. Il fut dit que la Réole seroit rendue aux François ; qu'il seroit permis aux habitants qui ne voudroient pas y rester , d'en sortir , la vie sauve , avec leurs meubles ; que ceux qui demeureroient , feroient serment de fidélité au monarque François ; qu'il y auroit une treve jusqu'à l'octave de Pâque ; que le prince Edmond auroit la liberté de retourner en Angleterre , pour engager le roi son frere à venir à la cour des pairs de France , tant pour rendre son hommage , il ne l'avoit point encore rendu , que pour y exposer ses droits & ses griefs ; que s'il ne pouvoit le persuader , il reviendrait se constituer prisonnier du comte de Valois , qui le remettrait entre les mains du roi ; que cependant , pour assurance de ces conventions , il donneroit en otage quatre chevaliers Anglois , qui se soumettoient à perdre la tête , s'il manquoit à ses engagements.

Aussi-tôt le prince Anglois se rendit à Bordeaux , & de-là en Angleterre ; ce qui fit beaucoup murmurer en France : on disoit qu'on auroit dû d'abord l'amener au roi , ou du-moins attendre ses ordres , avant que de le relâcher. Mais le comte de Valois avoit intérêt de ménager la cour de Londres : il venoit de proposer une

Ann. 1344.

Ann. 1345.
Mort du comte Charles de Valois.

Ann. 1325.
 Rymer, act.
 Publ. tom. 1,
 part. 1, p. 76,
 95, 113.

de ses filles pour l'héritier présomptif du trône Anglois. Toute l'Europe retentissoit des exploits guerriers de ce prince : on connoissoit son crédit auprès du roi son neveu : Edouard lui écrivit, ainsi qu'au monarque, qu'il étoit flaté de la proposition, mais qu'il ne pouvoit rien décider sans avoir consulté les barons & les prélats de son royaume ; qu'il en délibéreroit au parlement prochain, & qu'il espéroit que tous deux auroient lieu d'être contents. On remarquera que dans le même-temps il traitoit du mariage de ce même fils avec une princesse, fille du roi d'Aragon.

P. Anf. Hist.
 général. tom. 1,
 57, 58, 59.

La conquête de la Guienne fut la dernière expédition militaire de Charles de Valois. De retour en France, il tomba en paralysie, & mourut à Nogent-le-Roi (a), d'autres disent à Patay près de Chartres, privé de l'usage de tous ses membres, dévoré de remords sur le supplice d'Enguerrand de Marigny ; mais laissant après lui la réputation du plus grand homme de guerre de son temps. Il étoit fils puiné de Philippe-le-Hardi, frère de Philippe-le-Bel, oncle de trois rois, Louis Hutin, Philippe-le-Long, Charles-le-Bel. Il eut trois femmes ; Marguerite de Sicile, fille de Charles II, roi de Naples ; Catherine, dame de Courtenai, impératrice titulaire de Constantinople ; & Mahaud, dite de Saint-Paul, fille aînée de Gui de Châtillon & de Marie de Bretagne. Il laissa de la première deux fils, Philippe dit de Valois, qui régna après Charles-le-Bel ; Charles de Valois, tige des comtes d'Alençon ; & deux filles, Isabelle, qui épousa Jean III du nom, duc de Bretagne ; & Jeanne, qui fut mariée à Guillaume I du nom, surnommé le Bon, comte de Hainaut, de Hollande & de Zélande. Il eut de la seconde un fils, Jean comte de Chartres, qui mourut jeune ; & trois filles, Catherine impératrice titulaire de Constantinople, femme de Philippe de Sicile, prince de Tarente ; Jeanne épouse du fameux Robert d'Artois, comte de Beaumont-le-Roger ;

(a) Le 16 Décembre 1325.

& Isabelle, d'abord religieuse & prieure de Poissy, puis abesse de Fontevraud. La troisieme lui donna un prince & trois princesses, Louis comte d'Alençon & de Chartres, qui fut émancipé n'ayant encore que sept ans, & mourut sans alliance (a); Marie, deuxieme femme de Charles de Sicile, duc de Calabre, mere de Jeanne I, reine de Naples; Isabelle, mariée à Pierre I, duc de Bourbon, mere de Louis II, tige des ducs de Bourbon; & Blanche, qui épousa l'empereur Charles IV.

On a dit de ce prince qu'il fut fils, frere, oncle, pere, gendre, beau-pere de roi, & jamais roi: mais il en eut toutes les vertus, & ses services lui en donnèrent toute l'autorité auprès des rois ses neveux. Il est enterré aux Jacobins de Paris, où l'on voit encore son tombeau près du grand-autel. Quelques auteurs ont écrit qu'il fut empoisonné: crime alors très commun, funeste suite du trop grand commerce de la France avec l'Italie. De-là ces défenses si souvent renouvelées dans les conciles, de vendre ou acheter des poisons; de-là ces peines tant de fois réaggravées contre les clercs ou laïques qui fourniroient ou serviroient ces breuvages mortels: de-là enfin ce sage réglemeut de Philippe-le-Long, qui ordonne à ses chambélans de ne laisser, ni étranger, ni inconnu approcher de son lit, de son échançonnerie, & de tous autres ofices de son hôtel; *ce qu'il veut être également gardé & tenu es hostiez de sa compaignie & de ses enfans.*

Edouard avoit trop d'occupation chez lui, pour ne pas chercher tous les moyens de conclure une paix stable avec la France. Ce foible prince, incapable de gouverner par lui-même, se livroit toujours à quelque favori, & ne pouvoit se passer de mignons. La triste catastrophe de Gaveston n'avoit pu le corriger. Hugues Spenser, Anglois, encore plus beau que le gentilhomme Gascon, succéda à toute la faveur: mais il n'en avoit,

Ann. 1325.

Concil, tom.
9, p. 17, can.
17, 18.

Ordon. de nos
rois, t. 1, p.
670.

Situation des
affaires d'An-
gleterre.

Rapin Thoyr.
tom. 3, p. 111
& suiv.

Rymer, añ.
publ. tom. 10,
part. 1, p. 53.

Froissard, t.
1, feuell. 2.

(a) Il fut enterré aux Cordeliers de Paris, le 4 Novembre 1328: on remarque comme une singularité que ses obseques coûtèrent 834 l. 19 s. 9 den.

Ann. 1325.

ni le caractère souple, doux, insinuant, ni l'esprit aisé, délicat, agréable, ni enfin le talent pour la guerre & pour les affaires. Hugues, son pere, homme très habile, tâcha d'y suppléer, & sçut lui inspirer les moyens de s'emparer de toute la confiance du monarque. Jusquelà ce bon vieillard s'étoit conduit avec beaucoup de modération, de sagesse, de désintéressement; & la plus maligne envie ne pouvoit rien lui reprocher qui fût indigne d'un homme d'honneur & de probité. Devenu comte de Winchester, possesseur des premières charges de l'Etat, & *le plus grand maître du royaume* avec son fils; il ne sçut pas se maintenir dans la haute réputation qu'il avoit acquise. La tendresse aveugle du pere, l'ambition qui le dévora sur ses vieux jours, la fierté outrée du fils, & son avarice insatiable, les firent tomber dans des excès qui les rendirent odieux à la nation, sur-tout à la noblesse. On ne tarda pas à s'apercevoir d'un mécontentement universel. Les hauts barons s'assemblerent, & députerent au roi pour demander l'éloignement des favoris. Edouard n'avoit point d'armée à leur opposer: il reçut leur requête avec bonté, & renvoya l'affaire au parlement prochain. Les Spenfers profiterent du temps qu'on leur acordoit, & y pourvurent, dit Froissard, *de remede trop selon: ils étoient si bien du roi, si prochains qu'ils vouloient, & plus crus tous seuls que tout le monde*: ils vinrent à bout de lui persuader que le projet des ligués étoit de le détrôner; & par leur *malicieux engin*, l'engagerent à les faire tous arrêter dans ce même parlement qu'il avoit convoqué pour leur rendre justice. Le crédule prince se prêta à toutes leurs volontés; il en fit décoller vingt-deux des plus considérables, & tout premier le comte Thomas de Lencastre, son oncle, qui étoit prud-homme & saint homme, & fit depuis moult de beaux miracles au lieu où il fut décapité. Toute l'horreur de cete sanglante exécution retomba sur les deux ministres, & acheva d'exciter dans le cœur de la noblesse un desir de vengeance, qui ne fut enfin que trop assouvi.

D'un

D'un autre côté la reine d'Angleterre, Isabelle de France, souffroit impatiemment une faveur si monstrueuse, & avoit de grands sujets de plaintes contre le favori, qui s'acharnoit à la décrier. Le mari avoit des mignons, on crut que la femme devoit avoir des amants, & malheureusement la chose n'étoit que trop vraie. Spenser le dit au roi, qui devint jaloux ; il ne voulut plus voir la princesse, & il évitoit soigneusement de se trouver où elle étoit. Le plus connu de ces galants étoit Roger de Mortemer d'une famille originaire de Normandie, jeune homme de beaucoup d'esprit, aussi beau que Spenser, & sans comparaison plus brave. Le ministre qui craignoit ses intrigues, le fit arrêter & conduire à la tour de Londres. Condamné deux fois à mort, il obtint deux fois sa grace, & vit sa peine changée en une prison perpétuelle. Mais quoique gardé à vue, il trouva moyen de se sauver au bout de deux mois, & vint chercher un asyle en France.

Ann. 1315.

Ibid.

Ibid.

Bientôt il se présenta une nouvelle occasion de mortifier Isabelle : les Spensers la saisirent avec empressement. Alors les reines, en Angleterre comme en France, avoient un domaine particulier, dont elles jouissoient, & qui servoit à l'entretien de leur maison. Le comté de Cornouaille constituoit celui de la princesse. On n'eut pas honte d'insinuer au monarque qu'il étoit dangereux de lui laisser cette province, dans un temps où le roi de France, son frère, équipoit une flotte destinée à faire une invasion en Angleterre. Il n'en salua pas davantage pour déterminer Edouard à la dépouiller de ses terres, de la manière la plus outrageante, sans même dissimuler qu'il la croyoit capable d'entretenir une correspondance criminelle avec les ennemis de l'Etat. Elle ressentit vivement ce sanglant affront, qui hâta vraisemblablement la cruelle catastrophe dont on ne tardera pas à voir le détail.

Telle étoit la situation des affaires en Angleterre, lorsque le prince Edmond y porta la nouvelle de la conquête de la Guienne & du traité de la Réole. On y vit arriver

La reine d'Angleterre passe en France.

Tome IV.

* Zz

Ann. 1325.
 Rymer, *añ.*
publ. tom. 2,
part. 2, p. 106,
 107, 112, 118,
 134, 138.

Ibid. p. 132.

Ses plaintes
 contre les Spen-
 sers.

Froissard, t.
 1, fol. 2, vers.

dans le même temps l'archevêque de Vienne & l'évêque d'Orange, que le pape envoyoit au monarque Anglois, pour l'exhorter à donner à la France une juste satisfaction. Edouard répondit qu'il étoit prêt de faire au roi son seigneur, quant que faire devoit, obéissance, honneur, & révérence. Sur-le-champ il fit partir pour Paris, avec les pleins-pouvoirs nécessaires pour acorder tout ce qu'ils jugeroient à propos sur le différend des deux nations, les évêques de Norwick & de Winchester, Jean de Bretagne comte de Richemont, & le chevalier Henri de Beaumont, auquel il substitua par la suite Guillaume de Ayremynne, chanoine de l'église d'Yorck. On commença par prolonger la treve, d'abord jusqu'à la quinzaine d'après la Pentecôte, ensuite jusqu'au vingt-cinq de Juillet. Mais on ne put rien conclure sur les objets qui avoient excité la guerre. Les Anglois ennuyés de tant de longueurs, imaginèrent de députer à Londres un de leurs collègues, l'évêque de Winchester (a), pour insinuer à cete cour, que si l'on envoyoit la reine Isabelle en France, on ne doutoit nullement qu'elle n'obtint des conditions favorables du roi son frere. La proposition fut examinée dans le conseil. On jugea que tout expédient étoit préférable à la guerre, dans la circonstance où l'on se trouvoit. Ainsi la princesse fut priée de passer la mer. Elle parut ne s'y déterminer que dans la seule vue de procurer la paix entre les deux couronnes : mais la suite fit voir que si elle n'avoit pas sollicité secrètement ce voyage, elle scût du-moins en profiter pour commencer l'exécution de ses projets de vengeance contre un mari brutal, & contre des ministres insolents.

Les premieres paroles qu'elle porta à son très chier seigneur & beau frere, furent des plaintes ameres des mauvais traitements de son époux, & de la tyrannie des Spensers. Le noble roi Charles qui la voyoit lamen-

(a) Non l'évêque d'Excester, comme dit Rapin Thoyras : *Per Wintoniensem episcopum nobis intimarunt se firmiter sperare quod si reginam mitteremus :* ce sont les propres termes de la lettre d'Edouard au pape.

ter , plorer , & lui remontrer sa besogne , fut touché de compassion , & lui dit : *Belle sœur , apaisez-vous , car soy que je dois à Dieu & à monseigneur saint Denis , je y pourvoyeray de remede.* Aussi-tôt il assembla plusieurs grands seigneurs & barons du royaume ; pour délibérer sur ce qu'il convenoit de faire dans les conjonctures présentes. Tous les avis furent que le mécontentement de la reine n'étoit pas une raison suffisante pour autoriser une nouvele rupture avec l'Angleterre ; que l'engagement qu'on avoit contracté avec le pape pour la conclusion de la paix , ne laissoit d'autre parti à prendre que de permettre secrètement à la princesse de se faire des amis & des troupes dans l'empire François ; que le roi pouvoit même l'aider *couvertement d'or & d'argent , qui est le métal de quoi on acquiert l'amour des gentilshommes & des pauvres souldoyars ; mais que d'émouvoir guerre pour un tel sujet , ce n'étoit pas chose qui appartenoit.* Le monarque suivit ce conseil , & le fit dire *tout coyement* à la reine par le comte Robert d'Artois , qui avoit alors un grand crédit à la cour de France.

Isabelle contente des espérances qu'on lui donnoit , n'insista pas davantage ; & les ministres plénipotentiaires commencerent à travailler sérieusement à la paix. Toutes les difficultés étoient surmontées : il fut enfin convenu que le duché de Guienne seroit remis entre les mains du monarque François , qui pouroit y mettre un sénéchal pour le gouverner en son nom , mais que ce sénéchal n'auroit point droit de changer les capitaines ou commandants des forteresses ; que cependant , afin qu'il pût exercer plus tranquillement son autorité , toutes les troupes des deux partis , hormis les garnisons , sortiroient du pays ; qu'Edouard se rendroit à Beauvais pour la fête de l'Assomption de Notre-Dame ; qu'il y seroit reçu à l'hommage , & qu'ensuite Charles , par amitié pour la reine sa sœur , lui restitueroit tout ce qui avoit été saisi dans la Guienne ; que l'Agénois néanmoins , & les autres terres conquises en dernier lieu , ne seroient point comptées dans cete restitution , mais

Ann. 1325.

Elle conclut un traité de paix.

Rymer, a. 7. publ. tom. 2. part. 2. p. 137.

Ann. 1325.

qu'il seroit permis au roi d'Angleterre de former ses demandes à ce sujet, & qu'on lui seroit justice; que si la cour des pairs ordonnoit qu'il fût remis en possession de ce pays, il seroit droit à la France sur les dépens, frais & coûts de la guerre, mais qu'il seroit quitte de tout, s'il étoit déclaré mal fondé dans ses prétentions; que cete même cour des pairs seroit juge de l'indemnité, si elle avoit lieu; & qu'après la publication de la paix, les prisonniers seroient rendus de part & d'autre. Edouard ratifia ce traité, & fit de grands préparatifs pour aler rendre son hommage (a).

Ibid. p. 141.
142.

Les Spensers cependant n'étoient pas sans de grandes inquiétudes sur ce voyage du roi. Ils sçavoient qu'il y avoit dans le royaume un grand nombre de mécontents, qui pourroient profiter de l'absence du monarque pour exciter des troubles: ils n'omirent, ni prières, ni artifices, pour le retenir dans ses Etats, où sa présence, disoient-ils, étoit absolument nécessaire. Le prétexte étoit spécieux: Edouard se laissa persuader. Aussi-tôt il écrivit au roi Charles, pour s'excuser de ce qu'il ne pouvoit pas se trouver à Beauvais au jour marqué, & fit partir avec sa lettre l'évêque de Winchester, & maître Jean de Bruton, chanoine de l'église d'Excester, pour jurer sur son ame que sa santé ne lui permettoit pas de s'embarquer. Cependant l'article de l'hommage étoit essenciel; & la Guienne demuroit réunie à la couronne de France, si le prince Anglois manquoit à ce devoir. Les deux favoris imaginèrent un expédient, qui le tira d'embaras. Ils insinuerent au foible monarque, que s'il vouloit céder la Guienne & le comté de Ponthieu à son fils Edouard, comte de Chester (b), jeune prince âgé de treize ans, il n'y avoit aucun lieu de dou-

(a) Ce traité est daté du 31 Mai 1325.

(b) Le P. Daniel le nomme par-tout *prince de Galles*: inadvertence que le nouvel éditeur auroit dû réformer sur les actes originaux, qui ne lui donnent que la qualité de comte de Chester. Rymer, tom. 2, part. 2, pag. 141, 142. *Eduardo, primogenito filio nostro, comiti Cestria*. Ce qui prouve qu'alors le titre de prince de Galles n'étoit pas encore affecté à l'héritier présomptif de la couronne d'Angleterre.

ter que le roi de France , en considération de la reine Isabelle , sa sœur , ne le reçût à l'hommage , & ne lui restituât les provinces qu'il s'étoit engagé de rendre par le traité. Edouard accepta , sans balancer , un parti qui s'accommodoit si bien avec son inclination , & céda ces deux grands fiefs à l'héritier présomptif de sa couronne , qui partit incontinent pour en aler recevoir l'investiture. Charles lui fit rendre tous les honneurs dûs à un prince destiné à régner , le reçut au serment de fidélité , lui restitua toute la Guienne , à la réserve de l'Agénois , & lui fit expédier l'acte de son hommage , qui fut déposé entre les mains de l'archevêque de Vienne & de l'évêque d'Orange , pour lui être remis , lorsqu'il auroit payé soixante mille livres parisis , *par cause de ladite réception.*

La paix avoit été publiée : le commerce étoit rétabli entre les deux nations : la bienveillance enfin ne permettoit pas à la reine Isabelle de demeurer plus long-temps en France. Mais l'insolence des Spensers lui servit de prétexte pour prolonger son séjour. Elle répondit au roi son mari , qui lui avoit envoyé ordre de revenir , qu'elle ne pouvoit en sûreté retourner dans une cour où ses ennemis dominoient , & ne faisoient aucune difficulté de sacrifier à leur haine les victimes les plus illustres. Les favoris en effet , depuis son départ , avoient immolé *tant de gens de bien , sans loi , sans jugement , & fait tant de merveilles par leur orgueil* , que les barons , dont la patience étoit à bout , s'étant ligués de nouveau , écrivirent à la princesse , dont ils connoissoient les sujets de mécontentement , que si elle ramenoit son fils avec une escorte de mille gendarmes , ils le recevroient , & lui obéiroient comme à leur souverain. On ne doit pas dissimuler néanmoins qu'Isabelle avoit une autre raison de différer son retour : raison plus forte encore que les mauvais traitements dont elle se plaignoit : c'étoit un attachement trop tendre pour le jeune de Mortemer , qui ne pouvoit la suivre en Angleterre , où il avoit été condamné deux fois à mort. Quelques-uns

Ann. 1325.

Elle refuse de retourner à la cour d'Angleterre.

Spicil. tom.
3, p. 83.

Froiss. t. 1,
fol. 2, vers.

Ann. 1315.

disent que cete passion prit naissance à Paris : quelques autres assurent qu'elle étoit formée long-temps avant le passage de la reine en France. Quoi qu'il en soit, un violent amour se cache difficilement. L'assiduité de l'Anglois auprès de la princesse, leurs conférences secretes, une familiarité qui aloit jusqu'à la privauté, tout, jusqu'à leurs yeux, trahit les deux amants. Le peuple cria au scandale : les gens sages murmurèrent : les dévots firent tant de bruit, que Charles ouvrit enfin les yeux sur la conduite peu réglée de sa sœur. *Ennemi de ces turpitudes*, dit Mézerai, il ne lui témoigna plus que froideur, la voyoit rarement, lui parloit fort peu. Mais il lui laissoit toute liberté sur son retour, & lui promettoit qu'elle ne manqueroit de rien, tandis qu'elle seroit à sa cour. Isabelle, sur cete assurance, renvoya en Angleterre la plupart des gens qui l'avoient accompagnée, femmes, écuyers, chevaliers ; & ne retint auprès d'elle & de son fils, que des personnes de confiance. On met de ce nombre Edmond, comte de Kent, qui étoit aussi mécontent qu'elle du gouvernement du roi son frere.

Ann. 1316.

Nouvelle rupture entre les deux couronnes.

Spicil. t. 3, p. 84, 85.

Edouard, à cete nouvele, entra dans une colere extrême, & ne fut pas assez maître de son ressentiment. Excité par les Spensers, il fit publier dans Londres une proclamation par laquelle il déclaroit ennemis de l'Etat, & la reine, & son fils, & tous leurs partisans. Il fit plus encore. Persuadé que la permission que leur acorderoit le roi Charles de demeurer en France, étoit une infraction à la paix, il eut l'imprudence de lui déclarer la guerre, sans avoir rien de prêt pour la soutenir, sans même réfléchir qu'il lui donnoit un prétexte plausible de prendre ouvertement les intérêts de sa sœur. Tous les commandants des flotes Angloises eurent ordre de courir sur les François. Ils enleverent vingt vaisseaux marchands dans les ports de Normandie. Saintes fut pris, & Charles se vit obligé de renvoyer une armée en Guienne, où les hostilités recommencerent avec plus de fureur que jamais. Les esprits s'aigrierent encore par une fausse nouvele qu'on affecta de répandre, que par

l'ordre d'Edouard, tous les François qui se trouvoient en Angleterre, avoient été massacrés, & leurs biens saisis. Charles, sans attendre un plus grand éclaircissement, ordonna d'arrêter tous les Anglois qui séjournoient en France, de les renfermer dans une étroite prison, & de confisquer toutes leurs richesses : ce qui fut exécuté le même jour (le lendemain de l'Assomption), & à la même heure, par tout le royaume. Bientôt, instruit que le massacre de ses sujets étoit un faux bruit, il relâcha ses prisonniers : mais il ne leur rendit point leurs effets : ce qui fit murmurer les gens de bien. On disoit hautement que le procédé du prince & de ses ministres marquoit plus d'avidité pour l'argent, que de zèle pour la gloire du trône.

Les Spenfers cependant ne s'oublioient pas dans une circonstance si délicate. Ils engagèrent Edouard à écrire au monarque François : ils écrivirent eux-mêmes à ses ministres, pour les conjurer de ne donner aucun secours aux ennemis de l'Angleterre, mais de renvoyer incessamment, & la reine, & son fils. L'or acompagnoit toutes ces lettres : il fit son effet ordinaire. Charles, gagné par ce précieux métal, *ainsi que son plus privé conseil, devint aussi froid d'aider à la dame, comme il en avoit eu grand désir.* A l'instant il brisa tout ce voyage, & défendit à tout François, sous peine de bannissement, d'assister la princesse. Mais il la souffroit toujours dans ses Etats, & ne pouvoit se résoudre à lui ordonner de se retirer : ce qui inquiétoit beaucoup la cour de Londres. Edouard eut recours au saint siege, pria, supplia, conjura le pape & les cardinaux *d'écrire & mander au roi Charles de France, qu'il lui voulut renvoyer sa femme, car il s'en vouloit aquiter, & à Dieu, & au monde, & ne lui vouloit que toute amour & bonne loyauté, telle que l'on doit tenir en mariage.* On sçavoit que l'argent avoit tout pouvoir à la cour d'Avignon : il fut répandu à pleine main, & l'événement justifia la libéralité. Le saint pere écrivit au roi, pour le presser d'obliger Isabelle à retourner avec le prince son époux : il menaçoit, s'il ne la

Ann. 1316.

Intrigues des
Spenfers pour
faire revenir la
reine.

Froiss. fol. 3.
t. 1.

Aun. 1316.

Elle est forcée de quitter la France.

Idem, ibid.

Elle se retire en Hainaut.
Idem, ibid.

faisoit partir au plutôt, d'employer toutes les censures de l'église : menace qui effrayoit alors, qui révolteroit aujourd'hui la délicatesse des souverains. Quand le monarque eut vu cete lettre, il n'eut rien de plus pressé que d'en donner avis à sa sœur, à laquelle de long temps n'avoit parlé ; & lui fit dire qu'elle vuidât hâtivement de son royaume, ou qu'il la feroit vuidier à honte.

Isabelle frappée comme d'un coup de foudre, ne sçavoit quel parti prendre. Déjà tous les barons s'éloignoient d'elle par le commandement exprès du roi. Le seul Robert d'Artois, son chier cousin, ne l'abandonna point dans une si cruele circonstance. Il sçavoit qu'elle étoit ainsi déchassée par mal talent & par envie, dont moult lui ennuyoit : il la confortoit le mieux qu'il pouvoit, mais secrètement : car autrement n'eust osé faire pour le roi qui l'avoit défendu. Informé de ce qui se passoit dans le conseil où il avoit un grand crédit, il vint la trouver au milieu de la nuit, pour lui dire qu'on avoit délibéré de la faire arêter avec le prince son fils, le comte de Kent, & le seigneur de Mortemer, & de les livrer au monarque Anglois & à ses favoris ; qu'il lui conseilloit de se retirer promptement sur les terres de l'Empire ; qu'elle y trouveroit un puissant secours, sur-tout dans les princes de Hainaut, qui étoient grands seigneurs, prud-hommes, loyaux, craints & redoutés de leurs ennemis. Elle suivit ce conseil, sortit de Paris à petit bruit, se rendit d'abord dans le comté de Ponthieu, puis gagna le Cambrésis, ensuite le Hainaut, & alla loger en l'hôtel d'un petit chevalier, nommé le sire d'Ambricourt, qui la reçut moult joyeusement, & la tint moult aise à son pouvoir.

La cour de Hainaut ne tarda pas à être informée de son arivée. Aussi-tôt messire Jean, frere du comte, monta à cheval pour venir la saluer, lui fit tout honneur & la révérence qu'il put, la conjura de vouloir bien le recevoir pour son chevalier, & la conduisit à Valenciennes, où elle conclut le mariage de son fils avec Philippe, la seconde des filles du comte, qui étoit celle qui agréoit le

le plus au jeune Edouard. *Aussi la jeune fille se convertissoit plus, & tenoit plus grant compaignie que nulle de ses autres sœurs.* Le nouveau champion de la reine, Jean de Hainaut, étoit un prince brave, qui se piquoit d'avoir toute la valeur & toute la grandeur d'ame des anciens chevaliers errants : il s'attendrit au récit des malheurs d'Isabelle. La pitié le fit larmoyer ; la générosité lui inspira les moyens d'y remédier. Nouvel Amadis, il entreprit de remener en Angleterre une princesse d'une grande beauté, qu'il croyoit plus malheureuse que coupable. Ce fut en vain que le comte son frere lui représenta que l'entreprise étoit si haute, si périlleuse, les hauts barons d'Angleterre si divisés, la nation enfin si envieuse sur toutes manieres de gens étrangers, qu'il étoit fort douteux qu'il pût jamais revenir de cete expédition : il répondit constamment, *qu'il n'avoit que d'une mort à mourir, qui étoit à la volonté de Dieu, mais que tous chevaliers devoient aider à leur loyal pouvoir à toutes dames & puceles déchassées & desconseillées.* Il partit donc à la tête de trois mille hommes, parmi lesquels on comptoit trois cents gentilshommes, s'embarqua à Dordrecht, & prit terre, non à l'endroit qu'il avoit déterminé, la tempête l'avoit heureusement écarté de ce lieu, où le monarque Anglois avoit envoyé un gros corps de troupes ; mais à un port de la province de Suffolck, où Henri de Lencastre, frere du prince Thomas, vint le joindre avec quelques autres seigneurs.

Dès qu'on scût que la reine étoit débarquée, on acourut de tous côtés pour se ranger sous ses étendards. Bientôt son armée se trouva si nombreuse, qu'elle inspira de la terreur à ceux qui auroient eu envie de servir le roi. Alors elle fit publier un manifeste, où elle déclaroit qu'elle n'en vouloit qu'aux indignes favoris, qui abusoient de l'autorité du monarque, pour ôter aux uns la vie, aux autres les biens & la liberté ; que son intention étoit de réformer les désordres qui régnoient dans le gouvernement ; de délivrer le peuple de l'oppression ; de rétablir la noblesse dans la jouissance de ses

Ann. 1316.

Elle débarque en Angleterre avec des troupes & fait mourir les Spencers.

Rymer, añ. publ. tom. 2, part. 2, p. 169.

Ann. 1326.
Froiss. tom.
1, fol. 4, vers.
fol. 5, rect.

privileges, & de maintenir l'honneur & le profit de la sainte église. Aussi-tôt elle alla faire le siege de Bristol, où Edouard, dénué d'amis, de troupes & d'argent, s'étoit enfermé avec les auteurs du trouble. La ville ne fit qu'une très légère résistance. Spenser le pere fut pris avec le comte d'Arondel. Tous deux furent condanés à être trainés, ensuite pendus, puis éventrés, enfin décapités & mis en quartiers; ce qui fut exécuté sous les yeux du roi & de Spenser le fils, qui s'étoient retirés dans la citadelle: spectacle qui les remplit d'effroi. Ils essayèrent de se sauver sur un petit bâtiment; mais ils furent arrêtés en s'enfuyant. On commença par faire le procès au malheureux mignon, qui fut condamné comme traître, & traîné sur un *bahut* par toutes les rues d'Héreford à *trompes* & à *trompettes*. On lui éleva ensuite, comme à un autre Aman, un gibet de cinquante coudees, sur lequel il fut attaché, & mutilé comme un infâme: puis on lui arracha le cœur qui fut jeté, avec la partie mutilée, dans un feu qu'on avoit allumé au pied de la potence: enfin on lui coupa la tête, qui fut envoyée à Londres.

Elle détrô-
ne le roi son
époux.

Rap. Thoyr.
hist. d'Angl. t.
3, p. 132 &
suiv.

On étoit dans l'attente de ce qui ariveroit au roi, qu'on gardoit à vue dans le château de Monmouth. Il n'y avoit, suivant les principes de la nation, que le parlement qui pût décider de son sort, mais il falloit l'assembler ce parlement redoutable, qui se croit juge de ses rois, & personne n'en avoit l'autorité. On imagina de députer l'évêque d'Héreford au monarque, pour lui demander le grand sceau, tant pour l'empêcher de s'en servir contre la reine, que pour convoquer une assemblée, sans laquelle on ne pouvoit rien faire qui ne fût contraire aux loix. Edouard le livra, sans témoigner aucune répugnance: il fit plus encore, il autorisa la reine & le prince son fils à en faire l'usage qu'ils jugeroient à propos, même dans les affaires de pure grace. Ce fut le dernier acte de sa royauté. Accusé dans son parlement de n'avoir pas gouverné selon les loix du pays, de s'être servi de mauvais conseillers, & d'avoir

rejeté les remontrances de ses fideles sujets, il fut dégradé d'une voix unanime, déclaré indigne du trône, condané à finir ses jours en prison, & forcé de résigner la couronne à son fils. Un de ses oficiers eut l'audace de lui prononcer ce fatal arêt : *Moi Guillaume Trussel, procureur du parlement & de toute la nation Angloise, je vous déclare en leur nom & de leur autorité, que je révoque & rétraide l'hommage que je vous ai fait, & dès ce moment je vous prive de la puissance royale, & proteste que je ne vous obéirai plus comme à mon roi.* Cet horrible attentat en préparoit un autre encore plus barbare, qui fut inspiré par la crainte de quelques intrigues formées pour le rétablissement de ce prince infortuné. On corrompit ses gardes, qui lui enfoncerent dans le fondement un tuyau de corne, à travers duquel ils insinuerent un fer ardent qui lui brûla les entrailles : genre de mort qui fait horreur, & que la rage seule étoit capable de suggérer.

Le même parlement qui, par une entreprise jusquelà sans exemple, venoit de disposer de la couronne en faveur du jeune Edouard, lui avoit choisi douze tuteurs, dont Henri de Lencastre devoit être le chef. Mais Isabelle, qui avoit la force en main, s'empara du timon des affaires, & ne leur laissa aucune autorité. Ce fut Roger de Mortemer qui gouverna sous elle avec un pouvoir absolu. L'amant de la femme n'en usa pas mieux que les mignons du mari : ce qui excita de nouveaux troubles. *Ne demeura gueres après, dit Froissard, que grant infamie yssit sur la mere du jeune roi : ne sçai pas, ajoute-t-il, se vrai étoit : mais commune voix disoit qu'elle étoit enceinte, & encoulpoit-on de ce fuit le seigneur de Mortemer.* Il fut arêté dans l'antichambre de la reine, malgré les larmes & les gémissements de cete princesse, qui ne cessoit de crier : *Mon fils, mon cher fils, épargnez le gentil Mortemer.* Mais rien ne put le soustraire au juste ressentiment du prince : il fut pendu, mutilé, écartelé, ses membres envoyés dans les quatre cités les plus considérables d'Angleterre, & sa tête exposée sur

Ann. 1326.

Rymer, ed.
publ. tom. 10,
p. 43.

Elle est elle-même dépouillée de toute au'oité, & renfermée.

Ibid. p. 61.

Tom. 1, fol.
2.

Ann. 1316.

la tour de Londres. Aussi-tôt après, Isabelle fut dépouillée de son autorité, privée du douaire exorbitant qu'elle s'étoit fait assigner, réduite à une pension annuelle de cinq cents livres sterling, & confinée dans le château de Rising. Quelques-uns disent qu'on lui avança ses jours : mais tous les historiens Anglois attestent qu'elle vécut vingt-huit ans dans sa prison. On lit d'ailleurs dans Froissard, auteur contemporain, » qu'elle y usa sa vie » doucement ; qu'on lui donna chambrieres pour la servir, dames pour lui tenir compagnie, chevaliers d'honneur pour la garder, bele revenue pour la suffisamment gouverner, selon son noble état ; & que le roi, son fils, la venoit voir deux ou trois fois l'an «.

Guerre des
Barards. § 7.

Spicil. tom.
3, p. 86.

Tandis que ces horribles scènes se passaient en Angleterre, une troupe de vagabonds d'intelligence avec les Anglois, sortit de la Gascogne, & se jeta sur les terres du roi. C'est ce qu'on appelle *la guerre des batards*, sans doute parce que la plupart étoient fils illégitimes des principaux seigneurs de Guienne. On remarque en effet, qu'alors les batards désespérés de se voir exclus de la succession paternelle, pour soutenir leur naissance & se faire un sort égal à celui des enfants légitimes, se faisoient chefs de brigands, pilloient, violaient, sacageoient (a). On envoya contre eux Alphonse d'Espagne, fils aîné de Ferdinand de la Cerda, cousin du roi, autrefois chanoine & archidiacre de Paris, alors chevalier, seigneur de Lunel, mais plus propre aux exercices paisibles du ministère sacré, qu'au métier bruyant des armes. Il épuisa l'épargne par ses dépenses, & ne fit aucun progrès. Attaqué d'une fièvre quarte, dont il mourut quelque temps après, il ne put réparer les premiers échecs qu'il avoit reçus, & revint en France *sans gloire*. Les batards s'avancèrent jusqu'à Saintes, surprirent la ville, & la réduisirent en cendres. On fut obligé de lever une nouvelle armée, dont on donna le commandement au maréchal de Briquibec. Ce seigneur,

(a) C'est peut-être, dit Mézerai, ce qui a donné lieu à ce proverbe : *jamais fils de p. ne fit bien*, Hist. de Fr. tom. 3, p. 373.

joint au comre d'Eu, ataquas ces brigands, les dissipa entièrement, soumit plusieurs places de Gascogne, & força les Anglois à demander la paix.

Ann. 1327.

Déjà Edouard avoit été mandé pour faire hommage de la Guienne & du Ponthieu : servitude qui affectoit tout roi d'Angleterre à son avènement à la couronne. Mais il représenta que la situation de ses affaires ne lui permettoit pas de s'éloigner de ses Etats. On reçut ses excuses, & l'on nomma des commissaires pour terminer les querelles qui divisoient les deux nations. Le traité porte 1°. que de part & d'autre on restituera toutes les places conquises : 2°. que le roi d'Angleterre payera au roi de France cinquante mille livres sterling pour le dédommager de la dépense qu'il a faite à l'occasion de cete guerre : 3°. qu'il y aura une amnistie générale : on n'en excepte que les Gascons condanés, à qui cependant le monarque François veut bien acorder la vie & les membres, mais à condition qu'ils obéiront au ban, & que le prince Anglois se chargera de faire abatre leurs châteaux.

Paix avec l'Angleterre.
Ibid. p. 87.
Rymer, añ. publ. tom. 2, part. 2, p. 185, 186.

La France jouissoit de la plus profonde paix par la sage conduite du roi Charles : il eût rendu ses peuples heureux, s'il eût vecu long-temps. Une mort prématurée l'enleva au bois de Vincennes le premier de Février, dans la trente-quatrième année de son âge, & la septième de son regne. Il étoit le dernier héritier de Philippe-le-Bel, qui en mourant avoit laissé trois fils, *les plus beaux princes qu'on eût jamais vus dans l'empire François*, qui donnoient à leur pere l'espérance d'une nombreuse postérité, qui disparurent tous trois en moins de quatorze ans. Son corps fut porté à saint Denis, son cœur aux Jacobins de Paris, ses entrailles à l'abbaye de Maubuisson. Ce fut un des plus grands rois de la troisième race, qui sçut alier dans sa personne l'esprit & la probité, la douceur & la fermeté, la prudence & la bonne foi ; aimant la vertu, punissant le vice, même dans ses proches ; rigide observateur de l'ordre, libéral à récompenser le mérite, peu magnifique dans

Mort du roi : son éloge.

Spicil. tom. 3, p. 87.

Le Genl. hist. de France, t. 2, p. 459.

Ann. 1318.

Abr. Chron.
tom. 1.P. Anf. hist.
général. de Fr.
tom. p. 55, 56.Froissard, t.
1. p. 7.

sa dépense, méprisant le faste, & ne mettant sa gloire qu'à bien gouverner son Etat. Les courtisans disoient qu'il tenoit plus du philosophe que du roi. On le blâme d'avoir voulu profiter des troubles qui divisoient Rome & l'Allemagne, pour réunir l'empire à la maison de France : fautive démarche qui lui causa autant de chagrin que de confusion. Les princes Allemands lui manquèrent de parole, & le pape ne fit que de vains efforts pour lui mettre sur la tête une couronne, qu'il vouloit ôter à Louis de Bavière. On lui reproche encore, mais avec plus de justice, si l'on en croit Mézerai, d'avoir permis au souverain pontife de lever des décimes sur le clergé de France, à condition de les partager avec lui. » C'étoit, dit-il, apprendre à leurs successeurs à porter » la main sur les biens sacrés, & faire à l'église une » blessure, qui bien loin de se fermer, s'agrandit tous » les jours ». On croiroit voir une prédiction dans les lettres qu'il donna pour ériger la baronnie de Bourbon en duché pairie : *J'espère, dit-il, que les descendants du nouveau duc, Louis I, fils aîné de Robert de France & petit-fils de saint Louis, contribueront par leur valeur à maintenir la dignité de la couronne.*

Ses enfants.

Charles épousa trois femmes, Blanche de Bourgogne, Marie de Luxembourg, & Jeanne d'Evreux. Il eut de la première un fils & une fille, Philippe & Jeanne, tous deux morts en bas âge, l'un enterré en l'abbaye du Pont-aux-Dames de Crécy, l'autre en l'abbaye de Maubuisson. La seconde mourut en couche d'un prince qui naquit avant terme, & ne survécut que quelques heures à son batême. La troisième, qui lui avoit donné deux princesses, Jeanne qui ne vécut pas un an, & Marie que la mort moissonna à la fleur de l'âge, étoit grosse de sept mois, lorsqu'il mourut. Quand il se sentit près de sa fin, il fit appeler les grands seigneurs qui étoient à la cour, & leur dit que si la reine accouchoit d'un fils, il ne doutoit point qu'ils ne le reconnussent pour leur roi ; mais que si elle n'avoit qu'une fille, *ce seroit aux grands barons de France à adjuger la couronne à qui*

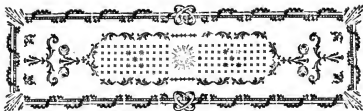
il apartiendrait : qu'en attendant il déclaroit Philippe de Valois régent du royaume.

Ann. 1328.

On voit sous le regne de Charles, non sans quelque étonnement, un cardinal, Imbert du Puy, pourvu de la cure de Frontignan dans le diocèse de Maguelonne. C'est qu'alors on ne croyoit pas pouvoir posséder un évêché avec le cardinalat : on se démettoit du premier, lorsqu'on parvenoit au second : mais on ne renonçoit, ni aux cures, ni aux dignités des cathédrales, qu'on pouvoit tenir en commende. Si cete discipline étoit encore en vigueur, on doute que cete dignité fût fort ambitionnée.

Hist. de Lang.
t. 4, p. 204.





PHILIPPE VI,

Dit DE VALOIS.

Ann. 1328.
Idée du regne
des Valois, &
en particulier
de celui de Phi-
lippe VI.

ON a vu la monarchie Françoisse, fondée par Clovis le Grand, s'étendre glorieusement sous les princes ses fils, embrasser les deux tiers de l'Europe sous Charlemagne, décliner honteusement sous les descendants de Louis-le-Débonnaire, prendre une nouvelle forme sous Hugues Capet, se relever puissamment sous Philippe Auguste, devenir sous saint Louis par son état florissant, l'objet de l'envie de tous ses voisins, & reculer heureusement ses limites sous les deux Philippe, pere & fils. La suite de cete histoire la représentera ébranlée sous Philippe de Valois par l'ambition d'un étranger, plus célèbre par nos fautes que par ses vertus ; réduite à l'état le plus déplorable & sur le penchant de sa ruine par la témérité du roi Jean ; rassemblée ensuite par la profonde sagesse de Charles V ; replongée dans le comble de la désolation par les noires vapeurs de Charles VI ; déchirée par les cruels divisions des maisons de Bourgogne & d'Orléans, & livrée à ses plus cruels ennemis par la fureur d'une mere dénaturée ; puis rétablie dans sa premiere splendeur, d'une maniere extraordinaire & presque miraculeuse, sous l'heureux & victorieux Charles VII ; enfin arrachée violemment aux Valois, & transférée aux Bourbons, qui ont porté sa gloire jusqu'aux extrémités du monde. Si les tristes événements qui vont nous occuper, doivent être attribués en général à la mauvaise administration de ceux qui gouvernoient,

gouvernoient , on doit les regarder auffi comme les fuites naturelles de la trahifon de Robert d'Artois , de l'ambition d'Edouard III , & de la démence de Charles VI. Mais la Providence qui regle le fort des royaumes fuivant fes deffeins , mit enfin des bornes aux funeftes viciffitudes dont la France fut agitée pendant trois regnes malheureux.

Ann. 1328.

Les grands empires , dit Mézerai , s'établiffent par un fage confeil , s'élevent par le bonheur , fe ruinent par le défaut de l'un & de l'autre. Il manqua au roi dont nous cominençons l'hiftoire , ce bonheur fi néceffaire à ceux qui commandent ; & quoiqu'on l'ait fupplé par le fort , fans doute parce qu'il parvint de fort loin à la couronne , il fut toujours malheureux , & prefque toujours fans qu'il y eût de fa faute. Un prince de fon fang , & de plus fon beau-frere , pour fe venger d'un exil juftement mérité par la plus honteufe fauffeté , alume dans fes Etats la guerre la plus cruelle : un monarque ambitieux , digne ami d'un tel fauffaire , lui difpute un fceptre que la loi du royaume lui affûre , & ligue contre lui une partie de l'Allemagne : un frere , par fon imprudence , lui arache la victoire à Crécy , & remplit la France d'un deuil qui ne devoit pas fitôt finir : une fatale extrémité le réduit à établir une foule d'impôts , d'abord ordonnés par les Etats généraux pour faire la guerre & pour un temps , depuis toujours continués & augmentés fuivant la volonté des rois & les néceffités publiques : tel eft le précis des événemens qu'offre le regne de Philippe de Valois.

Hift. de Fr.
t. 3. p. 381.

Charles-le-Bel , au lit de la mort , l'avoit nommé régent du royaume , en préfence des feigneurs qui fe trouvoient à la cour. On ne dit point quelle fut leur réponfe : mais peu de temps après , toute la haute noblefle s'affembla pour délibérer de cete grande affaire. On fçavoit que la régence étoit un pas vers la royauté , & que celui qui l'obtiendrait ayant toute l'autorité en main , n'auroit pas de peine à fe faire déclarer roi , fi la reine n'acouchoit que d'une fille : les brigues furent

Edouard lui
difpute , & la
régence , & la
couronne.

Spicil. tom.
3. p. 87.

Tome IV.

* Bbb

Ann. 1328.

grandes, & les précautions plus grandes encore. Deux princes y prétendoient, Edouard III, roi d'Angleterre, fils aîné d'Isabelle de France, sœur des trois derniers rois ; & Philippe de Valois, fils aîné de Charles de France, leur oncle paternel. Edouard envoya à Paris des ambassadeurs, qui plaiderent sa cause à la cour des pairs, & devant tout le baronnage assemblé. Ils n'avoient rien négligé de ce qui peut séduire. L'or fut répandu abondamment, & les promesses prodiguées. Mais toutes leurs intrigues ne produisirent aucun effet. On ne se laissa pas même éblouir par cete raison d'ailleurs spécieuse, que plus le souverain est éloigné, moins le vassal est dans la dépendance. Robert d'Artois soutint avec tant d'énergie les intérêts de Philippe, son beau-frere, & harangua les barons avec tant d'éloquence, qu'il emporta tous les suffrages en sa faveur. Le monarque Anglois se plaignit amèrement de cet arêt dans un parlement qu'il avoit convoqué à ce sujet dans Northampton : il y exposa fort au long les motifs qu'il avoit eus de demander la régence de France : mais il paroît, dit un ingénieux moderne, que son parlement même n'eut pas la complaisance de trouver ses raisons valables. Les voici avec les réponses faites au nom de Philippe, son rival.

Rap. Thoy. hist. d'Angl. t. 3, p. 155.

Essais hist. part. 3, p. 127.

Raisons de part & d'autre, *Ibid. p. 263.*

Essais hist. p. 129.

Mém. de l'Académie des B. L. tom. 17, p. 372, tom. 20, p. 459.

On ne disputoit point, dit Rapin Thoyras, sur l'existence de la loi salique : soit qu'elle fût réelle, ou qu'elle ne fût qu'une chimere, les deux monarques avoient un égal intérêt à la soutenir : c'étoit le fondement le plus solide de leurs prétentions. Si elle n'avoit pas existé, ou si elle n'eût pas eu lieu, le royaume auroit incontestablement appartenu à Jeanne, fille de Louis Hutin : Philippe-le-Long, & Charles-le-Bel, n'auroient été que des usurpateurs : Isabelle enfin, Edouard & Philippe de Valois étoient manifestement exclus par les filles des trois derniers rois, fils de Philippe-le-Bel. Ainsi toute la question se réduisoit à sçavoir si elle se bornoit aux personnes des femmes, pour les exclure de la succession, ou si elle s'étendoit à toute leur postérité.

Edouard disoit qu'à la vérité la loi salique excluait les femmes de la succession au trône, *à cause de la faiblesse de leur sexe* ; mais que son intention n'étoit pas d'exclure les mâles issus des femmes ; que sa mère n'avoit effectivement aucun droit à la couronne, mais qu'elle lui donnoit le droit de proximité qui le rendoit habile à succéder en qualité de mâle ; qu'il étoit plus proche des derniers rois morts, étant leur neveu ; que Philippe de Valois, qui n'étoit que leur cousin-germain ; qu'ainsi la couronne lui appartenait comme au plus prochain hoir mâle.

Ann. 1328.

On répondoit que depuis le commencement de la monarchie, il y avoit plusieurs exemples de reines à qui l'on avoit déferé la régence ; que ce n'étoit donc pas *à cause de la prétendue faiblesse de leur sexe*, que les filles n'étoient point admises à succéder ; mais pour empêcher que le sceptre ne passât à un prince d'une autre nation, ou même d'une autre maison que celle à laquelle on s'étoit soumis ; la noblesse Française n'ayant point entendu se dépouiller de son droit originaire à la couronne, ou à l'élection d'un roi, en cas d'extinction de la famille régnante ; que jamais les fils des monarques étrangers & des filles de nos rois, n'avoient été qualifiés princes du sang royal de France ; qu'Edouard ne représentant qu'une femme, il n'en pouvoit tirer un droit qu'elle n'avoit pas, ni ne pouvoit avoir ; que cette proximité qu'il faisoit tant valoir, étant fondée sur celle de sa mère, elle ne pouvoit *assavouer, participer, ne sentir que chose féminine*, par conséquent exclusive du trône ; que la loi salique ne dit point que la succession va au plus prochain hoir mâle ; mais au plus prochain sexe masculin, *ad virilem sexum tota hæreditas pertineat* ; » or n'étoit point le roi Edouard » du sexe masculin, mais bien Philippe, qui étoit le » plus prochain hoir mâle descendu de saint Louis en » ligne masculine « : enfin qu'en admettant les principes d'Edouard sur le droit de proximité par une descendance des femmes, sa cause n'en devenoit pas meil-

Ibid.

Ann. 1318.

leure , puisque dans cete suposition même il se trouvoit précédé par les mâles issus des filles des derniers rois , dont Isabelle n'étoit que la sœur. Il y avoit en effet , lorsqu'il demanda la régence , un prince , fils de la comtesse d'Artois (a) , & lorsqu'il voulut faire valoir ses prétentions à la couronne , un autre prince , fils de la comtesse d'Evreux (b) ; tous deux petits-fils de France par leurs meres , le premier de Philippe-le-Long , le second de Louis-Hutin , par-conséquent plus prochains qu'Edouard , qui n'étoit que neveu ; tous deux *extraits de pere & de mere , & de droite lignée , & en ancêtres* (c) , par-conséquent préférables au monarque Anglois qui n'avoit pas le même avantage. On lui faisoit ce dilemme : ou la loi salique ne souffre point d'interprétation , ou il faut admettre celle que vous voulez lui donner. Dans la premiere hypothese , la couronne apartient incontestablement à votre rival , il est né pour être votre maître & votre souverain. Dans la seconde , les petits-fils des derniers rois doivent l'emporter , ils vous donnent l'exclusion au trône : » Toutefois ne eux , ne leur » suite , ne demandent rien , sachant que ce seroit à » tort & contre justice : imitez leur exemple , & ne » croyez pas que le royaume souffrit qu'ils laissassent » passer leur droit , s'ils en avoient aucun « . Teles furent les raisons qui determinerent la nation à recevoir Philippe de Valois , d'abord comme régent , » ensuite » comme vrai roi de France , leur droit souverain seigneur , & non autre « .

Prévarication de Rapin Thoyras.

On reconnoît ici la partialité ordinaire de Rapin Thoyras , qui semble avoir abjuré tout amour de la vérité , lorsqu'il s'agit de la France sa patrie. Il avance

(a) Philippe de Bourgogne , né en 1313 , fils de Jeanne de France , fille de Philippe-le-Long.

(b) Charles-le-Mauvais , né en 1332 , fils de Jeanne de France , fille de Louis-Hutin.

(c) Philippe de Bourgogne descendoit par son pere Eudes IV , de Robert de France , troisieme fils du roi Robert : Charles-le-Mauvais étoit petit-fils par son pere de Louis de France , comte d'Evreux , fils puiné du roi Philippe-le-Hardi.

avec autant de mauvaise foi que de présomption, qu'en ce temps-là les François n'avoient que des idées fort confuses sur la loi salique ; qu'ils n'ont combattu qu'un fantôme, quand ils ont fondé leurs raisonnements sur l'inutilité de la représentation ; moyen sur lequel Edouard n'eut garde d'appuyer son droit, & qui n'est allégué dans aucune des pièces qui se trouvent dans le recueil de Rymer ; que le procès ne fut jamais jugé ; qu'on ignore ce qui auroit été décidé, si la cause eût été plaidée devant les Etats généraux du royaume ; qu'il y avoit du côté d'Edouard des raisons assez fortes pour l'autoriser à déclarer la guerre : enfin que cette querelle n'est pas encore terminée, puisque les monarques Anglois portent encore le titre de rois de France. L'imposture a-t-elle donc assez de charmes pour séduire un historien, au point de lui faire dire de pareilles absurdités ?

1°. Est-il rien de plus clair & de moins équivoque que la réponse des François de ce temps-là, réponse consignée dans tous les écrits des auteurs contemporains de Philippe de Valois, » que la proximité d'Edouard n'affaibloit que chose féminine ; que s'il avoit » quelque droit au royaume, ce n'étoit que par sa » mere, qui ne pouvoit lui donner ce qu'elle n'avoit » pas ; qu'autrement l'accessoire l'emporteroit sur le » principal ; que si la mere d'icelui Edouard lui eût pu » donner droit à la couronne de France comme sœur, » par plus forte raison, les comtesses d'Evreux & d'Artois l'eussent donné long-temps par avant à leurs » enfants, comme filles des derniers rois « ? Il me semble que c'étoit assez bien entendre la question. Mais l'infidèle historien supprime la réponse, pour avoir occasion, suivant le style Anglois, de jeter un vernis d'ignorance sur toute la nation Française.

2°. Rapin Thoyras cite lui-même des lettres, par lesquelles Edouard mande aux seigneurs de Guienne, que son intention est d'employer tous les moyens possibles pour recouvrer les droits & les héritages de sa mere. Il croyoit donc qu'Isabelle étoit héritière de la couronne :

Ann. 1328.
Hist. d'Angl.
tom. 3, p. 263
& suiv.

Spicil. t. 3, p. 87.
Mém. de l'Acad. des B. L.
t. 20, p. 459
& suiv.

Rymer, ant.
publ. tom. 2,
part 1, p. 10,
tom. 10, p. 68.

Ann. 1328.

Spicil. t. 3,

p. 87.

Mém. de l'Académie des B.
L. tom. 17, p.
373.

donc il appuyoit son droit sur la représentation. Il ne pouvoit en effet prétendre au trône François que par sa mere, ou, comme parle un de nos historiens de ce temps-là, à raison de sa mere, qui lui procuroit ce degré de proximité sur lequel on insistoit si fortement. Or tout cela paroît étrangement participer de la représentation. De-là cete célèbre réponse du fameux Jurisconsulte Balde à la consultation de Richard II, successeur d'Edouard : » Si par une raisonnable coutume, la fille » du monarque François ne succede point au trône ; » son fils, à sçavoir Monseigneur le roi d'Angleterre, » d'excelente mémoire, ne pouvoit prétendre nul droit » au royaume de France : d'autant qu'il n'y peut avoir » plus de vertu en la chose causée, qu'il n'en procede » de la puissance influante dans la cause ; que si pour » tant la guerre n'a pas heureusement succédé aux François, c'est vraisemblablement pour quelque autre » raison qui étoit en l'entendement divin, non pas pour » celle-là qui est manifeste pour le droit du roi de » France ». Dira-t-on de Balde, comme des François, qu'il combattoit une chimere ? Mais cete chimere étoit la question même proposée par la cour d'Angleterre. Il suit de-là que non seulement Edouard tiroit son droit de la représentation, mais encore qu'il rejetoit réellement cete même loi salique, qu'il feignoit extérieurement d'adopter. C'est aussi ce que les auteurs Anglois, qui ont écrit sur cete matiere, ont si bien compris, qu'ils ne se sont atachés qu'à combattre l'injustice de cete loi ; absurdité que leur reproche Rapin Thoyras, qui, pour ne rien dire de plus, est tombé lui-même dans un ridicule encore plus grand. Il ose avancer que, depuis Pharamond jusqu'à la mort de Louis Hutin, c'est-à-dire, pendant près de neuf cents ans, on n'a point mis cete loi en pratique ; qu'on ne connoit aucun acte public, ni aucun fait rapporté dans les anciennes histoires, qui fasse voir incontestablement, que les François se soient conduits par son autorité en déferant leur couronne ; ou que si l'on en produit quelques exem-

Abrégé histor.
des aut. publ.
d'Angl. t. 10,
p. 68.

ples , ils sont tous également foibles : assertion qui marque , ou l'ignorance la plus honteuse , ou la plus insigne mauvaise foi. Ouvrons-les *ces anciennes histoires* , nous y verrons Théodebalde , roi d'Austrasie , mourir sans enfans , l'an 553 ; mais laissant deux sœurs , Ragnitruide & Bertoare , qui cependant ne lui succéderent point : la raison , dit Agathias , historien contemporain , c'est que *la loi du pays apeloit à la couronne Childebert & Clotaire comme ses plus proches parents mâles* (a). Chilpéric I avoit perdu tous ses fils : deux filles lui restoiient encore , Basine & Rigunthe : voici , au raport de Grégoire de Tours ; le discours qu'il tint dans cete circonstance aux ambassadeurs de Childebert II : Je n'ai point de postérité masculine , ainsi le roi votre maître , fils de mon frere , doit être mon seul héritier (b). La reine Bathilde , dit saint Ouen dans la vie de saint Eloy , pendant le cours de sa premiere grossesse , craignoit de ne mettre au monde qu'une fille , & que faute d'héritier mâle , la couronne ne sortit de sa maison (c). On peut voir plusieurs autres exemples semblables raportés dans les Mémoires de l'Académie des inscriptions & belles-lettres (d) : tous sont tirés *des histoires anciennes* : tous réunis démontrent invinciblement , que sous la premiere race , les filles , quelque espece que l'on veuille supposer , n'ont jamais pu succéder à la couronne de France. Etoit-ce une loi , ou simplement une coutume qui avoit force de loi ? C'est ce qui est indifférent à la question. Il suffit , pour convaincre l'historien Anglois de la plus noire imposture , que ce droit ait été inviolablement observé dès la fondation de la monarchie , & qu'il se soit conservé dans la mémoire des hommes qui ont été les rémoins successeurs de la pratique des siècles les plus éloignés.

Ann 1318.

M. de Fonce-
magne , Mém.
de l'Ac. des B.
L. 2. 8, p. 491.

(a) Ὁ πατρις μου. Agath. L. 2.

(b) Filii mei non remanserunt ; nec mihi nunc alius superest haeres , nisi fratris mei Sigiberti filius ; id est , Childebertus rex. Greg. l. 6 , c. 3.

(c) Verens ne filium ederet , & ob hoc regnum succumberet. Vita S. Elig. Spicil. tom. 1 , p. 110.

(d) Tom. 8 , p. 490 & suiv.

Ann. 1328.

Rymer, abr.
hisor. des aâ.
publ. tom. 10,
p. 68.

Mém. de l'Ac.
des B. L. tom.
20, p. 469.

Ibid. p. 464.

3°. Tous les historiens François attestent qu'après la mort de Charles-le-Bel, Edouard envoya des ambassadeurs en France, pour demander la régence. Les Anglois, pour des raisons qu'il est aisé de deviner, ont gardé un profond silence sur ce fait, que leur historien ne veut, ni avouer, ni nier. Ils se plaignent simplement qu'après les couches de la reine, » on n'ait » pas voulu entendre leurs ambassadeurs ; & que Philippe de Valois, ayant obtenu la régence, sans se » mettre en peine d'une seconde décision, se soit fait » sacrer, comptant qu'il devenoit roi, par les mêmes » raisons qui l'avoient fait déclarer régent : plaintes remarquables en ce qu'elles supposent une première décision. Donc l'affaire avoit été proposée, examinée, discutée, jugée. C'est précisément ce que disent nos Auteurs. » Il y eut, dit Jean de Montreuil, une détermination & jugement des pairs, des barons, des prélats » & autres sages du royaume de France, & de tous » les habitants dudit royaume. Finalement, ce sont les » propres termes d'un auteur qui écrivoit sous Louis » XI, parties ouïes en tout ce qu'ils voulurent aléguer » d'une part & d'autre, les princes, prélats, nobles » gens des bonnes villes & autres notables clercs, faisans & représentants les trois Etats généraux du » royaume, assemblés pour ladite matière, dirent & » déclarèrent que, selon Dieu, raison & justice, à leur » avis, le droit dudit Philippe de Valois étoit le plus » apparent pour parvenir à la couronne. Si par la suite les ambassadeurs Anglois ne furent point écoutés, c'est qu'ils ne devoient pas l'être. Edouard avoit perdu son procès. Il avoit demandé la régence comme plus proche héritier du trône, les Etats généraux avoient prononcé que Philippe lui devoit être préféré comme le plus prochain hoir mâle descendu de saint Louis en ligne masculine : l'arrêt portoit que, non-seulement il gouverneroit le royaume comme régent ; mais encore que si la reine n'acouchoit que d'une fille, dès l'instant il seroit reconnu *vrai roi de France*. On dit aux nouveaux

veaux envoyés que le jugement étoit définitif & sans apel.

Ann. 1318.

4°. On s'efforce envain de justifier Edouard , en disant qu'il croyoit ses prétentions légitimes ; qu'il avoit par conséquent de justes raisons de déclarer la guerre à la France. Etoit-il donc , ou pouvoit-il être juge dans sa propre cause ? Voyoit-il un seul des grands vassaux de la couronne , qui réclamât pour lui ? Devoit-il se croire mieux instruit que tous les François sur la loi de leur patrie ? N'avoit-il pas lui-même , en reconnoissant Philippe pour son souverain , acquiescé à ce célèbre jugement , qu'il traita depuis d'*injuste & de précipité* ? Ce ne fut en effet que neuf ans après , qu'il ne craignit pas de dire , que *les grands du royaume avoient agi moins en juges , qu'en scélérats & en brigands*. Qu'auroit dit Guillaume le barard , s'écrie un moderne inimitable dans ses saillies , si , du fond de son tombeau , il avoit pu entendre un de ses descendants traiter ainsi la nobleffe Françoisse !

*Essais hist.
part. 3, p. 134.*

5°. On ne s'arrêtera point à l'argument tiré de l'histoire des rois d'Angleterre , qui se qualifient rois de France. Ils sont seuls à se décorer de ce beau titre. Donc la querele est terminée : l'univers a jugé contre eux avec toute la France. » Il seroit naturel de croire , » c'est la remarque de l'élégant auteur des essais historiques , qu'Edouard ayant pris la qualité de roi de » France , quelqu'un de nos rois a exigé par un traité , » que les successeurs de cet homme unique continu- » roient de la prendre , comme une note perpétuelle de » sa mauvaise foi , & de la honte des Anglois chassés » du royaume , quoique secondés par tant de villes & » de provinces mécontentes & rebelles «. On espere que le lecteur excusera , si l'on s'est un peu trop étendu sur une matiere , qui fait , de l'aveu même de Rapin Thoyras , un des points les plus considérables des histoires de France & d'Angleterre , à cause des grandes suites de ce fameux procès.

Ibid, p. 138.

Philippe signala sa régence par la recherche & la
Tome IV.

* Ccc

Ann. 1316.

Philippe proclamé roi.

Spicil. t. 3.
p. 87, 88.

punition des sang-sues publiques. Pierre Remy, surintendant des Finances, fut arrêté, convaincu de péculat, condamné à mort, traîné à la queue d'un cheval, attaché au gibet de Montfaucon, qu'il avoit fait rétablir avec beaucoup de soin; exemple malheureux, si l'on en croit l'historien contemporain, de la vérité de cete maxime, *Qu'il est juste que l'ouvrier reçoive le salaire de ses travaux*. On confisqua tous ses biens, qui montoient à douze cent mille livres; somme qui, dans ce temps-là, eût payé un quart du royaume. La reine, sur ces entre-faites, étoit acouchée d'une fille, qui fut nommée Blanche, & depuis épousa Philippe, duc d'Orléans. Aussi-tôt le régent fut proclamé roi avec de grandes acclamations, sacré à Reims, avec la reine son épouse, par l'Archevêque Guillaume de Trie, & couronné avec un appareil jusque-là sans exemple. La fête dura quinze jours.

Il adjuge
la Navarre à
Jeanne de
France, com-
tesse d'Evreux.

Ibid.

Preuv. de
l'hist. d'Evre.
p. 47.

Tandis qu'on faisoit les préparatifs du sacre, le monarque décida une querelle assez semblable à celle qu'on venoit de lui susciter, qui cependant devoit être jugée sur d'autres principes: c'étoit l'affaire de la succession de la reine Jeanne, femme de Philippe-le-Bel. On doit se ressouvenir qu'Eudes IV, duc de Bourgogne, au nom de Jeanne de France, fille de Louis Hutin, sa niece & sa pupile, renonça pour toujours, en faveur de Philippe-le-Long, à tous les droits qu'elle pouvoit avoir sur le royaume de Navarre, & lui céda, sous certaines conditions, la Champagne & la Brie, qui devoient néanmoins revenir à la princesse, si le roi, son oncle, mourroit sans postérité masculine: ce qui étoit arrivé. Mais Charles-le-Bel, frere & successeur de Philippe, suivit son exemple; &, par un traité vraisemblablement le même pour la restriction, mais plus avantageux pour les dédommagements, il seut se conserver la propriété des deux comtés. Ce prince mourut de même sans laisser aucun fils. Ainsi, suivant les loix d'Espagne, où les filles succédoient au trône, suivant le droit public de France où les grands fiefs pas-

soient aux femmes, la Navarre, la Champagne & la Brie appartenoient incontestablement à la comtesse d'Evreux, Jeanne de France, comme fille & unique héritière de l'ainé de la reine Jeanne de Navarre. On le lui dispuetoit cependant. Les princesses, filles de Philippe-le-Long, & de Charles-le-Bel, y prétendoient, sous prétexte que leurs peres en étoient saisis au moment de leur mort : le roi d'Angleterre, Edouard, toujours dévoré de l'envie de succéder, les réclamoit aussi comme fils de la sœur des derniers rois, & n'oublioit rien pour séduire le conseil de Pampelune. Philippe assembla les barons avec les principaux seigneurs Navarrois, & de leur avis, proclama roi & reine de Navarre ; Philippe, comte d'Evreux, & la comtesse Jeanne de France, sa femme : action qui lui fit un honneur infini : elle annonçoit une grande ame, dégagée de tout intérêt : on augura que son regne seroit celui de la justice & de l'équité.

L'article de la Champagne & de la Brie souffrit quelques difficultés. Nos auteurs en apportent diverses raisons, la plupart foibles & frivoles, quelques-unes contradictoires. Vignier dit que ces deux comtés, étant unis au royaume depuis 1284, ils y étoient comme incorporés, & ne pouvoient plus en être séparés. Mézerai prétend qu'ils étoient réversibles à la couronne par droit de bienfaisance, nos rois ayant le pouvoir de reprendre les grands fiefs de la monarchie, quand il n'y a point d'enfants mâles. M. de Châlons assure que ces provinces, faisant partie de la succession de la reine Jeanne, étoient des fiefs masculins qui ne passaient point aux filles. Mais tous ces raisonnements que les politiques & les adulateurs de ce temps-là ne manquèrent point de faire, ne rassuroient pas Philippe : rien en effet n'étoit moins solide. 1°. On ne produisoit point la charte de la réunion : il n'y en avoit réellement aucune. 2°. Rien de si peu fondé que ce prétendu droit de bienfaisance : tous les rois de la troisième race avoient reconnu comme domaniaux, les grands fiefs dont les titulaires étoient

Ann. 1318.

Rym. eff.
pub. p. 3 & 10.

Réunion de la Champagne & de la Brie à la couronne.

Somm. de l'hist. de Fr. p. 335.

Hist. de France, tom. 3, p. 336.

Hist. de France, tom. 3, p. 481.

Ann. 1328.

antérieurs à l'élévation de Hugues Capet sur le trône François : or la Champagne & la Brie étoient de ce nombre. 3°. Si ces deux comtés venoient de la succession de la reine Jeanne, ils passeroient donc aux femmes : ainsi, dire qu'ils étoient fiefs masculins, est une contradiction manifeste. Ce n'étoit cependant pas sans peine que le roi se voyoit obligé de les rendre : il imagina d'offrir un échange : la proposition fut acceptée.

Mém. de l'A.
cod. des B. L.
t. 17, p. 308
& suiv.

Le roi & la reine de Navarre, pour eux & leur postérité, renoncent *purement, généralement, absolument, perpétuellement, à toujours*, en faveur du monarque François, de ses hoirs, successeurs, ou ayants cause, à tous les droits qu'ils ont ou peuvent avoir sur la Champagne & la Brie : ils lui en font pleine, pure, vraie cession, sans y rien retenir, avec *convenances réelles & perpétuelles de n'y jamais rien demander*. Le roi de son côté donne à la reine Jeanne, outre les comtés d'Angoulême & de Mortain, 1°. cinq mille livres tournois de rente annuelle & perpétuelle, à prendre héréditairement sur le trésor du roi, par elle & par ses hoirs *loyaux & naturels, nés & à naître de son propre corps, & non autres* ; 2°. une autre rente de trois mille livres tournois, qui devoit être prise de même sur le trésor royal, qui fut depuis assignée sur Benon, sur Fontenai-l'abatu, & sur d'autres terres situées dans le pays d'Aunis & dans la Saintonge ; 3°. soixante-dix mille livres parisis, pour lesquelles il lui fait une rente de sept mille livres parisis, qui sera également touchée sur le trésor à Paris. Le monarque néanmoins y met deux conditions : l'une que la princesse tiendra toutes ces rentes en baronnie-pairie, à la même foi & hommage que les comtés d'Angoulême & de Mortain : l'autre, que si elle meurt sans enfants, ou ses enfants sans postérité, tout ce qui lui aura été donné, retournera à la couronne. Si, cependant, son mari lui survit, soit qu'elle laisse des enfants, ou qu'elle n'en laisse point, il jouira, mais pendant sa vie seulement, de la moitié de tout ce que le roi accorde par le présent

traité, sans qu'il en puisse rien passer aux enfans qu'il pourroit avoir d'une autre femme. On nous permettra ici une réflexion sur le prodigieux changement arrivé dans la valeur des terres. Alors on évaluoit à trente mille livres le revenu annuel de la Champagne & de la Brie; ce qui formoit, suivant le denier de ce temps-là, un fonds de trois cent mille livres. La seule Champagne, durant la guerre de 1698, paya tous les ans au roi, outre une capitation de deux cent mille francs, deux millions cent soixante mille livres de tailles; ce qui ne l'exemptoit, ni des aides, ni des gabèlles, ni des étapes, ni de plusieurs autres impositions, qui, toutes réunies, montoient à 2596184 livres 9 sous. Depuis, les choses ont encore augmenté: aujourd'hui les millions sont plus que doublés: différence qui ne peut venir de la diminution intrinsèque de la valeur de la livre. Le marc d'argent, en 1329, étoit à 4 liv. 4 sous: il est actuellement à 48 livres; par-conséquent la livre de ce temps-là en vaudroit douze des nôtres, à quelques sous près; donc proportion gardée, le revenu des deux comtés ne devroit pas aler au-delà de 360000 livres; ôtez au-moins un tiers pour la Brie, reste pour la Champagne 240000 livres. On essaieroit aussi inutilement de rejeter cete augmentation sur les frais de garde. Ils ne sont montés si haut que par un excès de luxe de la part des sujets, & faute d'économie dans les souverains. Alors on veilloit avec autant de soin à la défense des provinces, & le peuple étoit moins foulé.

Tel fut le traité projeté, arrêté, conclu dans l'assemblée des principaux seigneurs de France & de Navarre. Mais on différa de passer les actes nécessaires à ce sujet, jusqu'à l'année 1336: temps où la reine Jeanne atteignoit vingt-cinq ans, ou du-moins vingt-quatre ans & un jour, sans doute pour lui ôter tout prétexte de réclamer contre la renonciation qu'elle feroit. Alors toutes ces mêmes choses furent parlées & à plein acordées à la Villeneuve, près Avignon, en l'hôtel du cardinal

Ann. 1328.

M. de Bou-
lains. Etat de
la Fr. tom. 3,
p. 533 & suiv.

Mém. de l'A-
cad. des B. L.
t. 17, p. 310
& suiv.

Ann. 1328.

Ord. de nos
rois, tom. 4,
p. 212.

Néapoléon (a), où le roi fit expédier & sceler les lettres, qui peuvent être regardées comme l'époque de la réunion irrévocable de la Champagne & de la Brie à la couronne. Ce ne fut néanmoins qu'au mois de Novembre 1361, que cete union fut expressement ordonnée par d'autres lettres du roi Jean : ce qui n'empêcha pas Charles-le-Mauvais, roi de Navarre, de conserver sur ces provinces des prétentions qu'il transmit probablement à son fils & successeur, Charles III. On voit en effet de nouvelles lettres (b), par lesquelles Charles VI donne & cede à ce prince le duché de Nemours, en considération de sa renonciation à tous les droits qu'il pouvoit avoir sur les comtés de Champagne, de Brie & d'Evreux : concession qui fit enfin cesser, & les plaintes & les poursuites de la maison de Navarre : il n'y a du-moins aucune preuve qu'elle les ait renouvelées depuis.

Guerre de
Flandre.

Spicil. t. 3,
p. 88 & seq.

Tandis que la France étoit occupée de cete grande affaire, Louis, comte de Flandre, de Nevers & de Rethel, se rendit auprès du monarque, tant pour lui faire hommage de ses terres, que pour implorer sa protection contre des sujets rebelles, qui l'avoient chassé de ses Etats. Philippe lui promit un puissant secours. Mais déjà la saison étoit avancée, la prudence sembloit exiger qu'on remit cete expédition à l'année suivante : il fit assembler son conseil. Les François détestoient ces guerres de Flandre ; guerres peu glorieuses, où la noblesse n'avoit à combattre qu'une vile populace ; guerres néanmoins très sanglantes, où la nation avoit effuyé les pertes les plus cruelles. Les uns opinèrent à laisser cete canaille se détruire par ses divisions intestines : les autres furent d'avis de différer du-moins jusqu'au printemps prochain. Le roi cependant brûloit d'impatience de signaler le commencement de son regne par quelque exploit guerrier : il porta sur Gaucher de Châtillon

(a) Le 14 Mars 1336 : vieux style 1335.

(b) Du 9 Juin 1404.

un de ces regards qui semblent vouloir enlever les suffrages : *Et vous, seigneur connétable, lui dit-il, que pensez-vous de tout ceci ? Croyez-vous qu'il faille attendre un temps plus favorable ?* Châillon étoit un vieux seigneur, qui avoit blanchi dans les armes & dans le conseil : instruit des intentions de son maître, il ne s'étendit pas en longs raisonnements comme les autres : *Sire, répondit-il avec un laconisme vraiment militaire, qui a bon cœur, a toujours le temps à propos.* Le monarque à ces mots se leva transporté de joie, court au connétable, l'embrasse, & s'écrie : *Qui m'aime, me suive.* Aussi-tôt l'ordre fut expédié à la noblesse de se trouver en armes sous les murs d'Aras pour la Madelene prochaine : ceux qui ne voulurent point, ou qui ne purent s'y rendre, se racheterent à prix d'argent.

Philippe cependant se dispoisoit à la guerre par des actions vraiment chrétiennes, & n'omettoit aucune bonne œuvre pour attirer les bénédictions du ciel sur ses armes. Tous les jours, dit l'historien contemporain, il se levoit avant l'aurore, sortoit avec peu de suite, visitoit dévotement les églises de la capitale, sur-tout les hôpitaux & les hôtels-Dieu, distribuoit de grandes aumônes aux pauvres, leur baisoit les mains, & les servoit à table. Ainsi préparé, il se rendit à saint Denis, ordonna de tirer les corps des saints martyrs de leurs tombeaux, les porta respectueusement sur le grand autel, où il avoit déjà placé le corps de saint Louis, entendit la messe avec beaucoup de dévotion, communia, recut l'oriflamme des mains de l'abé, & fit approcher Miles des Noyers, bouteillier de France, à qui il vouloit confier ce précieux dépôt. Alors l'abé ayant fait mettre le chevalier à genoux, lui dit, selon la coutume : *Vous jurez & promettez sur le précieux corps de J. C. sacré cy présent, & sur le corps de monseigneur saint Denis & ses compagnons, qui cy sont, que vous loyalement en votre personne tendrez & gouvernerez l'oriflamme du roi monseigneur, qui cy est, à l'honneur & profit de lui &*

Ann. 1321.

Le roi va prendre l'oriflamme à S. Denis.

Ibid., p. 89.

Ann. 1328.

de son royaume ; & pour doute de mort , ne autre aventure qui puisse venir , ne la délaissez , & ferez partout votre devoir comme bon & loyal chevalier doit faire envers son souverain & droiturier seigneur. Milès ayant fait le serment , le roi lui remit l'étendard sacré , puis , toujours avec la même piété , reporta les chasses au lieu où il les avoit prises ; & , ce qui étoit jusque-là sans exemple , *descendit en personne* dans le tombeau des saints , y faire sa priere. De-là il prit le chemin de la Flandre , marcha droit à Cassel , l'investit , & fit faire le ravage aux environs.

Les Flamands
insultent aux
Français.
Ibid.

L'armée Française étoit de trente mille hommes , parmi lesquels on comptoit treize à quatorze mille gardarmes. On met au nombre des seigneurs qui furent de cete expédition , Charles , comte d'Alençon , frere du roi , Philippe d'Evreux , roi de Navarre , le duc de Loraine , le comte de Bar , le duc de Bourgogne , le dauphin de Vienne , le comte de Savoie , le duc de Bretagne , Robert d'Artois , Gaucher de Châtillon , connétable de France , Louis de Bourbon , Milès des Noyers , le comte de Flandre , le comte de Cassel , son frere , Guillaume , comte de Hainaut , Guillaume son fils , Jean son frere , Thierrri de Brederole & Alard d'Egmont. L'armée des rebeles , beaucoup moins nombreuse , étoit toute de fantassins , paysans , pêcheurs , artisans , qui avoient pour général un petit marchand de poisson , nommé Colin Zannequin , ou Dannequin , homme hardi , courageux , en qui l'audace & la ruse sembloient suplérer au défaut d'expérience dans la guerre. Tel étoit le champion qu'un destin bizarre oposoit au premier roi du monde : teles les troupes que la plus bele noblesse de l'Europe avoit à combattre. Peu s'en salut néanmoins que ce vil amas de gens ignobles , ne défit ces fiers bataillons , qui peut-être le méprisoient un peu trop. Il s'en flatoit du moins ; & jamais on ne vit rien de plus déterminé , ni de plus insolent que cete populace rassemblée , campée & retranchée à la vue de Cassel ,

Cassel , sur une éminence , où il étoit impossible de l'attaquer : elle osa faire arborer sur une des tours de la ville une espee d'étendard , sur lequel elle avoit fait peindre un coq avec ces mots :

Ann. 1318.

Quand ce coq chanté aura ,
Le roi Cassel conquérera.

La personne même du monarque ne fut point respectée : ils l'apeloient *le roi trouvé* , parce qu'il n'étoit pas né sur le trône. C'étoit une prophétie , dit l'historien contemporain ; mais une prophétie qui annonçoit leur malheur.

Zannequin cependant ne s'endormoit point , & médisoit secrètement quelque stratagème , pour aracher par surprise une victoire qu'il n'espéroit pas pouvoir emporter à force ouverte. Tous les jours il aloit au camp François , portant du poisson qu'il donnoit à un prix modique , pour se concilier la confiance de l'armée , & pour avoir plus de liberté d'observer ce qui s'y passoit. On y tenoit table fort long-temps , on y jouoit , on y dansoit , on y dormoit la méridienne : la garde enfin s'y faisoit avec tant de négligence , que l'audacieux Flamand forma le dessein d'enlever le roi avec tout son quartier. La veille de saint Barthélemi , sur les deux heures après-midi , temps où il sçavoit que les François se retiroient pour prendre quelque repos , il partage ses troupes en trois corps ; ordonne à l'un de marcher *paisiblement & sans point de noise* , droit au quartier du roi de Bohême ; commande à l'autre de s'avancer avec le même silence contre la bataille qui étoit aux ordres du comte de Hainaut ; se met lui-même à la tête du troisieme , entre dans le camp sans faire le cri de guerre qu'on avoit coutume de faire en ce temps-là , lorsqu'on aloit se battre , & perce jusqu'à la tente du roi , où la garde ne se faisoit pas avec plus de soin. Quand ils parurent , on imagina que c'étoit un renfort qui venoit joindre le monarque. Le sire Renaud de

Ils venient
surprendre le
roi dans son
camp.

Ibid. p. 90.

Froissard , 1.
1. fol. 7. vers.

Tome IV.

*.Ddd

Ann. 1328.

Lor, noble chevalier, ala au-devant d'eux dans cete pensée ; & quoiqu'il les crût de l'armée Françoisë, il ne laissa pas de les gronder amicalement de ce qu'ils troubloient le sommeil de leurs amis : on ne lui répondit que par un coup de javelot, qui le renversa mort par terre. Ce fut comme le signal du combat. Les rebelles à l'instant tirent l'épée, & commencent à faire main-basse sur tout ce qui se rencontre.

Ils sont batus.

Idem, ibid.

L'alarme se répand aussi-tôt dans le camp : de grands cris annoncent le danger de l'armée : chacun court aux armes. Le premier qui avertit le roi du péril où il étoit, fut son confesseur, qui étoit Dominicain. D'abord le monarque tourna la chose en plaisanterie : il crut que la peur troubloit l'imagination du bon moine, & lui faisoit voir des armées où il n'y avoit tout au plus qu'un détachement. Mais bientôt arive Milès des Noyers, qui lui confirme la nouvele, & le conjure de se faire armer promptement. Malheureusement le désordre étoit si grand, qu'il ne se trouva, ni écuyer, ni chevalier pour lui rendre ce service : tous avoient pris la fuite, ou ne songeoient qu'à se mettre eux-mêmes en état de défense : les clercs de sa chapele y suppléerent. Aussi-tôt il monte à cheval, & veut marcher droit aux assaillants : mais il est arrêté par Milès, qui lui conseille d'attendre que sa troupe soit grossie, & cependant de tâcher de tourner l'ennemi, pour le prendre ensuite en flanc : il suivit ce conseil. Le brave chevalier dans le même temps leve l'étendard royal en un lieu d'où il pouvoit être vu de fort loin : à ce signal, toute la cavalerie se rassemble & se range auprès de son prince. Les Flamands sont envelopés, enfoncés, taillés en pieces. De seize mille hommes qui composoient leur armée, il n'en échapa nul, dit Froissard : aucun ne recula : tous furent tués & morts l'un sur l'autre, sans yssir de la place en laquelle la bataille commença. Le roi, dans une lettre qu'il écrivit à ce sujet à l'abé de saint Denis, fait monter le nombre de ceux qui furent tués dans cete expédition, tant sur le champ de bataille

qu'en d'autres occasions , à dix-neuf (a) mille huit cents. Les François , dit-on , ne perdirent que dix-sept hommes , mais beaucoup de chevaux. Philippe de retour dans sa tente , y fit chanter le *Te Deum* , avant que de quitter ses armes , reconnoissant qu'il ne tenoit que de Dieu seul , par l'intercession de la sainte Vierge & de saint Denis , l'heureux succès d'une journée qui pouvoit avoir des suites si funestes.

Ann. 1318.

La Flandre matée par cet échec , demeura à la merci du vainqueur. Cassel fut pris , rasé & réduit en cendres avec la fatale bannière où étoit représenté le coq , qui cependant n'avoit point chanté. Ypres fit mine de vouloir se défendre : mais à l'approche des François , les bourgeois demandèrent à capituler. Le roi exigea qu'ils se rendissent à discrétion. On les obligea de donner cinq cents otages , pour être conduits à Paris , de bannir tous les chefs de la conspiration contre le comte , & de démanteler eux-mêmes leur ville. Un mauvais prêtre essayoit , par ses discours séditieux , de les détourner de la soumission : les officiers du roi coururent sur lui l'épée à la main. Il se sauva dans une maison qui paroissoit très forte , avec quatorze brigands aussi mutins que lui. On y mit le feu : il fut brûlé vif avec ses compagnons. Bruges livra mille otages ; les autres villes à proportion. On abatic par-tout les fortifications qui rendoient le Flamand si fier : on abolit ses privilèges , qu'on lui rendit depuis , mais avec de grandes modifications : on fit ensuite le procès aux chefs de la révolte : près de dix mille furent condanés à mort : ce qui fut exécuté à la rigueur dans l'espace de trois mois , ou environ.

Ibid.

Tout étoit soumis , & la Flandre humiliée plioit enfin sous le joug de ses maîtres. Le roi fit venir le comte Louis , & , en présence des principaux seigneurs de l'armée qu'il avoit assemblés à ce sujet , lui dit : » Beau

Ibid.

(a) Le P. Daniel [*tom. 4 , p. 282.*] ne compte que dix-huit mille huit cents tués : le texte qu'il cite porte *vingt mille , moins deux cents* : ce petit défaut d'exacritude méritoit une observation de la part du nouvel éditeur.

Ann. 1328.

» cousin , je suis venu ici sur la priere que vous m'en
 » avez faite. Peut-être avez-vous donné occasion à la
 » révolte par votre négligence à rendre la justice que
 » vous devez à vos peuples : c'est ce que je ne veux
 » point examiner pour le présent. Il m'a falu faire de
 » grandes dépenses pour une tele expédition : j'aurois
 » droit de prétendre à quelque dédommagement ; mais
 » je vous tiens quite de tout, & je vous rends vos Etats
 » soumis & pacifiés. Gardez-vous bien de nous faire
 » retourner une seconde fois pour un pareil sujet : si
 » votre mauvaïse administration m'obligeoit de revenir ,
 » ce seroit moins pour vos intérêts que pour les miens ». Aussitôt il donne ses ordres pour le départ , laisse une partie de ses troupes au comte , & revient en France tout couvert de gloire. Le premier de ses soins fut d'aler à saint Denis , pour y chanter des hymnes en actions de graces sur le tombeau des saints martyrs. De-là il se rendit à Notre-Dame de Chartres , où il entra armé des mêmes armes & monté sur le même cheval qu'il avoit à la bataille de Cassel , offrit l'un & l'autre , suivant le vœu qu'il en avoit fait , devant l'hôtel de la sainte Vierge , & fit plusieurs autres dons à l'église , en reconnoissance de ce qu'il avoit échapé au danger. On ignore pourquoi la plupart de nos modernes s'obstinent à changer le lieu de cete action de piété : tous ou presque tous veulent que le vœu de Philippe de Valois ait été acompli dans l'église de Notre-Dame de Paris , & que la statue équestre qu'on y voit encore aujourd'hui , soit celle qu'il y fit mettre alors : c'est une erreur qui n'a aucun fondement dans les histoires de ce temps-là (a). Le monarque ensuite vint séjourner dans sa capitale , & fut , dit Froissard , moult prisé à honneur de cete emprise , & demoura en grant prospérité , & acrût l'état royal , & n'avoit eu oncques jamais roi en France , si comme l'on disoit , qui eût tenu l'état pareil du sien.

De si heureux commencemens rehaussèrent la fierté

Ibid.

(a) Voyez ci-dessus , p. 182 & suiv.

& le courage du nouveau roi. Edouard n'avoit point assisté à son sacre , comme il le devoit en qualité de vassal de la couronne : il ne lui avoit pas même envoyé faire de compliments sur son avènement au trône , comme c'étoit la coutume entre les rois voisins : Philippe le fit sommer de venir lui rendre hommage pour la Guienne & les autres terres qu'il tenoit de lui. L'orgueilleux Anglois , tout plein de ses droits imaginaires sur l'empire François , osa refuser audience aux ambassadeurs de son souverain , & lui fit dire par la reine Isabelle , sa mere , que le fils d'un roi n'iroit point s'humilier devant le fils d'un comte : réponse insolente qui fut punie par la faisie des revenus de la Gascogne & du Ponthieu (a). On fit partir sur-le-champ de nouveaux envoyés , pour lui signifier que , s'il manquoit à cete obligation indispensable du feudataire , il perdroit tous les fiefs qu'il possédoit en France : menace qui le jeta dans un extrême embarras. L'état de ses affaires ne lui permettoit pas de s'engager dans une guerre ouverte contre une nation également belliqueuse & puissante : tous les pairs lui conseilloient de satisfaire à un devoir qu'ils croyoient juste : il fléchit enfin ; & devenu plus modeste , il écrivit respectueusement au roi , qu'il avoit dessein depuis long-temps de passer en France , pour s'aquiter de ce qu'il lui devoit comme à son seigneur ; mais que divers incidents l'en avoient empêché : que ces obstacles n'étoient pas encore entièrement levés ; que cependant il se rendroit incessamment en personne auprès de sa grandeur , pour lui rendre solennellement l'hommage qui aseoit tout roi d'Angleterre comme duc

Ann. 1329.
Hommage
du roi d'An-
gleterre.
Spicil. tom.
3. p. 91.

Rymer, ass.
publ. tom. 2.
part. 3. & 4.
p. 23.

(a) Le continuateur de Nangis [*Spicil. tom. 3 , p. 91.*] attribue cete réponse à la seule Isabelle , qu'il traite assez mal à cete occasion » Les ambassadeurs , » dit-il , ne purent parler qu'à la reine mere , dont ils reçurent une réponse » impertinente & bien digne d'une femme « : *inaptum modo muliebri responsum* » *acceperunt.* Que devient donc la réflexion de Rapin Thoyras , qu'Edouard étoit » encore sous la tutelle de sa mere & du seigneur de Morremet ; qu'ainsi il y a » grande apparence que ce furent eux qui firent passer l'avis de l'hommage , & » que ce ne fut qu'à regret que ce prince se laissa vaincre ? Chaque mot de » cet auteur sur la France est , ou une partialité , ou un mensonge igne.

Ann. 1329.

Froissard, t.
1, fol. 7, vers.

de Guienne. Il tint parole, & comparut, le 6 Juin, dans l'église cathédrale d'Amiens; mais avec un appareil si grand, qu'on voyoit aisément, que c'étoit moins pour honorer Philippe, que pour faire parade de sa puissance & de ses richesses. Il étoit vêtu d'une longue robe de velours cramoisi, semée de léopards d'or: il avoit la couronne en tête, l'épée au côté, les éperons dorés: trois évêques, quatre comtes, six barons, & quarante nobles chevaliers composoient sa suite.

Idem, ibid.

Le roi de son côté n'avoit rien oublié pour rendre cete cérémonie la plus pompeuse qu'on eût encore vue. Il étoit assis sur un trône superbe, vêtu d'une longue robe de velours violet, semée de fleurs de lis d'or, couronné d'un diadème enrichi de pierreries, & il tenoit en main un sceptre d'or. Les rois de Bohême, de Navarre & de Majorque, étoient debout aux deux côtés du monarque, avec le duc de Bourgogne, le duc de Bourbon, le duc de Lorraine, le comte de Flandre, le comte d'Alençon, le comte de Beaumont-le-Roger, Robert d'Artois, le connétable Gaucher de Châtillon, le grand chambélan, Jean de Melun, les maréchaux de France, Mathieu de Trié & Robert Bertrand, le garde des sceaux, Jean de Marigny, évêque de Beauvais, les évêques de Laon & de Senlis, les abés de Cluni, de Corbie, plusieurs autres prélats, un grand nombre de seigneurs, & les principaux officiers de la couronne. Edouard lui-même fut frappé de la magnificence de ce nombreux & brillant cortège. Intérogé à son retour par la reine sa femme, qui lui demandoit des nouvelles du roi son oncle, & de son grand lignage de France, il ne tarissoit point sur le grand état & sur les honneurs qui étoient en France, auxquels, disoit-il, de faire ou de l'entreprendre à faire, nul autre pays ne s'acomparaige.

Dès que le monarque Anglois se fut approché du trône, le grand chambélan lui commanda d'ôter sa couronne, son épée, ses éperons, & de se mettre à genoux devant le roi sur un careau qu'on lui avoit pré-

paré : cérémonie bien humiliante pour une ame si fiere. Il obéit cependant : il étoit trop avancé pour reculer : mais on remarqua aisément sur son visage le dépit qui le transportoit de se voir forcé à une si grande humiliation devant tant d'illustres témoins. Alors le même officier de la couronne lui dit : *Sire, vous devenez, comme duc de Guienne, homme-lige du roi monseigneur qui ci est, & lui promettez foi & loyauté porter.* Ici tout l'orgueil d'Edouard se réveilla : il ne voulut point dire *voire*, & prétendit qu'il ne devoit point l'hommage-lige. On disputa beaucoup de part & d'autre. Enfin, sur la promesse qu'il fit de consulter ses archives, aussitôt qu'il seroit de retour dans ses Etats, pour sçavoir précisément à quoi il étoit obligé, & d'envoyer des lettres scélées de son grand sceau, qui expliqueroient quelle sorte d'hommage il devoit, on consentit qu'il le rendit en termes généraux. *Sire*, lui dit le chambélan, *vous devenez homme du roi de France monseigneur, de la Guienne & de ses appartenances, que vous reconnoissez tenir de lui, comme pair de France, selon la forme des paix faites entre ses prédécesseurs & les vôtres, selon ce que vous & vos ancêtres avez fait pour le même duché à ses devanciers rois de France :* il répondit *voire*. S'il est ainsi, reprit le vicomte de Melun, *le roi notre Sire vous reçoit, sauf ses protestations & retenues :* le monarque François dit *voire*, & baïsa en la bouche ledit roi d'Angleterre, dont il tenoit les mains entre les siennes. Ainsi finit cete superbe cérémonie qui mit la rage dans le cœur de l'Anglois, & lui fit jurer une haine immortele contre le prince qui le traitoit avec tant de hauteur.

Envain, pour justifier Edouard, on a prétendu qu'avant son départ pour la France, il fit en présence de son conseil privé des protestations secretes où il déclaroit que, par l'hommage qu'il aloit rendre, il ne prétendoit pas préjudicier à ses justes droits sur le trône François, quand même il viendroit à le ratifier par ses lettres-patentes ; & que ce n'étoit que la crainte de perdre ses terres d'Outremer qui l'obligeoit à faire cete

Ann. 1329.

Rep. Thoyr.

Ann. 1329.

*Essais histor.
sur l'aris, tom.
2, p. 138.*

Froissard.

*Rymer, ali.
publ. tom. 2,
part. 3, p. 10.*

démarche. Aucune puissance ne peut donc compter sur les serments d'un roi d'Angleterre & sur les traités qu'elle fait avec lui : il aura toujours protesté secrètement dans son conseil privé contre la paix qu'il signoit, dès qu'il croira voir quelque avantage à recommencer la guerre. Nous vèrons ce même Edouard persister pendant plus de huit années dans la soumission jurée par cet hommage contre lequel on le fait protester. On ne découvre dans les actes de Rymer aucun vestige de cete protestation. Une pareille découverte, loin d'être un titre justificatif, flétriroit à jamais la mémoire d'un roi que l'Angleterre compte au nombre de ses plus grands hommes : d'un roi dont Charles V, le plus sage de nos monarques, a fait l'éloge, *en lui rendant ce témoignage, qu'il avoit régné avec beaucoup de valeur ; & qu'il méritoit à juste titre d'être mis au rang des anciens héros.* On voit par tous les monuments qui nous sont parvenus du regne de ce prince, qu'il eut d'abord des prétentions auxquelles il ne renonça qu'à regret, & que s'il conçut dans la suite l'idée de les faire revivre, il y fut déterminé par des circonstances qu'il ne pouvoit prévoir. Les lettres d'Edouard adressées aux seigneurs de Guienne & de Navarre, dont on veut se servir pour appuyer la vérité de cete prétendue protestation, ne permettent pas même d'en soupçonner l'existence. Par ces lettres le monarque Anglois exhorte les prélats, seigneurs & communautés, à lui continuer, ainsi qu'à la reine sa mere, leur *bonne affection & amour.* Il leur déclare que son intention est de recouvrer les héritages de sa mere & les siens : il charge un de ses agents (Raimond Durand) de s'adresser au sire de Grammont & aux grands du royaume de Navarre, *pour recouvrer, dit-il, nosdits droits & héritages.* Il faut être extrêmement prévenu, pour voir dans ces expressions, *nosdits droits & héritages*, la persévérance d'Edouard dans ses chimériques prétentions à la couronne de France, & sa protestation secrete évidemment désignées. Quarante lettres semblables furent envoyées tant aux villes
&

& communautés, qu'aux seigneurs de Navarre & de Guienne. Une protestation secrete confiée à la discrétion de quatre ou cinq provinces, eût été une intrigue bien mystérieuse. Qui ne reconnoît plutôt dans ces actes les droits qu'Edouard réclamoit sur les terres conquises de la Guienne, éternel sujet de plaintes & de négociations entre lui & Philippe, & les droits d'Isabele de France sa mere, sur la couronne de Navarre ? Ces prétentions de la reine d'Angleterre, ainsi que nous l'avons marqué plus haut, furent déclarées illégitimes par les Etats de Navarre assemblés, qui déferèrent la couronne à Jeanne de France & à Philippe, comte d'Evreux. Ces époux, dans la cérémonie de leur sacre, qui se fit à Pampelune, capitale de la Navarre, furent, suivant l'ancien usage de la nation, élevés sur un pavois, ou bouclier, devant l'autel de la principale église de cete ville : ils reçurent ensuite l'onction royale & la couronne, aux aclamations générales du peuple & de tous les grands du royaume.

Ann. 1329.

Spic. Conin.
Nang. tom. 3.
p. 92.

Louis de Baviere, toujours frappé des foudres de l'église, continuoît cependant à Rome, d'agir en empereur : il convoqua une assemblée générale du clergé & du peuple Romain. L'assemblée se tint dans la place de l'église de saint Pierre de Rome. On avoit élevé un trône éclatant au haut des degrés de l'église ; l'empereur y parut revêtu des ornements impériaux, accompagné de plusieurs cardinaux, évêques, seigneurs, juges, religieux, & officiers. Là, en présence d'une foule innombrable de peuple, un Augustin cita le pape Jean XXII à trois reprises en ces termes : *Y a-t-il quelque procureur qui veuille défendre le Prêtre Jacques de Cahors, qui se fait nommer le pape Jean ?* Cete proclamation fut suivie d'un sermon, après lequel, au nom & par l'autorité de l'empereur présent, on prononça tout haut la sentence de déposition. Par cete sentence, le pape atteint & convaincu d'hérésie dans ses écrits, de crime de lese-majesté contre l'empereur, est déposé, dépouillé de tout ordre, office, bénéfice

Schisme.

Louis de Baviere dépose le pape Jean XXII.

Cont. Nang.
sub ann. 1328
& 29.

Hist. Eccl.
c. 19. p. 416.

Ann. 1329.
Eff. sur l'hist.
gén. tom. 2,
p. 66.

Hist. Eccl.
t. 19, p. 410.

Action har-
 die de Jacques
 Colonne.

& privilege ecclésiastique, & soumis à la puissance séculière pour être puni comme hérétique. Condamner ainsi à la mort un souverain pontife, étoit le dernier excès où pût monter la querelle du Sacerdoce & de l'Empire. On ne peut se dispenser de rapporter l'action hardie de Jacques Colonne, partisan du pape Jean. Ce seigneur, sans paroître intimidé par la présence & l'autorité de l'empereur, vint à Rome, s'avança jusqu'au milieu de la place de saint Marcel, lut à haute voix devant le peuple Romain une bulle du pape contre Louis de Bavière, à laquelle il ajouta que pour les raisons alléguées dans cette bulle, il s'oposoit à tout ce qui avoit été fait par Louis de Bavière soi-disant empereur, soutenant que le pape Jean étoit catholique & pape légitime, & que celui qui se disoit empereur ne l'étoit pas, mais excommunié & ses adhérents; s'offrant de prouver, s'il étoit besoin, l'épée à la main, en lieu neutre, la justice de la cause qu'il défendoit. Après ce défi, Colonne affiche lui-même la bulle à la porte de l'église de saint Marcel, remonte à cheval & sort de Rome sans que personne ose s'opposer à sa retraite. Le pape, informé de cette action de valeur, le fit évêque.

Ibid. L'empereur ne s'en tint pas à cette première démarche contre Jean. Dans une seconde assemblée, tenue avec le même appareil, il créa pape, Pierre Rainallucci, natif de Corbière dans l'Abruzze, qui avoit été marié, & avoit quitté sa femme malgré elle pour entrer dans l'ordre des Frères Mineurs. Louis lui donna l'anneau, le revêtit de la chape & le fit asseoir sous le dais à ses côtés; mais il se garda bien de déférer à l'usage de baiser ses pieds. Le nouveau pontife, qui prit le nom de Nicolas V, dévoué aux volontés de son protecteur, prodigua les anathèmes contre tous les ennemis de ce prince: les écrits scandaleux furent multipliés: on afficha aux portes de la cathédrale de Paris & des Cordeliers une satire sanglante contre le pape Jean: cette satire étoit accompagnée d'une invitation au concile indiqué à Milan par Nicolas & Louis de Bavière.

Eff. sur l'hist.
gén. tom. 2,
p. 67.

Le roi de France, à l'imitation de ses prédécesseurs, signala son zèle pour la religion, & son attachement à l'église, en s'élevant avec force contre ce dangereux schisme. Il exhorta par les lettres les plus pressantes, tous les Etats d'Italie à demeurer fideles au saint siege, & à résister avec courage aux efforts & aux séductions des ennemis du Vicaire de J. C. (a). Ce fut probablement pour se venger de cete protection accordée au pape, que Louis de Baviere, se déclara ennemi de la France & favorisa le roi d'Angleterre.

On continuoît cependant de procéder à la Cour d'Avignon contre l'anti-pape & ses adhérents. Leur condamnation fut envoyée à l'évêque de Paris pour en faire la publication. Ce prélat, revêtu des ornements pontificaux, assisté de plusieurs évêques & d'un nombreux clergé, dans le parvis de la capitale, prononça la sentence d'excommunication lancée contre les rebelles & leurs fauteurs, au nombre desquels étoit Michel de Cezene, ce général des Freres Mineurs, déposé pour avoir soutenu l'opinion condanée sur la propriété des biens des disciples de S. François. On aluma ensuite un bûcher où l'évêque jeta lui-même, à la vue de tout le peuple, les écrits afichés. Après cete cérémonie, le provincial des Franciscains, résidant à Paris, désavoua au nom de tous ses freres, la conduite & les sentiments de leur général destitué, & de ses complices. On arêta en différents endroits plusieurs Freres Mineurs qui furent conduits à Avignon & renfermés étroitement. Entre autres un de ces religieux nommé *Viran*, qui avoit eu l'audace de prêcher publiquement à Montpellier, se fit remarquer par une hardiesse qui surprit toute la cour du pontife. Intérogé par sa sainteté des motifs qui l'avoient porté à cet attentat, il répondit au pape qu'il étoit un hérétique & non un pape; qu'il desiroit mourir pour cete vérité, *parce que, ajouta-t-il, vous vous efforcez de détruire la pauvreté évangélique que J. C. nous a enseignée par sa parole & son exemple.*

(a) La lettre circulaire qu'il leur adresse est datée du 11 Mars 1328.

Ann. 1329.
Spicil. t. 2,
p. 717.

Cont. Nang.
ann. 1328 &
1329.

Ann. 1329.
 Différend entre les juges ecclésiastiques & séculiers.
Spicil. Cont. Nang.
Froissard.
Hist. Eccléf.
 tom. 19.

Dans ce temps, il s'éleva un grand différend entre la noblesse & le clergé touchant leur juridiction & leurs droits : ce qui troubloit l'union naturelle qui devoit être entre ces deux ordres, les premiers comme les plus puissants de l'Etat. Le roi, fatigué des plaintes continues qu'on lui portoit de tous côtés contre les entreprises des évêques, soupçonna qu'elles pouvoient être dictées par la jalousie qu'occasionnoient les richesses du corps ecclésiastique. Quelque penchant qu'il eût à favoriser ses barons dont il tiroit de plus grands secours que des prélats, il voulut néanmoins entendre ces derniers avant que de prononcer un jugement définitif, & leur manda de se rendre à Paris le jour de l'octave de la saint André 1330, pour y défendre leur cause. Ils s'y trouverent au nombre de vingt, dont cinq archevêques, ceux de Bourges, d'Auch, de Tours, de Rouen, & de Sens ; & quinze évêques, ceux de Beauvais, de Châlons, de Laon, de Paris, de Noyon, de Chartres, de Coutances, d'Angers, de Poitiers, de Meaux, de Cambrai, de Saint-Flour, de Saint-Brieux, de Châlons-sur-Sône, & d'Autun. L'assemblée se tint dans le palais du roi, où d'autre part les seigneurs laïques avoient été convoqués, avec ordre d'apporter des mémoires détaillés sur les divers sujets de plainte qu'ils pouvoient avoir.

Ibid.

Le roi ayant pris place sur son trône, les princes du sang, les pairs & les barons du royaume, & les ministres du conseil, rangés sur différens degrés ; Pierre de Cugnières, chevalier, qui remplit dans cete auguste assemblée les fonctions de conseiller du roi & de son avocat-général, personnage également distingué dans les emplois de l'épée & de la robe, prit la parole & prononça un discours qu'il avoit préparé de longue main. L'usage alors dans toutes les harangues, tant sacrées que profanes, étoit de prendre un texte tiré de l'Ecriture sainte. Celui de l'orateur fut, *rendez à César ce qui est à César, & à Dieu ce qui est à Dieu* : ce qui lui donna occasion de se répandre en maximes générales

sur le respect qui est dû aux princes de la terre , & sur la distinction des deux puissances , dont la temporelle appartient incontestablement & irrévocablement au roi , & la spirituelle aux évêques. Il aléqua sur ce sujet plusieurs raisons de fait & de droit , & conclut que les prélats devoient se contenter de la puissance spirituelle , dans la possession de laquelle S. M. à l'exemple de ses aïeux , les maintiendrait toujours par sa protection ; que les ecclésiastiques ne devoient songer qu'au salut des âmes , & qu'assez occupés des travaux pénibles d'un si saint emploi , l'intérêt public demandoit qu'ils abandonnassent aux juges séculiers le soin des affaires temporelles. Jusque-là Pierre de Cugnieres avoit parlé latin ; mais craignant de n'être pas entendu de la noblesse , & même d'une partie des prélats , dont quelques-uns n'étoient pas fort versés dans cette langue , il poursuivit sa harangue en françois. Organe des intentions du monarque , il dit que S. M. étoit dans le dessein de rétablir le temporel & de resserrer chaque juridiction dans ses justes bornes. Enfin il proposa contre les ecclésiastiques soixante-fix articles de griefs , dont on ne rapportera que les principaux , qu'on peut réduire à quatre chefs : les matières , les personnes , les censures , les exactions. Que la connoissance du droit de propriété ou de possession appartenant à la juridiction temporelle , les officiaux des prélats ne pouvoient la soumettre à la décision de leurs tribunaux que par usurpation. Que lorsqu'un laïque faisoit ajourner devant les juges séculiers , un clerc qui le troubloit dans la possession de sa terre , l'officiel faisoit admonêter les juges , & la partie de ne point passer outre , sous peine d'excommunication & d'amende pécuniaire. Que les officiaux faisoient citer devant eux les laïques , même en action personnelle , quand une des parties le demandoit , & qu'ils refusoient le renvoi devant les juges temporels. Qu'ils forçoient souvent les laïques de comparoître devant eux sur les requêtes des clercs troublés dans la possession de leurs biens patrimoniaux. Qu'ils établissoient dans les terres des laïques

Ann. 1329.

Ibid.

Ibid.

Ann. 1329.

des notaires ecclésiastiques, qui recevoient les contrats, même en matière profane. Que lorsqu'un débiteur, excommunié pour cause de ses dettes, négligeoit de les acquiter, l'anathème étoit réaggravé avec injonction au juge séculier de contraindre le débiteur à mériter son absolution en payant ; & que s'il arrivoit que le juge laïque n'obéît pas assez promptement, il encouroit lui-même l'excommunication dont il ne pouvoit être absous qu'en satisfaisant le créancier au lieu du débiteur insolvable. Que les prélats, pour étendre la juridiction ecclésiastique, prodiguoient la tonsure indifféremment à des enfants, à des serfs, à des batards, à des hommes mariés, incapables & sans lettres, qui avoient recours à eux pour éviter la prison & la punition de leurs crimes. Que lorsqu'un voleur, saisi de son larcin, étoit au pouvoir du juge séculier, s'il se trouvoit que ce voleur fût clerc, le prélat ne manquoit pas de le réclamer, & contraignoit, sous peine d'excommunication, à remettre au juge ecclésiastique la chose volée, dont la restitution avoit été ordonnée. Que lorsqu'un malfaiteur, sans tonsure & vêtu en séculier, arrêté & détenu, par ordre des officiers du roi, dans les prisons de la juridiction séculière, se disoit clerc, aussitôt l'officiel le revendiquoit en vertu du privilège de la cléricature, & forçoit les officiers royaux de le rendre à la justice ecclésiastique. Que de pareils criminels, voleurs, ou homicides, malgré l'évidence de leurs forfaits, ne manquoient pas d'être bientôt délivrés, & de se soustraire, à la faveur de ce privilège abusif, à la sévérité des loix. Que les officiaux faisoient arrêter les clercs par leurs sergents en tout territoire indistinctement, sans appeler la justice du lieu ; & que s'il se trouvoit des opposans, on les menaçoit de l'excommunication pour les obliger à se désister. Que les excommuniés ne pouvoient obtenir leur absolution des officiaux qu'en payant une amende arbitraire, ce qui faisoit que plusieurs demeuroient excommuniés. Que les prélats en instituant des clercs juges dans leurs bailliages & prévôtés, ces baillis

& prévôts ecclésiastiques ne pouvoient être punis de leurs prévarications. Que les promoteurs des justices ecclésiastiques faisoient publier des monitoires portant défense à toutes personnes indistinctement de travailler pour ceux qui étoient excommuniés à tort ou à droit, d'où il arivoit souvent que les terres demeuroient incultes. Que les officiaux faisoient citer devant eux jusqu'à trente ou quarante personnes, dont ils exigeoient des amendes, sous prétexte de fréquentation avec des excommuniés. Qu'au moyen des censures & sentences d'interdit, souvent pour le différend de deux particuliers, toute une province étoit en trouble, & demeuroit sans aucun exercice de piété. L'orateur finit l'énumération des griefs en se plaignant de ce que les officiaux prétendoient faire les inventaires, même dans les domaines & justices du roi, de tous ceux qui mouroient intestats, s'emparoit des biens meubles & immeubles, les distribuoient aux héritiers, ou à ceux qu'il leur plaisoit d'en gratifier, s'attribuoient l'exécution des testaments, avoient des officiers pour cete seule fonction, & refusoient d'ajouter foi aux testaments passés pardevant les tabellions, si eux-mêmes ne les avoient approuvés.

Ces propositions dont on vient de rapporter le précis, furent communiquées aux prélats pour en délibérer, & donner conseil au roi comme ses fideles sujets. Dans l'assemblée qui fut remise au vendredi suivant 15 Décembre, Pierre Roger, archevêque de Sens, porta la parole au nom du clergé, protestant d'abord que tout ce qu'il aloit dire, n'étoit point pour subir un jugement; mais seulement pour informer la conscience du roi & des assistants. A l'exemple de son antagoniste, il choisit pour texte ces paroles : *Craignez Dieu, honorez le roi*. Il admit la distinction des deux puissances, spirituelle & temporelle, dont il entreprit de prouver la compatibilité dans une même personne. Il s'appuya ensuite d'exemples tirés de l'ancien Testament, pour étendre la juridiction spirituelle sur les choses temporelles. Il ajouta que J. C. même, comme homme, avoit

Ann. 1329.

eu l'une & l'autre puissance : d'où il inféra que S. Pierre l'avoit eue aussi comme vicaire de J. C. Le prélat peu conséquent, ne s'apercevoit pas que les exemples qu'il venoit d'aléguer, loin d'être favorables à sa cause, concluoient contre lui-même, & détruisoient la distinction des deux puissances dont il étoit convenu. Ce seroit imiter l'inutile prolixité de l'archevêque, que de s'étendre davantage sur la foiblesse & la frivolité de *sa longue & ennuyeuse harangue*, qu'il termina enfin en disant : On a proposé contre nous plusieurs articles, dont quelques-uns énervent toute la juridiction ecclésiastique ; c'est pourquoi nous voulons les combattre jusqu'à la mort : d'autres ne contiennent que des choses dont nous ne croyons pas nos officiers coupables, & s'ils les commettoient, nous ne les voudrions aucunement tolérer : au contraire, nous avons résolu tous tant que nous sommes ici assemblés, de les faire cesser pour la paix du peuple & la gloire de Dieu. *Amen.*

Ibid.

Cete vaine déclamation n'ataquoit que très foiblement les propositions avancées par l'orateur de la juridiction séculière. Ce ne fut que dans l'assemblée remise à huit jours, que l'évêque d'Autun, Pierre Bertrandi, entreprit d'y répondre. Ce second défenseur du clergé protesta, ainsi que l'archevêque de Sens, qu'il ne parloit que pour l'instruction du roi, & non pour répondre juridiquement à Pierre de Cugnieres, & donner lieu à une sentence qui pût acquérir droit à personne. Après avoir répété les arguments employés par son collègue, & s'être étendu en maximes générales sur la distinction des deux puissances, il s'attacha à réfuter les articles proposés contre le corps ecclésiastique. Voici la substance de ses réponses, rapportées avec la même exactitude & dans le même ordre que les griefs exposés ci-dessus : Qu'il avoit établi suffisamment par ses réponses générales le droit qu'a la justice spirituelle de s'attribuer la connoissance des causes réelles touchant la possession ou la propriété : que lorsqu'un clerc étoit ataqué par un laïque dont il troublait la possession, il devenoit le

défenseur,

défendeur, & qu'il étoit de droit que le féculier qui étoit le demandeur, s'adressât au Juge du défendeur : que c'étoit à raison du péché que commit celui qui refuse de restituer ce qu'il tient induement, ou de payer ce qu'il doit, que les officiaux faisoient citer devant eux les laïques, même en action personnelle : que c'étoit à cause du sacrilège, dont la connoissance apartenoit à l'église seule, que les juges d'église faisoient venir devant eux les laïques à la requête des clercs : que l'église avoit droit de connoître des contrats passés en cour féculiere, principalement quand il y avoit transgression de serment, ou acufation de foi violée : que lorsque l'église avoit fait ce qu'elle avoit pu avec son bras spirituel, elle pouvoit & devoit de droit divin & humain recourir au bras féculier, & que si le seigneur manquoit d'obéir à la monition, & de contraindre le débiteur excommunié, en sorte qu'il arivât que par cete négligence le créancier perdit son dû, il n'y avoit pas d'inconvénient de procéder contre le seigneur lui-même : qu'à l'égard de l'ordre de cléricature conféré, suivant l'exposition des griefs alégués par l'orateur féculier, à un trop grand nombre de personnes, c'étoit un avantage d'augmenter le nombre de ceux qui étoient admis à ces grades sacrés : Dieu étant d'autant mieux servi, qu'il y avoit plus de ministres consacrés à son service : qu'attendu que l'accessoire suit le principal, l'officier du roi, en remettant un voleur réclamé par l'évêque, comme clerc, devoit en même-temps remettre le larcin : qu'un clerc arrêté en habit féculier, ne perdoit pas son privilege, s'il étoit notoire qu'il fût clerc : que dans le cas douteux la capture apartenoit au juge féculier, la connoissance à l'église : que souvent les laïques en rendant au juge ecclésiastique un clerc qu'ils avoient pris, n'informoient pas le juge de son crime ; raison pour laquelle il ne pouvoit en conscience le retenir prisonnier : qu'il étoit permis aux prélats & à leurs officiaux, de droit divin & humain, de prendre par-tout les clercs, parce qu'il n'y avoit point de lieu où ne

Tom. IV.

* Fff

Ann. 1329.

s'étendit la juridiction spirituelle : que comme on n'excommunioit que pour un péché mortel, la pénitence devoit renfermer une peine corporelle ou pécuniaire : que la justice étoit mieux rendue par des clercs qui sçavoient le droit, que par des laïques non lettrés ; raison pour laquelle les prévôts choisissoient par préférence des clercs pour leurs baillis & prévôts : que toute participation avec les excommuniés étoit un péché mortel, & que si dans ce cas, les officiaux faisoient citer plusieurs personnes coupables de cete communication, au mépris des avertissements de l'église, ceux qui étoient atteints de ce péché, devoient satisfaire à Dieu & à l'église par une peine pécuniaire ou corporelle : enfin que chaque prélat dans son diocèse, étoit l'exécuteur légitime des testaments, principalement après le terme exprimé dans le droit ; qu'ayant le principal, il avoit aussi l'accessoire, soit la confection de l'inventaire, soit la distribution des biens, &c. & que c'étoit la coutume de plusieurs églises du royaume, de ne point ajouter foi aux testaments reçus par un notaire de la cour d'un archidiacre ou d'un autre moindre juge, jusqu'à ce que ces testaments eussent été approuvés & publiés devant le juge principal du diocèse, à cause du peu d'autorité de ces notaires, & des faussetés qui pouvoient se commettre.

Ibid.

On demanda de la part du roi à l'évêque d'Autun, une copie de ses réponses. Les prélats, après avoir délibéré, donnerent seulement un mémoire contenant en abrégé leurs prétentions, dans lesquelles ils prioient le roi de les maintenir. L'assemblée fut congédiée. Huit jours après, les prélats se rendirent à Vincennes pour sçavoir les intentions du roi, qui leur fit dire par le même Pierre de Cugnieres, que son dessein étoit de les conserver dans tous leurs droits. On insista encore sur la distinction des deux puissances ; on leur demanda des instructions & des éclaircissements sur quelques coutumes, avec promesse de faire observer celles qui se trouveroient raisonnables. Les prélats se retirèrent sans

remporter de réponse plus positive. Ils revinrent deux jours après : Pierre de la Brosse, archevêque de Bourges, les assura de la part du roi, qu'ils n'avoient rien à craindre ; que S. M. leur promettoit *qu'ils ne perdroient rien de son temps*, & qu'elle ne donneroit jamais aux autres l'exemple d'ataquer l'église. L'archevêque de Sens, après avoir remercié ce prince au nom du clergé, se plaignit de certaines proclamations faites au préjudice de la juridiction ecclésiastique : le roi répondit de sa bouche, que ces proclamations avoient été faites sans son ordre, & qu'il les désapprouvoit. L'archevêque renouvelant ses supplications pour obtenir une réponse plus claire & plus consolante, Pierre de Cugnieres répondit au nom du roi : *Si vous corrigez ce qui en a besoin, le roi veut bien attendre jusqu'à Noël prochain ; mais si vous ne le faites dans ce terme, le roi y apportera le remède qui sera agréable à Dieu & au peuple.*

Tel fut le résultat de ces célèbres assemblées, où l'on vit briller également la généreuse liberté de Pierre de Cugnieres, l'attachement invariable des prélats au maintien de ce qu'ils croyoient les privileges de l'église, & la religieuse modération du monarque. Le fruit qu'on en tira pour lors, fut la réformation de quelques abus. Le roi acquit le surnom de *bon catholique* : ce titre fut la récompense de sa pieuse indécision sur une matiere si épineuse, où il étoit question d'assigner des limites précises à la puissance temporelle & à l'autorité spirituelle. Les partisans outrés du clergé, offensés de la hardiesse de l'orateur séculier, le blâmerent ouvertement. On lui donna le nom de *Pierre du Congnet* C'étoit ainsi qu'on apeloit une petite figure placée en un coin de l'église de Notre-Dame de Paris, dans une représentation de l'enfer, qui étoit à la clôture du chœur sous le jubé (on la voyoit encore à la fin du dernier siecle). La ressemblance du nom de Pierre de Cugnieres avec le nom de cette figure, vulgairement apelée *Pierre du Congnet*, parce qu'on avoit coutume d'y aller

Ann. 1329.

Introduction
des appels comme
d'abus.*Abrégé chron.*
1^{re} part., pag.
288.

éteindre les cierges , aida sans doute les inventeurs de ce sobriquet ridicule & si peu mérité.

Ce conflit des deux juridictions fut le germe qui produisit dans la suite les appels comme d'abus : introduction , dit l'auteur de l'*excellent abrégé chronologique* , dont les principes sont plus anciens que le nom. » Le » roi parut favorable aux ecclésiastiques ; mais cete que- » rele devint le fondement de toutes les disputes qui » se sont élevées depuis par raport à l'autorité des deux » puissances , & dont l'effet a été de restreindre la jurif- » diction ecclésiastique dans des bornes plus étroites. On » pouroit en indiquer encore une autre cause ; c'est » que les évêques commencerent à négliger de convo- » quer les conciles de leurs provinces , où le corps des » ecclésiastiques , rassemblé tous les ans , s'entretenoit » dans sa premiere vigueur ; tandis que les parlements » devenus sédentaires , affermirent leur autorité en ne » se séparant jamais «.

La piété, la justice & la valeur du roi avoient signalé les commencements de son regne : aimé de ses sujets , respecté de ses aliés , redoutable à ses ennemis , la conduite qu'il avoit observée jusqu'alors , annonçoit un gouvernement aussi sage qu'heureux. C'étoit sur-tout dans ces premieres années d'un empire florissant , que Philippe méritoit qu'on ajoutât au surnom de *Bien-fortuné* , des titres encore plus flatteurs. Ce prince attentif au bonheur de l'Etat , étendoit ses vues à tout ce qui pouvoit contribuer à la félicité des peuples.

Les fréquentes altérations des monnoies avoient occasionné des désordres , auxquels il se crut obligé de remédier. Les especes d'or & d'argent furent réduites à moitié du prix auquel les changements précédents les avoient fait monter. Cete diminution , en rapprochant le prix des denrées de la valeur des métaux , rétablit l'abondance & la circulation.

Dès son avènement à la couronne , Philippe avoit redoublé ses soins paternels pour l'éducation de Jean ;

son fils unique. Bernard de Moreuil , maréchal de France , avoit été choisi pour gouverneur du jeune prince. La faveur & l'intrigue n'eurent aucune part à ce choix important : il falut même recourir à l'autorité du roi pour obliger ce seigneur à se charger de cet emploi aussi difficile qu'honorable ; il ne l'accepta qu'après des ordres réitérés. *Sire de Moreuil*, lui dit le roi dans ses lettres d'injonction , vous sçavez comment nous vous dîmes l'autre jour que nous vous avions ordonné pour être avec notre fils & à son frain : & vrayment nous ne vous ôtons de l'office de maréchal pour nul mal qui soit en vous , ne pour nul défaut qui par vous ait été en votre office ; mais nous vous aimons miex près de Jehan notre fils que nous ne ferions nul autre : si voulons que vous vous ordenez tantôt pour y venir & pour y être dorenavant continuellement , car il est temps que ceux qui sont ordenez pour y être , y soient : & si est miex votre honneur de le faire maintenant , qu'il ne le seroit quand nous serions plus avant en la guerre. Et pour ce que vous nous priâtes , quand nous vous en parlâmes , que nous y vousissions garder votre honneur ; vrayment si vous y pensez bien , vous trouverez que nous vous faisons trop plus grand honneur de vous y mettre , que nous ne ferions de vous laisser maréchal ; mêmeement considéré que nous voulons que vous soyez tout li premiers , & li principaux de son frain : car il n'est oncques maréchal en France qui n'en laissât volentiers l'office , pour être li premiers au frain de l'aisné fils du roi. Si nous semble que votre honneur y est non pas gardé seulement , mais accru : & quant au profit , il nous semble qu'il y est plus grand qu'il ne seroit à être maréchal ; car pour plusieurs fraudes qui se faisoient pour cause des droits des maréchaux , nous avons ordonné que dorenavant nul maréchal ne prendront nuls droits , mais seront tournez à notre profit tous les droits qu'ils soloient prendre ; & ils auront cinq cents livres tournois chacun d'eux par an pour toutes choses , & si ne les auront fors seulement durant les guerres : & nous voulons que vous ayez pour être avec

Ann. 1329.

Spicil. t. 2.
F. 716.

Ann. 1329.

notre fils , cinq cents livres chacun an , lesquels nous vous donnons à votre vie. Si nous semble le profit plus grand qu'en l'office de maréchal , pourquoi vous n'en devez être en nule mélencolie , mais en devez être tout liez , joyeux , & pour honneur , & pour profit. Ces lettres datées du 5 Juillet 1328 , nous apprennent qu'en ce temps la dignité de maréchal de France étoit amovible. Bernard de Moreuil , d'autant plus digne de la confiance de son souverain , qu'il paroissoit l'ambitionner moins , ne put refuser d'obéir à des ordres si pressants. Il donna la démission de son office dont Ansel de Joinville fut décoré.

La France avoit aquis sur les peuples voisins ce degré de supériorité , dont l'ascendant paroissoit devoir assurer sa prospérité & son repos sur des fondements inébranlables ; mais ce n'étoit qu'un calme apparent. La Providence avoit placé sur le trône d'Angleterre un prince qui devoit faire éprouver au monarque François les plus funestes revers. Philippe , trop confiant peut-être , paroissoit s'inquiéter assez peu des dispositions de ce dangereux ennemi. L'humeur impérieuse de ces deux rois , rivaux de gloire & d'intérêt , la haine mutuelle qu'ils se portoient , haine d'autant plus envenimée de la part du roi d'Angleterre , qu'elle étoit fomentée par la contrainte & la dissimulation : tout préparoit en secret les horreurs d'une guerre sanglante. Edouard dans le feu de la jeunesse , dévoré d'ambition , ne voyoit dans le roi de France , son seigneur suzerain , qu'un usurpateur heureux , qui non content de lui avoir ravi le premier diadème de l'Europe , & de l'avoir réduit à la condition humiliante de vassal , avoit encore prétendu aggraver le poids de sa servitude , en lui prescrivant jusqu'aux expressions de l'hommage qu'il exigeoit de lui. Le roi trop persuadé des sentiments d'Edouard , & convaincu qu'il n'atendoit pour les faire éclater , que des circonstances favorables , ne négligeoit aucune occasion de lui faire sentir sa dépendance. Peu de temps après l'hommage conditionnel rendu à Amiens par le Roi d'Angleterre , on le pressa de nouveau de donner

Froissard.

une déclaration nette & précise de la nature de cet hommage. Le duc de Bourbon, les comtes de Harcourt, de Tancarville & de Clermont, furent nommés avec d'autres seigneurs, pour aler en Angleterre recevoir cete déclaration formele & authentique. Ces ambassadeurs se firent accompagner de plusieurs jurisconsultes François, afin d'examiner avec le parlement assemblé pour lors à Londres, les actes des hommages rendus antérieurement par les rois d'Angleterre, pour les fiefs qu'ils tenoient de la couronne de France. Ce ne fut qu'après plusieurs délais qu'Edouard se déterminâ. La prise & la démolition de Saintes par le duc d'Alençon, lui fit appréhender une guerre qu'il ne se croyoit pas en état de soutenir. Il ratifia l'accord fait par ses envoyés à la cour de France : par ce traité il promit entre autres choses, de payer ce qu'il devoit, tant pour le dédommagement, que pour le transport que son pere lui avoit fait de la Guienne ; de faire abatre les châteaux des seigneurs Gascons qui avoient été condanés sous le regne de Charles-le-Bel, & de donner incessamment ses lettres-patentes explicatives sur la qualité de son hommage. Il ne se hâtoit pas cependant d'exécuter ce dernier article. Tant de difficultés pour donner cete déclaration, achevent de prouver incontestablement que la protestation secrette qu'on suppose qu'il avoit faite, n'est qu'une fable mal imaginée. Eût-il marqué tant de répugnance, s'il eût cru pouvoir invoquer à son secours le chimérique apui d'une rétractation anticipée ? Obligé de céder aux instances réitérées, il donna enfin cete déclaration si long-temps attendue. Par cet acte, le roi d'Angleterre se reconnoît homme-lige du roi de France, en qualité de duc de Guienne & de comte de Ponthieu & de Montreuil. Voici la forme de cet hommage qu'on ne croit pas inutile de transmettre à la postérité, comme un monument inaltérable des droits de nos souverains dans ces temps reculés. *Edward, par la grace de Dieu, roi d'Angleterre, seigneur d'Irlande & duc d'Aquitaine,*

Ann. 1329.

Rymer, *aff.*
Publ. tom. 2,
part. 3, p. 61.

Rymer, *aff.*
publ. tom. 2,
part. 3, p. 61.

Ann. 1329.

astous ceux qui cestes présentes lettres vèront ou oïront ; salut : sçavoir faisons que come nous feissions à Amiens hommage à excelent prince , notre cher frere & cosin Phe-
 lipe roi de France , lors nous fut dit & requis de par li , que nous recognoissions ledit hommage être lige , & que nous , en faisant ledit hommage , li promissions expressement foi & loiauté porter , laquelle chose nous ne feismes pas lors , pour ce que nous n'etions enformés ne certains que ainsi le deussions faire. Feimes audit roi de France hommage par paroles générales , en disant que nous entrions en son hommage , par ainsi comme nous & nos prédécesseurs ducs de Gyenne estoient jadis entrés en l'hommage des rois de France qui avoient été pour le temps ; & depuis ença nous soions bien informés & acertenés de la vérité , recognoissant par ces presentes lettres que ledit hommage que nous feimes à Amiens au roi de France , combien que nous le feimes par paroles générales , fut , est & doit être entendu lige ; & que nous li devons foi & loiauté porter comme duc d'Aquitaine & pier de France & comme comte de Ponthieu & de Montreuil ; & li promettons dorenavant foi & loiauté porter , & pour ce que au temps avenir de ce ne soit jamais contents (contestation) ne descors à faire ledit hommage , nous promettons en bonne foi pour nous & nos successeurs ducs de Gyenne qui seront pour le temps , que toutesfois que nous & nos successeurs ducs de Gyenne entreront en l'hommage du roi de France & de ses successeurs qui seront pour le temps , l'hommage se fera par cete maniere. Le roi d'Angleterre , duc de Gyenne , tendra ses mains entre les mains du roi de France , & cil qui parlera pour le roi de France , adressera ces paroles au roi d'Angleterre , duc de Gyenne , & dira ainsi : vous devenez homme-lige du roi de France , M. qui ci est comme duc de Gyenne & pier de France , & li promettez foi & loiauté porter ; direz , voire : & ledit roi & duc , & ses successeurs ducs de Gyenne diront , voire. Et lors le roi de France recevra ledit roi d'Angleterre & duc audit hommage-lige à la foi & à la bouche , sauf son droit

droit & l'autrui. Les expressions sont les mêmes pour l'hommage des comtés de Ponthieu & de Montreuil. Et ainsi sera fait & renouvelé toutes les fois que l'hommage se fera, & de ce nous baillerons nous & nos successeurs ducs de Gyenne, faits lesdits hommages, lettres patentes scellées de nos grands sceaux, si le roi de France le requiert; & avecques ce nous promettons en bonne foi tenir & garder effectivement les paix & acords faits entre les rois de France, les rois d'Angleterre & ducs de Gyenne, & tous prédécesseurs rois de France & ducs de Gyenne: & en cete maniere sera faite & seront renouvelées lesdites lettres par lesdits rois & ducs & leurs successeurs ducs de Gyenne & comtes de Ponthieu & de Montreuil, toutes les fois que le roi d'Angleterre, ducs de Gyenne & ses successeurs entreront en l'hommage du roi de France & de ses successeurs rois de France. En temoing desquelles choses nous avec lettres ouvertes avons fait mettre notre grand scel. Donné à Eltham le trentiesme jour de Mars l'an de grace mil trois cent trente primer, & de notre regne le quint. Cete déclaration fut déposée à la chancellerie de France, & au trésor des chartres pour servir dans la suite de modele, en cas qu'il survint quelque contestation.

Tout étant réglé entre les deux rois, Edouard passa en France, sous prétexte d'accomplir un vœu qu'il avoit fait dans un péril éminent dont il étoit menacé. Il paroît qu'il vouloit dérober à la connoissance de ses sujets la démarche à laquelle il se déterminoit. Ce jeune prince, comme on l'a rapporté sous le regne précédent, venoit de prendre les rênes du gouvernement par un coup d'autorité au-dessus de son âge. Informé de la mauvaise administration de la reine sa mere, & de l'insolence de Roger de Mortemer, il avoit fait arrêter l'audacieux favori, qui fut exécuté quelque temps après, & sa mere fut reléguée dans un château où elle acheva ses jours (a). Cete entreprise exécutée avec autant de

Ibidem.

(a) C'est à tort que Mézerai dit que cete malheureuse princesse ne jouit pas long-temps de la pension de mille livres qui lui avoit été assignée pour

Ann. 1329.

hardiesse que de succès, avoit aquis au roi l'estime & le respect de ses sujets.

Ibid.

Dans les commencemens de son gouvernement, il lui paroissoit sans doute trop humiliant d'apprendre à l'Angleterre par un acte public, qu'il aloit donner au roi de France la satisfaction que ce prince exigeoit de lui : aussi les motifs de son passage en France, sont-ils déguisés dans l'acte de son départ. Mais malgré les ténèbres qu'on a voulu répandre sur cete satisfaction, il est prouvé qu'il étoit venu trouver le roi à Saint-Christophe en Halate ; qu'il lui remit lui-même l'acte de son hommage-lige ; qu'on lui en délivra à la chancellerie de France des lettres d'acceptation & d'agrément ; enfin que par ses soumissions & ses déférences il obtint, outre la ratification du traité, les conditions les plus avantageuses, le rapel des bannis de Gascogne, la dispense de la démolition de leurs châteaux, & trente mille livres tournois de dédommagement pour la démolition de Saintes. Dans cete entrevue Edouard, malgré sa jeunesse, triompha de Philippe par la souplesse de son génie, avantage que ce prince conserva toute sa vie dans les négociations les plus embarrassantes. Les deux rois avoient acordé entre eux le mariage d'une fille de France avec le prince de Galles encore au berceau. Le roi d'Angleterre de retour dans ses Etats, envoya des ambassadeurs en France pour régler les conditions de cete aliance.

Ibid.

Philippe que la naissance d'un second fils avoit rempli de joie, & pénétré de la reconnoissance la plus vive pour les bienfaits que le ciel répandoit sur sa famille, fit un voyage de dévotion à Marseille, dans l'intention de visiter le tombeau de S. Louis, archevêque de Tou-

son entretien dans sa retraite ; que l'on avança ses jours très justement, si c'eût été par l'ordre d'un autre que de son fils. Ce fils à qui l'on impute si témérairement ce forfait exécrationnable, assigna plusieurs années après la disgrâce de cete reine, comme on peut le voir dans les actes publics de Rymer, tom. 2, part. 3, pag. 18, les comtes de Ponthieu & de Montreuil, pour l'entretien de la reine Isabelle, sa très chere mere : elle vécut encore vingt-huit ans, & son fils aloit la visiter quelquefois.

louse. Il passa par Avignon en revenant de ce pèlerinage, & fut reçu de sa sainteté avec tous les témoignages d'estime & de bienveillance qu'il devoit attendre du pere commun des Fideles. Le jeune prince dont la naissance avoit occasionné cete pieuse entreprise, ne vécut que quinze jours, & fut inhumé dans l'église des Cordeliers de Paris. Le roi obtint dans l'entrevue qu'il eut avec le pape, la permission de lever pendant deux années le dixieme de tous les revenus ecclésiastiques; ce que le saint pere lui avoit refusé quelque temps auparavant. Ce fut aussi pendant son séjour à la cour d'Avignon, que le monarque François se fortifia dans le dessein de renouveler la ferveur des croisades. Les rois de Bohême, de Navarre & d'Aragon entrèrent dans ce projet, & Philippe se croyant assuré des dispositions du roi d'Angleterre, se flatoit de l'espérance de l'engager à seconder les efforts des princes chrétiens. Les Venitiens & les Génois devoient fournir les vaisseaux de transport. Edouard, sans paroître s'éloigner des propositions qui lui furent faites de la part du roi, ne donna que des réponses vagues, témoignant beaucoup d'empressement à partager l'honneur d'une si sainte entreprise, dont il remit l'exécution sous différents prétextes.

L'érection en pairies des comtés d'Alençon, Evreux, & Clermont en Beauvaisis, avoit augmenté le nombre des pairies laïques, diminué par l'extinction des anciennes pairies de Toulouse, de Champagne & de Poitiers, qui avoient été réunies à la couronne. Le roi avoit accordé la même faveur à Robert d'Artois, comte de Beaumont. La baronnie de Bourbon avoit été pareillement érigée en duché-pairie en faveur de Louis de Bourbon, petit-fils de saint Louis. Les causes exprimées dans les lettres de cete dernière érection, sembloient présager dès-lors la grandeur future de cete auguste famille. Le roi y déclare qu'il l'a fait » en » considération des richesses, des services & de la » générosité des princes de cete maison, qui ont toujours été en augmentant : qu'étant comme ils sont de

Erection de la baronnie de Bourbon en duché-pairie.

» sang royal, il se tient honoré de leur élévation, &
 » qu'il espere que ses successeurs seront honorés de leur
 » grandeur ». C'est depuis cete érection de la baronnie
 de Bourbon en duché-pairie, que les princes de cete
 maison en ont pris le nom : ils portoient auparavant
 celui de Clermont. Louis, dit Pasquier, prit le nom
 de duc de Bourbon pour lui & sa postérité, retenant à soi
 les armes de France au baston de gueule, témoignage
 assuré, & à ses survivants, de leur extradion royale : &
 delà en avant ce fut une loi en cete famille que le pere
 portoit le titre de duc de Bourbon, & son fils aîné celui
 de comte de Clairmont. Ce prince eut deux enfans, Pierre
 aîné, & Jacques puîné, qui est celui dont prit commen-
 cement l'illustre maison de Vendosme, dont notre grand
 Henri IV prit sa source.

La cour d'Avignon eut enfin la satisfaction de voir
 éclater le triomphe du saint siege. Pierre de Corbiere,
 ce pontife intrus sous le nom de Nicolas V, ne jouit
 pas long-temps des honneurs de sa nouvele dignité.
 Louis de Baviere, son protecteur, contraint de retour-
 ner en Allemagne, laissa l'antipape à Pise, qui se vit
 bientôt lui-même dans la nécessité de sortir de cete
 ville. Après avoir erré quelque temps en Italie, il fut
 arrêté par les partisans de Jean XXII, & conduit à la
 cour d'Avignon. Avant sa détention, prévoyant qu'il
 ne pourroit se soutenir dans le poste auquel on l'avoit
 élevé, il avoit demandé pardon de ses erreurs dans
 une lettre très soumise adressée à sa sainteté, ofrant sa
 démission, & suppliant humblement d'être admis à la
 pénitence de ses fautes. Le lendemain de son arivée, le
 pape assembla un nombreux consistoire. On avoit dressé
 un échafaud sur lequel le prisonnier monta, revêtu de
 l'habit de Frere mineur, ayant une corde autour du
 cou. Il fit son abjuration en présence du saint pere,
 des prélats & du peuple, implora la miséricorde du
 saint siege, & demanda la grace d'expier ses fautes
 par une pénitence proportionnée à leur énormité. Après
 cet aveu il descendit de l'échafaud & vint se prosterner

Ann. 1329.
Treſor des
Chartres.

Pasq. rech.
de la Fr. P.
 478.

Hiſt. Ecclſ.
 t. 19, p. 471.

Spicil.
 L'antipape
 Nicolas V est
 arrêté, & con-
 duit à Avi-
 gnon.

Son abjura-
 tion.

aux pieds du souverain pontife, qui le reçut avec humanité, délia la corde de ses propres mains, l'admit à l'honneur de baïser ses pieds & ensuite ses mains : non content de lui avoir accordé cete faveur, il le serra dans ses bras à la vue de tout le monde, & le baïsa à la bouche. Cete cérémonie achevée, Pierre de Corbiere fut reconduit dans le palais pontifical. Quelque temps après il renouvela la confession de ses égarements dans un confistoire secret. Cet acte de repentir fut suivi de l'absolution ; le pape se réservant de délibérer sur la pénitence. Il fut renfermé dans une prison honnête, où il étoit traité en ami, & gardé comme un ennemi, sans qu'on lui permit d'avoir aucune communication au dehors. Il vécut trois ans dans cete retraite.

Ce fut environ vers ce temps que ce même pape, dans un sermon prononcé le jour de la Toussaint, avança une opinion qui troubla les dernières années de son pontificat. La solennité du jour lui fournit l'occasion de parler de la félicité des élus, qui, selon lui, ne devoient jouir de la vision parfaite de l'Etre suprême qu'après le jour du jugement. La récompense des saints, disoit-il, avant la venue de J. C. étoit dans le sein d'Abraham : après son avènement, sa Passion & son Ascension, leur récompense jusqu'au jour du jugement est d'être sous l'autel de Dieu, c'est-à-dire, sous la protection & sous la consolation de l'humanité de J. C. mais après le jugement, ils seront sur l'autel, c'est-à-dire, sur l'humanité de J. C. parce qu'alors ils verront non-seulement son humanité, mais encore sa divinité, comme elle est en elle-même : car ils verront le Pere, le Fils, & le saint Esprit. Le pape fondeoit son opinion sur un passage de l'Apocalypse, où saint Jean dit avoir vu sous l'autel les âmes des martyrs. On s'éleva contre ce sentiment : les ennemis du pape, sur-tout Michel de Cezene, ce général des Freres mineurs, déposé & excommunié pour avoir suivi le parti de Louis de Baviere & de l'antipape Nicolas, & plusieurs religieux du même ordre envelopés dans sa que-

Ann. 1329.

*Hist. Ecclé.
t. 19, p. 489.
Spicil.*

Opinion du
pape Jean XXII
sur la vision
béatifique.

*Apocalypse,
ch. 6, v. 9.*

Ann. 1329.

Hist. Eccl.
t. 19, p. 510.

rele, inonderent l'Europe d'un déluge d'écrits sur ce sujet. Malgré leurs cris cependant, cete affaire, qui d'abord avoit fait beaucoup de bruit, parut assoupie pendant quelque temps, & peut-être eût-elle été totalement oubliée, sans l'imprudence de deux envoyés du pape, Geraud Eudes, général des Freres mineurs, & Arnaud de Saint-Michel, de l'ordre des Freres prêcheurs, pénitencier du pape. Ces deux nonces eurent l'imprudence de prêcher cete même doctrine à Paris. L'auditoire scandalisé murmura tout haut. Le roi qui étoit d'une délicatesse extrême sur tout ce qui concernoit la religion, instruit de l'éclat qu'avoit occasionné la nouvele doctrine, & desirant prévenir toute innovation en matiere de foi, voulut que la question fût agitée en sa présence. La faculté de théologie de Paris nomma des docteurs qui, dans une premiere conférence, décidèrent unanimement contre le sentiment proposé. Le roi, non content de ce premier examen, fit convoquer une seconde assemblée, composée de prélats & de docteurs, qui ne firent que confirmer ce qui avoit été jugé dans la précédente. On dressa un acte de leurs décisions, qu'on envoya au pape. Sa majesté, dans la lettre qui acompagnoit cet acte, pria instamment le saint pere d'approuver la décision des docteurs de Paris : car, dit-il, ils savent mieux ce qu'on doit croire en matiere de foi, que les juristes & les autres clercs, qui ne savent que peu ou point de théologie, & nous châtierons ceux qui soutiennent le contraire. Sa sainteté par sa réponse assura le roi qu'elle n'avoit point adopté comme un point de créance l'opinion condanée par les théologiens de Paris ; qu'elle n'avoit traité cete matiere qu'en rapportant les différents sentiments des Peres de l'Eglise, sans rien déterminer de son chef. Bel exemple de modération, rarement imité dans les querelles théologiques. Par cete sage conduite le pape satisfit le roi qui avoit paru prendre un intérêt très vif dans cete affaire, & s'épargna les suites d'une dispute qui ne pouvoit produire qu'un éclat scandaleux, sans

que la religion chrétienne pût recueillir aucun avantage réel de cete question approfondie.

Une affaire d'une autre nature , & dont les conséquences furent bien plus graves , fixoit l'attention de toute la France. Enfin la cour des pairs , par le jugement prononcé contre Robert d'Artois , comte de Beaumont , venoit de mettre le sceau à la disgrâce de ce prince. Pour répandre quelque lumière sur ce fameux procès , il faut nécessairement remonter à son origine. Ce détail est d'autant plus indispensable , que jusqu'à présent tout le monde a été persuadé que par un fatal enchaînement , cete malheureuse affaire entraîna la destinée de l'Etat ; & fut , si l'on s'en rapporte au sentiment de la plupart des historiens contemporains , un des principaux mobiles de la guerre la plus sanglante que la nation eût soutenue jusqu'alors , & qui porta le fer & la flamme dans toutes les parties du royaume , pendant l'espace de plus de six vingts ans. Cete contestation d'ailleurs nous fournit des éclaircissements sur les mœurs , les usages & les loix de ce siècle.

Robert II , comte d'Artois , eut , de son mariage avec Amicie de Courtenay , deux enfants , Philippe & Mahaud ou Mathilde. Philippe épousa Blanche de Bretagne , duquel mariage naquit Robert. L'aïeul Robert II vivoit encore lorsque Philippe mourut , laissant son fils en bas âge. Après le décès du comte Robert , Mahaud sa fille , qui avoit épousé Othelin comte de Bourgogne , fut mise en possession du comté d'Artois , au préjudice du jeune Robert , attendu que par la coutume de la province , la représentation n'ayant point lieu , la comtesse se trouvoit plus proche d'un degré. Lorsque Robert eut atteint sa majorité , il réclama contre le jugement de Philippe-le-Bel qui avoit adjugé à sa tante l'héritage de son aïeul. Après quelques procédures les parties convinrent de s'en remettre à l'arbitrage du roi , qui prononça en faveur de Mahaud : Robert obtint seulement pour lui & pour ses sœurs cinq mille livres de rente en terre , & une somme de vingt-quatre

Ann. 1329.

Procès de Robert d'Artois , extrait d'un manuscrit de la bibliothèque du roi.

Ann. 1329.

Mém. de litt.
t. 8, p. 671.
Anc. chron.
de Fland. c. 5.

Spicil. Cont.
de Nang. ann.
1316.

mille livres une fois payée. Huit ans après, le fils unique de la comtesse Mahaud mourut. Robert se trouvant par cete mort le seul mâle de sa maison, fit une nouvelle tentative pour rentrer dans ses droits : il aléqua pour prétexte, que la comtesse, sa tante, n'avoit rempli aucun des articles réglés par le jugement. Ce fut sous la régence & dans la première année du regne de Philippe-le-Long, gendre de Mahaud, que Robert s'imaginant que ce monarque étoit trop occupé du soin d'affermir une autorité qu'on lui contestoit, pour s'opposer à ses prétentions, entra dans l'Artois à main armée, secondé par la noblesse de la province, dont toutes les villes lui ouvrirent leurs portes, excepté la ville de Saint-Omer. Les habitants de cete place demanderent à ses députés : *Si le roi l'avoit reçu à comte : ceux-ci ayant dit qu'ils ne sçavoient : à donc répondirent ceux de la ville, nous ne sommes mie faiseurs de comte d'Artois ; mais si le roi l'eût reçu à comte, nous l'aimissions autant qu'un autre.* Le régent, pour soutenir les droits de la comtesse Mahaud, sa bele mere, s'avança jusqu'à Amiens à la tête d'un corps d'armée considérable, & Robert trop foible pour résister à des forces si supérieures, fut obligé de désarmer, d'évacuer les villes dont il s'étoit emparé, & de promettre de s'en rapporter au jugement qui seroit prononcé par la cour. En conséquence de ce traité, il se constitua prisonnier au Châtelet de Paris. La comtesse Mahaud fut confirmée de nouveau dans la possession de l'Artois, & Robert eut pour son partage le comté de Beaumont. Il fut ordonné par cet arêt, *que ledit Robert aimât ladite comtesse comme sa chiere tante, & la comtesse ledit Robert comme son bon neveu.* Les choses demeurent en cet état pendant les regnes de Philippe V & de Charles IV. Lorsqu'à la mort de ce dernier, la régence & la couronne eurent été déférées à Philippe de Valois, Robert espéra faire revivre ses prétentions sous le nouveau regne. L'amitié du souverain, dont il avoit épousé la sœur, les services qu'il lui avoit rendus en apuyant ses

ses droits au trône, ne lui permirent pas de douter du succès de son entreprise. Quoique deux jugemens authentiques eussent constaté la légitimité des droits de la comtesse, sa tante, il se flata que l'autorité des loix fléchiroit sous son crédit, pour peu qu'une aparence de justice colorât sa demande.

Il manquoit de titres pour procéder en justice réglée. Pour réparer ce défaut, il ne se présentoit point d'autre expédient que de produire de fausses pieces, & de se ménager de faux témoins. Ce fut à cete odieuse ressource que des conseils pernicieux porterent ce prince, que l'ambition dominoit. Il n'embrassa pas d'abord ces indignes moyens avec la ferme résolution d'un criminel volontaire : conduit d'erreur en erreur par un tissu d'intrigues dont on lui déroba l'origine, ce ne fut qu'au bord du précipice qu'il en reconnut la profondeur : sa fierté ne lui permit pas de reculer. Si contre le sentiment de la plupart des écrivains, on paroît s'attacher à diminuer l'horreur de son crime, on est bien éloigné d'en entreprendre la justification : mais cet adoucissement, tout foible qu'il est, en faveur d'un prince que sa naissance & mille beles qualités rendoient digne d'un meilleur sort, est un objet trop intéressant pour que la vérité de l'histoire puisse le négliger. L'humanité a droit de réclamer en faveur des malheureux, sur-tout lorsqu'elle est éclairée & soutenue par des témoignages authentiques.

Jeanne de Divion, demoiselle native de Béthune, femme deshonorée par une conduite licencieuse, perdue de réputation, qui commettoit le crime avec la même facilité que son imagination le projettoit, fut l'infâme artisan de ce mystere d'iniquité. Cete malheureuse étoit accusée par la voix publique d'avoir entretenu un commerce criminel avec *Thierry d'Irechon*, évêque d'Arras, ministre de la comtesse Mahaud. Le prélat en mourant lui laissa quelques biens, que la comtesse exécutrice du testament de l'évêque, refusa de lui délivrer. A ce refus

Procès manuscrit.

Tome IV.

* H h h

Ann. 1319.

elle ajouta l'afront de la faire chasser de la province. La Divion vint à Paris, ne respirant que la vengeance : elle chercha les moyens de s'introduire auprès de madame la comtesse de Beaumont, femme de Robert : elle lui découvrit que l'évêque d'Arras avant que de mourir, pressé par les remords de sa conscience, lui avoit remis plusieurs lettres qui justifioient les droits du prince son époux sur le comté d'Artois. La comtesse parut d'abord peu sensible à cete découverte. L'intrigante déconcertée par cete froideur, prit d'autres mesures : voyant qu'on négligeoit ses avances, & désespérant de faire goûter à madame de Beaumont le roman qu'elle avoit imaginé, elle s'adressa à la comtesse Mahaud, à laquelle elle fit offrir de révéler des secrets de la dernière importance : elle vouloit aparemment lui faire le sacrifice de sa perfidie. Mahaud rejeta ses offres avec mépris. La Divion furieuse, changea de batteries : elle se fit présenter au prince Robert, & lui fit les mêmes ouvertures qu'elle avoit déjà faites à la princesse. Cete fausse confidence réveilla l'ambition de ce prince : il la somma d'effectuer sa promesse, en lui prodiguant les caresses & les assurances d'être récompensée d'un pareil service au-delà de ses espérances. Elle partit pour Arras, d'où elle rapporta cete piece qui n'étoit autre chose qu'une lettre de l'évêque d'Arras remise à la Divion, pour la rendre aussitôt qu'il auroit fermé les yeux, au prince Robert. Dans cet écrit le prélat demandoit pardon d'avoir celé pendant toute sa vie les droits du prince sur le comté d'Artois : il s'avouoit dépositaire *des lettres qui en furent faites, dont les doubles enregistrees par devers la cour, disoit-il dans cet écrit, furent, par un de nos grands seigneurs, jetés au feu, & après ce fut plané li registre de la cour.* Ces titres dont faisoit mention l'évêque, devoient être : 1°. le contrat de mariage de Philippe avec Blanche de Bretagne, en faveur duquel mariage le comte d'Artois remet la propriété du comté à son fils & à ses hoirs :

2°. une ratification de ce transport par le même : 3°. les lettres-patentes de Philippe-le-Hardi, roi de France, confirmatives des précédentes.

Ann. 1319.

Le comte de Beaumont ayant en son pouvoir cet écrit prétendu de l'évêque d'Arras, se crut assuré de la justice & du gain de sa cause, d'autant plus que le roi lui avoit dit plusieurs fois, que s'il pouvoit lui montrer le moindre acte qui prouvât la donation faite par le feu comte d'Artois à Philippe d'Artois, son fils & à ses hoirs, en cas que ledit Philippe mourût avant lui, il ne feroit aucune difficulté de remettre le comté à Robert. Il paroît jusque-là que sa conduite étoit innocente : il n'avoit pas le moindre soupçon de la fausseté de cet acte. Il annonça tout haut le dessein où il étoit de renouveler ses poursuites pour la restitution du comté d'Artois. Mahaud alarmée de ces bruits, fit arrêter les servantes de la Divion. Celle-ci, aprenant l'emprisonnement de ses domestiques, devant lesquels elle avoit fabriqué le faux écrit, s'en plaignit à Robert, lui faisant entendre que par ce moyen la comtesse aloit s'emparer des titres dont elle étoit dépositaire. Le prince toujours abusé eut recours à la protection du roi, par l'ordre duquel elles furent relâchées ; mais durant leur détention, la comtesse d'Artois découvrit une partie des intrigues de leur maîtresse.

Ibid.

Le roi nomma des commissaires pour procéder à l'information. La plupart des témoins furent favorables au comte de Beaumont. Parmi les dépositions de ces témoins, dont plusieurs furent punis, il se trouve dans une copie manuscrite de ce procès conservée à la bibliothèque du roi, quelques aveux qui ne sont pas apparemment énoncés dans les manuscrits dont on a donné l'extrait dans les mémoires de l'Académie. Voici les noms de ces témoins ; M^{rs}. Robert de Mailly, abé de saint Martin-aux-Bois, âgé de 70 ans ; Guyot de Mailly chevalier son frere ; Gilles Famont écuyer, âgé de 63 ans ; M^{rs}. Robert de Maignonval chevalier, âgé de 65 ans ; M^{rs}. Foulques de Fiennes, âgé de 80 ans ; M^{rs}.

Mém. de litt.
tom. 10.

H h h ij

Ann. 1329.

Procès manifesté.

Ibid.

Gui de Gonnellier chevalier, âgé de 75 ans. Ces seigneurs, dont le témoignage ne paroît avoir aucune liaison avec l'imposture de la Divion, asirmerent qu'effectivement ils avoient entendu dire quarante ou cinquante ans avant cete information, que l'ancien comte d'Artois avoit cédé à Philippe son fils, *la propriété du comté d'Artois pour lui & pour ses hoirs*. Ces témoins ne font point rapelés dans le jugement : la Divion ne les acusa point dans tout le cours du procès, d'avoir été séduits. Elle ne les chargea point à la mort : on ne procéda point contre eux. Sans ofer rien décider sur une matiere si délicate, on se contente de rapporter cete observation comme un fait que la sincérité de l'histoire ne permet pas de dissimuler. Il est étonnant qu'on ait eu recours à la preuve par témoin pour éclaircir une question aussi importante que le traité du mariage de l'héritier du comté d'Artois. Que de voix pouvoient s'élever contre cete histoire controuvée ! Mais ce qui met le comble à la surprise, c'est la déposition de Guillaume de Malleval, qui asirma que le jour de l'exécution d'Enguerrand de Marigny, qu'on acusoit d'avoir supprimé les lettres du registre de la cour, il fut envoyé par le roi Louis X, pour demander à cet infortuné ministre des éclaircissements sur l'affaire du comté d'Artois ; qu'il parla audit sire de Marigny, *li étant encore dans la charete*, qui lui répondit, *que ces lettres avoient été faites, dont maître Thierry d'Irechon sçavoit bien parler, & qu'il ne cuidoit pas que ces lettres on retrovast* : qu'il réitéra ses demandes, lorsque Marigny fut descendu de la charete & mis dedans le gibet, & qu'il en reçut les mêmes réponses. Ce même témoin ajouta dans ses dépositions, que, lorsqu'Enguerrand de Marigny fut arêté à Vincennes, la comtesse Mahaud lui demanda une restitution de quarante mille livres, & que ce ministre dit à Madame d'Artois, *qu'il se merveilloit fort qu'elle li étoit si contraire, & qu'il ne cuidât en nule fin qu'elle li dуст rien demander, tout eut-il lesdites quarante mille livres, & qu'il l'avoit bien tant*

servie qu'elle dût bien s'en souffrir. Cete déposition pouvoit être aisément démentie par plus d'un témoin oculaire. Il falloit être bien hardi ou bien mal-adroit pour porter un témoignage si facile à détruire.

Ann. 1329.

Les dépositions de ces témoins ne suffisoient pas ; il falloit produire les lettres mentionnées dans l'aveu de l'évêque d'Arras, & la Divion n'étoit pas en état de les fournir. Robert reconnut qu'il avoit été le jouet d'une intrigante ; mais il étoit trop fier pour cesser ses poursuites après un pareil éclat. Il s'emporta contre elle jusqu'à la menacer de la faire *ardre* : elle n'oublia rien pour le fléchir, elle le flata de l'espoir de réussir avec des titres supposés : elle s'engagea de les lui fournir. Ce prince aveugle n'imaginant point d'autre ressource pour se tirer de l'embaras où il s'étoit engagé, consentit à tout, plutôt que d'essuyer la honte de se dédire.

Ibid.

La comtesse de Beaumont, princesse aussi ambitieuse que son mari, eut, avec la reine, une explication très vive à ce sujet : des reparties peu ménagées aigriront la dispute : ces deux princesses se séparèrent très mécontentes l'une de l'autre. La comtesse en rentrant chez elle, dit *que la reine l'avoit couroucée, & qu'il convenoit qu'elle eût des lettres afin d'avoir cete comté d'Artois, & qu'elle seroit honnie si elle ne l'avoit.* La Divion fut sollicitée plus vivement que jamais : prières, menaces, tout fut employé : on lui donna des modeles des lettres dont on avoit besoin. La difficulté n'étoit pas de les faire transcrire ; mais d'y appliquer des sceaux. Après avoir tenté inutilement d'en faire imiter l'empreinte par un ouvrier du palais, elle s'avisâ d'un autre expédient : ce fut d'acquérir par des épreuves répétées, la facilité de détacher des sceaux par le moyen d'un *couteau chaud*. Lorsqu'elle fut sûre de son opération, elle eut bientôt fabriqué ces titres si desirés.

Ibid.

Pendant tous ces délais, le prince, qui avoit obtenu la permission de poursuivre ses droits, écludoit toujours de produire ses preuves par écrit. La comtesse Mahaud sur ces entrefaites mourut : on fit courir le bruit qu'elle

Spicil. Contin. Nang. an. 1330. Mézerai.

Ann. 1329.

avoit été *enherbée* (empoisonnée). Jeanne sa fille & son héritière, veuve de Philippe-le-Long, ne lui survécut que peu de temps, & l'on crut reconnoître à des marques certaines qu'elle avoit été empoisonnée en buvant du *darey*, espece d'hipocras. Ces deux morts furent attribuées dans la suite à Robert d'Artois & à la Divion; cependant les confessions de cete femme, même celle qu'elle fit le jour qu'elle fut exécutée, ne font aucune mention de cet attentat, qui n'étoit probablement fondé que sur un bruit populaire.

Procès manuscrit.

Jeanne, petite fille de la comtesse Mahaud, & Eudes duc de Bourgogne son mari, furent recus à l'hommage du comté d'Artois, nonobstant l'oposition du comte de Beaumont. Enfin les lettres furent achevées. Robert les montra d'abord au roi. Le monarque équitable, malgré son amitié pour le prince, lui marqua sa défiance, en lui conseillant de ne pas se servir de ces titres, qui lui paroissoient supposés : Robert piqué voulut soutenir leur authenticité. Le roi le pressa de se désister d'une entreprise qui le couvriroit de confusion, & qui ne pouvoit lui aquérir que le renom de faussaire. A ce mot de faussaire, Robert perdant le respect qu'il devoit à son souverain, répondit qu'il n'étoit pas un imposteur, & qu'il le maintiendrait contre celui qui lui soutiendrait le contraire. Philippe croyant que le défi s'adressoit à lui, ne le ménagea plus. *Ces lettres sont fausses*, dit-il, *je le sçais bien, & je serai punir les auteurs de ces faussetés*. Cet entretien décida du sort de Robert, qui, par un orgueil inexcusable, en voulant couvrir son déshonneur, se rendit encore plus criminel.

Mézerai.

Procès manuscrit.

Le roi, quoique persuadé de la fausseté des pieces que le comte de Beaumont prétendoit faire valoir, ne put se dispenser de lui permettre de les produire. Il eut cependant encore la bonté de le faire solliciter par les princes du sang & les seigneurs de la cour : rien ne put fléchir son aveugle obstination ; il falut laisser un libre cours aux procédures. Le parlement assemblé reconnut sans peine la fausseté des titres. Le roi tenta

un dernier effort , pour épargner au comte l'ignominie d'une condamnation publique. La Divion étoit à Conches dans le château de Robert d'Artois , attendant l'événement du procès. Elle fut mandée à Paris , sous prétexte de donner des éclaircissements. Conduite à l'hôtel de Nesle , où elle subit un interrogatoire devant le roi , toute son impudence l'abandonna : elle ne put soutenir l'aspect du monarque , elle avoua tout. Le comte de Beaumont étant venu trouver le roi , Philippe qui agissoit toujours moins en souverain qu'en ami , le pressa de nouveau d'abandonner ses prétentions. Il fit paroître devant lui la Divion , qui réitéra l'avou de ses impossibilités , reconnut la fausseté des lettres qu'elle avoit fait transcrire , convint de l'application des sceaux , dont on lui fit renouveler l'opération en présence même de ce prince coupable. Loin de plier sous le poids d'une pareille conviction , sa témérité n'en devint que plus inflexible. Il falut donc prononcer. Le parlement assemblé , le roi y séant , assisté des pairs & des grands du royaume ; à la requête du procureur-général , il fut déclaré que les quatre lettres produites par Robert d'Artois , comte de Beaumont , pair de France , étoient fausses ; ordonné par la cour qu'elles seroient *cancellees & dépiécées* (bâtonnées & lacérées). Le procureur-général demanda au prince , s'il prétendoit encore *user* de ces lettres. Robert , qui jusqu'à ce moment n'avoit pu s'imaginer qu'on osât le condamner , se retira pour délibérer avec son conseil. Il rentra peu de temps après dans la sale , & renonça publiquement à ces titres. L'arrêt fut exécuté dans la même séance. Les lettres furent lacérées à ses yeux mêmes , en présence de cette auguste assemblée.

Le roi , qui n'avoit consenti qu'à regret à laisser agir la sévérité des loix , espéra que le comte rentreroit en lui-même ; mais loin de paroître sensible à ce ménagement , ce prince ne fut pas plutôt éloigné de la cour , qu'il fit éclater son ressentiment par les plaintes & les reproches les plus sanglants. On ne peut assez admirer

Ann. 1329.

Ibid.

Ibid.

Ann. 1329.

la patience de Philippe de Valois, prince d'un caractère impétueux & sévère. Il attendit constamment pendant cinq mois, que Robert donnât quelques marques de repentir. Enfin, voyant qu'il persistoit avec opiniâtreté dans son endurcissement, il ne crut pas devoir lui permettre de braver plus long-temps l'autorité des loix & la majesté du souverain. Le procureur-général eut ordre de poursuivre. Le comte fut ajourné à comparoître au parlement, & l'on instruisit le procès criminel contre la Divion & ses complices. Cete malheureuse fut condamnée à être brûlée vive : suplice dont la rigueur surprendra sans doute ; mais il y a tout lieu de penser qu'en cete occasion la cour proportionna la rigueur du châtiment à l'importance, plutôt qu'à la nature du délit.

Mém. de litt.
tom. 10.

Chroniq. de
Fland.

Chroniq. de
saint Denis.

Ce fut alors que Robert d'Artois, éclairé par le danger, reconnut toute l'énormité de sa faute. Ce malheureux prince, dont jusque-là l'audace avoit paru insurmontable, fut réduit à se mettre à l'abri des poursuites par une fuite honteuse. Il fit secrètement embarquer ses trésors à Bordeaux, pour être transportés en Angleterre. Lui-même après avoir erré quelque temps dans le royaume, se retira à Bruxelles auprès du duc de Brabant.

Procès ma-
nuscrit.

Les pairs du royaume furent ajournés pour assister au jugement (a). Robert ne comparut point aux deux premiers ajournements ; il se fit représenter par ses procureurs au troisième. La seule excuse qu'ils alléguèrent, fut le défaut de sûreté de sa personne. On aloit procéder malgré leurs protestations, lorsque le roi de Bohême, & Jean, fils aîné du roi, qui avoit été éman-

(a) Ce procès manuscrit nous a transmis la forme de ces ajournements conçue en ces termes : Philippe par la grace de Dieu, roi de France, à notre aimé & féal . . . pair de France, comme à la requête de notre procureur nous avons fait ajourner notre féal Robert d'Artois pour répondre par-devant nous ou notre cour suffisamment garnie de pairs, à certains articles criminels & civils qui touchent l'état de son corps & de sa personne, & de la pairie qu'il tient de nous, pour faire à notredit procureur & audit Robert droit & justice ; pour ce nous ajournons vous qui êtes pair de France, à ladite journée pour faire aux choses de susdites ce qui appartient à faire : Donné sous notre scel, &c.

cipé

cipé & créé duc de Normandie & pair de France, pour assister à ce jugement, se jetant aux genoux de Philippe, obtinrent un nouveau délai. On acorda de plus le sauf-conduit demandé par les agents du comte. Cete dernière grace ne put l'engager à se présenter. Enfin le mercredi 8 Avril 1331, le parlement s'assembla au Louvre, & tous les pairs s'y rendirent. Le roi s'étant placé sur son trône, le procureur-général prit la parole, rapela tous les incidents du procès, fit un éloge non suspect de la modération du souverain, exposa dans tout son jour la conduite criminele de Robert, depuis le commencement de la contestation : pour réparation, ce magistrat conclut à ce que Robert d'Artois, comte de Beaumont, fût condamné en corps & en biens ; c'est à sçavoir le corps mis & livré à mort, & les biens confisqués & aquis au roi : & attendu son absence, il requit qu'il fût banni du royaume de France, & ses biens confisqués. Sur ces conclusions, le roi prononça l'arêt de bannissement & de confiscation de biens. Nous ne pouvons nous empêcher de voir avec étonnement les rois réunir dans ces siècles, les fonctions de juges, à la puissance législative, en présidant aux procès criminels contre les pairs du royaume. Nos souverains mieux instruits des droits de l'humanité, & de l'effet qu'imprime leur personne sacrée, se sont depuis abstenus de cet usage peu convenable à la justice & à la majesté royale, la présence du souverain » suffisant pour gêner » les suffrages ; & cete même présence qui ne doit » annoncer que des graces, pouvant commander les » rigueurs «.

Ann. 1319.

Procès manuscrit.

Ce fut à Bruxelles que Robert aprit sa condamnation ; il y fit peu de séjour. L'archevêque de Cologne, l'évêque de Liege, le roi de Bohême & plusieurs autres seigneurs sollicités par le roi de France, déclarerent la guerre au duc de Brabant, qui se hâta de conjurer l'orage, & par le traité de mariage de Jean son fils avec Marie, fille de Philippe de Valois, promit de ne plus donner asyle au prince banni. Obligé de quitter

Ann. 1331.

 Ann. 1331.

Bruxelles & Louvain qui lui avoient servi de retraite, il se refugia dans le pays de Liege, ensuite à Namur, presque toujours caché, errant sans cesse avec un petit nombre de malheureux atachés à sa fortune. Ce fut dans cet intervalle que le désespoir & l'aliénation de son esprit le poussèrent à la plus monstrueuse démente. Il forma le dessein d'*envouter* le roi, la reine & le duc de Normandie: il envoya chercher un prêtre, lui montra une petite figure de cire mystérieusement enveloppée dans un écran; cete figure représentoit Jean duc de Normandie: il dit à cet ecclésiastique qu'on la lui avoit envoyée de Paris, que c'étoit un *volt* *; que cete figure étoit batisée: il le pria de batiser une autre figure de cire qui représentoit la reine; car il faloit absolument que la figure fût batisée pour que le charme opérât. Il voulut exercer le même sortilege contre le roi, qu'il avoit, disoit-il, ménagé jusqu'alors, parce qu'il espéroit rentrer en grace, si la reine & son fils mouroient. Il s'imagina qu'il y avoit des secrets pour endormir ses ennemis, de maniere qu'on pouvoit les enlever sans qu'ils le sentissent. Enfin il n'y a point de pratique superstitieuse & ridicule que sa criminele crédulité n'adoptât pour se venger. On aprit toutes ces horreurs par la déposition de *frere Sagebran*, (c'est le nom de ce religieux auquel il avoit fait ces confidences sous le sceau de la confession). Ce moine ayant été arrêté quelque temps après, refusa d'abord de rien déclarer, alléguant le secret qu'exigeoit le tribunal de la pénitence. On le menaça de l'appliquer à la question: cete menace & les décisions de plusieurs docteurs de la faculté de Théologie de Paris, qui asirmerent qu'il pouvoit révéler sans péché, leverent les scrupules de sa conscience. Jehannette, servante & complice de la Divion, fut arrêtée à Namur, transférée à Paris & condanée au feu: les témoins subornés furent condanés, la plupart à être exposés au pilori, à faire amende honorable, revêtus de chemises semées de têtes dont *issoient* (sortoient) *des langues rouges*, & à porter aux cathédrales de Paris

* *Charme.*

& d'Arras des bassins d'argent du poids de trois marcs. Les clercs furent renvoyés aux officiaux : les juges ecclésiastiques les condanèrent à la privation de leurs bénéfices & à une prison perpétuelle.

Ann. 1331.

Robert du fond de sa retraite conçut l'afreux dessein d'atenter sur la personne du roi : il fit partir des meurtriers ; mais ces scélérats intimidés à moitié chemin, revinrent sur leurs pas. Désespéré de voir échouer toutes ses entreprises, ce prince furieux rentra en France dans la vue de fonder les dispositions de ses partisans : il passa quelques jours avec la comtesse son épouse, & regagna son asyle avec précipitation. Ces démarches n'étoient pas si secretes, qu'on n'en fût instruit à la cour. Il y a toute aparence que le roi conçut quelques soupçons de la fidélité des grands du royaume, dont plusieurs favorisoient Robert en secret, ainsi qu'on l'apprend par les discours de ce prince rapportés au procès. Le monarque exigea des princes & seigneurs du sang un serment signé de chacun en particulier : ce serment contenoit un désaveu de toute la conduite de Robert, & une promesse de ne lui prêter aucune aide, ni faveur. La comtesse de Beaumont qui ménageoit quelques intrigues dans l'intérieur du royaume en faveur de son mari, fut arêtée & renfermée dans le château de Chinon, & ses enfants dans celui de Nemours. La disgrâce du comte de Beaumont s'étendit à toute sa famille. Le comte de Foix avoit fait enfermer sa mere, sœur de ce prince, sous prétexte que sa conduite licencieuse deshonorait sa maison (a). Tout le monde étoit persuadé que le roi avoit excité ce seigneur à se porter à cette violence.

Ibid.

Spicil. Cont.
Nang.

Le malheureux Robert expatrié, proscriit, poursuivi d'asyle en asyle, acomplit enfin la résolution qu'il avoit prise depuis long-temps. Il passa à Londres déguisé en marchand, & trompa toutes les précautions qu'on avoit prises pour l'arêter. Lorsqu'il fut arivé en Angleterre,

(a) Quia in confusionem sui, totiusque generis sui nimis effrenatè nimiam corporis sui lasciviam sequebatur. Spicil. Cont. Nang. tom. 2, pag. 94.

Ann. 1337.

il ne cessa d'animer Edouard, qui n'étoit que trop disposé de lui-même à porter la guerre en France. Le roi se livrant aux transports d'un juste ressentiment, fit publier un manifeste par lequel, de l'avis des princes & barons, Robert est déclaré *ennemi mortel de l'Etat*. Cete déclaration est la dernière piece de ce fameux procès, qu'on a raporté de suite pour éviter d'interrompre le cours de cete histoire.

Ann. 1332.

Quoique le dernier acord conclu entre les deux rois, parût assurer leur bonne intelligence, il restoit toujours quelques articles sur lesquels ils ne s'étoient pas expliqués d'une maniere précise : ces articles qui concernoient entre autres choses la restitution des places conquises en Guienne sous le regne précédent, entretenoient des semences de division qui ne pouvoient produire que des prétextes de rupture à la première occasion. Le pape qui avoit fort à cœur l'exécution du projet de la croisade, sollicitoit vivement le roi d'Angleterre de seconder le zele du roi de France. Edouard qui ne vouloit que gagner du temps, promit d'envoyer incessamment des ambassadeurs pour prendre les arrangements nécessaires, & régler tout à la fois les affaires de la Guienne, ainsi que les conditions du mariage du jeune Edouard son fils avec la fille du roi. Ce fut avec de semblables excuses qu'il éloigna toujours une réponse décisive qu'il avoit résolu de ne jamais donner. Sa situation ne lui permettant pas de déclarer ouvertement ses intentions, il ne négligeoit rien pour entretenir la confiance de Philippe de Valois, par des négociations continuelles qui ne terminoient aucune difficulté, tandis qu'il ménageoit secrètement les préparatifs de la révolution qui remit l'Ecosse sous la domination Angloise.

Rymer, añ.
publ. an. 1331
& suiv.

Affaires d'E-
cosse.

Par le dernier traité, Robert de Brus, roi d'Ecosse, avoit fait reconnoître ses Etats indépendants de l'Angleterre, & avoit en même-temps conclu le mariage de David, son fils, avec une sœur d'Edouard. Ce traité qui avoit été l'ouvrage de la reine mere & de Roger de Mortemer, ne s'acordoit pas avec la politique am-

bitieuse du monarque Anglois : il ne voulut pas cependant paroître l'enfreindre ouvertement ; il prit toutes les précautions nécessaires pour couvrir ses desseins d'un voile impénétrable. Il ditéra l'exécution de ce projet jusqu'à la mort de Robert de Brus , qui arriva bientôt après. La grande jeunesse de David , son fils , présentoit une circonstance très favorable au changement médité.

Edouard , fils de Jean Baillol , détrôné par le pere de David Brus , étoit en France. Le roi d'Angleterre lui fit offrir secrètement la couronne d'Ecosse , s'il avoit le courage de s'en emparer. Baillol ne balança pas ; il fit un voyage secret à Londres , traita avec Edouard , convint de tout. Il ne perd point de temps , repasse la mer , assemble quelques troupes , descend en Ecosse , secondé par la noblesse du pays , & par celle d'Angleterre qui acouroit à lui , quoiqu'Edouard pour sauver les apparences , eût fait publier une défense de le secourir. Quatre victoires consécutives lui assurèrent la conquête du royaume , & forcerent David de Brus & la reine son épouse , de chercher un asyle en France. Baillol triomphant se fit couronner , & se hâta d'exécuter les conventions de son traité avec Edouard. Il lui fit hommage-lige de ses nouveaux Etats , reconnut la souveraineté des rois d'Angleterre sur l'Ecosse , promit d'assister le roi son seigneur envers & contre tous avec toutes les forces de son royaume , de lui fournir un certain nombre d'hommes d'armes entretenus à ses dépens , & lui remit la propriété de la ville & du château de Berwich , place très importante , dont les partisans du jeune David étoient encore en possession.

La rapidité de cete révolution auroit dû sans doute exciter toute l'attention de Philippe , & le tirer de la sécurité dans laquelle les promesses vagues d'Edouard l'avoient entretenu jusqu'alors. La réception de l'hommage du nouveau roi d'Ecosse , étoit un aveu formel & une approbation publique de son invasion , dont les mesures avoient été concertées long-temps auparavant. Il n'étoit plus possible de se tromper sur les desseins

Ann. 1332. 4

Ann. 1333.
Edouard Baillol sollicité par le roi d'Angleterre de s'emparer de l'Ecosse.

Conquête de ce royaume.

Ann. 1333.

d'un prince qui ne négligeoit aucun des moyens propres à seconder ses vues ambitieuses. Cet événement ménagé avec tant d'artifice, fût pour dévoiler le caractère & le génie du monarque Anglois, qui dans le même temps qu'il favorisoit sous main l'entreprise d'Edouard Baillol, assure le saint pere de sa parfaite neutralité, traite avec David de Brus comme avec son beau-frere & son alié, n'oublie rien pour confirmer le roi de France dans la persuasion qu'il n'avoit aucune part à ces mouvements, & ne se déclare que lorsque la victoire a fixé la réussite de ses projets.

Mariage du
duc de Nor-
mandie.

Spicil. Con-
tin. Nang. ann.
1331.

Le mariage de Jean duc de Normandie, âgé de quatorze ans, avec Bonne de Luxembourg, fille de Jean roi de Boheme, avoit été célébré à Melun, avec tout l'appareil digne de cete auguste aliance. Peu de temps après, ce jeune prince fut armé chevalier par le roi son pere, en présence d'une assemblée nombreuse, composée des rois de Boheme & de Navarre, des ducs de Bourgogne, de Bretagne, de Lorraine, de Brabant & de Bourbon, & de toute la noblesse Françoisé, que la magnificence de cete fête avoit attirée de tous les endroits du royaume. La ville de Paris où se faisoit cete pompeuse cérémonie, témoigna son zele & son attachement pour le sang de ses maîtres, par des réjouissances extraordinaires.

Croisade pro-
jetée.

Le vendredi suivant, les mêmes princes & seigneurs, & les notables bourgeois se rassemblèrent à la sainte Chapelle du palais de Paris. Le roi déclara l'intention où il étoit de faire le voyage d'Outremer pour combattre les ennemis du nom chrétien. Il nomma pour gouverner le royaume pendant son absence, le prince Jean son fils, auquel il fit prêter serment de fidélité en sa présence: il fit de plus jurer les assistants qu'en cas qu'il vint à mourir dans cete entreprise, le jeune prince seroit couronné roi de France le plutôt qu'il se pourroit. L'archidiacre de Rouen chargé par le saint pere d'exhorter les fideles au voyage d'Outremer, prononça le jour même dans le pré aux clerks près l'abaye

de Saint-Germain, un discours pathétique sur cete expédition. Après cete harangue le roi prit la croix : son exemple fut imité par tous les seigneurs. L'exécution de ce projet fut fixée à trois ans, à moins qu'il ne survint quelque empêchement. On fit partir des députés pour signifier au pape la résolution de cete assemblée, en conséquence de laquelle le saint pere acorderoit la levée du dixieme des revenus ecclésiastiques pendant trois ans ; faveur que le pontife complaisant étendit jusqu'à six années. Ce seroit une témérité d'acuser le roi de feinte en cete occasion ; mais il est difficile de ne pas former au-moins quelques doutes sur la sincérité de ses intentions. En effet, quele aparence qu'il pût abandonner ses Etats dans les conjonctures présentes ? Les troubles d'Ecosse ; mille incidents qui survenoient incessamment, & empêchoient qu'on ne pût assurer une paix solide avec l'Angleterre ; la conduite d'Edouard, qui malgré les profondeurs de sa politique, annonçoit des desseins dangereux, ne permettoient pas au roi de s'éloigner. A ces réflexions que la situation des affaires présentait naturellement, si l'on ajoute une lettre du roi adressée au pape, par laquelle il le prie de permettre aux prélats François de prendre la croix sans intention de faire le voyage, on sera tenté de croire qu'on regardoit alors cete entreprise comme une expédition fort incertaine. Les décimes acordées étoient levées cependant avec une extrême exactitude, malgré les murmures du clergé, peu touché de contribuer aux préparatifs de la guerre sainte. Les ecclésiastiques, dit Mézerai, en avoient peu de joie, tant on les fouloit d'exactions extraordinaires, comme si on eût voulu ruiner les églises de France pour rétablir celles de la Palestine.

Le pape Jean XXII mourut à Avignon, âgé de quatre-vingt-dix ans, après avoir occupé le saint siege pendant près de dix-neuf ans. Ce pontife parvenu de l'état le plus vil à cete suprême dignité, » peut être mis au » rang de ces princes qui eurent d'autant plus de hauteur dans l'esprit, que leur origine étoit plus basse

Ann. 1333.

Hist. Ecclif.
t. 19, p. 501.

Spicil. Cont.
Nang. p. 94.

Ibid.

Ann. 1314.
Mort du pape
Jean XXII.

Ann. 1334.

Hist. Eccléf.
t. 19, p. 520.
Villani.

» aux yeux des hommes ». Jamais successeur de saint Pierre n'avoit recueilli avec plus de soin les différents tributs que la piété des fidèles avoit consacrés à l'église. On trouva dans son trésor vingt cinq millions de florins, somme prodigieuse pour ce siècle, & qui paroîtroit incroyable, si elle n'étoit attestée par *Villani*, auteur contemporain. Il en avoit été informé exactement par son frere, marchand du pape. Ce négociant résidoit à Avignon, lorsqu'après l'inventaire des richesses de sa sainteté, les trésoriers de la chambre apostolique en remirent le compte aux cardinaux assemblés. *Cet immense trésor*, dit M. l'abbé Fleuri, fut amassé pour la plus grande partie par l'industrie de sa sainteté, qui dès l'an 1319 établit les réserves de tous les bénéfices des églises collégiales de la chrétienté, disant qu'elle le faisoit pour ôter les simonies. De plus en vertu de cete réserve, le pape ne confirma quasi jamais l'élection d'aucun prélat; mais il promouvoit un évêque à un archevêché, & mettoit à sa place un moindre évêque, d'où il arivoit souvent que la vacance d'un archevêché ou d'un patriarchat produisoit six promotions ou plus, dont il venoit de grandes sommes de deniers à la chambre apostolique. Mais le bon homme ne se souvenoit plus de l'Evangile, où Jésus-Christ dit à ses disciples : *Que votre trésor soit dans le ciel, & ne thésaurisez point sur la terre.* Le pape, pour justifier son application à grossir le trésor de l'église, disoit qu'il n'accumuloit ces richesses que pour subvenir aux frais de la croisade. Au-reste il fut sobre, exact aux prières, amateur de l'étude, ne refusant jamais audience, sçavant, d'esprit pénétrant, spirituel & magnanime. Ces vertus sont plus que suffisantes pour balancer les reproches qu'on lui a faits d'avoir été trop prompt & trop colere. Il révoqua en mourant toutes les réserves des bénéfices qu'il avoit faites, voulant qu'elles fussent nules du jour de son trépas. Pressé par les sollicitations de sa famille, il rétracta hautement l'opinion sur la vision béatifique qu'on le soupçonnoit d'avoir toujours favorisée intérieurement. La dévotion des

des chrétiens lui est redevable de la fête de la sainte Trinité, dont il introduisit la célébration dans l'église Romaine. On lui attribue encore l'institution de la prière, vulgairement appelée l'*Angelus* : elle ne se faisoit d'abord que le soir à l'heure du couvre-feu jusqu'à Louis XI, qui obtint du pape trois cents jours d'indulgence pour ceux qui la réciteroient trois fois par jour. Il ajouta une troisième couronne à la tiare pontificale : le pape Hormisdas avoit mis la première, & Boniface VIII en avoit joint une seconde. La fondation d'une Université dans la ville de Cahors, sa patrie, est un monument de son goût pour les lettres. La France perdit en lui un souverain pontife fort attaché à ses intérêts, & qui dans toutes les occasions en avoit donné au roi des témoignages sensibles, le distinguant toujours du roi d'Angleterre par des préférences marquées. Il n'avoit jamais opposé de difficultés à la levée des décimes, dont il abandonnoit entièrement le produit à Philippe, tandis qu'il n'accordoit la même grâce à Edouard, qu'à condition d'en partager le profit dont il se réservoir la moitié.

Jacques Fournier ou du Four (ainsi appelé du nom de la profession de son père, boulanger dans le comté de Foix) lui succéda sous le nom de Benoît XII. Il fut élu quinze jours après la mort de Jean XXII, par une acclamation unanime des cardinaux, étonnés eux-mêmes du choix qu'ils venoient de faire. Le nouveau pape aussi surpris qu'eux de son exaltation, leur dit : *Vous avez élu un âne, se reconnoissant grossier pour le manege de la cour de Rome, quoique sçavant théologien & jurisconsulte.* Benoît donna quelque marque de sa prédilection pour le roi d'Angleterre, à son avènement au pontificat, dont il lui fit part avant que d'en informer les autres souverains, sans en rapporter d'autre cause dans les bulles qu'il lui adresse, que l'amitié & la charité paternelle qu'il se sent pour lui préférablement à tous les autres princes du monde chrétien.

L'élection d'un nouveau pontife changeoit la situation

Tome IV.

* K k k

Ann. 1334.

Concile de
Sens, année
1347.

Rymer, *act.*
publ. tom. 2,
part. 3, p. 41.
Election de
Benoît XII.

Hist. Eccléf.
t. 19, p. 510.

Rymer, *act.*
publ. tom. 2,
part. 3, p. 122.

Ann. 1334.

Le roi part
pour Avignon.

Spicil. Cont.
Nang.

Froissard.

Il tombe ma-
lade à moitié
chemin & re-
vient sur ses
pas.

Spicil. Cont.
Nang.

Ambassadeurs
envoyés au pa-
re.

des affaires de France à la cour d'Avignon. Le roi croyant sa présence nécessaire pour se concilier la bienveillance de Benoît XII, & le faire entrer dans ses intérêts, entreprit le voyage d'Avignon. La suite du monarque étoit nombreuse & brillante : *ce prince, dit Froissard, marchoit à petites journées & à grands dépens.* Surpris à moitié chemin par une maladie dangereuse, il fut obligé de s'arrêter : les médecins ne jugerent pas à propos de lui permettre de continuer sa route ; il revint sur ses pas, & se contenta d'envoyer des ambassadeurs au saint pere qui acorda une partie des demandes, & promit de délibérer sur quelques autres. Ces demandes tendoient à obtenir le titre de roi de Vienne pour Jean duc de Normandie, le vicariat de l'empire en Italie pour le roi, & la levée des décimes sur tous les biens ecclésiastiques de France pendant dix années. Les prétentions du roi épouvantèrent tellement le pape & les cardinaux, qu'ils résolurent de se réconcilier avec l'empereur Louis de Baviere. Le saint pere en avoit déjà conçu le dessein dès le moment de son exaltation, aussi-bien que celui de transférer le saint siege à Rome. Louis de Baviere avoit chargé des envoyés de sa part, de poursuivre à la cour d'Avignon son accommodement avec le pape. Le roi d'Angleterre apuyoit leurs sollicitations de tout le crédit que lui donnoit l'amitié de sa sainteté ; mais le roi de France, afin d'arrêter le projet de cete réunion qui eût facilité le retour du pape en Italie, fit saisir dans ses Etats les revenus des cardinaux. Les prélats alarmés de la perte de leur temporel, aimèrent mieux renoncer à leurs sentimens qu'à leurs bénéfices : ils oblièrent le pape, malgré ses dispositions favorables, à refuser l'absolution de l'empereur. Les négociations traînerent encore quelque temps ; mais enfin les ambassadeurs de l'empereur ne voyant plus aucune espérance d'accommodement, prirent congé du pape, qui leur dit à l'oreille en pleurant : *Je suis bien disposé pour votre prince ; mais le roi de France m'a écrit que si je l'absous sans son consentement, il me*

Hist. Ecclif.
t. 19, p. 546.

traitera plus mal que ses prédécesseurs n'ont traité Boniface. Ainsi toutes les mesures de Benoît XII furent déconcertées par la fermeté du roi. » Un pape résidant » dans son royaume, (dit un de nos historiens) & » par conséquent obligé d'avoir pour lui des complai- » sances, l'acommodoit mieux qu'un pape au-delà des » Alpes, & entièrement indépendant de lui. Depuis la » demeure des papes en France, on n'entendoit plus » de menaces d'excommunication ; on ne voyoit plus » d'interdits jetés sur le royaume, chose autrefois assez » ordinaire ; & les levées des décimes sur le clergé » s'obtenoient sans beaucoup de peine dans les nécessi- » tés de l'Etat ». La réconciliation du pape avec l'em- » pereur eût levé tous les obstacles qui s'oposoient à la translation du siege pontifical à Rome, & eût privé la France des avantages que lui procuroit la résidence du saint pere à Avignon. C'étoit un motif trop pressant pour négliger aucun des moyens propres à traverser un pareil dessein. Louis de Baviere informé des démarches du roi, en conserva le plus vif ressentiment. Les projets du roi d'Angleterre qui éclaterent quelque temps après, fournirent au prince Allemand une conjoncture propre à faire éclore la vengeance qu'il méditoit.

Philippe, par une suite du bonheur qui l'avoit favorisé jusqu'alors, fut sur le point de conclure le traité le plus avantageux pour l'agrandissement de ses Etats, par la réunion du duché de Bretagne au domaine de la couronne. Jean II, surnommé le Bon, duc de Bretagne, se voyoit sans héritier en ligne directe, de trois mariages consécutifs qu'il avoit contractés : cete importante succession ne pouvoit manquer d'exciter des guerres sanglantes entre les branches collatérales de sa maison. Prévoyant les malheurs qui ne manqueroient pas de désoler ses Etats après sa mort, il cherchoit à les prévenir de son vivant.

Pour se mettre au fait des droits respectifs des parties intéressées à cete succession, il est à propos de se représenter quel étoit alors l'état actuel de la maison de

Kkk ij

Ann. 1334.

*Hist. de Fr.
du P. Daniel,
t. 5, p. 307.*

Ann. 1335.

*Affaires de
Bretagne.
Argentré.*

Ann. 1335.

*Argentré,
liv. 1, c. 42.**Le duc offre
l'échange de la
Bretagne pour
le duché d'Or-
léans.*

Bretagne. Artus II, duc de Bretagne, eut de son premier mariage avec Marie, fille unique & héritière de Guy, vicomte de Limoges, trois enfants : Jean II, qui lui succéda ; Gui, comte de Penthièvre, qui laissa une fille apelée Jeanne la Boiteuse ; & Pierre décédé sans postérité. De son second mariage avec Yoland de Dreux, héritière du comté de Montfort, il eut un quatrième fils, nommé Jean, qui fut comte de Montfort par sa mere. Jeanne la Boiteuse, fille de Guy, frere puîné du duc Jean, devoit succéder aux Etats de son oncle, suivant la coutume de Bretagne, où la représentation a lieu : le duc même qui l'aimoit tendrement, la regardoit comme son héritière ; mais il appréhendoit qu'après sa mort, le comte de Montfort ne lui disputât la souveraineté. Le crédit, les aliances du comte, l'avantage du sexe, la foiblesse de l'âge de la jeune princesse, tout sembloit justifier cete crainte. *Ceux qui pouvoient prétendre au duché (dit l'historien de Bretagne) étoient, d'une part, une fille destituée de pere & de mere, aïeul & autres amis ; de l'autre part, un seigneur courageux & entrepreneur, s'il en fut oncques, hardi & desireux de grandeur... Le duc y pensant quelquefois, se trouvoit en tele extrémité, qu'il eût desiré mettre son duché entre les mains de quelque fort & puissant prince, à la charge d'assurer son héritière de quelque passable état, voire beaucoup moindre, pourvu qu'elle l'eût en sûreté.*

Dans ce dessein il s'adressa au roi de France, & lui fit offrir par ses agents de lui remettre ses Etats, à condition que le roi lui donneroit en échange, & assureroit à Jeanne sa niece, la propriété du duché d'Orléans. Une pareille proposition ne pouvoit qu'être reçue agréablement. Le roi nomma des députés pour régler les conventions de cet échange. Le duc, quoique d'un naturel inconstant, paroissoit déterminé : le traité aloit être conclu, lorsque les seigneurs Bretons instruits de cete négociation, s'assemblerent, & vinrent en corps trouver leur prince, auquel ils déclarerent : *Qu'ils ne souffriroient jamais un traité si préjudiciable à leur état &*

principauté souveraine du pays. Gérard, baron de Raix, un des principaux chefs de la noblesse, poussa la hardiesse jusqu'à dire au duc, que le duc d'Orléans ne seroit jà duc de Bretagne, & qu'il aimeroit mieux tenir le duc & le duc d'Orléans en sa gloriette (c'est-à-dire en prison) que de souffrir qu'ils missent les barons en une telle triguedondaine (a).

Ann. 1335.

Le duc intimidé par ces menaces qui annonçoient un soulèvement général, changea de dessein ; il résolut de remettre le duché en sequestre entre les mains du roi, pour le délivrer à celui des prétendants auquel il seroit trouvé par raison appartenir. Les seigneurs Bretons n'approuverent pas davantage cet expédient : un monarque aussi puissant que le roi de France, paroïssoit aux barons & vassaux du pays, un dépositaire trop dangereux. Enfin on jugea qu'il n'y avoit point de meilleur moyen de terminer toutes ces discussions, & d'obvier à tous les inconvénients, que de marier Jeanne de Penthievre à quelque prince assez puissant pour soutenir ses droits. Il y avoit plusieurs prétendants, entre autres le roi d'Angleterre qui la demandoit pour le comte de Cornouailles son frere. Edouard alors, ainsi qu'il paroît par les lettres de pouvoir qu'il donna pour traiter ce mariage, dans lesquelles il qualifie la princesse Jeanne du titre d'héritière du duché de Bretagne, étoit convaincu de la légitimité de ses droits. Cete négociation échoua : le duc étoit trop attaché par les liens du sang & par les sentiments du cœur aux intérêts de la France pour donner au roi un vassal aussi peu sûr qu'un prince de la maison d'Angleterre. Il étoit absolument déterminé à se choisir un successeur dans la famille royale. On traita l'aliance de la princesse avec Charles d'Evreux, fils de Philippe, roi de Navarre : les parties paroïssent d'accord, lorsqu'une formalité imprévue vint mettre obstacle à ce choix. Le duc & les seigneurs

Rymer, *ass.*
publ. tom. 2,
part. 3, p. 141.

(a) Expression bretonne qui signifie embarras, brouilleries : *trigue* tire son étymologie du mot latin *erica*, cheveux, filets que les oiseaux s'entortillent autour des pieds, ce qui les empêche de marcher.

Ann. 1336.

Argenté.

exigeoient que le jeune prince de Navarre , en épousant la princesse héritière , adoptât le nom , le cri & les armes de Bretagne. Le roi de Navarre n'y voulut jamais consentir , disant ; *qu'il ne vouloit pas que son fils laissât la fleur de lis pour prendre des hermines* (c'étoient les armes de Bretagne). Le duc , choqué de ce refus , protesta qu'il donneroit plutôt sa niece au fils du comte de Harcourt ou au seigneur de Craon , *que de l'accorder audit d'Evreux ni à autres sans cete condition* , ajoutant que ses prédécesseurs , qui étoient du sang de France , aussi-bien que le prince de Navarre , n'avoient pas dédaigné de prendre le nom & les armes de Bretagne.

Charles de Blois épouse l'héritière de Bretagne.

Tous ces différens traités commencés & rompus , suspendirent pendant quelques années l'accomplissement des projets du duc : ce ne fut qu'en 1338 que cete affaire se décida. Ce prince , déterminé par son inclination pour la France , après avoir agité plusieurs fois la question dans son conseil , & avoir consulté les seigneurs & barons de ses Etats , dont tous les avis se réunirent au sien , déclara son choix en faveur de Charles de Châtillon , frere puîné de Louis comte de Blois , neveu du roi de France par sa mere. La cour de France fut très satisfaite de cete résolution. On n'épargna rien de tout ce qui pouvoit contribuer à faire paroître le prince Charles à la cour de Bretagne avec l'éclat convenable à sa naissance & à la haute fortune à laquelle il étoit apelé : *Le roi & le comte de Blois dépêcherent ce jeune seigneur pour s'en venir en Bretagne bien acompagné & paré.* Le mariage fut conclu & célébré aux conditions *qu'il prendroit le nom , le cri & les armes de Bretagne , succéderoit au duché , au titre de sa femme , & seroit duc de Bretagne.* La plupart des seigneurs & barons firent au nouveau mari la foi & hommage de leurs terres & seigneuries , comme à l'héritier présomptif de leur souverain. Les précautions les plus sages que la prudence humaine pûsse employer , sembloient devoir garantir la solidité de ces dispositions ; *mais Dieu* , dit l'histo-

Ibid.

rien déjà cité , *avoit autrement résolu de tout cela , & de rendre vaines toutes telles pensées.* Le comte de Montfort , dont les prétentions se trouvoient renversées par cet arrangement , ne laissa pas échaper le moindre signe de mécontentement : la suite développa les sentiments secrets de ce prince , que la nécessité présente le contraignoit de dissimuler.

Ann. 1336.

Une maladie violente qui ataquâ les jours du duc de Normandie , fils unique du roi , mit à l'épreuve la plus sensible , la constance & la tendresse du monarque , & répandit l'alarme dans tout le royaume. Le roi & la reine désespérant des secours humains , n'eurent de confiance que dans l'espoir de l'assistance divine. Le prince religieux étoit si persuadé que son fils ne recouvreroit la santé que par des moyens surnaturels & miraculeux , qu'il assura la reine , que si le prince malade venoit à mourir , il ne permettroit pas qu'on l'ensevelit , fondé sur la ferme espérance que Dieu le ressusciteroit. Le clergé de Paris & les religieux de saint Denis , suivis d'une foule inombrable de peuple , se rendirent en procession , nus pieds , à Taverny , où le duc étoit expirant. Ils portoient avec eux la sainte Couronne d'épines ; un des clous qui avoient attaché le Sauveur du monde , & un doigt de l'Apôtre de la France. Ces précieuses reliques furent déposées dans la chambre du malade , qui peu de jours après fut rétabli en parfaite santé contre toute apparence. Cete guérison miraculeuse fut attestée par le roi , la reine , les princes du sang & tous les seigneurs , & même par les médecins (dit le continuateur de Nangis). Le roi , pénétré de la plus vive reconnaissance , fit un pèlerinage à pied de Taverny à saint Denis , accompagné de toute sa cour. Là , prosterné devant l'autel consacré sous les auspices des saints martyrs , il s'acquitta des devoirs que lui imposoit sa piété. Après avoir passé un jour entier dans l'abbaye , & visité le tombeau de saint Denis , dans lequel il resta seul enfermé pendant deux heures , il revint à Paris pour assister aux fêtes qu'occasionnoit cete heureuse

Maladie dangereuse du duc de Normandie.
Spicil. Cont. Nang.

Guérison miraculeuse.

Ann. 1336.

convalescence, & goûter ce plaisir si pur & si flatteur pour un souverain, de régner sur une nation idolâtre de ses princes, & qui ne se croit heureuse que par leur prospérité.

Voyage du
roi.

*Spicil. Cont.
Nang.*

Froissard.

Le parfait rétablissement de la santé du duc de Normandie ayant terminé les inquiétudes du roi, il reprit son premier dessein du voyage d'Avignon, & de visiter en le faisant une partie de les Etats. Il partit de Paris dans le plus magnifique apareil, acompagné de Jean son fils, des rois de Boheme & de Navarre, & de la plus grande partie des princes & seigneurs du royaume. Il passa par la Bourgogne, & se rendit à Avignon, où il fut reçu du pape & du college des cardinaux avec des honeurs extraordinaires. Le roi d'Aragon s'y rendit dans le même temps. Le roi s'arêta pendant tout le carême à la cour du saint pere, avec lequel il passoit les journées entieres en conférence, & se retiroit tous les soirs à Villeneuve. Le jour du vendredi saint, le pape, dans un sermon pathétique, exhorta son auditoire à secourir les chrétiens opprimés en Orient. Les rois de France, d'Aragon, de Boheme & de Navarre qui assistoient à ce discours, émus de compassion & transportés du zele qui animoit le saint pere, embrasèrent avec ardeur cete occasion de signaler leur courage & leur piété : ils reçurent ce jour même la croix des mains du souverain pontife, ainsi que tous les seigneurs qui composoient leur suite. On ne s'ocupa plus que des préparatifs de cete expédition ; & fut tantôt cete croix prêchée & publiée par le monde, & venoit à tous seigneurs à moult grande plaifance, & spécialement à ceux qui vouloient leur temps dépenser en armes, & qui adoncques ne le sçavoient mie bien raisonnablement employer ailleurs.

Froissard.

Ibid.

Philippe qui avoit été déclaré généralissime de cete croisade, outre les demandes qu'il avoit déjà faites au pape, prétendit qu'il devoit lui remettre le trésor amassé par son prédécesseur Jean XXII, & lui acorder la levée des décimes sur tous les biens ecclésiastiques du monde chrétien. Benoît étoit bien éloigné d'aquiescer à ces demandes :

demandes : il les éluda par des réponses indécises , & le roi de France , qui peut-être commençoit à soupçonner une partie des desseins ambitieux d'Edouard , n'étoit pas fâché de se réserver un prétexte de diférer , & d'abandonner ensuite tout-à-fait l'entreprise de la guerre d'Outremer. Il forma cependant le plus prodigieux armement qu'on eût vu depuis la première croisade : on arêta par ses ordres tous les vaisseaux qui étoient dans les ports d'Aiguemortes , de Narbonne & de Marseille. Les rois de Chypre & de Sicile , les Vénitiens , le roi de Hongrie , s'intéressèrent à cete expédition : le roi de France retint à son service les Génois , qui passioient alors pour les hommes de mer les plus expérimentés & les meilleurs arbalétriers de l'Europe. Mais cete entreprise préparée avec tant d'éclat , eut le sort de toutes celles qui avoient été projetées depuis saint Louis : le zele se refroidit aussi facilement qu'il s'étoit allumé : la mésintelligence fomentée depuis longtemps entre la France & l'Angleterre , & qui ne tarda pas à se manifester , rompit toutes les mesures du roi : enfin ce projet fut oublié. C'est le dernier effort que la France tenta pour ces guerres éloignées , auxquelles on n'auroit jamais dû songer.

En quittant Avignon , le roi prit la route de Marseille pour visiter les préparatifs de la flotte qu'il y faisoit assembler. Quoique cete ville ne fût pas sous la domination de la France , il y fut reçu avec des réjouissances excessives & une magnificence royale. Les habitants inventoient journellement les fêtes les plus galantes : ils lui donnerent entre autres à la vue de leur port le spectacle d'un combat naval : les armes dont ils se servoient pour cete représentation , étoient des oranges qu'ils se lançoient mutuellement avec une adresse surprenante. Le roi d'Aragon accompagna Philippe jusqu'à Montpellier , où ce dernier s'arêta quelque temps pour moyennner un accommodement entre ce prince & le roi de Majorque au sujet de quelques droits prétendus par le monarque Aragonois sur la seigneurie de Montpellier.

Tome IV.

* LII

*Spicil. Cont.
Nang. tom. 3.
P. 9.*

Froissard.

Ann. 1336.

Juge préva-
ricateur puni.

Spicil. Cont.
Nang. tom. 3,
p. 99.

Après avoir terminé leur différend à l'amiable, il reprit le chemin de la capitale.

A son retour le roi fit éclater son zèle pour le maintien de la justice, par le châtement exemplaire d'un magistrat qui avoit abusé de l'autorité de sa place. Hugues de Cuisy, qui avoit été prévôt de Paris, & ensuite maître des requêtes de l'hôtel, s'étoit rendu coupable d'une infinité de prévarications dans l'exercice de ces différentes charges. Cet indigne ministre de la justice n'avoit pas honte de faire trafic de ses jugements, décidant toujours en faveur de ceux qui devenoient ses complices en achetant ses arrêts. Sur les plaintes adressées au roi contre lui, ce juge vénal & corrompu fut arrêté & livré à toute la sévérité des loix; & avant que d'être conduit au gibet où il devoit être attaché, il avoua des crimes dont l'horreur lui auroit attiré une punition plus rigoureuse, si le jugement n'avoit été prononcé.

Spicil. Cont.
de Nang. t. 3.

David de Brus, roi d'Ecosse, & son épouse, avoient été reçus en France avec tous les témoignages d'affection qui pouvoient adoucir le sentiment de leur disgrâce. Le roi, touché de l'infortune de ce jeune prince, à peine âgé de treize ans, l'assura de sa protection, & lui promit de l'aider à remonter sur le trône. On avoit assigné pour la demeure de ces illustres fugitifs le Château-Gaillard, place très forte pour le temps, & qui, par sa situation sur les bords de la Seine, formoit un séjour agréable.

Rymer, all.
publ. tom. 2,
part. 3, p. 129.

Comme le roi ne vouloit pas rompre ouvertement avec l'Angleterre, quelque juste sujet qu'il en eût, il se contenta de donner des ordres secrets pour faire partir quelques vaisseaux au secours de Berwich, qu'Edouard assiégeoit pour lors. Les vents contraires contraignirent les bâtimens de rentrer dans les ports de Flandre, & la garnison de Berwich fut dans la nécessité de capituler. L'Anglois avoit pris cet armement, avant même qu'il partît de Calais; mais il s'étoit contenté d'envoyer une flotte pour s'opposer au passage: il ne témoigna aucun ressentiment; de nouveaux troubles

survenus en Ecosse lui donnoient assez d'occupation. La noblesse de ce royaume, indignée de n'avoir dans Edouard Baillol qu'un souverain vassal de l'Angleterre, avoit repris les armes pour se délivrer d'un joug qui lui paroissoit insupportable. Le soulèvement fut général, & la révolution qui força Baillol à sortir du royaume d'Ecosse, fut aussi rapide que celle qui lui en avoit livré la conquête. Le roi d'Angleterre fut obligé de rentrer en Ecosse à la tête d'une puissante armée pour soutenir son nouveau feudataire. Cete guerre diféra pendant plusieurs années l'exécution de ses desseins contre la France, & il y a tout lieu de croire que si dans ce temps, Philippe eût employé de plus puissants efforts pour seconder la résistance des Ecossois, il eût mis ce prince hors d'état de rien entreprendre contre son royaume. Mais Edouard scut toujours l'abuser par des propositions qui faisoient espérer un acommodement, tandis que ses armes victorieuses achevoient de réduire les Ecossois sous le joug de la domination Angloise : car Edouard Baillol ne jouissant que du vain titre de roi, dépendoit si absolument du monarque Anglois, qu'il en recevoit une pension de cinq marcs d'argent par jour pour son entretien.

Ann. 1331.

Rymer, *ed.*
pub. tom. 1,
pars. 3.

Edouard se
fait des alliés
contre la France.

Pendant tout le temps que ces mouvements agiterent l'Angleterre, on paroissoit jouir en France de la plus parfaite tranquillité : le roi content de favoriser sous-main la levée de quelques foibles secours, & d'appuyer ouvertement par des négociations infructueuses les intérêts de Robert de Brus, demeurait spectateur oisif des progrès d'Edouard : c'est à cete négligence que l'on doit rapporter l'origine des malheurs qui affligèrent la fin du regne de Philippe de Valois. Le roi d'Angleterre, pendant que ses troupes employées à subjuguer l'Ecosse, s'aguérissoient journellement, se ménageoit par des négociations secretes l'appui d'une ligue puissante : intrigues, trésors, il n'épargna rien pour se procurer des alliés. Le comte de Hainaut son beau-pere, entra le premier dans cete confédération. Edouard croyant avoir

Rap. Thoyr.

Ann. 1331.

Rymer, *añ.*
publ. tom. 2,
part. 3, p. 157.

Froissard, t.
1, fol. 17.

Ann. 1333,
1334.

Rymer, *añ.*
publ. tom. 2,
part. 3, p. 168
& suiv.

assez dompté les Ecoslois pour n'avoir plus rien à redouter de cete nation belliqueuse ; & se livrant désormais tout entier à l'exécution de son grand projet , acomplit enfin la résolution qu'il avoit formée depuis si longtemps d'ataquer la France. Il envoya un plein-pouvoir au comte de Hainaut pour traiter avec les princes & seigneurs des Pays-Bas , & des bords du Rhin. Le comte étoit chargé de convenir avec eux des gages , fiefs & pensions qu'ils exigeoient pour prix de leurs services. L'évêque de Lincoln , le comte de Salisbury , & Guillaume de Clinton , vinrent à Valenciennes de la part d'Edouard , pour ratifier les aliances que le négociateur auroit contractées. Ils le trouverent dangereusement malade d'une ataque de goutte & de gravele. Ils étoient accompagnés d'une suite nombreuse & brillante. *Quand ils furent venus à Valenciennes , dit Froissard , chacun regardoit le grand état qu'ils maintenoient sans rien épargner non plus que si le propre corps du roi d'Angleterre y eût été en personne , dont ils aquéroient grande grace & renommée. Et si avoit entre eux plusieurs jeunes bacheliers qui avoient chacun un œuil couvert de drap , afin qu'ils n'en pussent voir , & disoit-on que ceux-là avoient voué entre dames de leur pays , que jamais ne véroient que d'un œuil jusqu'à ce que ils auroient fait aucunes prouesses de leur corps au royaume de France.*

Le comte de Hainaut , entièrement dévoué aux intérêts de son gendre , donna aux ministres Anglois tous les éclaircissements nécessaires pour régler leur conduite dans les négociations qu'ils avoient à ménager. Guidés par ces instructions , ils se répandirent dans les différentes provinces & les villes des Pays-Bas : bientôt le marquis de Juliers , les comtes de Hollande , de Gueldre , de Zélande , de Mons & de Limbourg , furent gagnés par les libéralités des agents d'Edouard , qui avoient ordre de prodiguer les pensions , les bienfaits , & des promesses encore plus considérables pour l'avenir. Le duc de Brabant eut d'abord quelque peine à se déterminer : mais l'or plus puissant que ses irréso-

lutions , fit évanouir les scrupules qu'il avoit opofés.

Ce feroit une digreffion aufli ennuyeufe que fupflue , que de s'engager dans le détail de ces différens traités qui furent prefque tous conclus aux mêmes conditions , de l'argent & des ef pérances. Ces traités rapportés dans le recueil des actes publics d'Angleterre , n'ofrent que les effets répétés d'une négociation uniforme. Voici les noms de tous ceux qui entrèrent dans cete ligue , outre les aliés que nous venons de citer : les archevêques de Cologne & de Treves ; le duc d'Autriche ; le marquis de Brandebourg ; le comte Palatin du Rhin ; Louis de Savoie ; les comtes de Geneve , de Marles , de Los , & de Chiny , & quantité d'autres feigneurs de moindre confidération ; car Edouard n'éparagnoit rien pour augmenter le nombre de fes partifans. On voit jufqu'à un chanoine de Cambrai , vendre fon alliance aux plénipotentiaires Anglois , moyennant cent florins de penfion. L'archevêque de Treves donna l'exemple d'une finguliere façon d'affurer l'exécution d'un traité. On lui avoit promis une fomme confidérable : mais le prélat craignant l'inexaftitude du paiement , exigea une partie de la fomme en fignant l'acord , & de bons gages pour le furplus : on lui remit la couronne du roi d'Angleterre pour diffiper fa défiance : la couronne de la reine d'Angleterre fut dépo fée entre les mains de l'archevêque de Cologne pour pareil fujet.

Le comte de Hainaut , afin d'aplanir toutes les difficultés qui auroient pu arêter les confédérés , avoit confeillé au roi d'Angleterre d'obtenir de l'empereur Louis de Baviere , le titre de vicaire de l'empire. Depuis long-temps Edouard s'étoit affuré des difpofitions de ce prince ennemi de la France , ainfi qu'on l'a dû remarquer ci-deffus : il n'eut pas de peine à régler avec lui les conditions de fon alliance.

Ces négociations n'avoient pu être conduites fi myftérieufement , qu'on n'en fût informé à la cour de France. Philippe fe réveilla enfin , & fortit de cete profonde fe curité dans laquelle il avoit paru plongé

Ann. 1334.

jusqu'alors. Il songea de son côté à se fortifier d'aliés , en s'assurant des rois de Bohême & de Navarre ; des ducs de Bretagne & de Bar , & du comte de Flandre : mais il ne devoit compter que foiblement sur l'appui de ce dernier, trop peu maître dans ses Etats , pour qu'on pût tirer aucun avantage de son alliance.

Louis comte de Flandre , après que la victoire remportée à Cassel eut remis ses sujets sous son obéissance , acheva , par sa sévérité , d'aliéner les cœurs , que la clémence eût pu lui soumettre. La plupart des villes de Flandre payerent leur rébellion de la privation de leurs privilèges , & du sang de leurs principaux habitants ; plus de cinq cents périrent de différents supplices , qui furent suivis de contributions excessives. Un traitement si rigoureux renouvela l'animosité des Flamands contre leur comte : Guillaume Chanu de Bruges , agent des mécontents , fut envoyé secrètement vers le duc de Brabant , pour l'engager à déclarer la guerre au comte. Le duc , qui pour lors avoit intérêt de ménager la France , répondit à l'envoyé qu'il ne pouvoit se déterminer sur cette proposition sans consulter le roi Philippe , par l'avis duquel il prétendoit se régler. Il fit en même-temps arrêter Chanu , qui fut conduit en France. Ce malheureux appliqué à la torture , révéla les noms de tous les complices de la conjuration : après la question la plus cruelle , on le livra au supplice. Il fut , dit la chronique de Flandre , tourné au pilori , eut les deux poings coupés , exposé sur une roue , traîné vivant à la queue d'une charrette , & enfin pendu au gibet de Paris : ce supplice dura deux jours. Ceux qui avoient eu part à ce complot , quiterent la Flandre avec précipitation , pour se soustraire à la vengeance du comte. La province intimidée par des châtimens si sévères , plia sous l'autorité , & parut soumise pendant quelque temps. Cette contrainte ne servit qu'à jeter dans les cœurs des racines plus profondes de haine & de vengeance. Moins irrités encore contre leur souverain , que contre le roi de France , qu'ils regardoient comme l'auteur de tous

*Chroniq. de
Fland.*

leurs maux, ils ne manquèrent pas l'occasion de donner des preuves de leur ressentiment. Lorsque ce prince, prévoyant une rupture certaine avec Edouard, s'adressa aux villes de Flandre pour les engager dans son parti, les habitants lui répondirent que l'intérêt de leur commerce ne leur permettoit pas de se déclarer en sa faveur; & que la laine d'Angleterre leur étoit plus nécessaire que l'amitié de la France.

L'insolence des Flamands étoit excitée & entretenue par un de ces hommes singuliers, que le génie & l'audace élèvent quelquefois au-dessus du néant de leur origine. Jacques d'Artevelle, raffineur de miel, & brasseur de bière de la ville de Gand (a), parvint à un tel excès de richesses & d'autorité, qu'il se rendit plus absolu qu'aucun comte de Flandre ne l'avoit jamais été. Ses compatriotes recevoient aveuglément les impressions qu'il vouloit leur donner : il étoit l'ame de tous leurs conseils : il soulevoit ou calmoit à son gré les flots de la sédition par des ressorts inconnus à tout autre qu'à lui. Insinuant ou hardi, audacieux ou retenu suivant les circonstances, la souplesse de son génie se conformoit à tout : simple citoyen avec ses pareils, il tempéroit l'envie qu'eût excitée son crédit, par une familiarité qui le rapprochoit de toutes les conditions : homme d'Etat avec les grands, on voyoit avec surprise dans ce

Ann. 1335.

Ibid.

Ann. 1336.

Jacques d'Artevelle.

Son caractère.

(a) Dans la dernière édition de l'histoire de France du P. Daniel, tom. 5, fol. 313, l'éditeur observe qu'on ne regarde point en Flandre les Artevelles comme descendants d'un brasseur de bière; qu'on voit dans diverses archives plusieurs titres qui semblent prouver incontestablement qu'Artevelle étoit même d'une noblesse distinguée dans la province; que ce qui peut avoir trompé nos historiens, c'est qu'ils n'ont pas fait attention à l'usage de Flandre où les corps des métiers se sont toujours mis sous la protection de quelque grand seigneur qui ne faisoit pas de difficulté, sur-tout en ce temps-là, de permettre qu'on ajoutât à son nom celui de la profession qu'il protégeoit. Cette observation détruite de preuves, ne détruit pas le témoignage de tous les historiens, sur-tout de l'auteur des chroniques de Flandre, qui dit expressément, qu'Artevelle étoit brasseur; & que, lorsque ce même Artevelle voulut s'opposer à la conclusion du traité de Tournai entre Edouard & Philippe, la comtesse Jeanne de Hainaut médiatrice de cette paix, remontra au roi d'Angleterre, qui balançoit, le grand tort qu'il auroit, si, pour le respect d'un vilain tel qu'étoit ledit Artevelle, il soufroît que le sang de la plus grande noblesse du monde fût en danger d'être répandu. Chron. de Fland. circ. ann. 1340.

Ann. 1336.

nouveau tribun du peuple , la noblesse & l'élévation d'un souverain : politique par ses propres lumieres , éloquent de cete éloquence populaire dont la facilité supérieure à l'art persuade sans effort , justifiant la témérité de ses entreprises par son activité & par la précision des mesures qu'il employoit , sçachant l'art de colorer les injustices les plus révoltantes , de l'apparence du bien public , ne manquant jamais de prétextes spécieux lorsqu'il étoit question de s'emparer des richesses qui étoient à sa bienfaisance , libéral jusqu'à la profusion. Tel étoit le caractère de ce prétendu défenseur des libertés de sa patrie , qui sous ce titre scut en usurper la tyrannie. Suivi de la populace , il ne cessoit de déclamer contre le prince & la noblesse. Il ne paroissoit qu'escorté de quatre-vingt ou cent satellites , qui exterminoient au moindre coup-d'œil ceux qui avoient le malheur de lui déplaire. Il s'emparoit des revenus du comte , dont il dispoisoit à sa fantaisie : il bannissoit les seigneurs & gentilshommes pour peu qu'il les soupçonnât d'être favorables au comte : il avoit dans chaque ville des soldats & des créatures , qu'il entretenoit , & qui lui servoient d'espions. Le comte voulut envain s'opposer à cet audacieux , il fut contraint de se réfugier en France & d'abandonner ses Etats à la discrétion des rebelles. Artevelle se vit par cete retraite souverain absolu de la Flandre.

Ce fut par son entremise que les agents d'Edouard réglèrent les conditions de l'alliance avec les Flamands : cete alliance n'eut d'abord pour objet que les intérêts de leur commerce. La Flandre étoit renommée dans ce temps-là par la multitude de ses manufactures : c'étoit le seul endroit de l'Europe où l'on fabriquoit ces magnifiques tapisseries de haute-lisse dont nous n'avons atteint la perfection que dans le dernier siècle : les plus beaux draps sortoient des fabriques de Gand & de Bruges. Le besoin des laines d'Angleterre employées à ces ouvrages , rendoit nécessaire la communication relative des deux peuples : ces travaux utiles , qui entraînoient

à

à leur suite les autres branches du commerce, mettoient l'abondance dans les Pays-Bas, tandis que ces mêmes ressources étoient négligées en France, où l'on ne s'occupoit que de chevalerie, d'amusements frivoles, ou de disputes puériles & ridicules. En examinant les franchises & les exemptions des principales villes de Flandre, on trouve que presque tous les articles ne regardent que les opérations de leur commerce: on y descend jusqu'aux moindres détails des différents arts & métiers exercés par ces peuples industrieux. Dans les lettres de privileges accordés à nos villes, à peine daigne-t-on s'arrêter à ces objets; & la maniere vague & indéterminée dont on s'exprime, annonce combien ils paroissent peu intéressants.

Edouard ne dissimuloit plus le dessein où il étoit de porter la guerre en France. Ce dessein, disent la plupart de nos historiens, lui étoit inspiré par Robert d'Artois; mais à juger de ses sentiments par sa conduite antérieure, on s'apercevra aisément qu'il forma ce projet long-temps avant que Robert se réfugiât dans ses Etats, & que l'arrivée de ce prince, en 1334, après le siège de Berwich, n'en précipita point l'exécution, qui fut encore différée pendant près de quatre années employées en négociations. Le monarque Anglois étoit trop habile pour se laisser conduire par les conseils violents d'un prince que le désespoir aveugloit: il le reçut dans l'intention de s'en servir comme d'un instrument propre à favoriser ses vues par les intelligences qu'il pouvoit lui procurer dans le royaume: d'ailleurs il atachoit à sa fortune un prince courageux, que la vengeance devoit rendre un ennemi redoutable à sa patrie.

Un des premiers prétextes dont Edouard se servit pour autoriser sa rupture avec la France, ce fut la restitution des terres saisies en Guienne, prétentions qu'il étoit convenu lui-même par plusieurs traités de remettre à la décision du parlement de France, la cour garnie de six pairs au-moins, avec promesse authentique de s'en rapporter au jugement qui seroit prononcé.

Tome IV.

M m m

Ann. 1336.

Rymer, *añ.*
publ. tom. 2.
p. 3.

Rymer, *añ.*
publ. tom. 2.
part. 3, p. 146.

Ann. 1336.

Envain prétendrait-on, dit le P. Daniel, charger Edouard seul ou Philippe seul. Tous deux contribuèrent à cette rupture, tous deux eurent des sujets de se plaindre l'un de l'autre & de quoi se disculper. Il paroît surprenant que cet historien ait porté sur la conduite de ces deux princes un jugement que l'auteur le plus partial n'oseroit risquer en faveur d'Edouard, qui fut incontestablement l'agresseur, ainsi qu'on peut le reconnoître par les motifs de cette guerre énoncés dans la proclamation qu'il fit publier en Angleterre. Ce manifeste contient une exposition des démarches qu'il avoit faites pour entretenir la paix. Il avoit, dit-il, offert le mariage du duc de Cornouailles son fils, avec une fille du roi, celui d'Aliénor sa sœur, avec Jean, duc de Normandie; d'accompagner Philippe à la Terre sainte, à condition qu'il lui restitueroit la moitié des terres qu'il lui retenoit. Il ajoutoit à ces reproches, qu'à sa recommandation il avoit accordé aux Ecoissois une trêve pendant laquelle ils avoient tué le comte d'Athol, & que malgré cette perfidie, il leur en avoit accordé une seconde. Voilà les plus fortes raisons qu'il put alléguer à ses sujets, afin de donner une apparence de justice à ses armes. Il suffira, pour montrer le peu de fondement de ces plaintes, d'observer que depuis sa dernière entrevue avec Philippe de Valois à Saint-Christophe en Halate, où les deux mariages avoient été projetés, il en avoit toujours différé la conclusion; qu'il avoit même marié sa sœur au comte de Gueldre; qu'après avoir long-temps éludé sous différents prétextes le voyage d'Outremer, il avoit enfin répondu aux dernières sollicitations, que par la grace de Dieu il se sentoit assez fort pour faire la guerre aux Infidèles sans l'assistance du roi. A l'égard des trêves accordées aux Ecoissois à la recommandation du roi, le violateur manifeste des traités les plus formels, conclus avec cette nation, pouvoit-il de bonne foi citer comme un sujet de rupture avec la France, une suspension d'armes à laquelle la nécessité de ses propres affaires l'avoit forcé de consentir? Les historiens les plus déclarés en faveur

Rymer, *ait.*
publ. tom. 2.
part. 3.

de ce prince ne peuvent , malgré leur partialité , s'empêcher de convenir que dans ses démêlés avec le roi de France , » tout le tort étoit de son côté , & que les » prétentions eussent été difficilement admises dans une » cour de justice ; « mais ce n'étoit pas au tribunal de l'équité que ce fameux différend devoit se décider.

Le roi qui sentit de quelle conséquence il étoit dans le commencement de cete guerre , de traverser l'alianced Edouard avec les Flamands , donna du secours à leur comte pour les presser vivement. Guy , batard de Flandre , commandoit les troupes du comte son frere. Il s'étoit porté dans l'île de Cadfant , près de l'embouchure de l'Escaut occidental. Le roi d'Angleterre envoya des troupes sous la conduite du comte de Derby. Les Anglois débarquerent malgré la vigoureuse résistance de Guy & de quantité de seigneurs & chevaliers Flamands , qui firent en cete occasion des prodiges de valeur. Après un sanglant combat , le Havre fut forcé , & la ville abandonnée au pillage & aux flammes. Il périt plus de trois mille hommes en cete occasion. Après cet exploit , le comte de Derby remonta sur ses vaisseaux chargés d'un butin considérable , emmenant avec lui en Angleterre plusieurs prisonniers , du nombre desquels étoit le batard Flamand , qui , bientôt gagné par les promesses & les bienfaits d'Edouard , oublia ce qu'il devoit à l'honneur & aux liens du sang , devint sujet du roi d'Angleterre , & lui rendit foi & hommage. Nous verrons plus d'un exemple de semblables séductions : éfet trop ordinaire de l'ascendant de ce prince sur tous ceux qui l'aprochoient.

Peu de temps après le retour des députés envoyés en Flandre , Edouard fit publier un ordre de saisir tous les biens & toutes les possessions des François , à l'exception de ce qui appartenoit aux sujets du duc de Bretagne ; & l'amiral d'Angleterre fut chargé de courir les côtes de France. Philippe de son côté fit expédier des commissions pour saisir le duché de Guienne & le comté de Ponthieu. Les hostilités commencerent de part & d'au-

Ann. 1116.
Rap. Thoyr.
tom. 3.
Rap. Thoyr.

Guy batard
de Flandre ,
vaincu & pris
par les Anglois
à l'île de Cad-
fant.

Froissard.

Chroniq. de
Fland.

Rymer , ost.
publ. tom. 2 ,
par. 3 , p 173
& 177.

Premieres
hostilités.

Ann. 1336.
Specil. Cont.
Nang.

tre sans avoir été précédées par aucune déclaration de guerre. La flotte Françoisé commandée par *Nicolas Bahuchet*, trésorier de France, ravagea les côtes de l'Angleterre, surprit & brûla Portsmouth & plusieurs places voisines, s'empara de l'île de Grénésey qui fut livrée aux flammes, n'épargnant que le château. Les Anglois s'étoient saisis de la forteresse de Palencourt en Saintonge, par la trahison de Renaud de Normandie, à qui la garde en avoit été confiée. Ce perfide fut arrêté & conduit à Paris, où par arrêt du Parlement il fut condamné à perdre la tête; ce qui fut exécuté, & son corps exposé au gibet. Le comte d'Eu, connétable de France, secondé des comtes de Foix & d'Armagnac, s'empara de plusieurs villes & forteresses en Gascogne & en Guienne.

Rymer, t. 2,
part. 3.

Dès le moment qu'Edouard eut résolu de se déclarer ouvertement, il commença dans quelques actes publics, à prendre le titre de roi de France, ne désignant Philippe de Valois que sous celui de son adversaire de France. Il écrivit au pape, dans le dessein de justifier ses prétentions. Il se plaignoit dans les lettres qu'il adressoit à sa sainteté, » d'avoir été injustement privé de la » couronne de France qui lui étoit dévolue à la mort de » Charles-le-Bel son oncle, & du refus qu'on avoit fait » d'entendre des ambassadeurs qu'il avoit envoyés pour » réclamer ses droits, ajoutant qu'on avoit poussé la » violence jusqu'à menacer ses députés, qui dans cete » occasion avoient couru risque de leur vie. Il soutenoit » que les grands de France avoient fait l'office de brigands plutôt que de juges, en privant un mincur » d'une succession à laquelle il avoit un droit incontestable: il annonçoit sa protestation contre tout ce qui » avoit été fait pendant sa minorité. Il terminoit les » plaintes, en accusant Philippe de Valois, usurpateur » de son héritage, de ne s'être pas contenté de cete » premiere injustice, de s'être récemment emparé d'une » partie de la Guienne & du comté de Ponthieu, d'avoir » favorisé la révolte des Ecoissois, au-lieu de s'unir

» avec lui comme la liaison du sang le demandoit ; enfin
 » que Philippe par toute sa conduite avoit fait connoître
 » qu'il étoit son ennemi , & qu'il ne regardoit qu'avec
 » un extrême chagrin tout ce qui pouvoit tendre à l'hon-
 » neur de l'Angleterre. »

Ann. 1336.

Il étoit facile au roi de répondre à des reproches si mal-fondés. On peut voir au commencement de ce règne la question des droits prétendus par Edouard suffisamment éclaircie : il avoit paru lui-même y renoncer par un silence de dix années. Ses plaintes au sujet des Ecoissois n'étoient pas plus justes. Le roi n'avoit-il pas plus de droit d'exercer sa générosité en protégeant un prince opprimé contre la foi des traités , qu'Edouard , vassal du monarque François , n'en avoit de donner asyle à Robert d'Artois , qui , par arêt de la cour des Pairs , avoit été déclaré ennemi du roi & de l'Etat , avec défenses portées par ce même arêt , à tous les vassaux demeurant dans le royaume & hors du royaume , sous peine de confiscation de corps & de biens , de le souffrir en leurs terres ou de lui donner conseil ou secours ?

Le pape ne desiroit rien tant que de pouvoir empêcher une rupture dont il prévoyoit les funestes suites. Comme Edouard étoit l'agresseur , ce fut à lui que le pontife s'adressa d'abord. Deux cardinaux envoyés par sa sainteté , employèrent les sollicitations les plus pressantes auprès du monarque Anglois pour le porter à renouer les négociations. Il parut se prêter à leurs instances , & consentit de suspendre l'exécution de ses desseins jusqu'au mois de Mars suivant ; on étoit alors au mois de Décembre : Edouard employa cette courte trêve aux préparatifs de son armée & de sa flotte.

Rap. Thoyr.

La mort du comte de Hainaut avoit autant contribué à cette suspension , que les instances des légats. Le comte étoit un des plus zélés partisans de l'Anglois , & l'ame de la ligue , qui , par sa mort , couroit risque de se rompre. Artevelle avoit mandé au roi d'Angleterre que sa présence étoit nécessaire dans les Pays-Bas , pour

Chroniq. de
Fland.

Ann. 1336.

Rymer, *añ.*
publ. tom. 2,
part. 4.

ranimer & entretenir les dispositions des aliés. Déjà le duc de Brabant commençoit à s'ébranler & retomboit dans ses premières irrésolutions : il falloit faire un nouveau traité avec le jeune comte de Hainaut. Ces obstacles arêtoient Edouard : il falut reprendre les négociations. Il flata le duc de Brabant du mariage du duc de Cornouailles son fils, avec une de ses filles, & lui promit une somme de soixante mille florins. Les anciens traités avec les comtes de Gueldre & de Juliers, furent confirmés. Le nouveau comte de Hainaut ne voulut s'engager dans son parti que comme feudataire de l'empire, & à condition qu'Edouard seroit autorisé par l'empereur à faire la guerre au roi de France, pour des terres situées dans le ressort de l'empire. Louis de Baviere exigea cent mille florins pour le vicariat de l'empire, s'engageant de plus de fournir deux mille hommes d'armes : il n'exécuta pas cete dernière promesse, plus difficile à remplir, que de faire expédier des lettres-patentes d'un titre imaginaire.

Rymer, *añ.*
publ. tom. 2,
part. 4.

Edouard, occupé de ces différents traités, consentit à proroger la treve jusqu'à la saint Jean; mais lorsqu'il se fut assuré de ses aliances, & que ses préparatifs pour la guerre furent achevés, il la rompit dès le mois de Mai. Enfin, après avoir encore demeuré six semaines en Angleterre pour donner les derniers ordres, il s'embarqua à Douvres & arriva à Anvers, où se rendirent la plupart des princes confédérés. Tandis que les aliés rassembloient leurs forces, il alla trouver l'empereur qui l'atendoit à Cologne pour consommer le traité, & lui conférer la dignité de vicaire de l'empire.

Jof. Beerna.
vis d'Edouard
III.

Cete entrevue de Louis de Baviere & Edouard, qui, au raport d'un historien Anglois, fut véritablement glorieuse & magnifique, nous a paru trop remarquable par sa singularité, pour la passer sous silence. On avoit dressé dans la grande place de Cologne deux trônes élevés pour ces deux princes. L'empereur s'assit le premier, & le roi s'assit auprès de lui : quatre grands ducs, trois archevêques, trente-sept comtes, une multitude

innombrable de barons, bannerets, chevaliers, & écuyers, affiſtoient à cete cérémonie. L'empereur tenoit ſon ſceptre de la main droite, ayant la main gauche apuyée ſur un globe. Un chevalier d'Allemagne lui tenoit ſur la tête une épée nue. Dans cete ſaſtueuſe attitude, il déclara publiquement *la déloyauté, la perfidie & lâcheté du roi de France; ſur quoi il le défia, & prononça qu'il avoit forſait, & perdu la protection & faveur de l'empire.* Il établit en même-temps Edouard vicaire-général de l'empire, & lui délivra la charte impériale à la vue des aſſiſtants. Pour couronner la pompe de cete cérémonie théatrale, ce foible & orgueilleux Céſar, qui vendoit ſi cher au roi d'Angleterre, un vain titre, & des injures contre le roi de France, prétendit obliger ſon nouveau vicaire à ſe proſterner devant lui, & à lui baiſer les pieds. Le fier Anglois indigné d'une pareille propoſition, la rejeta avec hauteur. L'empereur choqué de ce refus, inſiſta : mais Edouard, rougiſſant de honte & de colere, lui déclara netement qu'il n'en feroit rien; *qu'il étoit lui-même roi ſacré & oint; qu'il avoit ſa vie & ſes membres en ſa propre puiſſance, n'étant comptable qu'à Dieu en qualité de ſouverain, indépendant de toute puiſſance humaine, étant auſſi ſeigneur de la terre & de la mer, & portant même une couronne impériale, à cauſe de quoi il ne devoit ſ'abaiſſer devant aucun potentat de la terre.* Louis de Baviere, quoiqu'à regret, fut contraint de diſſimuler, & de diſpenſer de cete cérémonie, un vicaire aſſez puiſſant pour ſoudoyer ſon empereur.

Ann. 1336.

Ibid.

Au retour de cete entrevue, Edouard ne s'ocupa plus que de l'ouverture de la campagne. Après avoir délibéré avec les puiſſances aliées, il fut réſolu qu'avant toutes choſes, *aſſin que leur guerre fût plus b. le, il ſaloit envoyer leurs déſiances au roi Philippe.* L'évêque de Lincoln fut chargé de venir à Paris ſignifier cete déclaration de guerre, & deſier le roi. Ce prélat, qui moult étoit renommé de ſens & de proueſſe, s'acquita de cete déſagréeble commiſſion avec tant de nobleſſe & de décence, que les deux cours furent également contentes de ſa conduite.

Froiffard.

Ann. 1336.

. On s'atendoit en France à cete déclaration, & l'on avoit pris les mesures nécessaires pour repouffer avec vigueur les efforts d'Edouard & de ses aliés. Les préparatifs occasionnés par le projet de la croisade, furent destinés à la défense du royaume. Le roi retint les bâtimens qui devoient servir à cete expédition, se contentant de joindre quelques vaisseaux à ceux que le pape & les Vénitiens envoyoient au secours des Grecs. Les Génois, engagés au service de France, formoient la plus considérable partie de la flotte qu'on fit passer des ports de la Méditerranée dans l'Océan, où les armateurs des côtes de Normandie se joignirent à elle : cet armement s'accrut encore de toutes les forces maritimes de la Bretagne, dont le duc étoit toujours inséparablement uni d'intérêts avec le roi.

Il n'étoit pas possible que l'Etat soutint le poids d'une guerre si importante sans faire des dépenses considérables. Les peuples contribuèrent d'abord, sans murmure, aux frais nécessaires : » mais comme ils virent, dit Mézeray, que plus ils faisoient d'efforts, plus on les chargeoit ; qu'on imposoit sur la nation plus qu'elle ne pouvoit porter, & qu'on violoit les privilèges de l'église & de la noblesse, ils eurent recours au même remede qu'ils avoient pratiqué sous Philippe-le-Bel. » La Normandie temporisant à embrasser ce moyen fort périlleux, y fut encouragée par Pierre Roger, son archevêque. Il amena & unit les prélats & les barons ; & elle fut si reconnoissante de ce qu'il lui avoit aidé à conserver sa liberté, qu'elle lui assigna une pension de deux mille livres. Du reste il fut ordonné par les Etats, qu'il ne se feroit à l'avenir aucune imposition que de leur consentement, & pour le bien de l'Etat, ou pour une très urgente nécessité «.

Ofre de la
province de
Normandie.

Cete disposition de la noblesse de Normandie ne l'empêcha pas de donner alors un témoignage bien glorieux de son zele & de sa fidélité. Les gentilshommes de cete province se rapelant ces temps héroïques où leurs ancêtres avoient subjugué l'Angleterre sous Guillaume

laume le Conquérant, & dans des temps moins éloignés, sous Louis VIII, fils de Philippe Auguste, brûloient du desir de renouveler les exploits de ces redoutables guerriers. Animés d'une noble émulation, ils s'unirent entr'eux dans le dessein de faire éprouver aux Anglois la valeur & le courage de leurs anciens vainqueurs. Ils proposerent au roi de permettre au duc de Normandie de se mettre à leur tête. L'armée devoit être composée de quatre mille hommes d'armes, & de quarante mille fantassins. Le mémoire qu'ils présenterent au roi, contenoit tout le détail de cete entreprise : tout y étoit prévu & réglé; apointements des hommes d'armes fixés à trente sous par jour pour chaque chevalier, quinze sous pour les bacheliers, c'est-à-dire, ceux à qui l'âge ou le peu de bien ne permettoit pas de tenir l'état de chevalier, & sept sous & demi pour les simples écuyers : les mesures à prendre pour le passage & la descente, y étoient spécifiées; on avoit poussé les combinaisons dans ce mémoire, jusqu'à l'ordre du partage des terres conquises : le duc de Normandie devoit être couronné roi d'Angleterre après la future conquête. Les députés de la province admis à Vincennes à l'audience du roi, furent reçus avec les plus grands témoignages de satisfaction. Le roi agréa leurs offres, mais les affaires présentes, & peut-être des raisons particulieres sur lesquelles l'histoire ne fournit aucun éclaircissement, firent négliger & ensuite oublier tout-à-fait cette généreuse résolution. La seule tentative de ce projet, dont l'exécution, à plusieurs égards, souffroit beaucoup de difficultés, eût fort embarrassé le roi d'Angleterre, & l'eût vraisemblablement mis dans la nécessité de ne plus songer qu'à défendre ses propres Etats, au-lieu de porter la guerre en France.

L'aparition éffrayante de deux cometes sembloit, au raport des écrivains de ce temps, présager tous les malheurs que cete funeste guerre devoit entraîner à sa suite. La premiere de ces cometes parut au mois de Juin 1337, dans le signe des gemeaux : la seconde au

Tome IV.

* Nnn

Ann. 1336.
Rymer, *aff.*
publ. tom. 2.
part. 4, p. 196.

Cometes.

Ann. 1336.
Spicil. Cont.
Naug.

mois d'Août de la même année. Les ridicules interprétations que les astrologues donnoient à ces effets naturels du mouvement de l'univers, répandoient la terreur dans les esprits malheureusement infectés de la superstitieuse crédulité de ces siècles d'ignorance. Ce n'est point dans le cours des astres, mais dans les passions des peuples & des souverains, qu'il faut chercher l'origine de ces révolutions qui désolent la terre.

Rymer, ad.
publ. tom. 2.

Des démêlés qui paroissent d'abord de peu d'importance, auxquels on négligea de remédier, avoient déjà jeté entre les deux nations les premières semences de cette antipathie que le temps, à la honte de la raison & de l'humanité, semble avoir fortifiée. Une barque de pêcheurs de Rouen, poussée par la tempête, vient échouer près de Douvres: les gens de l'équipage se sauvent à terre: aidés par les habitants, ils retirent de la mer une partie de leur pêche, qui consistoit en quelques barils de harengs: les Anglois, pour prix de ce service, s'emparent d'une partie des effets sauvés: les pêcheurs Normands n'y veulent pas consentir. L'affaire portée au juge de l'amirauté d'Angleterre, le partage est ordonné. Les François qui se croyoient lésés par ce jugement, retournés dans leur patrie, font retentir leurs plaintes par-tout. On saisit des vaisseaux Anglois dans le port de Calais: les armateurs Normands & Anglois aux prises les uns avec les autres, multiplient les représailles & les insultes réciproques: chaque jour produit de nouveaux levains d'inimitiés & de vengeances particulières qui bientôt deviennent générales, sans que les deux gouvernements cherchent les moyens d'arrêter le désordre. Edouard à la fin porte ses plaintes au roi; mais il ne donne lui-même aucune satisfaction sur celles qui lui avoient été précédemment adressées au sujet des harengs enlevés: il se contente de promettre de rendre justice. Cependant sur ses plaintes les vaisseaux saisis sont relâchés.

Rymer, ad.
publ. tom. 2.

L'usage étoit de percevoir au bureau de Langon un droit de dix sous tournois par tonneau de vin; les An-

glois ayant refusé de l'aquiter, on faisit le vin, & les refusans furent mis en prison. Sur les remontrances d'Edouard, le roi leur fit rendre la liberté, & lever les saisies par arêt de la chambre des comptes. A cete satisfaction il ajouta des ordres précis pour la restitution des saisies & la réparation des dommages. Si le monarque Anglois eût mis la même franchise dans ses procédés, les querelles de quelques particuliers ne seroient pas devenues la querelle commune des sujets des deux royaumes. Ces petites étincelles préparoient l'acharnement avec lequel on va les voir combattre dans cete guerre, qui met aux mains les deux nations les plus puissantes de l'Europe.

Ann. 1336.

Chambre des
comptes, mé-
morial.

Les François rapelés à la liberté par les afranchissemens des communes, liberté dont les progrès successifs avoient rempli la révolution de près de deux siècles, jouissoient alors pour la plupart de ce privilege naturel à l'homme. Ils commençoient à dépouiller cete rudesse barbare que l'ame contracte dans les chaînes de la servitude; mais la nation n'avoit pas encore aquis assez de lumieres pour mettre à profit les avantages que cete nouvele existence pouvoit lui procurer. Tous les arts étoient encore dans leur enfance : le commerce absolument négligé, étoit abandonné à l'avidité des étrangers, Italiens, Espagnols ou Flamands. Quelques fabriques grossieres & mal dirigées, ne pouvoient par le débit des ouvrages qui en sortoient, animer la communication intérieure, & fournir des moyens de subsistance à un peuple nombreux. Croiroit-on que dans cet état de langueur on pût connoître le luxe? A la honte de nos aïeux on le voyoit sortir du sein de la misere, étaler son faste à côté de l'ignorance & de la paresse, & s'acroître par la calamité publique. Les modes ridicules étoient déjà les objets de l'attention frivole de la noblesse, & des desirs ambitieux du roturier. On faisoit venir à grands frais des pays étrangers les étofes les plus précieuses, dont on composoit des vêtements iaussi bzares qu'indécents. Une tête chargée de plumes,

Mœurs des
François & des
Anglois.

Spicil. Cont.
Nang.

Ann. 1336.

une longue barbe, des chaînes au cou, un habit si étroit & si court qu'il pouvoit à peine dérober à la vue les parties que la pudeur ordonne de couvrir : telle étoit alors la maniere de se mettre, & la forme d'habillement nouvellement inventée par les chevaliers, écuyers & gens du bel air, & adoptée par les bourgeois, leurs serviles imitateurs. Les rois & les princes du sang furent les seuls qui ne se laisserent point emporter au torrent, & conserverent la noble gravité de l'habillement long. Ce goût des superfluités, qui n'est pardonnable à la vanité que lorsque l'industrie lui facilite les moyens de se satisfaire, faisoit régner l'indigence dans le royaume, malgré la fertilité du sol & la multitude des habitants. Ces défauts, dans la disposition économique de l'Etat, devoient continuellement mettre obstacle aux ressources nécessaires, soit pour former des entreprises avantageuses, soit pour résister aux efforts des ennemis. L'imposition la plus modique devenoit une charge énorme pour un peuple pauvre & sans émulation : cet expédient, que la nécessité des temps contraignoit de réitérer, excita les murmures des citoyens, trop peu raisonnables pour s'acoutumer à regarder l'obligation de donner à la patrie, comme un devoir sacré & indispensable. Les usures excessives extorquées par l'avarice des traitants Florentins ou Lombards, agravoient encore le mal. Les fortunes rapides de ces avides étrangers, insultoient à la misère publique. On peut juger de leur rapacité par le compte des sommes qui leur étoient dûes lorsqu'ils furent bannis du royaume : ils avoient avancé quatre cent mille livres au roi, & les intérêts de cete somme montoient à deux millions. Les plus monstrueux déréglemens n'étoient retenus par aucun frein dans ces temps de stupidité, d'inertie & de pauvreté. La corruption des mœurs n'étoit pas même voilée par ces dehors que des siècles plus polis ont répandus sur la difformité du vice : on ignoroit l'art d'être vicieux sous le masque de la décence : la dissolution marchoit le front levé. Cete dépravation entraînoit à sa suite tous les désordres

dont le cœur humain est capable : fole prodigalité , avarice criminele , oubli des devoirs , mépris de la vertu , perfidies , trahisons , outrages prémédités , vengeances atroces , injustices : ce n'étoit pas seulement dans les extrémités du peuple que ce mal avoit jeté ses plus profondes racines ; c'étoit parmi la noblesse & les grands de l'Etat , que la patrie trouvoit ses plus dangereux ennemis. *Les Grands*, dit Mézeray, *dégénérant de la frugalité de leurs ancêtres , & s'étant plongés dans le luxe & les voluptés , trouvoient dans la libéralité du roi d'Angleterre un moyen de réparer leur ruine occasionnée par leurs folles dépenses* : plusieurs étoient pensionnaires secrets d'Edouard.

Ann. 1336.

Si les mœurs de la nation Françoisé étoient altérées , les Anglois nos rivaux n'avoient à cet égard aucun avantage sur nous. Les historiens qui leur sont le plus favorables , conviennent unanimement qu'en ce temps-là une débauche éfrénée régnoit dans toute l'Angleterre ; que les femmes , négligeant la modestie convenable à leur sexe , sembloient faire gloire d'être sans pudeur : rien n'étoit plus ordinaire que de les voir en troupe courir les tournois habillées en cavaliers , sans se mettre en peine , ni de leur honneur , ni de leur réputation. Les excès des hommes n'étoient pas moins scandaleux. A l'égard des arts , leur ignorance l'emportoit encore sur la nôtre. La plus grande richesse de leur île consistoit dans le produit de ces beles laines dont ils ne connoissoient pas l'emploi ; qu'ils ne purent même apprendre que long-temps après , lorsqu'Edouard eût fait venir des ouvriers Flamands , dans le dessein d'établir des manufactures de draps dans son royaume. Sans le commerce de ces laines , l'Angleterre moins fertile & moins peuplée eût encore été plus indigente que la France ; & les impositions moins praticables par l'indocilité de ces fiers insulaires , n'auroient pu soutenir l'ambition du monarque Anglois , s'il n'avoit trouvé le secret d'intéresser l'orgueil de la nation à la réussite de ses projets.

Ropin Thoyr.
tom. 3, p. 205.

Rymer , aH.
publ. tom. 2,
part. 3, p. 68.
Ibid. p. 167.

Jamais le trône d'Angleterre n'avoit été rempli par

Ann. 1136.
Caractère
d'Edouard.

un roi plus savant dans l'art de régner : uniquement occupé de son agrandissement, il ne perdit jamais de vue le desir d'étendre sa domination sur les débris des puissances voisines, & sur-tout de la France. Ce prince réunissoit toutes les qualités qui forment les héros & les conquérants ; le port le plus majestueux, une beauté mâle dont la noblesse des traits relevoit encore l'éclat : cet extérieur charmant joint à l'afabilité & à la facilité de s'exprimer, lui gagnoit les cœurs de tous ceux qui l'aprochoient : sa libéralité les atachoit à lui sans retour : intrépidité dans les dangers, fermeté inébranlable dans les revers : génie inépuisable en ressources, le dessein le plus compliqué n'étoit qu'un jeu pour son imagination aussi vaste que féconde : il exécutoit avec autant de rapidité qu'il projetait facilement : peu scrupuleux sur les moyens qu'il employoit, pourvu que la réussite les justifiait : toujours maître des mouvements de son ame, il ne laissa jamais pénétrer les profondeurs de sa politique : c'est à cete politique sur-tout qu'il fut redevable de ses plus grands succès. Philippe, plus sincere, plus religieux, l'égalait en courage, en libéralité, en grandeur d'ame ; mais il manquoit à ce monarque la connoissance des hommes : ce défaut si essentiel lui fit outrer la franchise & la défiance : plus heureux si la candeur & la probité de son ame avoient été guidées par des lumieres plus sûres, & si l'expérience eût adouci l'inflexibilité de son caractère. Un cœur simple, juste, généreux, mais austere ; l'honneur d'un chevalier, la bravoure d'un soldat, n'étoient pas des avantages suffisants pour luter avec égalité contre la fortune & le génie d'Edouard.

Prise de
Thin - l'Evê-
que par les An-
glois.

Froissard.

Aussi-tôt que les Anglois eurent appris, par le retour de l'évêque de Lincoln, que les défiances avoient été faites au roi, Gaultier de Mauny qui, suivant les loix de la galanterie alors en usage, avoit promis en Angleterre entre les dames, qu'il seroit le premier qui entreroit en France & prendroit châtél ou forteresse, partit à la tête de quarante lances, traversa le Brabant,

entra dans le Hainaut, mit le feu en passant à la petite ville de Mortagne, & vint surprendre Thin-l'Evêque, château très fort, situé à une lieue de Cambrai. Il remit la garde de cete forteresse à Guillaume de Mauny son frere, & rejoignit à Malines le roi d'Angleterre, auquel il rendit compte de cete expédition.

Dans l'assemblée des puissances atachées au parti d'Edouard, il avoit été résolu que l'on commenceroit les opérations de la guerre par le siege de Cambrai. L'évêque de cete ville fut sommé de la part de l'empereur. Voici la formule de cete sommation, qui se fit à Valenciennes où le monarque Anglois s'étoit rendu. L'évêque de Lincoln, qui par le choix du prince ou par un goût particulier pour ces actions d'éclat, se trouvoit encore chargé des fonctions de héraut-d'armes, parut au haut des degrés de l'hôtel du comte de Hainaut, & de-là levant sa voix dit : *Guillaume d'Auffonne, évêque de Cambrai, je vous admoneste, comme procureur de par le roi d'Angleterre, vicaire de l'empereur de Rome, que vous veuillez ouvrir la cité de Cambrai, & si actuellement ne le faites, vous vous forsaitez, & nous y entrerons par force. Nul ne répondit à cete parole, dit Froissard, car l'évêque n'y étoit pas.* Deux jours après Cambrai fut investi. Ce fut devant cete place que toutes les troupes se réunirent, & d'où le duc de Brabant, qui jusque-là ne s'étoit point déclaré, envoya défier le roi, qui pour lors étoit à Compiègne. Louis de Traneghen, ministre du duc à la cour de France, avoit toujours assuré le roi de l'attachement & de la fidélité du prince son maître : il fut si confus & si indigné de cete déclaration qui démentoit toutes les paroles qu'il avoit données, qu'il ne voulut plus retourner en Brabant : il mourut en France de honte & de douleur.

L'armée qui assiégeoit Cambrai, étoit composée de quarante mille hommes d'armes, sans compter l'infanterie : ce qui devoit former un nombre prodigieux. Chaque lance ou homme d'armes étoit ordinairement accompagné de trois hommes au-moins, quelquefois de six

Ann. 1336.

Ann. 1337.
Siege de
Cambrai.
Froissard.

Ann. 1337.

ou huit. Malgré cete multitude d'assiégeants , & la vigueur avec laquelle la place étoit ataquée , le gouverneur , nommé le Galois de la Baume , chevalier de Savoie , assisté de Thibaut de Marneil & du seigneur de Roye , fit une si bele défense , que le siege au bout d'un mois se trouva aussi peu avancé que le premier jour.

On étoit déjà dans l'arriere-saison , & l'hiver qui aprochoit , laissoit trop peu de temps pour que les ennemis pussent se flater d'emporter la place. Cete armée formidable qui avoit ravagé le Cambresis & les provinces voisines , commençoit à subsister difficilement dans un pays qu'elle avoit dévasté. Dans cete position embarrassante , Robert d'Artois qui l'accompagnoit , lui conseilla de ne pas s'opiniâtrer davantage devant cete place , & d'entrer plutôt en France , où son armée trouveroit mieux à vivre & à fourager , ajoutant que par ce moyen il obligeroit le roi de se commettre au hasard d'une bataille. Cet avis fut suivi : le comte de Hainaut ayant été informé de ce dessein , déclara au roi d'Angleterre qu'il l'avoit servi tant qu'il avoit fait la guerre sur les terres de l'empire ; mais qu'il ne pouvoit aler plus avant , dès qu'il vouloit combattre le roi de France , son oncle & son seigneur ; qu'au contraire il aloit se rendre auprès de lui pour lui faire le même service , & défendre son royaume , en qualité de vassal , avec le même zele qu'il avoit combattu pour Edouard sur les terres du ressort impérial. Quoique le monarque Anglois fût très-mécontent de cete retraite , il ne put s'empêcher d'approuver les raisons du comte , & de le congédier gracieusement , en lui disant : *Dieu y ait part.*

Edouard entre en Picardie , ravage la Thiérache & le Laonois.

Froissard.

L'Anglois ayant levé le siege de Cambrai , passa l'Escaut , entra en Picardie , & pénétra jusque dans la Thiérache & le Laonois , où ses détachements firent des ravages affreux. L'évêque de Lincoln à la tête de cinq cents lances , sacagea la terre du sire de Coucy , pilla & brûla Saint-Gouvin & la ville de Marle. Origny-Saint-Benoit , petite ville mal défendue , fut prise & livrée aux flammes.

flammes & au pillage, & une abaye de dames violée. Le prélat Anglois ne fut pas le seul prêtre qui signala sa valeur dans cete guerre. Un parti commandé par Jehan de Hainaut, Henri de Flandre & plusieurs autres chevaliers de l'armée d'Edouard, fit une tentative sur la ville de Honnecourt. Il y avoit dans cete place un abé de grand sens & de grande prouesse : il fit faire un retranchement composé de palissades qui laissoient entr'elles un demi-pied d'ouverture : ayant posté ses gens derrière, il atendit les Anglois de pied-ferme, & dès qu'ils aprocherent de la ville, il leur en fit ouvrir les portes. Les ennemis s'avancent jusqu'au milieu de la rue où ils trouvent le retranchement : ils mettent pied à terre pour le forcer ; mais le brave moine & ses gens les requrent avec une intrépidité qui les fit bientôt songer à la retraite. *Là étoit Dam (M. l'abbé) qui pas ne s'épargnoit, mais étoit devant & recœuilloit les horions puissamment, & lançoit aussi à la fois grands coups apertement.* Henri de Flandre, pour son malheur, se trouva devant le vigoureux moine, qui le faisoit par le bras & le tira à travers la palissade. Déjà il tenoit la tête & les épaules du Flamand, qui ne dut la vie qu'à son armure de fer, lorsque les Anglois vinrent l'arracher de ses mains. Son glaive demeura au pouvoir de l'abé, qui l'emporta dans le couvent, où il fut déposé comme un gage de la victoire remportée sur les ennemis de la France. Froissard dit que passant un jour par cete maison, les religieux lui montrerent ce glorieux monument de la bravoure de leur ancien supérieur.

Philippe ayant rassemblé ses forces, partit de Saint-Quentin & vint assieoir son camp à Vironfosse, bourg distant de deux lieues de la Capele où les Anglois étoient postés. Ce fut-là que le comte de Hainaut se rendit à l'armée Francoise, acompagné de cinq cents lances. Le roi, après lui avoir fait quelques reproches de ce qu'il avoit servi dans l'armée Angloise au siege de Cambrai, reçut ses excuses, & lui fit assigner son quartier au plus près des Anglois.

Les deux armées se trouvent en présence à Vironfosse.

Ann. 1337.

Depuis que l'empire François avoit passé des descendants de Charlemagne aux princes de la maison de Hugues Capet, on n'avoit point vu d'armées plus formidables en présence l'une de l'autre. Cete multitude d'aliés rangés sous les étendards du roi d'Angleterre , formoit un assemblage qui montoit à plus de cent vingt mille combattants : l'armée Françoisé ofroit encore un spectacle plus brillant. Philippe y paroissoit dans toute la grandeur du premier & du plus puissant monarque de l'Europe : il étoit acompagné des rois de Boheme , de Navarre & d'Ecosse ; des ducs de Normandie, de Bretagne, de Bourgogne, de Loraine & d'Athenes ; du comte d'Alençon, frère du roi, des comtes de Flandre, de Hainaut, de Bar, de Forest, de Foix, d'Armagnac, d'Auvergne, de Longueville, d'Etampes, de Vendôme, de Harcourt, de Saint-Paul, de Guynes, de Boulogne, de Rouffy, de Dammartin, de Valentinois, d'Auxerre, de Sancerre, de Geneve, de Dreux, & d'un nombre si prodigieux de comtes & de vicomtes de Gascogne & de Languedoc, *que ce seroit, dit l'historien déjà cité, une chose trop longue à raconter.* Ces princes & seigneurs conduisoient à leur suite une foule de chevaliers & d'écuyers. L'armée étoit divisée en trois corps de bataille, composés chacun de quinze mille hommes d'armes & de vingt mille fantassins.

Les deux rois desiroient le combat avec une ardeur égale. Edouard ayant fait approuver la résolution de livrer bataille, l'envoya signifier au roi, suivant la coutume qui se pratiquoit dans ce temps-là. *Adonques fut chargé un heraut qui savoit bien parler françois. Ce heraut vint trouver Philippe, & lui dit comment le roi Anglois étoit arété sur les champs, & qu'il vouloit & requéroit avoir bataille, pouvoir contre pouvoir. A ce entendit le roi Philippe volontiers, & accepta la journée au vendredi ensuivant (c'étoit le mercredi que se faisoit cete déclaration :) si retourna le heraut ariere bien revêtu de beaux manteaux fourrés que le roi de France & les seigneurs lui avoient donnés, pour les bonnes nouvelles qu'il*

Ibid.

avoit aportées ; & recorda aux seigneurs la bonne chere qui lui avoit été faite.

Ann. 1339.

On ne songea plus qu'à se préparer pour une action décisive & qui paroïssoit inévitable. Les historiens sont si peu d'accord entr'eux sur les raisons qui empêcherent les deux armées de mesurer leurs forces, qu'il est très-difficile de démêler la vérité obscurcie par leur partialité. Les uns en rejettent tout le blâme sur le roi de France ; les autres en accusent Edouard. Froissard à qui l'on reproche le défaut d'être presque toujours trop favorable aux Anglois, sera notre guide. Si l'on s'en rapporte à son témoignage qui ne peut être suspect à nos rivaux, les deux armées se trouverent en présence l'une de l'autre le vendredi, sans qu'aucune s'ébranlât pour commencer le combat : elles passerent la journée sous les armes, & le soir chacun se retira en son logis. Ce même soir le roi d'Angleterre fit plier ses bagages ; content de s'être présenté de bonne grace : le roi ne décampa que le lendemain ; ainsi l'on ne peut lui reprocher d'avoir abandonné le premier le champ de bataille. Il ne commença pas le combat à la vérité ; mais y étoit-il plus obligé qu'Edouard ? La sûreté de son royaume n'exigeoit-elle pas au contraire qu'il se tint sur la défensive ? S'il eût engagé l'action, n'eût-il pas choqué toutes les regles de la prudence humaine, en se piquant de la fausse gloire de prévenir son agresseur ? Que n'observa-t-il toujours la même conduite ! Le danger dans ce combat n'étoit pas égal : le roi en brusquant l'attaque, risquoit, s'il n'étoit pas vainqueur, d'ouvrir l'entrée de ses Etats à l'ennemi ; toute sa noblesse couroit le même péril. L'Anglois au contraire n'exposoit que des troupes composées la plupart d'étrangers à sa solde, & sa défaite ne lui donnoit d'autre désavantage que d'être obligé de se retirer. Les seigneurs les plus sensés du conseil du roi lui firent sentir cete inégalité, & ce prince ne put s'empêcher de se rendre à leurs avis. Le roi de Sicile, dit-on, lui dépêcha un courier chargé d'une lettre par laquelle il le conjura

Ooo ij

Ann. 1339.

roit de ne pas livrer la bataille contre le roi d'Angleterre, l'assurant que s'il s'y exposoit, il seroit infailliblement vaincu. Robert, roi de Naples & de Sicile, du sang de France de la maison d'Anjou, étoit, au rapport des écrivains du temps, un prince fort appliqué aux sciences, telles qu'on les cultivoit alors; grand astrologue surtout. C'étoit par le moyen de l'inspection des astres & par les sorts jetés, qu'il prétendoit avoir découvert l'événement funeste qu'il prophétisoit : prédiction probablement imaginée après la bataille de Crécy.

Les Flamands
se déclarent
contre la France.

Les deux armées s'étant séparées sans combatre, Edouard rentra dans le Brabant, & congédia la plus grande partie de ses troupes. Le peu de succès de cette première campagne ne le rebuta pas : il résolut au contraire de redoubler ses efforts l'année suivante. Mais pour donner plus de poids à ses armes, il étoit important de déterminer les Flamands à se déclarer contre la France. Par le dernier traité qu'il avoit conclu avec eux, il avoit été stipulé qu'ils observeroient une exacte neutralité entre les deux couronnes : ils avoient seulement réglé une alliance de commerce, & avoient accordé au roi d'Angleterre le séjour & le passage libre dans leur province. C'étoit un coup de partie de les engager à faire la guerre au roi : pour parvenir à ce but, Edouard indiqua une assemblée générale de tous ses alliés à Bruxelles. Jacques d'Artevelle y parut avec le cortège d'un souverain. Ce chef de parti, aveuglé par le succès, & perdant de vue sa bassesse primitive, affectoit déjà le faste & l'éclat d'un prince puissant : il trainoit à sa suite les députés des villes de Flandre, tous gens choisis & dévoués à ses ordres. Dans l'assemblée, il fut proposé aux Flamands de se joindre aux puissances belgiques : pour les amener à cette déclaration, il leur fut promis de réunir à leur province les villes de Lille, Douai & Béthune, qui avoient été démembrées du domaine des comtes de Flandre. Ils furent sensibles à cette proposition; mais un scrupule les arrêtoit : ils s'étoient engagés par serment à ne point faire la guerre à la

France sous peine d'excommunication & de payer deux millions de florins à la chambre apostolique. Ce fut pour lever ces difficultés, qu'Artevelle dont les décisions étoient autant d'oracles, conseilla, dit-on, au roi d'Angleterre de prendre le titre & les armes de France, afin que par ce moyen les Flamands ne pussent être accusés d'avoir violé leur serment en se joignant à lui. Edouard prit l'avis de son conseil avant que de se déterminer à cete démarche : les sentiments furent partagés. Il ne possédoit pas un pied de terrein dans les Etats dont on lui proposoit d'usurper le nom & les armes, & il avoit trop de lumiere pour ne pas convenir intérieurement du peu de fondement de ses prétentions ; mais l'utilité qu'il pouvoit retirer de la déclaration des Flamands l'emporta, déterminé, ajoute-t-on, par Robert d'Artois. C'est à l'époque de cete résolution que l'on fixe le temps où il s'arogea la qualité de roi de France, & fit écarteler ses armes de France & d'Angleterre. Tele est l'opinion générale de presque tous les historiens. Cependant il est constant par les actes publics d'Angleterre, que deux années avant cet accord avec les Flamands, Edouard avoit pris le titre de roi de France dans plusieurs lettres, ainsi qu'on l'a pu remarquer plus haut, lorsqu'en 1337 il chargea le duc de Brabant de reclamer le royaume en son nom, & l'institua son lieutenant-général en France.

Rymer, *aff.*
publ. tom. 2,
part. 3.

Cete affaire étant réglée, Edouard se rendit à Gand, où il consumma le traité avec les Flamands, reçut leurs serments de fidélité, comme roi de France & seigneur suzerain de la Flandre, & leur promit d'employer toute sa puissance pour leur procurer la réunion de Lille, Douai & Béthune. Afin d'y parvenir, il fut arrêté que l'année suivante on ouvreroit la campagne par le siege de Tournai. La reine d'Angleterre fut laissée à Gand comme un otage honorable des promesses du roi son époux : les comtes de Salisbury & de Suffolc demeurèrent dans les Pays-Bas, chargés du soin de veiller au maintien de la ligue & aux intérêts d'Edouard, qui

Ann. 1339.

repassa en Angleterre, afin de presser lui-même les levées d'hommes & les contributions nécessaires.

Quoique le roi eût paru satisfait des excuses du comte de Hainaut, cependant sur quelques nouveaux soupçons de son intelligence avec les Anglois, il donna ordre à ses généraux de ravager les Etats de ce prince : ils n'exécuterent qu'avec trop de fidélité ce commandement rigoureux. Le comte qui avoit gardé jusque-là des mesures, qui même avoit toujours montré de l'inclination pour la France, s'attacha entièrement au parti d'Edouard. Il envoya défier le roi : ce fut l'abbé Thibaut de Saint-Crépin qui fut porteur de ce défi, auquel le roi répondit que *le comte de Hainaut, son neveu, étoit un fou.*

La flotte Française attaque les ports d'Angleterre.

Froissard.

Rymer, ass. publ. tom. 3, part. 3 & 4.

La flotte Française commandée par Hue Kyriel ou Kervel, Breton, le trésorier Bahuchet, Manseau, & Barbevere, Génois, bloqua les ports d'Angleterre, en sorte qu'aucun vaisseau n'en osoit sortir sans s'exposer à être enlevé : elle prit entre autres un bâtiment d'une grandeur énorme, qu'Edouard avoit fait construire à grands frais. Ce vaisseau, nommé le saint Christophe, étoit chargé de laines que le monarque Anglois envoyoit aux Pays-Bas : car c'étoit principalement avec cette marchandise fournie par ses sujets, tantôt à titre de prêt, tantôt à titre de contribution volontaire, qu'il aquittoit la plupart de ses engagements.

Le comte de Hainaut se vengea du ravage de ses terres, par la prise d'Aubenton en Thiérache qu'il brûla : il fit le même traitement à Mauberfontaines, à Aubecueil, à Seigny & à quantité de bourgs & de villages, portant par-tout le pillage, le viol, la destruction & l'incendie. En lisant les ravages commis par les gens de guerre dans ces temps malheureux, on s'imagine voir des hordes de Tartares acourus des extrémités du Pole, pour dévaster les plus fertiles contrées de l'Europe. Après ces exploits le comte passa en Angleterre pour se lier encore plus étroitement avec Edouard.

Le roi consentit à faire quelques démarches pour

regagner les Flamands : on leur offrit de sa part la remise des sommes qu'ils lui devoient, & plusieurs privilèges ; mais ils furent inébranlables. Sur leur refus, il adressa ses plaintes au pape, qui lança contre ces peuples une sentence d'excommunication *si horrible*, que le service divin cessa absolument. Les Flamands éfrayés eurent recours au roi d'Angleterre, qui leur fit réponse de ne pas s'épouvanter, & que la première fois qu'il passeroit la mer, il leur ameneroit des prêtres de son pays qui leur chanteroient la messe, *voulist le pape ou non.*

Artevelle à la tête d'un corps de Flamands, vint ravager le Tournaisis. Les comtes de Salisbury & de Suffolc, qui pour lors étoient en garnison à Ypres, en sortirent dans l'intention de se joindre à lui : ils furent attaqués à moitié chemin, vaincus, & faits prisonniers par un détachement de la garnison de Lille. Artevelle ayant appris cete déroutte, se retira.

Au commencement du printemps le duc de Normandie entra dans le Hainaut, l'épée d'une main & le flambeau de l'autre : il pénétra jusqu'à la capitale de cete province, & *volerent*, dit Froissard, *les flammèches jusqu'à Valenciennes.* Après avoir défolé le Hainaut, il rassembla ses troupes dispersées, & s'attacha au siege de Thyn-l'Evêque, dont la garnison incommodoit par des courses fréquentes la ville de Cambrai. Cete petite place fit une vigoureuse résistance ; mais pour en presser la réduction, les François s'aviserent de lancer par le moyen de leurs machines, les chevaux & autres animaux qui mouroient dans leur camp. La corruption de ces corps infecta bientôt l'air, & les assiégés demandèrent à capituler. Ils convinrent de se rendre, si le comte de Hainaut ne paroissoit dans quinze jours avec une armée capable de faire lever le siege. Le comte y acourut avec toutes les forces des Pays-Bas : Artevelle lui amena soixante mille Flamands.

Le duc de Normandie fit donner avis au roi, son pere, de l'arivée de cete armée. Philippe partit aussitôt de Péronne avec un corps de troupes pour renfor-

Ann. 1139.
Les Flamands
sont excom-
muniés.

Froissard.
Chroniq. de
Fland.

Le duc de
Normandie ra-
vage le Hai-
naut.

Siege & prise
de Thyn-l'E-
vêque.

Froissard.

Ann. 1339.

cer l'armée Françoisë. Le roi, par l'effet d'un scrupule singulier, en entrant dans le Cambrésis, se démit du commandement, & ne parut dans l'armée que comme un simple *soudoyer*, afin, disoit-il, de remplir le serment qu'il avoit fait de ne jamais entrer à main armée sur les terres de l'empire. Le comte de Hainaut envoya demander la bataille jusqu'à trois fois; mais on lui répondit toujours qu'on se consulteroit. Il fut obligé de se retirer sur les remontrances des chefs de l'armée, & sur-tout du duc de Brabant, qui lui fit comprendre qu'on ne pouvoit que difficilement passer l'Escaut, qui séparoit les deux armées, pour aler forcer les François dans leur camp, & que si ce désavantage leur faisoit perdre la bataille, ils ne seroient plus en état de secourir le roi d'Angleterre. Il falut abandonner le secours de la place, dont cependant la garnison trouva moyen de s'évader dans des bateaux préparés sur l'Escaut.

Ann. 1340.

On étoit instruit en France du temps auquel Edouard avoit fixé son départ. La flotte destinée à traverser son passage fut augmentée. Le roi manda aux trois amiraux de cete flotte, qu'ils se tinssent à la hauteur des ports de Flandre, afin de s'oposer au débarquement des Anglois, ajoutant que si par leur faute, Edouard abordoit, *il les feroit de male mort mourir*.

Combat naval de l'Ecluse.

Le monarque Anglois ayant réglé tous les préparatifs de son expédition, partit du port de Douvres le 22 Juin 1340. Le lendemain il rencontra la flotte Françoisë composée de six vingts gros vaisseaux, sans compter les petits bâtimens apelés Hanguelots : elle l'atendoit entre l'Ecluse & Blangueberge. Il ne balança pas à livrer le combat : il fit passer à son ariere-garde les vaisseaux qui portoient *une infinité de comtesses, baronnes, chevaleres, & bourgeoises; qui alloient à Gand saluer la reine d'Angleterre*. Les Anglois firent une manœuvre qui ne contribua pas peu au succès de cete action, en tournant la flotte Françoisë, & gagnant par ce moyen l'avantage du soleil & le dessus du vent. Les François étoonnés de ce mouvement, ce qui témoigne
assez

Froissard.

assez leur inexpérience, l'attribuerent à la frayeur ; mais ils changerent bientôt d'opinion , lorsqu'ils virent les ennemis s'avancer sur eux à voiles déployées. Ce combat fut le plus terrible qu'on eût encore vu sur la mer depuis le commencement de la monarchie. Si les François avoient quelque avantage par le nombre, les Anglois avoient celui de voir à leur tête leur intrépide monarque , qui disposa son armée navale avec toute la prévoyance & tout le génie du capitaine le plus expérimenté, & combattit en héros : blessé à la cuisse d'un coup de fleche, il ne perdit jamais un moment ce sang froid qui caractérise les grands hommes, se portant partout, donnant ses ordres avec précision, & multipliant, pour ainsi dire, sa présence par son activité. Les François lui disputèrent la victoire avec une bravoure inconcevable. Le combat avoit déjà duré long-temps , sans qu'aucun des deux partis pût s'attribuer la supériorité, lorsque les vaisseaux Flamands, jusque-là spectateurs de l'action, vinrent se joindre aux escadres Angloises : ce renfort décida de la fortune de cete journée. La défaite fut sanglante : les historiens les plus modérés font monter la perte à vingt mille hommes ; d'autres la portent jusqu'à trente mille, & quatre-vingt-dix vaisseaux pris ou coulés à fond. On attribue en partie la cause de ce malheur, à la mésintelligence des trois amiraux Kyriel, Barbevere & Bahuchet : ce dernier ayant été tué dans le combat, fut pendu au mât d'un navire par ordre du roi d'Angleterre , qui vengea peu généreusement par cete exécution sur un ennemi mort, les ravages commis dans ses Etats.

Ann. 1340.

*Spicil. Contin.
Nang. tom. 1.*

*Spicil. Contin.
Nang. tom. 3.*

Edouard ayant tenu la mer le reste du jour, le lendemain entra victorieux dans le port de l'Ecluse, d'où il se rendit à Gand. Il assista dans cete ville au traité d'union ofensive & défensive entre les Etats de Flandre, de Brabant & de Hainaut. Après avoir réuni toutes les forces des aliés, il forma le siege de Tournai qui avoit été projeté dès l'année précédente. L'armée employée à ce siege, étoit composée de cent vingt

Edouard assié-
ge Tournai.

Froissard.

*Spicil. Contin.
Nang.*

Tome IV.

* P p p

Ann. 1340.

mille hommes Anglois, Allemands, Brabançons, Hennuyers & Flamands. Godemar du Fay, gouverneur de cete ville, s'étoit préparé à faire une bele défense, assuré de la bonne volonté des habitants & de la garnison, & secondé de l'élite de la chevalerie Françoisë, qui s'étoit jetée dans la place au moment qu'on eut appris qu'elle aloit être investie: ces braves guerriers furent encore soutenus par la présence du comte d'Eu, connétable de France, du comte de Guines son fils, des deux maréchaux Robert Bertrand & Mathieu de Trie, de Geofroi de Charny, du sire de Châtillon, & de quantité d'autres seigneurs.

Dès les premieres atakes, Edouard comprit que la réduction de la place lui coûteroit plus qu'il ne se l'étoit imaginé: il craignit dès-lors l'événement d'une entreprise qui ne lui promettoit pas un succès plus heureux que devant Cambrai.

Cependant le roi, qui sur la nouvele de la bataille de l'Ecluse, avoit abandonné les frontieres du Hainaut, rassembloit toutes ses forces dans l'Artois. L'armée étant réunie, il partit d'Arras, & vint camper entre Lille & Douai.

Entreprise de
Robert d'Ar-
tois sur Saint-
Omer.

*Spicil. Cont.
Nang.*

Froissard.

Robert d'Artois commandoit un corps de cinquante mille hommes, composé en grande partie des milices de Flandre. Ce prince, pendant qu'Edouard étoit occupé au siege de Tournai, voulut tenter celui de S. Omer. Une partie de cete armée mal disciplinée s'étant détachée pour piller aux environs de la ville, le comte dauphin d'Auvergne, ou (si l'on s'en raporte au continuateur de Nangis) le duc de Bourgogne qui commandoit en personne dans la place, assisté du seigneur de Rochefort & du vicomte de Thouars, fit une sortie à la tête d'une partie de la garnison: les Flamands furent taillés en pieces, laisserent quatre mille des leurs sur la place, & regagnerent le camp. Il ne fut pas possible de rassurer les fuyards: bientôt la terreur devint générale, & malgré les sollicitations du comte & celles de Jacques d'Artevelle qui l'accompagnoit, ces troupes se disperserent entièrement.

Le siege de Tournai n'avançoit point : le roi ayant passé le pont de Bovines, & s'étant campé à deux lieues de la ville, se contentoit de férer l'armée ennemie & de la harceler continuellement. Edouard comprit cete manœuvre, & sentit de quele conséquence il étoit pour lui de sortir d'embaras par une action décisive. Dans ce dessein il envoya un héraut à l'armée Françoisë, chargé de présenter au roi un cartel (a) dans lequel il

Ann. 1340.
Edouard en-
voie un cartel
au roi.

Rymer, *ass.*
publ. tom. 2.
p. 4.

(a) Voici la forme de ce cartel :

Philippe de Valois. Par long-temps avons poursuiwi pardevers vous, par menages & toutes autres voies que nous scävissions raisonnables, afin que nous voussiez avoir rendu notre droit héritage de France que vous nous avez long-temps détenu & à grand tort occupé, & pour ce que nous voyons bien que vous êtes en entent de persévérer en votre injurieuse détention sans nous faire raison de notre demande, nous sommes entrés en la terre de Flandre, comme seigneur souverain d'icelle, & passé parmi les pays, & vous signifions que pris avec nous l'aide de notre Seigneur Jésus-Christ & notre droit, avec le pouvoir dudit pays, & avec nos gens & aliés, regardants le droit que nous avons à l'héritage que vous nous détez à votre tort, nous nous treons (*adressons*) vers vous pour mettre bref fin à notre droiture challaunge *, si vous voilliez aprocher ; & pour ce que si grand poët (*puissance*) de gens assemblés qui viennent de notre part, & que bien cuidons (*croions*) que vous aurez de votre part, ne se poutont mie long-temps tenir ensemble sans faire grieve destruction au peuple & au pays, laquelle chose chacun bon chrétien doit eschuer (*éviter*) & spécialement princes & autres qui se tiennent gouverneurs de gens, si désirons moult que brief point se prit pour eschuer mortalité de chrétiens : ainsi comme la querelle est apparent à nous & à vous, que la discussion de notre challaunge se fit entre nos deux corps, à laquelle chose nous nous offrons pour les causes dessusdites, comment que nous pensons bien la grand noblesse de votre corps, de votre sens aussi & avivement, & en cas que vous ne voudriez celle voie, que adonques fur mis notre challaunge pour afiner icelle par bataille de corps de cent personnes des plus suffisantes de votre part, & nous autres tant de nos gens liges ; & si vous ne voilliez l'une voie, ne l'autre, que vous nous assigniez certaine journée devant la cité de Tournai, pour combattre pouvoir contre pouvoir dedans ces dix jours prochains après la date de ces lettres. Et nos offres dessusdites vonlons par tout le monde être connues, ja que ce est notre desir, ne mie par orgueil, ne surcuidance, mais par les causes dessusdites, afin que la volonté N. S. J. C. montrée en nous, repos puisse être de plus en plus entre chrétiens, & que par ce les ennemis de Dieu puissent être résistés, & chrétienté en saulée ; & la voie sûre que élite voilliez des offres dessusdites, nous voilliez signifier par le porteur de ces lettres & par les vôtres, en lui faisant hative délivrance. Donné dessous notre privé scel à Chayn sur les champs de Tournai, le 16 du mois de Juillet, l'an de notre regne de France primer, & d'Angleterre quatorzieme.

* Demande
en restitution.

Le roi répondit en ces termes : Philippe par la grace de Dieu, roi de France ; à Edouard, roi d'Angleterre. Nous avons vu vos lettres apportées à notre cour de par vous à Philippe de Valois, en queles lettres étoient contenues aucunes

Ppp ij

Ann. 1340.

lui propoſoit de terminer leurs différends par le duel ou par le combat de cent contre cent ; ou ſi ces deux propoſitions ne pouvoient être acceptées , il le ſommoit de convenir du jour pour une bataille générale. Ce défi étoit adreſſé à Philippe de Valois , ſans y ajouter le titre de roi. Philippe y répondit avec autant de décence que de dignité , qu'encore que par la ſouſcription de ſa lettre il ne dût pas juger que le défi ſ'adreſſât à lui , il vouloit bien cependant lui apprendre qu'en qualité de vaſſal il ne lui convenoit pas de défier ſon ſeigneur ; que malgré cete irrégularité , il pouroit accepter la propoſition , ſ'il vouloit remettre à l'événement du combat , le royaume d'Angleterre contre celui de France ; qu'au reſte il eſpéroit que Dieu manifefteroit la juſtice de ſes armes.

Tieve.
Froiffard.
Chroniq. de
Fland.

Cete démarche n'ayant pas réuſſi , Edouard ſe trouvoit dans une ſituation très difficile ; expoſé à perdre ſa réputation & ſes troupes , qui dépériſſoient tous les jours.

requêtes que vous faites audit Philippe de Valois , & pour ce que leſdites lettres ne venoient pas à nous , comme apert clairement par la teneur des lettres , nous ne ſeiſſions nule répoſe ; néanmoins pour ce que nous avons entendu par leſdites lettres & autrement , que vous êtes entré en notre royaume & contre notre peuple , mais de volonté ſans nule raiſon , & non regardant ce que homme-lige doit garder à ſon ſeigneur : car vous êtes entré encontre votre hommage-lige , en nous reconnoiſſant , ſi comme raiſon eſt , roi de France , & avez promis obéiſſance , ſi comme l'on doit promettre à ſon ſeigneur lige , ſi comme apert plus clairement par vos lettres-patentes , ſcélées de votre grand ſcel , leſqueles nous avons pattevers nous , & deſqueles vous devez avoir autant devers vous. Notre entente ſi eſt , quand bon nous ſemblera , de vous jeter hors de notre royaume , à l'honneur de nous & de notre royaume , & en profit de notre peuple , & à ce faire avons ferme eſpérance en Jéſus-Chriſt , dont toute puiſſance nous vient ; car par votre entrepriſe qui eſt de volonté & non raiſonnable , eſt empêché le ſaint voyage d'Ouſtremer , & grant quantité de gens chrétiens mis à mort , le ſervice divin apceſſé & ſainte égliſe en moindre révérence. Et de ce que écrit avez que vous entendez avoir l'oſt (*l'armée*) des Flamings , nous cuidons (*crojons*) que les bonnes gens & les communes du pays ſe porteroient par tele maniere pardevers notre couſin le comte de Flandre , leur ſeigneur ſans meine (*immédiat*) & nous leur ſeigneur ſouvetain , qu'ils garderont leur honneur & leur loyauté , & pour ce que ils ont mépris juſque à cy , ce a été par mauvais conſeil de gens qui ne regardent pas au profit commun , ne à l'honneur du pays , mais au profit de eux tant ſeulement. Donné ſous les camps près de la Priorté de Saint-Andren , ſous le ſcel de notre ſecret , en l'abſence du grand , le 30 jour de juy , l'an de grace 1340. *Rym. aſ. publ. tom. 2, part. 4, p. 80.*

Il falut recourir aux négociations pour se tirer de ce mauvais pas. Jeanne de Valois, bele-mere de ce prince, sœur du roi de France, & veuve du dernier comte de Hainaut, après la mort de son époux, s'étoit renfermée dans l'abaye de Fontenelles: elle sortit de sa retraite dans la vue de ménager quelque acommodement entre ces deux rois, dont l'un étoit son frere & l'autre son gendre. Cete vertueuse princesse leur fit agréer sa médiation. Elle assista aux trois conférences qui se tinrent entre les députés des deux couronnes. Ce ne fut qu'à la dernière, qu'on demeura d'accord de signer une treve jusqu'à la saint Jean de l'année suivante. Le traité aloit être conclu, lorsqu'une difficulté qu'on n'avoit pas prévue, y apporta un nouvel obstacle. Edouard ne vouloit point absolument renoncer à ce vain titre de roi de France, & Philippe exigeoit qu'il cessât de s'en servir. Après avoir long-temps agité cete question dans la dernière conférence, il fut enfin réglé que les plénipotentiaires des deux partis seroient inscrits de suite dans l'acte du traité avec la qualité de députés des rois d'Angleterre & de France: ce ne fut pas sans peine qu'on éluda la difficulté à la faveur de cete dénomination indistincte. Tous les aliés furent compris dans cete treve qui devoit commencer en Flandre du jour de l'acceptation; dans vingt jours pour la Guienne, & dans vingt-cinq jours en Écosse; & en cas de refus de la part des Ecoissois, le roi s'obligeoit à la neutralité.

Après la retraite des Anglois, le roi récompensa le zele & la fidélité des habitants de Tournai, par le rétablissement de leurs privileges. Les députés de cete ville étant venus à Lille pour saluer le roi, ce prince les reçut avec tous les témoignages de bonté que méritoit leur atachement: *il leur rendit leur loi* qu'ils avoient perdue depuis long-temps, leur permettant d'élire des prévôts & des jurés selon leurs anciens usages, leur confiant la garde de leur ville, & leur laissant la liberté de se choisir des gouverneurs. Aussi-tôt que la treve fut publiée, l'évêque de Senlis leva l'interdit jeté sur la

Ann. 1340.
Spicil. Cont.
Nang.
Rymar, éd.
publ. tom. 2,
Part. 4.

Froiffard.

Chroniq. de
Flandre.

Ann. 1340.
Spicil. Cont.
 Nang.

Flandre ; mais le pape qui n'avoit pas été consulté , refusa de confirmer cete absolution : ce ne fut que long-temps après , sous le pontificat d'Innocent VI , que l'excommunication fut entièrement levée.

On se flata que la suspension d'armes pouroit conduire à la conclusion d'une paix solide. Il se tint pour cela des conférences à Arras , où les légats du pape assistèrent en qualité de médiateurs ; mais la persévérance d'Edouard dans ses anciennes prétentions , rendit l'accord impraticable : il falut se contenter d'une prorogation de la treve pour deux années.

Une treve n'étoit pour Edouard , qu'un moyen de gagner du temps , afin de se préparer à recommencer la guerre à la premiere occasion. Il n'eût jamais consenti à l'accommodement qui avoit été réglé devant Tournai , s'il ne s'y étoit vu contraint par sa situation. Il n'avoit pas tiré tous les avantages qu'il s'étoit promis de ce grand nombre d'aliés qui avoient épuisé ses finances : ligue plus formidable en apparence qu'en effet. Il avoit long-temps amusé le duc de Brabant de l'espérance du mariage de sa fille avec le prince de Galles. Le duc qui s'étoit aperçu de cete ruse politique , s'étoit refroidi , & ne le secondoit plus que très foiblement : il avoit même été soupçonné pendant le siege de Tournai , d'avoir laissé passer par son quartier plusieurs convois pour les assiégés : les alliances contractées avec les princes d'Allemagne , avoient été plus onéreuses qu'utiles , & le titre de vicaire de l'Empire , qui lui avoit été vendu si chèrement , n'avoit servi qu'à lui attirer des reproches de la part du pape. Louis de Baviere , toujours brouillé avec la cour d'Avignon , mal affermi sur le trône impérial , inconstant par nécessité , & que l'intérêt présent pouvoit seul déterminer , traitoit alors secrètement avec le roi de France. Philippe lui promit d'employer son crédit pour le réconcilier avec le saint siege. L'empereur flaté de cete offre , se laissa gagner : il ne cherchoit plus qu'un prétexte pour se déclarer ouvertement : il le trouva dans la treve qui avoit été

Rymer , *ad.*
publ. tom. 2.
 p. 3.
 Froissard.
Chroniq. de
Flandre.

conclue à Tournai. Il manda au roi d'Angleterre que puisqu'il avoit traité sans sa participation, il se croyoit suffisamment dégagé des aliances contractées, & qu'en conséquence il révoquoit le titre de vicaire de l'Empire, lui offrant au surplus sa médiation pour terminer à l'amiable les différends entre les deux couronnes. Edouard d'ailleurs étoit rapelé en Angleterre par les progrès du jeune roi d'Ecosse.

David de Brus, qui étoit toujours demeuré en France depuis la perte de ses Etats, avoit profité de l'absence d'Edouard. Assisté d'un puissant secours que lui fournit le roi, il passa en Ecosse, se remit en possession d'une partie des places conquises, & pénétra jusqu'en Angleterre. Il étoit attaché au siège de Salisbury, lorsque le monarque Anglois revint à Londres: ce prince rassembla aussi-tôt son armée, & la fait marcher au secours de la place, dont la garnison, animée par la présence & par les exhortations de la bele comtesse de Salisbury, se défendoit avec une valeur incroyable. Les Ecossois se retirèrent à l'approche des troupes Angloises. Edouard ne voulut point partir sans avoir remercié la comtesse, & sans l'avoir félicitée sur sa généreuse résistance. Il fut ébloui des charmes de cete dame, qui, au raport des historiens contemporains, étoit la plus bele femme de l'Angleterre. L'amoureux prince lui fit une déclaration, qu'elle reçut avec autant de dignité que de sagesse: *Jamais je ne vis, lui disoit-il, si noble, si frisque, ni si bele dame. Le doux maintien, le parfait sens, la grace, la grande noblesse & la beauté que j'ai trouvées en vous, m'ont si fort surpris, qu'il convient que je vous aime: car nul éconduit ne m'en pourroit ôter. Chier sire, répondit-elle, ne me vueillez-mye mocquer ne tenter: je ne pourrais cuider (croire) que ce fût à certes ce que vous dites, ni que si noble & gentil prince comme vous, eût pensé à déshonorer moi & mon mari qui est si vaillant chevalier, & qui tant vous a servi, & encore gît pour vous en prison. Le roi, encore plus enflammé par cete réponse, passa le reste de la journée à Salisbury, enchanté de la*

Ann. 1340.

Rymar, *ed.*
publ. tom. 2.
part. 4. p. 104
& 105.

Affaires d'E-
cosse. David
de Brus ren-
tre dans ses
Etats. Siège de
Salisbury.

Froissard.

Amours d'E-
douard & de
la comtesse de
Salisbury.

Ibid.

Ann. 1340.

dame & désespéré de ses rigueurs. En la quittant, il redoubla ses empresses. *Chier sire*, lui dit la comtesse, *Dieu le Pere glorieux vous veuille conduire & ôter de vilaine pensée, car je suis & serai toujours apareillée de vous servir à votre honneur & au mien.* Quoiqu'il fût mortifiant pour un monarque tel qu'Edouard de voir payer son amour d'un *Dieu vous conduise*, il ne put y renoncer.

Institution
de l'ordre de
la Jaretiere.

Ibid.

Chroniq. de
Flandre.

Quelque temps après, il donna une fête à Londres, à laquelle furent invités tous les grands de son royaume: on n'oublia pas le comte de Salisbury qui s'y rendit avec sa femme. Ce fut à cete fête que la comtesse en dansant laissa tomber sa jaretiere: Edouard la releva avec empressement: il lui échapa même, en voulant la ratacher, un geste indiscret qui la fit rougir: la vivacité de cete action fut remarquée de tout le monde. *Honny soit qui mal y pense*, dit le roi à ses courtisans, qui ne pouvoient dissimuler leur surprise. Enchanté de cete faveur, quoiqu'il ne la dût qu'au hasard, il institua quelques années après cet événement, un ordre de chevalerie à l'instar des anciens chevaliers de la table ronde. Les seigneurs admis dans cet ordre au nombre de vingt-six, furent apelés *les chevaliers du bleu jartier* (de la jaretiere bleue) qu'ils portoient à la jambe gauche avec la devise en broderie: *Honny soit qui mal y pense*. Le roi choisit la fête de saint Georges, sous les auspices duquel cete illustre société étoit instituée, pour en célébrer la solennité, qui devoit être renouvelée tous les ans à pareil jour. Le nombre des chevaliers n'a jamais excédé celui de vingt-six, comme il étoit fixé lors de l'établissement. Rapin Thoyras, contre le témoignage de plusieurs écrivains qui vivoient du temps d'Edouard, ou peu d'années après ce prince, traite de fable l'histoire des amours du roi d'Angleterre & de la comtesse de Salisbury: il ne peut cependant s'empêcher de convenir que la devise, *Honny soit qui mal y pense*, s'accorde avec la circonstance rapportée ci-dessus, & que de toutes les interprétations qu'on a voulu donner à l'emblème

l'emblème mystérieux de l'ordre de la jaretie , c'est la seule qui satisfasse. On a prétendu que dans la fuite la comtesse , après une longue résistance , céda enfin à la passion de son souverain , & que le comte son époux , indigné de cet outrage , s'en vengea par une perfidie , en découvrant au roi de France les secrets de l'Etat ; qu'il lui révéla entre autres les noms de quantité de seigneurs & chevaliers François qui avoient fait des traités particuliers avec le roi d'Angleterre : c'est à cete découverte qu'on atribue l'emprisonnement & la mort des seigneurs Bretons & Normands , qui furent arêtés par ordre du roi , & conduits à Paris , où ils furent exécutés.

Ann. 1340.

La prorogation de la treve faisoit espérer du-moins quelques années de tranquillité , lorsqu'un nouveau sujet de rupture raluma la guerre plus vivement que jamais. Jean III , surnommé le Bon , duc de Bretagne , avoit acompagné le roi au siege de Tournai : après la conclusion du traité , il reprit la route de ses Etats par la Normandie , & tomba dangereusement malade à Caen. Ce vertueux prince n'eut pas la consolation d'emporter au tombeau la certitude de l'exécution des mesures qu'il avoit prises , ainsi qu'on l'a vu ci-dessus , pour assurer à Jeanne sa niece , épouse de Charles de Blois , la paisible possession de son héritage. Il dut prévoir la longue & sanglante querele que sa succession aloit produire. Jean , comte de Montfort , son frere , qui étoit auprès de lui , lorsqu'il fut frappé de la maladie qui l'emporta , le sollicitoit sans cesse de disposer de ses Etats en sa faveur. *Beau frere* , lui dit le duc expirant , *vous faites mal de me charger , car vous ne devriez point vouloir que je chargeasse l'ame de moi*. Ce prince cher à ses aliés , estimé de ses ennemis même , adoré de ses sujets qu'il rendit heureux par la justice & la douceur de son gouvernement , mourut universélement regretté : son corps fut transporté en Bretagne , & inhumé dans l'église de Ploermel.

Mort du duc
de Bretagne.

Après le décès du duc , le comte de Montfort vint à
Tome IV.

* Q99

Ann. 1341.

Le comte de
Montfort s'em-
para d'une par-
tie de la Breta-
gne.

Rymer, *añ.*
publ. tom. 2,
part. 4.

Froissard.

Il passe en
Angleterre.

Rymer, *añ.*
publ. tom. 2,
p. 3.

Ibid. part 4,
p. 112 & suiv.

Ibid. p. 121.

Il est cité
à la cour des
pairs.

Froissard.
Argentré,
hist. de Bret.

Nantes, s'empara de ses trésors, se fit reconnoître dans cete ville héritier des Etats de son frere, & souverain légitime de la Bretagne. Il fit publier une convocation générale des députés des villes & des principaux seigneurs de la province, pour venir lui prêter serment de fidélité & lui faire hommage. En attendant qu'ils fussent assemblés, il se rendit en diligence à Limoges, où il trouva encore des sommes considérables que le prince défunt y avoit déposées. Il revint ensuite à Nantes, afin de se trouver à l'assemblée qu'il avoit indiquée; mais il eut la mortification de voir que personne ne s'y rendit. un seul seigneur, c'étoit Henri de Léon, vint le reconnoître. Il ne se découragea pas cependant pour ce premier inconvénient. Les trésors dont il s'étoit rendu maître, le mirent en état de lever des troupes, avec lesquelles il marcha à Brest, dont il s'empara. Rennes, Hennebon, Aurai, & quantité d'autres places subirent le même joug.

Malgré la rapidité de ces conquêtes, prévoyant que le roi de France ne le laisseroit pas tranquille possesseur du duché au préjudice de Charles de Blois, il passa en Angleterre dans le dessein de se ménager l'appui d'Edouard. Ce roi, dont l'ambition ne demeureroit jamais oisive que par nécessité, ne manqua pas de saisir cete occasion. Lorsque le duc vivoit, le monarque Anglois avoit reconnu la légitimité incontestable des droits de Jeanne: il la demandoit alors en mariage pour son frere; mais Montfort s'atachoit à lui, & lui rendoit hommage. Il étoit outre cela possesseur des trésors trouvés à Nantes & à Limoges, qu'il s'offroit de lui prêter: il reconnut que son droit étoit le plus juste.

Pendant que Montfort travailloit efficacement à s'assurer de la plupart des places de la Bretagne, Charles de Blois sollicitoit le roi son oncle de soutenir la justice de sa cause. Philippe ayant consulté les pairs du royaume, il fut décidé que la voie la plus raisonnable étoit d'appeler les deux parties à la cour, & de les entendre avant que de prononcer sur leurs prétentions récipro-

ques. En conséquence de cete délibération , on envoya sommer Montfort de comparoître. Les députés chargés de cete commission, le trouverent à Nantes : il les reçut bien , & promit de se rendre à l'invitation. En effet, on le vit bientôt ariver à Paris acompagné de quatre cents seigneurs , barons & chevaliers de la province. Le roi lui fit un accueil assez sévere, lui reprocha de s'être emparé de la Bretagne au mépris des loix & contre les dernieres dispositions du duc , & d'en avoir fait hommage au roi d'Angleterre. Ce dernier reproche surprit Montfort ; il convint qu'effectivement il étoit passé en Angleterre ; mais il assura qu'il n'avoit point fait hommage à Edouard : à l'égard de ses prétentions, il entreprit de les justifier. Le roi lui imposa silence, en disant que la cour des pairs prononceroit sur ce différend , dans le terme de quinze jours , pendant lesquels il lui fut défendu de s'absenter de Paris.

Montfort reconnut , mais trop tard , la faute qu'il avoit commise , en se livrant imprudemment au pouvoir du roi, qui ne paroissoit pas disposé en sa faveur : il n'y avoit qu'une prompte fuite qui pût le dérober au danger qui le menaçoit. Il dissimula pendant quelques jours , se montrant avec une contenance assurée : une maladie affectée lui fournit un prétexte spécieux de ne plus paroître en public : à la faveur de cete feinte , il disparut déguisé en marchand , & regagna la Bretagne. La plupart des domestiques qu'il avoit laissés dans son hôtel à Paris , ignorant son absence , continuoient leur service comme s'il eût été présent : ce stratagème fut cause qu'on ne s'aperçut de son évasion , que lorsqu'il étoit déjà rendu à Nantes.

Le roi fut très irrité de cete fuite : cependant on travailla à l'instruction du procès. Le comte de Montfort en partant , avoit laissé des agents chargés de poursuivre l'affaire en son nom. Les deux parties fournirent leurs mémoires & requêtes qui leur furent respectivement communiquées. Par la coutume de Bretagne , où la représentation a lieu , le droit de Charles de Blois ,

Ann. 1341.

Procès entre Charles de Blois & le comte de Montfort, pour la succession de la Bretagne, jugé en faveur de Charles de Blois.

Ann. 1341.

Mémoires
de la Chambre
des comptes,
reg. S. Jusf. fol.
16.

Argentré.

comme époux de Jeanne, fille de Guy, frere aîné du comte de Montfort, paroïssoit invinciblement établi; mais le comte de Montfort soutenoit que cete coutume, véritablement observée en Bretagne pour les biens des sujets, ne pouvoit avoir lieu pour la souveraineté même du pays; qu'autrement ce seroit juger le chef par les membres; que la Bretagne relevant de la couronne de France depuis l'hommage qui en avoit été fait par le duc Pierre de Dreux, dit Mauclerc, & renouvelé par Jean le Roux son fils, & de plus, ayant été érigée en pairie par Philippe-le-Bel, la succession de ce duché devoit être réglée par les loix générales du royaume dont il relevoit. Voilà ce que Montfort put proposer de plus favorable à sa cause. Charles de Blois répondit au contraire, que de toute ancienneté les princes & seigneurs Bretons avoient suivi constamment la coutume & les loix de leur province, sans qu'on pût prouver qu'on en eût admis de particulieres pour les anciens rois, comtes, ou ducs; que l'hommage purement volontaire qui en avoit été fait au roi de France, & l'érection en pairie n'avoient pu altérer ce premier état, ni changer l'ancienne constitution. Ces raisons présentées de part & d'autres furent suivies d'enquêtes dont l'objet étoit de vérifier plusieurs exemples & faits dont les prétendants apuyoient leurs droits. Les agents du comte de Montfort, prévoyant par la suite des procédures, que leur cause aloit succomber, présenterent une requête afin d'obtenir un délai pour produire de nouveaux témoins, & faire de nouvelles informations; mais le roi ne jugea pas à propos de l'accorder, trouvant la question suffisamment éclaircie par les moyens proposés respectivement, & par les informations précédentes. Le 7 Septembre 1341, fut rendu le célèbre arrêt de Conflans. La cour, *suffisamment garnie de pairs*, le roi y étant, prononça que, nonobstant toute opposition, Charles de Blois, au titre de Jeanne son épouse, seroit reconnu duc & pair de Bretagne, & admis en cete qualité à faire foi & hommage au roi.

Le duc de Normandie entra aussi-tôt en Bretagne pour assurer l'exécution de cet arrêt. Il étoit à la tête d'une puissante armée, conduisant avec lui Charles de Blois. Les troupes s'assemblerent à Angers, où se rendirent le comte d'Alençon, frere du roi, le comte de Blois, le duc de Bourgogne, le duc de Bourbon, Jacques de Bourbon son frere, le comte de Penthievre, Louis d'Espagne, le comte d'Eu connétable, le vicomte de Rohan, & quantité d'autres seigneurs. L'armée, après avoir pris Chantocceaux, vint mettre le siege devant Nantes: les atakes furent poussées vivement: les habitants & la garnison se défendirent avec une vigueur égale; mais la prise de deux cents bourgeois dans une sortie, intimida les autres; il se tint des assemblées secretes dans lesquelles il fut résolu de livrer la ville au duc de Normandie: ce qui fut exécuté sans que le comte de Montfort en eût le moindre soupçon. Les François s'étant rendus maîtres de la ville, s'avancerent jusqu'au château, où Montfort fut fait prisonnier, conduit à Paris & renfermé dans la grosse tour du Louvre. On a prétendu que cete intrigue avoit été conduite par Henri de Léon, mécontent de Montfort qui l'avoit menacé. D'autres ont écrit qu'il y eut un traité par lequel le comte s'obligea d'aler à Paris se présenter au roi, & de remettre la ville de Nantes en sequestre entre les mains du duc de Normandie; & que malgré le fauf-conduit, il fut arrêté.

La querelle étoit décidée sans la magnanime résolution de la comtesse de Montfort, qui ranima seule un parti qui paroissoit entièrement abatu. Tous les historiens se sont réunis pour rendre à cete héroïne la justice due à son courage: elle fut la gloire de son sexe, & mérita par ses vertus, l'admiration de son siecle & de la postérité. *Cete princesse, dit d'Argentré, étoit vertueuse outre tout naturel de son sexe, vaillante de sa personne autant que nul homme: elle montoit à cheval, elle le manioit mieux que nul écuyer, elle combattoit à la main, elle couroit, donnoit parmi une troupe d'hommes-*

Ann. 1341.

Le duc de Normandie entre en Bretagne: prise de Nantes.

Arg. Froiss.

Guill. de S. André, poëme. Spicil. Cont.

La comtesse de Montfort soutient la guerre.

Ann. 1141.

d'armes comme le plus vaillant capitaine : elle combattoit par mer & par terre tout de même assurance ; & quant au conseil , elle sçavoit dresser une bataille , garder une place , traiter avec les princes , aviser aux choses requises , assiéger & soutenir le siege , endurer la fatigue comme le plus vaillant des hommes : elle ne fit rien moins de sa main & de son conseil , que les plus zèles partisans de son mari & de son fils. Elle étoit à Rennes , lorsqu'elle reçut la nouvelle de la prise de son mari. Après avoir donné les premiers mouvements à la douleur , on la vit subitement montrer une grandeur dame supérieure à sa fortune : elle fut la première à ranimer les cœurs de tous les seigneurs atachés à sa maison : elle parcourut toutes les villes qui tenoient son parti. Sa seule présence suffit pour les maintenir dans la fidélité ; on la voyoit dans les assemblées portant entre ses bras le jeune prince son fils , à peine âgé de trois ans , montrant à ses sujets ce gage précieux de sa tendresse & de leur attachement , & faisant passer dans l'ame de ceux qui l'écoutoient , son intrépidité & le desir de la vengeance.

Siege & prise
de Rennes.
Froissard.

A peine le printemps étoit-il commencé , que Charles de Blois rentra en campagne , espérant terminer promptement une guerre qui n'étoit plus soutenue que par une femme. Il forma d'abord le siege de Rennes , où la comtesse avoit laissé Guillaume de Cadondal pour gouverneur. Aymeri de Clifton fut envoyé en Angleterre , afin de solliciter du secours. Edouard envoya des troupes sous la conduite de Gautier de Mauny : les vents contraires les retinrent en mer pendant quarante jours. Rennes dans cet intervalle de temps se rendit , les habitants s'étant soulevés , & ayant arrêté & emprisonné leur gouverneur qui s'y oposoit.

Siege d'Hennebon.

Après cete réduction , Charles de Blois marcha vers Hennebon , où la comtesse de Montfort s'étoit retirée. C'étoit la plus forte place de la Bretagne , & les assiégés étoient encore animés par la présence & par l'exemple de leur incomparable héroïne. Elle fit des prodiges de valeur : les plus rudes assauts se succédoient presque

sans interruption : armée de pied en cap, on la voyoit combattre sur la breche, courir à tous les postes, encourager ses gens, les faire avancer, les soutenir. Durant la plus terrible de ces atakes, elle monta au sommet de la forteresse, & de-là découvrant que la plus grande partie de l'armée ennemie étoit occupée à l'assaut, elle descend avec précipitation, monte à cheval, suivie de cinq cents hommes, sort par une porte éloignée de l'ataque, & fond avec la rapidité d'un éclair dans le camp des assiégeants. Elle renverse tout ce qui s'opose à son passage : tout fuit devant elle. Les tentes sont arrachées ou livrées aux flammes. Bientôt l'embrasement du camp est aperçu par les assiégeants : ils abandonnent l'assaut pour arrêter l'incendie. La comtesse rassemble sa troupe & veut rentrer dans Hennebon ; mais les ennemis se trouvant entre elle & la ville, elle tourne bride & prend la route d'Aurai, où elle arriva heureusement, laissant ses ennemis aussi surpris, que saisis d'admiration, lorsqu'ils apprirent que c'étoit la comtesse en personne qui leur avoit donné une alarme si vive. Cinq jours après, elle revient à la tête de sa petite troupe, force un des quartiers des assiégeants, & rentre dans la ville à la vue de l'armée.

Cependant, malgré tant de valeur & une résistance si opiniâtre, le siege d'Hennebon étoit poussé avec une vivacité qui laissoit peu d'espérance aux assiégés de pouvoir tenir plus long-temps sans courir le risque d'être emportés d'assaut. Dans cete extrémité l'on parla de se rendre : la comtesse voulut envain s'opposer à cete résolution. L'évêque de Léon convint avec Henri de Léon son frere, qui étoit dans le parti de Charles de Blois, de lui remettre la place. La capitulation aloit être signée, lorsque la comtesse, regardant à travers une des fenêtres du château, aperçut la flotte Angloise. Ce secours inespéré lui rendit la vie, elle se leve avec transport & court au milieu de la place : *Courage, amis, s'écria-t-elle, voici le secours que j'ai tant désiré.* Il ne fut plus question de se rendre : on courut aux armes. La flotte

Ann. 1341.

Froissard.

Angloise entra dans le port. Dès le même jour, Gautier de Mauny fit une sortie qui mit en désordre les assiégés, en fit un carnage affreux, mit une seconde fois le feu à leurs tentes, & brûla leurs machines. Lorsque le brave Anglois fut revenu de cete expédition, la comtesse descendit du château à joyeuse chere, & vint baiser messire Gautier de Mauny & ses compagnons les uns après les autres deux ou trois fois comme vaillante dame.

Argentré.

Louis d'Espagne, que Charles de Blois avoit laissé pour continuer le siege d'Hennebon, pendant qu'il aloit former celui d'Aurai, ne jugeant pas à propos de perdre davantage le temps & son armée devant une place que l'arrivée du secours des Anglois rendoit désormais imprenable, décampa peu de jours après, vint s'emparer de Dinand & de Guérande, & se saisit de plusieurs vaisseaux marchands qu'il y trouva. Ces bâtimens lui servirent pour courir les côtes de la Basse-Bretagne : il débarqua avec une partie de ses gens, & vint faire le dégât aux environs de Quimperlai. Gautier de Mauny qui s'étoit mis à sa poursuite, arriva au même lieu avec la flotte Angloise : il massacra les soldats que Louis d'Espagne avoit laissés à la garde de ses vaisseaux, qu'il brûla, après en avoir emporté tout le butin : il pénétra ensuite dans les terres. Le général François ignorant la prise & l'embrasement de ses vaisseaux, voulut reprendre le chemin de la mer, sur les avis qu'il avoit reçus de la descente des Anglois. Les deux partis se rencontrèrent : après un furieux combat, Louis fut taillé en pieces. Ce ne fut qu'avec des efforts de valeur inouis qu'il se fit jour à travers les vainqueurs. Blessé dangereusement, son embaras s'accrut, lorsqu'il trouva les Anglois maîtres de sa flotte : ce nouveau malheur ne l'abatit point ; il se saisit d'un petit bâtiment, & fit voile à la vue des vaisseaux ennemis, qui le poursuivirent inutilement.

Ces différens exploits ne décidoient rien, & la guerre étoit alumée dans toutes les parties de la Bretagne. Cependant le parti de Charles de Blois aquéroit une supériorité

supériorité dont il ne sçut pas profiter. La comtesse de Montfort envoya solliciter de nouveaux secours en Angleterre. Edouard alors occupé contre les Ecoissois, la fit assurer d'une prompte assistance aussi-tôt que ses affaires le lui permettoient ; mais en attendant, il lui conseilla de tâcher, à quelque prix que ce fût, de ménager une suspension d'armes, jusqu'à ce qu'il fût en état de la secourir. Elle suivit ce conseil, & les seigneurs Bretons des deux partis ayant proposé une treve, elle y consentit avec joie. Charles de Blois se vit contraint de l'accepter.

C'est environ vers ce temps, que l'opinion commune place l'établissement de la Gabelle (a) en France. *En ce même an 1342, (suivant un ancien manuscrit) mit le roi une exaction au sel, laquelle est apelée Gabelle, dont le roi aquit l'indignation & male grace des grands comme des petits & de tout le peuple.* Il est cependant constant que Philippe de Valois ne fut pas l'inventeur de cette imposition. Dès le regne de S. Louis, on voit que ce tribut étoit en usage dans plusieurs provinces du royaume. Ce roi, par son édit de 1246, exempta la ville d'Aiguemortes de la gabelle du sel. Philippe-le-Long avoit exigé un droit sur le sel. Philippe de Valois, dès les premières années de son regne, avoit établi des greniers à sel dans le royaume : c'est à cette occasion qu'Edouard l'apeloit assez plaisamment *l'auteur de la loi salique* ; & Philippe par représailles l'apeloit *le marchand de laine*. Guillaume Pinchon, archidiacre d'Avranches, Pierre de Vilain, archidiacre de Paris, Philippe de Tive, trésorier de Baïeux, maître des requêtes de l'hôtel, Renaud Chaviau, Guy Chevieres, Artus de Provins, chevaliers, & Jacob Bouton, furent nommés

Ann. 1341.

Ann. 1342.

Etablissement de la Gabelle.

Job. abar. Laud. in specul. hist. lib. 11, cap. 71.

Chamb. des C. mémor. B. fol. 156.

(a) Ce mot tire son origine de celui de *gapol* ou *gapel*, termes Saxons qui signifient tribut, ou du mot *gap* Hébreu, qui exprime le même sens. Il étoit employé de toute ancienneté en France, pour désigner quelque imposition que ce fût. On disoit gabelle du vin, gabelle des draps, gabelle des poissons, gabelle du sel, &c. tous les exacteurs de ces différentes impositions étoient indistinctement apelés gabelleux, gabellatotes. *Ducange Glossar. ad verb. Gabella.*

Ann. 1342.

Ibid. ann.

1342 & suiv.

souverains commissaires, conducteurs & exécuteurs des greniers à sel & gabelles. Dans un autre édit, du 2 Octobre 1342, les mêmes sont nommés les députés sur le fait du sel. Sur les remontrances des Etats, qui craignoient que cete imposition ne devint perpétuelle, le roi, par son édit du 15 Février 1345, promit de l'abolir après la guerre. Jean son fils, par édit du 28 Décembre 1355, la rétablit du consentement des Etats du royaume. Après la bataille de Poitiers, ce droit fut encore augmenté : le prix du sel à Paris, en 1358, étoit fixé à soixante écus d'or le muid, dont vingt-six appartenoient au marchand, vingt-six au roi, & huit à la ville. La même année il fut porté jusqu'à cent écus, dont vingt-six pour le marchand, cinquante-six pour le roi, & dix-huit pour la ville. Il y eut encore une troisieme augmentation au mois de Février de la même année. Cet impôt, qui dans la suite devint arbitraire & perpétuel, fut mis en Ferme par Henri II, ainsi qu'il paroît par une adjudication du 4 Janvier 1548, pour un premier bail de dix années.

Abrég. chron.
tom. 1, p. 295.

Les pays du nord, (ainsi que l'observe l'auteur de l'Abbrégé Chronologique) sont privés de la chaleur nécessaire pour faire le sel, & ceux situés au-delà du 42^e degré de latitude, font un sel trop corosif, qui mange & détruit les chairs au-lieu de les nourrir & de les conserver. La France seule se trouve dans un climat tempéré propre à faire le sel : aussi est-ce une des grandes richesses de ce royaume ; & le cardinal de Richelieu disoit que ce qu'il avoit connu de surintendants les plus intelligents, éga-loient le produit de l'impôt du sel levé sur les salines, à celui que les Indes raportent au roi d'Espagne.

Guerre en
Bretagne.

Froiss. Arg.

La comtesse de Montfort, profitant de la treve, étoit passée à Londres Elle ne pouvoit ariver dans une conjoncture plus favorable : la treve entre la France & l'Angleterre expiroit. Edouard, qui venoit d'en conclure une avec les Ecoffois, aprouvée, contre toutes les regles de la prudence, par Philippe de Valois, brûloit du desir de recommencer la guerre : il fournit

à la comtesse une flote de quarante - cinq vaisseaux : Robert d'Artois commandoit ces troupes. Louis d'Espagne, amiral de la flote François, atendit les Anglois. Les deux flotes se rencontrèrent à la hauteur de Grénésy. Après un long & sanglant combat, où l'avantage fut à-peu-près égal, les vaisseaux furent séparés par une violente tempête, qui jeta les François sur les côtes de Biscaye, tandis que les Anglois furent poussés dans la riviere d'Hennebon.

Robert d'Artois, aussi-tôt après le débarquement, alla former le siege de Vannes. Henri de Léon, Olivier Clifton, les sire de Tournemine & de Lohéac défendoient la place, qui fut prise par le stratagème de deux fausses atakes, qui favoriserent l'irruption subite de Gautier de Mauny, posté à la troisieme que les assiégés ne soupçonnoient pas : la ville fut emportée d'assaut, & les malheureux habitants, ainsi que la garnison, passés au fil de l'épée. Soit bonheur, soit peut-être intelligence avec l'ennemi, les quatre seigneurs trouvèrent moyen de se sauver. Cete évafion fut regardée comme un éfet de leur lâcheté & de leur trahison : pour se justifier de ce reproche, ils assemblèrent un corps d'armée de douze mille hommes, revinrent sur leurs pas, ataquèrent la place avec une fureur si impétueuse, qu'ils l'emporterent au second assaut. Robert d'Artois y fut blessé dangereusement. Ce malheureux prince eut bien de la peine à regagner Hennebon, d'où il se fit transporter en Angleterre, & mourut, ou dans le trajet, ou en arivant à Londres : triste fin, mais digne d'un prince qui avoit foulé aux pieds les devoirs les plus sacrés : infidele à son souverain, ennemi de l'Etat qu'il eût dû défendre, un ressentiment aveugle égara son ame ; le désespoir la rendit furieuse. Né avec des qualités brillantes, le crime lui fit perdre toute la gloire qu'il avoit aquisé : par une suite d'événements funestes, juste éfet des décrets de la Providence, depuis sa sortie du royaume il ne fit rien qui ne tendit à dégrader sa réputation : il ne parut presque jamais sans essuyer

Ann. 1341.

Ann. 1343.
Siege de Vannes.

Mort de Robert d'Artois.

Ann. 1343.

Rymer, *est.*
publ. tom. 2,
part. 4, p. 135.

Artevelle
veut engager
les Flamands à
reconnoître le
prince de Galles
pour leur
comte.

Chroniq. de
Fland.

Froissard.

des revers : moins malheureux , s'il eût enseveli ses disgrâces dans l'obscurité , au-lieu de se piquer du coupable & faux honneur de devenir le persécuteur de sa maison & le fléau de sa patrie. Quelques écrivains ont prétendu que le roi d'Angleterre reçut ses derniers soupirs & lui jura de venger sa mort ; mais c'est un fait imaginé. Edouard étoit alors en Flandre , & ignoroit l'état du prince , qu'il n'aprit qu'à son retour. Robert étoit passé en Bretagne à la fin du mois d'Octobre 1343 : il mourut en Novembre , comme on peut le voir par une ordonnance émanée du gardien d'Angleterre datée de ce même mois , pour le paiement de ce qui restoit dû d'appointements à la succession de ce prince , *mort ainsi qu'on le publioit* , est-il dit dans cete lettre.

Le motif du passage d'Edouard dans les Pays-Bas , avoit été tenu secret , & ne fut manifesté que par l'événement qui le suivit immédiatement. Artevelle , ce séditieux chef des Flamands , convaincu qu'il s'étoit engagé trop avant pour oser espérer de se soustraire à la vengeance du comte de Flandre , son seigneur , résolut de le pousser lui-même à la dernière extrémité. Il forma le projet de faire passer la souveraineté de la Flandre au prince de Galles , fils & héritier d'Edouard. Il se crut assez puissant sur les esprits de ses compatriotes pour les déterminer à ce choix. Après avoir concerté les mesures qu'il crut les plus justes , il communiqua son dessein au roi d'Angleterre , qui ne laissa pas échaper une si belle occasion. L'exécution d'un complot si hardi eût porté un coup mortel à la France.

Edouard , accompagné du prince de Galles , se rendit à l'Ecluse , où Jacques d'Artevelle , suivi des députés des villes de Flandre , vint le trouver. L'entrevue se passa d'abord en caresses de la part du monarque Anglois , & en protestations de la part des Flamands ; mais lorsqu'il fut question de proposer à ces députés de reconnoître , au nom de leurs villes , le prince de Galles pour leur souverain , Artevelle employa vainement son éloquence & son autorité , ils furent inébranlables , &

répondirent unanimement, qu'ils ne consentiroient jamais à *deshériter* leur comte pour un prince étranger, quoique leur alié. Ils se retirèrent après cete réponse, & retournerent dans leurs villes, où ils répandirent la proposition qui leur avoit été faite. Les Flamands ouvrirent alors les yeux sur le caractère & sur la conduite d'Artevelle, & dès ce moment ils jurèrent sa perte. Artevelle, après le départ des députés, étoit resté à l'Ecluse pour prendre d'autres mesures avec Edouard. Il fit cependant introduire secrètement cinq cents Anglois dans la ville de Gand, espérant relever par la force son crédit chancelant; mais il touchoit au terme de ses forfaits.

Ann. 1343.

A son retour à Gand, Artevelle reconnut sur les visages de ses concitoyens que les esprits étoient prévenus contre lui: le peuple assemblé sur son passage murmuroit tout haut: il parvint à son logis à travers une foule d'habitants, dont la contenance & les discours n'annonçoient rien que de sinistre. La frayeur commence à s'emparer de son ame: aussi-tôt qu'il fut entré, il fit fermer & baricader les portes de sa maison, qui fut en un moment investie par la populace en fureur. Il se fit voir à une fenêtre, & voulut essayer d'apaiser le tumulte; mais l'illusion étoit dissipée, il eut beau s'épuiser en protestations, on ne l'écoutoit plus: soumissions, prières, larmes, tout fut inutilement employé. *Descendez*, lui crioit-on, & *ne nous sermonnez plus de si haut*. Enfin, désespérant de conjurer l'orage, il tenta du moins de garantir sa vie en s'évadant par une porte de derrière. Mais son logis étoit déjà forcé, & la plupart de ceux qui le gardoient massacrés; arrêté lui-même au passage, il fut percé de mille coups. Ainsi mourut un scélérat, qui, après avoir été long-temps l'idole du peuple & la terreur de son souverain, éprouva ce qu'on doit attendre du fanatisme d'une populace aveugle: leçon terrible & frappante pour tout sujet rebelle & tout citoyen séditieux.

Ann. 1345:
Fin d'Arte-
velle.

Ibid.

Edouard ayant appris cete mort, retourna en Angle-

Ann. 1349.

terre. Quelque temps après, les Flamands, qui avoient intérêt de le ménager, envoyèrent des députés pour ratifier les aliances qu'ils avoient contractées avec lui. Afin de le consoler de la mort d'Artevelle, son bon ami, & du refus qu'ils avoient fait de reconnoître le prince de Galles pour leur souverain, ils lui promirent de ne consentir jamais à aucun accommodement avec leur comte, qu'il n'agrât le mariage de son fils avec une fille du roi d'Angleterre. Il falut se contenter de cete espece de satisfaction.

Sieges de
Rennes, de
Nantes, de
Vannes & de
Dinant.

Argentré.
Froissard.

La treve ne fut pas plutôt expirée, qu'Edouard monta sur sa flotte & vint descendre en Bretagne. Quatre sieges, commencés presque en même-temps, annonçoient la résolution où il étoit d'éfrayer la province par la multiplicité de ses entreprises. Les villes de Rennes, Vannes, Nantes & Dinant furent investies. Charles de Blois s'étoit renfermé dans Nantes, attendant l'arrivée du duc de Normandie, qui bientôt entra en Bretagne à la tête d'une armée de quarante mille hommes. Sur les nouvelles de l'approche des troupes Françoises, Edouard, qui venoit de prendre & de sacager Dinant, rassembla ses forces auprès de Vannes. Le duc de Normandie marcha droit à lui : l'Anglois trop foible pour hasarder le combat, fit retrancher son camp : l'armée Françoisise étant arrivée, se fortifia pareillement. Les troupes demeurèrent dans cet état jusqu'à l'hiver. Louis d'Espagne cependant tenoit la mer, & ne permettoit pas aux Anglois de recevoir aucuns convois : obligés de subsister des seuls secours que la province leur fournissoit, ils commençoient à souffrir de la disette des vivres, tandis que les François ne manquoient de rien. Edouard se trouvant comme assiégé dans son camp, prêta volontiers l'oreille aux propositions des légats du pape, qui ménagerent une treve jusqu'à la saint Jean. On ne peut assez s'étonner de la facilité avec laquelle le duc de Normandie y consentit : un peu de constance lui livroit les ennemis. La treve fut signée au mois de Janvier 1343 : on convint de part & d'autre d'envoyer des dépu-

tés à Avignon pour traiter de la paix : le saint pere qui avoit été choisi pour médiateur , ne put conclure qu'une prorogation de la treve pour trois années. Ce n'étoit plus Benoît XII qui occupoit la chaire de saint Pierre : il mourut au mois d'Avril 1342. *Ce bon pape, dit Mézerai, plus affectonné à l'exaltation du saint siege qu'à celle de sa famille, laissa un grand trésor à l'Eglise & rien du tout à ses parents, que des instructions pour leur salut. Pierre Roger, fils de Guillaume, seigneur de Rosieres en Limosin, archevêque de Sens, ensuite archevêque de Rouen, lui succéda sous le nom de Clément VI. Celui-là en usa tout au contraire : il ne se fit aucun scrupule de s'en servir pour enrichir les siens, & rétablir le népotisme très préjudiciable à l'Eglise. Le duc de Normandie donna à Guillaume son frere, qui fut pere de Grégoire XI, le comté de Beaufort en Valée.*

Ann. 1345.

On ne s'atendoit pas à la rupture subite de cete treve, lorsque le roi d'Angleterre, qui ne cherchoit qu'un prétexte pour recommencer la guerre, s'autorisa d'un événement auquel il ne paroissoit pas vraisemblable qu'il dût s'intéresser. Olivier de Clifon, seigneur Breton, attaché au parti de Charles de Blois, avoit été pris par les Anglois au siege de Vannes & conduit à Hennebon, où il fut échangé pour le sire de Stafford. La préférence qu'en cete occasion Edouard lui donna sur Henri de Léon, qui étoit prisonnier ainsi que lui, fit naître des doutes sur sa fidélité. Il fut arrêté en Bretagne (a) par ordre du roi, & conduit à Paris, où peu de jours après on lui fit trancher la tête, sans qu'on pût pénétrer les motifs de cete exécution. On se saisit dans le même temps de dix autres seigneurs de la même province; sçavoir, Geofroi & Jean de Malestroit pere & fils, Jean de Montauban, Alain de Quedillac,

Argenté.
Froissard.

(a) Quelques historiens ont écrit qu'Olivier de Clifon & les autres seigneurs Bretons, furent arrêtés dans un tournoi que le roi avoit indiqué à Paris. Edouard, dans une lettre adressée au pape, entre plusieurs sujets de mécontentement, se plaint de la mort de ces seigneurs, arrêtés, dit-il, en Bretagne au préjudice de la treve. Rymer, *aid. publ.* tom. 2, part. 4, p. 177 & 182.

Ann. 1345.

Denis Dupleffis, Guillaume de Brieux, deux de ses freres, Jean Mallard, & Jean de Senedavy. Ils furent tirés du châtelet la veille de la saint André, & conduits aux hales, où ils furent pareillement décapités : leurs corps furent atachés au gibet de Paris, & leurs têtes envoyées en Bretagne. Le roi fit encore dans la suite mettre en prison Henri de Malestroit maître des requêtes, & frere de Geofroi. A la mort de son frere il s'étoit retiré en Angleterre : ayant eu l'imprudence de rentrer en Bretagne, il y fut arêté, conduit à Paris, & renfermé dans la tour du Temple ; mais comme il étoit clerc, on le rendit à la justice de l'évêque de Paris, qui, à la poursuite du roi, le condana à être mené en un tombereau, ensuite mis à *l'échele des infamies*, & de-là confiné dans une prison perpétuelle. *Ce jugement, dit l'historien de Bretagne, fut exécuté avec grande ignominie & opobres du menu peuple, qui, contre la défense des ministres de l'évêque, lui jetoient fange, ordures & pierres, dont il fut fort blessé, puis ramené en prison où il mourut, & fut son corps mort porté en la cour du Palais, & exposé aux injures de la populace.* Geofroi de Harcourt, frere du comte de ce nom, eût éprouvé le sort des autres seigneurs exécutés, s'il ne se fût dérobé à la colere du roi par une prompte fuite. Trois chevaliers Normands, nommés Guillaume Bacon, le seigneur de la Roche-Tesson, & Richard de Persy, acusés de l'avoir favorisé, furent pareillement décollés la veille de Pâque de la même année, & leurs têtes portées à Saint-Lo en Cotantin. Ces sanglantes exécutions pour des crimes inconnus, répandoient la terreur & la consternation dans tous les esprits. La noblesse indignée ne pouvoit voir sans frémir, des gentilshommes conduits au suplice sur des acusations vagues de trahison, sans qu'on eût observé aucunes des formalités que les loix réclament en faveur du plus vil & du plus coupable des citoyens. Le roi, par cete conduite sévere, se fit un tort irréparable. Il lui étoit facile de remettre à la justice le soin de punir les atentats des sujets perfides ;
au-lieu

au-lieu de se rendre lui-même un vengeur arbitraire. On remarqua depuis ce temps-là un changement considérable dans l'humeur de ce prince : il devint inquiet, sombre, & soupçonneux : se croyant environné de traîtres, le moindre sujet excitoit sa défiance. *Si advint, est-il dit dans un manuscrit de ce temps-là, que le roi, qui vit tant de trahisons être faites, & de tant de personnes & en tant de parties de son royaume, si fut moult troublé, & non pas sans cause, par quele maniere ces choses pouvoient être faites.* Quelques écrivains ont assuré que ce fut par le moyen du comte de Salisbury, mari jaloux & disgracié, que le roi fut informé des trahisons de ces seigneurs, & qu'on surprit même des lettres adressées à Edouard, par lesquelles ils étoient convaincus de leurs crimes. Ce qui confirme encore le témoignage de ces historiens, c'est le ressentiment que le monarque Anglois fit éclater, lorsqu'il aprit leur mort : il jura d'en tirer vengeance, accusant le roi d'être le violateur de la treve qu'il regardoit comme absolument rompue. Dans une lettre qu'il envioie au pape, il se plaint amèrement de la mort de ces seigneurs, qu'il qualifie de *nobles attachés à lui*. Il avoit donc fait avec eux des alliances secretes : ne se reconnoissoit-il pas par cet aveu le premier infracteur de la treve, & ne jultifioit-il pas le roi du suplice précipité de ces seigneurs ?

Le roi d'Angleterre voulut user de représailles & venger la mort d'Olivier de Clifson, par celle de Henri de Léon, prisonnier à Londres. Il eût exécuté cete cruelle résolution, sans les généreuses remontrances de Henri de Lencastre, comte de Derby. Edouard se contenta de faire venir Henri de Léon, & de lui dire qu'il ne tenoit qu'à lui de le traiter comme le roi de France avoit traité le seigneur de Clifson & les autres chevaliers ; mais qu'il ne vouloit pas imiter un pareil exemple, ajoutant qu'il aloit même lui rendre la liberté, pourvu qu'il lui donnât sa parole d'honneur d'accomplir l'ordre qu'il lui prescriroit. Le prisonnier ayant fait cete promesse : *Messire Henri*, lui dit le monarque irrité,

Tome IV.

* Sss

Ann. 1345.

*Livre des
Communes de
France à l'hôtel
de-ville de
Rouen.*

*Rymer, ant.
publ. tom. 2.
part. 4.*

*Argenté.
Froissard.*

Ann. 1345.

vous irez devers mon adversaire le roi Philippe de Valois, & lui direz de par moi pour tant qu'il a mis à mort si vilaine, si vaillants chevaliers à mon dépit, je dis & veux porter qu'il a enfreint les treves que nous avions ensemble, & y renonce de mon côté, & le défie de ce jour en avant. La rançon de Henri de Léon, estimée quarante mille écus, fut réduite à dix mille, pour prix de cete commission, dont il eut beaucoup de peine à s'acquitter. Il essuya dans le trajet une tempête furieuse, qui l'incommoda si fort, qu'après son débarquement, se trouvant hors d'état de soutenir le mouvement du cheval, il fut obligé de se faire porter en litiere jusqu'à Paris, où il signifia au roi le défi d'Edouard. Philippe ne put lui sçavoir mauvais gré d'une commission dont il ne s'étoit chargé que par contrainte & pour sauver sa liberté & sa vie.

Commence-
ment de guer-
re en Guien-
ne : siege de
Bergerac.

Aussi-tot après cete déclaration, le comte de Derby reçut ordre de partir avec la flotte Angloise : il vint débarquer à Baïonne, & de-là se rendit à Bordeaux. La Guienne étoit alors dégarnie de troupes, & ce fut cete raison qui engagea Edouard à porter le fort de la guerre dans cete province. Le comte de Lisle-Jourdain y commandoit pour Philippe : dès qu'il eut appris la descente des ennemis, il rassembla le peu de troupes qui étoient à ses ordres. Il fut joint par les comtes de Comminges, de Périgord, de Carmain, de Villemur, de Valentinois, de Mirande, de Duras, de la Borde, le sire de Pincornet, le vicomte de Châtillon, les sires de Châteauneuf & d'Estain, l'abbé de Saint-Sylver, & quantité de noblesse. Le comte de Lisle se renferma dans Bergerac, place très forte, située sur la Dordogne, afin de s'opposer au passage des Anglois qui avoient dessein de pénétrer dans le Périgord : en effet, ce fut la premiere place qu'ils attaquèrent. Ils y livrerent deux assauts si furieux, que le gouverneur désespérant de pouvoir en soutenir un troisieme, jugea plus à propos de laisser par sa retraite, les habitants libres de se rendre à composition. Cet avantage fut suivi de la conquête de tout le Périgord.

Le comte de Lisle, qui s'étoit retiré à la Réole, voulut faire une tentative sur Auberoche, dont les Anglois s'étoient emparés. Le comte de Derby acourut au secours de la place avec mille cavaliers, surprit les assiégeants à la faveur d'un bois qui leur déroba son aproche, & les défit entièrement. Il périt beaucoup de monde dans ce combat : deux cents chevaliers, dix comtes, parmi lesquels le comte de Lisle se trouva, furent faits prisonniers. Le sire de Duras & Louis de Poitiers y furent tués. Cete victoire livra au comte de Derby presque toutes les places de la Guienne qui tenoient pour les François, à l'exception de Blaye qu'il assiégea pendant six semaines, & dont il fut contraint de lever le siege par la courageuse défense de Guichard de Langle & de Guillaume de Rochechouart qui commandoient dans cete place. Le gouverneur d'Aiguillon, forteresse qui passoit alors pour imprenable, se rendit sans être assiégé : il vint lui-même au-devant du comte de Derby lui présenter les clefs. Cete perfidie ne demeura pas long-temps impunie : à peine fut-il arrivé à Toulouse qui n'est qu'à dix-sept lieues de distance d'Aiguillon, qu'il fut arrêté par les habitants, & sur-le-champ attaché au gibet.

Pendant que les Anglois remportoient tant d'avantages en Guienne, la guerre se faisoit en Bretagne avec des succès divers. Par la treve conclue entre le roi d'Angleterre & le duc de Normandie, il avoit été réglé que le comte de Montfort sortiroit de la tour du Louvre où il étoit resté toujours enfermé depuis le commencement de la guerre : il fut élargi, mais à condition de ne point rentrer en Bretagne avant l'expiration de la treve. A peine fut-il libre, qu'il faussa son serment ; & les hostilités recommencerent. Charles de Blois arma de son côté & vint assiéger Quimpercorentin qu'il prit : la garnison & les malheureux habitants, sans distinction de sexe ni d'âge, furent passés au fil de l'épée par les vainqueurs. Dans la foule des morts & des mourants, on trouva un enfant entre les bras de sa mere

Ann. 1345.
Le comte de
Lisle est batu
& fait prison-
nier.

Guerre en
Bretagne.
Argenté.

Ann. 1343.

égorgée, la bouche encore atachée sur le sein de cete infortunée, qu'il pressoit de ses levres, y cherchant en vain des restes de lait confondus avec le sang. Ce spectacle désarma la férocité du vainqueur : Charles de Blois fit cesser le carnage. Ces cruautés, quoique involontaires de la part de ce prince qui étoit naturellement humain & généreux, firent un tort irréparable à son parti. Montfort vint à son tour remettre le siege devant Quimpercorentin, & fut repoussé : il se vengea de cet échec sur Dinant qu'il prit & sacagea. Il passa ensuite en Angleterre pour engager Edouard à le secourir ; mais il trouva ce prince trop occupé lui-même de la guerre qu'il faisoit contre la France. Après cete tentative inutile, Montfort revint en Bretagne, & mourut de chagrin à Hennebon, laissant son fils unique Jean, héritier de ses prétentions, sous la tutelle de sa courageuse mere, & sous la protection d'Edouard. Le roi d'Angleterre ayant appris la mort du comte, craignit que cet événement ne préjudiciât aux intérêts du jeune prince ; & il se détermina à faire partir le comte de Nortampton & le chevalier Thomas Dagonne avec un corps de troupes. Ce secours ranima le parti de la comtesse de Montfort.

Froissard.
Rymer, ass.
publ. tom. 2,
part. 4.

Le duc de
Normandie entre
en Guienne.

Froissard.

Prise d'Angoulême, stratagème du gouverneur.

Un ennemi tel qu'Edouard demandoit qu'on fût toujours prêt à entrer en campagne pour recommencer la guerre au premier signal. Philippe négligeant cete précaution, se trouva presque toujours surpris. Le comte de Derby eut tout le loisir de s'étendre dans la Guienne avant qu'on eût réuni les forces nécessaires pour s'opposer à ses progrès. Les troupes ne se trouverent prêtes que dans l'arrière-saison : le duc de Normandie qui les commandoit, arriva au mois de Novembre ; son armée montoit à plus de soixante mille hommes : cependant il reprit plusieurs places, entre autres la ville d'Angoulême, dont le commandant, nommé Jean Norwich, se servit d'un ingénieux stratagème pour éviter de se rendre prisonnier de guerre. Voyant qu'il ne pouvoit tenir plus long-temps devant une armée si puissante,

dans une ville dégarnie , & presque sans fortifications , il fit demander au duc de Normandie une treve d'un jour pour le lendemain qui étoit la fête de la Purification : le duc y consentit. Norwich , le soir même , fait plier tous ses bagages , & dès la pointe du jour il sortit de la place à la tête de sa garnison. Ayant été arrêté par les premières gardes de l'armée Françoisse : *Seigneurs* , dit-il , *ne faites nul mal aux nôtres ; car nous avons treve aujourd'hui tout entier , ainsi que sçavez , acordée de monseigneur le duc de Normandie & de nous : si vous ne le sçavez , alez le sçavoir ; car nous pouvons bien sur ces treves aler & chevaucher quelque part que nous voulons.* Lorsqu'on vint faire ce rapport au duc de Normandie , il ne put s'empêcher de rire. *Laiſſons-les aler de par Dieu* , dit ce prince , *leur chemin quelque part qu'ils voudront ; car nous ne les pouvons de rien contraindre à demeurer : je leur tiendrai ce que je leur ai promis.*

Ann. 1345.

Le duc de Normandie , après cete réduction , forma le ſiege d'Aiguillon , place fortifiée par la nature & par ſa ſituation ſur le confluent de la Garonne & du Lot. Les Anglois , depuis qu'ils s'en étoient emparés , y avoient encore ajouté de nouvelles fortifications : la place étoit en état de faire une longue réſiſtance. Les attaques furent pouſſées avec une extrême vivacité : pendant une ſemaine entiere , il ſe donna régulièrement quatre aſſauts par jour. Le duc de Normandie , qui avoit fait ſerment de ne point décamper qu'il ne ſ'en fût rendu maître , n'épargnoit rien : on conſtruifit quatre fois un pont ſur la Garonne , que les aſſiégés , commandés par le brave Mauny , détruifirent toujours : toutes les machines de guerre en uſage alors , furent employées ſans ſuccès ; les aſſiégeants étoient continuellement ſous les armes. Les Anglois , quoique preſſés du côté de la terre & de la Garonne , ſe défendoient avec une opiniâtreté qui fit deſeſpérer au duc de Normandie de réuſſir par la force. Réſolu de les réduire par la famine , il envoya demander au roi ſon pere la

Siege d'Aiguillon.

Ann. 1145.
Edouard s'em-
barque pour la
Guienne.

Rymer, *añ.*
publ. tom. 2,
part. 4.

Il est repoussé
par les vents
contraires.

Il change d'a-
vis & descend
en Normandie.

Froissard.
Spicil. Cont.
Nang.

permission de demeurer devant cete place & de la tenir bloquée jusqu'à ce qu'elle se fût rendue (a).

Edouard averti de ce dessein, & qui sentit de quelle importance étoit la conservation d'Aiguillon, hâta ses préparatifs dans l'intention de passer en Guienne : il s'embarqua au port d'Hantonne, sur une flotte composée d'un nombre prodigieux de bâtimens de différentes grandeurs. Il fut poussé les deux premiers jours par un vent assez favorable vers les côtes de la Guienne ; mais le troisieme jour le vent ayant changé, il fut contraint de relâcher sur les côtes de Cornouailles, où il demeura pendant six jours à l'ancre. Geofroi de Harcourt, qui depuis sa disgrâce s'étoit retiré en Angleterre, & avoit fait hommage à Edouard, l'accompagnoit dans cete expédition. Ce seigneur, devenu un ennemi aussi violent & plus funeste à sa patrie que ne l'avoit été Robert d'Artois, saisit cete occasion pour déterminer Edouard à descendre en Normandie : il lui représenta l'avantage & la facilité de l'entreprise, dont il lui garantissoit la réussite au péril de sa tête. Le monarque Anglois se rendit à cet avis, & dès le moment fit voile vers la Normandie, remplissant lui-même les fonctions d'amiral, & s'avancant le premier à la tête de sa flotte, il vint débarquer à la Hogue Saint-Waast en Cotantin. On dit que ce prince en mettant le pied sur le rivage, tomba rudement ; que la violence de la chute lui fit sortir le sang par le nez ; que les seigneurs qui l'environnoient le releverent & lui dirent : *Chier sire, retracez-vous en votre nef & ne venez meshuy à terre, car voici un petit signe pour vous ; & que le roi sans paroître intimidé du présage, leur répondit : Pourquoi ? c'est un très bon signe pour moi, car cete terre me desire. Ce trait, exactement semblable à l'aventure de Jules-César*

(a) Philippe, fils d'Endes, duc de Bourgogne, mourut à ce siege : en voulant franchir un fossé, son cheval se cabra & se renversa sur lui. La violence de cete chute lui causa la mort quelques jours après. Il ne laissa qu'un fils en bas-âge en qui finit la premiere branche des princes de la maison royale des ducs de Bourgogne.

débarquant en Afrique , paroît fort suspect , n'étant rapporté que par Froissard , écrivain quelquefois très prévenu lorsqu'il parle d'Edouard , & qui peut-être substituant l'imagination au caractère d'historien , aura inventé cette ressemblance entre son héros & le vainqueur de Pompée. Un fait plus certain , d'autant qu'il est attesté par un monument public , c'est que le roi d'Angleterre , en mettant pied à terre sur ce même rivage , arma chevalier le prince de Galles son fils , âgé pour lors de seize ans.

Ann. 1345.

Rymor, a7.
publ. tom. 2,
part. 4, p. 205.

La descente des Anglois répandit la consternation dans toute la Normandie. Cette province avoit oublié depuis long-temps les horreurs de la guerre. La fertilité des campagnes, l'abondance des pâturages, la richesse des villes, fruits d'une longue paix, devinrent en un moment la proie des ennemis. Edouard partagea son armée en trois corps. La ville de Harfleur, quoique les habitants se fussent rendus, fut abandonnée au pillage : celles de Cherbourg, Montebourg, Valognes, Carentan, Saint-Lo, éprouverent encore un traitement plus rigoureux, & furent réduites en cendres. Geofroi de Harcourt créé maréchal général de l'armée, comme ayant une connoissance plus exacte de la province que les généraux Anglois, marchoit à la tête des troupes d'Edouard, portant lui-même le fer & la flamme dans le sein de sa patrie désolée, sourd aux gémissements & aux cris de ses compatriotes, tristes victimes de son implacable vengeance.

Ann. 1346.
Edouard ravage la Normandie.
Froissard.

On aprit à la cour de France, non sans un extrême étonnement, la subite invasion du roi d'Angleterre. Le roi se flata que la ville de Caen pourroit, en opposant quelque résistance, arrêter les ennemis & lui donner le temps de rassembler ses forces. Dans ce dessein il envoya le comte d'Eu connétable de France, & le comte de Tancarville, avec ce qu'on put trouver d'hommes d'armes & de soldats : plusieurs gentilshommes de la province se joignirent à eux. *Ils étoient à Caen*, dit Froissard, *avec gendarmes à foison*, lorsque le roi d'An-

Prise & pillage de la ville de Caen.
Spicil. Cont. Nang.
Froissard.

Ann. 1346.

gleterre ariva devant la place. Un côté de la ville étoit défendu par un château très fort où étoit une garnison de trois cents Génois. Les habitants témoignèrent d'abord tant de résolution, qu'on renonça au projet qu'on avoit formé d'abandonner le fauxbourg & de se restreindre à garantir la ville. Les Anglois s'avancèrent en bon ordre: les bourgeois intimidés par leur contenance assurée, prirent la fuite après la première décharge. Les ennemis entrèrent dans la ville avec eux & s'en emparèrent, sans qu'il leur en coûtât d'autre effort. Que faisoit cependant le connétable? Il s'étoit retiré à *sauveté* à la porte du Pont, vis-à-vis l'église de saint Pierre: *étant ensuite monté dans la porte* avec les chevaliers qui l'accompagnoient, il fut témoin du désordre qui régnoit déjà dans la ville: les Anglois vainqueurs remplissoient les rues. Le comte d'Eu qui craignoit de tomber entre les mains de quelques archers, qui ne le connoissant pas, auroient pu le tuer, apela un chevalier nommé Thomas Holland & se rendit à lui. Le roi d'Angleterre l'acheta de ce chevalier. A moins d'introduire les Anglois dans la ville, on ne pouvoit pas leur procurer plus de facilité de s'en emparer. La conduite du connétable en cete occasion, annonce une incapacité qui ne paroît pas excusable. Un homme de guerre comme lui, pouvoit-il se flater de combattre en rase campagne l'armée entiere du roi d'Angleterre avec une troupe de Bourgeois mal disciplinés & peu aguerris? Cete seule démarche dut faire naître des soupçons sur sa fidélité, qui furent encore fortifiés par les bons traitements qu'il reçut en Angleterre, où Edouard le combla de caresses. Si l'on ajoute à des présomptions aussi portées, des présents acceptés précédemment par lui de la part du monarque Anglois, & plusieurs graces que ce même prince lui avoit accordées, on ne sera plus étonné du sort qu'il subit au commencement du regne suivant.

Rymer, aB.
publ. tom. 1,
part. 1, 2 & 3.

Froissard.

Cependant les habitants de Caen voyant les ennemis répandus dans les différents quartiers de la ville, pillant & massacrant tout ce qu'ils rencontroient, se livrèrent

rent à cete fureur que le désespoir inspire , & qui quelquefois tient lieu de courage : ils se baricadent dans leurs maisons , & du haut des toits lancent sur les ennemis , pierres , bancs , mortiers ; tout devient dans leurs mains une arme funeste aux Anglois , dont plus de cinq cents furent tués. Edouard irrité , commanda qu'on mit le feu à la ville. Geofroi de Harcourt étoit présent lorsque le roi donna cet ordre. Le spectacle horrible d'une ville si peuplée , livrée au carnage & aux flammes , éfraya son imagination ; il demanda la vie de ses compatriotes , & l'obtint du prince , en lui représentant qu'il avoit intérêt de ménager ses troupes , & qu'il pouvoit juger par la résistance désespérée des habitants , qu'il ne seroit pas facile de les exterminer , sans s'exposer à perdre beaucoup de monde. Edouard se laissa fléchir , & Geofroi courant avec sa bannière , arrêta la fureur des soldats , leur défendant sous peine de la hart , (d'être pendus) de commettre aucune violence. Les bourgeois de leur côté cessèrent les hostilités , & le pillage se fit de sang-froid pendant trois jours. On transporta le butin à bord des bâtimens Anglois , qui retournerent à Londres chargés de ces prémices de nos dépouilles.

Edouard en partant de Caen , prit la route d'Evreux : comme cete ville étoit en état de défense , il ne l'ataka pas ; mais il se rabatit sur Louviers qu'il prit & brûla. Il marcha ensuite vers Rouen. Le comte d'Evreux , & le comte de Harcourt frere de Geofroi , commandoient dans cete capitale de la haute-Normandie : il n'osa l'insulter. Delà s'avancant le long de la Seine , après avoir brûlé le Pont-de-l'Arche , Vernon , Mantes , Meulan , il vint jusqu'à Poissy , laissant par-tout des traces de son passage. Le roi qui s'étoit avancé jusqu'aux portes de Rouen , lorsque les Anglois partirent de Caen , les suivit de l'autre côté de la Seine. Il arriva à Paris en même-temps que le roi d'Angleterre s'étoit rendu à Poissy. Des détachemens de l'armée Angloise pénétrèrent dans le pays Chartrain , & revenant sur leurs pas ,

Tome IV.

* T t t

Ann. 1146.

Les Anglois s'avancent jusqu'aux portes de Paris.

Spicil. Cont. Nang.

Froissard.

Ann. 1346.

Défaite des
Communes de
Picardie.

ils pillèrent & brûlèrent Saint-Germain-en-Laye, Nanterre, Ruel, Saint-Cloud, Neuilly, la Tour de Montjoie, que le roi avoit fait réparer depuis peu.

Philippe cependant rassembloit à Saint-Denis toutes les forces du royaume : il sortit de Paris pour se mettre à la tête de son armée, & vint camper à Antony, trompé par les faux avis que le roi d'Angleterre lui fit donner. Edouard saisit cete occasion favorable, fait rétablir promptement le pont de Poissy qui avoit été détruit pour lui fermer le passage. En sortant de Poissy, son avant-garde commandée par Geofroi de Harcourt, rencontra les communes de Picardie qui se rendoient à l'armée Françoisse : ces troupes furent entièrement défaites ; il en resta douze cents sur la place.

Boulainvill.
hist. de Fr.

Les Anglois après cette victoire entrèrent dans le Beauvaisis, continuant toujours les mêmes ravages. Il paroît surprenant à quelques écrivains, qu'Edouard, qui avoit formé le dessein de conquérir la France, se contentât de la dévaster : effectivement ce n'étoit pas le moyen d'affujétir une nation qu'il auroit dû gagner par un traitement plus modéré ; mais telle étoit alors la triste condition des peuples & la maniere de faire la guerre. Le pillage faisoit une partie de la récompense des troupes : les chefs eux-mêmes n'étoient pas toujours les maîtres d'arrêter des désordres que l'usage autorisoit : à peine le respect dû à la religion étoit-il assez puissant pour garantir les églises de la fureur du soldat victorieux. La riche & magnifique abaye de saint Lucien de Beauvais, fondée par Childéric, le plus ancien monument de la piété de nos rois, après saint Germain-des-Prés, fut renversée de fond en comble, pillée & dévorée par les flammes. Edouard fit pendre un des soldats qui avoient mis le feu, parce qu'il avoit transgressé la défense précise qui avoit été faite de violer, ou brûler aucune église.

Philippe pour-
suit les An-
glois.

Froissard.

Le roi qui atendoit les Anglois à Antony, n'aprit leur décampement qu'au bout de deux jours : il fut au désespoir d'avoir été la dupe de leur stratagème, & re-

connut , dit le continuateur de Nangis, qu'il y avoit des traîtres qui donnoient avis aux ennemis de toutes ses démarches. Il se mit sur leurs traces , & les poursuivit avec ardeur ; mais ils avoient plusieurs jours d'avance. Le roi d'Angleterre , satisfait d'avoir traversé la France en triomphe , songeoit à gagner la Flandre : il en reconnut la difficulté , lorsqu'il fut arrivé sur les bords de la Somme. Tous les passages de cete riviere étoient garnis de troupes : il essaya vainement de forcer la ville & le pont de Pecquigny & le pont de Remy : contraint d'y renoncer , son embarras croissoit à tout moment : cependant l'armée Françoisse aprochoit , & il se voyoit à la veille d'être obligé de livrer un combat désavantageux , avec des troupes fatiguées d'une longue marche , embarrassées de butin & de prisonniers , & fort inférieures en nombre. Il côtoyoit les rives de la Somme , faisant chercher quelque issue qui pût le tirer du péril où il se trouvoit. Ses maréchaux , qui alerent jusqu'à Abbeville & Saint-Valery , lui rapportèrent le soir , qu'ils n'avoient pu découvrir aucun passage. Il fit demander aux prisonniers qui étoient dans son armée , s'il ne se trouveroit personne parmi eux qui connût quelque gué sur la Somme , avec promesse de la liberté , tant pour celui qui le lui indiqueroit , que pour vingt de ses compagnons. Un varlet nommé *Gobin Agace* , se présenta au roi , & s'offrit de lui montrer un passage où douze hommes pouvoient passer de front fort aisément , en choisissant le temps de la marée basse. *Compagnon* , lui dit le monarque , *si je trouve vrai ce que tu dis , je te quite la prison & à tous tes compagnons , & te donnerai cent nobles.*

Le lendemain dès l'aube du jour , l'armée Angloise conduite par le perfide *Gobin Agace* , se mit en marche , & arriva de bonne heure à Blanquetaque : c'est le seul endroit du Ponthieu où la Somme soit guéable : il falut attendre que le flux de la mer se fût retiré. Le passage étant devenu praticable , les Anglois s'avancèrent en bon ordre , & traversèrent le fleuve à la vue

Les Anglois
passent la Somme.

Ann. 1346.

de douze mille hommes qui bordoient l'autre rive. Godemar Dufay qui commandoit ce corps d'armée, se comporta avec beaucoup de valeur ; mais abandonné par une partie de ses troupes composées pour la plupart de milices, il fut obligé de céder à la force & de se retirer. C'est ainsi que le rapporte Froissard ; mais le continuateur de Nangis, auteur contemporain, dit expressément que Godemar Dufay ne fit pas la moindre résistance, & qu'il s'enfuit honteusement à l'approche des Anglois. Le témoignage de ce dernier est d'autant plus vraisemblable, que Philippe de Valois dans la suite, selon Froissard lui-même, voulut faire mourir ce seigneur : ce qu'il n'auroit pas fait certainement, s'il s'étoit comporté en homme d'honneur en cete occasion.

L'avant-garde de l'armée Françoisé parut sur le bord du fleuve dans le moment que les ennemis venoient de le traverser : elle donna sur quelques restes de leur arriere garde qu'elle enleva. Philippe cependant animé par la colere & par le desir de venger le ravage de ses Etats, arive & voit les Anglois au-delà de la Somme : il voulut tenter le passage ; mais déjà la marée l'avoit rendu inabordable : obligé de descendre jusqu'à Abbeville, il crut voir par ce retardement la victoire arachée de ses mains. L'heureux Edouard, après avoir pillé le Crottoy, vint asséoir son camp sur une élévation qui domine le village de Crécy. Ce fut là que ce prince résolut d'attendre l'armée Françoisé : il fit faire derrière son camp un parc retranché où il fit passer les charriots & les bagages. Il ne négligea aucun des avantages que pouvoit lui procurer le temps & la situation du terrain : il songea ensuite à disposer son armée qu'il partagea en trois batailles, comme on s'exprimoit alors : dans la premiere étoit le prince de Galles son fils ; car c'étoit à ce jeune prince qu'il vouloit, en cas de réussite, réserver l'honneur de cete journée : le comte de Warwick, Geofroi de Harcourt & l'élite de l'armée l'accompagnoient. La seconde bataille étoit commandée par les comtes de Nortampton & d'Arondel. Edouard se mit

à la tête de la troisieme, qui formoit un corps de réserve destiné à soutenir le combat, ou à couvrir une retraite en cas d'événement.

Les deux rois se préparèrent à l'action par des exercices de piété : Philippe à Abbeville, Edouard dans son camp, implorèrent la faveur de l'Etre suprême pour la prospérité de leurs armes. Le samedi vingt-cinq Août 1346, le roi fit défiler ses troupes & sortit d'Abbeville dès la pointe du jour. Lorsqu'il eut fait environ trois lieues de chemin, il envoya reconnoître la disposition des ennemis : les chevaliers qu'il avoit chargés de cete commission étant revenus, il leur en demanda compte : ils se regardoient sans rien dire, craignant de déplaire au prince par le récit de la bele ordonnance des Anglois : ce ne fut qu'après un ordre précis & réitéré, qu'un d'eux nommé *le Moine de Basile*, chevalier de la suite du roi de Boheme, lui parla en ces termes : *Je parlerai, Sire, puisqu'il vous plaît, sous correction de mes compagnons. Nous avons chevauché & avons vu le maintien de vos ennemis ; sachez qu'ils sont arêtés en trois batailles & vous attendent. Si conseille de ma partie, sauf tousdits le meilleur conseil, que vous fassiez tous vos gens arêter ici sur les champs & loger pour cete journée : car ainçois que les derniers soient venus jusqu'ici & vos batailles soient ordonnées, il sera tard, si seront vos gens lassés & sans arroy, & trouverez vos ennemis frais & pourvus : si pouvez lendemain au matin ordonner vos batailles, & par plus grand loisir aviser vos ennemis par quel côté on les pourra combattre ; car soyez sûr qu'ils vous attendront.*

Le roi parut se rendre à cet avis, & leur dit de faire arêter l'avant-garde : ils coururent à toute bride à la tête de l'armée en criant aux bannieres, *Arêtez, bannieres, au nom de Dieu & de saint Denis*. Les plus avancés obéirent ; mais les corps qui suivoient commandés par le comte d'Alençon, ne voulurent jamais discontinuer leur marche. Lorsque le premier corps de bataille vit avancer le second, il se remit en mouvement. Le

Ann. 1346.

Bataille de
Crécy.
Froissard.
Chroniq. de
Fland.
Spicil. Cont.
Nang.
Villani.
Mémorial.
Humb. Pilat.
ann. 1346.

Ann. 1346.

roi eut beau envoyer ordre sur ordre, il ne put se faire entendre, & son armée se trouva en présence de la première ligne Angloise dans une si grande confusion, qu'il ne fut jamais possible d'y remédier. Philippe, lui-même; dès qu'il aperçut l'ennemi, emporté par le ressentiment de tant d'injures, ne songea plus qu'à remplir le serment qu'il avoit fait de ne pas laisser échaper Edouard sans le combattre. Il fit commander à quinze mille arbalétriers Génois qui formoient son avant garde d'engager l'action; mais ils s'excusèrent sur leur lassitude, & sur la fatigue qu'ils avoient essuyée de porter leurs arbalètes depuis le matin, assurant qu'ils n'étoient mie ordonnés de faire nul grand exploit de bataille. L'impétueux comte d'Alençon, indigné de leur lâcheté, s'écria, *On se doit bien charger de tele ribauidaille qui faillent au besoin*: aussi-tôt il s'avance sur eux. Les Génois pressés, se préparent enfin au combat *en jurant* * à trois reprises pour effrayer les ennemis: mais les archers Anglois décochant sur eux une grêle de flèches, les eurent bientôt mis en désordre. Le roi les voyant reculer, donna ordre à ses gendarmes de leur marcher sur le ventre. *Tuez, leur crioit-il, cete ribauidaille, car ils nous empêcheront la voie sans raison*. La cavalerie se rompit en voulant fouler aux pieds ces Italiens, auxquels il eût été plus à propos d'ouvrir un passage pour leur donner la facilité de se rallier derrière. C'est une fable inventée après coup, que ce que rapportent quelques historiens. Les Génois, disent-ils, ne purent se servir de leurs arbaletes à cause que la pluie en avoit détendu les cordes. Cete pluie survint au commencement du combat, & certainement les cordes des arbaletes Angloises n'étoient pas plus exemptes que les leurs de cet inconvénient. Cependant, malgré ce premier désavantage, les François pénétrèrent jusqu'au centre de la première bataille où le prince de Galles commandoit. Ce jeune prince fit voir dans cete action les prémices de ce courage héroïque qui le rendit l'admiration de son siècle. On se batit de part & d'autre

* en criant.

avec un acharnement qui ne se ralentit que par la mort du comte d'Alençon : les François commencerent à plier, le roi y envoya un détachement qui rétablit le combat. Le comte de Warwick & Geofroi de Harcourt qui acompagnoient ce jeune prince, appréhenderent pour une vie si précieuse : ils envoyerent avertir Edouard, qui se tenoit avec son corps de réserve sur une coline d'où il observoit le combat, du danger du prince & du besoin qu'il avoit que le roi son pere vint à son secours. *Mon fils, dit le monarque Anglois, est-il mort, ou à terre, ou blessé qu'il ne se puisse aider?* Le chevalier chargé du message ayant répondu que non : *Or retournez, repartit le roi, devers lui & devers ceux qui vous ont envoyé, & leur dites de par moi qu'ils ne m'envoient querir d'aujourd'hui par aventure qui leur advienne, tant que mon fils sera en vie, & leur dites que je leur mande qu'ils laissent gagner à l'enfant ses éperons. Je veux, si Dieu l'a ordonné, que la journée soit sienne, & que l'honneur lui en demeure & à ceux à qui je l'ai baillé en garde.* Warwick & Harcourt aprenant cete réponse du roi, rougirent de leur frayeur. Soutenus par la seconde bataille, ils redoublerent leurs efforts & enfoncerent à la fin cete gendarmerie. Il y eut un carnage horrible. Le roi s'avancant à la tête d'un gros de cavalerie, se vit tout d'un coup abandonné & presque envelopé, ayant à peine soixante hommes d'armes autour de lui. Ce fut là que ce prince donna des preuves non suspectes de sa valeur : son cheval fut tué sous lui : le comte de Hainaut l'aida à remonter sur celui d'un cavalier : blessé en deux endroits, envain on l'exhortoit à la retraite : enfin le comte voyant qu'il étoit sourd à ses remontrances & à ses prieres, se vit contraint de saisir la bride de son cheval & de l'entraîner hors du champ de bataille.

Tel fut le sort de cete funeste journée, où les François combattirent sans ordre & sans discipline, emportés par une espece de vertige. On prétend qu'il y avoit dans l'armée plusieurs seigneurs qui étoient bien aises que Philippe eût du désavantage ; mais comme l'histoire ne

Ann. 1346.

fournit aucune preuve convaincante de ce fait, il paroît plus raisonnable de n'attribuer cete déroutte qu'à la mauvaise disposition de l'armée, & à la fureur aveugle du comte d'Alençon, qui acheva par son imprudence une défaite que la lâcheté des Gënois avoit commencée. L'esprit du temps y contribua beaucoup : on se battoit uniquement pour se battre, sans s'inquiéter si l'on combattoit utilement. Le vieux roi de Bohême, qui, quoiqu'aveugle, étoit à l'armée, se fit conduire sur le champ de bataille, son cheval attaché à ceux de deux chevaliers qui l'escortoient : là dans le fort de la mêlée, ce prince donnoit des coups d'épées à tâtons, frappant indistinctement amis & ennemis : tout lui étoit égal pourvu qu'il frappât. Il fut trouvé parmi les morts, son cheval encore attaché aux deux autres.

*Villani, l. 12,
c. 65.*

*Du Cange,
gloss. au mot
bombarde.*

Cete sanglante défaite coûta à la France trente mille combattants : outre le comte d'Alençon & le roi de Bohême, on y perdit les comtes de Blois, de Flandre, de Sancerre, d'Auxerre, les ducs de Lorraine & de Bourbon, Grimaldi & Doria, douze cents chevaliers, & quatre-vingts bannières. Geofroi de Harcourt ayant trouvé le corps du comte son frere, reconnut toute l'énormité de son crime : il détesta sa rebellion, & vint se présenter la corde au cou devant le roi, qui eut la générosité de lui pardonner. On croit que ce fut à cete bataille qu'on se servit pour la première fois d'artillerie ; que les Anglois dans le fort de l'action firent usage de six pieces de canon (a), & que la terreur qu'elles inspirerent déterminâ la victoire en leur faveur. Cependant cete invention, quoique nouvelle, n'étoit pas inconnue : dans un ancien registre de la chambre des comptes de l'année 1338, huit ans avant la bataille de Crécy, *Barthélemy de Drach, trésorier des guerres, fait état de l'argent donné à Henry de Famechon, pour avoir poudre & autres choses nécessaires aux canons qui étoient devant Pui-Guillaume.* On aura occasion de traiter

(a) Con Bonbarde che Saelavano di ferro con fuoco per impaurire e difettare i cavalli di Franceſi. *Villan. l. 12, c. 65.*

cete matiere plus amplement , lorsqu'on parlera du progrès du génie & des arts de ce siecle.

Ann. 1346.

Le roi au désespoir de s'être vu aracher la victoire par la défobéissance & le peu d'ordre des siens , ariva au château de Broye vers le milieu de la nuit. Le châtelain lui demanda qui il étoit : *Ouvrez*, dit-il, *c'est la fortune de la France*. Après s'être reposé un moment , il prit la route d'Amiens. Dans le premier mouvement de sa colere , il voulut faire pendre Godemar du Fay : tout le conseil étoit de l'avis du roi : le comte de Hainaut seul modéra le ressentiment du prince en lui remontrant que les esprits n'étoient déjà que trop aliénés , sans les iriter davantage par une rigueur déplacée ; & qu'il n'étoit pas surprenant que Godemar du Fay n'eût pu résister à la puissance du roi d'Angleterre , quand toute la fleur du royaume de France ensemble n'y avoit pu rien faire. Après la perte de la bataille de Crécy , le roi voulut rassembler ses troupes éparées dans la déroute , & tenter une seconde bataille ; mais la terreur générale l'empêcha d'exécuter ce dessein : *Quelque commandement & requête que fit ledit roi Philippe à ses gens , chacun se retira en son logis , faisant refus de retourner pour lors en une autre bataille*. Le monarque fut contraint de retourner à Paris , & de remettre à un autre temps le soin de se venger & de réparer l'afront qu'il venoit de recevoir.

Chroniq. de Fland.

Le lendemain de cete fatale journée , les Anglois , maîtres du champ de bataille , rencontrerent les communes de France qui venoient joindre l'armée , ignorant la déroute de la veille. Elles furent taillées en pieces , & l'on assure qu'il y périt sept mille hommes. Le même jour l'archevêque de Rouen & le grand prieur de France furent rencontrés & massacrés avec leur suite. Les historiens les plus modérés font monter la perte des François à trente mille hommes : selon d'autres , elle fut bien plus considérable : ils comptent trente mille hommes tués le jour de la bataille & soixante mille le lendemain ; mais il y a toute aparence que c'est une exa-

Tome IV.

* VVV

Ann. 1346.

Mémorial.
Humb. Pilat.
ann. 1346, rap-
porté aux preu-
ves de l'hist. du
Dauphiné.

Siege de Ca-
lais.

Spicil. Cont.
Nung.

Froissard.

Rap. Theyr.

gération : les troupes que les Anglois défirent ce second jour, n'étoient composées que des communes de Beauvais & de Rouen, qui ne pouvoient pas former un corps de soixante mille hommes. Un écrivain contemporain marque précisément qu'il périt à la bataille de Crécy douze cent seize tant princes & seigneurs que chevaliers, & environ dix mille hommes : en redoublant ce nombre pour la perte du lendemain, le calcul du total monteroit environ à trente mille hommes, ce qui ramene à une opinion plus vrai-semblable.

Edouard cependant songeoit à profiter d'une victoire si complete. Il souhaitoit depuis long-temps s'assurer d'un port commode qui pût lui ouvrir en tout temps l'entrée de la France, sans être obligé de dépendre des Flamands : dans ce dessein il marcha vers Calais qu'il investit au mois de Septembre. Cete ville étoit extrêmement fortifiée, & défendue par une garnison nombreuse. Jean de Vienne gouverneur de la place, qu'Edouard, comme se prétendant roi de France, avoit fait sommer de lui rendre, sinon que la garnison & les habitants seroient passés au fil de l'épée, répondit qu'il ne reconnoissoit point d'autre roi de France que celui qui lui avoit confié la garde de cete ville, & qu'il avoit résolu de vivre & de mourir à son service. Le roi d'Angleterre prévoyant la longueur & la difficulté du siege, prit le parti d'afamer la place, & d'empêcher que les assiégés ne pussent recevoir aucun secours du dehors. Il fit construire entre la ville, la riviere de Maye & le pont, une seconde ville composée de bâtimens de charpente, couverts de chaume & de genets, formant par ce moyen une enceinte exacte depuis la riviere jusqu'à la mer. Cete circonvallation étoit fortifiée de redoutes & de fossés. On fit sortir de Calais toutes les bouches inutiles au nombre de dix-sept cents. Ces malheureux étant venus au camp des Anglois, Edouard leur fit donner à diner & deux sterlings à chacun. Ce trait d'humanité fit beaucoup d'honneur à la générosité du monarque.

Le roi rapela le duc de Normandie qui étoit encore attaché au siege d'Aiguillon : ce prince obéit aux ordres de son pere , quoiqu'il eût fait serment de ne point quitter la place qu'il ne l'eût prise. Edouard au siege de Vannes avoit juré la même chose , s'imposant par une protestation imprudente la nécessité de surmonter tous les obstacles , comme si la volonté des hommes pouvoit , à l'aide d'un serment , se rendre supérieure à toutes les difficultés , & diriger les événements. Le comte de Derby profita de la retraite du duc de Normandie pour reprendre toutes les places de la Guienne : il poussa ses conquêtes jusqu'à Poitiers dont il s'empara , y vécut quinze jours à discrétion , & obligea les habitants de prêter serment de fidélité au roi d'Angleterre.

Tandis que le royaume étoit si vivement pressé par les deux extrémités , la guerre ne se continuoît pas moins vivement en Bretagne. Les Anglois & les Bretons du parti de la comtesse de Montfort s'étoient emparés de la Roche-de-rien : Charles de Blois acourut y mettre le siege : la comtesse ramassa ce qu'elle put de troupes , qui vinrent sous la conduite du comte de *Nortampton* & de Thomas *Dagworth* , attaquer le camp des assiégés. Il y eut un sanglant combat : Charles de Blois y fut dangereusement blessé , & fait prisonnier. La plupart des seigneurs qui l'accompagnoient , furent tués. Le vicomte de Rohan , le sire de Laval (a) , les seigneurs de Châteaubriand , de Rays , de Tournemine , de Rieux , de Bois-boissel , de Machecou , de Rosternen , de Loheat & de la Jaille , furent trouvés morts sur le champ de bataille. Les Anglois , malgré cet avantage , ne restèrent pas long-temps maîtres de la Roche-de-rien , qui fut reprise sur eux.

Ann. 1346.
Froissard.

Guerre en
Bretagne.
Combat de
la Roche-de-
rien.
Froiss. Arg.

(a) L'histoire de Bretagne rapporte un exemple singulier de vengeance. Le sire de Laval fut enterré dans le chœur de la Madeleine de Vitré : plus de cent cinquante ans après , la duchesse Anne de Bretagne détestant la mémoire de ce seigneur qui avoit été du parti opposé à ses ancêtres , fit enfoncer les yeux de la statue qui le représentoit sur son tombeau. C'étoit l'usage de représenter les yeux ouverts ceux qui mouroient dans le combat. *Argent. hist. de Brit.*

Ann. 1346.
Etat de la
France.
Spicil. Contr.
Nang.

*Chambre des
Comptes, mé-
morial C.*
Spicil. Contr.
Nang.

Ibid.

La France épuisée d'hommes & d'argent, les peuples gémissants sous le poids des impositions, la noblesse découragée par la funeste journée de Crécy, le roi dévoré de chagrins & de soupçons que tant de sinistres événements ne rendoient que trop légitimes, l'ennemi sur la frontière prêt à se rendre maître d'une des principales clefs du royaume : telle étoit la triste situation de cet Etat si florissant sous les regnes précédents. On fut obligé de recourir à tous les expédients que la nécessité des affaires & la misère présente rendoient praticables : augmentation de droits sur le sel, impositions sur les marchandises, taxes sur les citoyens ; mais de toutes ces ressources, celle qui excita le plus les murmures du peuple en rapportant le moins d'utilité, ce fut l'augmentation & l'altération des especes. On fabriqua une nouvelle monnoie inférieure à l'ancienne en poids & en titre. Toutes les vieilles especes furent décriées. Les variations des monnoies avoient été multipliées à l'infini depuis le commencement de ce regne. Le peuple, qui d'abord n'avoit pas compris le désavantage de ces changements, préféroit cete maniere de subvenir aux besoins de l'Etat, à la voie simple des impôts qui se fait sentir plus directement ; mais bientôt il en reconnut l'abus : chaque augmentation haussait le prix des denrées que la diminution ne faisoit jamais baisser en proportion égale : des ordonnances nouvelles apportoient à tous moments un nouveau dérangement : ces mutations devinrent si fréquentes, qu'on ignoroit si les especes de la veille auroient cours le lendemain. L'altération des métaux vint encore aggraver le mal : on étoit forcé de donner de bonne monnoie pour une monnoie plus foible en titre & en poids : ceux qui avoient de vieilles especes, dit le continuateur de Nangis, étoient obligés de les livrer à des commis chargés de les cisailier ; ces commis exigeoient un droit pour leur salaire ; il falloit ensuite porter ces pieces ainsi défigurées aux changeurs, avec une perte énorme sur leur valeur réelle : ce seroit un détail aussi ennuyeux que

superflu , que de représenter ici le tableau de ces variations. Dans le cours de ce regne , le prix du marc d'argent avoit éprouvé plus de cinquante changements depuis cinquante-cinq sous jusqu'à treize livres dix. Le prix du marc d'or à proportion depuis quarante livres jusqu'à cent trente-huit liv. Le désordre étoit si grand , qu'il fut un temps où la monnoie n'avoit plus d'autre prix que celui que l'estimation arbitraire du peuple y atachoit , c'est-à-dire , qu'une piece d'or qui devoit désigner tant de sous par l'édit , valoit réellement dans le commerce quelquefois moitié moins , quelquefois le quart ou le tiers en sus. Outre le profit que raportoient ces refontes , le roi levoit encore les décimes ecclésiastiques ; mais , continue le même auteur , plus on extorquoit d'argent par ces différents moyens , plus le roi s'appauvrissoit : tout étoit absorbé par les grands & les gens de guerre , qui dépensent en plaisirs frivoles & en jeux de hasard un argent qu'ils n'avoient reçu que pour le service du prince & la défense de l'Etat.

Le roi essaya de détacher les Flamands de l'aliance d'Edouard. Le comte Louis qui avoit été tué à la bataille de Crécy , n'avoit laissé qu'un fils du même nom , âgé de quinze ans : ce jeune prince avoit été élevé en France , & l'on pouvoit compter sur son attachement & sur sa fidélité , d'autant plus qu'il avoit conçu une haine mortelle contre les Anglois , qu'il regardoit comme les meurtriers de son pere. Edouard l'auroit volontiers choisi pour son gendre. Les Flamands y étoient portés d'inclination : il traita dans cete vue avec les députés des villes de Flandre qui accepterent la proposition avec joie. Il s'agissoit d'y déterminer leur comte qui pour lors étoit à la cour de France. Le duc de Brabant qui avoit les mêmes vues pour sa fille , traversa sous main les négociations d'Edouard. Cete dernière aliance étoit bien plus agréable au roi , qui espéroit par ce moyen ramener les Flamands , ainsi que le duc de Brabant le lui avoit promis. Le jeune comte fut envoyé en Flandre à la requisition de ses sujets qui vinrent le

Ann. 1346.
*Ducange, ad
verb. moneta
& marca.*

*Chambre des
Comptes, mé-
morial C, f. 17.
& 18.*

Le roi veut
détacher les
Flamands, des
Anglois.
*Froissard.
Spicil. Cont.
Nang.*

Ann. 1346.

redemander : tout étoit d'accord , lorsqu'Edouard averti d'un traité si préjudiciable à ses intérêts , fit jouer tant de ressorts , que les Flamands changerent encore de résolution. Ces peuples inconstans & séditieux , déclarerent qu'ils ne souffriroient jamais l'aliance de leur prince avec la fille du duc , & lui firent entendre qu'il n'y avoit d'autre parti pour lui que d'épouser la fille du roi d'Angleterre. Le comte ne paroissant pas disposé à suivre leurs volontés , ils l'arêterent , & le mirent en prison *courtoise* , dans l'appréhension qu'il ne leur échapât. Se voyant réduit à cete extrémité , ce prince , tout jeune qu'il étoit , prit le parti de dissimuler : il parut consentir au mariage proposé , se laissa conduire de bonne grace à Bergues-Saint-Winoc , où le roi d'Angleterre , qui pour lors étoit devant Calais , se rendit avec la princesse Isabelle sa fille. Les fiançailles furent célébrées au grand contentement d'Edouard , & avec une satisfaction apparente de la part du futur époux , qui , quelques jours après , jouissant d'un peu plus de liberté , trompa ses gardes à la chasse & se refugia en France , où il épousa dans la même année Marguerite de Brabant.

Rymer, *aff.*
publ. tom. 2,
part. 4.

Continuation
du siège
de Calais.

Froissard.

Rymer, *aff.*
publ. tom. 2,
part. 4.

Rap. Thoyr.

Le roi s'étoit vainement flaté que la rigueur de la saison ne permettroit pas au roi d'Angleterre de demeurer devant Calais , & que l'irruption du roi d'Ecosse à la tête d'une armée de cinquante mille hommes , le rapeleroit en Angleterre ; mais Edouard se fiant à sa fortune & aux ordres qu'il avoit laissés avant son départ , ne changea rien à sa premiere disposition. En effet , tous les événements sembloient concourir pour favoriser les desseins de ce prince. La reine d'Angleterre à la tête des troupes Angloises , alla au-devant du roi d'Ecosse , lui présenta la bataille , le défit entièrement , le fit prisonnier , l'enferma dans la tour de Londres , & vint elle-même au camp de Calais , apporter au roi son époux les nouvelles de sa victoire.

Misere des
alliés.

La place resserrée plus que jamais , quoique vigoureusement défendue , ne pouvoit encore tenir long-temps. La disette des vivres s'y faisoit déjà sentir : les entre-

preneurs chargés par le roi d'y faire passer des provisions, détournèrent l'argent à leur profit, & ne fournirent rien : bientôt la misère devint extrême. Les habitants réduits à manger jusqu'aux chats & aux souris, après avoir épuisé ces vils aliments, se trouverent réduits aux horreurs de la plus cruelle famine.

Philippe informé de cete extrémité, fit un dernier effort, & rassembla une armée de soixante mille hommes à la tête de laquelle il vint se présenter à Edouard. Il reconnut bientôt la difficulté, ou pour mieux dire, l'impossibilité de le forcer dans ses retranchements : il envoya les sires de Charny, de Ribaumont, de Nesle, & le maréchal de Beaujeu, offrir la bataille. Le roi d'Angleterre répondit » qu'il étoit là pour prendre Ca- » lais, & que si le roi desiroit combattre, c'étoit à lui » de voir comment il s'y prendroit pour l'y contrain- » dre. Ce fut avec cete réponse qu'il congédia les députés, auxquels avant que de sortir, on fit examiner toutes les fortifications du camp, afin qu'ils fussent en état d'en rendre compte au roi. Edouard ne pouvoit pas braver son rival d'une manière plus cruelle. Philippe frémissait de honte & de colere, ne pouvant se déterminer à la retraite, encore moins risquer la perte de son armée & le salut de l'Etat, par un désespoir imprudent.

Deux cardinaux envoyés par le pape, afin de ménager un accommodement entre les deux couronnes, ne purent y réussir. Les deux jours que durèrent les conférences tenues à ce sujet, furent employés par les Anglois à se fortifier encore par de nouveaux retranchements. Le roi obligé de céder aux loix de la nécessité, supérieures à toutes les puissances humaines, se retira, désespéré d'abandonner de si braves guerriers & des sujets si fideles, à la discrétion d'un ennemi vainqueur, & qu'une longue résistance avoit rendu implacable. Les malheureux habitants eurent la douleur de voir du haut de leurs murailles le départ de leur prince & de ce secours qu'ils avoient si long-temps espéré, & ils ne

Ann. 1347.
*Spicil. Con-
tin. Nang. ann.*
1347.

Le roi marche
au secours de
la place.
Froissard.

Négociations
inutiles.

Ann. 1347.
Reddition de
Calais.
Froissard.

fongerent plus qu'à se rendre. A leur priere, Jean de Vienne monta aux creneaux des murailles, & fit signe qu'il vouloit parler : Edouard envoya Gautier de Mauny & le sire de Bassiet pour conférer avec lui. *Chiers Seigneurs*, leur dit le gouverneur, *vous êtes moult vaillants chevaliers en fait d'armes, & sçavez que le roi de France que nous tenons à Seigneur, nous a céans envoyés & commandé que nous gardassions cete ville & châtél si que blâme n'en eussions & lui nul dommage : nous en avons fait notre pouvoir. Or est notre secours failli & nous si estrains que nous n'avons de quoi vivre : si nous conviendra tous mourir ou enrager de famine, si le gentil roi votre seigneur n'a mercy de nous, laquelle chose lui veuillés prier en pitié & qu'il nous veuille laisser aler tout ainsi que nous sommes.* Jean, répondit Gautier, *nous sçavons une partie de l'intention de monseigneur le roi, car il nous l'a dit : sçachez que ce n'est mie son entente que vous vous en puissiez aler ainsi ; mais son intention est que vous vous mettiez tous à sa pure volonté, ou pour rançonner ceux qu'il lui plaira, ou pour faire mourir.* Le gouverneur redoubla ses prieres pour engager Mauny à tâcher d'obtenir d'Edouard des conditions plus suportables, l'assurant qu'il se défendroit jusqu'à la dernier goutte de sang, plutôt que de se rendre à discrétion.

Mauny étoit généreux, il se flata d'adoucir son prince en faveur de si braves gens : il lui représenta avec cete noble liberté qui sied si bien à un fidele sujet, plus jaloux de la gloire de son maître que de sa faveur, combien il lui seroit honteux de flétrir son triomphe par une sévérité odieuse contre un ennemi sans défense : *Monseigneur*, dit-il au roi, *vous pouriez bien avoir tort, car vous nous donnez un très mauvais exemple.* Il ajouta que par une tele conduite, il autoriseroit ses ennemis à user de représailles.

Les représentations de Mauny furent apuyées par plusieurs chevaliers présents. Le roi cédant à leurs instances, répondit : *Seigneurs, je ne veux mie être tout seul contre vous tous. Sire Gautier, vous direz au capitaine de*

*de Calais , que la plus grande grace qu'il pourra trouver en moi , c'est qu'il se parte de la ville six des plus notables bourgeois , les chefs tous nuds & tous déchauffés , les harts (les cordes) au col , & les clefs de la ville & du châtel en leurs mains ; & de ceux je ferai à ma volonté , & le * remanent je prendrai à mercy.*

Ann. 1347.

* le reste.

Mauny revint promptement rapporter cete réponse : le gouverneur le pria de rester , afin d'assister à la déclaration qu'il aloit faire devant le peuple , des ordres du vainqueur. Tous les habitants assemblés sur la place atendoient la réponse d'Edouard avec cete inquiétude que donnent la crainte de la mort & l'espérance de la vie. Dès que l'ordre eut été publié , un morne silence annonça l'anéantissement de tous les cœurs : ils se regardoient en frissonnant , cherchant avec éfroi ces six victimes du salut public qu'ils désespéroient de rencontrer. Ce long silence fut interrompu par des cris entrecoupés de sanglots , de gémissements & de pleurs. Jean de Vienne , leur brave gouverneur , guerrier intrépide sur la breche , devenu citoyen compatissant , confondoit ses soupirs avec les leurs. Mauny témoin d'un spectacle si atendrissant , ne put retenir les larmes dont ses yeux étoient inondés. Cependant le peu de temps acordé s'écouloit , il faloit se décider. Eustache de Saint-Pierre , (nom à jamais cher à la France , nom qui mérite d'être annoncé à tous les âges & à l'univers entier , l'honneur de l'humanité , dont la mémoire doit vivre éternellement dans les cœurs de tous les hommes , tant qu'il y aura de la vertu sur la terre) se leva courageusement au milieu de cete foule de citoyens désolés : *Seigneurs grands & petits , s'écria-t-il , grand mechef seroit de laisser mourir un tel peuple qui cy est , par famine ou autrement , quand on y peut trouver aucun moyen , & seroit grande grace devant notre Seigneur qui les pourroit garder. J'ai en droit moi si grande espérance d'avoir pardon envers notre Seigneur , si je meurs pour ce peuple sauver , que je veux être le premier.* A peine eut-il cessé de parler , qu'il reçut le prix le plus pur de la reconnoissance de ses

Tome IV.

* Xxx

concitoyens : *chacun l'aloit adorer de pitié* : ils se prosternèrent à ses pieds en les arrosant de leurs larmes. Quel est le pouvoir de la vertu ! Jean Daire , courageux imitateur d'Eustache son cousin , vint se ranger auprès de lui dans la résolution de partager l'honneur de mourir pour la patrie. Jacques & Pierre Wisant freres & parents de ces généreux martyrs , se dévouerent pareillement. Pourquoi faut-il que l'histoire qui nous a transmis les noms de tant d'hommes inutiles ou funestes au genre humain , ait négligé de nous apprendre ceux des deux autres victimes ? Le gouverneur à qui la foiblesse de l'âge , les infirmités & la douleur ne permettoient pas de se soutenir , monta à cheval , & les conduisit jusqu'à la porte de la ville : là il les remit entre les mains de Mauny , en le priant d'intercéder pour eux auprès de son roi. Ils parurent devant le monarque Anglois & lui présentèrent les clefs de la ville. Tous les seigneurs qui environnoient le roi , ne pouvoient dissimuler la pitié & l'admiration qu'une pareille magnanimité leur inspiroit : on n'entendoit autour du prince qu'un murmure confus excité par la compassion générale. Edouard seul parut inflexible : il les regarda d'un air sévère , & commanda qu'on les conduisît au supplice. On ne peut s'empêcher d'être surpris de tant de dureté dans un souverain qui avoit toujours passé pour généreux. Il fut insensible aux sollicitations , aux prières , aux larmes de toute sa cour. Ce fut en vain que le prince de Galles se jeta à ses pieds : on eût dit qu'en ce moment la colere eût mis sur les yeux de ce prince , un bandeau qui lui déroboit la honte d'un pareil emportement : il réitéra l'ordre de faire venir le boudreau : *soit fait venir le coupe-tête*, dit-il. C'étoit fait de ces illustres infortunés , & de la gloire d'Edouard , sans la reine son épouse , qui pour lors étoit à l'armée. Cete respectable princesse entra dans la sale & se précipita aux genoux de son mari , le conjurant par les motifs les plus puissants de l'honneur , de l'humanité & de la religion , de ne pas souiller sa victoire. Le monarque baissa les yeux : après un mo-

ment de silence, *Ah ! Madame*, s'écria-t-il, je aimasse mieux que vous fussiez autre part que cy : vous me priez si à certes, que je ne puis vous éconduire. Si les vous donne à votre plaisir. Aussi-tôt la reine les emmena dans son appartement, les fit habiller, ordonna qu'on leur apportât à dîner, & les renvoya sous une escorte sûre, après leur avoir fait donner six nobles à chacun pour se conduire.

Dès le lendemain, le roi prit possession de la ville, dont il fit sortir tous les habitants, ne retenant qu'un prêtre & deux bourgeois pour indiquer la situation des héritages, & peu de temps après il la repeupla entièrement d'Anglois qui y acoururent en foule, attirés par les privilèges qu'il acordoit à ceux qui vouloient s'y établir. Ce fut ainsi que les Anglois réduisirent cete place importante, dont ils sont demeurés possesseurs jusqu'en 1558, que François duc de Guise leur enleva cete clef du royaume. Froissard, & ce qui paroît plus surprenant, le continuateur de Nangis, historien contemporain, ont écrit que les malheureux habitants de Calais ne furent point récompensés de leur fidélité, & qu'on les vit la plupart errer dans le royaume, mendiants, & réduits à la plus abjecte misère. Il est cependant constant que le roi en distribua une partie dans les villes d'Artois & de Picardie, aidant les pauvres de son argent. Il se trouve même une ordonnance du mois de Septembre 1347, un mois après la réduction, par laquelle le roi donne aux habitants de Calais toutes les forsaictures, biens, meubles & héritages qui échoiront au roi pour quelque cause que ce soit, comme aussi tous les offices, quels qu'ils soient, vacants, dont il appartient au roi ou à ses enfants d'en pourveoir, pour la fidélité qu'ils ont gardée au roi, & jusqu'à ce qu'ils soient tous & un chacun récompensés des pertes qu'ils ont faites à la prise de leur ville. La prise de Calais fut suivie d'une treve jusqu'à la saint Jean, acordée entre les deux couronnes par l'entremise du cardinal de Boulogne. Cete treve fut prorogée diverses fois jusqu'à la fin de ce regne.

Xxx ij

Ann. 1347.

Ann. 1348.

Edouard maître de la ville de Calais, en fait sortir les habitants, & la repeuple d'Anglois.

Froissard.

Rymer, *ad.* publ. tom. 2, part. 4.

Spitil. Cont. Nang.

Froissard.

Chambre des Comptes, mémoriaux.

Du Tillet.

Ann. 1348.
Famine &
peste.
*Spicil. Con-
tin. Nang.*

Les peuples à peine échappés à tant de ravages , & aux horreurs d'une famine épouvantable qui survint dans le même temps , sembloient avoir épuisé tous les traits de la colere céleste ; mais ces calamités n'étoient que le prélude de leurs maux : un fléau plus terrible que la faim & que la guerre , vint apporter en tous lieux la désolation & la mort. Une contagion générale , dont l'histoire ne fournit point d'exemple , parcourut successivement toutes les parties de l'univers connu. Après avoir dévasté l'Asie & l'Afrique , elle pénétra dans l'Europe , d'où elle s'étendit jusqu'aux extrémités du Pole , laissant à peine dans quelques endroits la vingtième partie des habitants. On dit qu'on avoit vu à la Chine un globe enflammé , qui embrasa plus de cent lieues de pays , & que de la corruption de l'air il naquit un nombre prodigieux d'insectes qui répandirent la malignité de leur venin sur tout l'hémisphère. Au mois d'Août un corps de feu semblable à une étoile , fut aperçu de Paris à peu de distance de la terre , & demeura dans le même état pendant une partie de la journée. Après le soleil couché , cete vapeur lumineuse s'accrut considérablement , se divisa en plusieurs rayons & s'évanouit : le continuateur de Nangis assure avoir été témoin oculaire de ce phénomène. Cete cruelle épidémie continua dans sa force pendant une partie des années 1348 & 1349 : on portoit régulièrement de l'Hôtel-Dieu de Paris cinq cents morts par jour au cimetière des Innocents , où l'usage étoit alors de les enterrer , ce qui devoit sans doute contribuer à entretenir le mal. Les villes & les campagnes étoient dépeuplées au point que les vivants ne pouvoient suffire à ensevelir les morts. On accusa les Juifs de cete mortalité : ils furent massacrés & brûlés dans plusieurs endroits.

Nouvelle sec-
te de Fanati-
ques.

Tant d'infortunes , effets ordinaires de la colere divine , ramenerent par la terreur les hommes aux sentiments de piété qu'ils avoient oubliés. La dévotion dans quelques provinces dégénéra bientôt en fanatisme. Il s'éleva dans une partie de l'Allemagne , de la Lorraine , de la Flan-

dre & du Hainaut, une secte de Flagellants, qui couroient les villes & les campagnes, nuds jusqu'à la ceinture, se déchirant le corps à coups de fouet, & chantant des cantiques ajustés aux états d'une dévotion si bisarre. Les femmes, dont l'imagination est plus tendre, formoient le plus grand nombre de ces extravagantes sociétés. Le roi, de l'avis de la faculté de théologie de Paris, fit défendre sous des peines sévères ces pratiques superstitieuses, & l'entrée du royaume fut interdite aux nouveaux sectaires, qui, se voyant poursuivis & méprisés, renoncèrent à leur pieux enthousiasme.

Ann. 1348.

Le moine continuateur de Nangis, cité ci-dessus, qui vivoit alors, observa qu'après que la contagion se fut ralentie, on ne voyoit que femmes enceintes, comme si la nature eût voulu se réparer par cete fécondité; & que la plupart de ces femmes mettoient au monde deux ou trois enfants à la fois: il ajoute que les enfants nés depuis ce temps, n'avoient que vingt ou vingt-deux dents. Cete singularité ne s'est point étendue au-delà de son siècle. Les générations suivantes ont eu le nombre de dents ordinaire.

Il s'en salut peu qu'Edouard ne perdit Calais par la trahison du gouverneur auquel il avoit confié la garde de cete conquête. Geofroi de Charny, commandant pour Philippe à Saint-Omer, entreprit, malgré la treve, de s'en emparer, sans avoir consulté le roi, qui certainement n'y auroit jamais consenti, étant exact observateur de sa parole. Aimeri de Pavie, (c'est le nom de cet infidele gouverneur) Lombard de nation, prêta l'oreille aux sollicitations de Charny, & convint avec lui de livrer la ville aux François moyennant une somme de vingt mille écus qui devoit lui être comptée le jour même qu'il les introduiroit dans la place. Edouard averti de ce complot, manda le Lombard à Londres. Lorsqu'il le vit, il le tira à part, & lui dit: *Tu sçais que je t'ai donné en garde ce que je aime le mieux au monde après ma femme & mes enfants, c'est à sçavoir la ville & le châtel de Calais. Tu les a vendus aux Fran-*

Tentative sur
Calais.
Froissard.

*çois : pour ce , tu as bien desservi * la mort.* Aimery se jeta aux pieds du roi qui lui pardonna , en faveur de ce que cet Italien avoit élevé son enfance : mais il ne lui donna sa grace qu'à condition qu'il tromperoit les François , & l'avertiroit du jour de l'exécution du marché. Le perfide promit tout ce qu'on voulut , se croyant trop heureux de conserver sa vie à ce prix.

Edouard accompagné du prince de Galles , de trois cents hommes d'armes & de six cents archers , se rendit secrètement à Calais la veille du jour que les François devoient y être introduits. Charny exact au rendez-vous , s'aprocha de la ville , & envoya Oudart de Renti avec les vingt mille écus promis au Lombard , qui les reçut & fit entrer Renti avec douze chevaliers François & cent armures de fer * de leur suite , dans le château , feignant de vouloir les en rendre maîtres. Le roi d'Angleterre parut tout à coup avec sa troupe. Les François , trop foibles pour résister , furent faits prisonniers. Les Anglois cependant ouvrent la porte de la ville , & vont au-devant de Charny , qui reconnoissant la trahison , soutint le combat malgré l'inégalité du nombre. Edouard dans cete occasion , par une témérité qui paroîtroit inexcusable dans un roi , si elle n'étoit en quelque façon justifiée par l'esprit de chevalerie qui régnoit alors , combatit comme simple homme d'arme , sous la bannière de Gautier de Mauny. Il s'attacha dans la mêlée à Eustache de Ribeaumont , brave chevalier François , qui eut l'honneur de se mesurer avec le monarque sans le connoître , & de l'abatre deux fois. Les Anglois étant demeurés vainqueurs , Eustache rendit l'épée à son adversaire , en lui disant , Sire chevalier , je me rends votre prisonnier.

Le jour même de cete action , le roi d'Angleterre donna à souper à tous les chevaliers François qui avoient été faits prisonniers : ils eurent l'honneur d'être admis à sa table , ainsi que les courtisans de ce prince , & les *servit le gentil prince de Galles du premier mets* : ils se retirèrent , par respect , au second service , & se mirent

Ann. 1348.

* *mérité.*

* cent hommes d'armes.

à une autre table dans la même salle. Après le repas, Edouard s'entretint familièrement avec tous ses convives : il ne put s'empêcher de changer de visage en s'approchant de Charny : *Messire Geofroi*, lui dit-il, *je vous dois par raison peu aimer, quand vous me voulez embler* par nuit ce que j'ai si chèrement comparé**, & qui m'a coûté tant de deniers. Si suis moult joyeux de ce que je vous ai prins à l'épreuve. Vous en vouliez avoir meilleur marché que je n'ai eu, qui la cuidiez avoir pour vingt mille écus ; mais Dieu m'a aidé, car vous avez failli à votre entente. Le roi passa sans attendre la réponse du prisonnier que la honte rendoit muet, & s'adressant tout de suite à Ribamont : *Messire Eustache*, vous êtes le chevalier au monde que je visse oncques plus vaillamment assaillir ses ennemis, ne son corps défendre, ne ne me trouvai oncques en bataille où je fusse, qui tant me donnât affaire corps à corps que vous avez aujourd'hui fait. Si vous en donne le prix, & aussi sur tous les chevaliers de ma cour par droite sentence. Adoncques print le roi son chapelet (ornement de tête en forme de couronne) qui étoit bon & riche, & le mit sur le chef de monseigneur Eustache, & dit : Monseigneur Eustache, je vous donne ce chapelet (il étoit couvert de perles) pour le mieux combatant de la journée de ceux de dedans & de dehors, & vous prie que vous le portiez cete année pour l'amour de moi. Je sçai bien que vous êtes guai & amoureux, & que volontiers vous vous trouvez entre dames & demoiselles : si dites par-tout là où vous irez, que je le vous ai donné : si vous quittez votre prison, & vous en pouvez partir demain, s'il vous plaît.

Les chagrins du roi qu'occasionnoient les pertes de l'Etat & la misère du peuple, reçurent encore un nouvel accroissement, par les malheurs domestiques. La reine Jeanne son épouse, fille de Robert duc de Bourgogne, mourut à l'hôtel de Nesle, demeure ordinaire de nos rois lorsqu'ils étoient à Paris. Cete respectable princesse s'étoit rendue digne par ses vertus de toute la tendresse du roi son époux. Le monarque avoit tant

Ann. 1348.

* dérober.

* aquis.

Mort de la reine & de la duchesse de Normandie.

Froissard.

Spicil. Cont. de Nangis.

heureuse Jeanne se sauva en Provence. Le pape étant logé sur ses terres, dit Mézerai, lui rendit de grands honneurs; mais profitant de l'extrême nécessité où elle se trouva réduite, il tira d'elle la ville & le comté d'Avignon. Il ne les acheta que quatre-vingt mille florins d'or de Florence; mais par dessus le marché, il approuva le mariage de cete princeſſe avec le prince de Tarente. L'empereur Charles IV confirma cete vente, & afranchit entièrement cete comté de la sujétion de l'Empire dont elle relevoit, comme étant un ariere-fief de l'ancien royaume d'Arles.

Ann. 1348.

Le besoin d'argent obligea le gouvernement de recourir à tous les expédients les plus propres à remplir les cofres du roi, épuisés par une guerre aussi longue que malheureuse. On fit une recherche exacte des abus commis dans l'administration des finances. Pierre des Essarts trésorier du roi, plus heureux que Remi & la Guette, fut condamné à une restitution de cent mille florins d'or, somme considérable pour ce temps-là, & qui annonce bien sensiblement la monstrueuse rapacité des financiers de ces siècles éloignés. Il eut le crédit ou l'adresse de faire modérer cete amende à cinquante mille florins d'or. Tous les usuriers Italiens & Lombards qui avoient tenu à ferme ou reçu les revenus publics, furent contraints de justifier les comptes des sommes exorbitantes que leur avarice avoit arrachées de la nécessité de l'Etat & des besoins du prince. On examina leur conduite avec sévérité: ces sang-sues publiques éfrayées d'une procédure capable de découvrir leurs brigandages & leurs malversations, obtinrent des lettres du roi, afin d'en suspendre le cours, & de retenir la main qui aloit dévoiler les mystères de l'art; mais la chambre des comptes, sans s'arrêter à cet ordre surpris à l'indulgence du prince, poursuivit l'examen. Dans les registres de cete cour, on trouve le tableau de la séance tenue sur le fait d'une charte impétrée par les Vengeuerres Italiens, où il fut délibéré que ladite charte étoit injuste & devoit être mise au néant, & que les commissaires sur le fait des

Recherches
des Financiers.

Registres de
la chambre des
comptes, mém.
C. fol. 7. R.

Tome IV.

* Y y y

Ann. 1348.

Aquisition du
Dauphiné.*Hist. du Dau-
phiné par M.
de Valbournais.*

Lombards & usuriers iroient en avant sur le fait de leur commission. Ces pernicioeux étrangers furent chassés du royaume, où ils n'auroient jamais dû être admis : les sommes par eux avancées furent confisquées au profit du roi, & les intérêts, qui excédoient dix fois le principal, furent remis au peuple.

Depuis l'année 1343, Philippe négocioit l'aquisition du Dauphiné, qui ne fut terminée qu'en 1349. Humbert II, dauphin de Vienne, inconsolable de la mort d'André son fils unique, qui au raport de quelques historiens, tomba d'une fenêtre d'entre les bras de sa nourrice, d'autres disent des bras de son pere, forma la résolution de quitter le monde. Dans ce dessein il traita avec le roi, & consentit, en cas qu'il mourût sans postérité, de transmettre à perpétuité la propriété de ses Etats à Philippe duc d'Orléans, second fils de France, ou, à son défaut, à tel autre des enfants du duc de Normandie ou de ses descendants qu'il plairoit au roi & à ses successeurs d'élire ; à condition que celui qui seroit élu prendroit le nom de Dauphin, & porteroit les armes de Dauphiné écartelées de celles de France, & que ce pays ne pourroit jamais être incorporé au royaume qu'en cas que la France & l'Empire fussent réunis sur le même chef. Ce fut au bois de Vincennes que ce traité fut conclu entre le roi & les députés du Dauphin, qui le ratifia dans la même année. Le roi s'obligeoit pour prix de cete cession, de donner au Dauphin la somme de six vingt-mille florins d'or, payable en trois ans, lui réservant en outre dix mille livres de rente sa vie durant, & deux mille livres de rente à héritage. Le 7 Juin de l'année suivante, le Dauphin par une nouvele disposition transporta la cession de ses Etats en faveur du duc de Normandie ou de l'un de ses enfants. Rien n'étoit plus incertain que l'exécution de ces traités, quoique le Dauphin eût déjà reçu une partie de la somme promise. Il étoit jeune encore, & la mort de Marie de Baux sa femme arivée deux ans après, loin de lui ôter tout espoir de postérité, fit appréhender

qu'il ne songeât à se remarier. Le pape même, à qui probablement ce traité déplaisoit, dans une bule de consolation adressée à ce prince, lui conseilla de songer à se procurer une épouse qui lui donnât des enfants. Humbert ne fut pas sourd à cete exhortation : effectivement il traita de son aliance avec Blanche sœur d'Armédée comte de Savoie, ensuite avec Jeanne de Bourbon; mais le roi atentif à ses démarches, rompit ce dernier projet en mariant cete princesse avec Charles fils aîné du duc de Normandie. Enfin toutes les irrésolutions du dauphin cessèrent par le transport pur & simple qu'il fit à Charles, fils aîné du duc de Normandie, aux conditions ci-dessus spécifiées, du Dauphiné, du duché de Champsour, de la principauté de Briançonnois, du marquisat de Césanne, des comtés de Vienne, d'Albon, de Graisivodan, d'Ebriennes, de Gapençois, & des baronnies de la Tour, de Valbonne, de Fucigny, de Meuillon & de Montalbin. En conséquence de cete cession qui fut signée le 30 Mars 1349, le duc de Normandie vint à Lyon, conduisant avec lui Charles son fils. Ce fut dans l'église des freres Prêcheurs de cete ville, que se fit la cérémonie de l'investiture. Le 16 Juillet de la même année, le dauphin se dessaisit & dévestit réellement & corporellement & transporta audit Charles présent & acceptant en présence du duc de Normandie son pere; tous ses Etats, & en saisit & vestit réellement ledit Charles, ses hoirs & ceux qui auront cause de lui, perpétuellement & héritablement en saisine & en pleine propriété, & en signe desdites saisine & dessaisine, baille audit Charles l'épée ancienne du Dauphiné & la bannière de saint Georges, qui sont anciennes enseignes des dauphins de Viennois, & un sceptre & un anel. L'acte de transport dit expressément: » que le nom & les armes des dauphins seront conférés par ceux qui leur succéderont à perpétuité, & » que leurs Etats, quoique faisant partie dès-lors du » royaume de France, seroient possédés séparément & » à titre différent par leurs successeurs, à moins que

Ann. 1148.

Pieces servant
de preuves à
l'hist. du Dauphiné.

Yyy ij

Ann. 1349.

» l'Empire ne se trouvât réuni en leur personne ». On ne peut douter, dit l'auteur de l'histoire du Dauphiné, que les rois n'aient eu en vue de se conformer à cete disposition. C'est par cete raison, que dans leurs déclarations & autres lettres expédiées pour le Dauphiné, ils n'ordonnent l'exécution de leurs volontés qu'en qualité de dauphins, & sous le sceau & les armes des anciens princes de ce nom. Aussi leurs ordonnances, quoique générales pour le royaume, ne sont reçues dans cete province que comme dans un Etat séparé, sous le titre & avec les armes de dauphin de Viennois, & lorsqu'elles portent ces caractères particuliers de l'autorité du prince. La province a toujours conservé un sceau particulier dont le chancelier a la garde, à la différence des autres provinces qui perdirent leur chancellerie à chaque réunion. Les fils aînés de nos rois ont toujours porté le nom de dauphins depuis ce transport, quoique ce ne fût pas une des conditions du traité, ainsi que l'ont prétendu quelques écrivains.

Humbert embrasse l'état religieux.

Le lendemain de l'investiture, Humbert embrassa l'état religieux, & prit l'habit de frere prêcheur. Quelque temps après on fit courir le bruit que Humbert étoit sorti de sa retraite : cete nouvelle qui alarma le nouveau dauphin se trouva fausse. Humbert se rendit l'année suivante à Avignon : il y reçut les trois ordres de la main de sa sainteté le jour de Noël dans l'interval des trois messes. Il prit le sous-diaconat à la messe de minuit, le diaconat & la prêtrise aux deux autres : il la célébra ensuite lui-même : huit jours après, il fut sacré patriarche d'Alexandrie, & ensuite créé administrateur perpétuel de l'archevêché de Reims. Il mourut à Clermont en 1355. Son corps fut transporté au couvent des Jacobins de Paris, & inhumé dans le chœur de leur église, où l'on voit encore son tombeau & celui de la reine Clémence sœur de Béatrix de Hongrie sa mere, aux deux côtés du grand autel.

Aquisition de Montpellier & du Roussillon.

Le roi avoit aquis précédemment le Roussillon & la Cerdagne avec la seigneurie de Montpellier, de l'in-

fortuné Jacques roi de Majorque. Ce malheureux prince chassé de ses Etats avec sa femme & ses enfants, par Dom Pedre roi d'Aragon, surnommé le Cérémonieux & l'Astrologue, & à plus juste titre le Cruel, entreprit de recouvrer son royaume : il fit une descente dans l'île de Majorque : vaincu & fait prisonnier, le barbare Dom Pedre lui fit trancher la tête.

Blanche fille de Philippe roi de Navarre, mort en 1343, avoit été amenée à la cour de France. Cete princesse, la plus accomplie de son temps, étoit destinée pour épouser le duc de Normandie. Le roi ne l'eut pas plutôt vue, qu'il en devint éperdument amoureux, & changeant le dessein qu'il avoit de la marier avec son fils, il résolut de l'épouser lui-même, & de donner au duc de Normandie Jeanne comtesse de Boulogne, veuve de Philippe de Bourgogne, mort au siège d'Aiguillon. Ces deux mariages furent célébrés presque dans le même temps, celui du roi à Bric-Comte-Robert, & celui du duc de Normandie, à Sainte-Genevieve près Saint-Germain-en-Laye. Au mois d'Avril de l'année suivante, Charles, nouveau dauphin, épousa Jeanne fille aînée de Pierre duc de Bourbon, grand chambrier de France. Cete dignité qui étoit une des plus grandes charges de la couronne, avoit passé de la maison de Bourgogne dans celle de Dreux, & ensuite dans celle de Bourbon.

L'office de chambrier regardoit l'inspection & la garde de la chambre & du trésor du roi, à la différence de l'office du chambélan, qui avoit l'intendance de la chambre à coucher. Les chambriers de France étoient dépositaires des clefs des armoires où nos rois renfermoient leurs effets, les plus précieux : ils tenoient compte de l'argent qu'ils pesoient & mettoient dans des bourses par centaines de livres : ils avoient l'œil sur tout ce qui concernoit les ornements royaux, sur les présents annuels que les seigneurs étoient dans l'usage de faire au prince : ils en régloient l'emploi. Il y avoit plusieurs droits attachés à cete charge, qui donneroient lieu de

Ann. 1349.
Mém. Humb.
Palat. année
1349.

Ann. 1350.
Mariages du
roi & du duc
de Norman-
die.
Spicil. Cont.
Nang.
Eroissard.

Mariage de
Charles Dau-
phin.
Mém. Humb.
Palat. année
1350.

Grand cham-
brier de Fran-
ce.

Du Cange.

Ann. 1350.

*Chambre des
comptes, mém.
G. fol. 117.*

*Mort du roi.
Froissard,
Spic. Contin.
Ningis. année
1350.*

croire qu'anciennement elle s'étendoit sur l'inspection de la garde-robe du roi, & que les titulaires jouissoient des mêmes prérogatives que les autres grands officiers de la couronne, qui exerçoient chacun une juridiction particuliere sur les différents arts & métiers qui avoient du raport à leur emploi. Le chambrier avoit autorité sur les fripiers de Paris, péletiers, cordoniers, ceinturonniers, basaniers, sélriers, bourelriers, gantiers, &c. Ceux qui vouloient exercer ces professions étoient obligés d'acheter de lui les lettres de maîtrise, à la réserve du fripier haut-bannier du roi, *qui ne doit être contraint d'acheter ledit métier de friperie dudit chambrier, ne de son maître pour lui, quoiqu'il se soit fait haut-bannier du roi notredit seigneur, & que de lui il ait acheté le haut-ban.* Tous ces marchands & artisans étoient soumis à la juridiction & police du chambrier, ou du maire qu'il commettoit. Outre ces droits, le chambrier avoit plusieurs rentes & cens à Paris & ailleurs, qui lui donnoient droit de justice & de contrainte comme seigneur foncier. François premier supprima cete dignité après la mort de Charles duc d'Orléans dernier titulaire, arrivée le 9 Septembre 1345.

Philippe venoit de proroger la treve avec l'Angleterre pour trois années, lorsqu'il tomba malade à Nogent-le-Roi : il mourut peu de jours après, le 22 Août 1350. Etant au lit de la mort, il fit apeler le duc de Normandie & le duc d'Orléans ses enfans, & leur montra les décisions des docteurs en théologie, en droit & en loix, qui prouvoient son droit incontestable au trône, & l'injustice des prétentions d'Edouard : il exhorta le duc de Normandie son successeur à défendre courageusement l'Etat après sa mort, ajoutant que quoiqu'il arive quelquefois que ceux qui défendent un droit légitime éprouvent des revers, Dieu cependant ne permet pas qu'ils succombent, & que la justice triomphe tôt ou tard de ces événements passagers. Il recommanda à ses deux fils la concorde fraternele, le maintien de la justice & le soulagement des peuples.

Ce prince n'emporta pas au tombeau les regrets de la nation dont il avoit mérité l'attachement au commencement de son regne. Triste condition des monarques ! on les juge sur les événements , & leur gloire est presque toujours subordonnée à l'incertitude des succès. Obligé par la situation des affaires d'apporter des changements dans l'administration , & d'augmenter les impôts , les malheurs de l'Etat ternirent les dernières années de son regne. Il eût été plus grand , s'il n'eût pas eu en tête un ennemi tel qu'Edouard. Une éducation malheureusement négligée , rendit inutile en lui l'assimilation de toutes les vertus qui forment les héros : courageux , magnanime , libéral , esclave de sa parole , juste , pieux ; son courage l'aveugla , sa libéralité excessive épuisa ses finances , son zèle pour la justice poussé jusqu'à la sévérité , éloigna de lui ceux qui auroient dû lui être le plus attachés : trahi par des sujets perfides , il devint inquiet , soupçonneux : l'ingratitude des hommes le rendit dur & inflexible. Il n'aima , ni les lettres , ni ceux qui les cultivoient ; il n'en connoissoit pas le prix. Il mourut peu regretté ; mais le regne suivant vengea sa mémoire. Il eut de sa première femme Jeanne de Bourgogne , Jean duc de Normandie qui lui succéda , Philippe duc d'Orléans & comte de Valois , qui mourut sans postérité , & Marie qui épousa Jean duc de Limbourg fils de Jean III , duc de Brabant. Blanche de Navarre sa seconde femme , se trouva enceinte à sa mort , & mit au monde une princesse qui fut nommée Jeanne : elle mourut à Beziers en 1373 , comme on la conduisoit à Barcelonne , pour épouser Jean duc de Gironne , fils aîné de Pierre IV , roi d'Aragon. La reine douairière vécut jusque sous le regne de Charles VI.

Ann. 1350.
Portrait de
Philippe de
Valois.

Ses enfants.

Fin du quatrième Tome.

De l'Imprimerie de P. ALEX. LE PRIEUR,
Imprimeur du Roi, rue Saint-Jacques.

